

Kaswentha

par Paul Williams
et Curtis Nelson

Document préparé dans le cadre
du Programme de recherche
de la Commission royale
sur les peuples autochtones

Janvier 1995

Table des matières

Préface.....	<u>v</u>
Sommaire	<u>vii</u>
PARTIE I	
L'Arbre et la Grande Loi de la Paix.....	<u>1</u>
Introduction.....	<u>1</u>
Rendre grâce	<u>5</u>
L'origine de la loi	<u>10</u>
La vision du monde il y a 400 cents ans	<u>16</u>
Parenté et continuité: les clans et les noms	<u>25</u>
Le message de la <i>Kaianerekowa</i>	<u>30</u>
Tous les <i>rotiianeson</i> sont égaux.....	<u>33</u>
L'autorité et les responsabilités des <i>rotiianeson</i>	<u>37</u>
La procédure du conseil	<u>39</u>
La préservation de la Loi	<u>44</u>
Le recours aux orateurs	<u>47</u>
Équilibre.....	<u>48</u>
PARTIE II	
Le grand navire et la chaîne d'argent.....	<u>50</u>
Introduction.....	<u>51</u>
Procédure des conseils de traité	<u>56</u>
Rendre grâce	<u>60</u>
La cérémonie des condoléances.....	<u>60</u>
Les deux côtés du feu.....	<u>64</u>
Les métaphores	<u>67</u>
Aversion pour les paroles directes ou rudes	<u>69</u>
Le rôle des femmes	<u>69</u>
Parenté.....	<u>71</u>

Les relations avec les autres nations autochtones	<u>76</u>
L'autorité de l'orateur	<u>78</u>
Les interprètes et les traducteurs	<u>78</u>
Le lieu du conseil	<u>80</u>
Le Kaswentha, le wampum à deux rangs	<u>81</u>
La chaîne d'alliance	<u>86</u>
Entretien	<u>95</u>
PARTIE III	
Les traités sont des pierres dans le cours d'eau: Ils nous situent dans le temps.....	<u>98</u>
Introduction.....	<u>99</u>
Qu'est-ce qu'un traité?	<u>106</u>
Le bol à une seule cuillère	<u>107</u>
La signification de ce traité.....	<u>113</u>
Le Traité Nanfan de 1701	<u>117</u>
La Conférence du Traité de 1701.....	<u>119</u>
L'acte fiduciaire de 1701 est-il une forme de reddition?	<u>136</u>
L'importance du Traité Nanfan de 1701	<u>139</u>
La Grande Paix de Montréal de 1701	<u>140</u>
Les documents	<u>143</u>
L'importance du Traité de 1701 signé à Montréal	<u>150</u>
La visite à la reine Anne: 1710	<u>152</u>
L'importance du traité	<u>153</u>
Kahnawake, 1760.....	<u>155</u>
Le conseil	<u>155</u>
La Proclamation royale de 1763	<u>161</u>
Documents	<u>162</u>
Le Traité de Niagara (juillet 1764)	<u>171</u>
Historique.....	<u>171</u>
La bande du Niagara et la juridiction criminelle	<u>176</u>
Importance	<u>182</u>
Le Traité de Fort Stanwix, 1768	<u>183</u>
Historique.....	<u>183</u>
L'incidence du traité signé à Fort Stanwix en 1768	<u>222</u>
Le don de Haldimand (1784)	<u>223</u>

Analyse de la documentation	<u>238</u>
L'importance du Don de Haldimand	<u>239</u>
Le Traité de Fort Stanwix (1784).....	<u>240</u>
Historique.....	<u>240</u>
Le traité de Canandaigua (1794).....	<u>271</u>
Historique.....	<u>271</u>
Le Traité Jay (1795).....	<u>286</u>
Historique.....	<u>286</u>
Le traité	<u>287</u>
L'importance du traité	<u>290</u>
Burlington Heights (1815)	<u>291</u>
Historique.....	<u>291</u>
Le traité	<u>292</u>
Les suites du traité de Burlington Heights	<u>300</u>
L'importance du traité	<u>305</u>
La «cession» de la rivière Grand (1841).....	<u>306</u>
Historique.....	<u>306</u>
Un traité manqué: Dorval (1990).....	<u>317</u>
Historique.....	<u>317</u>
PARTIE IV	
La chaîne ternie.....	<u>331</u>
Introduction.....	<u>332</u>
Rendre grâce: l'effritement des rapports avec la nature	<u>335</u>
Le reste du monde naturel: chasse et pêche	<u>339</u>
Condoléances: la Couronne tourne le dos.....	<u>345</u>
L'effritement par voie de traités: la juridiction criminelle	<u>347</u>
L'effritement par l'absence de lois: les droits de passage.....	<u>355</u>
L'effritement par la loi: application des lois provinciales	<u>359</u>
L'effritement par la législation: prise de contrôle des gouvernements	<u>361</u>
L'effritement par la réécriture de l'histoire et du droit: une souveraineté niée	<u>364</u>
L'effritement des droits de citoyenneté: la <i>Loi sur les Indiens</i> et l'appartenance	<u>367</u>
L'effritement des droits religieux et culturels	<u>370</u>

L'effritement des terres	<u>372</u>
Kahnawake.....	<u>375</u>
La seigneurie.....	<u>375</u>
L'île Saint-Nicolas.....	<u>376</u>
Voie maritime du Saint-Laurent	<u>377</u>
Akwesasne	<u>378</u>
Les Mille-Îles (îles Oswegatchie)	<u>378</u>
Les Mille-Îles (îles Saint-Régis)	<u>378</u>
Les terres de Dundee.....	<u>379</u>
Le terrain de Nutfield.....	<u>380</u>
<i>Point c. Dibblee Construction</i>	<u>381</u>
Voie maritime du Saint-Laurent	<u>382</u>
Le territoire de la rivière Grand	<u>382</u>
Le don de Haldimand et le titre de Simcoe.....	<u>382</u>
La cession de 1841	<u>383</u>
Les terres de Cockshutt: Logan c. Styres.....	<u>383</u>
La Grand River Navigation Company	<u>384</u>
Les terres réservées au chemin de fer: Longboat and Jamieson c. R.....	<u>386</u>
Autres revendications du territoire de la rivière Grand	<u>387</u>
Le territoire des Mohawks à La Baie de Quinte	<u>388</u>
Le territoire des Mohawks à Kanesatake: Karente c. <i>le séminaire Saint-Sulpice</i>	<u>388</u>
Le territoire Mohawk de Wahta.....	<u>389</u>
La Constitution du Canada.....	<u>389</u>
Le Gouverneur général n'a pas de nom: l'absence de relations avec le gouvernement canadien	<u>394</u>
Pouvoir et survivance de la confédération	<u>397</u>
Notes	<u>401</u>

Préface

Il n'existe aucune version «officielle» de la Grande Loi de la Paix des Haudenosaunee. Pour rédiger le présent document, nous avons eu recours à quatre versions distinctes de cette loi. La première a été compilée par un comité de chefs comprenant Skaniadariio (John A. Gibson), Kanongweya (Jacob Johnson) et Deyonhegwen (John William Elliott), dans le territoire de la rivière Grand, en 1907. La deuxième a été rédigée par Dayodekane (Seth Newhouse), du territoire de la rivière Grand; elle a été transcrite par Albert Cusick. Ces deux versions ont été publiées grâce aux efforts de Gawasowane (Arthur C. Parker), en 1916 [dans le présent document: Gawasowane (Parker) Dayodekane (Newhouse) et Gawasowane (Parker) (Chiefs)]. La troisième version est due à Skaniadariio (John Arthur Gibson), du territoire de la rivière Grand, et transcrite par A.A. Goldenweiser in 1912 [dans le présent document: *Concerning the League*] et publiée en 1992 dans l'*Algonquian and Iroquoian Linguistics Series*. La quatrième a été racontée en mohawk par Tahadegaihiyade (Roy Buck), des Cayugas du territoire de la rivière Grand et traduite par le personnel du North American Indian Travelling College dans l'ouvrage *Traditional Teachings*. Dayodekane en a rédigé une autre version en 1885.

La Grande Loi est fondée non pas sur des mots précis mais sur des principes. Nous avons conclu que la «version» utilisée importait peu, dans la mesure où les principes demeuraient constants. Si une version a été préférée à une autre pour certains passages expliquant des parties précises de la loi, c'est seulement qu'elle nous semblait mieux traduire l'esprit de la loi.

Nous avons souvent choisi le mohawk plutôt qu'une autre des cinq langues des Haudenosaunee parce que c'est la langue du Conseil, le mohawk plutôt que le français parce que de nombreux concepts sont mal rendus par les mots français souvent utilisés pour les traduire. Le mot «chef», par exemple, désigne une autorité différente de celle du *royaner*: il évoque des pouvoirs exécutifs et omet la bonté. L'utilisation du mot «guerrier», qui n'a pas d'équivalent direct en Mohawk, a aussi créé bien des problèmes ces dernières années. En Mohawk, les termes apparentés désignent plutôt celui qui aide à maintenir la paix.

Certains concepts peuvent être décrits par différents termes: les Haudenosaunee sont aussi appelés les peuples de la Confédération iroquoise et les Cinq-Nations (puis les Six-Nations). Nous avons souvent préféré le terme «Haudenosaunee» et utilisé le mot

«Confédération» comme variante, mais nombre des documents historiques font aussi mention des autres termes.

Nous tenons à remercier tous ceux qui, par leurs conseils, leurs réflexions et leurs enseignements, nous ont aidés à rédiger cet ouvrage. Nous remercions en particulier Sosistowahs (John Mohawk), Deskahé (Harvey Longboat), Joagquisho (Oren Lyons), Ganoegedahweh (Bernie Parker), Tekarihoken (Samson Gabriel), Kaientaronkwen (Ernie Benedict), Kanatiio (Allen Gabriel), Kawenotakie (Salli Benedict), Otsistakenra (Charlie Patton), Ohyuhgeh (Darwin Hill), Tekanatsasere (Brian Skidders), Guhwuhwuks (Marlene Martin), Tekaronianeken (Jake Swamp), Deyonhwethon (Jake Thomas), Mary Druke Becker et Michael Foster.

Nous l'avons fait pour nos enfants et pour tous ceux qui viendront par la suite.

Sommaire

La *Kaianerekowa*, ou Grand Arbre de la Paix, des Haudenosaunee (Confédération iroquoise) est un système juridique complexe et autonome. Elle repose sur la prévoyance, sur la responsabilité envers le monde naturel et les générations futures, et sur un désir de créer et de répandre la paix.

L'idée de rassembler d'autres nations sous l'ombre de l'Arbre de la Paix pour les faire bénéficier de la Grande Paix était déjà bien implantée lorsque les Européens débarquèrent en Amérique du Nord. En 1534, Jacques Cartier fut accueilli à Hochelaga par une cérémonie de condoléances qui dégage l'esprit et ouvre la voie à la paix. Pendant les deux siècles et demi qui suivirent, le processus de paix des Haudenosaunee (ou la conclusion de traités, comme le disent maintenant les juristes) fut utilisé par toutes les nations du nord-est du continent — Grande-Bretagne, France, États-Unis — et par de nombreuses nations autochtones. Plusieurs raisons faisaient qu'on s'en remettait aux lois et aux coutumes des Haudenosaunee pour conclure des ententes entre nations: les Européens étaient relativement faibles, les procédures européennes étaient elles-mêmes en évolution, et cela donnait des résultats.

Cette étude retrace l'histoire de la conclusion de traités chez les Haudenosaunee depuis le bol à une seule cuillère, un traité précolombien, le *Kaswentha* ou wampum à deux rangs de 1664, qui séparait la compétence en matière criminelle entre la Confédération et la Couronne, jusqu'à diverses autres transactions importantes, la dernière ayant été le traité manqué de l'automne 1990. Tandis que dans l'ouest du Canada les transactions individuelles — comme les traités numérotés — se présentent comme des événements monolithiques, la situation est différente entre les Haudenosaunee et la Couronne: c'est la *relation* qui est importante et constante au fil des siècles. Le wampum à deux rangs symbolise la rivière de la vie sur laquelle le voilier de la Couronne et le canot des Haudenosaunee naviguent côte à côte. Les traités individuels sont comme des pierres qui en balisent le parcours.

La quatrième partie de l'étude rappelle quels ont été les comportements du gouvernement du Canada à l'égard de la relation de la Couronne avec les Haudenosaunee. C'est la triste histoire de promesses non tenues, de gouvernements blessés et d'une amnésie délibérée. La relation qui s'est amorcée en 1664 et qui a abouti à la chaîne d'alliance en argent a permis de sauvegarder

l'Amérique du Nord britannique, mais elle est maintenant désavouée par le Canada. Les nombreuses promesses faites par les représentants de la Couronne sont ternies et piétinées.

Kaswentha

par Paul Williams
et Curtis Nelson

PARTIE I: L'Arbre et la Grande Loi de la Paix

Introduction

Les Haudenosaunee — le Peuple de la Longue maison — sont connus des Canadiens modernes sous le nom de Confédération des Iroquois ou de Confédération des Six-Nations iroquoises.

Les Haudenosaunee sont un peuple de la loi. Bien avant l'arrivée des Européens, la paix, l'autorité et la prospérité régnaient grâce à leurs lois dans leurs collectivités horticoles.

Les lois des Haudenosaunee étaient très différentes des lois des nouveaux venus. Les Européens ne fondaient pas le gouvernement sur l'accord du peuple ni ne reconnaissaient véritablement les libertés individuelles. Les institutions démocratiques et la loi constitutionnelle des Haudenosaunee ont influé sur l'avènement de la démocratie, d'abord en France puis aux États-Unis.

D'autres aspects fondamentaux de la loi des Haudenosaunee n'ont pas été adoptés par d'autres peuples. Depuis cinq siècles, la loi des Haudenosaunee est basée sur la paix. Les législateurs, lorsqu'ils prennent une décision, doivent tenir compte des effets de cette décision sur la paix. La loi repose sur la raison, sur l'utilisation de l'esprit pour le bien et pour l'épanouissement total. Les législateurs, lorsqu'ils prennent une décision, doivent se placer en esprit sept générations plus tard pour envisager ses effets sur ceux qui viendront. Ils doivent aussi tenir compte des effets de chaque décision sur la nature.

Les relations des Haudenosaunee avec toutes les autres nations étaient empreintes de ces principes. C'était leur façon de faire, et ils n'en connaissaient pas d'autre. C'était aussi parce que leur constitution leur dictait de propager la Grande Paix. Les Haudenosaunee agissaient avec confiance, parce qu'ils savaient que la voie de la paix était juste et puissante.

Depuis plus de trois siècles, les Haudenosaunee entretiennent avec la Couronne des relations fondées sur les traités. Tandis que les autres nations autochtones de l'Amérique du Nord peuvent invoquer un ou deux «traités» importants qui sont à l'origine de leurs relations avec la

Couronne, les Haudenosaunee se basent sur l'évolution de relations constantes, un enchaînement de principes et d'engagements, plutôt que des événements ou des documents marquants.

Les relations essentielles — la chaîne d'alliance en argent et le wampum à deux rangs — ont été établies avec le temps et confirmées si souvent qu'il serait vain de vouloir mentionner toutes les occasions.

Les relations et les accords de la Confédération avec la France, les Pays-Bas, les États-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne sont des éléments importants de son histoire. Les relations des Haudenosaunee avec les autres nations autochtones de l'Amérique du Nord sont essentielles à la compréhension de l'histoire du pays et du peuple. Les relations des Haudenosaunee avec le Canada sont, non sans ironie, les plus mal définies et les plus incertaines.

Lorsque les Européens ont débarqué sur ce continent, le peuple qui l'habitait possédait déjà une communion d'idées; il savait comment promouvoir et préserver la paix ainsi que susciter et protéger l'amitié et le commerce entre les nations. Les Européens ont adopté ces usages et ils comprenaient parfaitement ce que chaque élément signifiait. Pendant plus de deux siècles, les procédures utilisées pour établir les traités entre les Européens et les nations autochtones s'inspiraient des méthodes haudenosaunee. S'il y a eu «de grandes fraudes et des abus», comme la *Proclamation royale de 1763* le prétendait, ce n'est pas en conseil mais dans les antichambres qu'elles ont été commises, pas dans le cadre des accords attestés par le wampum sacré, mais dans des documents écrits et dans des actes signés par des ivrognes et des imposteurs. L'histoire des relations entretenues en vertu des traités témoigne d'une constance, d'une force, d'une volonté remarquables.

C'est notre façon.

Sur cela, nous sommes en communion d'idées.

Pendant les deux premiers siècles et demi de leur présence, les nations européennes en Amérique du Nord se sont conformées à la loi haudenosaunee. Elles l'ont fait dans pratiquement toutes les déclarations qu'elles ont prononcées et toutes les positions qu'elles ont prises devant les conseils officiels. Il y avait des centaines de conseils officiels.

Les seuls représentants autorisés de l'Angleterre, de la France et des États-Unis qui ont rencontré les délégations haudenosaunee l'ont fait de façon qui montrait leur acceptation et leur compréhension de la loi et de la procédure haudenosaunee.

Chaque étape de ces conseils avait une signification et un but. Pratiquement chaque étape des conseils internationaux était un prolongement, une adaptation de la Grande Loi de la Paix des Haudenosaunee, dans ses fonctions internes — la direction des nations de la Confédération — ou externes — la réglementation des relations entre les nations du monde.

Les frontières entre «rituel», «procédure» et «substance» ont été tracées avec précision par les sociologues, les historiens et les politicologues «occidentaux» au cours des 100 dernières années. Les Haudenosaunee n'accordaient pas autant d'importance à ces frontières. Chaque élément des conseils avait et a toujours un but spécifique, qui la plupart du temps se rapporte à l'objectif ultime de la Confédération — la paix.

Lorsqu'un «rituel» a pour objet d'assurer le confort des invités, d'exprimer l'hospitalité de leurs hôtes et de les préparer à réfléchir, il n'est pas futile. Il contribue à promouvoir la paix, tout comme la procédure qui permet d'éviter les affrontements, la colère, la hâte et l'opposition et qui encourage les participants à réfléchir aux effets de leurs décisions sur les générations futures. De fait, la loi et la procédure encouragent aussi les personnes à penser, et à penser juste.

Pour comprendre dans quelle mesure les Européens avaient adopté et utilisé les lois et les procédures des Haudenosaunee dans les traités, il est d'abord nécessaire de connaître ces lois.

Il est également nécessaire de reconnaître qu'il s'agissait bel et bien de lois, et que les Haudenosaunee sont un peuple respectueux de la loi. Il serait présomptueux et erroné — sur les plans juridique et historique — de croire autrement. Et pourtant, des décisions vitales ont été prises sur cette base erronée:

Chaque tribu possédait sa propre terre, sa montagne, sa rivière ou son lac. Tous vivaient de chasse et de pêche et s'habillaient des fourrures qu'ils piégeaient.

Autant que nous le sachions, les tribus ne cultivaient pas la terre. Elles avaient leurs chefs, des dirigeants qui régissaient leur société simple et faisaient respecter les coutumes. Je dis «faisaient respecter les coutumes», parce que dans les sociétés primitives la coutume est la base de la loi. Lorsqu'une coutume est établie, elle crée des droits et des obligations que les chefs et les dirigeants font respecter¹.

Si le juge avait eu l'esprit ouvert et avait été en mesure de consulter tous les dossiers historiques pertinents, le jugement aurait été le suivant:

Chaque nation possédait son propre territoire, mais la loi régissait la façon dont le territoire était utilisé par la nation et par d'autres nations. Tous vivaient surtout de l'horticulture, car on cultivait le maïs, les haricots et les courges, ainsi que de nombreux autres fruits et légumes. Tout le territoire était aussi utilisé pour la chasse et la pêche, et une grande partie des vêtements étaient fabriqués de peaux d'animaux, tout comme les chaussures et les manteaux d'aujourd'hui. La chasse, la pêche et le piégeage étaient systématiques et menés de façon à conserver la ressource. Les tribus avaient des chefs et des notables, ainsi que de nombreuses autres personnalités, y compris des femmes, qui remplissaient divers rôles et contribuaient à régler leur société complexe, où tous les gens — hommes, femmes et enfants — étaient responsables du respect des lois. Je dis «le respect des lois», parce que dans la société haudenosaunee il existait un ensemble bien défini de lois constitutionnelles et internes que la population dans son ensemble respectait et faisait respecter [...]

Lord Denning, un des juges britanniques les plus respectés, si sympathique soit-il à la cause autochtone, a cédé aux illusions eurocentristes qui ont servi à justifier l'imposition des lois européennes («ils n'avaient pas vraiment de lois») et l'invasion des terres autochtones («ils n'utilisaient pas la terre de façon appropriée, ils ne géraient pas la forêt, ils ne cultivaient pas le sol») dans de nombreuses régions du monde. Derrière ces mensonges se dessine le racisme («ils ne sont pas nos égaux») et sa suite («ils devraient nous laisser la place», «ils méritent le traitement que nous leur réservons»).

Trop de gens aujourd'hui croient encore ces mensonges et les postulats qui les accompagnent.

Les gouvernements du Canada, ignorants de la richesse et de la justesse de la loi haudenosaunee, n'ont guère hésité à la supprimer. Les gouvernements du Canada qui n'étaient pas au courant des promesses et des obligations — juridiques et morales — de la Couronne face aux Haudenosaunee les ont allègrement violées. Les gouvernements et les habitants du Canada

qui n'avaient pas appris à respecter la terre l'ont sans remords exploitée au-delà de toute raison, et ils ont fait tort aussi bien à la terre qu'aux générations futures.

Il est temps d'exposer la vérité. Il convient de commencer, naturellement, au commencement.

Rendre grâce

Avant de commencer une séance du conseil, entre membres de la Confédération ou avec d'autres nations, les Haudenosaunee rendent grâce. De nombreuses personnes, seules ou en famille, commencent et finissent aussi chaque journée de cette façon. Elles disent: *C'est ce qui nous a été donné.*

Rendre grâce vient avant toute chose: c'est une coutume des Haudenosaunee qui est intimement liée à leur façon de voir et de comprendre le monde. Dans la *Kaianerekowa*, la Grande Loi de la Paix, la façon de rendre grâce est spécifiée:

les notables onondagas commencent par exprimer leur gratitude à leurs cousins notables et par les saluer, et ils doivent saluer et remercier la terre où tous les hommes vivent, les cours d'eau, les étangs, les sources et les lacs, le maïs et les fruits, les herbes médicinales et les arbres, les arbres de la forêt qui sont si utiles, les animaux qui sont notre nourriture et nous donnent leur fourrure pour nous vêtir, les grands vents et les petits vents, les esprits du tonnerre, le soleil, le Grand Guerrier, la lune, les messagers du Créateur qui nous transmettent ses volontés, et le grand Créateur lui-même, qui vit dans les cieux, qui donne aux hommes tout ce qui leur est utile, lui qui est la source et le maître de la santé et de la vie².

La formule, *Ohenton karihwateh'kwen* («les mots qui viennent avant tous les autres»), a une structure bien arrêtée. Elle va du centre vers l'extérieur et du bas vers le haut, de la terre et des plantes et des animaux de la terre au village et aux choses qui poussent dans les clairières, puis elle passe à la forêt et ensuite aux cieux.

Ohenton karihwateh'kwen donne sa structure tridimensionnelle au monde et crée un quatrième ordre: le monde a une structure spirituelle.

Nous ne renonçons pas aux valeurs intellectuelles et aux connaissances lorsque nous prenons au sérieux les voix et les esprits des lieux, les dimensions spirituelles de l'histoire d'un peuple. Au contraire, nous répéterions des erreurs anciennes — les erreurs de la conquête comme celles des historiographes — si nous devons ignorer les messages des dieux et des esprits des lieux sous prétexte qu'il s'agit de justifications naïves de l'agression, ou d'une manifestation de crédulité enfantine³.

C'est dans cette dimension spirituelle du monde connu, tout comme dans sa structure physique, que cette prière de remerciement rejoint les esprits, les messagers et les travailleurs du Créateur. Les lieux sont habités par des esprits, et le monde dans son ensemble peut être conçu comme une création sacrée unique, mais les êtres qui possèdent les plus grands pouvoirs sont ceux qui sont généralement le plus éloignés du voisinage quotidien des gens. Ce n'est pas par hasard que Hadu'wi demeure aux confins du monde, ni que le Créateur habite au-delà des cieux. *Ohenton karihwateh'kwen* remplit plusieurs fonctions.

Elle rappelle à toutes les personnes présentes que les êtres humains ne sont qu'une partie d'un monde naturel bien plus vaste. La structure d'*Ohenton karihwateh'kwen* sert à saluer chaque partie du monde naturel séparément et à lui rendre grâce. Après chaque partie, l'orateur conclut par ces mots: «Nous qui sommes réunis ici avons rapproché nos esprits dans ce but», et les personnes présentes manifestent leur accord.

Si vous considérez que Dieu est à l'extérieur, face à sa création, et que vous croyez avoir été créé à son image, vous vous situerez logiquement et naturellement à l'extérieur, face aux objets qui vous entourent. Et comme vous vous arrosez toute l'intelligence, vous jugerez que le monde qui vous entoure est dénué d'intelligence et donc indigne de toute considération morale ou éthique. Vous vous sentirez libre d'exploiter l'environnement. Votre groupe de survie sera composé uniquement de vous, de votre peuple ou de vos semblables, opposés à l'environnement des autres unités sociales, des autres races et des règnes animal et végétal⁴.

Ohenton karihwateh'kwen rappelle aux participants au conseil qu'ils ont des devoirs non seulement vis-à-vis de la loi et du peuple, mais aussi vis-à-vis de tout le règne naturel; par ces paroles, on affirme que chaque partie de ce monde continue d'assumer ses responsabilités, que nous, humains, avons aussi des obligations à respecter pour que le monde demeure comme il doit être.

Lorsque le Créateur a transmis sa Grande Loi et planté l'Arbre de la Paix, Il en a soulevé les racines et Il a mis dessous tous les instruments de guerre. Il a dit: Vous êtes maintenant une nation pacifique, et je vous donnerai l'oyankgwo-oohway, le tabac sacré, et vous en tirerez votre force. Vous vous reposerez sur lui, sur le pouvoir spirituel de la prière, sur la foi: la foi en votre peuple. Et lorsque vous serez unis par l'esprit, il sera votre puissance. Quand vous ferez brûler le tabac et utiliserez le maïs sacré, tous les animaux s'arrêteront et écouteront: ils se tourneront et écouteront ces mots.
[...] Nous sommes allés à Genève — les Six-Nations et la grande nation Lakota — pour représenter les peuples autochtones de l'hémisphère occidentale. Nous

sommes allés à Genève, et nous avons parlé à la tribune des Nations Unies. Un moment, nous avons été égaux parmi les peuples et les nations du monde. Et quel message avons-nous transmis? De toutes parts, on réclame le respect des droits de la personne — les droits de la personne, ont-ils dit, pour tous les peuples. Et les autochtones ont répondu: Et que faites-vous des droits du monde naturel? Où est la place réservée aux bisons? Où est celle de l'aigle? Qui les représente ici? Qui parle pour les eaux de la terre? Qui parle pour les arbres et les forêts? Qui parle pour les poissons — pour les baleines — pour les castors — pour nos enfants? Nous leur avons dit: Puisque nous avons l'occasion de nous adresser à cette assemblée internationale, il est de notre devoir de parler pour ces personnes, pour le monde naturel et ses droits, et aussi pour les générations futures. Nous sommes les premiers habitants de ce pays. Nous sommes une conscience. Nous sommes peu nombreux, mais nous ne sommes pas une minorité. Nous sommes les propriétaires de la terre; nous sommes les gardiens de la terre; nous ne sommes pas une minorité. Car tous les habitants du monde naturel sont nos frères et nous sommes donc la très vaste majorité⁵.

La séparation de l'Église et de l'État est la pierre angulaire des systèmes gouvernementaux européens et euro-américains. Les pouvoirs temporels et les croyances spirituelles n'ont pas le droit de se toucher. Pour les Haudenosaunee, cette séparation n'existe pas. Les chefs, les *rotiianeson*, sont tenus par la loi de participer aux cérémonies et de les maintenir. Les Haudenosaunee assument leurs obligations légales et respectent leurs procédures d'une façon sacrée.

Tout se confond — le spirituel et le politique — parce que lorsque Créateur [...] a créé ce monde, il en a touché tous les éléments, et tout est devenu spirituel et tout ce qui vient du monde est spirituel et c'est donc ce que sont les dirigeants, ils doivent guider la vie spirituelle et la vie politique des peuples⁶.

Ohenton karihwateh'kwen conduit aussi à un rapprochement. Une réunion commence par ces paroles où tous conviennent de la place qu'ils occupent dans le monde et des devoirs qu'ils ont vis-à-vis de ce monde. L'élan donné par cet accord général se communique aux délibérations du conseil qui suit. Si deux personnes arrivent à une réunion comme adversaires, le fait de prononcer ces paroles leur rappelle leur solidarité d'êtres humains, et aussi le fait qu'ils ne font que passer.

Nous, humains, ne sommes qu'une modeste partie du monde naturel (et spirituel) qui nous entoure, mais nous nous inscrivons aussi dans le continuum de l'humanité. Ce que nous savons, nous le tenons souvent de nos ancêtres. Ce que nous faisons, nous le faisons pour les générations qui viendront après nous. La cérémonie d'ouverture de toutes les assemblées des

Haudenosaunee nous rappelle notre situation dans le temps et dans le monde. Voici *Ohenton karihwateh'kwen*:

En communion de sentiments nous rendons grâce.

Puis nous mentionnons le sol sur lequel nous marchons, notre Mère Sacrée la Terre, l'importance de ce que le Créateur a donné à notre peuple, pour reconnaître tout ce qu'il y a de fondamental autour de nous — et nous avons pour mandat de protéger tout cela. C'est pourquoi nous considérons la terre comme une Mère Sacrée qui tient au creux de sa main tout ce qui existe et qui nous le donne afin que, chaque jour et chaque nuit, nos familles se portent bien. C'est pourquoi maintenant en communion de sentiments nous allons rendre grâce à notre Mère la Terre.

Puis nous mentionnons les fraises, les premières baies qui mûrissent lorsque les vents chauds reviennent. Nous avons appris leur importance; nous avons été prévenus qu'un jour viendra où il n'y aura plus de fraises et où tous les autres aliments auront aussi disparu. On nous a dit quoi faire lorsque ce temps viendra. Alors au printemps, à peu près à l'époque où les fraisiers fleurissent et donnent leurs fruits, en communion d'idées nous rendons grâce à toutes les baies du monde que nous devons à la main du Créateur. En communion de sentiments nous rendons grâce de cela.

Puis nous mentionnons toutes les médecines. Lorsque nous sortons de nos foyers, lorsque nous passons par cette porte, les médecines sont là; elles commencent là. Il y a parmi nous ceux qui ont le pouvoir d'aider le peuple avec des médecines. La guérison est dans l'herbe, dans les buissons, dans les arbres; elle est tout autour de nous. Peu d'entre nous la connaissent et savent l'utiliser. Alors maintenant, en communion de sentiments nous rendons grâce pour toutes ces choses qui existent aujourd'hui encore. Rendons grâce.

Nous mentionnons tous les arbres qui nous entourent; et nous voyons de nouveau les feuilles qui apparaissent. Nous disons que le premier de ces arbres est l'érable, parce qu'il nous donne le sucre à l'époque où la sève monte, et nous réservons une journée de cérémonies pour lui rendre grâce. Ces rituels sont encore vivants. Tous les autres arbres du monde — en communion de sentiments nous rendons grâce de toutes ces choses qui sont encore vivantes aujourd'hui, de tous ces arbres.

Puis il y a les animaux. Ils disent qu'ils sont nos frères et nos sœurs — le monde animal, les quadrupèdes — et ils disent qu'ils ont une raison d'être et que nous devons les protéger; nous devons vivre en harmonie avec nos frères et nos sœurs du monde animal, ceux qui marchent à quatre pattes. Alors encore une fois nous rapprochons nos esprits et nous rendons grâce de tous les animaux qui existent encore et nous savons que certains sont partis, que certains ont disparu. Nous les mentionnons encore et nous rendons grâce à nouveau. Ainsi en communion de sentiments nous rendons grâce de tous les animaux du monde.

Nous mentionnons les oiseaux. Ils disent que l'aigle est le plus important aux yeux de notre peuple; c'est un symbole, l'Arbre de la Paix nous a été donné [...] une Grande Loi qui nous dit comment nous conduire les uns envers les autres. L'aigle au sommet de cet Arbre regarde dans le lointain et il lancera un cri d'alarme s'il voit un danger qui s'approche de notre peuple. Alors encore une fois nous en communion de sentiments nous rendons grâce de tous les oiseaux du monde.

Nous savons aussi que certains oiseaux ont disparu, mais nous les mentionnons encore pendant nos cérémonies. Nous ne les avons jamais oubliés. Nous rendons grâce de tout cela. Rendons grâce.

Puis nous disons qu'il y aura deux soleils dans les cieux, le premier est *wasekwatiha*; c'est l'homme, le mâle, le soleil. Il a pour tâche de ne jamais disparaître, de ne jamais être en retard. Il a la même fonction que lorsqu'il nous a été donné pour que nous puissions voir l'horizon et toutes les belles choses qui nous entourent et que le Créateur nous a données. Alors maintenant en communion d'idées nous rendons grâce de la plus belle chose qui soit, qui nous a été donnée pour une raison, et nous reconnaissons encore son existence et nous rendons grâce de notre frère aîné, le soleil.

La nuit, nous rendons grâce à notre grand-mère la lune. Tous les êtres sont mâles et femelles: les végétaux, les animaux, les arbres, même les poissons. Notre grand-mère la lune a une raison d'être, c'est elle qui régit tout le côté féminin du monde, c'est elle qui détermine ce que nous voyons et comment nous comprenons ce qui nous entoure. Elle a la garde des futures générations de toutes les espèces, comme les femmes. Nous la respectons dans les mois, dans la façon de concevoir, de donner naissance, de donner la vie, de continuer. Alors maintenant en communion de sentiments nous rendons grâce à notre grand-mère la lune.

Et nous mentionnons aussi les étoiles des cieux, car là est écrite notre histoire. Notre peuple ancien dit que si nous regardons les étoiles, elles nous diront comment mener nos cérémonies, lorsqu'en vient le temps. Et encore aujourd'hui notre peuple continue cette tradition. Encore aujourd'hui nous avons des gens qui peuvent dire ce que cela signifie. Notre histoire est inscrite ici; elle nous est donnée de cette façon.

Alors maintenant en communion d'idées nous rendons grâce aux étoiles, car elles continuent d'agir comme on le leur a ordonné et favorisent notre rapprochement. Rendons grâce.

Nous rendons grâce aussi aux faiseurs de tonnerre, qui viennent du soleil couchant. Ils apportent la pluie qui désaltère la terre, pour que toute vie soit possible.

Nous avons reçu une grande responsabilité. Ils disent qu'il y avait d'énormes animaux autrefois sur cette terre, que ces animaux couvraient la terre et que nous, notre peuple, avons demandé aux grands-pères de les mettre dans la terre et c'est ce qu'ils ont fait. Viendra un temps où nous ne serons plus capables de rendre grâce aux faiseurs de tonnerre, et ils disent que la terre s'ouvrira et que ces énormes animaux reviendront à la surface. Les dangers dont nous parlons aujourd'hui dans le monde où nous vivons ne sont rien en comparaison de ce qui viendra. Il y a donc une raison à notre existence aujourd'hui. Nous ne l'avons jamais oublié. Nous tenons encore nos cérémonies, et nous continuerons à rendre grâce aux premiers tonnerres que nous entendons. Alors en communion d'idées nous rendons grâce. Rendons grâce.

Nous avons demandé aux quatre êtres qui viennent du pays du Créateur — qui disent qu'ils viennent à nous à ce niveau — de ne pas toucher la terre — le monde que nous voyons, que nous entendons, où nous parlons, là où nos esprits se tiennent. Ils viennent à nous dans nos rêves. Ils nous disent ce qu'il faut faire, ce qu'il faut dire [...] les inquiétudes que nous avons pour notre peuple. Alors nous

rendons grâce des cérémonies qui sont encore observées aujourd'hui. Elles sont encore célébrées de la même façon qu'elles l'ont toujours été, aussi loin que notre langue nous permet de le relater.

Alors maintenant nous voulons remercier ces quatre êtres, parce que quand nous sommes partis de nos foyers nous leur avons demandé de nous aider à arriver ici sains et saufs, et de nous protéger lorsque nous retournerons dans nos familles, pour que nous rentrions chez nous sains et saufs. Alors nous les remercions, en communion de sentiments nous rendons grâce de ces êtres. Rendons grâce.

Puis nous nous adressons au Créateur lui-même. Il se tient là où nous disons que nous ne pouvons pas voir son visage. Nous ne connaissons jamais son visage, mais de tout ce qu'il nous est possible de connaître, Il nous a donné la responsabilité.

Alors aujourd'hui encore nous nous acquittons de cette responsabilité du mieux que nous le pouvons. Alors en communion de sentiments nous rendons grâce au Créateur, qui permet que tout cela soit. Ainsi soit-il⁷.

L'origine de la loi

Il y a plus de 500 ans — et l'époque n'a guère d'importance — un homme a traversé les eaux qu'on appelle maintenant le lac Ontario pour apporter un message de paix aux Cinq-Nations. Ces nations sont maintenant appelées les Mohawks, les Onéidas, les Onondagas, les Cayugas et les Sénécas, et l'homme nous l'appelons le Pacificateur.

L'histoire du rapprochement des Cinq-Nations qui ont formé la Ligue, la Confédération, peut être considérée comme une histoire ou une légende — et elle tient certainement des deux. Sur les plans de la politique, de la loi et de la philosophie, pourtant, cette histoire s'enracine dans toute la culture et toute l'histoire des Haudenosaunee depuis l'arrivée des Européens. Ses leçons, reflétées dans la politique, la loi et l'histoire des cinq derniers siècles, ont porté bien au-delà des Cinq-Nations. Mais il faut commencer par le commencement.

Pour certains, le récit de la fondation de la Confédération est empreint de magie et de miracles, et certains comptes rendus traditionnels ne sont pas sans rappeler les récits de la Bible ou la vie des saints catholiques. Mais au-delà de ces événements extraordinaires et miraculeux il faut voir une vérité importante: l'établissement de la Confédération est un processus historique qui a abouti grâce à la sagesse et au dévouement d'un petit groupe de personnes guidées par un individu inspiré. La fondation de la Confédération est une mesure de législation fondamentale: juridique, politique et spirituelle. Elle a façonné la manière dont les Haudenosaunee vivent, depuis lors, ensemble et avec toutes les autres nations.

Le Pacificateur a d'abord choisi pour l'aider deux personnes très puissantes: un homme, Ayonhwathah (Hiawatha, comme on l'a appelé par la suite), et une femme, Jikonsaseh. Tous deux avaient une puissance maléfique. Ayonhwathah, fou de douleur depuis la mort de ses filles, vivait dans l'isolement et il était devenu cannibale. Jikonsaseh suivait le sentier de la guerre; elle encourageait les commérages et les conflits et s'en nourrissait. Le Pacificateur s'est dit que s'il réussissait à faire comprendre son message à ces deux-là, il parviendrait à l'imposer comme une puissante force de paix.

Lorsqu'il a choisi ces deux instruments, le Pacificateur a tenu compte de la dernière partie de la loi. Il y a une dualité entre hommes et femmes, un équilibre. Les hommes et les femmes ont des forces différentes. Le rôle de Jikonsaseh et des femmes dans la définition de la *Kaianerekowa* est moins bien documenté que celui des hommes, mais l'équilibre qu'elles représentent doit être reconnu.

Pour convaincre Jikonsaseh et Ayonhwathah de se joindre à lui, le Pacificateur leur a d'abord expliqué qu'il devait libérer leurs esprits de ce qui les troublait. Lorsqu'il est venu chez Ayonhwathah, il a écouté pendant quelque temps les mots d'Ayonhwathah, sa colère et sa peine, qui étaient aussi un appel à la pitié, puis il a dit:

Mon jeune frère, je vois maintenant très bien que ta peine doit être guérie. Ta douleur et ta rage ont été grandes. Je vais maintenant te débarrasser de ta peine pour que ton esprit soit en paix.

Le Pacificateur a consolé Ayonhwathah, puis il a dit:

Mon jeune frère, ton esprit est maintenant libéré et tu as compétence pour juger.
Faisons nos lois⁸ [...]

Ce que le Pacificateur a fait pour Ayonhwathah a ensuite été appelé la cérémonie des condoléances. Il a d'abord libéré les sens d'Ayonhwathah. Il a séché les larmes de ses yeux pour qu'il puisse voir à nouveau; il a dégagé ses oreilles pour qu'il puisse à nouveau bien entendre; il a enlevé la douleur qui obstruait sa gorge; il a nettoyé les impuretés qu'il portait en lui. Puis il a prononcé des mots qui lui ont redonné le bien-être physique et ont effacé les souvenirs et les pensées qui nourrissaient son angoisse.

Il est dit qu'Ayonhwatha a ramassé dans un cours d'eau voisin des chapelets d'algues auxquels étaient attachés de petits coquillages d'eau douce. Il s'en est servi pour se rappeler l'ordre des mots qu'il devait prononcer. C'est lorsque le Pacificateur a consolé Ayonhwathah que

le wampum a été utilisé pour la première fois. C'est là l'origine de son emploi comme soutien de l'esprit et de la mémoire, et comme élément sacré d'un rituel sacré.

Chaque mot des condoléances est séparé et symbolisé par un rang distinct du wampum. Le wampum nous enseigne à nous concentrer sur une chose à la fois — c'est un aspect important de la procédure du conseil.

Aujourd'hui, la cérémonie des condoléances est menée le plus souvent pour calmer, libérer et élever les esprits d'une famille en deuil après la mort d'un *royaner*, pour aider à désigner son remplaçant. Les rangs de wampum qui sont tendus sur la canne des condoléances pendant les cérémonies de veille et de proclamation des sachems de la Confédération symbolisent les coquillages que le Pacificateur a utilisés pour guérir Ayonhwathah.

Si les peuples se sont d'abord rassemblés pour rendre grâce, ils se sont ensuite réunis pour la cérémonie des condoléances. Lorsque les nations se rencontraient, elles se consolaient mutuellement, pour élever et purifier les esprits, les pensées et les corps avant de discuter de la paix. Les rangs de wampum utilisés par les nations pendant la cérémonie des condoléances au début des conseils de traité représentent le premier chapelet du Pacificateur ainsi que ceux utilisés par la Confédération pour préserver et promouvoir la paix.

La cérémonie des condoléances est le seuil de la paix. Un esprit clair, raisonnable, «bon», accepte la paix parce qu'elle est logique. L'esprit bien disposé accepte l'unité des nations réunies dans la paix et s'en réjouit.

Chacun des «mots» des condoléances décrit une peine particulière due à la douleur et à la perte. L'orateur explique alors en quoi cette peine affecte les peuples qui sont réunis. Puis, par ses mots, il efface ou guérit la peine et la douleur. Les condoléances servent d'abord et avant tout à guérir les esprits troublés. Voici les condoléances:

On commence par un rite préalable de salutation à «l'orée des bois», non loin d'un feu. Les tribus à l'esprit clair se rencontrent un peu au-delà et signalent leur arrivée aux tribus en deuil qui sont réunies près du feu. Puis elles s'avancent vers le feu. Un des hommes à la tête du groupe récite la litanie des noms des chefs et il ponctue les réponses du groupe. Lorsqu'elles parviennent au petit feu, les tribus s'arrêtent et un orateur du côté en deuil les salue à l'ancienne façon [...] en rendant grâce du fait qu'ils sont arrivés sains et saufs et que personne n'a péri en route⁹. J'ai été très surpris lorsque j'ai entendu dans les bois votre voix parvenir jusqu'à cette clairière. L'esprit troublé vous êtes venus, malgré les obstacles de toute sorte.

Vous avez sans cesse vu les endroits où ils se sont rencontrés, sur lesquels nous comptons, mes enfants. Comment votre esprit pourrait-il être en paix?

Vous avez vu leurs pistes, celles de vos ancêtres. Et même aujourd'hui, on pourrait presque encore voir la fumée là où ils ont fumé ensemble. Comment votre esprit pourrait-il être en paix, alors qu'en pleurant vous venez? C'est donc très sincèrement que nous rendons grâce, parce que vous êtes arrivés sains et saufs. Maintenant, ensemble, fumons tous deux. Car autour de nous rôdent les puissances hostiles, qui pensent: Je ferai échouer leurs plans. Ici, il y a des épines et des arbres tombés, ici les bêtes sauvages attendent. Vous auriez pu mourir, mes enfants. Ici par les eaux vous auriez pu être détruits, mes enfants, ou par la hache levée dans l'obscurité, à l'extérieur de la maison. Chaque jour ces dangers nous menacent, et par des maux terribles et invisibles vous pourriez avoir été emportés, mes enfants.

Rendons grâce, donc, maintenant, parce que vous avez traversé la forêt sans qu'il vous arrive du mal. Quelle douleur nous aurions ressentie si vous aviez péri en chemin, si quelqu'un, étonné, avait dit: Hé! des corps gisent ici, Hé! des corps de chefs! Et ils auraient été horrifiés; j'ai été étonné, mes enfants. Nos ancêtres ont fait la règle et ils ont dit: Ici ils allumeront le feu du conseil, ici à l'orée de la forêt, ils se consoleront l'un l'autre en quelques mots¹⁰.

Les «quelques mots» sont aussi appelés les «trois mots nus». Ils servent à libérer les yeux, les oreilles et la gorge de ceux qui ont voyagé et ils sont «nus» parce que ce sont des mots préliminaires et qu'ils sont en général prononcés sans wampum (c'est-à-dire que l'orateur a les mains nues). Ce sont aussi les trois premiers éléments de la cérémonie des condoléances «complète».

Par la suite, les hôtes prennent les visiteurs par la main, pour montrer leur affection. Ils les entraînent au lieu du conseil. Là, les condoléances, Teyonhonkwaraktah, sont prononcées:

Les larmes remplissent vos yeux à la pensée de ceux qui sont partis, ceux qui ont été ramenés dans la maison du Créateur. À cause de ces larmes, vous ne pouvez plus voir vos frères, et votre capacité de voir le monde autour de vous en est amoindrie. Par ces mots, nous essuyons les larmes de vos yeux, afin que vous puissiez à nouveau bien voir.

La peine et la douleur qui vous affectent remplissent vos oreilles, alors vous ne pouvez plus bien entendre ce qui vous est dit. Par ces mots nous ouvrons à nouveau vos oreilles, afin que vous puissiez bien entendre ce qui se dit. Vos gorges sont nouées par la douleur, alors vous ne pouvez plus parler. Maintenant, nous dénouons vos gorges, afin que vous puissiez dire ce que vous désirez, sans obstacle.

Avec une peau de chevreuil du blanc le plus pur, je nettoie l'intérieur de vos corps de toutes les impuretés qui pourraient s'y être logées afin que vous puissiez continuer vos vies dans le confort et la paix.

La mémoire de ceux qui nous ont quittés apparaît parfois comme une tache de sang à l'endroit où vous siégez comme chef. Aujourd'hui, nous nettoyons les taches de sang de vos nattes, pour que vous ayez à nouveau un endroit sûr et confortable pour vous asseoir.

Votre peine et votre douleur ont obscurci votre esprit. Vous ne pouvez plus voir vos frères qui cherchent à élever à nouveau votre esprit. Aujourd'hui, nous chassons la grande tristesse que vous voyez et que vous ressentez.

Après une grande perte, il arrive que vous ne voyiez même plus le ciel au-dessus de vous ni autour de vous. Vous êtes aveugles à la beauté de la création. Par ce mot, nous ouvrons vos yeux pour que vous puissiez voir le ciel, pour que vous puissiez regarder autour de vous le calme et la beauté.

Dans votre douleur et votre peine, vous ne voyez plus le soleil, vous ne pouvez plus sentir sa chaleur ni voir la lumière qu'il répand sur ce qui vous entoure. Par ces mots, nous rendons le soleil au ciel pour que vous puissiez à nouveau voir le monde autour de vous.

Vous êtes venus de loin, et votre chemin a été difficile. Vos pieds sont percés d'épines et votre corps ressent la fatigue du voyage. Aujourd'hui, nous enlevons les épines de vos pieds pour que vous soyez à nouveau à l'aise.

Le souvenir de ceux qui nous ont quittés vous revient à l'esprit chaque fois que vous passez près de leurs tombes. Aujourd'hui, nous effaçons l'image de ces tombes et nous aplanissons le sol qui les recouvre, afin que cette vue ne trouble plus la paix de votre esprit.

Lorsque la douleur et la peine frappent les gens, leurs feux sont parfois dispersés, comme leurs pensées. Aujourd'hui, nous ramenons les braises de votre feu et nous rallumons le feu pour qu'il puisse à nouveau vous donner chaleur et lumière.

Lorsqu'une personne digne de respect nous quitte, ce ne sont pas seulement ses proches qui souffrent, mais tout le peuple. Aujourd'hui, nous élevons à nouveau les esprits des femmes et des jeunes hommes, pour qu'ils puissent continuer à soutenir et à conseiller les *rotiianeson* pendant leurs délibérations.

Parfois, à cause de la douleur, une personne se comporte comme si elle avait perdu la raison, elle peut blesser ou être blessée en utilisant de mauvaises médecines. Cela peut se produire sur terre et cela s'est déjà produit. Aujourd'hui, nous enlevons toutes les ombres de la folie et toutes les mauvaises médecines de vos esprits, pour que vous puissiez à nouveau reprendre place au sein de nos conseils et partager nos pensées avec l'esprit en paix.

Le wampum à 15 rangs utilisé aujourd'hui pour la cérémonie des condoléances, à l'occasion du décès d'un *royaner* et de l'élévation de son successeur. Au début de l'ère des traités, les conseils utilisaient un wampum que l'on passait au-dessus du feu du conseil pour le suspendre à une tige pendant que chaque question était examinée. Aujourd'hui, les condoléances sont transmises de ceux qui ont «l'esprit serein», le côté du conseil qui n'a pas perdu un chef, à ceux dont l'esprit est troublé, puis dans l'autre sens. (Illustration tirée du *Handbook of North American Indians*, vol. 15, «Northeast», p. 439.)

Lorsqu'un *royaner* nous quitte, on dit que les bois de cerf qui sont le symbole de son titre tombent de sa tête et se brisent. Aujourd'hui, nous réparons ces bois pour que le titre puisse être transmis à une personne digne d'assumer cette charge au nom du peuple.

La vision du monde il y a 400 cents ans

Les autochtones disent souvent: «Nous n'avons pas la même vision du monde que les Blancs». D'habitude, cette différence s'explique par une vision plus proche du monde naturel, une vision où les gens font partie de la nature plutôt que d'y être opposés, de l'exploiter ou de la dominer. Cette perspective plus humble fait apparemment intervenir une autre conception du temps, des valeurs matérielles et de la finalité.

Les peuples qui ont toujours habité une même terre y sont sans doute plus attachés, ils ont plus d'affection pour elle que ceux qui sont venus récemment, dont les racines sont moins profondes et pour qui la mobilité fait encore partie intégrante de la culture. Pourtant, les dossiers historiques montrent que la vision du monde des divers peuples autochtones reflète aussi des différences dans les façons de vivre. Pour les peuples horticoles, le monde n'avait pas nécessairement la même structure et le temps, la même signification que pour les chasseurs et les pêcheurs, par exemple.

Un Mohawk du XV^e ou du XVI^e siècle percevait le monde en fonction de sa société et du système économique dans lequel il vivait, ainsi que de sa spiritualité.

Au centre du monde, il y avait le village. À l'époque dont nous parlons, le village était entouré d'une palissade, défendu, sûr. À l'intérieur des murs, chaque clan avait sa longue maison, sa propre partie du village. Les vieillards et les enfants étaient les moins mobiles et passaient une grande partie de leur temps à l'intérieur des murs. Comme la société était «matrilinéaire et matrilocale», les longues maisons dans lesquelles vivaient plusieurs familles étaient «dirigées» par des matrones (les «mères du clan», comme nous disons aujourd'hui). Dans la longue maison, chaque famille nucléaire avait son propre feu. Le feu était sans doute le centre de la vie, le premier point à partir duquel s'établissait la vision du monde.

Au-delà du feu, de la longue maison et des murs du village se trouvaient les champs cultivés, la clairière. Les terres défrichées et cultivées s'étendaient sur au moins un kilomètre dans toutes les directions. Les trois soeurs, le maïs, les haricots et les courges, poussaient ensemble sur des tertres, en harmonie. Le tabac, les melons et d'autres fruits et légumes étaient aussi cultivés.

La plupart des tâches horticoles étaient effectuées par les femmes, qui travaillaient ensemble. D'après les historiens, les villages des années 1600 formaient sans doute un seul clan.

Vers la fin des années 1700, des cartes montrent que, sur le territoire des Six-Nations de la rivière Grand, les champs étaient divisés en secteurs autour des villages, par clan.

La Constitution de la Confédération, la *Kaianerekowa*, enregistrée au début du XX^e siècle, parle du sol et de la terre dans les termes suivants:

Ces clans, organisés par nation, sont les seuls propriétaires du sol du pays et leurs droits sont héréditaires [...]

Au sein du clan, les femmes avaient aussi des rôles spécifiques:

Les femmes sont considérées comme les aïeules de la nation. Elles possèdent la terre et le sol. Les hommes et les femmes héritent du statut de leur mère¹¹.

Le 11 mars 1763, les Mohawks de Canajoharie ont déclaré à sir William Johnson: lorsqu'on lui a demandé si les femmes étaient considérées comme détentrices de droits sur l'utilisation des terres, il a répondu «qu'elles en étaient les véritables propriétaires, puisque c'étaient-elles qui les travaillaient, et elles étaient considérées de cette façon»¹².

Si les femmes étaient les propriétaires fonciers, les hommes, eux, veillaient aux relations politiques avec les autres nations. Les femmes traitaient des questions internes, et les hommes traitaient des questions externes. Le 15 mai 1791, des femmes des Six-Nations ont rencontré le major Thomas Procter, représentant des États-Unis, à Buffalo Creek:

Vous devez écouter et entendre ce que nous, femmes, disons, ainsi que ce que disent les sachems, car nous sommes les propriétaires de cette terre — et elle est à nous; car c'est nous qui la plantons, pour notre usage et le leur. Écoutez-nous, car nous parlons de choses qui nous concernent nous et nos enfants. Vous ne devez pas penser mal de nous parce que nos hommes vous parlent plus souvent, car nous leur avons dit quoi vous dire¹³.

Il y a effectivement un lien spécial entre les femmes et notre Mère la Terre. Il revient aux femmes de donner et de nourrir la vie, tout comme la terre le fait. Leur relation avec le sol est seulement une petite partie de leur rapport avec le mystère de la vie.

Parfois, les chefs utilisaient l'anglais juridique pour traduire la Grande Loi. Ces traductions sont souvent inexactes. Le concept féodal d'intérêt dans les terres dévolues provenant de l'anglais est étranger à la loi des Haudenosaunee. Le sol désigne uniquement la partie de la terre qui sert à la culture (d'après certains vieillards, les premiers traités fonciers conclus avec les Européens portaient seulement sur la profondeur d'un soc). Mais ce mot peut aussi signifier, comme dans la loi latine, «du centre de la terre à la dernière étoile». Il existe peu de documents

étayant ces détails historiques ou juridiques. Nous ne savons pas ce que le peuple voulait dire il y a quatre siècles, et les visions des personnes qui vivent aujourd'hui ont été modifiées par les idées et les gestes de nos voisins.

La division des rôles entre hommes et femmes est brièvement examinée dans l'article de William Fenton intitulé «Northern Iroquoian Cultural Patterns», dans le *Handbook of North American Indians*¹⁴:

Parmi les Indiens des forêts de l'Est, les Iroquois se distinguent comme horticulteurs, car les femmes pratiquaient l'agriculture sur brûlis à proximité des villages. Les hommes, selon les saisons, défrichaient, chassaient le cerf, l'ours et les petits mammifères, et pratiquaient la pêche. Les femmes ramassaient les racines, les baies, les feuilles, les noix et d'autres produits comestibles. Il est difficile d'établir, d'après les sources, la part de chacune de ces activités: les seuls comptes rendus complets des pratiques de chasse concernent des Mohawks de l'Ohio au XVIII^e siècle (James Smith dans Drake, 1851).

Après les récoltes, des groupes de chasseurs et quelques femmes quittaient les villages, y laissant les vieillards, les femmes enceintes et les enfants, et ils marchaient pendant plusieurs jours dans la forêt où ils montaient leur camp pour chasser le cerf et l'ours, en sécher la viande et la ramener au village au milieu de l'hiver [...]

La culture était la principale occupation des femmes du village (Lafitau 1724: 2:70); le village et les champs environnants formaient leur domaine.

Même si les villages iroquois étaient construits et dirigés par des hommes, [...] les fonctions masculines étaient attribuées suivant la filiation matrilineaire, et le village et ses environs jusqu'à l'orée des bois étaient le domaine des femmes. En dehors du conseil, les hommes s'acquittaient de leurs rôles dans la forêt — à la chasse, sur le sentier de la guerre et au cours de missions de paix et de commerce.

Tout comme les murs du village représentent une frontière, l'orée des bois constitue une deuxième démarcation. Elle représente une limite entre le domaine des femmes et le territoire des hommes. C'est aussi la limite de la sécurité et du contrôle. Tandis qu'à l'intérieur des murs tout est régi et sûr, et que dans la clairière le contrôle est pratiquement complet, le peuple dans les bois est beaucoup plus exposé aux forces de la nature (et aux attaques des ennemis). Le rôle de protecteur des hommes prend plus d'importance à mesure qu'on s'éloigne de la sécurité des murs et de la clairière. Dans tous les documents et au cours des cérémonies, cette frontière est appelée orée des bois — et non pas limite de la clairière.

C'est à l'orée des bois que les visiteurs s'arrêtent et attendent. C'est là qu'ils sont salués, accueillis, pris par la main et amenés au village. Une cérémonie spéciale d'accueil se déroule là, pour élever l'esprit des visiteurs — en partie pour empêcher les mauvaises pensées d'entrer dans le village, en partie pour bien montrer la chaleur de l'accueil. Les étrangers qui ne sont pas prêts à attendre à l'orée des bois pourraient vouloir attaquer le village et ses habitants. Les étrangers qui arrivent à la clairière par la forêt chantent des chants de paix ou annoncent leur présence par des appels, selon l'occasion.

Le village et les champs: L'orée des bois

Qui «possédait» la terre au-delà de l'orée des bois, et de quelle façon était-elle divisée? La Grande Loi donne certains indices:

Le sol d'un bout à l'autre du territoire est la propriété du peuple qui l'habite. Par leur naissance, les Ongwehonweh sont les propriétaires du sol qui leur appartient et qu'ils occupent, et personne d'autres n'y a droit. Cette loi existe depuis le début des temps.

Le grand Créateur nous a fait du même sang et du même sol et comme seules des langues différentes créent des nations différentes, il a établi divers terrains et territoires de chasse et tracé des frontières entre eux.

Les frontières entre les territoires de chasse de diverses nations et villages étaient des frontières géographiques: cours d'eau et rivières étaient les limites les plus fréquentes, car ils sont à la fois logiques et faciles à reconnaître. Ces frontières étaient connues et elles étaient prévues par la loi, et la paix créée par la Grande Loi empêchait tout conflit au sujet de la chasse nécessaire à la survie:

Nous aurons un seul bol dans lequel sera placée une queue de castor et nous y aurons tous également droit, et il n'y aura pas de couteau dans ce bol, car s'il y avait un couteau dans ce bol, quelqu'un pourrait se blesser et du sang serait répandu. Ce bol signifie que les territoires de chasse sont communs et que tous ont également droit d'y chasser. L'absence de couteau dans le bol écarte tout danger que les peuples des différentes nations de la Confédération répandent le sang à cause de différends au sujet des droits de chasse¹⁵.

Le bol à une seule cuillère dont il est question dans cette dernière clause de la Grande Loi figure souvent dans les conseils entre les Haudenosaunee et d'autres nations autochtones, ainsi que dans les relations avec les Européens. Il symbolise les territoires de chasse. Comme le bol de

ragoût de queue de castor est partagé par les chefs, la terre doit servir à nourrir tous les peuples. La ceinture de wampum qui préserve ce principe est blanche, et un cercle pourpre y figure le bol.

Le concept du bol à une seule cuillère s'est propagé, tout comme les grandes racines blanches de la paix se sont étendues à d'autres nations. Après l'adoption de la Grande Loi, un Mohawk pouvait chasser non seulement sur les territoires de chasse de son village et de sa nation, mais aussi sur ceux des autres nations de la Confédération. Même s'il reconnaissait, par exemple, que d'aller vers l'Ouest jusqu'à un certain cours d'eau signifiait passer du «territoire mohawk» dans le «territoire onéida», il conservait son droit de chasser le gibier en paix. À mesure que des traités consacrant ce principe étaient conclus avec d'autres nations, les chasseurs pouvaient exploiter des territoires de plus en plus vastes.

Entre temps, la Grande Loi prévoyait un territoire unique pour la Confédération:

Cinq fils de coquillages unis en un seul rang représenteront les Cinq-Nations. Chaque fil symbolisera un territoire et l'ensemble, un territoire complètement unifié appelé Territoire confédéré des Cinq-Nations¹⁶.

Les territoires des Haudenosaunee symbolisés par le wampum d'Hiawatha

Le bol à une seule cuillère représentait tous les territoires de chasse, mais excluait probablement les terres cultivées — même si tous ceux qui entraient dans un village étaient accueillis avec hospitalité, et qu'on commençait par les nourrir. Il est plus difficile de déterminer si la chasse et la pêche commerciales étaient aussi protégées par la loi. Les échanges entre les nations, y compris le troc des peaux, étaient fréquents, mais les fourrures ne faisaient l'objet d'aucune activité commerciale importante avant l'arrivée des Européens.

Après l'avènement de la traite des fourrures, les dossiers historiques font état de nombreuses plaintes de nations autochtones qui soutiennent que les autres empiètent sur leurs territoires de chasse et capturent les castors et d'autres animaux à fourrure. Les Algonquins de la vallée de l'Outaouais, par exemple, ont rapporté que des trappeurs mohawks nuisaient aux pratiques de piégeage à rendement équilibré respectées sur le territoire traditionnel algonquin, parce que le piégeage tel qu'effectué par les Mohawks menaçait de faire disparaître les castors. À l'époque, les Britanniques répondaient que les nations indiennes devraient partager leurs territoires de chasse — et que la *Proclamation royale de 1763* le confirmait en réservant la terre à toutes les nations sans préciser de répartition interne.

Avant l'arrivée des Européens, un Mohawk aurait disposé des «cercles» de territoire suivant — «mon coeur, ma longue maison, mon village, ma clairière, mes territoires de chasse (au-delà de l'orée des bois), les territoires de chasse que je peux partager avec leur propriétaire».

Passé cette dernière frontière, il y avait d'autres territoires encore, où les hommes plutôt que les femmes intervenaient. Toutefois, sur les territoires de chasse des nations où je n'ai pas le droit de chasser, d'autres changements se produisaient. Tout comme l'homme devenait chasseur lorsqu'il franchissait les limites de sa clairière, il assumait probablement un nouveau rôle au-delà de la frontière du territoire de chasse sûr. Il était sans doute encore chasseur, pour se nourrir et nourrir ceux qui l'accompagnaient, mais il était aussi messager, diplomate — ou guerrier, membre d'une expédition guerrière.

Au-delà des territoires de chasse de sa propre nation et de ceux partagés avec des nations amies, les Amérindiens avaient moins de contrôle, ils étaient moins en sécurité, et ils étaient plus loin de chez eux. Dans les forêts mal connues, on était encore plus à la merci du monde naturel que dans les lieux que l'on connaissait et habitait.

Ce n'est pas par hasard que Hadu'wi, l'esprit ancestral que les masques et les sociétés de guérisseurs haudenosaunee invoquaient, vivait en bordure du monde. C'est là que les pouvoirs des hommes sont les plus faibles et que les forces de la nature sont les plus puissantes. Et le pouvoir de Hadu'wi, de bien des façons, est le pouvoir de toutes les choses que les êtres humains ne peuvent contrôler — le pouvoir du monde naturel.

Un jour que le Créateur voyageait de par le monde, pour inspecter sa création, il a rencontré un être qu'il ne connaissait pas. Il lui a demandé: Qui es-tu? Et l'être a répondu: Je suis Hadu'wi, et je suis très puissant. Hadu'wi a fait étalage de son pouvoir et il a lancé un défi au Créateur. Pour montrer sa grande puissance, il a fait trembler les montagnes au loin. Le Créateur s'est montré très impressionné, mais il a mine de rien ramené les montagnes juste derrière Hadu'wi. Lorsque Hadu'wi s'est retourné, il s'est écrasé le nez sur la falaise.

Hadu'wi s'est alors rendu compte qu'il avait affaire à quelqu'un de bien plus puissant que tout ce qu'il avait rencontré auparavant. Il s'est excusé avec une grande humilité. Il a demandé au Créateur: En quoi puis-je t'aider? Et le Créateur a répondu: J'ai créé quelques êtres tout petits et fort vulnérables, qu'on appelle Onkwehonwe, les humains. Ils sont souvent malades et leur esprit se trouble. Tu m'aideras en les aidants. Lorsqu'ils auront besoin de ton aide, ils feront brûler du

tabac et porteront des masques à ton image pour t'appeler. Et tu mettras ta grande puissance à leur service.

Et depuis ce temps, Hadu'wi est l'un des ancêtres qui aident les Haudenosaunee lorsqu'ils l'appellent de la façon prescrite par le Créateur; et depuis ce temps, le plus grand de ces esprits est représenté par un masque au nez cassé, en souvenir de la leçon que lui a donnée le Créateur.

La façon dont les Haudenosaunee comprenaient le monde il y a quatre siècles établissait des frontières, tant pour l'esprit que pour la terre. Ces frontières influaient sur le comportement, la hardiesse et les cérémonies des gens.

Cette vision du monde a changé avec le temps, mais certaines de ses grandes caractéristiques demeurent. Les villages mohawks ne sont plus gardés par des palissades, mais les frontières juridiques et mentales qui délimitent la «réserve» sont réelles et protectrices. Les hommes mohawks franchissent encore ces frontières comme chasseurs, travailleurs et aventuriers, souvent en laissant dans ce domaine protégé les femmes, les enfants et les vieillards. Les métalliers du XXI^e siècle ont peut-être beaucoup en commun avec les chasseurs d'il y a 500 ans, qui franchissaient l'orée des bois pour s'aventurer dans la forêt.

Le monde sur le dos de la tortue

Au début des temps, lorsque la Femme Ciel est tombée du Monde Ciel, le monde que nous connaissons était couvert d'eau. Les animaux marins ont assisté à sa chute: une lumière vive et terrifiante a traversé le ciel. Les canards et les oies ont volé à sa rencontre pour amortir sa chute, et la grande tortue est montée à la surface pour lui faire une place où s'asseoir. La Femme Ciel a étendu de la terre sur le dos de la tortue et planté des graines de fraisier et de tabac qu'elle avait apportées du Monde Ciel. Le continent ainsi créé est devenu l'île Tortue. Les Européens par la suite l'ont nommé en l'honneur d'un Italien qui n'y avait jamais mis les pieds, Amerigo Vespucci.

La vision du monde qu'avaient les Européens en Amérique du Nord s'est elle aussi modifiée au cours des cinq derniers siècles. Un Anglais en 1700 divisait peut-être nettement le monde entre son fort, un mur protecteur, les terres défrichées de son peuple et la nature sauvage, ainsi que d'après des frontières plus abstraites correspondant aux limites des colonies et aux

juridictions politiques qui avaient été créées. On ne pouvait parler de la nature sauvage sans songer à sa situation, au-delà des confins mouvants du monde rationnel¹⁷.

Même si l'Européen avait l'impression de se dresser contre la nature sauvage, sa vision du monde et celle d'un Mohawk d'il y a 300 ans étaient sans doute beaucoup plus proches l'une de l'autre que celle que cet Européen partagerait aujourd'hui avec ses descendants.

Aujourd'hui, l'Euro-Américain moyen n'enfonce pas profondément ses racines dans la terre. Il mesure son appartenance à ce continent en quelques générations et non pas en milliers d'années. Il «possède» sa maison et un petit peu de terre autour. Il est à l'aise dans son village, sa ville ou sa municipalité, mais y connaît probablement peu de gens. La frontière suivante est la frontière internationale. La nature sauvage, l'orée des bois, il ne pense sans doute à rien de cela. Il voit rarement ce qui reste de la nature. En deux générations, il s'est beaucoup urbanisé. En outre, les rôles des hommes et des femmes se confondent maintenant depuis que sa société a abandonné la chasse, la pêche et la cueillette pour pratiquer l'agriculture, puis passer à l'économie et à la société industrielles, avant de connaître les premières étapes d'une ère postindustrielle encore mystérieuse.

Les choses ont changé. Elles ont changé de façon irréversible. Elles ont changé de telle sorte que les Européens, les Euro-Américains et les Européens d'aujourd'hui, sont aussi différents de leurs ancêtres du XV^e siècle que leurs ancêtres l'étaient des Indiens qu'ils ont rencontrés sur les plages des Antilles en 1492 [...]

Il est vraiment difficile de concevoir le fossé qui séparait ces deux peuples, les Indiens des forêts de l'Amérique du Nord et ces masses d'Européens de diverses origines qui arrivaient de ce côté de l'Atlantique — il est difficile d'imaginer que deux peuples d'une même espèce aient pu arriver au même endroit et au même moment avec des conceptions si extraordinairement différentes de la réalité, des expériences si diverses du monde, des façons si opposées de voir le monde, de percevoir la réalité¹⁸.

En quoi ces visions du monde importent-elles à la pensée moderne? Elles nous permettent de cerner le but poursuivi par les auteurs des premiers traités — ce qui, à leurs yeux, leur appartenait, ce qu'ils pouvaient partager, et les raisons de la relation. Elles nous permettent de «remonter» le cours du temps, de comprendre l'origine de l'esprit d'un peuple, ce qui nous aide à comprendre la vie et les croyances de ce peuple aujourd'hui.

Leur pertinence tient aussi au fait que la vision du monde de ce peuple fondait sa loi — et la tradition de la loi haudenosaunee est une tradition juridique distincte de celle des Européens, adaptée au peuple qui la suivait et à la terre qu'il habitait.

Dans la description concrète de l'ordre du monde (exprimée en terme de limites), il y a d'autres dimensions qu'il faut mentionner. Le monde concret est tridimensionnel. C'est-à-dire qu'il va du centre de la terre jusqu'au-delà des cieux. La vision du monde d'un Mohawk il y a 500 ans englobait ce concept, même si ni le rocher profondément enfoui dans la terre ni les êtres qui habitaient le Monde Ciel ne pouvaient être considérés sous le contrôle ou l'influence des humains, et encore moins leur appartenir.

Les traditions et les documents que nous possédons aujourd'hui ne peuvent traduire complètement ce qui occupait l'esprit des gens il y a 500 ans. Le premier compte rendu fiable sur les pratiques de chasse mohawks remonte à l'Ohio du XVIII^e siècle, et nous pouvons en tirer des notions applicables aux Mohawks de River Valley deux siècles plus tôt — mais bien des choses auraient changé. Ce que les observateurs européens ont vu, ils l'ont sans doute interprété en fonction de leur propre vision du monde, et ils l'ont peut-être mal compris. Les droits et les pouvoirs des femmes, par exemple, ont souvent échappé aux historiographes européens. Ce qui pouvait n'être qu'une plaisanterie (par exemple, que les castors devenaient des rats laveurs l'hiver) était parfois consigné comme une vérité. Du côté des Haudenosaunee, la tradition est constante, mais il se produit aussi un changement progressif: les premières versions de la Grande Loi n'ont que 150 ans.

C'est donc avec prudence qu'il faut définir la vision du monde d'un Haudenosaunee à l'époque des premiers contacts. Cette vision du monde comportait certainement des frontières. Certaines sont précises et bien documentées: l'orée des bois, les territoires de chasse et la différence entre terres du peuple de la Ligue et terres des peuples avec qui nous ne sommes pas en paix sont importants. La différence entre les rôles des hommes et ceux des femmes suivant le type de terrain est importante. Les rapports du peuple avec la terre, en termes de temps et de propriété, sont essentiels.

Parenté et continuité: les clans et les noms

Votre nom vous définit, face à vous-même et face au monde.

Aujourd'hui, l'Amérique du Nord est peuplée d'Européens, et les gens tiennent généralement leur nom de famille de leur père. Ce nom donne une idée de l'origine de la famille

— du côté du père. Les femmes, jusqu'à tout récemment, prenaient en règle générale le nom de leur mari au moment du mariage.

Le prénom assure l'individualité, tout comme le nom de famille identifie une personne à sa famille. Parfois, la combinaison des noms est une marque de continuité, parce que les noms sont repris de parents ou d'ancêtres, mais en règle générale ils désignent l'individu et la famille à laquelle il appartient.

Ce système n'est pas très ancien. Il n'y a pas si longtemps, avant l'explosion de la population et la mobilité croissante des 150 dernières années, les noms de famille n'étaient pas d'usage universel en Europe. Les Hollandais, par exemple, n'avaient pas de système structuré de noms de famille jusqu'à l'époque de Napoléon. Les noms de famille anglais viennent souvent de l'occupation d'un ancêtre dans un village ou une ville (Smith, Miller, Potter, Cooper), ou du prénom du père (Jones, Williams, Peterson, Jackson). D'autres noms décrivent l'endroit où la famille vivait, ou les caractéristiques physiques d'une personne (Legrand, Lebeau).

Les noms des Haudenosaunee sont fondés sur des principes différents. Ils servent toujours à identifier l'individu — mais non pas par son père. En principe, il n'y a jamais plus d'une personne au monde qui porte un nom haudenosaunee particulier. Le nom est descriptif, c'est-à-dire qu'il convient à la personne, et le clan de cette personne en est propriétaire.

Les Haudenosaunee appartiennent au clan de leur mère. La mère, le père et les aînés du clan de la mère choisissent un nom pour l'enfant. Ce nom appartient au clan. C'est un nom qui a été porté par des membres du clan par le passé et qui reviendra au clan qui pourra le réutiliser lorsque celui qui le porte pour l'instant mourra (ou recevra un autre nom).

Le nom d'une personne est présenté à la collectivité au cours d'une des importantes cérémonies de l'année — la fête du solstice d'hiver, qui célèbre le maïs vert. Un chef ou un parent proche de sexe mâle apporte l'enfant (ou s'avance avec l'enfant, s'il s'agit d'un enfant plus âgé) dans la grande maison, en annonçant son nom et en chantant son *atonwa*. Au cours d'une adoption, le nom est donné et ratifié de la même façon.

Votre nom dit que vous êtes une personne unique — mais aussi que vous faites partie d'une lignée, et que vous appartenez à quelque chose de plus grand que vous, qui transcende le temps et les nations.

Le clan et la famille étendue sont le noyau de la société haudenosaunee. En Amérique du Nord, depuis deux siècles, la famille étendue perd du terrain au profit de la «famille nucléaire» — le père, la mère et les enfants (évolution qui accompagne l'industrialisation). La famille nucléaire est petite et mobile, c'est un élément simple dans une société dont les membres doivent se déplacer pour trouver du travail.

Les liens de parenté, en termes de clan, définissaient celui qui se rendait dans une nouvelle collectivité non pas comme un individu mais comme un membre de réseaux déjà établis. Ces relations rapprochaient des individus de différents villages et de différentes nations. Le nombre et les noms des clans variaient selon la nation, mais trois — l'Ours, le Loup et la Tortue — étaient communs à toutes les nations de la Confédération. Un Cayuga du clan du Loup, par exemple, était considéré comme un parent par les Mohawks du même clan matrilineaire¹⁹.

Le système des clans indique clairement sa place à chaque membre de la collectivité, de bien des façons. Il désigne à la personne ses chefs spirituels et politiques. Il lui dit où s'asseoir pendant les cérémonies. Souvent, il lui désigne ceux envers qui il a des obligations particulières, qu'il doit aider et guider, mais il précise aussi que ces personnes doivent lui rendre compte, à lui et à tous les autres membres du clan.

La société haudenosaunee est inclusive. La *Kaianerekowa* était conçue pour s'étendre, mais elle permettait aussi d'accepter n'importe qui dans la Confédération, de l'inclure, de l'adopter. L'histoire écrite des relations entre les Haudenosaunee et les autres nations abonde de récits d'adoptions de personnes et de nations entières. Les prisonniers de guerre étaient adoptés et on leur donnait les noms de personnes qui avaient disparu au cours des mêmes guerres — ils étaient des «remplaçants». Les personnes en fuite étaient adoptées. Quiconque entra dans la société recevait un nom et un clan — où il trouvait connaissance et sécurité. Il était toujours évident que le nom et le clan étaient indissociables.

Les personnes adoptées recevaient «un nom qu'on leur accrochait au cou». En termes de citoyenneté, c'est un peu comme être un immigrant reçu, puisque le nom peut être retiré par ceux qui l'ont accordé.

La peine la plus sévère du système judiciaire des Haudenosaunee n'était pas la mort — la Grande Loi visait à mettre un terme aux effusions de sang — mais bien le retrait du nom. Les Européens parlent d'exil ou d'ostracisme. La personne se faisait simplement dire qu'elle n'existait plus, que son nom lui était retiré, qu'elle n'avait plus de parents. Une personne qui

perdait ainsi son nom finissait par quitter la collectivité et errer sans but dans la forêt car, jusque-là, elle s'était perçue pendant toute sa vie comme faisant partie du groupe.

Beaucoup de peuples européens n'étaient pas très différents. Les lois des Irlandais et des Écossais — les lois traditionnelles celtes — étaient fondées sur un solide système de clans. La loi saxonne reconnaissait le côté de la mère plutôt que celui du père (les petits garçons anglophones qui perdent un combat doivent encore crier «mon oncle» au vainqueur). La famille étendue était et demeure une caractéristique de la vie villageoise européenne. Mais les Européens arrivés en Amérique du Nord au cours des trois derniers siècles venaient souvent dans un autre esprit — comme individus plutôt que comme membres d'une collectivité, désireux de «réussir» sans s'encombrer de questions de classe sociale ou d'origine ethnique. Bon nombre des caractéristiques sociales qui donnaient la sécurité aux Haudenosaunee étaient précisément ce à quoi leurs nouveaux voisins voulaient échapper.

Le gouvernement et la société haudenosaunee accordent une grande indépendance aux individus car ils sont certains que l'individu agira dans l'intérêt de tout son peuple, puisque le clan favorise un fort sentiment d'appartenance.

Les clans sont aussi des éléments essentiels de la structure de gouvernement. Le clan est l'unité fondamentale du gouvernement. Les femmes du clan, par l'entremise de la mère du clan, observent les talents de leader des hommes. Ce sont les femmes qui choisissent les *rotiianeson* — et qui peuvent leur retirer leurs charges s'ils se conduisent mal. Les clans sont divisés en parties ou familles, et chaque partie de chaque clan de chaque nation a une mère du clan et un *royaner*. Par conséquent, le titre de chef appartient non seulement à la nation, mais aussi au clan. Tout comme le nom de la personne revient au clan à sa mort, pour que quelqu'un d'autres puisse l'utiliser plus tard, le titre qui appartient au clan revient à ce clan lorsque celui qui le porte meurt ou renonce à ses fonctions. La continuité est la même, mais il faut combler rapidement le vide.

Dans la société haudenosaunee, les liens de parenté établis par le système des clans engendrent des responsabilités et des institutions. Les conflits entre membres d'un clan sont réglés par les autres personnes du clan. Les conflits entre clans sont réglés par les chefs des deux clans. Le clan est responsable du comportement de ses membres — mais le membre doit rendre des comptes au clan.

Les institutions sont établies au niveau du clan — et la façon de prendre des décisions, de régler les conflits, se transmet du clan à la nation et, grâce à la Grande Loi de la Paix, à la Confédération.

Le Pacificateur a adapté les institutions du niveau local pour les placer à un niveau plus élevé. Ces institutions allaient de soi pour le peuple: elles étaient les leurs depuis des siècles. Le Pacificateur n'a pas inventé de nouveau système, il a simplement extrapolé ce qui existait déjà et fonctionnait bien pour le placer au niveau international et il a choisi les coutumes qui serviraient le mieux la paix et l'unité.

Il était naturel pour les Haudenosaunee d'utiliser nombre de ces pratiques dans leurs rapports avec les autres nations. La continuité, l'équilibre des pouvoirs et la responsabilité commune des actions des membres du clan ont été reportés dans la *Kaianerekowa* et de là dans les traités conclus avec d'autres nations, tant autochtones qu'immigrantes.

Le wampum des Trois Soeurs

C'est un wampum des femmes. On raconte qu'il y avait trois femmes qui créaient beaucoup d'ennuis dans leur village parce qu'elles ne pouvaient pas s'entendre. Les mères du clan les ont amenées dans les champs et leur ont montré comment le maïs, les haricots et les courges, même si ce sont des plantes très différentes, poussent ensemble au même endroit, en parfaite harmonie, chacune utilisant ses qualités pour aider les autres. Le maïs soutient les tiges du haricot. La courge fait de l'ombre aux racines. Le haricot rétablit l'équilibre chimique du sol et l'empêche de devenir trop acide. Les trois femmes, qui étaient de clans différents, ont juré d'être comme le maïs, le haricot et la courge. Aujourd'hui, lorsque trois femmes de clans différents décident de travailler ensemble dans le cadre d'une relation spéciale, elles peuvent ajouter un rang au wampum que ces trois femmes ont utilisé lorsqu'elles ont prêté serment devant leur peuple.

Le wampum des chefs mohawks

Neuf fils de wampum blanc sont fixés au rang blanc unique de ce document. Les neuf fils représentent les neuf titres du *Hodiyanessoh* de la nation mohawk. Ils sont répartis en trois groupes, symboles des trois clans. Ils sont fixés à un rang unique — la nation elle-même, pour laquelle chacun travaille, à titre individuel et comme membre du clan.

Parfois, il est important de *ne pas* appartenir. Le Pacificateur a pu faire accepter son message entre autres parce qu'il n'appartenait à aucune des nations ni à aucun des clans des Haudenosaunee. Il ne pouvait pas promouvoir les intérêts de son peuple dans la nouvelle structure de la Confédération, parce que son peuple n'appartenait pas à cette structure. Il serait peut-être plus juste de dire que le seul peuple auquel il appartenait dans la structure était *l'ensemble des peuples*. Les noms des chefs sont la propriété de leur clan et sont conservés et perpétués par le clan. Comme le Pacificateur venait de l'extérieur, son nom ne pouvait pas être repris: son siège au conseil demeurait vacant. Il a sa place au conseil — une place réservée pour son retour — mais elle reste vide, symbolisant aussi bien l'idéal qu'il représente que le fait qu'il venait de l'extérieur, qu'il n'avait ni clan ni nation.

Le message de la *Kaianerekowa*

Le message de la *Kaianerekowa* comportait trois éléments: la Bonne Parole, la Paix et le Pouvoir — *Kaiwiio, Skenon, Gashadenshaa*.

La «Bonne Parole» signifie que les peuples se respectent les uns les autres comme s'ils étaient chacun un seul individu; en outre, comme tous ont des liens de parenté avec les membres des diverses nations, ils mettront un terme aux crimes et aux activités des personnes malintentionnées; maintenant, chacun se repentira, les vieillards et les jeunes; maintenant, chacun pardonnera aux autres dans toutes les nations; et à partir de maintenant c'est ce qui se fera, le bien, et c'est ce que signifie la «Bonne Parole».

Deuxièmement, voici ce que «Pouvoir» signifie: toutes les nations unifieront toutes leurs affaires, et les nations deviendront un seul groupe, et leur pouvoir leur viendra de cette union. Ce sera aussi la base sur laquelle ils pourront survivre en tant que groupe, formant une seule famille, semblables à une seule personne n'ayant qu'une tête et qu'une vie, entourées par la Bonne Parole. C'est ainsi que la paix règnera maintenant entre toutes les nations, et les familles pourront se perpétuer.

Troisièmement, voici ce que la «Paix» signifie: maintenant s'arrêtera le massacre des êtres humains et la prise de scalps et l'effusion de sang entre les nations, surtout entre les peuples des nations de la Confédération. Maintenant, tout cela cessera, parce que le Grand Esprit n'a jamais voulu que les hommes se blessent les uns les autres, se tuent les uns les autres. Alors maintenant, disparaîtra le sentier de la guerre, et partout il y aura la paix. Les villages des différentes nations seront des voisins, des familles et leurs enfants; ils se conduiront tous comme de proches parents, et tous formeront une seule grande famille qui englobera toutes les nations et toutes les langues. Et quand tous pourront aller de village en village,

alors cesseront le danger et la terreur, et les peuples célébreront le jour et la nuit parce que la famille se perpétuera, et il n'y aura pas de fin à la paix; c'est ce que signifie la Grande Loi de la Paix, que tous seront unis. J'ai dit²⁰.

Le Pacificateur a d'abord visité les Mohawks, la nation la plus à l'est de ce qui devait devenir la nation haudenosaunee. Les Mohawks lui ont demandé une preuve qu'il apportait bien un message du Créateur, mais ils ont rapidement accepté les concepts et les buts de la *Kaianerekowa*.

Il a fallu plusieurs années pour rapprocher les nations. Le processus en lui-même, le travail que le Pacificateur et ses aides ont fait, est un modèle d'établissement de consensus. L'histoire du rapprochement des nations comporte plusieurs grandes leçons.

L'unité d'esprit ne vient pas instantanément. Elle se fait petit à petit, avec soin, une nation à la fois, une personne à la fois.

Il faut du temps pour créer de grandes choses. Il y a toujours assez de temps en ce monde pour bien faire les choses.

Par-dessus tout, la Paix et le Pouvoir viennent d'un Esprit sain — l'esprit utilisé dans toute sa capacité, pour le bien.

En quatre ans, le message du Pacificateur avait été accepté par les Mohawks, les Onéidas, les Cayugas et les Sénécas. Seuls les Onondagas n'étaient pas encore convaincus. Le peuple onondaga semblait intéressé, mais il hésitait, il craignait l'esprit le plus tortueux de tous — le sorcier et chef Thadadahoh. Le pouvoir de ce chef était détourné par le mal qui se manifestait dans ses membres difformes et les serpents de sa chevelure. Le peuple l'a approché en utilisant la puissance qui vient de l'unité d'esprit. Il a chanté le Chant de la Paix et il a calmé Thadadahoh suffisamment pour qu'Ayonhwathah parvienne à peigner ses cheveux, à redresser ses membres et à orienter son pouvoir vers le bien.

La conversion de Thadadahoh comporte elle aussi des leçons pour les futurs législateurs. Il y a deux choses à considérer dans le traitement des personnes mauvaises. Premièrement, il faut confronter le mal, l'identifier et l'éliminer. Le Chant de la Paix et la cérémonie des condoléances sont deux façons d'y arriver. Deuxièmement, ces personnes, lorsque leur esprit se tourne vers le bien, appuieront un projet et y appliqueront leur puissance si elles se sentent bienvenues. Il faut

les inclure, leur donner des responsabilités. Sans cela, elles demeurent en marge, et leur amertume reviendra.

Aujourd'hui, la personne qu'on appelle Thadadahoh est le pivot du conseil de la Confédération.

La *Kaianerekowa* ne devait pas se limiter aux Cinq-Nations qui ont fondé la Confédération. Pour que règne véritablement la paix, il fallait en effet qu'elle touche aussi bien les nations de la Confédération que toutes les nations à l'extérieur et au-delà. Lorsque l'union des Cinq-Nations a été bien établie, les principes de la Paix et du Pouvoir devaient s'étendre. Le Pacificateur, après avoir planté l'Arbre, a dit:

Le wampum de Thadadahoh

«Les notables ont décidé à l'unanimité d'étendre devant toi sur le sol cette grande ceinture blanche de wampum Ska-no-dah-ken-rah-ko-wa et Ka-yah-ne-renh-ko-wah, qui signifie avec respect la pureté et la grande paix, et les notables ont aussi déposé devant toi cette grande aile, Ska-ye-weh-seh-ko-wah, et lorsque de la poussière ou de la saleté se déposera sur la grande ceinture de wampum blanc, tu devras prendre cette grande aile et la nettoyer.» (La poussière et la saleté représentent le mal sous toutes ses formes, la source de dissensions au sein du conseil de la Confédération.)

Les racines de l'Arbre de la Grande Paix s'étendent dans toutes les directions, une vers le Nord, une vers l'Est, une vers le Sud et une vers l'Ouest. On les appelle les Grandes Racines blanches, et leur nature est faite de paix et de force. Si un homme ou un peuple à l'extérieur des Cinq-Nations respecte les lois de la Grande Paix et signifie son état d'esprit aux notables de la Confédération, il peut remonter les Racines jusqu'à l'Arbre et si son esprit est serein et qu'il est obéissant et promet de se soumettre aux désirs du conseil de la Confédération, il sera le bienvenu sous l'Arbre aux longues feuilles.

Au sommet de l'Arbre aux longues feuilles, il y a un aigle qui peut voir très loin. S'il voit dans le lointain un mal qui s'approche ou un danger qui menace, il donnera immédiatement l'alerte au peuple de la Confédération²¹.

Tous les *rotiianeson* sont égaux

Le Pacificateur, avec le peuple qui voulait la paix, a créé un conseil pour la Confédération. Au sein du conseil, chaque clan de chaque nation est représenté. De cette façon, chaque personne dans le cercle de la Loi sait qui la représente.

Au sein du conseil, aucun membre n'est considéré comme plus puissant qu'un autre. Les *rotiianeson* sont égaux. Comme il n'y a pas de scrutin, il faut parvenir à un consensus. L'influence de chacun dépend de son éloquence et de sa sagesse.

J'enjoins maintenant à chacun d'entre vous, notables, de ne jamais entretenir de graves désaccords. Vous êtes tous égaux et vous avez un pouvoir égal, et si vous êtes en conflit, les conséquences seront sérieuses et ce désaccord vous incitera à vous ignorer les uns les autres [...] alors vos petits-enfants souffriront et seront réduits à la pauvreté et à la honte²².

La loi prévoit que les divers membres du conseil assumeront différentes responsabilités — reflet, probablement, des talents des 50 hommes qui ont formé le premier conseil en vertu de la loi. Thadadahoh doit balayer tout ce qui rampe et qui pourrait s'approcher du feu du conseil; Dehatkodons s'assoit à la gauche de Thadadahoh; Skanawati pèse les choses; Dehatnakarineh surveille la terre; Tekariohoken définit et ratifie le consensus entre les Mohawks. Au sein du conseil de chaque nation, les membres ont pour responsabilité d'aider le conseil à arrêter ses décisions.

La *Kaianerekowa* prévoit des «Chefs des pins», des hommes élevés par le peuple en fonction de leur seul mérite et qui n'appartiennent pas nécessairement à une famille influente. Ces personnes assistent aux réunions du conseil de leur nation respective et donnent des avis aux membres. À l'origine, ce wampum montrait cinq *rotiianeson* debout, les coudes repliés, symbolisant les Cinq-Nations et le cercle protecteur de la loi. Si un *royaner* quitte le cercle, son titre s'accroche aux coudes des autres «comme les buissons aux bois d'un cerf». Le titre tombe dans le cercle. Le *royaner* a le droit de revenir plus tard, mais il doit «revenir nu» et il ne peut reprendre son titre. (Photo: Département d'ethnologie, Musée royal de l'Ontario)

Les nations sont égales

Au sein du conseil de la Confédération, chaque nation assume des rôles, pouvoirs et responsabilités bien définis. Les Sénécas et les Mohawks gardent la porte par où les questions à examiner doivent passer. Les Onondagas sont les gardiens du feu, ceux qui cultivent et réaffirment l'unité d'esprit du conseil. Les Cayugas et les Onéidas, les «Frères cadets», contribuent à l'établissement du consensus et évaluent les questions et les idées proposées par les Mohawks et les Sénécas. Chaque nation a un rôle différent. Elle compte aussi un nombre différent de *rotiianeson*. Les Mohawks en ont neuf, tout comme les Onéidas. Les Onondagas, qui comptent plus de clans que les autres nations des Haudenosaunee, en ont 14. Les Cayugas en ont huit et les Sénécas, dix. Le nombre de *rotiianeson* n'a rien à voir avec la population de la nation, et il ne traduit pas non plus l'influence ou un nombre de voix au conseil: comme les décisions

doivent être prises à l'unanimité, le nombre de membres représentant chaque nation est sans importance. Le 3 août 1826, au conseil de Fort George, un porte-parole onondaga a expliqué aux Anglais ce qui suit:

Frère,

Il est normal que nous souhaitions préserver nos anciennes coutumes et suivre les traces de nos ancêtres [...] Pour nous, toutes les nations sont dignes de respect, et même si nous sommes les gardiens du feu et désignés pour parler au nom de tous nous ne croyons pas pour autant avoir plus que les autres de pouvoirs et de dignité²³.

Chaque nation conserve son intégrité, ses droits et son gouvernement, et les lois de la Confédération doivent en tenir compte. Par exemple, dans le domaine de la citoyenneté, une personne adoptée par une nation est reconnue comme citoyen par l'ensemble des Haudenosaunee. (La division des pouvoirs entre les provinces canadiennes et le gouvernement fédéral est le pivot de la Constitution canadienne, depuis l'adoption de la Loi de 1867 — tandis que les pouvoirs sont répartis différemment, parce que le Canada et les Haudenosaunee se préoccupent de choses différentes de différentes façons, les défis d'une confédération dynamique sont similaires.)

Le wampum du cercle

Le wampum du cercle des Haudenosaunee symbolise les 50 membres du grand conseil de la Confédération. Les 50 rangs du wampum sont d'égale longueur, ce qui indique l'égalité des chefs — le seul rang plus long que les autres représente la responsabilité particulière d'un des *rotiianeson* onondagas, celui qui est le gardien du feu.

Les deux rangs de wampum blanc qui forment la périphérie du cercle symbolisent la Grande Loi et la Grande Paix. Ils sont entrelacés, parce que l'une ne peut être atteinte ou maintenue sans l'autre.

Les chefs se tiennent si solidement par le bras que l'on dit que même si l'Arbre tombait, l'union qu'ils ont créée pour la Paix et la Loi n'en serait pas brisée. La même image a été reprise dans les siècles ultérieurs pour décrire la façon dont les Haudenosaunee et les Anglais se sont tenus par le bras dans la chaîne d'alliance.

La ceinture de wampum qui montre cinq hommes debout, coudes repliés, se tenant par la main, contient aussi le symbole du cercle. Les coudes repliés signifient que quiconque cherche à quitter la protection de la loi peut le faire, mais que s'il a un titre, ce titre restera accroché aux coudes comme les buissons s'accrochent aux bois du cerf, et qu'il tombera, afin qu'il demeure dans le cercle pour être attribué à quelqu'un d'autre. La personne est libre de partir (et de revenir), mais la continuité du titre est maintenue, car ce titre appartient au peuple et non pas à la personne.

Les messages de paix et de pouvoir communiqués lorsque la loi a été établie, et les processus, sont passés des niveaux personnel et politique au niveau cérémoniel et imprègnent maintenant les relations de la Confédération avec les autres nations.

L'arbre qui grandit toujours

Ce wampum de la Grande Loi est le symbole de l'Arbre de la Paix. Il n'a ni début ni fin. Il doit grandir éternellement. Sa continuité et sa capacité de croissance et d'expansion nous rappellent les Blanches Racines de l'Arbre de la Paix, et la loi elle-même.

Le Pacificateur a aussi établi le processus décisionnel du conseil. Les Cinq-Nations doivent arriver à l'unité d'esprit, en utilisant les deux côtés du feu du conseil pour discuter une idée jusqu'à ce que tous soient d'accord. Le processus fait appel à la persuasion douce plutôt qu'à la confrontation, au consensus plutôt qu'au vote, à la réflexion délibérée plutôt qu'à l'action téméraire.

La nature de la paix

Certains croient que la Grande Loi autorise l'agression et la guerre pour imposer la paix. D'autres montrent l'Arbre de la Paix, symbole de la Confédération, et rappellent que les armes ont été enterrées dessous dans un grand trou et qu'on ne doit plus jamais les voir.

Les documents historiques mentionnent la guerre et la paix: les comptes rendus de batailles sanglantes et de torture contrastent avec les conseils où les armes étaient déposées et des paroles de paix étaient exprimées avec dignité et espoir.

Le débat entourant l'utilisation de la guerre pour promouvoir la paix n'est pas prêt de se terminer. Il est clair, toutefois, que l'influence des idées diffusées par le Pacificateur et la Confédération a régulièrement augmenté en Amérique du Nord. Lorsque les Européens sont arrivés, ils ont trouvé un peuple fort doté d'une loi forte et d'une procédure solide pour l'établissement d'un consensus.

L'autorité et les responsabilités des *rotiianeson*

L'autorité dans les collectivités haudenosaunee et au sein de la Confédération elle-même n'était pas de même nature que celle des dirigeants des établissements européens voisins. Selon la *Kaianerekowa*:

Les notables de la Confédération seront toujours les guides du peuple. Leur peau aura sept épaisseurs — elle les protégera contre la colère, les offenses et la critique. Leur cœur sera pénétré de paix et de bonne volonté, et leur esprit, imprégné du désir de répondre aux besoins des peuples de la Confédération. Ils assumeront leurs fonctions avec une patience ineffable, et leur fermeté sera tempérée de tendresse envers leur peuple. Ni la colère ni la fureur ne pourront s'introduire dans leur esprit et toutes leurs paroles et tous leurs gestes seront empreints d'une calme détermination²⁴.

Pour vivre dans le respect de ces idéaux, il fallait de l'humilité et des qualités de chef. Cadwallader Colden, un commissaire de New York qui traitait avec la Confédération au début des années 1700, mentionnait au sujet des chefs de guerre (capitaines) et des *rotiianeson* (sachems):

Les grands hommes, aussi bien les sachems que les capitaines, sont en général plus pauvres que le peuple. Ils donnent et distribuent ostensiblement tous les présents et le butin qu'ils obtiennent par traités ou au combat, afin de ne rien garder pour eux-mêmes. S'ils étaient soupçonnés d'égoïsme, ils perdraient l'estime de leurs concitoyens, et donc leur autorité²⁵.

Comme la *Kaianerekowa* exige que les *rotiianeson* aient l'esprit en paix, la loi les empêche de participer à tout conflit. La Grande Loi ne contient aucune disposition visant l'expansion de la Confédération par la force, la coercition ou la guerre. S'il était décidé de mener des activités guerrières, les *rotiianeson* en déléguaient la conduite à d'autres hommes. Pendant des dizaines d'années on a débattu de la notion de «guerrier». Pour beaucoup, ce mot est une autre trahison de la langue française cherchant à décrire un concept haudenosaunee —

puisque le terme *haudenosaunee* signifie plutôt «ceux qui maintiennent la paix». D'autres soutiennent qu'il doit bien y avoir eu des guerriers, puisqu'il y a eu des guerres.

La *Kaianerekowa* prévoit des «chefs de guerre». Les documents historiques mentionnent parfois des «capitaines». C'est donc dire que les Haudenosaunee comptaient des dirigeants militaires. Les Anglais traitaient souvent avec des capitaines, sans l'intervention des *rotiianeson*, notamment parce qu'ils voulaient souvent s'assurer le soutien militaire des Haudenosaunee. À l'occasion, les manifestations concrètes de la loi sont mentionnées dans les documents — comme lors du conseil de Burlington Heights en 1815, quand les chefs de guerre ont remis la direction des affaires aux *rotiianeson* dès que la hache de guerre a été enterrée. Certainement, l'importance accordée aux guerriers par les Anglais a parfois créé un déséquilibre qu'il a fallu corriger au sein de la Confédération.

Les événements de 1990 à Akwesasne, à Kahnawake et à Kanesatake ont alimenté le débat au sujet des guerriers et des chefs de guerre. D'un côté, on maintient que tous les Haudenosaunee ont le droit, individuellement, de défendre leur collectivité et de s'aider les uns les autres lorsqu'on les attaque de l'extérieur; de l'autre, on affirme que la sanction du grand conseil de la Confédération doit être obtenue avant que toute activité guerrière puisse être menée, et qu'il n'existe ni n'a jamais existé de «société de guerriers». La vérité est sans doute quelque part entre ces deux extrêmes. Il y a eu des guerres. Offensives ou défensives, les guerres étaient menées par d'autres que les *rotiianeson*, dont les esprits devaient demeurer axés sur la paix. Mais les guerriers ne pouvaient pas, en vertu de la loi, agir ni négocier ni faire d'accords indépendamment de leur gouvernement. Il est fort probable qu'il n'y avait pas de société de guerriers organisée.

Après avoir encouragé la division entre les *rotiianeson* et les guerriers pendant deux siècles, le Canada, successeur des Anglais, a récolté le fruit de ses efforts en 1990 car il a été incapable d'identifier les véritables représentants des Haudenosaunee ou de compter sur l'intervention des *rotiianeson* pour ramener la paix.

La charge de *royaner* n'est pas héréditaire. Personne n'hérite d'un titre. Ceux qui sont élus *royaner* viennent de certaines familles qui possèdent le titre, et par conséquent c'est la possibilité d'être choisi qui est héritée de la mère.

Ceux qui ne font pas partie de ces familles influentes peuvent quand même être élus aux conseils de leur nation et de la Confédération à titre de «Chefs des pins» — ce sont des

personnes de valeur qui sont élevées par le peuple lui-même, mais qui ne possèdent aucun titre à transmettre.

Tout comme ils devaient plus tard confondre sujétion et affection, les traducteurs anglais ont toujours eu de la difficulté à saisir le concept de chef.

Dans notre langue, le mot chef désigne un poste, une charge. Nous en nommons le titulaire *royaner* et s'il y en a plus d'un, nous les appelons *rotiianeson*. Si nous décomposons ce mot, que signifie-t-il?

Sa racine est le mot *ioianere* qui signifie «aimable» ou «bon». Le préfixe *io* indique le genre masculin — donc un homme de caractère aimable ou bon. Et c'est, littéralement, ce que le peuple iroquois pense de ses chefs — les hommes qui veulent le bien [...] ces dirigeants sont les plus humbles et les plus pauvres membres de la nation, parce qu'ils donnent toujours, toujours, toujours, des choses matérielles, psychologiques, spirituelles et politiques, d'eux-mêmes, à toutes les personnes de la nation, ils donnent toujours²⁶.

Les *rotiianeson* assument plusieurs responsabilités précises que ne connaissent pas les législateurs du Canada, de Grande-Bretagne ni des États-Unis.

- Chaque fois qu'ils prennent une décision, ils doivent tenir compte de l'effet de cette décision sur la paix.
- Chaque fois qu'ils prennent une décision, ils doivent tenir compte de l'effet de cette décision sur les sept prochaines générations.
- Chaque fois qu'ils prennent une décision, ils doivent tenir compte de l'effet de cette décision sur le monde naturel.

Le fonctionnement des conseils des Haudenosaunee garantit que chacune de ces préoccupations entre en ligne de compte.

La procédure du conseil

Le conseil est divisé en trois parties. Les chefs de chacune des Cinq-Nations fondatrices s'assoient dans leur propre cercle, puisque leurs décisions doivent toujours être unanimes au niveau de la nation. Les Mohawks et les Sénécas sont appelés les «Frères aînés» — ce sont les deux nations les plus peuplées et celles qui occupent les deux extrémités de la grande maison de la Confédération. Toute question venant de l'extérieur est présentée à la Confédération par l'entremise des Mohawks si elle vient de l'Est, et par celle des Sénécas si elle vient de l'Ouest. Pour être examinée par le conseil, toute question doit être présentée par l'une de ces deux nations.

Avant que la question puisse être «passée de l'autre côté du feu», les Mohawks et les Sénécas doivent y consentir. La question est ensuite présentée aux Onéidas et aux Cayugas. Ces nations sont les «Frères cadets», et la question ne peut aller plus loin s'ils ne l'approuvent pas eux aussi. La question est d'abord étudiée par le conseil de chaque nation séparément, puis par ce «côté» ensemble.

Depuis les années 1720, les Tuscaroras siègent avec les Frères cadets, «sous leur aile».

Comme l'unité d'esprit se fait grâce à une procédure précise et respectueuse, le consensus s'établit progressivement. Souvent, seulement une partie d'une proposition est présentée, afin que l'«autre côté» puisse la confirmer et la développer. La Confédération aborde toute question petit à petit, sans affrontement.

Voilà qui diffère nettement de la procédure parlementaire britannique, où le corps législatif compte aussi deux «côtés». Le gouvernement présente un projet de loi pratiquement terminé. La fonction de l'autre partie — celle que l'on appelle si justement l'Opposition — est de contester les législations proposées. Les coups que l'Opposition porte à la législation durcissent et trempent la loi, en principe pour en éliminer les imperfections et la rendre meilleure. Pendant son cheminement au Parlement, la loi est soumise à une série de contestations et fait l'objet de nombreux votes. À chaque étape, c'est la majorité qui gagne, qui «défait» la minorité. Il y a des vainqueurs et des vaincus, mais le processus est censé produire une loi qui sera bénéfique pour tout le peuple. L'Opposition est censée accepter ses défaites au scrutin comme une des règles du corps législatif — elle doit être capable de retrouver sa sagesse et sa sérénité à temps pour la prochaine question, en attendant le jour où elle ne sera plus vaincue au scrutin et formera elle-même le gouvernement. Lafitau décrit la façon de délibérer du conseil:

Chacun des deux côtés opposés résume la proposition en quelques mots et expose les raisons invoquées pour l'accepter ou la refuser par ceux qui ont exprimé leur opinion avant lui. Il [l'orateur] soumet ensuite sa propre opinion et conclut: «C'est ce que je pense de cette question, ici, dans notre conseil». Après les délibérations sur le sujet, quel qu'il soit, il n'y a pratiquement aucun argument, positif ou négatif, qui n'ait pas été examiné²⁷.

À l'encontre du processus antagoniste du Parlement, la procédure législative des Haudenosaunee relève de la coopération. Les propositions ne sont pas confrontées: elles sont modifiées, construites. Tout est fait pour veiller à ce que le conseil parvienne au consensus, c'est-à-dire que personne, aucune nation, n'ait le sentiment d'avoir «perdu». À cette fin, la langue du conseil est empreinte de modération, de formules indirectes, de formules de politesse.

Les législateurs euro-américains ont adopté en partie ce style indirect, en théorie. Ils ne s'attaquent pas les uns les autres directement, mais adressent leurs commentaires à «Monsieur le président», un tiers, pour éviter que leurs paroles ne blessent. Le langage parlementaire doit aussi être empreint de respect, et les députés impolis peuvent être expulsés de la Chambre.

À l'origine, toutefois, les Européens ont eu de la difficulté à comprendre dans quelle mesure il fallait être indirect pour établir un consensus: ce qu'ils voyaient, plutôt, c'était tellement de «civilités» qu'aucune décision sérieuse ne pouvait être prise, car il n'y avait jamais d'affrontement direct:

Ce peuple [...] a toutefois une politesse bien particulière: car un homme serait jugé fort impertinent s'il contrariait quoi que ce fût qui se dit dans le conseil, et s'il n'approuvait même les pires absurdités proposées en ce conseil; et donc ils répondent toujours Niauoa; c'est-à-dire tu as raison, mon frère, c'est fort bien. Pourtant, malgré cette approbation apparente, ils croient seulement ce que bon leur semble; et donc il est impossible de savoir s'ils sont vraiment convaincus de ces choses que vous leur avez mentionnées, ce que je considère comme l'une des plus grandes gênes à leur conversation; car leur politesse les empêche de présenter des objections ou de contredire ce qu'on leur dit, ils semblent tout approuver, même s'ils peuvent s'en moquer en privé²⁸ [...]

La même «civilité» qui exige des Haudenosaunee d'accueillir tout visiteur dans leur foyer et de le nourrir leur impose aussi d'éviter les mots rudes et les gestes d'hostilité envers ceux qu'ils reçoivent. Les missionnaires chrétiens ont donc eu de la difficulté à comprendre comment ils pouvaient être aussi bien accueillis, nourris, écoutés sans interruption, mais faire si peu de conversions. Ils éprouvent encore cette difficulté aujourd'hui.

Suivant les règles du conseil, les orateurs peuvent dire tout ce qu'ils ont à dire (en général, le discours se termine par les mots *Da neh to* — «J'ai dit»). Les règles du conseil, qui ne sont pas exposées explicitement dans la *Kaianerekowa* mais sont comprises par tous, garantissent qu'il n'y a pas d'interruptions.

Il est jugé impoli de désigner quelqu'un, de le mentionner par son nom, de faire un geste vers lui: toutes ces choses nuisent aux délibérations du conseil, qui vise à l'unité d'esprit. En fait, tout langage hostile ou accusatoire peut engendrer des réactions négatives et miner l'état d'esprit nécessaire au travail du conseil. On préfère donc des formules et des temps qui n'existent pas en français pour présenter des propositions respectueuses. Les mots rudes sont rares. C'est pourquoi,

dans les années 1790, lorsqu'un porte-parole des nations occidentales a accusé les Haudenosaunee de pratiques douteuses avec les États-Unis et a «lancé aux pieds des Sénécas les rangs de wampum sur lesquels il parlait», les Haudenosaunee ont répliqué:

Frères,

Nous vous prions de tous rester assis, nous allons nous éloigner un peu pour nous consulter sur la réponse à vous donner. Vous nous avez parlé un peu trop rudement, nous sommes ébranlés.

Le Frère du Fermier a alors ramassé le rang qui avait été jeté sur le sol, il l'a posé sur sa tête pour qu'il pende derrière son dos, et le groupe s'est éloigné et est revenu une heure plus tard²⁹.

Plutôt que de céder à la colère ou à l'impulsion du moment parce qu'ils étaient «ébranlés», les Haudenosaunee se sont retirés. Ils se sont calmés et sont revenus pour refaire l'unanimité et la paix grâce à leurs explications. Lorsque le *royaner* sénéca appelé par les Anglais Frère du Fermier a placé le wampum sur sa tête, il disait que les Haudenosaunee étudiaient la question qui avaient été passée de l'autre côté du feu du conseil, mais ne l'avaient pas acceptée.

Lorsque les «Frères cadets» ont fait l'unité sur une question, ils communiquent leurs sentiments au conseil et remettent la question entre les mains de leurs «Frères aînés». Si les Onéidas et les Cayugas n'ont fait aucun changement à la proposition originale, alors les Sénécas et les Mohawks présentent la question pour la faire confirmer par les Onondagas, qui sont les gardiens du feu du conseil.

Derrière toute la procédure du conseil se trouve la certitude qu'il y a toujours suffisamment de temps dans ce monde pour tout faire bien. Les documents historiques montrent que les conseils duraient des jours et des semaines, parfois parce que tous les participants n'étaient pas arrivés (le transport, il y a deux siècles, était moins rapide et plus dangereux qu'aujourd'hui). Le consensus était établi lentement, avec soin, point par point. Tandis que la procédure parlementaire des Britanniques et des Canadiens progresse grâce à une série de scrutins, la procédure des traités édifie un consensus — fait l'unité d'esprit. Elle se fonde sur les principes communs à tous les participants, elle applique ces principes aux questions qui sont discutées. Les relations entre les parties, le respect mutuel, les accords et engagements antérieurs, et leur engagement vis-à-vis de la paix et des générations futures comptent parmi les éléments qui favorisent le consensus.

Le wampum de Hiawatha

D'après ce que nous savons [...] les Indiens avaient une tradition juridique que les Iroquois respectent encore aujourd'hui. Les Iroquois possédaient une tradition juridique, et cette tradition a façonné leur peuple. Cela est indéniable. Mais la tradition iroquoise n'est pas une tradition tout à fait juridique. C'est une tradition de pensée responsable. Elle n'est pas écrite ligne par ligne, parce que la lettre importe peu. Les questions à soumettre au peuple sont les suivantes: quelle est la pensée? La pensée est-elle juste?

[...] Debout sur la grève, regardant approcher les étrangers, les Indiens apportaient une tradition de réunions et de démocratie, de liberté de parole, de liberté de pensée, de tolérance mutuelle des différences religieuses, de toutes ces notions qui ont été inscrites dans la Charte des droits, de tous ces idéaux que nous disons véritablement américains, qui étaient apparus sur cette terre des générations avant que Colomb ne traverse l'Atlantique.

Si les Indiens n'avaient pas été sur ce rivage, s'il n'y avait eu personne habitant les bois, croyez-vous vraiment que toutes ces idées seraient venues à l'esprit de gens qui avaient passé un millénaire à s'entre-tuer à cause des religions, à exécuter des philosophes qui suggéraient que la terre n'était pas le centre de l'univers, à brûler des savants qui disaient que le soleil n'était qu'une petite étoile parmi des millions d'étoiles, à tuer des gens qui disaient qu'ils ne voulaient pas payer d'impôts à Rome? Croyez-vous que cette tradition aurait vu le jour? Moi, je ne le crois pas³⁰.

Notre loi est une loi de l'esprit. De la cérémonie des grâces à la guérison de l'esprit pendant la cérémonie des condoléances, du rapprochement des esprits en conseil à la réalisation que l'esprit droit désire et accepte la paix, la notion qui imprègne toute la loi est celle de l'esprit.

La loi est créée et maintenue par l'esprit serein — un esprit qui est à la fois bien utilisé et utilisé pour le bien, puisque l'un conduit inévitablement à l'autre.

Parce que c'est une loi de l'esprit, c'est une loi d'idées et de principes plutôt que de mots et de détails.

Il est naturel que la loi soit préservée dans l'esprit. L'esprit humain est l'instrument que les Haudenosaunee ont choisi pour consigner la loi, tout comme les Européens ont choisi les recueils de statuts à cette fin. Une loi qui est conservée dans l'esprit des gens restera «à leur esprit» toute leur vie — tandis qu'une loi gardée par les institutions dépendra de plus en plus de ces institutions pour se maintenir plutôt que des gens eux-mêmes.

Une façon n'est pas meilleure que l'autre. Pendant plus de trois siècles, chacune a influencé l'autre en profondeur. Chacune a influencé le peuple en profondeur.

La préservation de la Loi

Lors de la signature du Traité d'amitié de 1736, le représentant de la Confédération a déclaré:

Nous avons des méthodes pour transmettre de père en fils le compte rendu de tout cela, et vous constaterez que le souvenir en est soigneusement préservé et que les nouvelles générations sont au courant de ce qui s'est passé afin que cela ne soit pas oublié aussi longtemps que la terre demeurera³¹.

Un observateur britannique du XVIII^e siècle a expliqué ces méthodes de transmission:

Lorsque quelqu'un fait un discours, il remet des ceintures faites de wampum, pour aider à se souvenir de ce qui a été dit. Ces ceintures sont tenues en très haute estime: pour les personnes de haut rang, la ceinture est très large, etc. Si un Mohawk fait une promesse à un autre, il lui donne une de ces ceintures. L'honneur est ainsi engagé, et il n'y a pas de plus grand reproche que de leur montrer les ceintures qu'ils ont distribuées; voici votre ceinture, cette phrase suffit — les traités qu'ils ont officiellement conclus l'ont été oralement, et la mémoire en est préservée en les répétant de père en fils, mais la mémoire est grandement aidée par les ceintures de wampum. Lorsqu'un ambassadeur étranger les visite et leur fait une proposition, ils s'efforcent de se souvenir de tous les mots prononcés; différentes personnes sont désignées pour apprendre par cœur chacune une seule phrase et pas plus; ainsi, ils peuvent reconstituer le discours, ils en connaissent chacun des mots³².

La Grande Loi de la Paix repose sur l'esprit. Ce n'est pas par hasard que l'esprit humain a été choisi pour enregistrer et rappeler la Grande Loi — et tous les autres événements et décisions notables. L'esprit est l'instrument d'enregistrement et de préservation le plus perfectionné qui soit. Sa capacité n'a pas encore été pleinement exploitée. Il est mobile, n'a pas besoin de dispositif de régulation de la température et de l'humidité, peut effectuer des tâches complexes d'entreposage et de recherche. Les connaissances stockées dans l'esprit peuvent être transmises à d'autres esprits, qui peuvent alors les utiliser et en comprendre le but.

La loi est fondée non pas sur les mots, mais sur les principes. La loi de la Confédération suggère que le peuple garde toujours ces principes «à l'esprit». Si ces principes sont relégués dans des livres, dans des mots et sur du papier, le peuple n'a plus autant besoin de garder la loi à *l'esprit*, et il sera plus enclin à discuter de détails techniques.

L'utilisation de l'esprit humain comme instrument de stockage a donné un système juridique et politique bien différent de celui utilisé par les Européens au cours des quatre ou cinq derniers siècles.

À mesure que l'alphabétisation progressait, le papier est devenu l'instrument de stockage par excellence. Pourtant, les dossiers de papier ne valent que ce que vaut la personne qui les a faits, et le papier peut toujours être détruit. De fait, deux des quatre grands volumes des traités britanniques avec la Confédération, constitués par sir William Johnson dans les années 1760, ont disparu (les deux autres sont arrivés aux Archives nationales du Canada après la guerre de la révolution américaine), et des parties des documents de Johnson sont très incomplètes. D'autres modes de stockage modernes ne sont pas non plus à l'abri des pertes ou des dommages (qu'on songe aux 18 minutes qui manquent dans les enregistrements de Watergate, à l'effacement de disques informatiques et au déchiquetage de papier dans le scandale de l'Iran-gate).

Certaines dispositions de la Grande Loi de la Paix, et certains principes fondamentaux des traités conclus entre la Confédération et d'autres nations dont la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis, sont préservés dans des ceintures de wampum.

Les ceintures de wampum contribuaient à préserver les articles de la loi et les clauses des traités. Il ne faut toutefois pas croire que les wampums pouvaient être lus comme les pages d'un livre. Les anthropologues ont dit des wampums qu'il s'agissait de «dispositifs mnémoniques» — des outils pour aider à se souvenir. C'est bien ce qu'ils sont. L'événement ou la disposition est enregistré dans l'esprit d'une personne. Le wampum aide cette personne à se rappeler des détails, grâce aux symboles qu'il présente. Les perles de wampum sont faites de coquillages. Les perles blanches ont d'abord été faites avec des coques, et le plus ancien wampum est presque discoïde. Par la suite, lorsque les outils en métal se sont répandus, les perles sont devenues plus longues, tubulaires. Elles étaient faites de la partie centrale des coquilles de buccin, provenant de la côte de la Nouvelle-Angleterre. Plus tard encore, à ce qu'il semble, les perles blanches ont été fabriquées avec la partie centrale de la conque, un coquillage des Antilles, apportée en Nouvelle-Angleterre et à New York comme ballast dans les navires marchands et transformé dans les ateliers du New Jersey. Le wampum pourpre provient d'une partie du coquillage de la palourde américaine, *Venus mercenaria*.

Les premiers wampum utilisés à des fins juridiques ou cérémonielles étaient sans doute non pas des ceintures, mais des cordes. Lorsque le wampum est devenu plus abondant, on en a

fait des ceintures, et les motifs symboliques de ces ceintures étaient souvent répétés et ont pris un sens précis.

Donc, le wampum blanc représentait souvent la paix. Le pourpre («noir») représentait la tristesse. Le rouge, surtout sur une ceinture transportée de village en village, était symbole de guerre. Un carré, un cercle ou un hexagone signifiait le feu du conseil, ou une personne. Une ligne droite entre deux de ces formes symbolisait la communication et la paix. Une ligne brisée indiquait un peuple qui s'éloignait de la voie. Les diagonales représentaient des piliers comme ceux qui étayaient les longues maisons, symbole de soutien ou d'alliance. Les personnages se tenant la main indiquaient l'amitié, et les hexagones reliés, une chaîne d'amitié, surtout entre deux êtres humains.

Même si le wampum n'est pas tout à fait un «document» comme certains le croyaient, il a une qualité sans équivalent direct chez les Européens: il est sacré. Une promesse accompagnée de wampum ne saurait être trahie.

L'utilisation du wampum a aussi pour conséquence que ce sont les principes plutôt que les détails legalistes d'un accord qui sont retenus. Ce sont les principes qui sont ensuite rappelés et confirmés, non les détails qui pourraient entraîner des discussions et nécessiter l'intervention d'avocats.

En conseil et pendant les cérémonies, le wampum sert à dresser un ordre du jour clair. L'utilisation de ceintures et de rangs de wampum en conseil signifiait que les questions seraient considérées une à une et examinées dans l'ordre où elles étaient soulevées. Le premier «traité» connu entre les Haudenosaunee et les Français — conclu à Trois-Rivières en 1645 — faisait usage de wampum pour fixer l'ordre du jour et régler le déroulement du conseil.

L'orateur haudenosaunee a attendu dans un canot au bord de la rivière — équivalent de l'orée des bois où s'est déroulée la cérémonie des condoléances, d'après le jésuite qui relate l'événement. L'orateur a posé une tige horizontale sur deux tiges verticales, et après chaque point de son discours, il plaçait une corde de «porcelaine», nom que les Français donnaient au wampum, sur cette tige.

Comme le wampum était rare au début, les documents écrits indiquent d'autres façons d'ordonner et de commémorer les délibérations du conseil. Des bâtons, débités et encochés ou enfilés comme le wampum véritable, étaient utilisés. Des fourrures étaient présentées en gage de

la parole des nations. Les Européens ont d'abord cru qu'il s'agissait de présents et y ont vu des compensations ou des marques d'estime; par la suite, les Haudenosaunee ont aussi commencé à croire à ces idées. Mais les documents des premiers conseils précisent que le but de ces présents était de faciliter la mémorisation et l'organisation des idées:

Le jour suivant, les Iroquois ont répondu à notre discours et à nos présents article par article, ils ont mis sur le sol plusieurs petits morceaux de bois pour se rappeler ce qui avait été dit la veille en conseil; leur orateur, ou leur président, tenait à la main un de ces morceaux de bois et lorsqu'il avait répondu à un article de notre proposition, il le posait sur le sol, avec quelques présents de cette porcelaine noire et blanche qu'ils enfilent sur des tendons de bête très fins; puis il prenait un autre morceaux de bois, et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'il ait complètement répondu à notre discours, que ces morceaux de bois et nos présents lui rappelaient. Lorsque son discours s'est terminé, le vieil homme de leur assemblée a crié trois fois, Niauo, c'est-à-dire, tout est bien, je te remercie; ce qu'ont répété à pleine voix et de façon mélodieuse tous les autres sénateurs³³.

Le recours aux orateurs

Lorsqu'il rapprochait les nations dans la Grande Paix, Ayonhwathah a souvent parlé au nom du Pacificateur. Pour les Haudenosaunee, le recours aux orateurs est une tradition qui diffère des pratiques de leurs voisins européens.

Les Haudenosaunee apprécient chacun suivant ses capacités. Une personne peut être utile à son peuple de bien des façons, et l'idéal de l'éducation haudenosaunee est que chacun s'épanouisse pleinement et exploite au mieux ses talents. Certains ont l'art de parler en conseil, d'exprimer des idées avec beauté ou avec précision. Qu'on leur demande de s'adresser au conseil ne signifie pas que ce sont des chefs politiques; leur aptitude peut être tout autre. Lorsque les Haudenosaunee ont rencontré les Européens, ils ont constaté que les Européens s'attendaient à ce que les chefs soient aussi les orateurs — leurs chefs ne permettaient pas aux autres de parler en leur nom. Il en a parfois découlé une certaine confusion des deux côtés. Les Européens, à l'occasion, s'adressaient aux orateurs plutôt qu'à l'assemblée. Le plus souvent, toutefois, les Européens comprenaient le rôle des orateurs, mais ils n'ont jamais adopté cette pratique.

Équilibre

Les spécialistes de la Constitution ont signalé l'importance des freins et des contrepoids dans la *Kaianerekowa*. Des deux, ce sont les contrepoids qui sont le plus puissants, et dans toute la mesure du possible les structures des Haudenosaunee reflètent ce que les anthropologues ont appelé la dualité. En conseil, que ce soit au sein de la Confédération ou avec d'autres nations, il y a toujours deux «côtés». Il y a deux côtés pendant les cérémonies. Il y a un équilibre des pouvoirs entre les hommes et les femmes. Lors des cérémonies de condoléances, il y a toujours un côté en deuil et un côté qui a l'esprit serein. L'énergie et la volonté des jeunes hommes sont équilibrées par l'autorité et la sagesse des anciens. Ce sentiment d'équilibre empreint non seulement la loi, mais toute la société.

Maintien

Lorsqu'un système juridique est conservé dans l'esprit de son peuple, il faut le réaffirmer régulièrement. Cette activité a plusieurs buts distincts. Le plus simple est que l'exercice de réaffirmation nécessite le récit complet de la loi, ce qui favorise le rappel. Cet exercice raffermi aussi l'engagement du peuple vis-à-vis de la loi, car il réitère la loi elle-même et confirme son esprit et sa structure. Selon la *Kaianerekowa*:

Aux cinq ans, les notables des Cinq-Nations de la Confédération et le peuple se rassembleront et se demanderont les uns aux autres si leur esprit est encore unifié dans la Grande Loi commune, et si l'une des Cinq-Nations ne veut pas s'engager à nouveau et prêter le serment d'unité, alors la Grande Loi commune sera abrogée³⁴.

Le renouvellement périodique des engagements et la commémoration des accords passés servent à renforcer l'union. Lors des conseils, cette commémoration contribue à créer une atmosphère propice à l'entente. C'est aussi une pratique qui enseigne que la paix et l'union doivent être perpétuées et ne peuvent être tenues pour acquises ni négligées.

Il est possible que l'idée de réaffirmer ses engagements découle de la nature de la grande maison qui est le symbole de la Ligue. Une maison faite de bois et d'écorce doit être entretenue, et à mesure qu'elle vieillit il faut lui ajouter des piliers pour la soutenir. Ceux qui entretenaient ainsi leur maison voyaient le parallèle avec l'entretien des lois et des institutions.

Le processus d'entretien délibéré est un autre élément du système juridique de la Confédération qui a été accepté et adopté par les Européens dans le cadre des traités.

La *Kaianerekowa* est un système juridique complet.

C'est une constitution fondée sur les coutumes originales du peuple, sur la paix, la justice et le pouvoir.

C'est une loi globale et systématique.

Elle repose sur des freins et des contre-poids, sur la responsabilité, le respect, la représentation totale.

Mais par-dessus tout, elle consacre le principe de la paix.

La *Kaianerekowa* est un système juridique aussi valable que les systèmes contemporains de toutes les autres nations du monde.

PARTIE II Le grand navire et la chaîne d'argent

Maintenant que nous comprenons le cadre dans lequel les Haudenosaunee vivaient et dans lequel leurs lois s'appliquaient, Nous pouvons examiner leurs relations avec d'autres nations, et notamment avec les nations européennes, les colonisatrices. Et nous découvrirons que les façons de faire des Haudenosaunee, tant les rituels que le processus décisionnel, ont été acceptées et utilisées par les colons.

Pendant deux siècles, les façons de faire des Haudenosaunee visaient à réaliser l'unité d'esprit dans les conseils de traité avec les Anglais et les Français. Et ces peuples ont compris les méthodes des Haudenosaunee et les ont utilisées parce qu'elles fonctionnaient et parce que les Haudenosaunee étaient trop puissants pour qu'on les néglige. L'utilisation de ces méthodes a conduit à l'acceptation de relations qui respectaient les coutumes des Haudenosaunee. Avec les Anglais, ces relations utilisaient deux symboles constants. Le wampum à deux rangs. Et la chaîne d'alliance en argent.

Introduction

Tout comme les conseils et les procédures de la Confédération ont porté les coutumes des clans et des villages au niveau des relations entre les nations haudenosaunee, ces mêmes pratiques et procédures ont dominé les rapports des Haudenosaunee avec les autres nations.

Le Pacificateur avait déclaré que les Grandes Racines blanches de l'Arbre de la Paix devaient s'étendre dans les quatre directions pour transmettre le message de la paix aux nations du monde. Lorsque les Haudenosaunee rencontraient d'autres nations, les conseils se déroulaient suivant la procédure des conseils internes des Haudenosaunee. L'esprit de la *Kaianerekowa* devait faire régner la paix entre les nations. Lorsque les Hollandais, les Anglais ou les Français participaient aux processus prescrits par la Grande Loi, ils se tenaient effectivement sous l'Arbre de la Paix.

Pendant deux siècles, les méthodes haudenosaunee ont servi à unifier les esprits dans les conseils de traité entre les Anglais ou les Français et les nations autochtones. Pour certains, la Grande Loi signifiait que lorsque les Grandes Racines blanches se seraient étendues dans les quatre directions, les Haudenosaunee régneraient sur les nations. Il est plus logique de penser que toutes auraient été assujetties à la Grande Loi de la Paix: les Haudenosaunee n'exigeaient d'aucune nation, à l'intérieur ou à l'extérieur de la Confédération, qu'elle renonce à ses coutumes, à ses cérémonies ni à ses lois. Les nations qui utilisaient les moyens prescrits par le Pacificateur en conseil suivaient la voie de la paix — elles étaient assujetties à la *Kaianerekowa*, consciemment ou non.

Parce que la *Kaianerekowa* visait à rassembler toutes les nations en vertu d'une même Loi et non pas, comme certains le prétendent aujourd'hui, à asseoir l'autorité des Haudenosaunee, la Confédération n'avait aucune hésitation à participer à des conseils et à des relations où elle était l'égale des autres nations — dans la mesure où le but de ces conseils et de ces relations était de favoriser la paix, le pouvoir et la droiture.

L'application des processus du conseil a permis de faire adopter et comprendre des rapports qui étaient en harmonie avec les coutumes et la loi.

Avec la Couronne britannique, ces rapports sont symbolisés avec constance par le wampum à deux rangs, le *Kaswentha* (qui signifie «rivière de la vie», et qui qualifie la relation entre les Haudenosaunee et la Couronne), et la chaîne d'alliance en argent.

Ces rapports respectaient la *Kaianerekowa*: ils respectaient les pouvoirs législatifs internes et la souveraineté des nations tout en rassemblant ces nations au sein d'une union de paix et de pouvoir.

Le Pacificateur disait que la paix devait régner entre toutes les nations et que pour établir la paix il fallait faire appel au pouvoir et à la vision de la *ska:nikanik—nha*, l'unité d'esprit. Ce message ne s'adressait pas seulement aux Cinq-Nations fondatrices. En effet, selon la *Kaianerekowa*:

Si une nation étrangère est conquise ou a volontairement accepté la Grande Paix, son propre système de gouvernement interne peut être maintenu mais cette nation doit mettre fin à toute activité guerrière contre d'autres nations³⁵.

Depuis les premiers contacts entre les Haudenosaunee et les nations européennes jusque vers les années 1830, chaque élément du conseil et de la procédure de traité a été sciemment adopté et adapté par les deux parties s'inspirant des procédures internes des Haudenosaunee.

Il y avait plusieurs raisons à cela.

Au début, les Haudenosaunee étaient puissants et les Européens, relativement faibles.

Les procédures répondaient à une exigence des Haudenosaunee, tandis que les Européens n'avaient aucun équivalent à proposer.

Les procédures étaient efficaces: elles permettaient d'établir la paix et le consensus, elles disposaient bien les esprits et elles favorisaient l'unité d'esprit nécessaires au bien-être de tous les peuples concernés. Elles étaient dignes et calmes.

Parfois, les chefs ou les orateurs européens étaient mal à l'aise ou peu au courant des méthodes haudenosaunee, mais c'était l'exception. En règle générale, les conseils de traité étaient menés — comme le confirment les documents écrits — par des représentants des deux côtés qui connaissaient et comprenaient le sens de leurs gestes, des cérémonies et des paroles.

Tous les chefs et orateurs européens comprenaient-ils non seulement les formules et les rituels des conseils, mais aussi leur raison d'être? Probablement pas, pas plus que chaque catholique ne comprend le pourquoi de toutes les parties de la messe. Mais ils comprenaient tous que pour tenir

conseil avec la Confédération, les formules et les rituels devaient être respectés, et nombre d'entre eux saisissaient aussi l'esprit dans lequel les rituels se déroulaient.

L'impair commis par le lieutenant-gouverneur Simcoe à l'endroit de Thayendenega (Joseph Brant) sur le territoire de la rivière Grand vers la fin de 1792 montre que certains chefs européens connaissaient mal les pratiques haudenosaunee. Simcoe venait d'arriver d'Angleterre, et l'une de ses premières tâches consistait à régler une affaire se rapportant au meurtre d'un Mohawk par un autre. Il écrit:

Le capitaine Brant a fait un long discours et a remis une ceinture qui, selon ce que m'a expliqué le colonel Butler, à ma grande surprise, devait couvrir la tombe de l'Indien assassiné, suivant l'ancienne coutume indienne [...]

J'ai refusé cette ceinture et j'ai quitté la maison du conseil. Les Indiens, j'en ai peur, ont été très étonnés, et l'affaire commençait à prendre mauvaise tournure. Lorsque le colonel Butler m'a clairement expliqué de quoi il s'agissait [...] il a été jugé prudent que j'accepte la ceinture, ce que nous avons fait le lendemain³⁶.

Simcoe a par la suite expliqué sa réaction: «le meurtre avait été commis pendant une beuverie», il n'y avait aucune preuve concrète, et la victime mohawk était un «bon à rien». En fait, Simcoe, ignorant de la procédure et des traités, s'est trouvé obligé d'examiner les conséquences de ses gestes sur la paix en général. Il avait accepté puis refusé un wampum.

La maladresse de Simcoe est à l'opposé du comportement assuré de sir William Johnson qui, en 1756, s'est rendu chez les Onondagas à l'occasion du décès de l'un de leurs chefs:

À environ un mille du pays onondaga, trois Cayugas sont venus à notre rencontre et nous nous sommes arrêtés pendant deux heures pour accomplir la formalité des condoléances, suivant l'ancienne coutume des Six-Nations. Puis j'ai marché à la tête des chefs en chantant les chants de condoléances qui contiennent les noms, les lois et les coutumes de leurs ancêtres vénérés, et j'ai prié pour que leur frère décédé soit heureux dans son nouveau monde³⁷.

Tous les autres aspects de la procédure et de la loi haudenosaunee, et non pas seulement les condoléances, étaient acceptés par les peuples avec qui la Confédération tenait conseil:

Des principes et des cérémonies de paix très similaires à ceux qui permettaient l'entretien de relations amicales entre les Cinq-Nations s'appliquaient lorsque les chefs des nations iroquoises traitaient avec des peuples n'appartenant pas à la Ligue. En fait, la conclusion de traités était essentiellement un prolongement de la Grande Loi de la Paix à un niveau supérieur. Le rituel des condoléances, les

paroles de paix et les échanges de cadeaux qu'entraînait la Bonne Nouvelle de la Paix et du Pouvoir constituaient le paradigme élémentaire des relations diplomatiques [...] Dans toute activité diplomatique avec l'extérieur, la nature et l'état des rapports pacifiques et les pensées positives primaient, plutôt que les détails superficiels de ce que les Européens du XVII^e siècle appelaient les relations internationales³⁸.

Les Européens n'ont pas simplement adopté et adapté les pratiques diplomatiques des Haudenosaunee. Il semble bien que l'esprit de la loi lui-même ait été également accepté par les Européens en Amérique et qu'il se soit progressivement imposé parmi les nations européennes et dans l'Amérique du Nord contemporaine.

Le principe que la loi doit déterminer notre entente pour que nous agissions de façon à assurer la sécurité et la liberté pour tous a été discuté entre Indiens et explorateurs aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles. Il a été discuté par les Indiens et les émissaires des jésuites en pays indien. Les écrivains et les voyageurs l'ont rapporté en France, où il a été débattu, et les Américains l'ont repris des Français et ramené en Amérique.

La notion de cette loi vient d'une tradition, encore vivante parmi les peuples des Six-Nations, qui veut qu'un philosophe ait traversé le lac Ontario et se soit rendu chez les Mohawks, parlant à chacun des chefs mohawks, pour les convaincre que la raison peut apporter la paix. Il a affirmé que nous pouvions créer un monde où les gens se tourneraient vers la réflexion plutôt que vers la violence et il a voulu que le conseil des Cinq-Nations soit établi sous un arbre, protégé par la loi, suivant un concept où les chefs se tiennent par la main pour réfléchir au bien des générations futures, des peuples de cette terre.

[...] Nous qui vivons au XX^e siècle, nous devons bien comprendre que nous nous abreuvons à deux sources. L'une nous a donné la technologie et la capacité d'acquérir les connaissances philosophiques qui s'expriment dans les sciences pures, de travailler à l'établissement d'institutions vouées aux questions que nous regroupons dans les sciences sociales, les arts et les sciences humaines. L'autre source, elle, nous ramène à la nécessité de réfléchir à nos responsabilités d'êtres humains lorsque nous créons des institutions, parce que ces institutions doivent respecter et refléter les droits et le caractère sacré de la personne³⁹.

Les conseils dits de traité respectaient une procédure bien définie. Ils peuvent être décrits et documentés, tout comme le fait que les Anglais les comprenaient, les acceptaient et utilisaient les processus. Ces conseils, pourtant, n'étaient pas des événements isolés. Ils s'inscrivaient dans un continuum dynamique, un rapport continu et de mieux en mieux défini. Au-delà de cette relation, l'effet que chaque partie a eu sur le monde de l'autre est tout aussi important.

L'esprit de la *Kaianerekowa* — la recherche de la paix et du pouvoir dans la sérénité d'esprit — imprègne ces conseils, et il a survécu à trois siècles de bouleversements. La loi s'est maintenue et elle demeure une loi respectable. Le rapport entre les Haudenosaunee est fondé sur cet esprit, et le monde haudenosaunee aime à croire qu'il a lui aussi survécu et qu'il est digne de respect.

Il est important de reconnaître dans quelle mesure les Européens ont adopté, compris et respecté les processus utilisés par les Haudenosaunee pour établir des traités. La Cour suprême du Canada a été autorisée à citer le passage suivant de l'affaire *Jones v. Meehan* (175 U.S. 1 [1889]) dans le cadre de *R. c. Sioui*, en 1990. Il s'agit d'un document rédigé en anglais juridique, et de ce point de vue il est peut-être exact. Mais en ce qui concerne ce qui s'est passé en conseil, il est tout à fait faux:

il ne faut jamais oublier que les négociations d'un traité sont menées au nom des États-Unis, une nation éclairée et puissante, par des représentants qui maîtrisent la diplomatie, la langue écrite, et les modes et les formules servant à créer les divers états techniques connus en vertu de leur loi, et qui se font accompagner d'un interprète; ce sont eux qui rédigent le traité, dans leur propre langue; les Indiens, par contre, sont un peuple faible et dépendant qui ne possède pas de langue écrite; toutes les formes d'expression juridique leur sont étrangères, et ils ne peuvent comprendre du traité que ce qui leur en est expliqué par l'interprète travaillant pour le compte des États-Unis [...]

Pendant le premier siècle au cours duquel les Haudenosaunee ont conclu des traités, cette affirmation n'aurait guère eu de validité. La Confédération n'était ni faible ni dépendante, ses représentants étaient au moins aussi habiles diplomates que les Européens, le conseil se tenait en mohawk avec des interprètes travaillant des deux côtés, les termes techniques étaient ceux de la loi haudenosaunee, et l'absence de langue écrite ne nuisait en rien à la préservation des engagements consacrés par le traité.

Si le Canada, en vertu de ses lois, veut que les traités soient structurés et interprétés de façon juste, large et libérale, que ce ne soit pas à cause d'une supposée incapacité des Haudenosaunee — mais plutôt parce que la Couronne tient à agir de façon honorable et juste à l'endroit des Haudenosaunee.

Lorsque les documents écrits diffèrent de l'accord établi au moment du traité, il faut songer que ces documents en eux-mêmes *ne sont pas* le traité. Ce sont simplement des *enregistrements* des traités, conservés par un côté. Le dossier complet des traités est composé d'écrits, de souvenirs et d'actions. Les documents écrits, pourtant, utilisent une langue technique

ou juridique et, lorsqu'une des parties prenantes au traité est à la fois illettrée et peu au courant de cette loi ou de cette technologie, il faut évaluer avec beaucoup de prudence l'interprétation que cette partie faisait de la transaction. L'«acte de fiducie» du Traité Nanfan, en 1701, illustre bien cette difficulté, car l'histoire montre deux interprétations nettement distinctes, après coup, des intentions de ce traité.

Procédure des conseils de traité

En règle générale, pour convoquer le conseil, on dépêchait des messagers qui transportaient des wampums, des bâtonnets encochés indiquant la date du conseil et un message au sujet des questions à l'ordre du jour. Les Haudenosaunee possédaient des messagers de renom — un message pouvait traverser en moins de trois jours toute la Grande Maison, du Niagara, pays séneca, à la porte est sur la rivière Mohawk, soit près de 500 kilomètres. Des délégués des nations invitées se rendaient au lieu du conseil — appelé le feu du conseil — et y apportaient le wampum qui leur avait été remis en guise d'invitation.

Le feu du conseil haudenosaunee est allumé au pays onondaga, sur le territoire des gardiens du feu, au centre géographique des terres de la Confédération. Les réunions avec les Anglais se tenaient à Albany, à la frontière entre le territoire mohawk et les terres britanniques. Le feu du conseil de la «Confédération indienne», à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle, se trouvait sur la rivière Miami, au sud du lac Érié. Dans tous les cas, le lieu du conseil était à distance raisonnable pour tous les participants, et il s'agissait d'un endroit consacré par la tradition. Toutefois, les conseils pouvaient se tenir ailleurs, selon les circonstances: des conseils haudenosaunee se sont déroulés à Buffalo Creek, dans la région de la rivière Niagara, à certaines occasions.

Quelques documents très anciens mentionnent que les visiteurs arrivaient par le sentier en chantant des chants de paix et qu'ils apportaient leur calumet. Les conseils ultérieurs, eux aussi, pouvaient commencer par l'arrivée des invités, qui chantaient des chants de paix et de condoléances.

C'est fort logique. On veut toujours informer les gens de son arrivée, et le chant est une façon très efficace de le faire. Il annonce des intentions pacifiques (se rapprocher silencieusement du village pourrait facilement être mal interprété). Lorsque les messagers

voyageaient seuls, ils s'approchaient des villages en lançant un cri précis: un messager apportant la nouvelle d'un décès arrivait en criant «Kwe! Kwe! Kwe!» pour prévenir les habitants de son approche.

Arriver en chantant a aussi un caractère sacré: le Pacificateur a enseigné à Ayonhwathah et aux autres le Chant de la Paix alors qu'il se rendait au pays onondaga pour rencontrer Thadadahoh, et les nations pouvaient répéter ce pouvoir et cette prudence aux conseils ultérieurs.

Le conseil du 15 septembre 1685 illustre la façon dont les chants étaient mêlés aux discours pour mieux transmettre les idées. Le conseil se souciait toujours d'élever les sens, d'ouvrir le plus possible les voies de communication, et l'utilisation d'un chant «pour transmettre le message» était une façon de le faire. Les dossiers britanniques n'offrent guère de détails, mais on peut y lire que l'orateur mohawk, Canondondawe, a déclaré:

Ô frère Corlaer et frère gouverneur de la Virginie, où dois-je chercher la paix, si ce n'est ici, sur notre sentier, et où me mènera ce sentier si ce n'est à cette maison, qui est une maison de paix et de bien-être, et il a commencé un chant et a chanté au complet le chant de l'alliance [...] Nous devons observer ce qui nous a été ordonné de façon si claire. Laissez-moi vous l'expliquer par un chant. Ouvrez maintenant vos oreilles, et il a chanté un chant de remontrances et a donné une ceinture de wampum au gouverneur et une ceinture au gouverneur de la Virginie, et a terminé toutes les propositions par un chant, puis déclaré que c'était tout pour le moment⁴⁰.

Le recours aux chants était une pratique de la diplomatie dans le nord-est de l'Amérique du Nord: le 10 mai 1765, lorsque les Anglais ont rencontré les Shawnees et les Delawares, les documents précisent ce qui suit:

Les Shawnees accompagnés des prisonniers anglais ont traversé la rivière. Ils jouaient du tambour et chantaient des chants de paix, comme le veut l'ancienne coutume de leur nation, et ils ont continué à chanter jusqu'à ce qu'ils soient dans la salle du conseil⁴¹.

En principe, les visiteurs s'arrêtaient et attendaient à une certaine distance de l'orée des bois — souvent à plusieurs kilomètres. Les Trois Mots Nus de salutation étaient prononcés là, et une cérémonie de condoléances sans wampum servait d'accueil préliminaire. Les habitants du village prenaient doucement les visiteurs par la main, pour écarter toute peine et toute mauvaise pensée de leur esprit, ils les réconfortaient, ils retiraient les épines de leurs pieds et ils débarrassaient leurs corps de la poussière et de la fatigue du voyage. La rencontre avait lieu à l'orée des bois en

signe de bienvenue, mais aussi pour veiller à ce que les mauvaises pensées, la tristesse et la douleur n'entrent pas dans la collectivité pour troubler les habitants et leur tranquillité d'esprit.

Le plus ancien compte rendu d'un tel accueil réservé à des Européens concerne la visite de Jacques Cartier à Hochelaga, en octobre 1535:

La ville de Hochelaga est à six milles de la rivière, et le chemin qui y mène est un sentier fréquenté qui serpente dans une très jolie contrée ponctuée de chênes aussi grands qu'en France, et le sol est jonché de beaux glands. Nous avons parcouru quatre ou cinq milles lorsqu'un des notables de la ville, accompagné par un grand nombre d'indigènes, est venu à notre rencontre et nous a fait comprendre par signes que nous devions nous arrêter à un endroit où ils avaient allumé un grand feu, ce que nous avons fait. Nous nous y sommes reposés un peu, puis le chef a fait un long discours, en signe de bienvenue et d'amitié. Il s'est montré amène et plein de bonnes intentions⁴².

Les visiteurs sont ensuite nourris et installés pour la nuit. Ainsi se termine la première journée de la réunion. Du moins, c'est ainsi que se termine la partie «officielle» de la première journée. En réalité, il est fort probable que les visiteurs et leurs hôtes tenaient des réunions et des discussions officieuses — «dans les bosquets» — pour comprendre les questions, rassembler les faits et se préparer en vue du lendemain. Le premier principe du conseil est que les participants doivent avoir l'esprit clair et bien disposé. À cette fin, on évite d'entamer des discussions avec des gens fatigués. Comme il y avait toujours suffisamment de temps (du moins à cette époque) pour bien faire les choses, les visiteurs avaient d'abord droit à une bonne nuit de sommeil.

Il fallait aussi nourrir les visiteurs, comme le voulait la tradition.

Il y a des centaines et des centaines d'années, un vieil homme, un étranger sale et débraillé, est arrivé à un village mohawk. Il s'est présenté à la porte de la longue maison du clan de la Tortue et il a demandé un toit et de l'aide. Il était malade, il avait faim. La matrone de la longue maison, le voyant si sale et si malade, l'a chassé. La même chose s'est produite à la longue maison du clan du Loup.

La matrone du clan de l'Ours, elle, a invité le vieil homme dans sa longue maison, et les habitants l'ont nourri et lui ont donné un endroit où dormir. À son réveil, il a indiqué aux jeunes femmes certaines plantes des bois, qui pouvaient guérir son mal, et il leur a expliqué comment cueillir ces plantes et préparer le médicament. Elles ont trouvé les plantes et ont fait ce qu'il avait demandé, et le vieil homme a guéri. Peu après, une nouvelle maladie l'a frappé. Encore une fois,

il a expliqué comment préparer le remède avec des plantes, et encore une fois il a été guéri. La maladie l'a repris plusieurs fois, et chaque fois il s'est remis grâce à un remède dont il donnait la recette à ses hôtes.

Un jour, lorsque les membres du clan de l'Ours sont venus à l'endroit où le vieil homme dormait, ils ont trouvé au lieu d'un vieillard fatigué et décrépi un beau jeune homme qui a déclaré: «Je suis un messager du Créateur. Mon travail consistait à vous montrer comment préparer les médecines qui vous protégeront des maladies. Comme vous, peuple du clan de l'Ours, avez été les seuls à bien vouloir prendre soin de moi, vous seuls avez reçu le savoir que j'apportais.»

Depuis ce jour, les membres du clan de l'Ours sont les gardiens de la connaissance médicinale.

Et depuis ce jour, aucun Haudenosaunee ne refuse sa porte à un étranger, car on ne sait jamais qui cet étranger pourrait être.

Le plus ancien conseil de traité bien documenté qui a réuni les Haudenosaunee et une nation européenne s'est déroulé avec les Français à Trois-Rivières, en 1645. Les Relations des Jésuites en fournissent une description assez détaillée — qui montre bien que les Français ne comprenaient ni n'acceptaient encore pleinement le processus, et que les Haudenosaunee suivaient avec facilité et confiance une procédure bien établie. La description des Français comprend des éléments que nous pouvons aujourd'hui reconnaître comme la cérémonie des grâces, celle des condoléances, les segments du conseil qui produisaient les décisions. Pour les Français de l'époque, tout cela était nouveau, étrange, coloré. Mais en moins de 20 ans, les Français avaient appris à organiser des conseils suivant ces règles.

Rendre grâce

Au cours des conseils de traité internationaux, les grâces se rendent en deux parties. La première se déroule à l'orée des bois, où l'on remercie le Créateur d'avoir permis que les voyageurs arrivent sains et saufs. La deuxième, qui a parfois lieu à l'aube, commence (et termine) le conseil proprement dit.

Comme ces cérémonies ne variaient guère d'un conseil à l'autre, les historiographes anglais se contentaient souvent de les résumer:

Ganughsaeagah, sachem onondaga, a parlé.

Frères,
Nous, les Cinq-Nations maintenant assemblées ici, vous accueillons avec plaisir à notre feu, et nous remercions le ciel de vous avoir protégés pour que vous puissiez arriver jusqu'ici en ces temps troublés⁴³.

La cérémonie des condoléances

Sir William Johnson, premier surintendant général des Affaires indiennes pour la région septentrionale de l'Amérique du Nord, connaissait à fond la procédure haudenosaunee. Le Traité de Fort Stanwix, en 1768, devait remplacer par un tracé permanent la frontière «provisoire» créée entre le territoire indien et les colonies britanniques par la *Proclamation royale de 1763*. Du côté britannique, les représentants de New York, de la Pennsylvanie, de la Virginie et du New Jersey étaient présents. Le traité devait absolument se dérouler dans les formes:

Frères,
Je vous prends par la main et je vous souhaite à tous la bienvenue en ce lieu, où j'ai allumé le feu du conseil pour traiter d'affaires importantes [...] J'espère que vous vous êtes préparés et que vos coeurs sont bien disposés pour les importantes questions qui nous réunissent ici aujourd'hui, et afin de vous préparer mieux encore, je procède maintenant à la coutume ancienne établie par nos ancêtres, la cérémonie des condoléances observée en de telles circonstances [...]
Avec ce rang de wampum, au nom de Sa Majesté et de tous Ses sujets, j'essuie les larmes de vos yeux, celles que vous versez sur vos chefs qui vous ont quittés, et j'ouvre vos yeux pour que vous puissiez regarder avec bonheur vos frères qui sont venus de plusieurs provinces pour assister à ce congrès général que Sa Majesté m'a ordonné de tenir afin de régler certains points entre Elle et vous.
Avec ce rang, je dégage la voie qui mène à vos coeurs, pour que vous puissiez parler avec sincérité et candeur des nombreux sujets qui seront abordés au cours de ce congrès et pour effacer toute peine et tout malaise de vos esprits.
Avec ce rang, j'essuie le sang ami répandu sur vos couches, pour que vous puissiez reposer dans le calme et la paix.

A donné trois rangs.

Frères,
Je suis très triste des nombreuses pertes que vos nations ont subies depuis notre dernière rencontre, et je vous exprime mes sincères condoléances à ce sujet.

Une ceinture.

Frères,

Avec cette ceinture je rallume les feux de vos conseils, pour que les chefs puissent continuer de s'y réunir dans l'amitié afin de se consulter au sujet des questions qui leur seront soumises.

Une ceinture.

Frères,

Je viens de rallumer avec une ceinture les feux de vos conseils, avec celle-ci je vous demande maintenant, conseillers, de vous rassembler dûment lorsque les affaires de vos nations l'exigent et de vous appliquer avec zèle à promouvoir la paix et vos intérêts.

Une ceinture.

Frères,

Avec cette ceinture je dissipe l'obscurité qui depuis quelque temps recouvre vos pays parce que vous avez subi des pertes si lourdes et si nombreuses, et je vous souhaite maintenant de grand coeur de profiter d'un ciel clair et serein, pour que vous puissiez voir tous vos frères, du soleil levant au soleil couchant.

Une ceinture.

Frères,

Comme je tiens à traiter avec tous selon la coutume de chacun, et que vos ancêtres ont depuis le début des temps recommandé l'observation d'un ensemble de règles qu'ils vous ont transmises, j'honore maintenant cette coutume et je prends l'eau la plus pure et je nettoie vos coeur de toute saleté et de tout ce qui vous a attristés.

Une ceinture.

Frères,

Je désire que vous, sachems et conseillers, suivant les circonstances, consultiez les chefs de vos jeunes hommes car ils sont raisonnables et pleins d'expérience. Et vous, chefs et guerriers, je désire que vous écoutiez vos sachems et vos conseillers, dont les sages avis serviront toujours vos intérêts.

Une ceinture.

Frères,

Je ne peux conclure ces cérémonies sans mentionner un élément nécessaire. Comme il y a deux feux du conseil dans la Confédération, l'un à ma maison et l'autre en territoire onondaga, je veux que vous soyez toujours prêts à venir discuter à l'un ou l'autre de ces feux lorsque cela vous sera demandé, et j'espère que de la sorte les questions seront toujours examinées dans notre intérêt mutuel, et ce, je vous le recommande ardemment.

Une ceinture.

Frères,

Je souhaite aussi que vous décidiez unanimement de demeurer dans vos pays respectifs et ne songiez pas à vous disperser ou à vous établir sur le territoire d'autres nations, comme cela s'est fait trop souvent par le passé, sous peine d'affaiblir grandement votre Confédération.

Une ceinture.

Frères,

Je vous donne un sac qui contient un rang de wampum, pour que vous en fassiez usage si vous apprenez qu'il y a eu une perte au sein de votre Confédération, pour que vous vous rendiez alors sans retard exprimer vos condoléances aux parties en deuil et effacer la peine ainsi occasionnée.

Trois rangs de wampum.

Frères,

Je vous remets maintenant un flambeau que vous utiliserez pour voyager la nuit en cas d'urgence extraordinaire, par exemple à l'approche d'un ennemi, afin de transmettre cette nouvelle dans les plus brefs délais.

Trois rangs.

Les nations ont ponctué ce discours d'un Yo Hah au moment voulu, et la cérémonie des condoléances s'est terminée. L'assemblée est levée jusqu'au lendemain⁴⁴.

Sir William Johnson avait tendance à glisser des conseils de nature politique (ne pas multiplier les établissements, ne pas écouter les Français) dans les parties cérémonielles des conseils. C'était sa manière. D'autres représentants coloniaux ou impériaux s'en tenaient à la forme prescrite. Johnson exécutait en outre souvent les parties cérémonielles du conseil de façon détaillée et avec une grande éloquence. On ignore tout des sentiments qu'inspiraient à l'époque aux Haudenosaunee les commentaires de Johnson.

La constance de l'attitude britannique peut s'expliquer entre autres par le fait que le Département britannique des Affaires indiennes dans le Nord-Est a été contrôlé par une même famille pendant 75 ans. Il est passé de sir William Johnson à son neveu, Guy Johnson, puis à son fils, sir John Johnson. De 1755 à 1830, les Haudenosaunee ont traité avec des gens qu'ils connaissaient et avec qui ils entretenaient de bons rapports. Sir William avait été adopté par les Mohawks (il vivait avec Molly Brant, une mère du clan mohawk du Loup, et avait plusieurs enfants mohawks); son neveu et son fils étaient également à l'aise avec les autochtones. D'autres

grandes familles oeuvrant au sein du Département — les Claus, les Elliott et les McKee — connaissaient également bien les deux mondes.

À Burlington Heights, le 24 avril 1815, la cérémonie des condoléances ouvrant le conseil de traité convoqué par les Anglais a été dirigée par le surintendant général adjoint des Affaires indiennes, William Claus:

Chefs et guerriers

Les coutumes de vos ancêtres prévoient des cérémonies que je m'en voudrais d'omettre aujourd'hui. La cérémonie des condoléances, pour pleurer la perte de vos parents et amis les plus chers, doit maintenant être accomplie, ce que je fais avec la plus grande sincérité.

Il a plu au Maître de toute Vie de ramener à lui vos amis et parents. Vous êtes assis dans l'obscurité. Vos yeux sont si pleins de larmes que vous ne pouvez plus voir. Vos oreilles et vos gorges sont obstruées. Vos coeurs souffrent. Vos membres sont couverts de boue, vos pieds sont percés d'épines et vos nattes sont encore couvertes de sang.

Je lève maintenant le voile qui vous recouvrait et j'essuie les larmes de vos yeux pour que la lumière du ciel puisse vous toucher à nouveau. J'ouvre vos coeurs pour que vous puissiez bien entendre et je dénoue vos gorges pour que vous puissiez parler librement, sans entrave. Vos coeurs je remplace et j'en élimine toute la douleur, et j'espère que vous écouterez seulement ce qui est bon; je lave la boue de vos jambes, j'arrache les épines de vos pieds, et je nettoie le sang qui couvre vos nattes pour que vous puissiez à nouveau vous asseoir confortablement.

Rangs de wampum blanc et noir.

Chefs et guerriers

Je rassemble maintenant les ossements de vos amis et parents bien-aimés que le Grand Esprit a rappelé à Lui, et je les dépose tous dans une même tombe. Et pour empêcher que les racines et la saleté ne les souillent je les couvre de cette ceinture.

Une large ceinture de wampum⁴⁵.

Pour de nombreux conseils, il est simplement signalé que le représentant de la Couronne a transmis ses condoléances aux Haudenosaunee, ou que le conseil a commencé par «les cérémonies d'usage». À en juger par les conseils pour lesquels les dossiers sont les plus complets, nous pouvons supposer d'une part qu'il s'agissait des mêmes cérémonies et de l'autre que ces cérémonies étaient devenues si familières aux Anglais qu'il n'était plus nécessaire de les consigner en détail. Parfois, la cérémonie des condoléances est rapportée de façon abrégée, et il est impossible de déterminer s'il s'agissait bien d'une courte cérémonie — mais il est fort probable que le rapporteur s'était contenté de la résumer:

Frères,
Je pleure la perte de ceux qui nous ont quittés depuis notre dernière rencontre et j'essuie les larmes de vos yeux, j'ouvre votre coeur, j'essuie le sang et je déplore le décès de tous ceux que vous avez perdus, pour que nous puissions maintenant poursuivre nos relations dans la joie.

A présenté une ceinture⁴⁶.

Les deux côtés du feu

Tout comme la procédure des conseils de la Confédération prévoyait que les Frères aînés (les Sénécas et les Mohawks) présentaient les questions à examiner et les passaient de l'autre côté du feu à leurs Frères cadets (les Cayugas et les Onéidas), la procédure des conseils internationaux auxquels participait la Confédération utilisait aussi deux côtés pour étudier les questions. Au cours de ces conseils, où les parties étaient considérées comme égales, il n'y avait pas d'équivalent des gardiens du feu, les Onondagas. D'ailleurs, les nations se réunissaient en tant qu'égales et avaient toutes le droit de présenter des questions. Ce volet protocolaire du conseil dépendait plus de la partie qui avait convoqué la réunion que d'une quelconque relation entre cadets et aînés.

L'ordre dans lequel se déroulait un conseil entre Indiens et Blancs tenait du dialogue officiel entre orateurs désignés par chaque côté. L'orateur d'un des côtés se levait et présentait une série de propositions, chacune marquée par un rang ou une ceinture de wampum, qu'un «interprète» (*hatewènaká:tas*, «celui qui trouve les mots») traduisait ensuite dans la langue du côté opposé.

Lorsque l'orateur avait terminé, il s'asseyait et celui du côté opposé prenait à son tour la parole, mais seulement pour annoncer par la bouche de l'interprète que son côté allait se retirer pour réfléchir à la question, ce qui occupait en général le reste de la journée. La forme de la réponse épousait étroitement celle des propositions originales. Chaque point était d'abord répété — résumé plutôt que récité mot à mot — puis traité. À l'étape de la répétition, l'orateur désignait le wampum donné pour ce point et parfois même le tenait à la main. Au moment de traiter la question, il désignait ou prenait un wampum comparable, offert par son propre côté (un rang contre un rang, une ceinture contre une ceinture). Il liait ainsi les réponses aux propositions, et le wampum servait à ponctuer le discours et, à la fin, chaque côté avait en main un dossier mnémonique des délibérations.

Lorsque toutes les propositions du côté A avaient été étudiées, le côté B pouvait présenter ses propres questions qui étaient, bien sûr, traitées de la même façon, le côté A devant conférer en privé avant de fournir une réponse. Même si le côté B pouvait, en temps et lieu, soulever lui aussi des questions, il fallait d'abord traiter des affaires présentées par le côté A à la satisfaction de celui-ci; et souvent,

les conseils historiques étaient composés d'un seul «cycle» au cours duquel les propositions du côté A étaient suivies des réponses du côté B⁴⁷.

Au cours des conseils entre les Haudenosaunee et les nations européennes, personne n'assumait de rôle équivalent à celui des gardiens du feu, les Onondagas, dans le grand conseil de la Confédération. Si, lors des conseils haudenosaunee, il y avait véritablement trois côtés au feu du conseil, avec les Européens il n'y en avait que deux (en fait, les Haudenosaunee respectent aussi la dualité, l'existence de deux côtés, dans leurs propres conseils, puisqu'ils divisent les cérémonies et les procédures entre Frères aînés et Frères cadets).

Quoi qu'il en soit, aux conseils auxquels participaient les puissances européennes ou d'autres nations autochtones, les nations ou les colonies assumaient des rôles distincts. La colonie de New York a été pendant près d'un siècle le principal maillon britannique de la chaîne d'alliance. Les autres colonies et plantations anglaises participaient à la chaîne seulement par l'entremise de New York. Les Mohawks, gardiens de la porte est de la Grande Maison, étaient les principaux interlocuteurs auprès des Européens, et les Haudenosaunee en général étaient considérés comme les intermédiaires des autres nations dans la chaîne d'alliance avec les Anglais.

Les Hurons qui s'étaient établis à Detroit sont devenus les gardiens du feu du Conseil des Trois-Feux dans la région et ils faisaient office d'orateurs pour les Ojibways, les Outaouais et les Potowatomis auprès des Haudenosaunee. Les Français se sont imposés comme médiateurs et protecteurs pour traiter avec nombre de nations et, à ce titre, ils ont parlé au nom de ces nations au Traité de Montréal, en 1701.

Sachant quelles nations devaient faire office d'orateur ou d'hôte réduisait l'incertitude qui aurait pu menacer les négociations. Une procédure claire éliminait les questions susceptibles de créer des retards et d'entraîner des frustrations (qu'on songe aux problèmes soulevés par la forme de la table aux pourparlers de paix du Viêt-nam dans les années 70, ou à la question de l'interlocuteur légitime dans les négociations de paix du Moyen-Orient, dans les années 90). Chaque étape du processus des conseils et des traités visait à faciliter les communications, à promouvoir l'harmonie, à éviter les malentendus.

À notre époque de communication instantanée, il est facile d'oublier que l'information circulait très lentement il y a plus de 200 ans. La rapidité si essentielle aux affaires contemporaines était une considération secondaire pour de nombreux conseils tenus au cours des

deux siècles précédents, alors qu'il importait plus de *bien* faire les choses, de les faire avec soin. La procédure du conseil était forcément lente et délibérée, mais elle veillait efficacement à ce que les Bons Esprits demeurent clairs et vifs. La structure du conseil garantissait qu'une seule question était étudiée à la fois, que les réponses ne pouvaient être faites sans réflexion appropriée, qu'aucune question soulevée ne restait sans réponse. Elle se déroulait en outre dans une atmosphère de respect mutuel et de sollicitude, sans interruption, sans que les émotions entrent en jeu (puisque les orateurs n'étaient que des orateurs et non pas des décideurs). Si la première journée de la rencontre était réservée aux salutations et au moins la première soirée, au repos, le deuxième jour était en partie occupé par les cérémonies des grâces et des condoléances, pour établir cette atmosphère de respect mutuel et de souci de la paix. Les parties n'abordaient pas les questions importantes dans le cadre du conseil avant l'après-midi de la deuxième journée, et ces questions ne pouvaient être traitées avant qu'au moins un autre jour ait passé.

La Grande Loi de la Paix prévoit aussi que les rencontres ne doivent pas se poursuivre après le coucher du soleil. Cette disposition, elle aussi, garantit que les décideurs garderont l'esprit vif et clair.

Trudeau: Faites-vous des prières chaque jour?
L'âné: Oui.

Le premier ministre Pierre Trudeau, à la première d'une série de rencontres des premiers ministres au sujet de la place des autochtones dans la Constitution canadienne, manifeste de l'impatience devant le peu de temps que lui laisse la cérémonie initiale du calumet (le deuxième jour). C'était en 1983.

Cette structure des conseils donnait à chacun l'occasion de se réunir en petit comité, de consulter son peuple, de tenir des discussions officieuses sur les détails, de réfléchir et de se reposer. Les réunions officieuses, en petit comité, étaient appelées «conversations derrière les bosquets». Et dans au moins un cas, c'est précisément ce qui s'est produit. Conrad Weiser, qui visitait les Onondagas en 1743, a raconté:

Avec Shikellimo, j'ai visité Canassatego, car je voulais qu'il nous rencontre derrière les bosquets pour parler en privé, ce qu'il a accepté. Nous nous sommes rencontrés non loin de la ville. J'ai apporté mes instructions et les wampums que j'avais, et je lui ai dit que parce qu'il était notre ami et qu'il connaissait bien les affaires et les coutumes des Indiens et des Blancs je lui raconterais toutes mes affaires et je lui ai demandé conseil sur la façon de parler de toutes questions lorsque le conseil se réunirait⁴⁸.

Les participants au conseil utilisaient toutes les structures et procédures propres à favoriser la paix et l'unité d'esprit, mais les documents britanniques sont pleins de thèmes qui contredisent ces idéaux. Souvent, les Anglais utilisaient les conseils pour exhorter les Indiens à ne pas écouter les Français ni traiter avec eux, pour demander aux Haudenosaunee de soutenir leur guerre contre les Français, pour discuter de demandes mutuelles d'aide militaire, pour presser les Haudenosaunee de rappeler les familles qui s'étaient installées à proximité des établissements français à Kahnawake, à Kanesatake, à Akwesasne, à Oswegatchie ou dans le pays de l'Ohio. Ces conseils étaient souvent consacrés à la guerre et non pas à la paix. Au cours de nombreux conseils, les Haudenosaunee montraient plus de politesse que de franchise, dans l'espoir de maintenir la paix tout en faisant semblant d'être du même avis que leurs frères.

Le wampum attestait de la sincérité des déclarations faites en conseil, concluait les ententes et consignait les promesses. Il était en effet considéré par les deux côtés comme sacré. D'autres aspects de la procédure du conseil avaient une importance spirituelle. Le calumet de la paix, sans doute une récente importation de l'Ouest et du Sud-Ouest en territoire haudenosaunee, était parfois utilisé avant d'aborder les affaires du conseil, pour élever les esprits des participants et rendre grâce, et pour ratifier les accords.

Le feu du conseil lui-même était sacré. Il était à la fois symbole de lumière et lieu où brûler le tabac (puisque l'attention du Créateur était attirée par la fumée qui s'élevait et par les bonnes pensées des personnes rassemblées qui rapprochaient leurs esprits).

Les métaphores

La langue du conseil comportait un certain nombre de métaphores que tous les participants comprenaient. Les symboles du conseil (le feu), de l'unité (les flèches attachées, la corde tressée), de la paix (l'arbre) et de la communication (le sentier) sont si souvent répétés qu'on ne peut se tromper ni sur leur sens ni sur la façon dont ils étaient compris.

Il fallait garder ouverte la voie de la communication, le sentier de la paix entre les peuples. Ce sentier était aussi celui qui menait au cœur des peuples.

J'ai maintenant dégagé le chemin. J'ai abattu tous les arbres et déplacé toutes les pierres qui encombraient votre chemin afin que vous puissiez venir jusqu'à moi; de même, le chemin est dégagé de chez moi jusqu'à la ville indienne de Chotta, pour que vos messagers puissent venir jusqu'à nous et nous informer, et pour qu'ils puissent voyager en sécurité de ville en ville.

Une ceinture⁴⁹.

Dans la *Kaianerekowa*, le Pacificateur a expliqué aux Cinq-Nations que cinq flèches attachées étaient plus solides qu'aucune ne saurait l'être à elle seule. Le faisceau de flèches est devenue un symbole d'unité d'esprit et d'union politique. La Confédération devait par la suite conseiller aux colonies britanniques de former leur propre confédération au sein de laquelle chaque colonie conserverait son gouvernement interne, pour constituer une union contre le monde extérieur. Les flèches qui figurent sur le sceau du président des États-Unis sont des flèches haudenosaunee.

Rien ne me réjouit plus que de voir tant de flèches réunies en un même faisceau, à notre réunion aujourd'hui dans cette maison [...] joignons nos coeurs et nos mains, comme autant de flèches qui, si elles ne sont pas séparées, sont plus puissantes et ne peuvent être brisées⁵⁰ [...]

La hache, ou *tomahawk*, symbolisait la guerre. Le Pacificateur avait pris toutes les armes de guerre de la Confédération et les avait jetées dans un grand trou, et il avait planté l'Arbre de la Paix sur le gouffre. Une ceinture de guerre s'ornait en général d'une hache et était parfois coloriée de rouge. Accepter de combattre au côté d'un allié signifiait «prendre la hache de guerre»; la hache de guerre était rendue lorsqu'on s'attendait à ce que les alliés fassent la paix, «enterrée» si l'on négociait soi-même la paix.

La *Kaianerekowa* prévoit que le lieu du conseil, comme les esprits des participants, doit être propre et dégagé. C'est pourquoi Thadadahoh a reçu une aile pour balayer les mauvaises pensées et les êtres rampants. Sur le plan spirituel et mental comme au sens propre, les maisons des conseils devaient être bien tenues.

Frères,
Je suis heureux de vous voir dans cette maison qui est et a toujours été un endroit pour parler avec vous et qui doit être gardée propre à cette fin⁵¹.

D'autres métaphores du conseil tirent leur origine de la Grande Loi. Il était, par exemple, interdit aux *rotiianeson* d'écouter les oiseaux chanter dans les branches au-dessus d'eux; par la suite, on a appelé «chants des oiseaux mauvais» les rumeurs venant des établissements français et d'ailleurs, et il ne fallait pas les écouter. L'expression «prendre par la main» est devenue symbole d'alliance et, en fait, nombre des ceintures de wampum de la chaîne d'alliance s'ornent de cette image — mais l'origine de l'expression remonte au cercle que formaient les *rotiianeson* autour de l'Arbre de la Paix. Les feux du conseil à Albany, à Fort Johnson, à Montréal ou à Fort George étaient un prolongement du feu du conseil de la Confédération, à Onondaga.

Aversion pour les paroles directes ou rudes

Dans le cadre des conseils internationaux comme des conseils internes de la Confédération, les Haudenosaunee évitent le langage direct et l'affrontement. Parfois, l'incohérence des positions qui leur sont proposées suscite des réponses pleines d'ironie. Ainsi, lors d'un conseil à Onondaga en 1748, sir William Johnson a demandé aux Haudenosaunee d'éviter de traiter directement avec les Français. Les Cinq-Nations ont répondu que leurs rapports avec les Français visaient à libérer leurs frères prisonniers des Français:

Si vous les aviez ramenés comme vous avez ramené vos compatriotes, nous n'envisagerions pas de nous rendre au Canada en amis, mais à d'autres fins. Toutefois, puisque vous promettez de ramener bientôt nos frères, nous nous inclinons devant vos désirs et nous vous promettons de ne pas nous rendre au Canada ni de regarder de ce côté avant que vous ayez tenté de libérer ceux de notre peuple. Et comme vous avez de nombreux prisonniers français, nous croyons qu'il vous sera facile de le faire si vous avez de l'affection pour nous⁵².

Le rôle des femmes

En règle générale, chez les Haudenosaunee, les relations extérieures étaient du domaine des hommes et les questions internes, de celui des femmes. En des circonstances exceptionnelles, toutefois, les femmes traitaient directement avec les autorités britanniques. En mai 1750, avant la saison des cultures, alors que les hommes étaient à la chasse, les femmes des deux «châteaux» mohawks ont rencontré sir William Johnson et «l'ont supplié de réparer les palissades autour des villages, car plusieurs étaient pourries ou tombées, et de mettre des fers et des verrous à toutes les ouvertures de ces palissades, ce que j'ai fait sans délai⁵³». Cette rencontre était sans doute justifiée parce que l'entretien du village est une question interne — ou c'est peut-être simplement que le travail a été confié à ceux qui se trouvaient là.

Du côté anglais, les gouverneurs des colonies, les dirigeants de l'armée et les agents du département des Affaires indiennes étaient tous des hommes. Exceptionnellement, des femmes ont joué des rôles importants. En 1778, Daniel Claus a envoyé des ceintures aux Haudenosaunee par l'entremise de M^{me} M'Ginnis, qui «depuis son enfance était très aimée des Six-Nations, à tel point que les Indiens avaient insisté auprès de ses parents pour lui permettre de vivre parmi eux et l'avaient adoptée comme l'une des leurs». Lorsque les États-Unis ont invité les Haudenosaunee à se joindre aux armées rebelles,

les Indiens ont communiqué avec elle et l'ont consultée, et elle a donné son opinion sur la question, puis, avec toute l'autorité et les privilèges accordés aux femmes influentes chez les Indiens, elle a saisi et confisqué les ceintures⁵⁴ [...]

La lettre de Claus à Haldimand était rédigée presque sur un ton d'excuse, comme s'il reconnaissait que ce n'était pas la façon dont les Anglais utilisaient les femmes en diplomatie ou à la guerre: le fait que M^{me} M'Ginnis était considérée comme l'une des leurs par les Haudenosaunee, conjugué au respect que les femmes inspiraient aux Haudenosaunee (et au désespoir des Anglais, pour qui la guerre prenait mauvaise tournure), a rendu possible l'initiative de Claus.

En mai 1758, sir William Johnson a reçu une oratrice parlant au nom des femmes onondaga, qui a réussi à le dissuader de se rendre à une réunion chez les Onéidas: Nous nous flattons que vous écouterez notre discours et lui accorderez la même importance que tous nos hommes qui, lorsque les femmes leur parlent et désirent les dissuader de se lancer dans une aventure téméraire, les écoutent et leur cèdent immédiatement, même si auparavant tous les autres ont tenté de les en dissuader et ne pouvaient se faire entendre⁵⁵.

Dans leurs rapports avec Johnson, les mères du clan s'attendaient à ce qu'il les écoute avec le même attention que les *rotiianeson* l'auraient fait. D'après les lois et pratiques de la Confédération, en règle générale, les mères du clan se contentent de surveiller discrètement, mais elles sont tenues d'intervenir pour empêcher les «aventures téméraires», et elles ont le pouvoir de destituer tout *royaner* qui passe outre à leurs avis. Dans le cas qui nous occupe, Johnson a jugé qu'il ne lui était pas nécessaire d'aller de l'avant, et il a donc agréé à leurs demandes. Comme il vivait lui-même avec une mère de clan mohawk, il était certainement conscient des conséquences d'une désobéissance aux mères du clan — même si la requête avait été présentée avec grande humilité.

Parenté

Tout comme la Grande Loi de la Paix a transposé les rapports qui existaient entre les clans et au sein des collectivités pour en faire une Confédération, les Haudenosaunee ont porté certains des éléments qui donnaient satisfaction au sein de leurs familles à un autre niveau, utilisant les termes de parenté qui définissaient les rapports personnels pour décrire les rapports entre les nations.

Les liens familiaux se reflétaient sur la scène internationale, où les groupes se désignaient les uns les autres au moyen de termes de parenté. Les Iroquois s'adressaient souvent aux Delawares, par exemple, comme à des «neveux», et ces derniers les appelaient «oncles». Les Wyandots et les Potowatomis étaient appelés «frères» et utilisaient le même terme à l'endroit des Iroquois⁵⁶.

Le 18 septembre 1688, sir Edmond Andros, gouverneur de la Nouvelle-Angleterre, rencontrait les représentants des Haudenosaunee. Les deux côtés ont alors réitéré leur «solide alliance». Le jour suivant, pourtant, Andros utilisait le terme «enfants» pour parler aux Haudenosaunee. La chose n'est pas passée inaperçue. C'est, d'après les documents, la seule occasion où les Anglais semblent avoir tenté d'établir ce type de relation. Dans leur réponse, les représentants autochtones ont déclaré:

Les sachems maquae avec qui vous avez parlé par le passé sont morts, et nous ne sommes pas aussi savants qu'eux. Néanmoins, même s'ils sont enterrés, la vieille entente qui a été conclue avec nos ancêtres doit être maintenue. À l'époque, nous nous appelions frères, et cette tradition s'est aussi maintenue; par conséquent, continuons à nous appeler frères, sans autre changement.

Les Indiens ayant terminé leur discours, Son Excellence a été heureuse de s'exprimer en ces mots:

Vous faites une distinction entre les mots «frères» et «enfants», mais croyez-m'en: ces deux termes expriment la parenté et l'amitié, mais les enfants sont plus proches⁵⁷.

Les Haudenosaunee refusaient de considérer ces mots comme interchangeable. Ils comprenaient que pour les Anglais, la relation entre parent et enfant ne contient pas que de l'affection — que les Anglais voyaient un élément de supériorité dans le rôle de parent. Chez les Haudenosaunee, un père n'a guère d'autorité sur ses enfants dans la vie quotidienne. La fraternité, par contre, était reconnue par les deux peuples comme une relation d'égalité — une égalité que les Haudenosaunee avaient l'intention de maintenir.

Il n'est pas rare qu'un orateur suggère que «nos sages ancêtres» en auraient eu un souvenir plus précis, auraient agi avec plus de sagesse, auraient mieux mené le conseil que nous, qui vivons aujourd'hui, ne pouvons le faire. Ils ont loué la sagesse des grands-pères, qui avait établi l'alliance et leur avait permis de devenir un peuple puissant; ceux (qui vivent aujourd'hui) ne sont que des sots par comparaison à la sagesse de leurs pères (Pennsylvania Records 6:660-69, 1743). Un tribunal canadien, dans l'affaire *La Reine c. Williams et Taylor* au niveau divisionnel, [1981] 34 OR

(2^e) 360 (CA), a supposé que ce langage (utilisé lors d'un conseil en 1818 entre sir John Johnson et les Ojibways) signifiait que les chefs avaient été tués pendant la guerre de 1812 et que seuls les jeunes guerriers avaient survécu. En fait, cette phrase s'inscrit dans un «rituel de politesse», c'est une expression d'humilité, aussi essentielle au processus du conseil que de se racler la gorge.

Lorsqu'à l'occasion du Traité de Lancaster, en 1744, le gouverneur de New York, Clinton, s'est adressé aux Haudenosaunee, il a utilisé le terme «frères», disant qu'il avait «reçu du Grand Roi votre Père l'ordre» de renouveler la chaîne d'alliance qui unissait «les Indiens et les sujets de Sa Majesté par des liens mutuels d'amitié et de protection». Ce genre de discours place les Haudenosaunee et les Anglais d'Amérique du Nord sur un pied d'égalité — mais établit aussi une distinction entre les sujets du Roi et la Confédération.

Dans l'esprit du gouverneur et des Haudenosaunee, le rapport avec le roi d'Angleterre était empreint d'affection et de bienveillance, mais il ne créait pas de «sujets». Il n'y avait pas non plus, chez les Haudenosaunee, de père doté de pouvoirs juridiques et moraux comme dans la société européenne de l'époque.

La situation des Haudenosaunee par rapport à la Couronne fait l'objet de débats historiques et politiques depuis près de deux siècles. Pour les Anglais, il semblait sage d'avoir des «sujets» eux-mêmes propriétaires d'un «empire» qui pourrait être intégré au «Dominion» britannique. Toutefois, sir William Johnson a expliqué à plusieurs occasions ce qui suit:

on les a présentés comme acceptant l'état de sujets, quoique ce mot même les eût surpris si jamais un interprète l'avait prononcé; ils désirent être considérés comme des alliés et comme des amis⁵⁸.

Je dois faire respectueusement remarquer que les Six-Nations [...] n'ont jamais été conquises, que ce soit par les Anglais ou par les Français, ni assujetties aux lois, et qu'elles se considèrent comme libres⁵⁹.

[...] quels que soient les mots qu'ils utilisent pour parler de leur sujétion, etc, ces mots ne doivent être compris que comme l'observation d'une forme et d'une coutume. Ils n'ont pas vraiment une idée précise de ce que signifient ces expressions, et ils se considèrent uniquement comme nos amis et nos alliés. Les traités, serments d'allégeance, cessions, etc. n'ont jamais rien sous-entendu de plus. Et quiconque voudrait pousser la question un peu plus loin serait bien inspiré de se faire accompagner par une solide armée, pour le protéger de leur ressentiment⁶⁰.

Même si les termes du dernier traité [à Detroit, du 7 au 10 septembre 1764] peuvent de prime à bord paraître extraordinaires, ils ne m'étonnent pas, car je sais qu'il est tout à fait

coutumier d'insinuer que les Indiens se disent sujets, mais je suis parfaitement convaincu qu'on ne les appelle jamais ainsi, et qu'ils n'approuveraient pas une telle pratique. Il est vrai que lorsqu'une nation est acculée au mur, ses alliances rompues, elle-même fatiguée de la guerre, elle est prête à bien des civilités et à bien des serments d'allégeance qui ne correspondent pas à ses intentions, mais qu'elle prononce uniquement pour faire plaisir à ceux avec qui elle traite, car elle sait que nous ne pouvons la forcer à observer ces déclarations. Mais vous pouvez être certain qu'aucune des Six-Nations, des nations de l'Ouest, etc., ne s'est jamais déclarée sujette, ni ne se considérera jamais telle tant qu'il lui restera des hommes ou un coin de pays où battre en retraite. L'idée même de sujétion les remplirait d'horreur.

En fait, j'étudiais justement les documents indiens, et j'ai trouvé un compte rendu de 1751 dont les auteurs affirment que neuf nations différentes se sont déclarées sujettes de Sa Majesté. Mais j'étais à cette conférence, j'ai pris des notes de toutes les transactions et je sais qu'aucun mot pouvant être interprété comme une déclaration de sujétion n'a été prononcée. Pourtant ces questions (bien que j'en aie parlé à plusieurs reprises) ne semblent pas comprises en Angleterre, où il pourrait s'avérer dangereux de se persuader que les Indiens ont convenu (si même ils y avaient consenti) de choses si contraires à leurs principes que de tenter de les faire respecter pourrait entraîner des calamités pires que tout ce qu'a jamais connu dans ce pays.

Il est nécessaire de signaler qu'aucune nation indienne ne possède de mots pouvant exprimer l'idée de sujétion. Ils disent souvent «nous reconnaissons le Grand Roi comme notre Père, nous le tenons fermement par la main, et nous nous plierons à ses désirs», et d'autres mots du même genre que nos gens acceptent trop facilement et interprètent très différemment, sans que l'on explique jamais aux Indiens ce qu'est une sujétion.

Mettez-vous bien dans l'esprit qu'il est impossible de réduire un peuple à la sujétion lorsque ce peuple se considère comme indépendant par nature, qu'il ne peut être gouverné par aucune loi et qu'il n'y a d'autre lien entre ses membres que le bon vouloir. S'il leur était expliqué qu'ils seront gouvernés par des lois prévoyant des peines pour haute trahison, meurtre ou vol et des amendes et des pénalités pour des questions de propriété ou de dette, quelle serait leur réaction? Croyez-vous qu'ils seraient d'accord? Car sans explication, les Indiens sont tout à fait ignorants du mot, et ignorants des offenses⁶¹.

Dix ans après le décès de sir William Johnson, après la Guerre de la révolution américaine, le territoire des Six-Nations de la rivière Grand a été établi. Dans les années 50, un tribunal ontarien a interprété l'arrivée des Haudenosaunee sur ce territoire comme l'acceptation de l'état de sujet:

Dans chacun de ces actes, il est expliqué clairement que les membres des Six-Nations qui s'établissent sur les terres ci-après décrites le font sous la protection de la Couronne. À mon avis, les membres des Six-Nations qui s'installent sur ces terres, ainsi que leur progéniture, acceptent la protection de la Couronne, prêtent serment d'allégeance à la Couronne et deviennent sujets de la Couronne. Donc, lesdits Indiens des Six-Nations cessent d'être des alliés fidèles de la Couronne et deviennent, plutôt, ses loyaux sujets⁶².

À l'époque, les représentants de la Couronne n'ont toutefois pas expliqué la chose à la Confédération. Ils ont en fait dit le contraire. Le lieutenant-gouverneur Simcoe, du Haut-Canada, affirmait au nom de la Couronne:

Frères,
[...] les documents, les dossiers et les traités entre les gouverneurs britanniques des temps anciens et vos ancêtres si sages [...] confirment tous la liberté de vos nations [...] ces documents authentiques prouvent qu'aucun roi de Grande-Bretagne n'a jamais prétendu au pouvoir absolu ni à la souveraineté sur une partie quelconque de vos terres et territoires qui n'aurait été honnêtement acquise ou reçue de vos ancêtres par des traités publics; ils prouvent aussi que votre indépendance naturelle a été préservée⁶³.

En 1876, les chefs onondagas, sénécas et cayugas, réunis sur le territoire de la rivière Grand, ont communiqué au surintendant général des Affaires indiennes leur grand souci et leur grande peine:

On dit que nous sommes sujets du gouvernement britannique et devrions respecter les lois qui ont été adoptées au Parlement du Dominion par votre gouvernement. Vous, personnellement, et les autres (c'est-à-dire nous) dites que nous ne sommes pas sujets mais bien alliés du gouvernement britannique [...]

En 1890, les chefs ont envoyé au gouverneur général du Canada le message suivant:

Frère,
[...] nous vous dirons que nous sommes déçus parce qu'il n'y a jamais eu aucun traité entre vous et nous, les Indiens des Cinq-Nations, qui nous oblige à respecter une de vos lois que nous n'aimons pas, et maintenant dans certains cas nous voyons que vous nous y obligez.
Frère,
Nous avons été très patients, parce que nous respectons le traité que vos ancêtres et nos ancêtres ont conclu en l'an 1758. Mais à voir la façon dont vous nous avez

traités, nous nous demandons si le soleil et la lune ont disparu de votre ciel. Pour nous, le soleil et la lune sont là comme lorsque nos ancêtres et les vôtres ont conclu cet accord. Ce traité, lorsque vous ou nous, Indiens, en sommes mécontents, nous devons le renouveler pour réitérer et renforcer l'ancien accord. Et nous voulons être toujours libres et contents d'obéir à nos propres lois et coutumes, car nous avons des lois à nous. Et ceux qui préfèrent vos lois et des coutumes inconnues de nous croient qu'ils doivent être régis par elles. Mais nous ne pouvons les aider d'aucune façon, car ils ont enfreint notre parole, nos règles et nos coutumes⁶⁴.

En 1923, en Angleterre, Deskahe (Levi General), membre du clan de l'Ours des Cayugas, expliquait ce qui suit:

Nous n'aurions pas accepté les franchises du Canada si on nous avait poliment demandé de le faire [...] nous sommes tout à fait disposés à demeurer les alliés des Anglais face au danger, comme nous l'avons été pendant 250 ans [...] mais nous ne souhaitons pas d'alliance unilatérale, ni ne voulons être jamais assujettis à un autre peuple, pas même aux Anglais, si nous pouvons l'éviter⁶⁵.

En mars 1924, la position des Six-Nations était officiellement exposée dans «The Red Man's Appeal for Justice»:

En vertu du droit international, un peuple indépendant ne peut perdre sa souveraineté qu'à la suite d'une défaite militaire ou par renonciation volontaire, avec preuve à l'appui. Le peuple de la rivière Grand n'a jamais renoncé à sa souveraineté dans quelque document officiel que ce soit, il n'a jamais été conquis par une quelconque puissance, et il n'existe ni document ni tradition qui prétende le contraire⁶⁶.

Les liens de parenté et les rapports présentent un autre aspect: tout comme au sein de la Confédération chacun se voyait attribuer un nom et un clan, les Haudenosaunee insistaient pour que les représentants d'autres nations avec qui ils traitaient reçoivent des noms. Lorsque la personne remplissait une charge officielle, le nom qui lui était donné était considéré comme l'équivalent d'un titre de chef — et son successeur porterait le même.

Le gouverneur de Québec était appelé *Onondio* (la Grande Montagne), parce que le premier gouverneur ayant eu des relations étroites avec les Haudenosaunee était le sieur de Montmagny. Le même genre de titre était donné aux gouverneurs coloniaux anglais. Le gouverneur de la Pennsylvanie était *Onas* (Grande Plume), traduction du nom de William Penn faisant usage du mot mohawk pour «plume». Le gouverneur William Fletcher, du Maryland, avait sans doute expliqué que le mot anglais *Fletcher* désignait un fabriquant de flèches, car on

lui a décerné le titre de *Cayenquiragoe* (Grande Flèche Rapide). Le gouverneur de New York était appelé Corlaer, parce que c'était le commis hollandais Arendt van Curler qui avait établi les premiers contacts officiels avec les Mohawks à la Nouvelle Amsterdam.

Ces noms étaient attribués pour diverses raisons. Ils situaient les titulaires dans un contexte que la Confédération pouvait comprendre — ils en faisaient des notables, l'équivalent des *rotiianeson*, parce qu'ils avaient une continuité. Ils exprimaient souvent l'affection et l'estime. Ils étaient aussi faciles à prononcer pour les Haudenosaunee.

Les relations avec les autres nations autochtones

La diffusion de la *Kaianerekowa* signifiait l'avancement de la paix, à mesure que la chaîne des alliances s'élargissait en Amérique du Nord, alimentée par les mariages et l'adoption de

Cette pratique était d'ailleurs respectée des deux côtés. L'orateur mohawk Canaqueese était aussi appelé «Jan Smits» et «le Bâtard flamand». Otrewati, *royaner* et orateur onondaga, était appelé «la Grande Gueule» par les Français, et donc *The Garangula* par les Anglais. Au fil des ans, nombre de personnes des deux côtés ont fini par avoir des noms anglais et des noms indiens — et c'est encore le cas aujourd'hui.

Les noms anglais des Iroquois contemporains sont souvent adaptés de prénoms européens — *Powless* vient du hollandais Paulus, *Honyust* est dérivé de *Hansjost* —, empruntés à des voisins européens (Brant's John deviendrait peut-être John Brant) ou à des ancêtres européens (Johnson, Claus, Clench), ou ils traduisaient des noms indiens (Hill, Skye, Bigtree) membres de nations différentes. Lorsqu'en 1758, le commandant français à Detroit «a bu à la santé du roi de France le sang des Six-Nations» et qu'il a proposé aux nations indiennes qui tenaient conseil à cet endroit de se joindre aux Français pour «fondre sur les Six-Nations et les faire disparaître de la surface de la terre», les nations indiennes ont tenu un conseil distinct et un chef des Tionontate a déclaré:

«Comment pourrais-je, moi qui suis de la chair et du sang des Six-Nations, alors que nombre de nos amis et de nos enfants sont installés dans leurs villes, leur déclarer la guerre. Y a-t-il l'une quelconque des nations rassemblées ici qui ne soit pas elle aussi alliée des Six-Nations. Prendre la hache de guerre contre eux serait à mon avis une mauvaise chose. Par conséquent, je déclare devant vous tous que je n'accepterai pas ce qui est proposé par cette ceinture.» Et il l'a rejetée loin de

lui, en direction des Twightwee [Miamis] pour que ceux-ci expriment leurs sentiments.

Après une courte pause, les Twightwee ont répliqué que les Six-Nations étaient leurs amies et leurs alliées et que donc ils n'accepteraient jamais ce que les Français proposaient par cette ceinture, et ils l'ont jetée loin d'eux vers les peuples de l'Illinois et du Mississippi. Ceux-ci, après délibération, ont déclaré que lorsque les Six-Nations les avaient officiellement conquis, plusieurs autres nations s'étaient liguées contre eux et ils étaient à leur merci et auraient pu être exterminés, mais ils avaient été épargnés et ils ne pouvaient pas concevoir maintenant de se dresser contre elles en ennemis, et ils ont jeté la ceinture loin d'eux vers certaines des autres nations. Et toutes se sont rangées à l'opinion de ceux qui avaient parlé avant elles, de telle sorte que la proposition des Français a été rejetée à l'unanimité⁶⁷.

Les Grandes Racines blanches de la Paix s'étaient donc étendues très loin et elles étaient assez solides pour empêcher plusieurs nations de prendre le sentier de la guerre.

L'amitié entre les nations autochtones reflétait leurs puissances relatives et le respect qui leur était dû. La complexité des rapports est manifeste dans un paragraphe d'un message envoyé par les Cherokees aux Delawares en 1758:

Neveux, nos frères aînés des Six-Nations nous ont aussi donné un tomahawk et désirent que nous nous allions à notre frère aîné l'Anglais. Mais ne craignez rien car nous n'avons pas l'intention de faire quelque mal que ce soit à nos neveux⁶⁸.

L'autorité de l'orateur

Un certain nombre de conseils attestés dans les documents ont été tenus dans le seul but de présenter un nouveau gouverneur colonial. Dans les autres conseils, la coutume voulait que l'orateur précise son autorité. En juin 1691, le gouverneur Sloughter, de New York, réitérait qu'Albany était le lieu du feu du conseil et signifiait par la même occasion sa nomination:

Frères,
Je suis heureux de vous voir dans cette maison qui est et a toujours été désignée comme le lieu pour parler avec vous de questions d'importance et qui doit être propre à cette fin. Je vous ai fait quérir pour vous informer que le Roi et la reine d'Angleterre m'ont nommé gouverneur de la province de New York et de tous les territoires qui en dépendent⁶⁹ [...]

Même si les représentants britanniques parlaient souvent eux-mêmes plutôt que par l'entremise d'orateurs reconnus pour la clarté et la beauté de leurs discours, ils prenaient soin d'affirmer leur autorité. Comme la colonie de New York constituait le maillon britannique de la chaîne d'alliance jusqu'en 1755, année où cette fonction a été reprise par le gouvernement

impérial, c'était souvent le gouverneur de New York qui parlait au nom de toutes les colonies qui étaient parties prenantes à la chaîne d'alliance, au moins pour présenter les questions, tout comme c'était à l'orateur des Haudenosaunee qu'il revenait de parler pour le côté autochtone des conseils.

Les orateurs haudenosaunee précisaient souvent leur autorité:

Ne croyez pas que je suis seul ou que je parle pour moi-même car je parle au nom de tous ceux ici présents, hommes et femmes. Il semble que vous imaginez que je parle seulement en mon nom, mais je vous assure que je parle pour tous⁷⁰ [...]

Les interprètes et les traducteurs

Les transcriptions de nombre des premiers conseils de traité font aussi mention des noms des interprètes. La charge d'interprète existe encore aujourd'hui dans plusieurs collectivités haudenosaunee. L'interprète n'est pas un traducteur. Dans les conseils de traité, l'orateur faisait toute sa déclaration ou tout son discours avant que l'interprète ne commence à parler. Alors qu'un traducteur aurait traduit les *mots* prononcés, l'interprète se concentrait sur les *concepts*. Une distinction est établie entre ce qu'il a dit et ce dont il a parlé. L'interprète prenait souvent le temps d'expliquer les idées ou les métaphores. Par conséquent, il n'y avait pas de traduction exacte des délibérations de ces conseils, mais bien plutôt une explication claire de ce qui avait été dit. Naturellement, le recours à un interprète plutôt qu'à un traducteur convenait mieux aux conseils où les concepts plutôt que les détails importaient — les conseils qui respectaient l'esprit de la *Kaianerekowa*.

Certaines parties des conseils se déroulaient sous forme de chants plutôt que de déclarations ordinaires. La notion qu'une idée peut être mieux imposée à l'esprit par un chant relève de la *Kaianerekowa* (les condoléances sont souvent décrites comme un chant plutôt que comme un discours). Les interprètes pouvaient tenter de rendre les idées — mais l'effet des chants sur les chemins de la communication pouvait échapper à ceux qui ne comprenaient pas que le chant soit préféré à la parole:

L'orateur mohawk a dit: Où trouverai-je la chaîne de la Paix? Où la trouverai-je, si ce n'est sur notre sentier? Et où donc peut nous mener notre sentier si ce n'est à cette maison? Cette maison est une Maison de Paix. Et il a chanté toute la chaîne d'alliance. Par la suite, il a chanté des remontrances aux Onondagas, aux Cayugas et aux Onéidas, et il a conclu le tout par un chant aux Indiens de la Virginie. Mais je suppose que nos interprètes n'avaient pas assez [...] de poésie pour traduire ces chants, sinon j'aurais pu donner au lecteur une idée de la poésie indienne⁷¹.

Dans une des lettres qu'il adressait à Thomas Gage, sir William Johnson expliquait que la *notion* de la sujétion n'avait jamais été clairement exposée aux nations autochtones. Sa lettre signale aussi certaines inexactitudes des documents britanniques, qui contenaient parfois des passages correspondant aux idées chimériques du rapporteur:

J'ai trouvé un compte rendu de 1751 dont les auteurs affirment que neuf nations différentes se sont déclarées sujettes de Sa Majesté. Mais j'étais à cette conférence, j'ai pris des notes de toutes les transactions et je sais qu'aucun mot pouvant être interprété comme une déclaration de sujétion n'a été prononcé⁷².

À l'occasion, malgré la notion qu'il valait mieux rester sur sa propre embarcation, une personne, de par sa notoriété et sa sensibilité, était «divisée». Ce fut le cas pour William Johnson (Warraghihagey) et Conrad Weiser:

Les Six-Nations ont répondu que la moitié du colonel Johnson appartenait à Son Excellence [le gouverneur de New York] et l'autre à eux-mêmes⁷³ [...] il est un des nôtres et un membre de notre conseil aussi bien que du vôtre. Lorsque nous l'avons adopté, nous l'avons divisé entre deux parties égales, l'une nous l'avons gardée pour nous-mêmes, et l'autre nous vous l'avons laissée. Il a connu de grandes difficultés chez nous, il a usé ses chaussures pour porter nos messages et il a sali ses vêtements en vivant parmi nous, alors maintenant il est aussi méchant que l'Indien⁷⁴.

Le lieu du conseil

C'est en général en territoire onondaga que les conseils haudenosaunee se tenaient, mais il était nécessaire ou souhaitable qu'ils puissent se dérouler ailleurs. C'est ainsi qu'Albany est devenu le siège des conseils entre la Confédération et les Anglais. Albany est bien situé dans le réseau fluvial, à la frontière est du territoire mohawk, porte est de la Grande Maison. C'était donc un endroit tout à fait approprié. D'autres lieux ont été choisis pour des raisons pratiques, dont Niagara, en 1764, et Fort Stanwix, en 1768 et en 1784, parce qu'ils étaient situés à des «portages» entre d'importantes voies fluviales.

Sir William Johnson a décrété que sa maison de Fort Johnson, sur la rivière Mohawk, était un lieu où le feu des conseils avec les Haudenosaunee pouvait être allumé.

En septembre 1755, le Mohawk Tekarihoken (Hendrick) a expliqué à sir William Johnson qu'un endroit pratique serait choisi pour une rencontre entre les Anglais, les Haudenosaunee et les représentants de Kahnawake:

Frère,

C'est notre coutume qu'à ces occasions le chef de notre délégation prenne ceux qu'il doit rencontrer par la main pour les amener avec lui à leur feu, mais en ces temps troublés, nous croyons qu'ils désigneront un autre endroit où toi et quelques-uns de vos chefs pourrez les rencontrer avec nous en conseil⁷⁵.

Dans la *Kaianerekowa*, Thadadahoh reçoit une aile pour balayer la poussière de la maison du conseil. Pendant la cérémonie des condoléances, on veille à débarrasser les participants de toute souillure intérieure. Dans le cadre des conseils internationaux, le lieu où le conseil se déroule doit aussi être propre, de façon tant littérale que métaphorique. Dans un endroit souillé, les participants au conseil seraient mal à l'aise et distraits et ils pourraient croire qu'on ne leur accorde pas l'hospitalité qui leur est due. Par métaphore, on dit qu'«on nettoie la maison» lorsque le désaccord ou la méfiance se sont glissés entre les parties qui tiennent conseil. Par conséquent, au début de la réponse mohawk faite aux délégués du gouverneur de la Virginie en 1678, l'orateur déclarait:

Avant de vous donner une réponse, nous avons nettoyé la maison désignée en remettant ce wampum [nettoyer la maison signifiait renoncer à l'hypocrisie et à la tromperie]⁷⁶.

À l'intérieur de la maison du conseil, les parties s'installaient chacune de son côté, et une «canne» (symbole de celle que le Pacificateur avait remise à Thadadahoh) était posée entre elles pour recevoir les wampums qui seraient présentés. En 1743, en visite à Onondaga, Conrad Weiser décrivait ainsi l'intérieur de la maison du conseil:

Tous les wampums pendaient sur un bâton qui traversait la maison à environ six pieds du sol⁷⁷.

Des années 1600 au début des années 1700, les conseils se déroulaient en règle générale à l'extérieur, à l'ombre de «tonnelles» — peut-être circulaires. À partir des années 1720, ils se tenaient également à l'intérieur, mais lorsqu'il y avait trop de participants ou que les maisons étaient trop petites la réunion avait lieu à l'extérieur. Même à l'intérieur, les métaphores utilisées évoquaient le soleil qui éclairait ceux qui rapprochaient leurs esprits.

Le Kaswentha, le wampum à deux rangs

En 1870, le Parlement du Canada a adopté sa première grande loi sur les Indiens, et les chefs des collectivités ojibway et haudenosaunee du sud de l'Ontario et du Québec se sont rencontrés sur le territoire de la rivière Grand pour examiner les dispositions de la loi. Les Six-Nations ont ouvert la séance par une brève cérémonie de condoléances, puis elles ont passé en revue la ceinture de wampum de la Confédération. La chaîne d'alliance et le wampum à deux rangs sont mentionnés comme liés l'un à l'autre:

Sur le wampum, deux hommes sont debout, un à chaque extrémité, et symbolisent la première réunion ou le premier traité avec le gouvernement britannique. Chacun a ses propres règles, qu'il a exposées, le gouvernement britannique a remis un wampum pour confirmer ce que les Six-Nations avaient fait par leurs règles et leurs déclarations. Le wampum montre que les Anglais et les Six-Nations étaient unis par le traité. Chacune des parties devait suivre ses propres coutumes, ne pas s'ingérer dans les coutumes, les règles ni les règlements de l'autre. Si l'Indien navigue en canot d'écorce, laissez-le faire. Laissez l'Anglais voyager sur ses grands navires. L'Anglais remet le wampum pour confirmer les règlements de la Confédération⁷⁸.

Dans les années 1880 et 1890, lorsque le gouvernement du Canada s'apprêtait à imposer plus ouvertement le système parlementaire grâce à l'*Acte de l'avancement des Sauvages*, les pétitions présentées par les collectivités haudenosaunee faisaient directement et indirectement allusion à la séparation des gouvernements et des lois que symbolise le wampum à deux rangs.

En 1890, les chefs des Six-Nations réunis sur le territoire de la rivière Grand ont écrit au Gouverneur général «en tant que frères, comme le veulent les anciens traités»:

nous vous dirons que nous sommes déçus parce qu'il n'y a jamais eu aucun traité entre vous et nous, les Indiens des Cinq-Nations, qui nous oblige à respecter une de vos lois que nous n'aimons pas, et maintenant dans certains cas nous voyons que vous nous y obligez.

Frère,

Nous avons été très patients, parce que nous respectons le traité que vos ancêtres et nos ancêtres ont conclu en l'an 1758. Mais à voir la façon dont vous nous avez traités, nous nous demandons si le soleil et la lune ont disparu de votre ciel. Pour nous, le soleil et la lune sont là comme lorsque nos ancêtres et les vôtres ont conclu cet accord. Ce traité, lorsque vous ou nous, Indiens, en sommes mécontents, nous devons le renouveler pour réitérer et renforcer l'ancien accord. Et nous voulons être toujours libres et contents d'obéir à nos propres lois et coutumes, car nous avons des lois à nous. Et ceux qui préfèrent vos lois et des coutumes inconnues de nous croient qu'ils sont vraiment régis par elles [...]

La ceinture de wampum du traité montre deux rangs parallèles qui représentent les deux gouvernements, celui des Cinq-Nations et celui des Anglais, qui cohabiteront et ne se mêleront pas. Et pour illustrer cela, les Anglais ont déclaré qu'ils resteraient sur leur navire, qui est leur gouvernement. Et les Cinq-Nations resteront aussi dans leur canot d'écorce, c'est-à-dire leur gouvernement.

En 1960, une délégation du territoire de la rivière Grand a tenté d'expliquer le wampum à deux rangs au Comité parlementaire sur les affaires indiennes:

M. Small: En vertu de quel traité pouvez-vous négocier avec les États-Unis à titre d'État souverain?

M. Erwin Logan: La ceinture de wampum à deux rangs.

M. Small: Ils ne vous reconnaissent pas comme État souverain, n'est-ce pas?

M. Erwin Logan: Si. Je parle du premier traité qui a été conclu avec nos ancêtres. Avez-vous déjà vu le wampum à deux rangs?

M. Small: Non.

M. Erwin Logan: Sur cette ceinture, il y a deux rangs de perles, parallèles; ils ne se croisent jamais. Ils signifient que vous devez demeurer à bord de votre navire — et que je reste dans mon canot. C'était le tout premier traité que votre gouvernement concluait avec nous.

Le sénateur Horner: Quelle en était la date?

M. Erwin Logan: 1664. Avez-vous honte de vos ancêtres que vous ne reconnaissez pas leur traité?

Le sénateur Horner: Ce traité a été conclu avec les États-Unis d'Amérique⁷⁹ [...]

Les commentaires du sénateur Horner révèlent son ignorance — après tout, les États-Unis d'Amérique ont été constitués plus d'un siècle après 1664 — mais ils annoncent l'orientation future de la politique du gouvernement du Canada qui, dans les années 1970, refusait de reconnaître les traités signés à l'extérieur des frontières contemporaines du Canada. Le fait que cette position rendrait pratiquement impossible la conclusion d'un traité international quelconque semble avoir échappé à ceux qui ont trouvé cette justification.

Au début des années 1600, les Hollandais de la Nouvelle Amsterdam ont remonté les rivières qui servaient au commerce, maintenant appelées Hudson et Mohawk. Ils ont établi des relations commerciales et politiques avec les peuples qui habitaient le long de ces rivières et sur la côte est, et ils ont ensuite étendu ces rapports aux Mohawks. En remontant les rivières, les Hollandais pénétraient dans un territoire politique qu'ils ne connaissaient pas, mais les relations commerciales ont donné aux Mohawks des outils importants et ces outils se sont rapidement répandus dans le reste de la Confédération.

Par ailleurs, des avant-postes français étaient établis sur le Saint-Laurent, à l'extrémité septentrionale du territoire de la Confédération. À Québec et à Tadoussac, les Français concluaient des alliances avec les Montagnais, les Abénaquis, les Algonquins et, par l'entremise de ces derniers, avec les Wyandots, c'est-à-dire les Hurons. En 1609, Champlain avait déjà pris une décision risquée en participant à une expédition contre les Mohawks et en utilisant son arquebuse pour tuer (d'après son compte rendu) trois chefs. Certains auteurs croient que cette expédition guerrière a déclenché un siècle et demi de conflits entre les Haudenosaunee et les Français.

Il est certain que les armes à feu ont transformé la société haudenosaunee. D'autres techniques ont toutefois eu des répercussions beaucoup plus importantes. L'abattage à la hache d'acier a supplanté le ceinturage des arbres pour le défrichage. Les socs et les charrues en métal ont transformé l'horticulture. Dès la deuxième moitié du XVII^e siècle, l'introduction des animaux de trait et de la charrue a amené les hommes à prendre la relève des femmes pour certains travaux des champs et elle a assuré la viabilité de la ferme familiale. Les changements sociaux et économiques découlant de la technologie européenne figuraient parmi les questions discutées par Skaniadario (Beau Lac), dans le Kaiwii, à la fin du XVIII^e siècle. Souvent, ces changements étaient rapides et divisaient la société.

Le traité conclu le 24 septembre 1664 à Fort Albany, qui est devenue la ville d'Albany dans l'État de New York, est le premier traité connu entre les Haudenosaunee et les Anglais. Les Hollandais avaient renoncé à leurs revendications sur la Nouvelle Amsterdam, que le Roi anglais avait concédée à son frère, le duc d'York. Le duc a rebaptisé la nouvelle colonie New York, et le traité visait à remplacer les rapports des Hollandais avec les Haudenosaunee (qui remontaient à au moins une génération et peut-être même à 1613) par l'établissement de liens avec les Britanniques.

Le lieu où le traité devait être conclu importait beaucoup: Albany se trouvait à la frontière entre le territoire mohawk et les terres que la colonie s'arrogeait. C'était un «feu» logique pour ce conseil et les suivants — il a servi pendant plus d'un siècle.

En vertu du traité, les Anglais s'engageaient à fournir «aux Princes indiens mentionnés et à leurs sujets» les mêmes biens et avantages que ce que ceux-ci avaient reçu des Hollandais. Les dispositions de cet accord présageaient l'adoption d'autres dispositions commerciales dans les pactes, notamment dans le Traité Jay en 1794.

La notion de refuge garanti aux Haudenosaunee par les Anglais en cas de victoire des «Indiens de la rivière» annonce les promesses qui seront faites au cours de la Guerre de la révolution américaine — et qui mèneront à la création du territoire des Six-Nations de la rivière Grand et du territoire mohawk sur la baie de Quinte, après la défaite de l'Angleterre.

Le traité prévoyait des compétences distinctes en matière criminelle et civile: chaque partie était responsable du comportement de ses sujets. Les conflits et les «réparations» devaient être réglés entre gouvernement, et les plaintes étaient présentées aux «sachems» d'un côté et au gouverneur de l'État de New York ou à l'officier en poste à Albany de l'autre.

Les termes de l'accord écrit supposent une reconnaissance de la souveraineté mutuelle. Chaque partie est dite composée de sujets. Chaque partie a les mêmes pouvoirs et est désignée par les mêmes termes — l'une n'est pas subordonnée à l'autre.

Pour la première fois, l'expression «Indiens sous la protection des Anglais» apparaît. C'est une expression utilisée dans la *Proclamation royale de 1763*, et les historiens et les avocats ne semblent pas avoir remarqué qu'elle établit une distinction par rapport à une autre catégorie mentionnée dans la Proclamation, celle des nations ou tribus d'Indiens «qui sont en relations avec Nous».

Les éléments essentiels du wampum à deux rangs — la séparation des lois et des gouvernements — sont reflétés dans la version écrite du traité conclu en septembre 1664. Le principe du règlement des conflits au niveau des gouvernements, sans que l'une ou l'autre des parties ne revendiquent de pouvoirs sur les sujets de l'autre, annonce la chaîne d'alliance.

Suivant les pratiques de l'époque, il aurait été logique que les Anglais remettent une ceinture de wampum en témoignage de bonne foi. D'après la tradition haudenosaunee, le wampum à deux rangs remonte donc à 1664, et le traité conclu en septembre de cette année aurait été l'occasion tout indiquée de présenter cette ceinture — mais aucun document britannique de l'époque ne confirme l'existence de celle-ci. En fait, peu de documents historiques décrivent des ceintures quelconques de manière précise.

La structure de la Confédération et la nature de son gouvernement étaient fort étrangers aux Européens du milieu des années 1600. Les premiers traités consignés par écrit donnent aux dirigeants des Haudenosaunee le nom de *Sachimacka* et de *Sachim* (mots des Algonquins de la côte est désignant les chefs) et parlent de «princes» et de «sujets». Le Traité de 1664 divise en

outre la Confédération entre les «Maquas» (les Mohawks) et les «Synich» (terme qui a fini par désigner uniquement les Sénécas, mais qui à l'époque décrivait toutes les nations de la Confédération à l'ouest des territoires des Mohawks gardiens de la porte orientale.

Le wampum à deux rangs est-il la création des Anglais ou celle des Haudenosaunee? Il est difficile de le déterminer, et la question est peut-être oiseuse. Il se peut fort bien que les Haudenosaunee aient d'abord parlé du Cercle de la Loi à l'intérieur duquel se trouvaient leur peuple, leurs droits et leur terre — et par la suite, ayant constaté que les Européens avaient une pensée linéaire plutôt que circulaire, qu'ils aient expliqué le rapport proposé au moyen de deux lignes droites, l'une pour le grand navire et l'autre pour le canot. Il est également possible que les Anglais ou les Hollandais aient utilisé ce simple symbole comme emblème de leurs relations.

Comme les engagements pris par traités (tout comme la *Kaianerekowa*) devaient être régulièrement renouvelés et confirmés, il est pratiquement certain que plusieurs ceintures à deux rangs ont été remises aux Haudenosaunee par les Anglais. Trois ont été préservées (deux sont conservées sur le territoire de la rivière Grand et la troisième au Museum of the American Indian). Ces trois ceintures, ainsi que toutes les versions qui ont pu être perdues, présentent les mêmes principes fondamentaux:

Ce traité établit les droits égaux et la coexistence distincte et égalitaire de nos deux peuples sur cette terre, le canot de l'Indien et le navire de l'homme blanc, qui descendent la rivière de la vie en paix, dans une amitié éternelle. Les trois derniers principes ont été gravés dans la grande chaîne d'alliance en argent et les trois nous lient pour toujours, dans la paix et l'amitié. Tant que l'herbe poussera, tant que l'eau coulera des montagnes et tant que le soleil se lèvera à l'Est et se couchera à l'Ouest nous respecterons ce traité.

[...] Ceci est notre canot, celui du peuple indien, de son gouvernement et de ses traditions religieuses. Ceci est le navire de notre frère l'homme blanc, de ses traditions religieuses, de son gouvernement et de son peuple. Ensemble, côte à côte, nous descendons la rivière de la vie en paix, dans l'amitié. Comme vous le constatez, nos chemins ne se croisent jamais. Nous sommes égaux⁸⁰.

La chaîne d'alliance

Le navire à voiles qui symbolisait les Anglais sur le wampum à deux rangs est aussi un élément essentiel de la chaîne d'alliance en argent. C'est ce navire qui était rattaché à la Confédération, d'abord au moyen d'une corde tenue par des personnes, puis nouée à un arbre et ensuite à un rocher, et finalement au moyen d'une chaîne fixée au cœur de la Confédération, à Onondaga.

On dit parfois que les trois rangs de wampum qui séparent le navire à voile et le canot sur le wampum à deux rangs sont les trois rangs de la chaîne d'alliance: la Paix, le Respect et la Confiance. Tous trois gardent les embarcations côte à côte, mais à distance respectueuse.

À l'occasion du Traité de Lancaster, en 1744, Canasatego a expliqué l'histoire complète de la chaîne d'alliance. Il parlait au nom de la Confédération:

Frères,

Vous êtes venus d'un pays qui se trouve au-delà des eaux, et là votre revendication est sans doute fondée, mais ici vous devez nous permettre d'agir comme vos frères aînés, et les terres nous appartiennent et nous appartenait bien avant que vous connaissiez leur existence.

Il est vrai qu'il y a plus de 100 ans, les Hollandais sont venus dans un grand navire et ont apporté avec eux de nombreux objets dont des alènes, des couteaux, des haches et des fusils, qu'ils nous les ont donnés, et qu'ils nous ont montré comment les utiliser, et nous avons vu quelles sortes de personnes ils étaient, et nous étions si contents que nous avons attaché leur navire aux buissons de la grève; et ensuite, parce que nous les aimions de plus en plus et que les buissons nous semblaient bien fragiles, nous avons enlevé cette corde et nous l'avons attachée aux arbres; et comme les arbres pouvaient être abattus par les grands vents ou pourrir, nous, parce que nous avions de l'affection pour eux, nous avons encore détaché la corde et nous l'avons attachée à un grand rocher [l'interprète dit qu'il s'agissait du pays des Onéidas]. Et non contents de cela, pour plus de sécurité, nous avons enlevé la corde et nous l'avons attachée à une grande montagne [l'interprète dit qu'il s'agissait du pays des Onondagas], et là nous l'avons attachée très solidement, et nous avons enroulé le wampum autour d'elle, et pour que le lien soit encore plus solide, nous nous sommes mis sur le wampum et nous nous sommes assis dessus pour le défendre et pour empêcher qu'il s'abîme, et nous avons fait de notre mieux pour qu'il demeure à jamais intact. Et tout ce temps, les nouveaux venus, les Hollandais, ont reconnu notre droit sur les terres et nous ont demandé, de temps à autre, de leur céder certaines parties de notre pays, et de former une ligue et une alliance avec eux, et de devenir un seul peuple avec eux.

Ensuite les Anglais sont venus dans ce pays, et on nous a dit qu'ils se sont unis aux Hollandais. Deux ans environ après l'arrivée des Anglais, un gouverneur anglais est venu à Albany et il a découvert la grande amitié qui nous unissait aux Hollandais et il l'a approuvée sans réserve et il a voulu créer une ligue aussi forte pour être en aussi bons termes avec nous que les Hollandais, avec qui ils étaient unis, et pour devenir un seul peuple avec nous. Et ce faisant, il a regardé ce qui s'était passé entre nous et il a découvert que la corde avec laquelle nous avions attaché le navire à la grande montagne n'était protégée que par le wampum, qui pouvait se briser et pourrir et disparaître en quelques années; il nous a donc dit qu'il nous donnerait une chaîne d'argent qui serait beaucoup plus forte et qui durerait pour toujours. Cela, nous l'avons accepté, et avec la chaîne nous avons attaché le navire et la chaîne a toujours tenu depuis⁸¹.

Au nom de la Couronne britannique, sir William Johnson a décrit et renouvelé la chaîne d'alliance en conseil avec les Haudenosaunee à plusieurs occasions. Le 25 avril 1748, il s'adressait à la Confédération à Onondaga:

Frères des Cinq-Nations,

Je veux d'abord parler d'un accord qui nous lie depuis longtemps, notre première alliance. Je le fais parce que plusieurs d'entre vous semblent l'avoir oublié; cela peut paraître étrange que moi, étranger, je sois au courant de ces choses, mais je vous dis que j'ai trouvé quelques anciens écrits de nos ancêtres, des écrits que l'on croyait perdus, et dans ces vieux documents précieux je constate que notre amitié a commencé à l'arrivée du premier navire à Albany. À l'époque, vous avez été très surpris. Mais voyant ce qu'il contenait vous avez été heureux, car ces objets vous pouviez les utiliser [...] vous avez tous décidé de prendre grand soin de ce navire pour que rien ne vienne l'abîmer. Vous avez donc convenu de l'attacher solidement avec une grande corde à l'un des grands noyers de la rive. Mais en y pensant bien, au cours d'une réunion plus importante, vous avez jugé plus sûr, par crainte que le vent n'abatte cet arbre, de nouer une longue corde pour attacher le navire à Onondaga, ce qui a été fait et vous avez mis le pied sur la corde pour pouvoir sentir si quelque chose abîmait ou touchait le navire, et vous avez convenu de vous porter tous comme un seul homme pour voir ce qui se passait et quiconque aurait abîmé le navire l'aurait regretté.

Après avoir convenu de cela, vous avez présenté une offre au gouverneur pour établir un lien d'amitié avec lui et son peuple, et il en a été si heureux qu'il vous a dit qu'il trouverait une chaîne d'argent solide qui ne pourrait jamais se rompre, glisser ni rouiller, pour vous attacher vous et lui, frères, et que vos guerriers et les nôtres auraient un seul cœur, un même sang, etc., et que ce qui arriverait à l'un arriverait aussi à l'autre. Après que nos ancêtres ont conclu cet accord, ils l'ont trouvé bon et plein d'avantages pour les deux côtés. Ils ont ordonné que si jamais cette chaîne d'argent venait à se corroder le moins du monde ou risquait de glisser ou de se rompre, il faudrait immédiatement la nettoyer, l'empêcher de glisser ou de se rompre, pour quelque raison que ce soit, car alors vous et nous serions en danger de mort⁸².

Johnson a expliqué les origines de la chaîne d'alliance à nouveau le 23 juin 1755. Les représentants haudenosaunee avaient demandé des copies de leurs accords avec la Couronne. Johnson a répondu:

Regardez, frères, ces quatre grands volumes, quatre volumes de documents des Affaires indiennes, posés sur la table devant le colonel. Ce sont des dossiers des nombreux traités solennels et de diverses transactions qui ont été conclus entre vos ancêtres et vos frères les Anglais, et aussi entre nombre de ceux qui sont ici présents, vous et nous, vos frères encore vivants.

Vous savez bien que ces livres témoignent qu'il y a maintenant près de 100 ans que vos ancêtres et les nôtres se sont rencontrés. Que dès notre première rencontre nous nous sommes serré la main et nous avons trouvé que nous pouvions être utiles l'un à l'autre et avons conclu une alliance de fraternité, d'amour et d'amitié mutuelle. Nous n'étions d'abord liés que par une corde, mais

de crainte que cette corde se désintègre et se brise, nous nous sommes liés par une chaîne de fer. Et de crainte que le temps ou les accidents corrodent et détruisent cette chaîne de fer, nous avons ensuite fait une chaîne d'argent, que sa force et son éclat défendent contre la destruction. Les extrémités de cette chaîne d'argent nous avons fixées aux montagnes immuables si solidement qu'aucun ennemi mortel ne sera capable de les arracher. Tout cela, mes frères, vous le savez, c'est la vérité. Vous savez aussi que cette chaîne d'alliance, pacte d'affection et d'amitié, remplit vos ennemis et les nôtres de terreur et d'envie, car en en préservant l'éclat et la solidité, nous n'avons jamais répandu dans la colère une seule goutte du sang de l'autre jusqu'à maintenant. Vous savez bien aussi que depuis le début, nous avons pratiquement chaque année renforcé et poli cette chaîne d'alliance de façon tout à fait publique et solennelle.

Vous savez que nous sommes devenus un seul corps, un seul sang et un seul peuple, que nous avons le même Roi, notre Père commun, que vos ennemis sont les nôtres, que ceux que vous invitez dans cette alliance et à qui vous permettez de poser les mains sur cette chaîne d'alliance sont nos frères et que nous les avons toujours considérés et traités de la sorte⁸³.

La chaîne d'alliance en argent, symbole des rapports entre les Haudenosaunee et la Couronne, reprend nombre des éléments de la *Kaianerekowa*.

Même à ses débuts, elle était instrument de paix: en 1677, lors d'une conférence à laquelle participaient la colonie de New York, le Maryland, la Virginie et les représentants de quatre des Cinq-Nations de la Confédération, Garakondie (après avoir reconnu que «nous avions tué des chrétiens et des Indiens auparavant») a déclaré au nom des Haudenosaunee:

Nous remercions le gentilhomme de nous exhorter à la paix, car c'est là la préoccupation de nos esprits [...] nous désirons maintenant que tout ce qui s'est passé autrefois soit enterré et tombe dans l'oubli, et nous nous engageons maintenant de façon absolue dans une alliance de paix, au sein de laquelle nous serons liés par une chaîne. Et pour marquer notre engagement et le vôtre, nous vous donnons une ceinture de 13 rangs⁸⁴.

La structure de l'alliance permet la croissance. Tout comme les Grandes Racines blanches de l'Arbre de la Paix doivent s'étendre dans les quatre directions, des maillons peuvent être ajoutés à la chaîne d'alliance à mesure que des nations s'y joignent. Le 4 juin 1691, en conseil avec la colonie de New York à Albany, les Haudenosaunee ont instamment demandé au gouverneur de New York, principal maillon britannique de la chaîne d'alliance, de renforcer la participation des autres colonies anglaises. Ils l'ont fait en des termes qui rapprochent de l'Arbre lui-même la chaîne d'alliance, où les chefs se tiennent par le bras et forment un cercle autour de l'Arbre de la Paix:

Frère Corlaer,

Nous n'avons guère de choses à donner ni à dire, mais nous t'adressons des remerciements sincères pour le bien que tu nous fais, car nous avons toujours été membres de la chaîne d'alliance. Mais depuis quelque temps, la Nouvelle-Angleterre, la Virginie, le Maryland et les colonies adjacentes n'ont pas uni leurs bras à la chaîne; nous te prions de les convaincre de nous rendre plus forts, et de nous aider selon l'alliance passée entre nous, et même si un chien furieux devait venir et tenter de mordre la chaîne pour la briser avec ses dents, nous demeurerons fermes dans la paix comme dans la guerre et nous renouvellerons l'ancienne alliance, afin que l'arbre du bien-être puisse prospérer et que ses racines s'étendent dans tout le pays⁸⁵.

Ce lien entre l'Arbre de la Paix et la chaîne d'alliance est clair et solide. Lors d'un conseil auquel participait sir William Johnson le 23 juin 1755, on a exprimé l'espoir que l'Arbre:

soit nourri par des ruisseaux d'eau fraîche, qu'il puisse grandir jusqu'au ciel et nous protéger de tous les vents envieux; que ses branches soient larges et nombreuses pour nous abriter nous et tous nos frères, lorsque nous venons et que nous nous consultons à cet endroit, et que les enfants de nos enfants puissent bénir la main qui l'a planté⁸⁶.

En juillet 1684, quelques années après la création de la chaîne d'alliance en argent, un orateur sénéca a affirmé aux gouverneurs des colonies:

Gardons la chaîne propre et préservons-en l'éclat pour que le grand arbre ne puisse la briser s'il venait à tomber sur elle⁸⁷.

La *Kaianerekowa* dit la même chose:

Vous, notables des Cinq-Nations confédérées, tenez-vous si solidement que si un arbre tombe sur vos mains jointes vous ne serez pas séparés et votre étreinte ne sera pas affaiblie. De la sorte la force de l'union sera préservée⁸⁸.

Les Haudenosaunee n'ont pas planté d'Arbres de la Paix qu'avec les Anglais. Lorsque Otrewati, des Onondagas, s'est adressé à M. de la Barre (Onontio ou «Yonondio»), gouverneur de Québec, en 1684, il a mentionné l'arbre comme un lieu de paix et de commerce:

Écoute, Yonondio, ce que j'ai à dire au nom des Cinq-Nations. Écoute leur réponse, ouvre tes oreilles à leurs mots. Les Sénécas, les Cayugas, les Onondagas, les Onéidas et les Mohawks disent que lorsqu'ils ont enterré la hache à Cadarackui (en présence de ton prédécesseur), au milieu du Fort, ils ont planté l'Arbre de Paix au même endroit, pour qu'il soit soigneusement préservé, pour que, au lieu d'abriter des soldats, le Fort devienne un rendez-vous de marchands, pour qu'au lieu d'armes et de munitions de guerre, seulement les castors et des marchandises y parviennent.

Écoute Yonondio, pense à l'avenir, pour qu'un nombre de soldats aussi grand que celui-ci n'étouffe pas l'Arbre de la Paix planté dans un si petit fort. Ce serait très dommage, après qu'il ait si facilement pris racine, d'en arrêter la croissance et de l'empêcher de couvrir ton pays et le nôtre de ses branches⁸⁹.

L'Arbre pourrait être jeté à terre par les «grands vents» — souvent un symbole de guerre. Ce n'est en général pas un «chien» qui menace la chaîne d'alliance. La plus grave menace qui pèse sur la chaîne — comme sur la *Kaianerekowa* — est l'effusion de sang, qui détruit les racines de toute paix et ronge l'argent comme un acide:

Que ce soit notre souci commun de la garder inviolable et libre de toute rouille; rappelons-nous qu'une seule goutte de sang innocent injustement répandue peut la corroder et que si elle n'est pas rapidement et soigneusement essuyée elle rongera et dissoudra cette union⁹⁰.

Toutes les métaphores de la *Kaianerekowa* sont reprises dans les rapports établis par la chaîne d'alliance — tout comme ses valeurs. Le souci de la paix et des générations futures, la confiance en la puissance de l'unité d'esprit, du Bon Esprit, sont des éléments qui se retrouvent à chaque conseil tenu entre la Confédération et la Couronne britannique — des deux côtés du conseil.

Tout comme les nations remontant les Grandes Racines blanches de la Paix jusqu'à leur source sont invitées à profiter de la protection et de l'ombre de cet arbre sans pour autant perdre leurs gouvernements distincts, la chaîne d'alliance ne modifie en rien les affaires internes de toutes les nations qu'elle rapproche.

Les symboles d'unité utilisés dans l'ensemble de la Grande Loi reviennent dans toutes les mentions du conseil se rapportant à la chaîne d'alliance. Dans la Grande Loi, un faisceau de cinq flèches symbolise l'unité des Cinq-Nations fondatrices. La longue maison elle-même, où de nombreuses familles vivent sous un même toit, est le symbole des Haudenosaunee. En conseil, dans les discussions portant sur la chaîne d'alliance, il est souvent fait mention des câbles qui sont plus solides que les fils qui les composent.

Le 16 août 1740, en conseil, un échange entre Anglais et Haudenosaunee révèle les symboles d'unité utilisés par les deux parties et la conviction évidente des Anglais que l'alliance avec l'Angleterre n'en fait pas des sujets mais plutôt qu'elle «protège les autochtones dans leur liberté».

Frères,

[les Français] se conduisent très différemment de nous, car nous traitons toutes les nations indiennes qui sont sous la protection du Grand Roi notre Père avec bienveillance, bonté et humanité, cherchant à les protéger dans leur liberté et vous souhaitant de vous multiplier comme les étoiles dans le ciel. Nous ne voulons pas non plus décimer les nations avec qui nous avons fait alliance. Au contraire, nous les invitons à s'unir à nous [...] Unis, vous êtes comme un corde solide composée de nombreux fils plus petits, qui tressés ensemble résistent à une plus grande force que s'ils étaient séparés, car ils seraient alors facilement cassés [...]

Ils ont répondu:

Frère:

Vous nous avez également dit que vous nous compariez à une corde difficile à rompre parce qu'elle est torsadée, mais qui décomposée en ses fils distincts est facilement cassée.

Nous ne croyons pas que nous divisons cette corde dont vous parlez, mais au contraire que nous la renforçons en établissant des amitiés et des alliances avec de nombreuses nations, ce que nous ont recommandé tous les gouverneurs de New York. Tous les Indiens qui étaient autrefois nos ennemis ont maintenant conclu des pactes avec nous, presque aussi loin que le Mississippi⁹¹ [...]

Ce dernier échange illustre un autre aspect de la langue du conseil: l'art de désamorcer les questions pouvant entraîner des conflits en les présentant de façon positive. Le ton est uniforme: «Nous sommes d'accord et en outre [...]» Il ne convient pas de rejeter ce qui a été dit ou de s'y opposer ouvertement — même si le «et en outre» contredit la proposition originale. C'est un tour oratoire qui exige du talent et de la finesse — mais son but est d'éviter d'insulter l'autre.

De 1664 à 1755, il incombait aux Haudenosaunee (d'un côté) et à la colonie de New York (de l'autre) d'assurer le maintien et l'expansion de la chaîne d'alliance. En 1755, sir William Johnson a été nommé surintendant général des Affaires indiennes, et la responsabilité est passée entre les mains d'un agent de l'Empire. Le sceau personnel qu'utilisait sir William Johnson à titre de surintendant général reproduisait les navires à voiles et les canots, entre autres symboles, mais tout autour il y avait une «chaîne sans fin», formée de sept bras: six bras nus pour les Six-Nations et un septième bras sortant d'une manche, représentant Johnson lui-même. La chaîne

d'alliance ainsi disposée en cercle rappelle le cercle des *rotiianeson* qui se tiennent par la main autour de l'Arbre de Paix et le cercle de la loi et de la paix entrelacés dans le wampum du cercle.

D'autres nations autochtones pouvaient établir des chaînes avec les Anglais, mais la primauté de la Confédération dans le cadre de tels rapports était reconnue. Ainsi, en septembre 1761, les Hurons déclaraient:

Frères mohawks,
Il n'est pas en notre pouvoir de faire une chaîne d'argent, c'est vous qui avez ce pouvoir, nous vous demandons donc de la faire si solide que rien ne pourra la briser⁹² [...]

Tout comme la *Kaianerekowa* doit être régulièrement confirmée par le peuple, la chaîne d'alliance doit être maintenue.

Si vous ne renouvelez pas la chaîne d'alliance après une guerre comme c'est la coutume au sein des Cinq-Nations, etc. ou si vous n'ordonnez pas que ce soit fait de façon élégante, [...] ils se sentiront certainement offensés par nous⁹³.

Le maintien est une obligation des notables des deux gouvernements. Ainsi le gouverneur Clinton polissait la chaîne le 18 juin 1744:

Frères,
Je suis très heureux de notre entretien car je suis persuadé que nous nous rencontrons avec une sincérité égale afin de renouveler, de renforcer et de polir la chaîne d'alliance qui depuis si longtemps vous lie aux sujets de Sa Majesté le Grand Roi d'Angleterre, votre Père et mon Maître, dans une amitié et une bienveillance mutuelles qui, je l'espère, seront précieusement conservées pour toujours et se maintiendront aussi longtemps que le soleil et la lune dans le ciel. Le Grand Roi votre Père m'a expressément ordonné de faire tout mon possible pour que cette chaîne demeure brillante et forte jusqu'à la fin du monde, et je vous assure maintenant en mon nom et au nom de tous les sujets de Sa Majesté qui sont sur le continent de l'Amérique du Nord, que nous ferons tout pour la garder toujours solide et exempte de rouille et je m'attends à ce que vous fassiez de même.

A donné une ceinture⁹⁴.

Ce discours reflète plusieurs courants de pensée: la relation de «Frères» entre les Anglais d'Amérique du Nord et les Haudenosaunee, la distinction entre les sujets du Roi et les Haudenosaunee, la dualité, le fait que le conseil ait deux côtés («de notre part...»), la bienveillance paternelle du Roi, le caractère prétendument éternel de la chaîne. Chacun de ces

éléments est repris dans pratiquement tous les conseils réunissant le représentant de la Couronne et les Haudenosaunee.

Entre 1870 et les années 1890, le gouvernement du Canada a adopté des lois touchant le gouvernement interne et l'administration foncière des collectivités haudenosaunee. En 1888, les Mohawks de la baie de Quinte écrivaient au Gouverneur général:

Frère,

Nous vous rappelons la chaîne d'alliance, qui lie dans la paix et l'amitié le peuple anglais et les Six-Nations. Lorsque nos ancêtres ont adopté la chaîne d'alliance avec les Anglais, les deux parties se sont engagées à en tenir solidement les bouts dans leurs mains, à l'empêcher de se briser, à l'empêcher de se corroder et de se salir. Elles se sont engagées à être d'une même chair et d'un même sang, afin que si un ennemi menaçait de blesser une partie, l'autre se porterait immédiatement à son secours, afin qu'il existe toujours un bon chemin entre les deux.

Nous, les anciens, sommes très peiné de recevoir un document comme celui que le Conseil privé nous a envoyé, affirmant que nos vœux ne peuvent être respectés [...] cela nous inquiète beaucoup. Nous ne pouvons pas non plus nous en imaginer la raison, car nous avons toujours cohabité dans la plus stricte amitié avec le gouvernement britannique, et nos ancêtres l'ont toujours fidèlement servi et aidé dans ses guerres contre les Français et au cours de la Guerre de la révolution.

Nous ne pouvons donc que déplorer profondément la perte de nos libertés, de nos droits et de nos privilèges, ainsi que de notre liberté logique, et nous souffrons énormément de ce traitement, de ce que des lois sont ainsi adoptées qui empiètent sur notre constitution systématique et sur les droits issus de traités que nos ancêtres, dans leur grande sagesse, ont jugé bon de conclure pour former une alliance avec les Anglais. Ces traités ont été signés par le sang de nos ancêtres, dans l'intérêt des enfants de leurs enfants. Ils sont nécessaires pour préserver nos libertés et nos droits, nos privilèges et nos coutumes.

Frère!

À l'époque où les traités ont été conclus en prévision de l'avenir, les Six-Nations indiennes étaient considérées comme un peuple et avaient leur propre constitution. Par conséquent, elles étaient en mesure de conclure ces traités très importants et très valables avec les Anglais [...] Les deux parties comprenaient que chacune devait maintenir sa propre constitution, mais dans le cas qui nous occupe il semble que la chaîne d'argent soit maintenant ternie sur ces points⁹⁵ [...]

L'année suivante, les Mohawks de la baie de Quinte adressaient une autre pétition au gouvernement canadien pour protester contre son ingérence dans leurs affaires internes.

Encore une fois, la pétition était adressée au Gouverneur général, détenteur de l'extrémité britannique de la chaîne d'alliance:

Frère!

Nous nous souvenons encore que lorsque nos ancêtres se sont d'abord réunis avec vous, lorsque vous êtes arrivé sur votre navire, ils vous ont aimablement reçus, ils vous ont offert l'hospitalité et ils ont conclu une alliance avec vous. À cette époque, nos ancêtres étaient un peuple fort et nombreux, et votre peuple était peu nombreux et faible, et ils le savaient et ils ont quand même adopté avec vous la chaîne d'alliance et ils ont attaché votre navire avec cette chaîne, car ils craignaient que l'écorce ne se brise et que votre navire ne sombre [...]

Frère!

Nous sommes maintenant peu nombreux et faibles, et vous êtes maintenant un peuple fort et nombreux, et vous savez que nous avons adopté une chaîne d'alliance avec un amour fraternel et donc nous aimerions aussi recevoir l'hospitalité et faire reconnaître notre demande au sujet de nos droits légitimes auprès du gouvernement⁹⁶.

Entretien

La *Kaianerekowa* prévoit que le peuple doit se réunir régulièrement pour confirmer son engagement vis-à-vis de la loi et de la paix qu'il cherche à établir. Le même principe vaut pour les relations internationales. Une chaîne qui est tenue mollement à la main ou que l'on laisse glisser n'attache personne. Une chaîne qu'on laisse rouiller ou se ternir risque de se rompre.

Pour les Iroquois, l'alliance représentait un rapport dynamique et permanent, et si elle n'était pas constamment réaffirmée — améliorée — les amis pouvaient se transformer en ennemis au moindre désaccord [...] Les relations, par conséquent, étaient toujours réévaluées, affinées, renouvelées et maintenues sous forme rituelle. La réciprocité [...] exprimait un engagement mutuel [...] Malgré les discours, des conflits pouvaient survenir et il n'était pas rare que des alliances soient brisées, mais les documents montrent que la diplomatie iroquoise s'affairait à établir ou à renouer des rapports pacifiques⁹⁷.

Le 20 juin 1991, le secrétaire du Conseil de la Confédération sur le territoire de la rivière Grand, Josiah Hill, écrivait au secrétaire d'État aux Colonies, pour lui demander de lui accorder une entrevue cet été-là «avec vous et avec vos collègues, afin de consolider et de perpétuer les droits issus de traités qui ont été accordés il y a de nombreuses années». Dans sa lettre, il affirmait:

Il y a maintenant plus de 100 ans, une délégation des Six-Nations a eu le plaisir et le privilège de visiter l'Angleterre et de discuter avec les représentants de

l'Empire, sujet des droits issus de traités formant la «chaîne d'argent, qui ne se ternit pas», emblème des relations entre les Six-Nations et la Couronne britannique⁹⁸.

Le secrétaire d'État n'a pas répondu à cette missive. Il s'est adressé plutôt au gouverneur général du Canada:

Si votre Cabinet est d'accord, je vous serais reconnaissant d'informer le chef Hill qu'à mon avis une telle entrevue ne serait d'aucune utilité⁹⁹.

Au XX^e siècle, les dossiers révèlent que les représentants du gouvernement canadien n'avaient aucun souvenir personnel ni connaissance des traités et des promesses passés et n'étaient en rien désireux de s'en informer.

D'après certains, les Anglais et les Français des XVII^e et XVIII^e siècles ne comprenaient pas véritablement les raisons des formules et procédures des conseils haudenosaunee. Ils savaient simplement que c'était «la façon dont les choses étaient faites ici» et respectaient les coutumes du pays. Un même débat pourrait se poser dans toute religion: est-il essentiel de comprendre la théologie sous-jacente, peut-il suffire d'une foi simple et de comprendre seulement ce qu'il faut faire pendant une cérémonie? Certainement, ces sortes de personnes existent dans toute religion. Il est également certain que les représentants européens qui traitaient avec les Haudenosaunee ne comprenaient pas tous également la raison d'être des procédures — mais tous connaissaient les us et coutumes et ils étaient parfaitement au courant des formules et des mots.

La constance — la préservation soigneuse d'une loi et d'une connaissance — est une caractéristique de la Confédération et de son peuple. La même constance a guidé les relations entre les Haudenosaunee et la Couronne. C'est la grande force et peut-être la grande faiblesse des Haudenosaunee. Une force, parce qu'elle permet au peuple et à son gouvernement traditionnel de prendre position en fonction de principes clairs et d'accords bien documentés. Une faiblesse, parce que des façons de faire claires et prescrites empêchent de faire preuve d'une souplesse toute moderne.

Le rapport symbolisé par la chaîne d'alliance découle de relations directes entre la Confédération et la Couronne, relations entretenues de façon précise. Le sentier de la paix mène directement du représentant de la Couronne au gouverneur de la colonie et aux *rotiianeson*. Pendant une grande partie de la période coloniale — de 1664 à 1755 — c'était le gouverneur de

New York qui était le pivot de la chaîne du côté britannique. À partir de 1755 jusqu'en 1775, ce rôle a été assumé par le surintendant général des Affaires indiennes, sir William Johnson. De 1780 à 1790, époque troublée, c'était souvent les gouverneurs des Canada, sir Frederick Haldimand, lord Simcoe, lord Dorchester, qui ont personnellement confirmé le rapport. La guerre de 1812-1814 a également incité les représentants de la Couronne à participer à un haut niveau.

Au XIX^e siècle, les Haudenosaunee ont progressivement perdu de l'importance aux yeux de la Couronne. À mesure que la population blanche des Canada augmentait et que la menace d'une invasion américaine diminuait, la Confédération a été marginalisée. Celle-ci, reconnaissant que les intérêts des autorités coloniales locales et des gouvernements provinciaux les incitaient plus à acquérir des terres qu'à renforcer des alliances, a cherché à maintenir des rapports avec un gouvernement impérial plus distant.

Entre-temps, le gouvernement impérial a continué à déléguer des pouvoirs au Canada, d'abord aux gouvernements provinciaux, puis au gouvernement fédéral. À partir des années 1730, la vocation du département britannique des Affaires indiennes s'est modifiée. Plutôt que de veiller à ce que des alliés potentiels soient prêts à faire la guerre, le Département a cherché à «civiliser» et à assimiler les Indiens.

La politique d'assimilation, énoncée clairement pour la première fois à la fin des années 1830, a été officiellement maintenue jusqu'en 1970. Pendant toute cette période, le maintien des anciens rapports de traité et l'entretien de la chaîne d'alliance étaient contraires aux objectifs du Canada. À partir des années 1840, seuls quelques représentants du département des Affaires indiennes étaient autorisés à mener des conseils suivant la procédure haudenosaunee, et aucun fonctionnaire supérieur ne pouvait s'en mêler. À partir des années 1870, l'administration des Affaires indiennes a été confiée à un groupe d'étrangers, et cette possibilité s'est évanouie tout comme le désir d'y recourir.

PARTIE III

Les traités sont des pierres dans le cours d'eau : Ils nous situent dans le temps

Voici une collection de documents relatifs à des traités conclus entre les Haudenosaunee et d'autres nations. Il ne s'agit pas d'un dossier historique complet: il existe plus de 10 000 documents, plus de 100 000 pages.

Contrairement aux traités conclus entre le Canada et les nations autochtones dont les territoires sont à l'intérieur des frontières nationales, les relations des Haudenosaunee avec la Couronne ne sont pas fondées sur un conseil de traité unique ou une seule transaction. Elles reposent sur un continuum et utilisent des principes ou des concepts tirés eux-mêmes de la Grande Loi de la Paix.

Le respect, l'amitié, l'unité d'esprit et la paix sont consignés dans le wampum à deux rangs et dans la chaîne d'alliance en argent. L'idée que les nations peuvent avoir un même esprit sans que l'une soit dominée par l'autre est constamment réaffirmée dans ces relations. Elle est tirée de la Grande Loi de la Paix. Ce dossier historique démontre:

- Que les Haudenosaunee entretenaient des relations internationales non seulement avec les Anglais, mais aussi avec d'autres nations du monde.
- Que les Anglais et d'autres nations ont volontairement adopté les procédures du traité et du conseil des Haudenosaunee et ont compris non seulement ce qu'ils faisaient, mais aussi la raison d'être de ces procédures.
- Que les Haudenosaunee ont toujours respecté les engagements symbolisés dans le wampum à deux rangs et la chaîne d'alliance.
- Que les concepts représentent un continuum dans les relations, qu'ils sont dynamiques et souples et permettent de faire face aux turbulences de la politique, de la guerre, de la paix, des nouvelles technologies, tout en respectant des principes fondamentaux cohérents.

Introduction

Selon un mythe fort répandu, les traités indiens étaient tous plus ou moins les mêmes et suivaient fidèlement le même scénario.

Dans ce scénario, des commissaires blancs coiffés de hauts-de-forme sont assis derrière une table en bois sur laquelle est posé un grand parchemin, le document du traité, prêt à être signé. Face aux commissaires, une douzaine de chefs indiens emplumés sont assis sur des couvertures, l'air solennel. Les commissaires se présentent et annoncent qu'ils ont été envoyés par la «Grande Mère de l'autre côté des Grandes Eaux» pour arranger les choses en faveur de «ses enfants rouges». Des *Mounties* en tunique écarlate se tiennent paisiblement d'un côté, alors que de l'autre, des guerriers indiens resplendissants dans leur grande tenue de cérémonie se tiennent debout dans une attitude pleine de fierté. Les pittoresques coiffures de plumes d'aigle des chefs frissonnent dans la brise des prairies. Un vieux chef fait une noble déclaration au sujet du passé glorieux et du triste sort actuel des nations indiennes. Les chefs fument le calumet avec les commissaires, puis ils signent le traité. Au dire de certains, le rhum avait coulé à flots après le traité; à en croire d'autres, il avait déjà fait sentir ses effets avant la cérémonie de signature. Selon de nombreux récits, les Indiens se sont fait voler; d'autres insistent au contraire sur le caractère sacré et bénéfique de ces rapports. Des tribunaux canadiens ont déclaré que, bien souvent, les Indiens ne savaient pas ce qu'ils faisaient.

En l'espace d'une journée, grâce à la signature d'un seul document, les commissaires étaient parvenus à établir des rapports politiques et des rapports spirituels, sans compter qu'ils avaient réalisé une importante transaction immobilière.

C'est peut-être ce qui s'est passé pour certains des traités numérotés (ainsi appelés parce qu'ils étaient numérotés de 1 à 11) conclus entre 1876 et 1921 dans l'ouest du Canada.

Ce n'est pourtant pas ce qui s'est produit dans le cas des nombreux conseils de traité entre les représentants de la Couronne britannique et ceux des Haudenosaunee. Aucune de ces transactions n'est comparable à un des traités numérotés. Les traités de la fin du XIX^e siècle sont devenus en quelque sorte des monolithes, des murailles rocheuses qui barrent le cours de l'histoire des Indiens, alors que les traités signés par les Haudenosaunee sont plus comparables à un cours d'eau dans lequel chaque transaction est comme la pierre d'un gué ponctuant l'écoulement des eaux. L'histoire des relations entre la Couronne et les Haudenosaunee illustre

des rapports complexes mais vérifiables dans lesquels les conseils de traité officiels sont des indicateurs de santé, de progrès et de changement.

Entre 1664 et 1760, un des principaux facteurs qui ont joué dans la politique de la Couronne et des Haudenosaunee a été l'existence d'une Nouvelle-France puissante, ancrée à Québec et à Montréal, alliée à plusieurs nations algonquines elles-mêmes puissantes, qui cherchait à dominer le commerce des fourrures.

Bien que certains *rotiianeson* aient été considérés comme anglophiles et d'autres comme francophiles, la politique et la stratégie de la Confédération, au cours du siècle, sont en général inspirées par le souci de survivre, ce qui est conforme à la *Kaianerekowa*. Les Mohawks, qui étaient les plus proches des colonies britanniques, paraissaient être les plus pro-Britanniques. Les Sénécas, qui avaient absorbé une grande partie des survivants wyandots, tionantate et attiwandaronk et avaient adopté plusieurs Français, paraissaient les plus pro-Français. Quant aux Onondagas et aux Cayugas, ils avaient tendance à demeurer plus neutres.

pendant plus d'un siècle, bien qu'ils n'aient jamais réuni plus de 5 000 guerriers, ils ont réussi à maintenir l'équilibre du pouvoir sur le continent entre la France et l'Angleterre; et [...] au cours d'une longue série de négociations, ils ont prouvé qu'en conseil, ils étaient capables de tenir la dragée haute aux meilleurs diplomates dépêchés par ces deux puissances pour traiter avec eux⁹⁹.

On ne saurait sous-estimer l'importance des villages de Kahnawake, de Kanesatake, d'Akwesasne et d'Oswegatchie, considérés par les Français comme des établissements chrétiens, peuplés d'Indiens évangélisés. Les Anglais font tout leur possible pour essayer de persuader les Haudenosaunee au sud du lac Ontario de «faire revenir les membres de leur peuple». Les données historiques sont en général établies par les Anglais et par les Français, et elles nous apprennent peu de choses sur les rapports complexes qui doivent avoir existé ou sur la raison d'être de ces villages. Un certain nombre de constantes se dégagent cependant:

Pendant tout le régime français, les Haudenosaunee considéreront que les habitants de ces villages d'Indiens évangélisés font partie des leurs. L'existence de ces établissements permet la vente de produits français à d'autres collectivités haudenosaunee. En retour, les produits anglais et hollandais sont écoulés en Nouvelle-France grâce aux Haudenosaunee. Bien qu'il soit historiquement prouvé que les Indiens évangélisés effectuent des coups de main pour leurs alliés français dans l'État de New York et en Nouvelle-Angleterre, il est également établi qu'ils refusent d'attaquer les membres de leur peuple et en fait, que les Haudenosaunee, de part et d'autre de la frontière, se renseignent mutuellement sur les intentions des Français et des Anglais.

Aux yeux des Haudenosaunee, les quatre villages chrétiens sont-ils considérés comme des avant-postes de la Confédération? N'est-ce pas plutôt que leurs habitants ont emprunté le «chemin sinueux», se sont égarés et devraient être rappelés chez eux? Il n'y a pas de réponse simple. L'histoire montre qu'ils sont un peu tout cela à la fois. Certains sont *effectivement* partisans des Français; d'autres apprécient *effectivement* les cadeaux que leur font les Français, leur éducation et leur religion. Mais il y en a aussi qui n'oublient pas leurs familles et qui demeurent constamment en contact avec les habitants de leur terre ancestrale.

Une des stratégies des Français en Amérique du Nord consiste à entourer leurs colonies de villages peuplés par leurs alliés indiens. Pour attaquer les Français, leurs ennemis doivent d'abord franchir l'écran formé par ces villages. En 1755, par l'intermédiaire des Mohawks et des Onondagas, sir William Johnson avait obtenu la neutralité des «Sept nations du Canada», confédération assez lâche dont Kahnawake, Kanesatake, Akwesasne et Oswegatchie font partie. Leurs habitants doivent laisser passer les Anglais lorsque ceux-ci attaquent les Français en descendant le Saint-Laurent. C'est effectivement ce qui se produit.

Au premier conseil officiel tenu après la capitulation des Français à Montréal, un des premiers actes enregistrés entre les Haudenosaunee et les Sept-Nations du Canada sera une invitation qui leur est faite de devenir officiellement membres de la Confédération. Dans leur compte rendu de ce conseil de septembre 1760, les Anglais indiquent que cette invitation a été refusée avec politesse mais fermeté. Pendant les 40 années suivantes, les habitants de ces villages de l'Est siègeront aux côtés des Haudenosaunee aux conseils tenus avec d'autres nations (notamment, au conseil de la Vallée de l'Ohio dans les années 1790), mais ils parleront parfois en leur propre nom et présenteront des vues différentes de celles de la Confédération. S'il y avait eu suffisamment de temps pour panser les blessures et se réconcilier, la restauration de la Confédération aurait pu être plus rapide. Mais les circonstances ne s'y prêtaient guère.

Une fois les Français éliminés, les transactions foncières frauduleuses auxquelles participent des habitants des colonies anglaises se multiplient. Les Mohawks, que leur position comme nation la plus orientale des Haudenosaunee rend particulièrement vulnérables, en sont les principales victimes — les responsables de la politique anglaise sont d'ailleurs fort bien disposés à leur égard car ils sont les plus fidèles alliés des Anglais. La *Proclamation royale de 1763* met

fin à ces opérations frauduleuses [...] mais elle n'offre malheureusement aucun recours contre les errements passés.

Bien que les historiens, les avocats et les juges canadiens aient fait de la *Proclamation royale de 1763* une déclaration des droits des Indiens, exemple unique de la générosité et l'appréciation de la Couronne, elle est considérée à l'époque comme une simple étape d'un courant continu de transactions. La ligne de démarcation qu'elle établit entre les colonies et «la contrée indienne» est provisoire. De fait, sir William Johnson négocie une nouvelle ligne provisoire en 1765, et le traité de Fort Stanwix, d'une importance cruciale, crée une ligne qui doit être permanente. Celle-ci maintient l'intégrité de la plus grande partie du territoire haudenosaunee (moins une grande partie du pays mohawk), et met à part le pays de l'Ohio.

La clarté et la paix que cette ligne devait permettre d'établir ne dureront pas. Pour beaucoup d'Haudenosaunee, la Guerre de la révolution américaine est un affrontement fratricide entre leurs frères anglais, dans lequel ils ne doivent pas intervenir. Les États-Unis s'efforcent constamment d'obtenir la neutralité de la Confédération, et les Anglais tentent de rappeler aux guerriers le pacte qu'ils ont conclu avec le Roi, qui fait maintenant appel à leur aide. La neutralité parfaite de la Confédération ne dure pas. Beaucoup de Mohawks qui, géographiquement et politiquement, sont les plus proches des Anglais, se battent pour le Roi. Les Onéidas, influencés par des partisans de la cause des rebelles, ravitaillent l'armée de George Washington à Valley Forge et combattent parfois aux côtés des Américains. Les Onondagas, les Sénécas et les Cayugas essaient de demeurer neutres la plupart du temps, mais certains membres de ces nations prennent part à la guerre, et les pressions exercées sur eux ne réussissent guère à les en empêcher.

Après la guerre, le feu du conseil est brièvement éparpillé. Les Anglais avaient promis aux Mohawks et à d'autres que, si le Roi perdait la guerre, ils seraient protégés et on leur donnerait des terres équivalentes à celles qu'ils auraient perdues. Au début, cet engagement paraît devoir être respecté: le gouverneur Frederick Haldimand réserve aux Haudenosaunee toute la vallée de la rivière Grand dans le sud de l'Ontario afin qu'ils puissent s'y établir. Huit ans plus tard, les autorités locales s'arrangent cependant pour réduire ce territoire de plus d'un tiers, sous prétexte que cette concession soulève des problèmes techniques.

Entre temps, du côté américain, les États-Unis ont décidé de traiter les Haudenosaunee comme des peuples conquis. L'humiliant traité de Fort Stanwix en 1784 est suivi par le traité de

Canandaigua en 1794, qui fixe des rapports plus respectueux de leurs droits. Les spéculateurs fonciers arrivent en foule dans la région que New York revendique maintenant, et les représentants des autorités fédérales ne parviennent pas à empêcher les transgressions, les fraudes et les frictions. New York conclut alors une série de traités fonciers, fort douteux sur les plans légal et moral.

Dans les années 1790, le pays de l'Ohio est encore une «contrée indienne», accessible des deux rives des lacs, une «maison à quatre portes» où une Confédération composée de nombreuses nations autochtones a décidé de s'installer. La guerre entre ces nations et les États-Unis ressemble à celle du Vietnam, près de deux siècles plus tard. Elle est impopulaire aux États-Unis, à cause de la longueur des lignes de ravitaillement, d'une géographie peu accueillante et de l'existence d'adversaires dangereux soutenus par une superpuissance. Une fois que les nations autochtones se rendent compte que l'Angleterre les arme et les utilise sans avoir l'intention d'intervenir directement dans la guerre, elles font, l'une après l'autre, la paix avec les États-Unis. Le rêve d'un «État tampon» indien entre les États-Unis et le Canada est compromis par le Traité Jay de 1794, dans lequel les Anglais ne défendent pas avec suffisamment de vigueur les intérêts de leurs alliés.

La même Confédération, avec les mêmes sentiments d'espoir et de désespoir, est recréée à l'occasion de la guerre de 1812-1814. Une fois de plus, les Anglais font beaucoup de belles promesses, et une fois de plus, certains Haudenosaunee demeurent neutres et d'autres prennent part à la guerre d'un côté ou de l'autre. Le traité de Gand de 1815, confirmé en conseil à Burlington Heights, semble rétablir les droits antérieurs. En fait, une fois de plus, il était illusoire de croire que les Anglais protégeraient les droits des Haudenosaunee.

Dans les années 1830, l'immigration des Blancs et leur établissement dans le pays signifient que la plupart des territoires haudenosaunee connaissent des problèmes à cause des squatters, des spéculateurs fonciers et des transactions discutables et frauduleuses. Par ailleurs, la puissance militaire des Haudenosaunee s'est affaiblie au fur et à mesure que la population blanche augmentait et que les risques d'une guerre entre le Canada et les États-Unis diminuaient.

Le Canada et les États-Unis élargissent leur juridiction, en contravention des promesses faites dans des traités antérieurs. Ils l'imposent d'abord dans le domaine criminel et ils l'étendent rapidement du meurtre à des domaines plus généraux hors du territoire indien et, finalement, à toutes les affaires à l'intérieur comme à l'extérieur de ce territoire.

Au Canada, les transferts de pouvoirs des autorités impériales aux provinces se traduisent par l'adoption de lois qui permettent de dépouiller plus facilement les Haudenosaunee de leurs terres. Dans les années 1840, plus de 90 % du territoire original de la rivière Grand ont disparu. Les terres Nutfield à Akwesasne sont abandonnées. Les heurts au sujet de questions foncières entre les Mohawks et les prêtres se poursuivent à Kanesatake et à Kahnawake. Dans les années 1850, les Mille-Îles qui avaient été promises à Oswegatchie et à Akwesasne sont vendues pour une bouchée de pain, et l'argent est versé à une bande de Mississauga qui n'avaient jamais vécu sur ces îles, ni ne les avaient revendiquées. Déçues par l'État de New York ou soumises à des pressions de celui-ci, les familles haudenosaunee continuent à se déplacer vers l'Ouest; certaines parviennent au Kansas et en Oklahoma, d'autres franchissent la frontière: les Cayugas dans les années 1830, beaucoup d'Onéidas dans les années 1840. L'État de New York s'approprie également des terres iroquoises grâce à des traités qui enfreignent apparemment la constitution américaine et la *Non-Intercourse Act* fédérale.

Dans les années 1840 également, les Six-Nations sont profondément touchées par la faillite de la Grand River Navigation Company. Leurs fiduciaires ne parviennent pas à empêcher le gouvernement d'investir de plus en plus dans la société, même après qu'il se soit avéré que d'autres investissements étaient plus rentables et moins risqués, et même lorsqu'il apparaît clairement que la société va faire faillite. Tout l'argent investi est perdu. Les pertes d'argent et de terres se poursuivent sous l'administration chaotique de Samuel Peters Jarvis, de l'Indian Department. Bien que Jarvis ne puisse pas rendre compte de cet argent et que ses finances personnelles se confondent avec les fonds indiens, il n'est pas poursuivi: grâce à ses relations puissantes, il parvient à simplement démissionner. Par la suite, lorsque les Six-Nations de la rivière Grand demandent réparation, le Canada déclare qu'il ne s'agit pas d'une responsabilité locale, mais de celle de l'Empire. Aucune indemnité ne sera jamais versée.

En 1867, le Canada devient une fédération. Son gouvernement exerce ses pouvoirs sur les «Indiens et les terres réservées pour les Indiens» en adoptant la première loi sur les Indiens en 1869. En 1870, les chefs de toutes les collectivités autochtones du sud de l'Ontario et du Québec se réunissent sur le territoire des Six-Nations de la rivière Grand et rejettent la nouvelle loi, article par article, ainsi que le principe sur lequel elle repose. Les chefs nient le droit invoqué par le Canada de poursuivre les Indiens qui n'ont pas obtenu du surintendant général des Affaires indiennes un permis les autorisant à vivre sur leurs propres terres. Ils rejettent la décision du

Canada de ne plus considérer les femmes comme membres de leurs collectivités lorsqu'elles épousent des non-Indiens. Ils rejettent le droit du Canada d'adopter des lois et de les leur imposer.

Au lieu de battre en retraite, le Canada poursuit une politique d'assimilation comportant également la destruction délibérée des institutions haudenosaunee traditionnelles. À partir des années 1880, il invoque l'*Acte de l'avancement des Sauvages* pour remplacer les gouvernements traditionnels par des imitations bistrées du système électoral fédéral — que les collectivités veuillent de cette forme de gouvernement ou non. La plupart n'en veulent pas. On utilise les pensionnats et les écoles et établissements des missionnaires pour réduire la pratique des langues des Haudenosaunee et l'observation de leurs coutumes religieuses. La loi sur les Indiens rend illégales les cérémonies d'action de grâce du milieu de l'hiver et celles du maïs vert. Au début des années 1900, toute personne qui collecte de l'argent, sans la permission du surintendant général, afin de présenter des revendications au Canada risque l'emprisonnement. Tout Indien qui devient médecin, avocat ou obtient un diplôme universitaire perd automatiquement son droit de vivre dans sa communauté ou d'être considéré comme l'un de ses membres.

Pendant toute cette période, les Haudenosaunee sont demeurés fidèles à eux-mêmes sur plusieurs points cruciaux. Ils n'ont jamais renoncé à leur interprétation du wampum à deux rangs ou de la chaîne d'alliance en argent. Ils n'ont jamais renoncé à leur droit d'établir leurs propres lois pour leur peuple, en tant que nation. Ils ont toujours maintenu les liens entre leurs collectivités — des deux côtés de la frontière et des deux côtés des lacs — ils n'ont renoncé ni à leur religion ni à leur forme de gouvernement ni à leurs lois. Et ils n'ont jamais cessé de rappeler ses obligations à la Couronne.

Voici quelques-uns des traités les plus importants conclus entre les Haudenosaunee et les autres nations.

Ces exemples ont été choisis pour illustrer plusieurs points fondamentaux. Premièrement, le fait que les Haudenosaunee entretiennent des relations avec d'autres nations conformément à une procédure claire et bien établie, également suivie par ces autres nations. Deuxièmement, le fait que les relations entre les Haudenosaunee et la Couronne sont fondées sur les principes de la protection mutuelle et de l'amitié symbolisés par la chaîne d'alliance en argent. Troisièmement, le fait que ces rapports ont évolué, comme ils le font toujours, mais que les Haudenosaunee sont

toujours demeurés fidèles aux principes régissant depuis le début leurs contacts avec la Couronne.

Il ne s'agit là que de quelques-uns, seulement, des traités: le Center for the History of the American Indian à la Newberry Library de Chicago a constitué une collection de traités et de conseils iroquois qui remplissent 50 rouleaux de microfilm et représentent plus de 10 000 documents distincts.

Qu'est-ce qu'un traité?

Le mot anglais *treaty* provient du français «traiter» qui signifie «négocier». Il n'y a pas d'équivalent en mohawk; pour le rendre dans les traductions, on utilise des termes évoquant l'idée d'accord.

En droit canadien, il est important de comprendre ce qu'est un traité et ce qu'il n'est pas, car les promesses faites dans des traités sont plus contraignantes que les autres promesses faites par la Couronne. Une telle hiérarchie des engagements n'est pas contraire aux lois haudenosaunee dans lesquelles les promesses faites avec le wampum sont certainement plus sacrées et contraignantes que les déclarations faites les mains vides.

Le droit canadien utilise le terme traité dans trois contextes distincts: il décrit un accord officiel avec une nation étrangère, il est utilisé à l'article 88 de la *Loi sur les Indiens* pour décrire des ententes qui priment sur les lois provinciales d'application générale, il est aussi utilisé à l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* pour décrire les accords inscrits dans le droit constitutionnel canadien. La dernière définition de ce qu'est un «traité» et celle qui fait le plus autorité apparaît dans le jugement de la Cour suprême du Canada concernant l'affaire *R. c. Sioui* de 1990. Ces termes juridiques définissent l'optique dans laquelle les tribunaux canadiens considèrent chacune des transactions suivantes:

- Un traité indien est une entente *sui generis* qui n'est ni établie ni abrogée conformément aux règles du droit international.
- Les règles du droit international n'excluent pas le document défini comme traité au sens de l'article 88 de la *Loi sur les Indiens*. À l'époque qui nous intéresse [1760], les relations avec les tribus indiennes se situaient à mi-chemin entre celles qui existent entre États souverains et les relations que ces États ont avec leurs propres citoyens.
- Il n'y a aucune raison pour qu'une entente concernant autre chose qu'un territoire, une entente au sujet de droits politiques ou sociaux par exemple, ne puisse pas être considérée comme un traité au sens de l'article 88 de la

Loi sur les Indiens. Il n'y a pas non plus de raisons d'exclure les accords dans lesquels la Couronne peut avoir décidé d'établir, au profit d'une tribu, des droits s'étendant à un territoire autre que le territoire traditionnel de celle-ci. Je considère donc qu'une revendication territoriale n'est pas indispensable à l'existence d'un traité.

- Ce qui caractérise un traité, c'est l'intention de créer des obligations, la présence d'obligations solidaires, et un certain élément de solennité.
- Le mot traité n'est pas un terme artistique. Il décrit simplement les accords dans lesquels la «parole de l'homme blanc» est donnée et grâce auxquels celui-ci s'assure de la coopération des Indiens. Les formalités ont une importance secondaire lorsqu'il s'agit de décider de la nature d'un document contenant un accord avec les Indiens.

Les lois du Canada recherchent des traités, des événements et des conseils dans le cadre desquels des promesses spécifiques ont été faites. Les lois des Haudenosaunee visent l'établissement d'un rapport et donnent lieu à la tenue répétée de conseils au cours desquels ce rapport est amélioré et réaffirmé.

Au passage de la rivière, le Canada ne voit que les pierres du gué, les Haudenosaunee, eux, voient le flot qui s'écoule.

Le bol à une seule cuillère

Dans la Grande Loi de la Paix, il est dit:

Voilà ce qu'il sera bon pour nous de faire: nous dirons, «Nous promettons de n'avoir qu'un seul bol entre nous; dedans, il y aura une queue de castor, mais pas de couteau» [...] Nous n'aurons qu'un seul bol, ce qui signifie que nous nous partagerons également le gibier qui peuple les terrains de chasse et les champs, et la paix régnera alors entre nous tous; et il n'y aura pas de couteau près de notre bol; car s'il y en avait un, quelqu'un pourrait se couper, ce qui provoquerait une effusion de sang, et cela créerait un problème, et c'est pour cette raison qu'il ne faut pas qu'il y ait de couteau près de notre bol¹⁰⁰.

Les Seigneurs de la Confédération mangeront dans le même bol le ragoût de queues de castor. Pendant qu'ils mangeront, ils ne devront utiliser aucun ustensile coupant car s'ils le faisaient, ils pourraient se blesser mutuellement par accident et il y aurait alors effusion de sang. Il faut prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter que le sang coule¹⁰¹.

Au premier abord, cela ne ressemble pas du tout à une loi qui détermine la manière dont les terres sont utilisées. Pour en saisir l'importance, il faut tout d'abord comprendre ce que la terre et la propriété représentent pour les Haudenosaunee. Pour eux, le premier type de terre est «le

village de mon peuple», qui inclut non seulement l'aire protégée par une palissade dressée autour des longues maisons, mais également les champs défrichés aux alentours.

Sur ces terres défrichées, chaque clan a ses propres champs, débroussaillés par les hommes et cultivés par les femmes. Les bords de la clairière constituent des limites réelles — c'est l'orée des bois.

À l'orée des bois, les visiteurs attendent pour être accueillis et pour être conduits par la main jusqu'au village, après la cérémonie des condoléances. Les territoires de chasse commencent à l'orée des bois.

Chaque nation a ses propres territoires de chasse. Les premiers documents européens relatifs aux négociations avec les Haudenosaunee indiquent que ces territoires étaient souvent délimités par des arbres. Au-delà des territoires de chasse de chaque nation, il y avait les terres et les territoires de chasse d'autres nations.

La ceinture de wampum du bol à une seule cuillère est ornée en son centre d'un rond pourpre qui symbolise le bol. Elle a été conservée sur le territoire des Six-Nations de la rivière Grand par Skanawati (John Buck) jusqu'à sa mort. En 1927, Evelyn H.C. Johnson en a fait don au Musée royal de l'Ontario, bien qu'elle n'en revendiquât pas la propriété. Photographie gracieusement fournie par le Département d'ethnologie du Musée royal de l'Ontario, Toronto.

La propriété foncière, au sens où l'entendent les Européens, et le titre correspondant étaient des notions étrangères à cette conception traditionnelle du monde, ce que renforçait encore le fait que la conception du temps était différente chez les autochtones et chez les colons. On apprenait aux peuples autochtones que leur présence sur terre était passagère et faisait partie d'un continuum reliant leurs ancêtres aux «visages à venir», aux futures générations. Pour les Européens, la propriété foncière signifie que l'on inscrit le nom du propriétaire actuel dans un registre, afin de lui permettre de faire ce qu'il veut de cette terre. Alors que, chez les peuples autochtones, les terres sont communales, leur propriété est individuelle chez les Européens. Dans le contexte de liberté relative des Amériques, cette individualité s'exprime avec encore plus de vigueur qu'en Europe.

Le «bol commun de ragoût de queues de castor» signifie que les territoires de chasse — à ne pas confondre avec les terres cultivées et les clairières — représente un plat ou bol destiné à nourrir également tout le monde. En vertu de la Grande Loi, vous avez le droit de chasser sur le territoire d'une autre nation de la Confédération, si c'est pour trouver de la nourriture.

Les chefs, qui symbolisent leurs peuples, doivent partager le ragoût et n'utiliser qu'une seule cuillère en bois. Cela renforce l'idée de partage mais signifie également que l'on n'utilise pas de couteaux — aux lames coupantes — afin d'éviter tout conflit ou effusion de sang lorsque l'on chasse.

La Grande Loi offre de nombreux moyens d'empêcher ou d'éviter les effusions de sang et les conflits. L'un des plus importants est ce partage des territoires de chasse.

Cette partie de la Grande Loi de la Paix a été conservée sur une ceinture de wampum, comme beaucoup d'autres éléments cruciaux de cette loi. La ceinture est courte, étroite, simple et très ancienne. Elle porte un rond pourpre — le bol à une seule cuillère — qui se détache sur un fond blanc.

Cette entente, qui remonte aux lois des Haudenosaunee, a ensuite été appliquée à d'autres niveaux et pour d'autres nations au fur et à mesure que la Confédération étendait son influence, son rayonnement et sa portée. Pour les Haudenosaunee, le pouvoir de la Grande Loi de la Paix et le côté rationnel de ses structures et de ses règles faisaient de son acceptation par d'autres peuples un événement naturel et attendu.

La première mention européenne du bol à une seule cuillère apparaît dans les Relations des Jésuites de 1644-1645, concernant un conseil réunissant les Haudenosaunee et les Français:

Tout est dans l'ordre, disaient tous les invités; Nous mangeons tous ensemble, et nous n'avons qu'un seul bol¹⁰².

Le 7 avril 1757, Thomas Butler écrivait à sir William Johnson pour l'informer d'une rencontre entre les Haudenosaunee et les Français à Montréal. Selon son rapport, les Haudenosaunee avaient dit aux Français:

Nous ne savons pas écrire mais nous savons tous ce qui s'est passé entre nous car nous avons bonne mémoire. Après les guerres et les troubles, nous vous avons rencontrés à cet endroit où les troubles ont été enterrés et un feu a été allumé. Nous nous sommes rencontrés à cet endroit pour négocier dans la paix; tous les jours, vous créez des troubles et vous semblez avoir oublié notre ancienne entente, etc. L'Arbre semble dépérir; laissons donc ses racines s'étendre et ses feuilles pousser comme auparavant. Vous nous aviez dit: Prenez ce bol et cette viande et, avec cette cuillère, mangeons ensemble le repas de l'amitié, mais vous avez oublié et vous avez tellement divisé les Indiens qu'ils ne peuvent plus se réunir pour manger dans ce bol et ça, c'est très dur pour nous car nous avons des enfants qui ont été dispersés par vous dans tout le pays.

Les Anglais vos frères et vous-mêmes êtes responsables des troubles dans ce pays. Je dis cela pour tous les Blancs. Nous disons que les Anglais sont vos frères

car vous devez bien en avoir. Nous les Indiens, vous nous appelez des enfants et vous voulez créer la discorde entre nous mais nous autres, membres des Six-Nations, savons bien que si nous commençons à le faire, nous courrons à la ruine et nous ne nous arrêterons que lorsque nous aurons tout perdu. Nous avons donc résolu de demeurer amis des deux côtés aussi longtemps que possible et de ne pas toucher à la hache de guerre et de nous efforcer de toujours maintenir la paix entre les Blancs. Nous nous interposerons toujours pour essayer de vous séparer¹⁰³.

Après la défaite des Français en 1760, les Anglais ne tardent pas à se trouver placés dans le rôle d'arbitres éventuels des conflits concernant les territoires de chasse opposant les nations qui avaient été alliées à la France. Les Algonquins et les Nipissing accusent les Mohawks d'empiéter sur leurs territoires de chasse dans la vallée de l'Outaouais, territoire que les Algonquins et les Nipissing exploitaient jusque-là de manière progressive et délibérée. Au début, les représentants du département des Affaires indiennes répondent que la *Proclamation royale de 1763* a réservé les territoires à l'ouest de la frontière du Québec à *toutes* les nations indiennes, si bien qu'aucune nation ne peut plus revendiquer la propriété exclusive d'un territoire de chasse. Le même genre de conflit se produit lorsque les Haudenosaunee poussent leurs expéditions de chasse vers le Nord sur un territoire revendiqué par les Kahnawake. Les principes du bol à une seule cuillère commencent à se confondre avec les termes des traités ultérieurs — conclus entre les nations et collectivités autochtones, avec les Français et avec les Anglais. Ces différends ont cependant, en général, trait à la chasse ou au piégeage commercial. Le principe fondamental de la terre comme source d'alimentation pour tous n'est jamais remis en cause.

Le 30 août 1765, Daniel Claus, le surintendant général adjoint des Affaires indiennes, écrit à sir William Johnson au sujet des droits de chasse des Kahnawake et des conflits possibles avec les Mohawks, les Onéidas et les Onondagas. Claus et les Kahnawake établissent un lien entre le bol à une seule cuillère et le Traité de paix générale conclu avec les Français en 1701: Claus demande à Johnson d'intervenir:

et de rappeler à ces nations l'ancienne entente conclue devant le gouverneur français bien des années auparavant, en présence des cinq membres de la Confédération et de toutes les autres nations au Canada, — aux termes duquel lorsqu'une paix générale avait été conclue entre ces nations, le Gouverneur général leur avait dit que puisqu'ils ne formaient plus maintenant qu'un même corps et un même esprit, les bois et les territoires de chasse ne pouvaient être autre chose qu'une propriété commune, aussi accessible à une nation qu'à l'autre, comme l'est un grand bol rempli de viande pour un groupe de personnes invitées à la manger, et dont chaque invité peut se servir comme il le veut. Il espérait donc qu'il obligerait ces trois nations à respecter cette entente¹⁰⁴.

Le 4 octobre 1767, les collectivités haudenosaunee de Kahnawake et de Kanesatake rencontrent le gouverneur anglais de Québec (connu sous le titre mohawk d'Asharekowa):

Ils s'étaient réunis l'après-midi et les Cagnawagey ont ouvert la séance du conseil par l'intermédiaire d'Assarigoa en présentant leur message qui recommande de se souvenir et de renouveler l'ancienne entente selon laquelle, toutes les nations du Canada devraient avoir librement accès à tous les territoires de chasse dont il ne leur paraîtrait pas justifié de revendiquer la propriété, et que tous les Indiens devraient être libres de chasser dans les bois [lorsqu'ils le jugent approprié], ce dont leurs ancêtres, dans leur sagesse, étaient convenus afin d'empêcher l'envie et la jalousie qui, comme ils l'avaient justement prévu, créeraient des conflits et des querelles et causeraient finalement leur destruction. Et ils étaient donc d'avis que l'on devait utiliser les bois aussi librement qu'on le ferait d'un chaudron rempli de victuailles lorsqu'on est invité à un festin et qu'avec une seule cuillère et un seul couteau, tout le monde mange dans une atmosphère de bonne entente sans en vouloir à ceux qui ont meilleur appétit ou mangent plus que les autres¹⁰⁵.

Au début des années 1790, après la guerre de la révolution américaine, la Confédération indienne se réunit pour chercher des moyens de présenter un front uni afin d'éviter toute autre ingérence des États-Unis. Cette confédération — certains orateurs utilisent l'expression «les personnes de notre couleur» — regroupe la plupart des nations à l'est du Mississippi, depuis les Creek du Sud-Est jusqu'aux Ojibways des Grands Lacs et aux Sept- Nations du Canada sur le Saint-Laurent ainsi que les Sauk et les Fox dans l'Ouest.

Comme une partie des terres ancestrales des Haudenosaunee se trouve maintenant dans les limites de l'État de New York, leurs représentants sont soumis à des pressions pour qu'ils maintiennent la paix. Thayendenegea, ou Joseph Brant, présente un compte rendu de ses négociations avec les États-Unis à Philadelphie devant un conseil tenu près des rapides de la rivière Miami en mai 1793. Parlant au nom des Six-Nations, il déclare que:

Nous avons placé un wampum orné d'une lune et un bol à une seule cuillère au Conseil, ce qui signifiait que le pays était à tous.

Le capitaine Johnny des Shawnees répond à la nation de l'Ouest (car à ce conseil, comme à ceux des Haudenosaunee, il y a deux «côtés», qui présentent successivement leurs vues). Dans son compte rendu, Thayendenegea déclare:

C'est alors que les Creeks sont arrivés et, après avoir répété ce que les Six-Nations avaient dit quelques jours plus tôt au sujet du wampum à la lune et du bol à une seule cuillère, il présente quatre rangs de wampum, un calumet et du tabac qu'un guerrier des Creeks prend, après quoi, il prononce ces paroles:

FRÈRES: Je suis heureux qu'il y ait eu un conseil dans le Glaize l'automne dernier et qu'en conséquence, la Confédération soit maintenant réunie ici. Je suis venu pour renforcer l'union et bien que nos rangs soient petits, ils ont une profonde signification; notre Confédération est comme une maison à quatre portes et tout le pays indien appartient à tous. Il paraît surtout vulnérable à l'Est mais nous sommes décidés à faire tout notre possible pour qu'aucune partie n'en souffre.

Wampum à quatre rangs¹⁰⁶

Dans les années 1840, d'autres nations autochtones utilisent également le bol à une seule cuillère pour résoudre les problèmes territoriaux. En novembre 1886, les Chippewa de la Thames et les Muncey de la Thames sont en conflit à cause de territoires que les Muncey ont occupés dans le sud-ouest de l'Ontario. Le chef William Waddilove des Muncey Delawares décrit la manière dont son peuple s'est installé dans le pays à la fin des années 1700:

Depuis leur arrivée dans ce pays, nos ancêtres ont toujours entretenu de rapports amicaux avec les Ojibways, et on leur a donné à entendre que leurs droits à la terre étaient égaux à ceux des Chippewa [...] et qu'ils mangeaient dans le même bol, ce qui signifiait que les produits de la terre étaient propriété commune¹⁰⁷.

Le 23 janvier 1864, le surintendant indien de l'île Manitoulin rend compte d'une réunion des chefs de l'île. Wakegijik, un des chefs de la communauté orientale de Wikwemikong, avait déclaré:

Mes amis, nous voulons manger dans le même bol, en quelque sorte, nous ne voulons pas en briser un morceau pour le donner. Tous ceux d'entre nous qui se sont réunis au Grand Conseil ici sont d'accord pour que nous mangions dans le même bol¹⁰⁸.

En 1887, Skanawati (John Buck) est le gardien du wampum sur le territoire de la rivière Grand. David Boyle de Toronto a noté son interprétation du bol à une seule cuillère:

Le gardien du feu a raconté la première ceinture, toute blanche, avec un cercle pourpre au centre. Celui-ci représente tous les Indiens du continent. Ils ont formé une grande ligue et se sont engagés à ne faire qu'un par le cœur et par l'esprit. Le pot au centre contient un ragoût de castor, et signifie qu'il n'y aura qu'un seul plat pour tous et que ce qui est à l'un est à tous les autres¹⁰⁹.

La signification de ce traité

Le bol à une seule cuillère symbolise un des principes de la Grande Loi de la Paix qui a été accepté par les autres nations autochtones, en vertu de traités conclus avec les Haudenosaunee.

C'est un exemple des diverses manières dont un wampum est utilisé pour aider à préserver les engagements pris aux termes d'un traité et les principes de droit. Il représente la manière dont les gens considèrent les droits fonciers et les droits à la propriété et aux ressources.

Bien que le bol à une seule cuillère ait peut-être été un des premiers «traités» entre les Haudenosaunee et d'autres nations autochtones, il n'est pas unique. Ce serait une erreur de croire que des traités étaient conclus avec les nations européennes, mais qu'il n'existait rien de semblable avec les voisins. En fait, aux yeux des Haudenosaunee, *toutes* les nations se trouvaient ainsi placées sous le coup de la Loi, rassemblées dans l'Union. C'est le rôle du bol à une seule cuillère dans un certain domaine de cette loi, et celui de la chaîne d'alliance dans un autre.

Dans les années 1790, une Confédération indienne fonctionne avec son feu du conseil dans la vallée de l'Ohio; elle englobe la plupart des nations de la région des Grands Lacs et s'étend très loin dans toutes les directions. Le conseil auquel les Creeks mentionnent le bol à une seule cuillère est une des réunions de cette Confédération. Au fur et à mesure qu'augmente le nombre des Euro-Américains, les nations autochtones éprouvent le besoin de rassembler «les gens de notre couleur». La *Kaianerekowa* est à la base de ces rassemblements.

Le Kaswentha ou wampum à deux rangs

Au tout début, et au cœur même des rapports entre les Haudenosaunee et la Couronne britannique, il y a le Kaswentha, également appelé wampum à deux rangs.

Le symbole du rapport est une ceinture de wampum à neuf rangs, dont deux rangs de wampum foncé. Ces deux rangs sombres symbolisent le voilier des Anglais et le canot d'écorce des Haudenosaunee. Leur cours est parallèle car s'ils veulent demeurer de proches alliés, ils ne veulent pas gêner le cours choisi par l'autre. Les trois rangs blancs qui séparent ces deux rangs sombres représentent la paix, la confiance, le respect. Ce sont ces trois principes, dit-on, qui tiennent les deux embarcations proches l'une de l'autre, bien qu'à distance respectueuse. Ils constituent également les liens de la chaîne d'alliance.

Le chef William Jacobs du territoire de la rivière Grand explique ce rapport dans une lettre du 7 mai 1872 au surintendant général des Affaires indiennes:

Vous barrez votre voilier et nous pagayons près de vous dans notre canot. Il ne faut pas que je monte à bord de votre bateau et il ne faut pas que vous montiez dans mon canot. Dans la tempête comme par beau temps, il faut que nous demeurions côte à côte [...] lorsque le Visage-Pâle a vu mes lois, il a dit au Peau-Rouge: les lois de vos Six-Nations, établies par vos ancêtres, sont bonnes et nous garderons toujours nos lois distinctes de vos lois.

Le Visage-Pâle a dit au Peau-Rouge: je ne comprends pas comment navigue ton canot, et celui-ci lui a répondu: je ne comprends pas comment navigue ton bateau; et le Visage-Pâle a répliqué: je ne comprends pas comment ton canot d'écorce de bouleau peut le faire; si je monte à bord, il risque de se renverser et le Peau-Rouge lui a répondu: oui, si tu montes dans mon canot en écorce de bouleau, il chavirera et il a aussi dit au Visage-Pâle que ce sont là les règles et les lois que le Grand Esprit nous a données¹¹⁰ [...]

Il existe plusieurs ceintures de wampum à deux rangs qui illustrent ce concept. Il est probable que chacune d'entre elles a été donnée pour renforcer, confirmer ou repolir l'engagement original. Les principes incarnés dans le Kaswentha se retrouvent également dans des ententes écrites, ainsi que sous d'autres formes.

La preuve la plus concrète et la plus spectaculaire que les Anglais connaissaient et acceptaient le sens et l'esprit du Kaswentha nous est peut-être donnée par le sceau personnel que sir William Johnson avait conçu pour lui-même lorsqu'il était surintendant général des Affaires indiennes. Ce sceau abonde en symboles qui seraient reconnaissables pour les Haudenosaunee; les documents parvenus jusqu'à nous montrent d'ailleurs que Johnson en avait envoyé une illustration aux Onéidas. Le pourtour du sceau est formé par une chaîne sans fin, retenue par sept bras (l'un d'eux, qui dépasse d'une manche de chemise, doit représenter sir William lui-même, et les autres, les Six-Nations); dans le cercle formé par la chaîne — indiscutablement la chaîne d'alliance — il y a un pin (l'Arbre de Paix), un calumet (le calumet ordinaire ou le calumet de la paix), une maison (la maison du conseil), de même qu'un voilier et un canot, côte à côte¹¹¹.

Le premier accord écrit qui respecte les principes du wampum à deux rangs est le traité de Fort Albany conclu les 24 et 25 septembre 1664, signé par le colonel George Cartwright, commandant de la place d'Albany, et par les sachems des «Maquaes» et des «Synicks». Il prévoit:

Que si un Anglais, un Hollandais ou un Indien (sous la protection des Anglais) porte préjudice ou commet un acte de violence à l'égard de l'un ou l'autre desdits princes, ou de leurs sujets, de quelque manière que ce soit, si ceux-ci portent plainte devant le gouverneur à New York ou l'officier en chef à Albany, si le coupable peut être découvert, celui-ci sera puni et réparation sera faite aux victimes, et il en sera ainsi pour toutes les autres plantations anglaises.

Que si un Indien appartenant à un des sachems mentionnés ci-dessus porte préjudice ou commet un acte de violence à l'égard des Anglais, Hollandais ou Indiens sous la protection des Anglais, si une plainte est portée devant vous, sachems, et que le coupable est découvert, celui-ci sera puni et réparation sera faite aux sujets de Sa Majesté dans toute colonie ou autre plantation anglaise en Amérique¹¹².

Selon les termes qui régissent le wampum à deux rangs et la chaîne d'alliance, ce sont leurs nations qui ont juridiction sur les actes des individus et en sont responsables. L'existence d'une juridiction distincte pour les affaires criminelles convient aussi bien aux Anglais qu'aux Haudenosaunee. C'est un moyen de pression pour les premiers: cela signifie en effet que la Confédération toute entière devra réparer les actes de tout individu sorti du droit chemin. Pendant au moins un siècle après 1664, la loi britannique ne disposera pas des armes nécessaires pour imposer des sanctions aux criminels sur le territoire de colonisation. Pour les Haudenosaunee, c'est une extrapolation d'un des principes de la *Kayanerekowa*: tout comme le clan est responsable devant les autres clans des actes de ses membres et des préjudices causés par eux, et que la nation est responsable devant les autres nations, il en va de même au niveau international entre les Anglais et les Haudenosaunee. Une juridiction distincte sur le plan criminel, selon laquelle chaque partie est tenue de «réparer», est conforme à l'esprit et au but de la Grande Loi de la Paix, et une preuve supplémentaire que les Anglais obéissent à l'esprit de cette loi. Une juridiction distincte signifie que le territoire est sans importance: c'est l'individu, et non l'endroit où il se trouve, qui compte.

Thomas Gage écrit ces lignes à Guy Johnson, le 18 septembre 1774:
Je pense qu'il doit y avoir une erreur quelque part lorsque vous dites que les Indiens du Canada seront assujettis à l'avenir à toutes les dispositions des lois d'Angleterre. Les Indiens suivent normalement leurs propres us et coutumes pour la plupart des choses; il se peut cependant qu'on les ait informés qu'en cas de meurtre ou de vol, ils seront jugés conformément au droit anglais¹¹³.

En 1872, George Monture, un sachem du territoire de la rivière Grand:

Je me permets de demander à Votre Majesté d'intervenir en ma faveur et en faveur des membres de mon peuple qui respectent encore la religion et les coutumes de mes ancêtres afin de protéger nos droits contre les usurpations de vos sujets et de vos serviteurs qui administrent le Canada. Le droit d'exercer leur religion et d'observer les coutumes de leurs pères sans être molestés par vos sujets au Canada a été accordé à vos enfants indiens. En un mot, vos enfants devraient pouvoir continuer à utiliser leur «canot en écorce de bouleau» aux côtés des grands navires de vos sujets blancs tant que le «soleil brillera, que l'herbe poussera et que l'eau coulera»¹¹⁴.

En 1890, les chefs de la Confédération sur le territoire de la rivière Grand expliquaient au Gouverneur général:

Et nous voulons toujours demeurer libres, n'être régis que par nos propres lois et coutumes; car nous en avons. Et ceux qui sont en faveur de vos lois et coutumes, nous n'avons rien à faire avec eux car ils sont régis par elles. Mais nous ne pouvons les aider en rien, car ils ont enfreint nos règles et nos coutumes. Voici la loi que nos ancêtres ont établie pour nous.

La ceinture de wampum a deux rangs blancs parallèles qui représentent les deux gouvernements, celui des Cinq-Nations et le gouvernement britannique, et qui signifient qu'ils coexisteront sans ingérence. Pour illustrer cela, les Britanniques ont dit qu'ils demeureront sur leur navire, qui représente leur gouvernement. De leur côté, les Cinq-Nations demeureront également dans leur canot en écorce de bouleau, qui représente leur gouvernement. Les Anglais n'imposeront jamais aux Cinq-Nations des lois qui les obligerait à devenir sujets anglais¹¹⁵.

Cela signifie que ceux qui sont passés du canot des Haudenosaunee au navire à voiles — ceux qui se soumettent au droit anglais — ont «enfreint notre parole, nos règles et nos coutumes» et ne peuvent plus compter sur aucune aide.

Le Traité Nanfan de 1701

Le Traité Nanfan fait partie des démarches de la double initiative diplomatique entreprises sur deux fronts par la Confédération, assaillie de plusieurs côtés par des ennemis. Au milieu de l'année 1701, au moment même où une délégation se rend à Montréal pour conclure un traité de paix et de neutralité avec la France et les nations autochtones alliées à celle-ci, la Confédération rencontre le lieutenant-gouverneur Nanfan de New York afin de placer le «territoire de chasse au castor» sous la protection des Anglais.

Les deux traités permettent aux Haudenosaunee de vivre en paix pendant une génération. Le Traité Nanfan a été invoqué pour exclure les droits de chasse de l'application des lois ontariennes, mais la question des dispositions foncières et des mesures de protection qu'il contient n'a jamais été réglée.

À la fin des années 1600, les Haudenosaunee sont soumis à des pressions de toutes parts.

De l'Est, les Français envoient des armées prêtes à intervenir, mais aussi des invitations à se joindre à eux contre les Anglais. C'est sur les Sénécas, qui ont absorbé un grand nombre des anciens alliés wyandots des Français, que la pression est la plus forte.

Venus du Nord, les Mississaugas et d'autres Ojibways envahissent la région occupée autrefois par les Wyandots et les Attiwandaronk, et la Confédération a des difficultés à défendre le territoire. À l'Ouest, les affrontements se poursuivent également.

Les Français prétendent avoir conquis ce qui constitue aujourd'hui le sud de l'Ontario, et une grande partie du territoire ancestral des Haudenosaunee. Lorsque les Anglais les interrogent à ce sujet, le 13 février 1688, les chefs de la Confédération répondent ceci:

les Français n'ont aucun droit à faire valoir aux territoires qu'ils possèdent maintenant, qu'il s'agisse de Cadarachqui, de Mont-Royal, ou de nos autres terres en direction du territoire des Ottawas, des Dionondadas, des Twichtwis; comment peuvent-ils en effet les revendiquer, eux qui sont venus d'abord dans le pays des Maquase puis, récemment, dans celui des Sinneke, où ils ont incendié des maisons d'écorce et coupé notre maïs — si cela constitue un droit, nous pouvons alors revendiquer l'ensemble du Canada car nous avons non seulement fait de même, mais nous avons soumis des nations entières d'Indiens qui vivaient là, et nous avons si totalement démoli leurs maisons que des grands chênes poussent maintenant sur les lieux où elles avaient été construites, et pendant la guerre avec les Français nous les avons ensuite si bien refoulés, qu'ils ne pouvaient même plus sortir pour faire leurs besoins¹¹⁶.

La suite de cette déclaration de 1688 nous laisse entendre que «nous sommes les légitimes propriétaires de toutes nos terres»; ces terres ont été «données et cédées» au roi d'Angleterre, à qui l'on a demandé de ne «souffrir aucun empiètement». On a fait observer qu'il est illogique que les Haudenosaunee revendiquent à la fois la propriété de ces terres et leur cession au roi d'Angleterre. En fait, on se rend compte qu'il n'y a pas de contradiction à partir du moment où l'on considère que la loi place ces terres sous l'autorité du Roi pour qu'Il protège les droits de la Confédération. Cette déclaration reflète peut-être des rêves impérialistes du rapporteur anglais et aussi un peu de vantardise de la part des Haudenosaunee (et la dernière partie de la déclaration est peut-être une interprétation erronée des effets des installations

sanitaires). L'idée que la conquête donne droit à un territoire sous-tend cependant l'entente conclue entre les Haudenosaunee et les Anglais en 1701.

La Conférence du Traité de 1701

Le lieutenant-gouverneur John Nanfan avait succédé au comte de Bellomont comme gouverneur de New York. Au début du mois de juillet 1701, «tous les sachems des Cinq-Nations» arrivent à Albany pour un rencontrer Nanfan; ils «lui disent qu'ils sont très heureux de le voir occuper ce poste». Nanfan répond en ces termes à l'espoir exprimé par eux qu'il continuera à manifester «l'amour et l'affection que les gouverneurs précédents envoyés par le roi d'Angleterre ont éprouvés à l'égard des Cinq-Nations»:

Soyez assurés non seulement de la faveur et de la protection du Grand Roi d'Angleterre, mon Maître, dont vous aurez la preuve avant votre départ, mais aussi de mon empressement à vous servir en toute occasion.

Nanfan invite les chefs à le rencontrer le lendemain matin au palais de justice. Le compte rendu du premier jour de la conférence est daté du 12 juillet 1701. Le maire et les échevins d'Albany, Nanfan, et le colonel Peter Schuyler «du Conseil de Leurs Majestés» sont présents. (Schuyler avait accompagné à Londres les «quatre rois indiens» neuf ans plus tôt.) Robert Livingston, le secrétaire aux Affaires indiennes, dresse le procès-verbal de la réunion.

Le premier jour, Nanfan évoque plusieurs questions et indique qu'il «parlera plus longuement d'un autre sujet» une fois qu'il aura entendu leur réponse.

Il veut connaître l'objet des «activités et des négociations» menées par les deux agents français à Onondaga.

Il veut être informé des progrès des négociations entreprises par les Haudenosaunee pour établir la paix avec les «nations indiennes lointaines que les Français emploient depuis si longtemps pour tuer les vôtres».

Il dit qu'il est heureux que les Haudenosaunee aient refusé d'accepter un prêtre catholique et il leur promet que des pasteurs protestants arriveront bientôt.

Finalement, il veut savoir dans quelle mesure les Haudenosaunee ont réussi à attirer chez eux «ceux de vos frères qui vous avaient abandonnés et qui étaient passés chez les Français».

Les délégués Haudenosaunee confèrent pendant le reste de la journée, afin de décider de leur réponse. Le lendemain, selon la coutume, le conseil reprend. Les Cinq-Nations répondent à Nanfan sur les points qu'il a soulevés et dans l'ordre où il les a présentés:

Frère Corlaer,

Nous sommes heureux de vous voir à la tête de cette province. Nous devons nous considérer comme très heureux de traiter avec un monarque si gracieux qui a eu la prudence d'envoyer deux gouverneurs successifs, preuve du grand intérêt et de l'affection qu'il nous porte.

Chez les Haudenosaunee, il y a un sous-chef qui est assis derrière chaque *royaner*. On lui demande parfois de remplacer ce dernier en cas de maladie ou de difficulté. Lorsque le titre devient vacant, quand le *royaner* meurt ou est écarté, ce sous-chef ne remplace pourtant pas automatiquement celui-ci. La mère et les femmes du clan cherchent un successeur chez les hommes des familles appropriées. Les Haudenosaunee sont heureux de voir que les Britanniques ont remplacé Bellomont si rapidement. Il arrivait en effet que le gouvernement colonial soit lent à agir en attendant qu'un nouveau gouverneur soit choisi et arrive d'Angleterre.

Nous déplorons la mort de notre ancien gouverneur, le comte de Bellomont; nous espérons que son âme est aux cieux, mais nous nous réjouissons de voir qu'un homme de votre qualité lui succède.

Était-ce là, de la part du scribe anglais, une forme abrégée de condoléances? C'est possible, mais il est peu probable que des mots tels que «âme» et «cieux» soient des traductions directes de ce qui avait été dit.

Nous devons nous estimer extrêmement heureux que notre frère Corlaer soit un homme jeune et actif, habile aux choses de la guerre, et nos jeunes sont heureux de voir un gouverneur prêt à servir, capable de voyager et d'endurer la fatigue. Nous aurons tous les yeux fixés sur vous car nous connaissons quotidiennement de grandes difficultés à cause des Français du Canada.

Frère Corlaer,

Nous ne doutons pas que vous veillerez à maintenir la chaîne d'alliance avec la même fermeté que l'ancien gouverneur, lui qui est maintenant au paradis, et nous prions ardemment que vous puissiez demeurer longtemps auprès de nous, au poste que Sa Majesté a eu la bonne grâce de vous confier et que nous puissions nous rencontrer fréquemment dans cette ville, lieu où les traités avec les Cinq-Nations sont négociés. Nous reconnaissons très sincèrement la grande bonté que Sa Majesté votre grand Roi a ainsi manifestée à l'égard des Cinq-Nations. Nous nous efforcerons, par notre fidélité à la Couronne anglaise, de nous comporter d'une manière qui nous vaudra l'estime de Sa Majesté. Nous ne savons comment exprimer notre gratitude à un prince aussi gracieux et nous ne manquerons jamais

d'obéir à vos commandements, vous qui êtes Son lieutenant, et nous espérons que vous saurez également nous écouter lorsque l'occasion se présentera.

Au premier abord, ce sont là des mots de soumission et d'obéissance. On peut également les interpréter comme des remerciements et des marques de reconnaissance, suivis par des propos qui soulignent l'ouverture d'un canal de communication — un canal qui coulerait dans les deux sens, si bien que chaque partie écouterait l'autre. Vous voulez savoir ce que les agents français ont fait dans notre pays — leur principale activité a consisté à installer un prêtre chez nous pour nous enseigner la religion chrétienne, mais nous avons si souvent souffert de leur méchanceté et de leur fourberie que nous avons pratiquement fermé nos portes à ce prêtre. Les prêtres ont en effet été responsables de notre affaiblissement et de la mort de beaucoup de nos hommes; en attirant les nôtres au Canada, ils ont aussi été coupables d'un grand déchirement dans notre pays.

Cet effort pour attirer les nôtres au Canada posait un problème constant: beaucoup de Mohawks s'étaient installés dans les deux villages d'Indiens évangélisés près de Montréal, prédécesseurs de Kahnawake et de Kanesatake. Quant au fait que les prêtres aient apporté ou causé la mort, il s'agit peut-être d'une allusion aux maladies européennes qui s'étaient abattues sur le territoire des Haudenosaunee. Vous désirez aussi savoir quelles négociations privées ou quelles sombres tractations ont eu lieu avec les Français dans notre pays; nous nous sommes soigneusement renseignés auprès des membres de notre peuple et nous n'avons rien pu apprendre que les personnes que vous avez envoyées ici ne sachent déjà et que ce qu'ils ont consigné par écrit. S'ils vous ont dit autre chose, nous serions heureux que vous nous en fassiez part. Vous savez, Frère, que chaque fois que la chaîne d'alliance a été renouvelée, il a toujours été convenu qu'aucune des deux parties ne prêterait l'oreille aux racontars ni aux mensonges.

L'habileté du porte-parole haudenosaunee apparaît clairement: son discours, même dans sa version anglaise, est un chef-d'oeuvre d'ambiguïté. Il s'en tient aux contacts avec les Français «dans notre pays»; en fait, des contacts avaient déjà été établis avec les Français à *Montréal* pour préparer le traité de neutralité qui devait être conclu l'automne suivant. Il se garde cependant bien de nier qu'il y a eu des contacts avec les Français. Les Britanniques sont parfaitement au courant de certaines de ces tractations, mais ils se montrent volontairement vagues au sujet des autres. La mention de l'engagement de ne pas écouter de racontars ou de mensonges reflète la disposition

de la *Kaianerekowa*, selon laquelle les *rotiianeson* ne doivent pas écouter les oiseaux qui pépient dans les branches au-dessus de leurs têtes lorsqu'ils prennent leurs décisions. Les commérages, les rumeurs et les mensonges sont parfois appelés les chants des «mauvais oiseaux» dans le protocole des traités des deux premiers siècles de relations entre les Anglais et les Haudenosaunee. En ce qui concerne les traités que nous avons conclus avec les Dowaganae et d'autres Indiens éloignés, nous avons essayé de vous en informer en vous envoyant une grande peau sur laquelle sont peints les châteaux de ceux avec qui nous avons fait la paix; il s'agit de la peau d'élan envoyée par le capitaine Bleeker et David Schuyler sur laquelle deux châteaux rouges sont peints. Ajoutons que la paix a été conclue avec sept nations et que seules les deux plus proches sont peintes car elles sont les principales desdites Sept-Nations avec lesquelles nous avons fait la paix, à savoir, les Skighwuan, les Estjage, les Assisagh, les Karhadage, les Adgenauwe, les Karriahet et les Adirondax.

L'orateur ne précise pas — il continue à ne révéler que le minimum nécessaire dans son discours au gouverneur anglais — que la paix avait été négociée avec ces nations algonquines par l'intermédiaire du gouverneur français de Montréal, par les ancêtres des Kahnawake et des Kanesatake d'aujourd'hui, sans compter les négociations menées directement par les Haudenosaunee eux-mêmes.

Les nations mentionnées sont les Nipissing (Skighquan ou Skequaneronon, la «nation des sorciers»), les Saulteaux (Estjage ou Estiagigronon, les habitants de Sault Ste. Marie — Skiaé), les Mississaugas (Assisagh ou Assissagheronon, les Gens de l'embouchure de la rivière — version iroquoinisée du mot ojibway), les Algonquins (Adirondax — «ils mangent de l'écorce», terme mohawk pour les porcs-épics, mais peut-être aussi allusion à l'art de l'écorce mâchée). Le terme «Dewagenhaes» («ils déglutissent lorsqu'ils parlent») est utilisé à propos de nombreuses nations algonquines — c'est un rappel de la différence profonde entre les langues, puisque les langues des Haudenosaunee n'ont pas de labiales, alors que les langues algonquines en ont beaucoup. En ce qui concerne nos Indiens attirés au Canada par les Français, nous avons utilisé tous les moyens imaginables pour les faire revenir mais n'y sommes pas parvenus. Les jésuites ont une si grande influence sur eux qu'ils les empêchent de revenir dans leur propre pays, et ils sont maintenant totalement dévoués au service du gouverneur du Canada.

Dans une large mesure, c'est vrai. Les Haudenosaunee entretiennent des rapports amicaux avec les villages mohawks chrétiens, mais ils ne réussissent cependant pas à les faire revenir chez eux — car le nombre fait la force — mais on sent également que les Haudenosaunee veulent maintenir une présence et des rapports avec les Français grâce à ces villages. Le lieutenant-gouverneur a dit aux Cinq-Nations qu'il était heureux qu'ils aient fait la paix avec tant d'Indiens éloignés et qu'il espérait que celle-ci serait durable. Il désirait également savoir avec combien de nations ils étaient encore en guerre. Leur réponse a été qu'à leur connaissance, il y a six nations qui leur font la guerre, sans compter celles qu'ils ne connaissent pas.

Les préoccupations exprimées par les Anglais au sujet des guerres entre les Haudenosaunee et les nations de l'ouest des Grands Lacs sont sincères, et pas seulement parce qu'ils apprécient la paix — mais aussi parce que les vies et les ressources que les Haudenosaunee gaspillent dans leur lutte contre ces nations seraient plus utiles aux Anglais si elles étaient utilisées contre les Français.

Le lendemain, le gouverneur Nanfan répond aux déclarations des Haudenosaunee et, comme ceux-ci, il le fait dans l'ordre où elles ont été présentées:

Frères,

Je me réjouis de vous voir si heureux d'être sous la protection d'un monarque aussi glorieux et puissant que notre grand roi William, dont la sagesse et la conduite sont autant admirées en Europe qu'ici en Amérique. Bien qu'Il règne sur beaucoup de royaumes et de dominions, vous voyez qu'Il ne vous a pas oubliés et vous pourrez être assurés de Sa bienveillance et de Son aide contre tous ceux qui sont Ses ennemis et les vôtres.

Je vous remercie de vos obligeants propos et de la satisfaction exprimée par vous que le Roi m'ait choisi pour succéder à feu le comte de Bellomont au poste de gouverneur de cette province. Et si vous pouvez croire à mon affection sincère à votre égard, vous pouvez être également assurés que je ferai tout mon possible pour mériter la faveur de Sa Majesté en vous défendant et en vous soutenant pendant aussi longtemps que le Grand Roi mon maître voudra bien me conserver comme gouverneur, et j'ajouterai que je n'hésiterai pas un seul instant à exposer ma personne aux dangers et aux fatigues les plus extrêmes pour assurer la sécurité de mes Frères.

Voilà des propos rassurants: les Français avaient commencé à se tailler la réputation de faire la guerre aux côtés de leurs alliés indiens — le premier exemple en avait été donné par Samuel de Champlain lors d'une expédition contre les Mohawks en 1609 — alors que les Anglais se contentaient souvent de fournir des armes et des munitions à leurs alliés et de les laisser

combattre seuls. Que le gouverneur promette de s'exposer à des «dangers» représente peut-être la prise d'un engagement important. J'ai étudié le journal de ces deux messieurs envoyés dans votre pays lorsque les agents français étaient là. Je ne peux approuver les récentes négociations que certains d'entre vous avez menées au Canada avec son gouverneur; il est déshonorant pour les Cinq-Nations d'aller se plaindre aux Français lorsque des Indiens de l'Ouest tuent certains de vos membres; vous devriez vous défendre comme des hommes et répondre à la force par la force au lieu d'aller ramper devant ceux qui, vous le savez bien, dressent ces mêmes Indiens contre vous afin d'effacer votre nom et votre souvenir de cette terre. C'est donc pour vous aider à vous défendre vous-mêmes que le Roi vous a envoyé quelques armes et munitions de qualité, qui vont maintenant vous être remises.

La question des négociations entre les Haudenosaunee et les Français ne sera plus évoquée au cours de ce conseil. Les Anglais connaissent parfaitement l'importance des prisonniers pour les Haudenosaunee, ainsi que le rôle que les Français pourraient jouer en les libérant. Ils savent également qu'ils sont impuissants à arrêter les négociations et qu'ils peuvent tout au plus espérer convaincre les Haudenosaunee qu'ils les soutiendront militairement à l'avenir. Je m'étonne de ne pas avoir entendu parler des intentions des Français et de constater que vous ne tenez pas particulièrement à vous opposer à ce qu'ils construisent un fort à Tjugsaghrondie. Wawyachtenok est le passage principal qui conduit au territoire où vous chassez le castor. Il faut que vous vous y opposiez à tout prix. On me dit que ce sont vos terres et que vous les avez acquises à la pointe de l'épée et au prix de beaucoup de sang. Allez-vous laisser maintenant les Français s'en emparer sans avoir porté une seule coupure pour vous défendre? Si vous les laissez construire un fort à ce lieu de passage important, vous ne pourrez plus jamais chasser le castor en paix. Si vous voulez épargner l'esclavage et la prison à vos descendants, résistez: rappelez-vous comment ils vous ont pris Cadarachqui et quel fléau cela s'est avéré par vous depuis.

Teuchsaghrondie est Detroit. Les Français avaient proposé sur une ceinture de wampum de construire trois postes de traite fortifiés — Cadaraqui (l'actuel Kingston), Niagara et Detroit — mais pas à des fins militaires. En fait, le troisième étage tout entier de ce qui était censé être un poste de traite à Niagara était hérissé de canons (les Français avaient dit aux Sénécas qu'ils ne pouvaient pas monter à cet étage — c'était l'endroit où ils gardaient leur puissante médecine). Lorsque Nanfan y fait allusion, il révèle apparemment qu'il en sait plus au sujet des négociations

entre les Français et les Haudenosaunee que les révélations officielles faites par ces derniers aux Anglais ne le lui ont appris.

Le wampum du «Vieux fort français». Les carrés sur ce wampum représenteraient les trois forts que les Français avaient l'intention de construire à Niagara, Cadaraqui et Detroit. Les Haudenosaunee ont gardé la ceinture afin d'étudier la proposition. Elle est maintenant conservée sur le territoire de la rivière Grand. J'ai appris que des propositions avaient récemment été faites au Canada, et qu'elles portent entre autres sur le commerce, ce que j'ai du mal à croire, ayant la certitude qu'il y a beaucoup plus d'argent à gagner ici. Ils n'ont jamais été capables d'avoir des marchandises aussi bon marché que nous, et je crains que ce soient là des propositions trompeuses dont vous, mes Frères, serez peut-être un jour les victimes. J'espère que vous avez mûrement réfléchi à la réponse dilatoire du gouvernement du Canada à Dekanissore, alors que c'est ce gouvernement qui est responsable du sang qu'ont fait couler chez vous les Indiens éloignés et qui invoque toute sorte d'arguments spécieux parce que son agent n'est pas revenu d'Ottowawa. C'est tout ce que vous pouvez attendre de lui; si tout cela ne vous prouve pas sa fourberie, c'est que vous fermez volontairement les yeux. Il vous dit qu'il va construire un fort à Tjughsaghrondie ou Wawyachtenock pour vous fournir tout ce dont vous avez besoin lorsque vous chassez, et pour vous protéger contre les Ottawawas, mais lorsque ce fort sera construit, c'est lui qui vous contrôlera et vos castors aussi; en fait, vous ne pourrez sans doute plus jamais chasser le castor sans son autorisation. Ne vous souvenez-vous pas de l'époque lointaine où les Français souhaitaient simplement construire une hutte de forgeron à Cadarachqui pour que celui-ci y répare vos armes? Et lorsqu'ils furent autorisés à le faire, ils ont construit un fort en pierres qui est depuis devenu une prison pour les membres de votre peuple. Le gouverneur du Canada craint tant de vous voir heureux au sein de notre union et fidèles à la Couronne d'Angleterre qu'il cherche tous les moyens de rompre cette harmonie et de briser en morceaux (si c'était possible) notre chaîne d'alliance; ils essaient de vous convaincre de demeurer cois au cas où une guerre éclaterait entre nous et les Français, mais nous espérons qu'il ne sera pas nécessaire de vous dire maintenant combien il serait préjudiciable à nos Frères qui sont souvent si confiants et négligents que les Français (qui sont un ennemi subtil et vigilant) arrivent sans crier gare et vous détruisent immédiatement. Il est vrai que la paix règne en ce moment, mais rappelez-vous mes paroles: n'écoutez pas les instructions que vous donneront les Français sur la

manière de vous comporter au cas où une guerre éclaterait entre eux et nous; voilà ce que j'ai à vous dire. Il y a une chaîne d'alliance qui unit tous les sujets chrétiens de Sa Majesté sur cette terre d'Amérique ainsi que tous les Frères et je suis venu ici pour la renouveler, conformément à la coutume ancienne, afin qu'elle demeure propre et brillante de votre côté comme elle l'est et devra l'être du nôtre. Ne craignez donc rien, tout ira bien et vous ne manquerez jamais de la poudre et des armes nécessaires pour vous défendre et assurer la sécurité de vos femmes et de vos enfants qui pourront à l'occasion se retirer dans des abris où il y aura des provisions pour eux.

Le renouvellement de la chaîne d'alliance est une des premières fonctions du nouveau gouverneur de New York, successeur au titre de Corlaer. Si cette chaîne a été faite en 1664, il est intéressant de noter que 36 ans plus tard seulement, Nanfan déclare que son renouvellement doit se faire «conformément à la coutume ancienne». La coutume à laquelle il faisait peut-être allusion est effectivement très ancienne — il s'agit de la coutume haudenosaunee consistant à maintenir et à renouveler la loi elle-même, ainsi que tout engagement fondamental. J'ai appris que vous avez envoyé certains de vos sachems au Canada où l'on pense que le gouverneur du Canada s'emploiera à envoyer des prêtres papistes dans votre pays, et vous semblez craindre qu'ils l'acceptent parce qu'ils ont peur des Français; je ne doute pas que vous leur ayez donné des instructions contraires à cela car je ne peux admettre la présence d'un prêtre papiste sur nos territoires; c'est contraire à nos lois et à votre intérêt. Que je n'entende donc pas dire que l'un d'entre vous y songe; le Roi veillera à envoyer des pasteurs protestants qui vous enseigneront la véritable religion chrétienne.

La circonspection avec laquelle Nanfan s'exprime mérite d'être notée. Il ne prétend pas donner l'ordre aux Haudenosaunee de ne pas accueillir de prêtres catholiques. Au lieu de cela, il dit à ses interlocuteurs qu'il considère que ceux-ci n'y songeraient même pas. Le langage que les Haudenosaunee utilisent en conseil et sur le plan diplomatique exige cette circonspection. Le Grand Roi d'Angleterre, mon maître, est si préoccupé de votre sécurité qu'Il a eu la grâce d'accorder une somme d'argent considérable pour construire un fort en pierres sur ces lieux et à Schenectady afin de vous défendre contre les entreprises d'un ennemi. Le fort qui sera construit ici sera suffisamment grand pour accueillir toutes vos femmes et tous vos enfants lorsque vous déciderez de vous y retirer, et vous y trouverez les provisions et toutes les autres choses dont vous aurez besoin. J'aurais immédiatement commencé les travaux si l'ingénieur avait été ici, mais

dès son retour de Boston j'ai l'intention de mettre 300 à 400 hommes au travail. Et lorsque ces forts seront construits, je suis certain que cela encouragera les membres des Cinq-Nations qui sont allés vivre au Canada à revenir s'installer dans leur propre pays.

En 1664, dans le traité original conclu à Fort Albany, les Anglais avaient offert un refuge aux Haudenosaunee au cas où ceux-ci seraient vaincus par les «Indiens de la Rivière». Cette offre de refuge et de protection aux Haudenosaunee et à leurs familles dans le Traité de 1701 est un autre précurseur des promesses faites par les Anglais pendant la guerre de la révolution américaine — promesses qui devaient donner lieu à la création des territoires de la rivière Grand et de la baie de Quinte. Je suis heureux que vous ayez fait la paix avec les Sept-Nations des Indiens éloignés; essayez d'en faire de même avec les autres dès que vous le pourrez, car cela contribuera beaucoup à votre tranquillité future. Les Haudenosaunee suivent ce conseil. Un des objectifs des Anglais est que les Haudenosaunee fassent la paix avec leurs ennemis de l'Ouest de manière à leur permettre de mieux concentrer leurs efforts sur les Français. Les Haudenosaunee veulent également la paix dans l'Ouest et ils sont prêts à accepter la neutralité à l'égard des Français pour l'obtenir. Et maintenant, Frères, je vous conjure de prêter serment de fidélité et d'obéissance au Roi mon maître et à manifester une affection et une amitié inébranlables à l'égard de vos frères Ses sujets. Le meilleur témoignage de loyauté que vous puissiez donner au Roi est de chasser tous les prêtres papistes qui pourraient venir dans votre pays et d'empêcher les Français de construire des forts sur vos terres. Si vous respectez ces conditions, je peux vous assurer de la protection du Roi et de Sa paternelle sollicitude à votre égard. En témoignage de la grâce et de la faveur de Sa Majesté, je vous ai donc apporté un cadeau qu'Il m'a chargé de vous remettre: 150 fusils, 25 marmites, 16 douzaines de couteaux, 25 longue-vue, trois pièces de tissu à couverture rouge et trois pièces de tissu bleu, deux paires de molleton, des couvertures, 40 barrils de rhum, 1 000 barres de plomb, 200 sacs de poudre, 15 rouleaux de tabac, 50 haches, 50 chemises, 120 paires de bas, une grosse de pipes, cinq tonneaux de bière, 200 pains de froment. Tout cela venait s'ajouter aux fusils, gros tissu, couvertures, chemises, poudre, plomb, etc. offerts à chacun des sachems.

Le même après-midi, les délégués de la Confédération se retirent pour préparer leur réponse à Nanfan, pendant que les Mahicans (Indiens de la rivière), ont un entretien avec le gouverneur et le conseil (contrairement aux membres de la Confédération, ils appellent le gouverneur «Père Corlaer»). Les Cinq-Nations donnent leur réponse le lendemain:

Frère Corlaer,

Nous vous présentons nos condoléances pour la mort du comte de Bellomont, notre gouverneur, et nous essuyons vos larmes afin de vous conforter et nous vous présentons 10 castors pour que vous les envoyez au Roi et que vous Lui fassiez savoir que nous avons pleuré la perte de notre Frère défunt.

Tous les membres des Cinq-Nations se réjouissent de voir un homme si jeune devenir notre Frère Corlaer et succéder au gouverneur décédé, et puisque vous êtes un soldat, nous ne doutons pas que vous jouiez un rôle actif si une guerre éclatait, et nous tenons à vous assurer que notre intention de rester proche de vous et de ne jamais nous désintéresser de vous ni vous enlever notre affection. Nous vous remettons 10 castors.

Frère Corlaer,

Nous nous plaignons des Français du Canada, qui empiètent sur nos territoires et qui vont construire des forts sur nos terres sans notre consentement. Nous vous prions d'en informer le Grand Roi d'Angleterre et espérons qu'il voudra bien intervenir pour l'empêcher. Nous vous présentons 10 castors.

Nous renouvelons la chaîne d'alliance et lui rendons éclat et clarté comme l'ont fait nos ancêtres pendant bien des années, et nous attachons la chaîne d'alliance aux collines qui entourent cette ville d'Albany, car les arbres meurent et pourrissent mais la colline est immuable. Nous déplorons également que votre sang ait coulé au cours de la dernière guerre avec les Français. Nous vous présentons 10 castors.

Que la chaîne d'alliance s'étende de New York à Sinnondowanne ou au pays des Sinneke afin que tous puissent vivre sous sa protection et être à l'abri des attaques ennemies. Nous porterions le bout de la chaîne jusqu'à Tiochsaghrondie ou Wawiyachtenok si cela était en notre pouvoir, mais les Français se moqueraient de nos efforts car ils en ont déjà pris possession contre notre volonté et ont envoyé leurs gens pour y construire un fort, mais nous espérons qu'ils seront rapidement chassés.

Si les Français viennent dans notre pays et tentent de nous tromper, nous voulons que vous envoyiez des hommes pleins de sagesse et de compréhension afin de leur faire échec, car ils sont pleins de subtilité et de ruse et si vous réussissez à les convaincre, cela permettra de contrecarrer leurs desseins et d'empêcher leurs mauvaises intentions de se réaliser. Nous vous présentons 10 castors.

La structure du discours est semblable à celle de la première réponse donnée par la Confédération au discours de Nanfan, le premier jour. Les subtils ajouts et différences sont, en fait, ce qui permet d'établir un consensus — ajouts discrets à ce qui a déjà été déclaré, «et en outre... nous souhaitons... nous espérons...»

Nous souhaitons que notre secrétaire Robert Livingston soit dépêché auprès de Corachkoo le Grand Roi d'Angleterre pour l'informer de la manière dont les Français du Canada empiètent sur nos territoires en construisant un fort à Tjughsaghrondie et pour prier notre Grand Roi d'user de tous les moyens pour l'en empêcher, sans cela nous serons rendus impuissants, nous ne pourrions plus vivre.

Avec leurs forts, ils se rapprocheront de nous un peu plus chaque jour. Nous abandonnerons tous les territoires de chasse du castor que nous avons conquis par l'épée il y a 80 ans, à Corachkoo notre grand Roi et nous le prions d'accepter d'être notre protecteur et notre défenseur; nous souhaitons donc que notre secrétaire rédige un instrument que nous signerons et marquerons d'un sceau, pour qu'il puisse le porter au Roi car nous craignons que s'il ne le fait pas, il y a tant d'affaires à régler que ce document risque d'être mis de côté après sa lecture et oublié, mais si le secrétaire le lui remet lui-même, nous sommes certains que nous obtiendrons une réponse. Nous vous présentons 10 castors.

Frère Corlaer. Faites en sorte que les produits soient vendus aussi bon marché qu'auparavant. Le gouverneur du Canada attire nos gens en vendant moins cher que vous; laissez donc les castors retrouver leur prix d'autrefois et redevenir la grande mode en Angleterre; voici 10 castors que nous vous demandons d'envoyer au Roi en priant Sa Majesté d'en faire un chapeau de fourrure et nous espérons que tous ses bons et loyaux sujets suivront Son exemple et porteront à nouveau des chapeaux de castor comme c'était auparavant la mode.

Nous répétons cette offre et prions pour que des ordres soient donnés afin que les marchandises soient vendues aussi bon marché qu'auparavant; nous ajoutons que nous croyons que, puisque vous êtes le gouverneur, c'est vous qui commandez et que vous pouvez ordonner aux traiteurs de commencer, dès aujourd'hui, à vendre des produits bon marché. Voilà 10 castors.

Frère Corlaer,

Si une guerre devait éclater entre nous et les Français, nous souhaiterions que vous veniez résider ici afin d'être prêt à nous aider et à nous défendre — New York, où vous vivez, est très loin et, comme nous avons beaucoup d'estime pour vous, nous souhaiterions que vous veniez vivre plus près de nous en cas d'incidents, car vous êtes un soldat et nous aimons les soldats. Venez donc vivre ici à Albany — voilà sept castors.

En ce qui concerne les prêtres français dans notre pays, les Cinq-Nations ont toutes décidé de les expulser et de ne permettre à aucun d'entre eux de vivre avec nous. Nous voyons que vous avez ici des pasteurs et nous nous attendons à ce que vous nous en envoyez dorénavant car nous sommes prêts à ce qu'on nous enseigne la foi chrétienne et nous comptons entièrement sur vous pour cela, notre Frère. Les prêtres français ont été la ruine de notre pays et il n'y a donc aucune raison pour que nous les supportions plus longtemps. Voilà 10 castors.

Frère Corlaer,

Le gouverneur du Canada a envoyé un groupe d'hommes qui s'est secrètement infiltré dans notre pays pour y construire un fort à Tjughsaghrondie et vous souhaiteriez savoir ce que nous avons fait. Vos représentants à Onnondage peuvent vous le dire. Nous pensions que ce gouvernement serait intervenu mais nous avons constaté que vous étiez très absorbé par vos livres et vos cartes (à propos du tracé de la frontière entre les deux gouvernements). Sachez que nous ne pouvons rien faire dans ce cas, que nous n'avons pas le pouvoir nécessaire pour résister à cet ennemi chrétien; nous devons donc compter sur vous, frère Corlaer, pour que vous preniez la situation en main et que vous fassiez savoir au Grand

Roi ce qui adviendra de nous car, où pourrons-nous en effet chasser le castor si les Français du Canada s'emparent de nos territoires de chasse. Voilà neuf castors et deux loutres.

Il y a plusieurs façons d'interpréter ces déclarations. La plus simple consiste à le faire littéralement et à n'y voir que les supplications d'une nation désespérée, assiégée de tous côtés par de puissants ennemis. Il est cependant plus probable que les Haudenosaunee exagéraient leur propre faiblesse afin d'encourager les Anglais à intervenir en force pour protéger les lieux de chasse du castor. La Confédération se rendait de plus en plus compte qu'elle était utilisée par les Britanniques comme une sorte de rempart et qu'on lui fournissait des armes et des munitions mais aucun soutien véritable des armées anglaises. C'est pourquoi, elle place ses terres sous la protection des Anglais (à partir du moment où elles lui appartiendront, ils feront plus d'efforts pour les protéger) et elle invite Nanfan à venir s'installer à Albany (chose amusante, le Corlaer d'aujourd'hui, c'est-à-dire le gouverneur de New York, s'installe à Albany).

«Corachkoo» est probablement *Korah-kowa*, qui signifie «la grande personne» (ce n'est pas la même chose que *notre* grande personne). C'est ainsi que les Mohawks d'aujourd'hui appellent le roi d'Angleterre. Il est parfois nécessaire de prononcer les noms écrits dans les années 1600 et 1700 avec l'accent anglais ou français de l'époque. Les langues Haudenosaunee ont d'ailleurs évolué au cours des trois derniers siècles. Au lieu d'un wampum destiné à préserver chaque déclaration, l'orateur de la Confédération offre des fourrures de castor et de loutre. Peut-être est-ce parce que les wampums sont rares — plus tard, au même conseil, les Anglais offriront un wampum afin d'exprimer leurs condoléances à cause de la mort d'un certain nombre d'Haudenosaunee. Cela s'explique aussi peut-être par le caractère exploratoire des discussions qui ont lieu.

Ayant traité des grands problèmes, les Haudenosaunee s'attaquent ensuite aux questions mineures qui n'ont pas encore été mentionnées en conseil:

Sur la rivière Maquase à Canastagiowne, cinq petites îles nous appartiennent; elles ont une superficie de cinq à six acres et se trouvent entre Rosendael et Cornelis Tymes et nous voulons les partager également entre Jan Baptist Van Eps et Lawrence Claese, les deux interprètes, la moitié supérieure ira à Jan Baptist et la partie inférieure, à Lawrence, en remerciements de tout le mal qu'ils se donnent pour interpréter nos paroles.

Cet acte de générosité n'est pas unique. C'est ainsi que pendant les conseils de traité de l'été 1764, sir William Johnson se voit offrir des îles dans la rivière Niagara.

Frère,

Nous ne pouvons pas manquer de vous informer de la fourberie des forgerons qui prennent notre argent et au lieu de mettre des pièces d'acier dans nos trappes, ils utilisent du fer, si bien que dès que nous voulons les employer chez nous, elles se brisent; et vos marchands sont très ingrats; dès qu'ils ont nos fourrures de castor, ils nous mettent à la porte. Aimons-nous donc les uns les autres, n'acceptons pas que de telles choses puissent se passer parmi nous. Voici 10 castors.

Les fraudes entre les sujets du Roi et les Haudenosaunee se discutent dans ce genre de conseils, de nation à nation, plutôt que devant les cours de justice et selon les procédures anglaises.

Nous, Maquase, avons maintenant deux châteaux, où l'on commence à prier et à devenir chrétiens, et nous voudrions qu'on construise une grande église dans le premier et le plus proche de ces villages appelé Ochniondage, ce que le défunt Sieur de Bellomont nous avait promis, et nous voudrions qu'il soit suffisamment vaste pour nous accueillir tous, car nous n'avons qu'une petite chapelle aux murs en écorce de bouleau et il suffit de quelques personnes pour la remplir.

Les marchands ont la mauvaise habitude de nous faire crédit et lorsque les hommes meurent, de se payer en s'emparant des fourrures de castor qu'apportent leurs veuves lorsqu'elles viennent en ville acheter quelque chose. Nous vous prions de mettre fin à cette mauvaise coutume.

Après que les orateurs des Cinq-Nations eurent parlé, Son Honneur le lieutenant-gouverneur a présenté ses condoléances pour la mort du fils de Sadaganahties, celle de l'Onnondage Osneragichtie et celle de Sinnonnanuwan, un chef des Cayouge en déposant trois ceintures de wampum et en déclarant sa satisfaction de voir des hommes de qualité à leur place.

Deux jours plus tard, le 21 juillet 1701, cinq des principaux *rotiianeson* de la Confédération rencontrent Nanfan. Sadeganaktie des Onondagas est le porte-parole; Helletie Van Olinda est l'interprète. Ils avaient en effet oublié deux questions importantes: le retour des prisonniers et le projet de construction d'un fort français à Quinte, sur la rive nord du lac Ontario.

Frère Corlaer,

À des conférences publiques telles que celle-ci, il est très probable que votre mémoire ne retient pas certaines choses car il est difficile de se souvenir de tout. Lorsque le défunt Sieur de Bellomont est venu nous apporter des nouvelles de paix, on nous a dit que tous les prisonniers des deux côtés seraient remis en liberté et nous avons compris que chaque nation retrouverait les siens et que, pour cela, dès que la paix serait conclue, les deux Rois feraient tout leur possible pour hâter

l'envoi de la nouvelle en Amérique. Nous avons toujours pensé que cette paix générale aurait pour résultat de permettre aux membres de notre peuple de revenir du Canada, mais ce n'est hélas pas ce qui s'est produit. Les prêtres et le gouverneur du Canada continuent à les détenir sous prétexte qu'ils veulent en faire des chrétiens. Nous vous prions donc, Frère, de faire en sorte qu'ils puissent revenir dans cette ville et qu'une fois ici, les pasteurs leur enseignent la religion chrétienne, ce qui leur permettra enfin de revenir dans leur propre pays. Lorsque Queder (le col. Schuyler) s'est rendu au Canada, nous espérions qu'on nous les rendrait, mais les Français continuent à détenir la plupart d'entre eux. Nous croyons que notre grand Roi ne le sait pas et qu'il n'a pas été suffisamment informé de la situation car s'il l'avait été, nous sommes certains que nous saurions où nous en sommes et que si vous nous aviez dit que vous désespériez de réussir, nous aurions déployé plus d'efforts pour obtenir leur libération.

Ce discours est le précurseur d'un thème qui revient constamment chez les Haudenosaunee — les Anglais faisaient la paix avec les Français ou avec les États-Unis et oubliaient de faire le nécessaire pour leurs alliés. Dans ce cas, les Anglais n'ont pratiquement fait aucun effort pour assurer le retour des Haudenosaunee qui avaient été capturés par les Français et leurs alliés. Le fait que ces prisonniers n'aient pas été libérés est une raison importante pour les Haudenosaunee de traiter directement avec les Français ou par leur intermédiaire.

Un autre point n'a pas encore été mentionné. Les prisonniers ont probablement plus d'importance pour les Haudenosaunee que pour les Anglais, et ils peuvent sans doute moins s'en passer. Pour les premiers, il n'existe pas de niveau «acceptable» de pertes à la guerre. Les victoires se mesurent non seulement en fonction des dommages causés à l'ennemi, mais aussi du fait que le parti de guerre s'en est sorti indemne. Les guerriers haudenosaunee ne participent généralement pas aux activités militaires qui leur paraissent vaines ou excessivement dangereuses — ils sont audacieux mais pas stupides.

Frère Corlaer,

Que devons-nous faire si les Français continuent à attirer les nôtres et à empiéter sur notre territoire où ils construisent des forts tout autour de nous pour nous encercler. La paix règne actuellement et nous ne pouvons pas intervenir contre eux; il n'est d'ailleurs pas en notre pouvoir de leur résister car ils ont décimé nos populations qui se rendent toutes au Canada où, sous prétexte de religion et pour nous convertir, nous voyons bien qu'on tente de nous réduire en esclavage, car nous savons fort bien ce qu'ils ont fait à Cadarachqui et nous nous apercevons que leur étau se resserre. Ils sont sur le point de construire un fort à Keenthee, de l'autre côté du lac Cadarachqui, autre passage indispensable pour nos Indiens lorsqu'ils reviennent des territoires de chasse. Nous avons appris qu'un de nos Indiens appelé Orjadicka, qui est avec les Français du Canada depuis deux ans, leur a donné son consentement pour qu'ils construisent ce fort. Mais les Cinq-Nations ne sont au courant de rien et ne donneront pas leur assentiment car

cela permettrait aux Français de s'emparer de nos territoires; nous vous prions donc, Frère, d'écouter les propositions que nous avons faites publiquement il y a deux jours, et nous revenons vous prier de dépêcher notre secrétaire Robert Livingston auprès de Corachkoa, le Grand Roi d'Angleterre afin de lui expliquer comment les Français nous traitent. Il est déjà allé là-bas et il est au courant de toutes les affaires et nous vous prions donc de lui fournir un grand canot (ceux avec lesquels les Anglais franchissent les grandes eaux salées), qui fera force de voiles afin que nous puissions obtenir une réponse de toute urgence. N'attendez donc pas jusqu'à l'automne ou aux neiges de l'hiver ou encore jusqu'au printemps, mais envoyez-les sans tarder; nous pourrions alors espérer que cette affaire ait une heureuse conclusion.

On a demandé auxdits cinq sachems si les lettres écrites par leur secrétaire et envoyées au Roi par leur frère Corlaer le lieutenant-gouverneur ne suffiraient pas et ne donneraient pas les mêmes résultats. Ils ont répondu: quelle question est-ce cela; ne vous avons-nous pas dit dans nos propositions publiques, samedi dernier, que tous les membres des Cinq-Nations ont décidé que notre secrétaire Robert Livingston devrait se rendre auprès du Roi, et ne vous avons-nous pas alors dit quelle serait sa mission? Nous revenons maintenant pour demander qu'on le dépêche en Angleterre à bord d'un grand canot gréé de bonnes voiles pour qu'il informe Corachkoo (c'est-à-dire le Grand Roi) de notre situation, de ce que nous avons fait et de la manière dont les Français empiètent quotidiennement sur notre territoire et attirent des membres de notre peuple par de fausses promesses, et nous vous prions de nous dire quand il sera parti et quand il reviendra car nous attendons son retour pour le printemps prochain. Voici 10 castors.

Il s'agit là d'une conférence privée — d'où les mentions répétées des déclarations «publiques» faites un ou deux jours plus tôt. Nanfan n'a pas répondu directement à la requête des Haudenosaunee, et les *rotiianeson* sont revenus pour s'assurer qu'il avait bien fait ce qui lui avait été demandé. Le lieutenant-gouverneur répond en termes vagues — mais d'une façon qui amène les Haudenosaunee à penser qu'il n'a pas rejeté leurs propositions:

Le lieutenant-gouverneur leur répondit qu'il étudierait leur proposition et qu'il ferait tout son possible pour leur donner satisfaction et assurer leur tranquillité future.

L'acte sur lequel les *rotiianeson* apposent leurs sceaux est rédigé en ces termes:

À tous les Chrétiens et Indiens de cette partie du monde ainsi que de l'Europe sur l'autre rive des grandes eaux salées, auxquels les présents seront apportés — Nous les Sachems, chefs, capitaines et représentants de Cinq-Nations ou cantons d'Indiens appelés les Maquase, les Oneyde, les Onnandage et les Sinneke vivant sur le territoire du gouvernement de New York en Amérique, au nord-ouest d'Albany sur cette rive du lac Cadarachqui, présentons nos salutations —

Sachez que nos ancêtres, comme nous en avons la certitude, ont de tout temps mené une guerre féroce et sanglante contre sept nations d'Indiens appelés les Aragaritkas dont les chefs se sont appelés successivement Chohahise — Cette terre s'étend au nord-ouest et à l'ouest d'Albany depuis la rive sud-ouest du lac Cadarachqui. Elle englobe tout le territoire sauvage entre le grand lac d'Ottawawa et le lac que les autochtones appellent Saquihage et les chrétiens, le lac de Swege. Cette terre s'étend jusqu'au territoire des Twichtwich et elle est limitée sur la droite par un lieu appelé Quadoge. Sa longueur est d'environ 800 milles et sa largeur d'environ 400 milles, comprenant le pays où vivent les castors, les chevreuils, les cerfs et autres animaux ainsi que le lieu appelé Tieuchsachrondio, alias Fort de Tret ou Wawaychtenok; elle contourne ensuite le lac de Swege jusqu'à l'endroit appelé Oniadarondaquat qui est à environ 20 milles des villages des Sinneke. Lesdites Sept-Nations nos prédécesseurs ont totalement vaincu et conquis il y a 80 ans et chassé de ce pays. Pendant 60 ans ils sont demeurés les maîtres pacifiques de ces terres où ils ont chassé le castor (c'était la raison pour laquelle nous avons fait la guerre), car c'était le principal territoire de chasse dans cette partie du monde. Après avoir été pendant 60 ans les seuls maîtres et propriétaires de ces terres où nous pratiquions la chasse en paix et sans avoir à négocier avec d'autres, les Tionondade, vestige de ces Sept-Nations que nous avons chassées, sont revenus s'installer là il y a 20 ans, nous empêchant ainsi de continuer à chasser le castor. C'est avec cette nation que nous sommes depuis en guerre et nous l'aurions soumise il y a longtemps si elle n'avait pas bénéficié de l'aide et du secours des Français du Canada, et attendu que le gouverneur du Canada susmentionné a récemment envoyé des forces considérables à un endroit appelé Tjeughsaghrondie, lieu qui commande l'accès à ces terres, pour y construire un fort sans notre consentement, dans le but de s'approprier cet excellent pays où non seulement le sol est très riche mais où vivent également toutes sortes de bêtes sauvages en telles quantités qu'il n'y a aucune difficulté à les tuer, et aussi pour devenir les seuls maîtres de la chasse au sanglier, nous privant ainsi de nos moyens de subsistance et nous réduisant à un esclavage perpétuel; et attendu que nous nous sommes placés nous-mêmes et nos terres, de ce côté du lac Cadarachqui, sous l'autorité et la protection de la Couronne d'Angleterre, nous sachems, chefs, capitaines et représentants des Cinq-Nations, après avoir mûrement réfléchi aux nombreuses faveurs royales que nous a accordées le grand Monarque actuel d'Angleterre, le Roi William Trois, compte tenu aussi du fait que nous avons vécu en paix avec les habitants d'Albany, eux aussi sujets du Roi, pendant plus de 80 ans depuis l'époque où nous nous sommes liés et avons établi une chaîne d'alliance avec les premiers chrétiens venus s'installer à Albany sur cette rivière, chaîne qui a été renouvelée chaque année et gardée brillante par tous les gouverneurs successifs, et alliance à laquelle de nombreux gouvernements voisins d'Anglais et nations d'Indiens ont depuis été admis à leur demande, nous déclarons, inspirés par tous ces motifs et d'autres tout aussi valables, que nous renonçons, cédon et abandonnons librement et volontairement à tout jamais et le faisons du même coup au nom de nos héritiers et de nos successeurs, au profit de notre Seigneur et Maître le roi d'Angleterre appelé par nous Corachkoo et William Trois par les chrétiens, ainsi qu'au profit de ses héritiers et des rois et reines d'Angleterre qui seront ses successeurs, nous

renonçons, disons-nous, à tout droit de propriété dont lesdites Cinq-Nations d'Indiens appelés les Maquase, les Oneyde, les Onnondage, les Cayouge et les Sinneke jouissent actuellement ou dont jouiraient leurs héritiers et successeurs, en ce qui a trait à cette vaste contrée ou colonie appelée Canagariarchio qui s'étend depuis la rive nord-ouest du lac Cadarachqui et inclut les vastes étendues entre le grand lac d'Ottawawa et le lac appelé Cahiquage par les autochtones et lac de Swege par les chrétiens, et qui se poursuit au-delà jusqu'au territoire des Twichtwich et confine à l'ouest des Twichtwich à un lieu appelé Quadoge. Cette terre a une longueur d'environ 800 milles et une largeur de 400 milles et est le territoire des castors et de toutes sortes de bêtes à gibier et l'endroit appelé Tjeughsaghrondie, alias Fort de Tret ou Wawyachtenock s'y trouve, après quoi elle contourne le lac de Swege jusqu'au lieu appelé Oniadarundaquat qui est à environ 20 milles des maisons des Sinneke et où se trouvent également les grandes chutes d'Oakinagaro, toutes terres qui appartenaient autrefois aux Sept-Nations d'Indiens appelés les Aragaritka qui, après de loyaux combats ont été vaincus, chassés par nous ou, pour beaucoup d'entre eux, sont demeurés captifs chez nous, si bien que nous sommes devenus les véritables propriétaires de ces terres par la conquête.

Lesdites terres, telles que décrites ci-dessus, avec leur sol, leurs lacs, leurs rivières et tout ce qui appartient à cette terre ou colonie ainsi que le pouvoir d'ériger des forts et des habitations ne seront plus jamais revendiquées, avec tout ce qu'elles contiennent, par lesdites Cinq-Nations, nos héritiers ou tout autre personne ou représentant de ces nations, à condition que les héritiers et descendants des Cinq-Nations jouissent à tout jamais du droit de chasse sur ces terres, sans que rien ne s'y oppose et qu'ils puissent compter sur la protection de la Couronne d'Angleterre mais qu'ils renoncent à jamais à tout titre, intérêt ou revendication au sujet de ces terres ou de ce qui s'y trouve, lesdits sachems des Cinq-Nations d'Indiens appelés les Maquase, les Oneyde, les Onnandage, les Cayouge et les Sinneke et leurs héritiers remettent donc ces terres ou colonie, avec leurs lacs, leurs rivières, leurs habitations et tout ce qui s'attache à elles à notre Souverain Seigneur le Roi William Trois, à ses héritiers et aux Rois d'Angleterre ses successeurs afin qu'ils en fassent un usage approprié et qu'ils assurent par les présentes la défense de tous nos héritiers et de tous ceux qui revendiquent légalement leur appartenance auxdites Cinq-Nations — en témoignage de quoi nous les Sachems des Cinq-Nations susmentionnées en notre nom personnel et en celui des Cinq-Nations avons signé et apposé notre sceau sur le présent instrument et remis cet acte à l'honorable John Nanfan, lieutenant-gouverneur de notre Grand Roi dans cette province, que nous appelons Corlaer, en présence de tous les magistrats et autres habitants d'Albany en priant notre frère Corlaer de faire parvenir ce document à Corachkoo, notre auguste seigneur souverain et pour qu'il ait la grâce d'accepter ledit acte à Albany au milieu de la grand-rue, ce dix-neuvième jour de juillet, treizième année du règne de Sa Majesté, an de grâce 1701.

L'acte est signé par 20 sachems des Cinq-Nations, et par 18 «chrétiens», y compris Nanfan lui-même, les deux interprètes, le maire et les échevins d'Albany, et Robert Livingston, le secrétaire aux Affaires indiennes.

L'acte fiduciaire de 1701 est-il une forme de reddition?

La Confédération place le territoire de chasse du castor sous la protection des Anglais en 1701. Par la suite, les commentateurs ont beaucoup discuté de l'intention réelle de cette décision. Un tribunal de l'Ontario, dans l'affaire *R. c. Ireland and Jamieson*, l'a interprétée comme une renonciation au territoire — bien que l'effet de la transaction sur les terres n'ait jamais joué dans cette affaire qui avait uniquement trait aux droits de chasse.

D'autres commentateurs ultérieurs n'en étaient pas si certains. Selon Richard Haan: En 1701, pendant les conseils qui ont abouti à ce que les érudits appellent le «Grand Règlement», les ententes passées avec New York ont été adaptées à de nouvelles conditions. Soucieuses de confirmer leur souveraineté sur les Iroquois face à des revendications françaises similaires, les autorités de New York promettent la protection par l'Angleterre des terrains de chasse iroquois dans l'Ouest. Les documents officiels comportent un «acte fiduciaire» qui sous-entend la souveraineté anglaise, et les Iroquois interprètent probablement cela comme une forme d'assistance fraternelle pour défendre leurs terres, et non comme un nouveau type de relations qui cimentent l'hégémonie anglaise sur les Cinq-Nations. La méprise persiste cependant, si bien que dans les années 1720 les autorités de New York considéreront que l'acte de 1701 confère la possession du territoire à la Couronne. Entre temps, les Iroquois se plaignent du fait que New York n'a pas respecté ses promesses de les défendre dans l'Ouest. D'autant plus que le petit poste de traite établi par les Français à Niagara devient progressivement un imposant fort aux murailles de pierre¹¹⁷.

New York tient à revendiquer la propriété du territoire car elle veut pouvoir en faire autant en ce qui concerne d'autres colonies anglaises, en particulier le Massachusetts. Dans les années 1780, par exemple, New York utilise le traité de 1701 pour revendiquer la vallée de l'Ohio, ainsi que le droit de conclure des traités.

Le gouverneur William Shirley du Massachusetts donne à sir William Johnson, le 16 avril 1755, des instructions destinées à rassurer les Haudenosaunee sur les intentions des Anglais en ce qui concerne ces terres:

Vous avez pour mission d'informer les Indiens des Six-Nations, si leur état d'esprit vous paraît s'y prêter, de l'intention de Sa Majesté de reprendre aux

Français leurs terres à Niagara et sur la rivière Ohio et de protéger leurs tribus contre toutes invasions futures¹¹⁸.

Les instructions de Shirley seront reprises dans celles que le général Braddock, qui a alors le rang de colonel, donnera en 1755 à Johnson. Ces instructions tomberont aux mains des Français:

comme il semble que de temps à autre, des Français, ayant recours à la fourberie ou à la violence, ont construit des forts importants dans les limites des terres susmentionnées en contravention des ententes exprimées dans ledit contrat et traité, vous assurerez en mon nom auxdites nations que je suis venu de la part et au nom de Sa Majesté pour détruire tous lesdits forts et pour en construire d'autres qui suffiront pour protéger lesdites terres et pour leur assurer, à eux et à leurs successeurs, que l'objet et l'esprit du traité seront observés à tout jamais. À cette fin, demandez-leur de prendre la hache de guerre et de venir prendre possession de leurs propres terres¹¹⁹.

Un rapport des lords responsables du Commerce, lu en conseil à la Cour de Saint James, le 23 novembre 1761, déclare:

Il est aussi inutile qu'il serait ennuyeux d'entrer dans le détail de toutes les causes des plaintes que nos alliés indiens avaient invoquées contre nous au début des troubles en Amérique, et qui non seulement les ont poussés, quoi qu'avec réluctance, à déterrer la hache de guerre contre nous et à décimer la colonie aux frontières mais aussi ont encouragé nos ennemis à poursuivre les mesures qui nous ont entraînés dans une guerre dangereuse et aux graves conséquences et il sera donc suffisant dans le cas présent de faire observer que la cause principale du mécontentement qui a eu ces effets désastreux a été la cruauté et l'injustice avec laquelle ils avaient été traités en ce qui concerne leurs territoires de chasse, en infraction manifeste aux pactes solennels aux termes desquels ils nous avaient accordé la possession, mais non la propriété, de ces terres. Il est heureux pour nous que nous ayons très tôt pris conscience de l'injustice et de la mauvaise politique que représentait cette attitude à l'égard des Indiens. Dès qu'ont été prises des mesures indiquant l'intention de faire tout notre possible pour leur donner satisfaction, les hostilités qui avaient suscité des scènes de dévastation si horribles ont cessé, et les Six-Nations et tous ceux qui dépendent d'elles ont immédiatement cessé d'être nos ennemis les plus acharnés pour devenir nos amis les plus fidèles¹²⁰.

Sir William Johnson qui, à titre de surintendant général des Affaires indiennes, comprend l'importance et les antécédents de la transaction, écrit vers 1775:

L'acte mémorable et important par lequel les Indiens ont placé leurs terres patrimoniales et celles qu'ils ont conquises sous la protection du roi d'Angleterre, leur Père, n'est pas considéré pas eux comme une cession ou un abandon ainsi que certains semblent l'avoir supposé par ignorance ou mauvaise volonté, mais ils y

voyaient un moyen de conserver la propriété et la possession du sol pour eux-mêmes et leurs héritiers. Les Six-Nations n'ont aucune intention de renoncer à ces terres et elles sont aussi hostiles à ce que nous-mêmes ou les Français y installions des forts ou des colonies.

Ce sont là leurs territoires de chasse, auxquels ils doivent leur subsistance et celle de leurs familles et c'est pourquoi ils sont opposés à ce qu'on y crée des établissements car cela ferait fuir le gibier et détruirait leurs richesses et leurs moyens de subsistance¹²¹.

L'importance du Traité Nanfan de 1701

Le Traité Nanfan était un conseil auquel la Confédération avait avisé les autorités anglaises de New York de la menace croissante présentée par les Français, et s'était efforcé par divers moyens d'encourager les Anglais à intervenir plus activement pour mettre fin à cette menace.

Les Indiens encouragent alors Nanfan à venir s'installer lui-même à Albany, à prendre part à la guerre, à envoyer le secrétaire aux Affaires indiennes en Angleterre, à réduire le prix des marchandises anglaises et à fournir des pasteurs afin d'arrêter l'émigration des Haudenosaunee vers le territoire français.

L'acte fiduciaire que constitue le Traité Nanfan est une des premières transactions foncières entre la Couronne et les Haudenosaunee. Au premier abord, c'est un document en anglais juridique qui consacre l'abandon servile par les tribus sujettes d'un territoire à leur «auguste Seigneur souverain», en échange de la protection de leurs droits de chasse. Selon des analystes contemporains, y compris certains qui sont proches des Haudenosaunee, cet «acte» représente en fait un moyen d'obtenir la protection des terres par les Anglais, sans renoncer à leur propriété.

Que croyaient donc faire les Haudenosaunee en apposant leur sceau sur cet «acte fiduciaire»? Vendaient-ils le droit de propriété de ces terres? Accordaient-ils un droit de préemption? Les plaçaient-ils sous la protection des Anglais et de New York sans renoncer à leur possession? Il est difficile de le dire — mais il est certain que beaucoup de termes techniques anglais, de mots ayant un sens précis en droit anglais, n'avaient pas d'équivalents dans les langues haudenosaunee. Les termes employés pour décrire la souveraineté du roi d'Angleterre auraient d'ailleurs aussi causé des problèmes s'ils avaient été traduits avec exactitude.

Soixante-dix ans plus tard, une Confédération revitalisée tient absolument à empêcher les Anglais et les Français de construire des forts sur son territoire — ce qui montre bien comment

les Haudenosaunee interprètent le traité de 1701. Cette interprétation s'explique indiscutablement par le fait que les Anglais n'ont pas réussi à éliminer les forts français et ne sont pas intervenus avec beaucoup de vigueur pour soutenir les Haudenosaunee contre les Français et leurs alliés.

Le fait que Nanfan a agi avec rapidité comme le suggéraient les délégués haudenosaunee a probablement contribué à créer le climat favorable à la signature de la paix avec les Français à Montréal, l'automne suivant. Livingston n'est pas envoyé en Angleterre. Nanfan ne vient pas s'installer à Albany. Le prix des marchandises anglaises n'est pas réduit de manière sensible. Et les forts français à Niagara et à Detroit continuent à monter.

Le territoire en question n'est pas seulement constitué par les anciennes terres des Hurons — c'est le triangle formé par le sud-ouest de l'Ontario entre le lac Ontario, le lac Érié et le lac Huron, ainsi que la vallée de l'Ohio. Un des éléments les plus importants de l'acte était précisément de pousser les Anglais à détruire le fort français à Teughsaghrondio, c'est-à-dire Detroit.

Le Traité de 1701 n'empêchera pas les Ojibways, et notamment les Mississaugas, d'envahir ce qui est aujourd'hui le sud-ouest de l'Ontario. En 1784, le gouverneur Haldimand estime que la reddition des Mississauga est indispensable pour qu'il puisse accorder des terres aux Six-Nations dans ce qui est maintenant le territoire de la rivière Grand. En 1793, le lieutenant-gouverneur Simcoe, arguant du fait que la reddition des Mississauga n'est pas complète, réduit d'environ un tiers la taille des terres octroyées par Haldimand. Mais le territoire de la rivière Grand fait partie des terres auxquelles s'applique le Traité de 1701. Si le territoire a véritablement été donné à la Couronne en 1701, il n'y a aucune raison de l'acheter avant de pouvoir en faire don aux Six-Nations. Si le traité garantit effectivement la protection des terres des Haudenosaunee par la Couronne, il n'y a pas non plus de raisons de dégrever qui ce que soit d'autre.

La Grande Paix de Montréal de 1701

Il y avait près d'un siècle que la guerre durait entre les Haudenosaunee et les Français — cela remontait à l'époque où Samuel de Champlain avait accompagné une expédition guerrière composée d'Algonquins, de Montagnais et de Hurons en pays mohawk et avait fait découvrir l'usage des armes à feu aux Mohawks.

Les Hurons (Wyandots), les Neutrals (Attiwandaronks), les Tobaccos (Tionontates), les Eries et les autres nations avaient été éliminés de ce qu'est aujourd'hui le sud de l'Ontario, devenu le terrain de chasse du castor des Haudenosaunee. Tandis que ces derniers faisaient face aux pressions de nations vivant au Sud et à l'Est, des nations du Nord et de l'Ouest, venues du «Pays d'en-haut», commencèrent à envahir ce territoire de chasse et d'autres parties du territoire haudenosaunee. Pressés de tous côtés, et se rendant compte que leurs alliés anglais n'allaient pas leur apporter l'aide militaire promise, les Haudenosaunee recherchèrent la paix bilatéralement et multilatéralement avec d'autres nations.

Selon certains historiens contemporains, ce sont les Français qui ont servi d'intermédiaires dans la négociation de la «Paix de Montréal» entre les Haudenosaunee et une trentaine d'autres nations autochtones. Selon d'autres témoignages, cette paix venait couronner les efforts déployés au cours des 20 années précédentes et confirmait ou réaffirmait les alliances et les traités de paix conclus entre les Haudenosaunee et diverses autres nations.

En 1673, les Haudenosaunee, sans que les Français ni les Anglais le sachent ni ne les aident, avaient conclu un traité de commerce avec les Outaouais. Il est probable que d'autres négociations de paix se poursuivaient également plus à l'Ouest — même si, parce qu'aucun Européen n'y participait, nous ne disposons d'aucun document écrit à leur sujet.

En 1684, la Confédération avait imposé la neutralité aux Français lors d'un conseil tenu à la rivière de la Famine, lorsqu'une expédition punitive française s'était terminée de manière catastrophique pour l'armée française, victime d'une épidémie. Ce traité autorisait les Haudenosaunee à intervenir contre les Miamis et les Illinois sans que les Français s'en mêlent — ce qui amènera plusieurs nations de l'Ouest à remettre en question leur alliance avec ces derniers.

Entre 1685 et 1695, les gouverneurs Denonville et Frontenac de Québec s'efforcent de négocier une paix générale avec les Haudenosaunee et d'amener les nations alliées aux Français et aux Haudenosaunee à faire la paix.

En 1688, les négociations achoppent lorsque les Français refusent de libérer plusieurs ambassadeurs cayugas et onéidas qu'ils avaient kidnappés et déportés à Marseille l'année précédente. En représailles, la Confédération attaque les établissements français, dont Lachine, au milieu de l'année 1689.

Le gouverneur Frontenac rentre l'automne suivant et engage immédiatement des pourparlers de paix. Il a ramené plusieurs prisonniers haudenosaunee, dont Ourehare, un chef

cayuga. Bien que plusieurs délégations de ces prisonniers soient envoyées à Onondaga, les Haudenosaunee refusent d'entamer des négociations — les otages pris par les Français, en contravention des lois internationales de l'époque, demeurent un obstacle. La Confédération maintient les rapports conformes à la chaîne d'alliance avec les Anglais et, en 1693, Frontenac est invité à s'associer à une paix générale à laquelle participent les Anglais, qui doit être négociée à Albany. Il s'y refuse.

Pendant tout l'été 1694, des négociations se poursuivent à Montréal, sans succès. Les Français insistent pour que le traité de paix s'applique à toutes les nations des Grands Lacs de l'Ouest.

En 1695, la Confédération poursuit des négociations parallèles — avec les Français à Montréal et avec les nations de l'Ouest, pour s'efforcer de les faire renoncer à leur alliance commerciale et militaire avec les Français.

Les négociations de l'hiver 1696-1697 marquent le début du processus qui aboutira aux traités de 1701. Bien que les guerres opposant les Français et les Anglais en Europe se fussent terminées par la paix de Ryswick en 1697, les Européens vivant en Amérique du Nord l'ignoraient encore lorsque les Haudenosaunee avaient entrepris de négocier sérieusement une paix générale.

La Confédération était affaiblie sur le plan militaire à cause des longues années de guerre: le nombre des guerriers actifs était tombé pratiquement de moitié. Une expédition conduite par les Français attaque des villages mohawks, onéidas et onondagas en 1696; elle fait peu de victimes, mais les provisions et les cultures sur pied sont incendiées. Les Sénécas sont attaqués de l'Ouest et doivent provisoirement chercher refuge chez les Cayugas au début des années 1690.

En septembre 1700, le gouverneur Callière de Québec rencontre à Montréal des représentants de plusieurs nations — les Haudenosaunee et les Ojibways et les Hurons de Michilimackinack, entre autres — qui conviennent de tenir une conférence de paix au mois d'août suivant. Quatre chefs des Haudenosaunee acceptent de rester avec les Français (comme «otages», disent ces derniers) afin de garantir la paix. Entre temps, les Français construisent un fort à Teuchsagrondio (Detroit) qui menacera les terrains de chasse au castor¹²².

En mai 1701, Dekanissorens, un *royaner* onondaga influent, accompagné de plusieurs autres personnes, rencontre le gouverneur Callière à Montréal. La délégation exige que les Français retardent au moins la construction du fort à Detroit jusqu'à la conférence de paix de l'été. Callière essaie de lui expliquer que le fort aura une influence pacificatrice dans l'Ouest et permettra aux Haudenosaunee de s'y ravitailler. Il recommande également que les Cinq-Nations demeurent neutres en cas de guerre entre Anglais et Français.

Entre-temps, des délégués anglais rencontrent les Haudenosaunee, qui persistent à reprocher à la Couronne de ne pas vouloir défendre le territoire de la Confédération contre les Français. En fin de compte, le Grand Conseil décide de poursuivre une ou deux séries de négociations en même temps: ils essayeront d'obtenir des Français une garantie de paix et de neutralité et des Britanniques, la protection et la paix.

En juin 1701, des représentants français se rendent au feu du conseil de la Confédération à Onondaga. Ils s'arrêtent à plusieurs lieues de distance, à Gannentaha, où ils sont accueillis et invités à se reposer. Un peu plus tard, Teganissorens, accompagné de 50 ou 60 jeunes gens d'Onondaga et d'un grand nombre de femmes envoyées par les aînés pour transporter les bagages des Français [...] parcourt trois lieues pour rencontrer nos ambassadeurs auxquels il souhaite la bienvenue, conformément à la coutume, en leur présentant un wampum à trois rangs [...] Avec le premier rang, il essuie leurs larmes, avec le second, il ouvre leurs gorges, et avec le troisième, il essuie la natte souillée de sang.

Après les Trois Mots Nus, les visiteurs sont conduits à Onondaga, où on les salue d'une salve de mousquets, comme les Onondagas avaient été accueillis à Montréal au mois de septembre précédent et les Français à Onondaga en juillet 1700.

Le 21 juin 1701, plus de 200 délégués haudenosaunee (des quatre nations de l'Ouest: les Mohawks arriveront le 8 août pour ratifier l'entente) arrivent à Montréal. Dekanissorens ne fait pas partie de la délégation (ni de celle envoyée à Albany). Les porte-parole de la Confédération sont les Sénécas, Tekanouet, Aouenano et Tonatakout (orthographe française). Il y a également d'autres Haudenosaunee à Montréal, mais ils y sont venus pour y faire la traite de fourrure et non comme délégués politiques.

Les nations des Grands Lacs de l'Ouest ont également envoyé des délégations: les Wyandots (ou Hurons); les Outaouais; les Ojibways; les Potowatomis; les Sauks; les Fox; les Winnebagoes (ou Puants); les Menominees; les Miamis; les Mississaugas; les Temiskamings; les Cris; les Kaskaskias; la confédération de l'Illinois; les «gens des terres» de la rive nord du lac Supérieur; les Abénaquis et les Algonquins. Plus de 30 nations ou sous-nations des Grands Lacs et de l'Est sont représentées à cette rencontre avec les Haudenosaunee et les Français.

Mille trois cents Amérindiens, l'estimation est d'autant plus impressionnante que la population française de l'île n'était alors que de 2 600 habitants environ, celle de la ville même de Montréal n'en comptant qu'à peine 1 200. Pendant près de trois semaines, donc, Montréal devient une arène grouillante et colorée, où se croisent et s'entrechoquent les cultures, les langages, les costumes, dans un climat apparent de conciliation et de paix¹²³.

Les délégations Haudenosaunee ne se rendent pas directement à Montréal. Elles s'arrêtent au village mohawk de Kahnawake (appelé Sault-Saint-Louis par les Français), le 21 juin. C'est l'«orée des bois». La Potherie décrit comment ils construisent un petit feu de brindilles sèches et fument avec les Mohawks pendant un quart d'heure. Un porte-parole de Kahnawake leur souhaite la bienvenue:

Frères,
Nous sommes heureux de vous voir ici après être échappés de tous les périls qui sont sur les chemins: en effet, combien d'accidents pouvaient-ils vous arriver? Combien de rochers ou de rapides où vous pouviez périr, si vous n'aviez eu autant d'adresse et de constance à les surmonter que vous en avez toujours fait paraître dans les occasions périlleuses¹²⁴?

L'orateur prononce les Trois Mots Nus au cours du rituel des condoléances à l'intention des délégués, pour ouvrir leurs yeux, leurs oreilles et leurs gorges. Les délégués se rendent ensuite au village où ils sont accueillis, pour y manger et y dormir.

Le lendemain, alors que la délégation haudenosaunee se met en route pour Montréal, les Outaouais et d'autres arrivent à Kahnawake, venant de la région supérieure des Grands Lacs. On tient une danse du calumet pour promouvoir la paix. Kahnawake étant en amont de Montréal, le village fait-il office de poste de contrôle pour toutes les nations venant rendre visite aux Français?

Le lendemain, 200 canots des nations de la région supérieure des Grands Lacs quittent Kahnawake pour Montréal. Au même moment, les Sénécas arrivent, avec leur vieux *royaner*, Tekanoet, debout à l'avant de son canot, rappelant la noblesse des anciens *rotiianeson*. Les

Français qui les accueillent les prennent, lui et les autres chefs, par le bras, conformément au rituel des condoléances, et les conduisent au lieu du conseil.

Le 1^{er} août, Kondiaronk, le chef des Wyandots, tombe malade, ce qui ne l'empêche pas de parler en conseil pendant plus de deux heures. Il meurt le lendemain. Son décès jette une ombre sur la suite des négociations.

Même aujourd'hui, lorsqu'un membre d'une des familles nobles meurt, on ne peut pas tenir de conseil au cours des 10 jours qui suivent le décès. Dans les années 1700, les règles du deuil étaient encore plus strictes. En cas de mort d'un grand chef, les autres nations présentes étaient obligées de présenter leurs derniers devoirs — ce qui signifie qu'il fallait mener à bien les cérémonies qui suivaient le décès, plutôt que de s'attarder à de vulgaires questions de politique.

Après que les Français vinrent saluer le défunt, une délégation de 60 Haudenosaunee se rend à la maison de Kondiaronk. Tonatakout parle pendant plus d'un quart d'heure en faisant les cent pas, puis le *royaner* Aouenano conduit la cérémonie des condoléances.

Séchant les pleurs et ouvrant les gosiers pour y verser «une médecine douce» destinée à raviver les Hurons éplorés. L'intervenant, exhibant un collier de wampum, déclara alors aux chefs wyandots: «Le soleil est toujours éclipsé, c'est la mort de notre frère le Rat [Kondiaronk] qui en est la cause. Nous vous prions d'avoir le même esprit, les mêmes sentiments qu'il avait de ne faire dorénavant qu'un même corps, qu'une même chaudière¹²⁵ [...]

Les funérailles de Kondiaronk ont lieu le 3 août — à peine un jour après son décès. À la suite de la cérémonie, les Français reprennent immédiatement les négociations politiques liées à l'établissement du traité de paix qui est ratifié le 4 août. Callière est le premier à prendre la parole: ses propos, enregistrés dans le document du traité de paix, sont les suivants:

J'ai une extrême joie de voir ici présentement tous mes enfants assemblés, vous Hurons, Ottawas du Sable, Kiskakons, Ottawas Sinago, Nation de la Fourche, Sauteaux, Potowatomis, Sauks, Puants, Folle avoine, Renards, Mascoutins, Miamis, Illinois, Amikois, Népissingues, Algonquins, Témiscamingues, Cristinaux, Gens des terres, Kikapoux, Gens du Sault, de la Montagne, Abénaquis et vous nations iroquoises, et que m'ayant remis les uns et les autres vos intérêts entre les mains je puisse vous faire vivre tous en tranquillité, je ratifie donc aujourd'hui la paix que nous avons faite au mois d'août dernier voulant qu'il ne soit plus parlé de tous les coups faits pendant la guerre, et je me saisis de nouveau de toutes vos haches, de tous vos autres instruments de guerre, que je mets avec les miens dans une fosse si profonde que personne ne puisse les reprendre pour troubler la tranquillité que j'aurai rétablie parmi mes enfants, en vous

recommandant lorsque vous vous rencontrerez de vous traiter comme frères, et de vous accommoder ensemble pour la chasse de manière qu'il n'arrive aucune brouillerie les uns avec les autres. Et afin d'empêcher que la paix soit troublée, je répète ce que nous avons déjà dit dans le traité que nous avons conclu, que s'il advient que l'un de mes enfants frappe un autre, celui qui aura été frappé ne se vengera pas, et personne d'autre ne le fera en son nom, mais il viendra au contraire me trouver de manière à ce que je puisse lui faire entendre raison, et si le coupable refuse de donner satisfaction, je l'y contraindrai avec mes autres alliés au nom de la partie offensée, mais je ne pense pas que cela arrivera jamais, à cause de l'obéissance que mes enfants me doivent.

Pour que mes enfants se souviennent de ce que nous faisons ici maintenant, et ne l'oublient jamais, j'attache mes paroles aux colliers que je vais donner à chacune de vos nations afin que les anciens les fassent exécuter par leurs jeunes gens; je vous invite tous à fumer dans ce calumet de paix où je commence le premier, et à manger de la viande et du bouillon que je vous fais préparer pour que j'aie comme un bon père la satisfaction de voir tous mes enfants réunis.

Je garderai la pipe qui m'a été donnée par des Miami afin que nous puissions la fumer lorsque vous viendrez me voir¹²⁶.

Les 31 ceintures de wampum avaient accrochées à une barre à l'entrée du lieu de réunion qui était entouré d'un berceau de verdure formé par des arbres et des branches. Quelque 4 000 personnes sont présentes.

Après le gouverneur Callière, un orateur parle au nom des nations alliées aux Français. Les vêtements de cérémonie de certains d'entre eux amusent beaucoup ces derniers. Le chef des Fox, par exemple, provoque l'hilarité générale lorsqu'il s'incline bien bas devant Callière en ôtant sa perruque poudrée hirsute. Dans bien des cas, le discours s'accompagne de la restitution de prisonniers iroquois. Le document écrit reproduit les paroles du chef des Kiskakon Ottawas:

Je ne voulais pas oublier ce que je savais que vous me demanderiez, les prisonniers iroquois; en voici quatre; vous pouvez en faire ce que bon vous semblera; c'est avec ce wampum que je vous les livre et voici un calumet que je remets aux Iroquois pour que nous le fumions ensemble lorsque nous nous rencontrerons; je me réjouis que la terre n'ait pas été bouleversée et je souscris avec joie à ce que vous avez fait.

Les Sénécas parlent les derniers au nom des Haudenosaunee. Voici ce que dit Aouenano:

Mon Père, nous voici rassemblés comme vous le désiriez; l'an dernier, vous avez planté un arbre de paix et vous lui avez donné des racines et des feuilles pour qu'il puisse nous abriter, et nous espérons maintenant que tout le monde entendra ce que vous avez dit, que personne ne touchera à cet arbre, que nous nous conformerons à tout ce que vous avez arrangé — nous vous livrons maintenant deux prisonniers et nous vous livrerons plus tard les autres. Nous espérons aussi

que les portes de la paix soient maintenant ouvertes, et que le reste des membres de notre peuple nous sera rendu.

Les Hurons déclarent:

Nous voilà ici comme vous nous l'avez demandé. Nous vous présentons 12 prisonniers, dont cinq veulent retourner avec nous; les sept autres, vous en ferez ce qu'il vous plaira; nous vous remercions de la paix que vous nous avez procurée et nous la ratifions avec joie.

Jean LeBlanc parle au nom des Sable Ottawas:

Je vous ai obéi, mon Père, aussitôt que vous l'avez demandé en vous amenant deux prisonniers dont vous êtes le maître. Quand vous m'avez demandé de partir en guerre, je l'ai fait, et à présent que vous me le défendez, j'obéis. Je demande, par ce collier, que les Iroquois délient mon corps qui est chez eux (c'est-à-dire ceux de sa nation).

Sanguessy parle au nom des Sinago Ottawas:

Je n'ai pas voulu manquer à vos ordres, mon Père, bien que je n'aie point de prisonniers; cependant, voilà une femme et un enfant; vous en ferez ce que vous voudrez; voici aussi un calumet que je donne aux Iroquois pour fumer ensemble lorsque nous nous rencontrerons.

Chichicatalo des Miamis déclare:

J'ai obéi à vos ordres, mon Père, et j'ai amené huit prisonniers dont vous ferez ce que bon vous semblera. Si j'avais plus de canots, j'en aurais amenés encore plus, et bien que je ne vois aucun membre de mon peuple aux mains des Iroquois, je vous amènerai les autres, si vous le désirez, ou j'ouvrirai les portes pour qu'ils puissent rentrer chez eux.

Onanguisset parle au nom des Sauks:

Je ne fais qu'un même corps avec vous mon Père; voilà un prisonnier iroquois que j'avais fait à la guerre; souffrez qu'en le présentant, je lui donne un calumet pour emporter chez les Iroquois et fumer quand nous nous rencontrerons; je vous remercie de ce que vous éclairez le soleil qui était devenu obscur depuis la guerre.

Onanguisset dit, au nom des Potowatomis:

Je ne vous ferai point un long discours, mon Père, je n'ai plus que deux prisonniers que je mets à vos deux côtés pour que vous en fassiez ce qui vous plaira, voilà un calumet que vous pourrez garder ou donner à ces deux prisonniers afin qu'ils fument dedans chez eux; je suis toujours prêt à vous obéir, jusqu'à la mort.

Miswensa, chef des Outagamis, déclare:

Je n'ai point de prisonniers à vous rendre, mon Père, mais je vous remercie du beau jour que vous donnez à toute la terre — par la paix — pour moi, je ne perdrai jamais cette clarté.

Les Mascoutins disent:

Je ne vous amène point d'esclave iroquois parce que je n'ai pas été en parti contre eux depuis quelque temps, m'étant amusé à faire la guerre à d'autres nations, mais je suis venu pour vous remercier de la paix que vous nous procurez.

Les Menominees:

Je suis seulement venu, mon Père, pour vous obéir et embrasser la paix que vous avez faite entre les Iroquois et nous.

Les Saulteaux et les Winnebagoes:

Je vous aurais amené, mon Père, des esclaves iroquois, si j'en avais eu, voulant vous obéir en ce que vous m'ordonnerez et je vous remercie de la clarté que vous nous donnez et je souhaite qu'elle dure.

Les Nipissings:

Je n'ai pas voulu manquer à me rendre ici comme les autres pour écouter votre voix. L'an passé, j'avais un prisonnier iroquois que je vous ai rendu; voilà un calumet que je présente pour le donner aux Iroquois si vous le souhaitez afin de fumer ensemble quand nous nous rencontrerons.

Les Algonquins:

Je n'ai point de prisonniers à vous rendre, mon Père; l'Algonquin est un de vos enfants qui a toujours été à vous, et je prie le Maître de la vie que ce que vous faites aujourd'hui dure.

Les Amikwas:

N'ayant point d'autre volonté que la vôtre, j'obéis à votre volonté à ce que vous venez de faire [...]

Les Abénaquis:

Puisque je parle le dernier; je n'en suis pas moins attaché à mon Père, vous savez que je vous ai toujours été attaché. Je n'ai plus de haches, vous l'avez mise dans une fosse l'année dernière et je ne la reprendrai que lorsque vous me l'ordonnerez.

Les Gens du Sault:

Vous n'ignorez pas, vous autres Iroquois, que nous sommes attachés à notre Père, que nous demeurons avec lui et qui sommes dans son sein. Vous nous envoyâtes un collier il y a trois ans pour nous inviter à vous procurer la paix; nous vous donnons encore celui-ci pour vous dire que nous y avons travaillé et que nous ne demandons pas mieux qu'elle soit de durée faites aussi de votre côté ce qu'il faut pour cela.

Les Gens de la Montagne:

Vous avez fait rassembler ici, notre Père, toutes les nations, pour faire un amas de haches et les mettre dans la terre, avec la vôtre; pour moi qui n'en avais pas d'autre, je me réjouis de ce que vous faites aujourd'hui et j'invite les Iroquois à nous regarder comme leurs frères.

Les Haudenosaunee n'avaient amené que quelques prisonniers: 12 Français, un Mohican et un Algonquin. Ils hésitaient à se séparer d'eux car ils les avaient adoptés, ils étaient membres de leurs familles, et, bien souvent, ils ne voulaient pas rentrer chez eux. Le 7 août, au moment du départ des délégations, le gouverneur Callière remet une ceinture aux Sénécas et déclare:

Les Sauvages des Nations d'en-haut m'ont accordé vos prisonniers [...] Ainsi je veux bien vous les rendre présentement, à la réserve de cinq qui ont voulu rester avec les Hurons, afin que vous vous en retourniez tous contents de moi et je vous donne le Sieur de Joncaire comme vous l'avez souhaité, pour me ramener leurs gens, ne manquez pas pour réparer la faute que vous avez faite en les laissant à vos villages, de surmonter toutes les difficultés qui pourraient se rencontrer parmi les particuliers qui les ont, afin que je contente aussi mes alliés, et leur fasse connaître votre sincérité, pour que dès cet hiver vous puissiez chasser ensemble tranquillement, et sans qu'ils aient aucune méfiance de vous. Je vous redemande aussi le reste de mes Français, afin que les affaires soient entièrement terminées¹²⁷.

Le traité de paix est signé. Des présents sont distribués. La conférence de paix se termine par des danses et des chants de paix pendant que l'on fume le calumet.

Pendant tous ces événements, il y avait eu des rencontres individuelles, entre les Français et les représentants des diverses nations, ainsi qu'entre ces derniers. C'est ce que les Haudenosaunee appellent «parler derrière les bosquets».

Le traité montre que l'activité politique des Haudenosaunee ne se limitait pas à une succession de conseils tenus avec les Anglais. Les Haudenosaunee entretiennent également des contacts diplomatiques avec les Français ainsi qu'avec de nombreuses nations autochtones. Bien que les Anglais à Albany se soient efforcés d'empêcher les Haudenosaunee de négocier un traité avec la France, et d'encourager plutôt une activité militaire, la Confédération maintiendra son indépendance et recherchera les conditions de paix qui lui conviennent.

Bien que le traité ait été consacré par un document écrit comportant le récit de la libération des prisonniers, la remise de calumet et la reconnaissance du gouverneur français comme intermédiaire pour le maintien de la paix, le conseil marque l'aboutissement d'un long processus diplomatique portant sur diverses questions: commerce, guerre, échanges de prisonniers, et territoire. Il est intéressant de noter qu'il n'existe aucune trace écrite de discussions directes à ce conseil entre les Haudenosaunee et les Français, portant sur la construction proposée de forts à Detroit et à Niagara: si ces discussions ont eu lieu, elles se sont déroulées en privé plutôt qu'au cours des grandes réunions auxquelles participaient les nations de l'Ouest.

Le document est signé par chacun des représentants nationaux. Bien que l'acte de «confiance mutuelle» anglais ait également été signé à Albany en 1701, les documents relatifs aux conseils de traité au tout début du XVIII^e siècle étaient rares. Habituellement, les seules traces étaient les «comptes rendus» tenus par les Européens, et les ceintures de wampum. Le document du conseil de 1701 à Montréal révèle également la différence entre les nations de l'Ouest, qui offrent des calumets en témoignage de paix, et les Haudenosaunee et les Hurons, qui offrent des ceintures de wampum. Dans les deux cas, la signification spirituelle est cependant la même; elle est liée à l'idée de paix. Quant aux conséquences géopolitiques du conseil, si les Français se préservaient une barrière effective entre les Anglais et les Grands Lacs, il n'y en avait plus entre les nations d'En-Haut et les Iroquois, lesquels étaient susceptibles d'agir comme intermédiaires entre Albany et Michillimakinac. Bref, la paix générale, due en partie à la politique française, créait les conditions d'une alliance commerciale entre les deux anciens ennemis amérindiens et ce, dans la logique du traité d'amitié de juin 1700 entre les Iroquois et les Outaouais. Ces limites à la réussite de la politique française éclairent du même coup les

stratégies amérindiennes sous-jacentes à la paix générale. Pour les Iroquois, la paix est surtout une question de survie, mais elle peut aussi devenir davantage commerciale dans l'Ouest.

Pour les nations des Grands Lacs [...] il y a également des intérêts en jeu. La paix avec les Iroquois peut être le tremplin, non pas d'un réalignement diplomatique sur la chaîne du Covenant, mais d'une politique d'aisance neutraliste qui consisterait à jouer sur les concurrences européennes et à éviter au mieux les pressions coloniales¹²⁸.

Pour les Haudenosaunee, le Traité de Montréal de 1701 signifie surtout que la paix régnera pendant toute une génération. Pendant cette période, la population de la Confédération doublera, et même plus, à cause de sa croissance démographique naturelle et aussi de l'adoption de membres d'autres nations. Dekanissorens, qui n'était présent ni à Montréal ni à Albany, a été l'architecte de cet équilibre entre les Anglais et les Français, et entre les Haudenosaunee et les nations algonquiennes. C'est grâce à la fermeté et à la sagesse de ce chef onondaga que la paix régnera 20 ans de plus.

La visite à la reine Anne: 1710

Malgré la paix relative établie par les deux traités de 1701, les Haudenosaunee comme la colonie de New York cherchaient à obtenir de l'Empire plus de soutien militaire.

Trois *rotiianeson* haudenosaunee et un chef mohican des «Indiens de la rivière» — appelés pratiquement dès leur arrivée en Angleterre les «quatre rois indiens» — arrivèrent à bord d'un bâtiment militaire à Portsmouth pendant la deuxième semaine d'avril 1710. Ils furent emmenés en voiture à Londres, où on les logea et les habilla.

Accompagnés de leurs interprètes, ils ont été présentés à la reine Anne le 19 avril par le chambellan de la Maison du Roi.

Des cadeaux de wampum ont été offerts, et un discours à la reine Anne, traduit par le capitaine [Peter] Schuyler, a été lu par le major Pigeon. Grande Reine, commençaient-ils, nous avons fait un long et pénible voyage qu'aucun de nos ancêtres ne s'était jamais décidé à effectuer. C'est que nous voulions voir notre Grande Reine et lui relater les choses qui nous paraissaient absolument nécessaires pour son bien et pour le nôtre, ses alliés de l'autre côté des grandes eaux. Nous ne doutons pas que notre Grande Reine a été informée de la longue et difficile guerre que nous menons contre ses ennemis les Français, aux côtés de ses enfants, et que nous avons servi comme une forte muraille pour leur

sécurité, même si nous y avons perdu nos meilleurs hommes [...] Et en gage de notre amitié, nous avons rangé la marmite et repris la hache de guerre. Ils ont été déçus qu'aucun navire venu d'Angleterre n'attaque Québec et que l'expédition terrestre proposée vers Montréal, avec Schuyler et Nicholson, ne reçoive aucun soutien. La «soumission du Canada» et la libéralisation subséquente de la chasse et du commerce étaient d'une telle importance que s'ils ne recevaient aucune aide ils devraient quitter leur pays ou rester neutres, l'une ou l'autre de ces options étant fort contre leurs vœux. Leur alliance leur a donné une certaine connaissance de la chrétienté et, s'il plaisait à la Reine de leur envoyer quelques personnes pour les instruire, celles-ci seraient très chaleureusement accueillies. La Reine a ordonné de distribuer des cadeaux aux Indiens et de les recevoir à sa charge. Quant à la demande de missionnaires, elle l'a transmise à l'archevêque de Canterbury, président de la Société pour la propagation de la foi dans les contrées étrangères¹²⁹.

L'importance du traité

Lorsque les *rotiianeson* se sont rendus en Angleterre, ils ont été reçus comme des rois, ou du moins comme des princes. En soi, cela revenait à reconnaître l'existence et la souveraineté de leurs nations. Lorsqu'ils ont rencontré la Reine, ils se sont présentés comme alliés et non pas comme sujets.

La Reine ne leur a rien promis de précis. La visite avait surtout pour but de leur permettre d'exercer des pressions. Elle n'a abouti à aucune augmentation importante du soutien militaire britannique pendant les 20 années suivantes.

Par contre, elle a eu quelques résultats notables. Te Ye Neen Ho Ga Row, du clan mohawk du Loup, aussi appelé «Roi» Hendrick, est devenu le guide de sir William Johnson plusieurs décennies plus tard (en fait, il a probablement raconté à Johnson sa visite à Londres, car si les descendants de sir William ont siégé à la Chambre des lords, lui-même ne devait jamais voir l'Angleterre). *Royaner* influent des Mohawks, Hendrick a beaucoup fait pour maintenir l'alliance avec les Anglais. Un autre des trois émissaires mohawks était le grand-père de Thayendenega, et il se peut qu'il ait exercé une certaine influence dans le cadre de l'alliance anglo-mohawk par la suite.

Des missionnaires anglicans ont été envoyés chez les Mohawks, et la Société pour la propagation de la foi a maintenu des écoles en territoire haudenosaunee pendant près de deux siècles. Les vases sacrés en argent remis par la Reine aux quatre rois sont aujourd'hui conservés dans les deux seules chapelles royales d'Amérique du Nord, la chapelle mohawk des Six-Nations du territoire de la rivière Grand et la chapelle mohawk de la baie de Quinte.

En 1980, les Archives publiques du Canada ont acquis les portraits hauts en couleur des quatre rois.

D'autres délégations de chefs haudenosaunee ont visité l'Angleterre par la suite, mais elles l'ont fait sans l'accord officiel des gouvernements de la colonie ou du Dominion.

Thayendenega (Joseph Brant) s'est rendu à Londres en 1788 pour tenter d'obtenir du gouvernement un acte en bonne et due forme concernant le territoire de la rivière Grand, et les pleins pouvoirs sur ce territoire. Selon la légende, il aurait refusé de s'incliner devant le Roi, «car je suis un Prince dans mon propre pays et je ne m'incline devant personne, mais je serais heureux de baiser la main de la Reine». Sa mission a échoué.

En 1804, les chefs de la rivière Grand ont envoyé Teyoninhokarawen (John Norton) à Londres, plaider encore une fois pour les droits sur la rivière Grand. À nouveau, la mission a éveillé l'intérêt public mais n'a eu aucun écho sur la scène politique. Pendant son séjour de deux mois, Teyoninhokarawen a traduit l'Évangile selon saint Jean en mohawk, rencontré un certain nombre de personnes influentes et pris la parole au Trinity College, à l'université de Cambridge. Après le départ de Teyoninhokarawen, le duc de Northumberland, Thorigwagheri, a continué à promouvoir la cause mohawk. Il prenait suffisamment au sérieux son adoption par les Mohawks pour continuer d'écrire au sujet de «notre peuple» et de son avenir. La mission de Teyoninhokarawen a connu encore moins de succès politique que celle de Thayendenega.

Les chefs de Kahnawake et de Kanesatake sont allés à leur tour en Angleterre dans les années 1820, et on leur a dit que le Roi était en vacances et ne pouvait les recevoir. Ils ont remis leurs pétitions aux représentants coloniaux et sont rentrés chez eux.

Lorsque le gouvernement du Canada a ordonné à la Police à cheval du Nord-Ouest d'établir un avant-poste sur le territoire de la rivière Grand, Deskahe (Levi General) s'est rendu en Angleterre pour s'opposer à cette mesure. Il n'a pas pu rencontrer les membres du gouvernement et le Roi lui a refusé audience, mais ses discours publics ont été commentés dans la presse.

En 1930, des représentants du territoire de la rivière Grand ont à nouveau visité l'Angleterre. Ils ont rencontré un comité du Parlement britannique, mais celui-ci a par la suite rompu le contact, à cause des protestations du gouvernement du Canada. Le secrétaire d'État aux colonies de l'époque — le ministre responsable de la question — était Winston Churchill. Sa mère, Jenny Jerome, venait du nord de l'État de New York et, selon certains, sa grand-mère

aurait été mohawk. Dans ce cas, suivant la loi haudenosaunee, Churchill aurait été mohawk lui aussi. À l'époque, le seul membre du gouvernement britannique qui aurait pu se prévaloir d'un lien de parenté avec les délégués haudenosaunee, leur a refusé toute solution. La délégation n'a pas non plus été reçue par le Roi.

Kahnawake, 1760

Vers la fin des années 1750, la situation militaire commence à tourner en faveur des Anglais. Par l'entremise des Mohawks et des Onondagas d'Oswegatchie, sir William Johnson a obtenu la neutralité des Sept-Nations du Canada, la ceinture de villages indiens qui protégeait les établissements français de Montréal et de Québec. L'attaque des Anglais visait directement les Français, et les Sept-Nations du Canada étaient restées à l'écart.

Une série de garanties foncières avaient entre autres servi à s'assurer de leur neutralité. À Kahnawake, près de Montréal, et peu après que la paix ait officiellement été conclue avec les Français, sir William Johnson rencontre les Sept-Nations du Canada. Les représentants officiels des Haudenosaunee assistent à ce conseil. Les Mohawks de Kahnawake parlent au nom des Sept-Nations. Quand ils s'adressent à Johnson, ils l'appellent «Warraghyhagey». Le rapporteur est Daniel Claus, gendre de sir William, qui deviendra surintendant général adjoint des Affaires indiennes dans la région.

Le conseil

Le compte rendu du conseil qui existe encore est la réponse des Sept-Nations aux propositions que leur avait présentées sir William Johnson la veille. Le conseil a commencé par une cérémonie d'action de grâce. La partie que Claus a transcrite correspond à l'accueil et aux remerciements au Créateur, pour avoir permis aux participants de rapprocher leurs esprits et de se réunir.

1. Frère Warr'y,
Nous sommes heureux de vous rencontrer et nous vous remercions de l'avis amical que vous nous avez envoyé d'Oswego, pour que nous nous tenions à l'écart. Nous nous sommes dûment rangés à cet avis et nous remercions le Grand Esprit qui règne dans les cieux de nous permettre de nous réunir ici aujourd'hui de façon si amicale.

Un rang.

2. Frères des Nations réunies ici,
Nous sommes très heureux que vous ayez décidé à Oswegatchy d'accompagner
notre frère Warr'y jusqu'ici. Il fallait que vous veniez; c'était dans notre intérêt
mutuel. Nous vous présentons donc nos remerciements les plus sincères.

Une ceinture.

Ce faisant, l'orateur reconnaissait probablement le rôle que le reste de la Confédération avait joué
pour protéger les établissements mohawks «évangélisés» de l'Est. Cet été-là, l'armée anglaise
avait traversé Oswegatchie et, malgré sa neutralité, avait incendié les maisons des Onondagas.

3. Frère Warr'y,
Nous avons écouté les bonnes paroles que vous nous avez adressées hier et nous
nous en sommes pénétrés; nous vous remercions très sincèrement de renouveler et
de renforcer l'ancienne chaîne d'alliance qui, avant cette guerre, nous liait et, au
nom de chaque nation ici présente, nous vous assurons que nous respecterons à
jamais cette alliance.

4. Frère Warr'y,
Nous vous sommes très reconnaissants de nous ouvrir le chemin de votre pays et
nous vous assurons que pour notre part nous le laisserons dégagé de tout obstacle
et nous l'utiliserons en parfaite amitié.

L'expression «ouvrir le chemin» signifie veiller à la sécurité des personnes qui se déplacent entre
les territoires des deux parties prenantes au traité. Plus important encore, et moins littéralement,
cela signifie aussi ouvrir les voies de communication, le «chemin de la paix». Si la cérémonie
des condoléances ouvre les sens, l'«ouverture du chemin», le fait d'en enlever les obstacles, joue
le même rôle sur le plan politique.

5. Frère Warr'y,
Vous vouliez que nous vous rendions ceux de votre peuple qui sont encore parmi
nous. Comme vous avez maintenant réglé toutes les questions en suspens avec
nous et que nous sommes redevenus amis, nous, ici présents, représentant les Huit
Nations, vous assurons que vos souhaits seront entièrement exaucés dès que
possible.

Une ceinture.

Dans la plupart des traités conclus à la fin de périodes d'hostilité, les échanges de prisonniers
étaient un élément important.

Les «Huit-Nations» regroupaient les Sept-Nations du Canada et les Onondagas d'Oswegatchie.

6. Frère Warr'y,
Nous nous rendons aussi au souhait que vous avez exprimé hier et nous
enterrerons la hache de guerre française dans le puits sans fond, et elle ne sera
plus jamais vue ni par nous ni par nos descendants.

Une ceinture.

Dans la langue juridique des Haudenosaunee, cela voulait dire que la guerre qu'ils avaient menée n'était pas la leur, et qu'ils l'avaient faite pour d'autres. Le puits sans fond, bien sûr, fait écho à celui qui se trouve sous la *Kaianerekowa*, là où toutes les armes de guerre entre les nations ont été jetées et l'Arbre de la Paix, planté.

7. Frères des Cinq-Nations réunies ici,
En échange de la ceinture que vous m'avez présentée hier et par laquelle vous
indiquiez que votre Frère Warr'y avait réglé toutes ses affaires avec nous, vous
avez aussi ajouté qu'au cours de cette guerre la division et les désaccords avaient
régné entre nous; et vous souhaitiez que nous redevenions amis, comme avant.
Nous assurons tous ceux ici présents que c'est avec plaisir que nous acceptons
votre amicale proposition et renouons notre alliance.

Pendant 100 ans, les Haudenosaunee avaient désespéré de «ramener au foyer» ceux qui s'étaient établis à proximité des Français. Maintenant, sans qu'on soit obligé de les ramener, ces collectivités réintégraient la Confédération sur un territoire élargi.

Le wampum du «sentier tortueux». Lorsque les collectivités de Kahnawake, de Kanesatake, d'Oswegatchie et d'Akwesasne ont été créées, les Haudenosaunee ont maintenu avec elles des liens étroits — des liens du sang, mais aussi des liens politiques. Le rapport politique entre les Haudenosaunee et les «Sept-Nations du Canada» était symbolisé par le wampum du «sentier tortueux», qui montre sept croix pour les sept villages chrétiens (y compris les villages abénaqui, huron, algonquin et nipissing), et une ligne en zigzag indiquant à la fois le «sentier tortueux» représenté par la foi chrétienne (dans certaines versions) et le sentier droit qu'il fallait utiliser pour maintenir les relations.

Apparemment, cette réunification de la Confédération n'était pas aussi solide que les Haudenosaunee l'auraient souhaité. Les Sept-Nations du Canada ont continué d'agir et de parler individuellement pendant toutes les années 1790 et le début des années 1800, et les Onondagas ont transporté le «feu» des Mohawks à Akwesasne seulement vers la fin des années 1800. À l'occasion d'un conseil tenu entre les Six-Nations et les gens de Kahnawake en 1773, Daniel

Claus rapportait l'échange suivant. Le conseil avait débuté par la cérémonie des condoléances, puis les Six-Nations avaient

Remis une large ceinture par laquelle ils affirmaient aux Caghnawaga qu'elles avaient décidé de s'unir à toutes les autres nations qui appartenaient auparavant à la Confédération, et sous l'autorité du gouvernement anglais, notamment celles qui [avaient] changé leur lieu de résidence et étaient par le fait même devenues des alliées du roi de France et, d'une certaine façon, avaient rompu avec leur propre nation et l'ancienne alliance. Toutefois, grâce à une guerre bien menée, les Anglais avaient vaincu les Français et leur avaient repris le Canada, si bien que les Indiens qui s'étaient détachés de leurs amis et de leurs alliés naturels se retrouvaient sous l'autorité des Anglais et les Six-Nations leur ayant proposé de se joindre à la Confédération, il avait été recommandé aux guerriers de se considérer à l'avenir comme formant un seul corps avec ceux des Six-Nations [...]

Une ceinture.

Les Caghnawageys ont considéré le discours des Six-Nations et n'ont été surpris que par la dernière ceinture, car ils ne se souvenaient pas à quel moment ils avaient eu l'intention de s'unir à eux à nouveau. Ils ont donc reporté la réponse à l'offre de cette ceinture, mais ils ont répondu à la partie cérémonielle en remerciant les Six-Nations du compliment qu'elles leur avaient fait¹³⁰.

8. Frère Warr'y,

Au sujet du rang sur lequel vous avez parlé hier de votre prochain retour à vos maisons et du projet de laisser deux personnes pour traiter les affaires en votre absence, quand vous nous avez aussi dit d'envoyer des représentants de chaque nation avec vous à Albany pour voir si la route était bonne, nous vous répondons que nous sommes prêts à vous accompagner quand vous le voudrez.

Un rang.

9. Frère W,

Comme nous avons maintenant fait la paix avec les Anglais et les membres des Six-Nations, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que cette paix ne soit pas violée. Il y a quelque chose, Frère, que vous semblez avoir en grande quantité, nous voulons parler de l'alcool; c'est la seule chose qui peut faire tourner nos têtes et nous être fatale, nous qui représentons maintenant les Huit Nations, nous vous demandons instamment de ne pas accepter que votre peuple nous en donne ou nous en vende une seule goutte.

Une large ceinture.

10. Et en présentant une autre large ceinture, ils ont adressé la même requête aux Six-Nations, et les ont priées de ne pas apporter d'alcool dans leur pays.

Une ceinture.

Leur système juridique et social dépendait d'un peuple qui avait un esprit clair, et les collectivités haudenosaunee avaient donc de sérieux problèmes lorsqu'il y avait de l'alcool. Comme l'orateur de Kahnawake le disait, l'alcool pouvait leur faire tourner la tête. Une des expressions utilisées

pour désigner l'alcool était «liqueur qui altère l'esprit» et les systèmes haudenosaunee de contrôle social cessaient de fonctionner lorsqu'une personne agissait de façon irresponsable et violente sous l'effet de l'alcool et n'était pas ensuite obligée de rendre compte de ses gestes ni de se repentir puisqu'elle n'avait pas l'«esprit clair» au moment de l'incident.

11. Frère W'y,

Puisque tout est maintenant réglé entre nous de façon tout à fait amicale, ce dont nous nous réjouissons, il nous reste à vous informer que nos jeunes hommes partiront bientôt pour la chasse et qu'ils pourraient se présenter à certains de vos postes, afin que vous puissiez donner ordre aux officiers de chaque poste du territoire de ne laisser personne servir d'alcool à nos gens car cela pourrait créer entre eux et vos gens des querelles lourdes de conséquences qui pourraient affaiblir la [chaîne] d'amitié aujourd'hui si heureusement renforcée, ce que vous et moi, par tous les moyens, voulons éviter.

Une ceinture noire.

12. Frère Wy,

Il est bon que tu saches la façon dont nos affaires ont été gérées sous le régime français, c'est-à-dire que Smith etc. avaient l'autorisation de travailler pour nous aux frais du gouvernement.

De façon indirecte, l'orateur rappelait ainsi aux Anglais qu'ils leur avaient été promis que les avantages dont jouissaient les Sept-Nations sous le régime français seraient maintenus par les Anglais.

13. Frère W'y,

Nous sommes très reconnaissants envers le général pour sa bonté, car il a permis à nos prêtres de demeurer et de nous instruire comme de coutume, et nous ferons en sorte de bien utiliser cette faveur, car c'est maintenant lui qui est le chef ici. Il a chassé nos anciens supérieurs, qui entretenaient nos prêtres, et ceux-ci doivent maintenant souffrir et ne peuvent subsister sans votre aide. Par conséquent, nous vous demandons de ne pas agir plus mal que nos anciens alliés les Français. Nous vous demandons aussi de réglementer le commerce afin que nous ne soyons pas imposés par vous, nos nouveaux alliés.

Une ceinture.

Ici prend fin le conseil. Puis Ad'yadarony, chef de guerre des Caghnawa'y, s'est levé et s'est adressé à sir William en ces termes.

14. Frère W'y,

Les sachems ont terminé l'œuvre de la paix qu'approuvent tous nos jeunes hommes, je veux dire quelque chose en leur nom, que je vous prie de noter. Si un de nos jeunes hommes devait, par impudence ou à cause de l'alcool, agir ou parler de façon inacceptable à vous ou à ceux que vous laisserez derrière, nous vous prions de ne pas faire attention à eux mais seulement à nous ici présents, qui sommes leurs chefs.

Certains documents des années 1700 donnent à penser que les «chefs de guerre» des Sept-Nations du Canada — surtout ceux des Algonquins et des Nipissings — représentaient les «jeunes hommes» qui s'en remettaient au sachem pour la plupart des questions politiques, mais qui tenaient aussi leurs propres conseils et discussions. Au cours de ce conseil, comme à celui de Burlington Heights en 1815, la question de la paix était laissée aux chefs de la paix, les *rotiianeson*.

15. Frère W'y,
Comme nous sommes maintenant unis par la chaîne d'amitié, nous les guerriers, avons une requête de plus à vous présenter: si M. Perthuit, alias Ohowa, ancien interprète d'Onontio, désire être employé en cette qualité par vous, ne l'écoutez pas et laissez-le retourner avec son ancien maître, de l'autre côté du Grand Lac, et permettez à un membre de notre peuple de servir d'interprète.

A donné un rang de wampum.

Ici se termine la réunion.

16 septembre 1760

Frère W'y,
Comme toutes les questions sont maintenant réglées à notre satisfaction mutuelle, il nous reste une requête à vous présenter, à vous qui êtes maintenant en possession de ce pays. Puisque, selon votre désir, nous n'avons pas fait obstacle à votre armée [et sommes restés neutres], vous nous accorderez la possession pacifique de ce bout de terrain sur lequel nous vivons maintenant et, si jamais nous devons le quitter, vous le conserverez pour nous.

Une large ceinture noire¹³¹.

Cette dernière requête est importante: elle a trait aux terres des Sept-Nations. D'après l'étiquette et la procédure haudenosaunee applicables au conseil, une proposition de ce genre serait considérée comme acceptée en même temps que la ceinture de wampum qui l'accompagnait. Si les Anglais n'étaient pas prêts à accepter la proposition, ils devaient refuser la ceinture.

Dans le style indirect typique de l'orateur, une «requête» est présentée. On y fait allusion à un «bout de terrain sur lequel nous vivons». Quelles sont les dimensions de ce bout de terrain? Il s'agit probablement des terres des villages et de leurs environs. Moins de trois ans plus tard, Kahnawake faisait l'objet d'une controverse qui devait aboutir au «jugement du général Gage», puis à une série de revendications territoriales qui ne sont toujours pas réglées. Les différends

avec les sulpiciens à Kanasatake ont abouti à la formation de la collectivité de Wahta et aux troubles de 1990, mais les revendications sont toujours en suspens. Quant aux Algonquins et aux Nipissing, ils n'ont jamais cédé leur territoire. La question du droit des autochtones ou des droits fonciers issus de traité n'a pas été réglée de manière satisfaisante. La *Proclamation royale de 1763*, utilisée pour apaiser les inquiétudes des gens au sujet de leurs terres, est maintenant interprétée par le Canada et les gouvernements provinciaux comme n'offrant aucune garantie en ce qui concerne le droit des autochtones aux terres qui se trouvent maintenant dans la province de Québec.

La Proclamation royale de 1763

Lorsque les Français ont capitulé, en 1760, l'équilibre des forces s'est modifié. On a craint, à juste titre, que les Anglais n'abusent de leur puissance commerciale ou ne s'emparent illégalement des terres des nations autochtones.

En pays mohawk, la question de l'heure au début de 1763 était la prétendue transaction par laquelle les Mohawks de Canajoharie auraient cédé pratiquement toutes leurs terres à George Klock. Sir William Johnson a soutenu que les signataires de cet acte avaient été convaincus un à un plutôt qu'en conseil, et qu'il y avait parmi eux des personnes qui n'avaient aucun droit à la terre, des enfants, et des gens tellement ivres au moment de signer qu'ils n'avaient aucun souvenir de leurs actes. Les Mohawks doutaient fort de pouvoir obtenir justice des Anglais, malgré les encouragements de Johnson.

Les Anglais s'étaient installés dans les forts érigés par les Français en Ohio. Plutôt que de détruire ces forts, ils les amélioraient, ce qui faisait craindre que «les Anglais prennent la place des Français» et, pis encore, «qu'ils veuillent faire de nous des esclaves». Le commandant anglais Jeffrey Amherst ne cachait pas son mépris des «sauvages», comme il les appelait, et tendait, par ses gestes à aliéner les alliés de la Couronne et à exaspérer ses ennemis. Par ailleurs, au début de 1763 la compagnie Susquehanna, du Connecticut, annonçait son intention d'établir plus de 300 familles sur la rivière Susquehanna. Cette région était à la fois un territoire de chasse séneca et le principal «sentier de la guerre» vers le Sud. Les Sénecas n'avaient pas cédé cette terre: le Connecticut voulait se l'approprier en vertu de la charte coloniale qu'il tenait du Roi. La garantie de Johnson ne suffisait pas à calmer les inquiétudes des Sénecas. Ils étaient les principaux instigateurs d'une guerre contre l'Angleterre et avaient envoyé des ceintures de guerre

à leurs alliés vers le Sud et l'Ouest. Dès les années 1760, les Mohawks de la rivière Mohawk ne comptaient plus que 160 guerriers, tandis que les Sénécas en avaient plus de 1 000 — plus que tout le reste de la Confédération réunie.

En 1763, la Confédération de l'Ouest, celle des «lacs», était en guerre contre l'Angleterre. Chaque poste à l'ouest de Detroit avait été détruit, Detroit était assiégé et Niagara, menacé. Les Haudenosaunee envisageaient de se tourner contre leur ancien allié, et le peuple du plus important village sénéca, Geneseo, avait déjà mené un coup de main contre un train d'approvisionnement anglais dans les gorges du Niagara.

Pour ramener la paix dans le nord-est de l'Amérique du Nord, il fallait instaurer un mécanisme plausible pour protéger les terres non cédées. En tant que gardiens de la porte est, les Mohawks étaient les plus exposés aux attaques anglaises comme aux transactions foncières illégales et douteuses.

La Proclamation royale du 7 octobre 1763 a été promulguée par le Roi, à Londres. En ce sens, il s'agit d'un document unilatéral, une promesse sans contrepartie.

Lorsque sir William Johnson a reçu copie de la Proclamation, pourtant, il a immédiatement déclaré celle-ci officiellement en vigueur dans les territoires des Six-Nations et de leurs alliés, il a fait imprimer des exemplaires du document et s'est personnellement rendu chez les Mohawks, les Tuscaroras et les Onéidas pour les leur remettre et leur expliquer que la Proclamation protégerait désormais leurs terres.

Documents

La réflexion de sir William Johnson s'orientait vers ce qui devait être consacré dans la Proclamation de 1757, à la suite des plaintes des Mohawks et d'autres nations indiennes. Il écrivait à Thomas Pownall le 8 septembre de cette année-là:

Il faut envisager avec les Indiens un traité territorial, à condition qu'ils pressent les Français d'abandonner leurs forts le long des lacs et des rivières ou se déclarent contre eux en cas de refus, et qu'une telle proposition soit jugée opportune et présentée par notre côté, si jamais les Indiens insistaient pour que nous renoncions à une partie de ce qu'on appelle nos régions frontalières. Si donc un tel traité était envisagé, qu'il était établi par l'autorité compétente et que les Indiens y souscrivaient, comme je le pense, ce serait à mon avis la seule mesure qui nous permettrait de contrer les intérêts français auprès des Indiens, et de contrecarrer le projet de dominion qu'ils caressent. Sinon, il faudrait les affaiblir par de vastes conquêtes qui ne laisseraient aux Indiens d'autre choix que de s'allier à nous,

conquérants du Continent. Ce plan serait si mal vu par les grands propriétaires et si ennuyeux pour la frénésie foncière qui sévit dans toutes les provinces, qu'il susciterait sans doute une opposition trop généralisée pour avoir quelque chance de succès¹³².

Au début des années 1760, Québec était conquise et une nouvelle guerre contre les anciens alliés des Français faisait rage à l'Ouest; Johnson avait demandé des atouts qu'il pourrait utiliser pour rétablir la paix. Il voulait pouvoir offrir des garanties foncières, des garanties commerciales et une protection contre les transactions foncières frauduleuses ainsi qu'une forme quelconque de réparations pour les fraudes passées. La *Proclamation royale de 1763* semblait répondre au moins aux trois premières de ces conditions.

La Proclamation elle-même a été promulguée à la Cour de Saint James le 7 octobre 1763. Elle n'est parvenue en Amérique du Nord que plusieurs semaines plus tard. Les parties qui concernaient les droits des nations indiennes précisaient:

Attendu qu'il est juste, raisonnable et essentiel pour Notre intérêt et la sécurité de Nos colonies de prendre des mesures pour assurer aux nations ou tribus sauvages qui sont en relations avec Nous et qui vivent sous Notre protection, la possession entière et paisible des parties de Nos possessions et territoires qui ont été ni concédées ni achetées et ont été réservées pour ces tribus ou quelques-unes d'entre elles comme territoires de chasse.

Même ce paragraphe d'introduction de la Proclamation s'avérera par la suite plein d'ambiguïté. On ne s'est guère interrogé sur les différences qui séparent les nations ou tribus «qui sont en relations avec Nous» et celles «qui vivent sous Notre protection». Pourtant, dans le traité conclu à Fort Albany en 1664, cette différence était importante, car les Haudenosaunee convenaient de ne pas attaquer les Indiens placés sous protection britannique et de se plaindre plutôt aux Anglais des torts que ces peuples pourraient leur faire. Est-ce que les «possessions et territoires» comprennent toutes les colonies, de sorte que les terres se trouvant à l'intérieur des frontières de toute colonie seraient réservées aux Indiens à condition de n'avoir été «ni concédées ni achetées». L'expression «ces tribus ou quelques-unes d'entre elles» a été utilisée par les représentants du département des Affaires indiennes dans les années 1820 pour convaincre les Algonquins que la Proclamation avait transformé leurs droits exclusifs sur les territoires traditionnels en droits généraux partagés par tous les Indiens (les Algonquins avaient conservé leurs exemplaires de la Proclamation de 1763, mais ils rejetaient cette interprétation). Nous déclarons par conséquent de l'avis de Notre Conseil privé, que c'est Notre volonté et Notre plaisir

et nous enjoignons à tout gouverneur et à tout commandant en chef de Nos colonies de Québec, de la Floride Orientale et de la Floride Occidentale, de n'accorder sous aucun prétexte des permis d'arpentage ni aucun titre de propriété sur les terres situées au-delà des limites de leur gouvernement respectif, conformément à la délimitation contenue dans leur commission. Nous enjoignons pour la même raison à tout gouverneur et à tout commandant en chef de toutes Nos autres colonies ou de Nos autres plantations en Amérique, de n'accorder présentement et jusqu'à ce que Nous ayons fait connaître Nos intentions futures, aucun permis d'arpentage ni aucun titre de propriété sur les terres situées au-delà de la tête ou source de toutes les rivières qui vont de l'Ouest et du Nord-Ouest se jeter dans l'océan Atlantique ni sur celles qui ont été ni cédées ni achetées par Nous, tel que susmentionné, et ont été réservées pour les tribus sauvages susdites ou quelques-unes d'entre elles.

De la sorte, la démarcation établie par la Proclamation royale suivait le bassin hydrographique des Appalaches et la frontière de la colonie de Québec. Dans les années 1760, l'expression «jusqu'à ce que Nous ayons fait connaître Nos intentions» était importante: cela signifiait que la frontière était temporaire. Dans le cas des Haudenosaunee, une deuxième ligne temporaire a été fixée en 1765, et une ligne «permanente» a été définie dans le Traité de Fort Stanwix en 1768. À d'autres endroits, les intentions du Roi n'ont jamais été officiellement précisées: selon la législation canadienne, la protection de la Proclamation royale se serait déroulée comme un tapis sur tout le territoire et aurait plus ou moins préservé les droits autochtones à mesure que la Couronne prenait possession des terres de l'Ouest. Les instructions données à sir Charles Hardy, gouverneur de New York, le 20 mai 1755, annonçaient la Proclamation de 1763. Elles mentionnaient notamment:

Vous devez donc, au nom de sa Majesté, donner des garanties tout à fait explicites aux dites [Cinq] Nations ou Cantons d'Indiens quant à la volonté de Sa Majesté d'observer à la lettre ledit traité [la confirmation, en 1726 de l'Acte de 1701] et de les défendre et de les appuyer pour ce qui est de la jouissance tranquille desdits territoires de chasse; Et vous ne devez sous aucun prétexte accorder de terres à quiconque dans les limites décrites dans ledit acte, mais plutôt faire tout en votre pouvoir pour empêcher tout établissement dans ces territoires. [...] Et attendu que l'achat de terres des Indiens sans l'autorisation de Sa Majesté ni d'une personne agissant en Son nom contrevient à Ses droits et pourrait compromettre la paix et la sécurité dans Sa province, il est donc de la volonté et du plaisir de Sa Majesté que vous ne concédiez à personne, sous aucun prétexte, à l'intérieur de ladite province des terres achetées des Indiens sans une licence obtenue de vous à cette fin [...] (Papiers sir William Johnson, volume 1, p. 530)

Nous déclarons de plus que c'est Notre plaisir royal ainsi que Notre volonté de réserver pour le présent, sous Notre souveraineté, Notre protection et Notre autorité, pour l'usage desdits sauvages, toutes les terres et tous les territoires non compris dans les limites de Nos trois gouvernements ni dans les limites du territoire concédé à la Compagnie de la baie d'Hudson, ainsi que toutes les terres et tous les territoires situés à l'ouest des sources des rivières qui de l'Ouest et du Nord-Ouest vont se jeter dans la mer.

Nous défendons aussi strictement par la présente à tous Nos sujets, sous peine de s'attirer Notre déplaisir, d'acheter ou posséder aucune terre ci-dessus réservée, ou d'y former aucun établissement, sans avoir au préalable obtenu Notre permission spéciale et une licence à ce sujet.

Il faut bien voir dans ces mots que les «nations ou tribus sauvages» ne faisaient pas partie des «sujets» du Roi. Leur souveraineté était implicitement reconnue par cette distinction. La Proclamation de 1763 n'avait toutefois guère de portée réelle: le Roi ne précisait pas l'effet qu'aurait Son déplaisir. Au Québec, par exemple, il a fallu la Proclamation de sir Guy Carleton, en 1766, pour préciser que les contrevenants seraient accusés d'avoir perturbé l'ordre public (et que les informateurs toucheraient une récompense si l'accusé était condamné). Et Nous enjoignons et ordonnons strictement à tous ceux qui en connaissance de cause ou par inadvertance, se sont établis sur des terres situées dans les limites des contrées décrites ci-dessus ou sur toute autre terre qui n'ayant pas été cédée ou achetée par Nous se trouve également réservée pour lesdits sauvages, de quitter immédiatement leurs établissements. Le gouvernement du Canada a soutenu que les terres réservées aux Indiens s'étendaient uniquement à l'ouest de la «ligne de la Proclamation» et ne comprenaient pas d'autres terres n'ayant été ni cédées ni vendues à la Couronne. Pourtant, ce paragraphe interdit les établissements sur les terres à l'ouest de la démarcation («les contrées décrites ci-dessus») et «toute autre» terre non vendue, qui était «également réservée pour lesdits Indiens». Attendu qu'il s'est commis des fraudes et des abus dans les achats de terres des sauvages au préjudice de Nos intérêts et au grand mécontentement de ces derniers, et afin d'empêcher qu'il ne se commette de telles irrégularités à l'avenir et de convaincre les sauvages de Notre esprit de justice et de Notre résolution bien arrêtée de faire disparaître tout sujet de mécontentement, Nous déclarons de l'avis de Notre Conseil privé, qu'il est strictement défendu à qui que ce soit d'acheter aux sauvages des terres qui leur sont réservées dans les parties de Nos colonies, où Nous avons cru à propos de permettre des établissements; cependant si quelques-uns des sauvages, un jour ou l'autre, devenaient enclins à se départir desdites terres, elles ne pourront être achetées que pour Nous, en Notre nom, à une

réunion publique ou à une assemblée des sauvages, qui devra être convoquée à cette fin par le gouverneur ou le commandant en chef de la colonie, dans laquelle elles se trouvent situées.

Ces règles régissant l'achat de terres indiennes sont au cœur de la *Loi sur les Indiens* du Canada, adoptée plus de deux siècles plus tard. Les Mohawks n'étaient toujours pas satisfaits — la Proclamation établissait des règles pour l'avenir, mais elle ne corrigeait en rien les «fraudes et les abus» dont ils avaient déjà été victimes et pour lesquels la Couronne ne prévoyait aucune réparation raisonnable. Ces règles s'appliquaient à *l'intérieur* des frontières des colonies, ce qui semble confirmer que la Proclamation réservait les terres non cédées et non vendues à l'intérieur des limites des colonies comme au-delà.

Presque immédiatement, des personnes entreprenantes ont cherché des façons de contourner les règles fixées par la Proclamation. Alexander McKee, surintendant général adjoint des Affaires indiennes, s'est servi d'un bail de 999 ans pour s'emparer de l'île Pelée dans le lac Érié (il ne s'agissait donc pas d'un achat). Sarah «Sally» Ainsie a acheté des terres dans le sud-ouest de l'Ontario directement des Ojibways, sans doute parce qu'étant elle-même Indienne, elle ne se considérait pas comme un «sujet» visé par l'interdiction du Roi. De plus Nous déclarons et signifions de l'avis de Notre Conseil privé que Nous accordons à tous Nos sujets le privilège de commerce ouvert et libre, à condition que tous ceux qui auront l'intention de commercer avec lesdits sauvages se munissent de licence à cette fin, du gouverneur ou du commandant en chef de celle de Nos colonies dans laquelle ils résident, et qu'ils fournissent des garanties d'observer les règlements que Nous croirons en tout temps, à propos d'imposer Nous-même ou par l'intermédiaire de Nos commissaires nommés à cette fin, en vue d'assurer le progrès dudit commerce.

Les nations indiennes de l'Ouest craignaient que la victoire des Anglais et des Haudenosaunee sur les Français ne mette fin à leur commerce; les Français et d'autres colons à Detroit s'inquiétaient eux aussi d'une éventuelle exclusion de l'activité commerciale. Les promesses de libre échange — le paragraphe suivant de la Proclamation précisait que les licences seraient accordées «gratuitement» — étaient essentielles aux efforts de pacifications que sir William Johnson devait déployer dans la région du Niagara l'été suivant.

L'annexe de la Proclamation exigeait des représentants du Roi dans le territoire réservé aux Indiens:

de saisir et d'arrêter tous ceux sur qui pèsera une accusation de trahison, de non-révélation d'attentat, de meurtre, de félonie ou de délits de tout genre et qui,

pour échapper aux atteintes de la justice, auront cherché un refuge dans lesdits territoires, et de les renvoyer sous bonne escorte dans la colonie où le crime dont ils seront accusés aura été commis.

Le Roi n'étendait pas sa juridiction criminelle au territoire indien. Cette disposition s'appliquait seulement aux personnes qui avaient commis de crimes à l'intérieur des limites des colonies et qui s'étaient enfuies de ces colonies vers le pays indien.

Le 1^{er} décembre 1763, Thomas Gage, commandant des forces, écrivait à sir William Johnson ce qui suit:

Le courrier d'octobre est arrivé hier soir et j'ai reçu plusieurs copies de la Proclamation de Sa Majesté, pour faire connaître les dispositions que Sa Majesté a jugé bon de prendre concernant les cessions faites à la Couronne de Grande-Bretagne en Amérique, en vertu du récent Traité de Paix avec la France.

Je crois utile de vous transmettre une copie de cette Proclamation, pour que vous sachiez quels règlements ont été adoptés, et notamment qu'ils sont très favorables à toutes les tribus indiennes. Une explication adéquate des articles qui les concernent aura, j'imagine, beaucoup d'effets sur leur esprit et les incitera à croire que Sa Majesté est bien disposée à leur égard et les protégera. Je suis certain que vous saurez bien utiliser tous les détails qui touchent les Indiens et qu'il est inutile que je vous donne des précisions à cet égard¹³³.

Johnson n'a pas perdu une minute. Dès qu'il a reçu la Proclamation, il a publié sa propre déclaration, le 24 décembre 1763¹³⁴, confirmant que la Proclamation du Roi était en vigueur dans tous les territoires des Six-Nations et de leurs alliés. En plein hiver, il ne pouvait pas voyager bien loin, mais il a visité le plus grand nombre possible de collectivités haudenosaunee pour leur communiquer les bonnes nouvelles de la Proclamation. Il a répondu à Gage le 23 décembre 1763:

J'espère que [...] les notables seront capables de diffuser plus loin encore les principaux points relatifs aux Indiens. Cette Proclamation ne soulage pas leurs griefs actuels, qui sont nombreux, car elle vise seulement à empêcher les mêmes torts de se reproduire, bien qu'il y ait des terres innombrables qui ont été effectivement acquises de la façon la plus illégale et la plus frauduleuse, et tous ces cas devraient être réparés. Au cours de la rencontre, j'ai utilisé du mieux que j'ai pu la Proclamation de Sa Majesté pour convaincre les Indiens d'ici que Sa Majesté était favorablement disposée à leur égard et que justice sera rendue, et je communiquerai le même message à tous les autres¹³⁵.

Le 20 janvier 1764 — moins d'un mois après avoir reçu son exemplaire de la Proclamation — Johnson a de nouveau rencontré les Onéidas et les Tuscaroras. Ses documents reflètent ce qu'il leur a dit:

Frères,
N'ayez pas de craintes au sujet de vos terres ni de vos possessions, car je viens de vous informer de la Proclamation royale de Sa Majesté, qui ordonne qu'aucune terre ne vous soit enlevée et qu'aucun achat ne soit fait si ce n'est avec votre consentement donné au cours d'une rencontre publique de chaque nation; et j'ai demandé que des copies de cette Proclamation soient imprimées et, dès qu'elles seront prêtes, j'en enverrai une à votre nation (comme à toutes les autres) pour que vous soyez satisfaits¹³⁶.

Des réunions semblables ont eu lieu le 5 janvier avec les Onondagas, le 11 janvier avec les Sénécas de Geneseo, et le 23 janvier avec les Cayugas¹³⁷. La Proclamation servait les fins de la paix comme celles de la guerre. Johnson voulait montrer aux nations orientales de la Confédération qu'elles n'avaient «rien à craindre» pour leurs terres, pour les empêcher de se tourner contre les Anglais et les encourager à s'allier à l'armée britannique qui devait punir les Shawnees et les Delawares et tous les autres qui avaient fait la guerre aux Anglais. La situation était délicate, car les Sénécas avaient aussi attaqué les Anglais et les autres nations de la Confédération hésitaient à combattre leur propre peuple.

Un an plus tard, Johnson se faisait rappeler ses promesses. Il écrivait au sujet d'un squatter nommé Maybe, installé sur des terres mohawks:

Un homme qui habite sur les terres agricoles des Indiens sans y avoir droit et par conséquent en contravention de la dernière Proclamation de Sa Majesté. Les Indiens m'en parlent constamment et imaginent, après avoir entendu ce qu'on a dit de la Proclamation de Sa Majesté, que nous nous moquons d'eux¹³⁸.

Ce cas est resté longtemps gravé dans les mémoires. Dans le pays de New York, le 23 janvier 1796, le colonel Lewis Cook d'Akwesasne a produit le parchemin imprimé de la Proclamation comme preuve des promesses et des intentions du Roi¹³⁹. Les Algonquin et les Nipissing de la vallée de l'Outaouais ont conservé le leur encore plus longtemps et ils l'ont finalement cédé à sir John Johnson, à l'appui de leurs pétitions concernant leurs droits fonciers (les copies des documents remis aux Algonquins et aux Nipissing se trouvent maintenant aux Archives nationales du Canada).

La Proclamation royale est aujourd'hui considérée par le droit canadien comme le document qui établissait les «terres réservées pour les Indiens» dont il est fait mention dans la

Loi constitutionnelle de 1867, et qui consacrait la procédure que la Couronne doit suivre pour acheter des terres indiennes. Elle présentait d'autres caractéristiques qu'il vaut aussi la peine de souligner.

Parce qu'elle faisait la distinction entre les nations «qui sont en relations avec Nous» et celles «qui vivent sous notre protection», la Proclamation faisait écho au traité conclu à Fort Albany en 1664. Les nations placées sous la protection de la Couronne étaient en outre plus directement visées par les lois de la Couronne, tandis que les nations «qui sont en relations avec Nous» retenaient leur propre autonomie.

Cette distinction a échappé même à ceux qui cherchaient à protéger ou à promouvoir les droits des nations autochtones ou elle a été mal interprétée. En février 1992, la Commission royale sur les peuples autochtones déclarait ce qui suit:

Tandis que la Proclamation royale affirmait la souveraineté sur les peuples autochtones vivant «sous notre protection», elle reconnaissait aussi que ces peuples étaient des «nations» entretenant des rapports avec la Couronne dans le cadre de traités et d'alliances¹⁴⁰.

La Proclamation est un document constitutionnel du Canada. Elle crée la nouvelle colonie de Québec. Dans la *Loi constitutionnelle de 1982*, pourtant, elle n'est pas mentionnée comme document constitutionnel — d'après certains, c'est parce qu'elle protège les droits de propriété des autochtones.

La Proclamation a créé des limites temporaires entre les colonies de la Couronne et le pays indien. Ces frontières sont devenues permanentes en vertu du Traité de Fort Stanwix, signé en 1768. La proclamation visait à prévenir les «fraudes et les abus» mais ne prévoyait aucun remède pour les fraudes passées. En fait, la Couronne n'allait rien faire de plus. À la longue, les règles applicables à l'achat de terres indiennes se sont relâchées, et la Couronne elle-même s'est écartée des normes rigoureuses fixées en 1763.

La Proclamation, en elle-même, n'était pas un traité, ont affirmé les tribunaux. C'était une promesse unilatérale faite par le Roi et, en principe, exécutoire (malgré une certaine souplesse de son libellé) pour ceux à qui elle s'adressait.

Pourtant, lorsque le surintendant général des Affaires indiennes a rencontré les alliés de la Couronne en conseil officiel et produit la Proclamation comme preuve de la volonté du Roi de leur rendre justice en matière foncière, ces discussions répondaient à toutes les exigences juridiques d'un traité, et les promesses de la Proclamation sont devenues un élément de ce traité.

En contrepartie, à quoi consentaient les Haudenosaunee? Notamment, à ne pas s'allier à d'autres nations occidentales contre les Anglais et à collaborer avec Johnson pour restaurer la paix.

Le Traité de Niagara (juillet 1764)

Historique

La *Proclamation royale de 1763* a donné à sir William Johnson certains des outils dont il avait besoin pour rétablir la paix dans le Nord-Est. Elle lui permettait de rassurer les Haudenosaunee, qui craignaient de nouvelles fraudes foncières, et de promettre une ligne permanente dès que la paix serait restaurée.

La paix avec les nations occidentales — et avec les Sénécas — constituait le premier objectif de Johnson. À cette fin, il avait besoin de l'appui manifeste des autres nations haudenosaunee. En janvier 1764, Johnson avait déjà apporté des exemplaires de la Proclamation royale à plusieurs nations.

En décembre 1763, le général Thomas Gage écrivait à Johnson, pour dresser un plan sur la «meilleure façon de faire la paix avec les Indiens»:

Nous pouvons soit réunir plusieurs nations, soit traiter le plus possible avec chacune d'entre elles séparément. La première méthode nous permettra de renforcer leur Confédération et de cimenter leurs alliances. La seconde est propre à soulever les jalousies des unes et des autres et à allumer les soupçons qui viennent si naturellement à chaque Indien et qu'il est maintenant de notre intérêt d'encourager et de fomenter le plus possible [...] si ces nations sont amies, elles s'uniront pour nous égorger dès que nous aurons le malheur d'être en désaccord avec l'une ou l'autre d'entre elles. Bref, les alliances que nous avons établies entre les nations les unissent contre nous¹⁴¹.

Dès février 1764, Johnson avait commencé à tirer des plans en vue d'un important effort de pacification. Il considérait les Haudenosaunee comme un rempart contre tous les ennemis et avait l'intention de maintenir la paix au sein de la Confédération et de garder celle-ci unie et forte. Il avait encouragé l'unité pendant de trop nombreuses années pour soudainement adopter la stratégie de discorde prônée par Gage, même s'il prenait un ton plus cynique pour faire plaisir à celui-ci.

Les conseils les plus efficaces — parce que les engagements pris étaient plus connus et moins facilement reniés — étaient les conseils multinationaux, les grands conseils. La paix de Montréal a été conclue lors d'un tel conseil, en 1701. Sir William Johnson a tenu deux conseils de cette envergure au cours de sa vie: le Traité de Niagara, en 1764, auquel participaient 24 nations, qui a établi une nouvelle paix fondée sur le libre échange et les droits fonciers, et le Traité de Fort Stanwix, en 1768, qui visait à créer des frontières permanentes entre les terres haudenosaunee et les colonies du Roi. Chacun de ces traités a mis à rude épreuve les budgets, car il fallait acheter des provisions, et aussi la patience des Anglais, car il n'était pas facile de réunir tous les participants au même endroit au même moment.

Le 19 février 1764, Johnson écrivait à Gage:

J'ai mentionné dans ma lettre du 27 qu'à mon avis, ce serait faire trop d'honneur aux Indiens [de l'Ouest] que de traiter avec eux sur leur propre territoire. N'était des frais à encourir pour les amener jusqu'ici, il serait sans doute préférable de traiter avec eux ici, puisqu'ils considèrent ce lieu comme le Grand Feu pour les traités de cette nature. Mais je suis enclin à penser qu'Oswego ou Niagara ferait parfaitement l'affaire, parce qu'un grand nombre de Chipeweighs et de Missassagas vivent du côté nord des lacs Ontario et Érié, pour qui le Niagara se trouve bien situé sans pour autant être trop loin de ceux qui habitent aux environs de Detroit, et si nous traitons aussi avec les Chenussio et avec d'autres tribus de ce secteur (ce qui sera probablement le cas), aucun autre endroit ne pourrait mieux convenir. [Auquel cas, je vous demanderais l'autorisation de proposer que les seuls représentants assistant à ce conseil soient les chefs de chaque nation, les autres n'ayant guère de poids.] Au cours de ce traité, où qu'il se tienne, nous devrions les lier [par une alliance de paix] suivant leur propre formule, celle à laquelle ils attachent le plus d'importance, comme par exemple l'échange d'une ceinture très large, ornée de figures remarquables et intelligibles. Ils en utilisent toujours à leurs réunions publiques, pour qu'elles leur rappellent leurs promesses; et nous devrions échanger des articles avec les signataires de chaque tribu [certaines des Cinq-Nations en ont seulement trois, mais les nations occidentales en ont plus]. Je souligne ici l'utilité de rencontres fréquentes avec les Indiens. Ils ne savent pas utiliser les lettres, et par conséquent leurs promesses doivent souvent leur être rappelées, sinon elles risquent d'être violées.

À mon avis, un traité d'alliance offensive et défensive serait idéal, car nous aurions ainsi le droit de demander leur aide à l'occasion et ils ne souhaiteraient pratiquement jamais la nôtre pour autre chose que des armes et des munitions, ce qu'il serait dans notre intérêt de leur fournir en cas de guerre entre eux. Un tel traité nous devrions passer avec chacune des confédérations contre l'autre, de sorte qu'ils se méfieraient plus par la suite. Ils devraient en outre nous livrer tous les prisonniers, les déserteurs et les Français (et il y en a plusieurs) qui se trouvent parmi eux, s'engager à ne plus jamais admettre aucun des membres de ces deux dernières catégories dans leurs châteaux. Ils devraient consentir à chasser les jésuites lorsque cela leur est demandé. L'occupation de tous les postes français

etc. sera laissée à notre discrétion et le libre passage par terre ou par eau leur sera garanti, ainsi que la navigation dans la région supérieure des Grands Lacs, etc. Le paiement des dettes et la permission à tous les commerçants de passer gratuitement et sans être molestés — les Sénécas devront garantir les portages — qu'aucune des nations ne traite à l'avenir avec les Shawnees ni les Delawares sans nous en informer et demander notre autorisation, et que toute relation soit immédiatement interrompue entre nos amis et quiconque aura par la suite des gestes d'hostilité (pour cela ils parleront d'obstruer la route de la paix) et que chaque nation à l'avenir, lorsque nous le demanderons de la façon convenue, nous livre quiconque pourrait être coupable de vol ou de meurtre afin que ces personnes soient jugées en vertu de la loi anglaise. Tout cela paraîtra sans aucun doute très sévère (et contrevient à l'alliance initiale), mais il est tout de même essentiel d'obtenir leur accord et il faudra qu'ils ratifient et confirment tous les engagements pris en vertu de cette alliance, ainsi que tous ceux qu'ils ont pris avec les Français.

De notre part, je crois qu'il faudra les assurer que le commerce sera libre, juste et ouvert dans les principaux postes, et qu'ils auront le droit de passer sans encombre dans notre pays. Nous promettrons de ne créer aucun établissement et de ne pas utiliser la terre en contravention du traité ou sans leur permission. Nous nous engagerons à traduire devant les tribunaux quiconque commet des vols ou des meurtres chez eux et à les protéger et à les aider contre leurs ennemis et les nôtres, et nous observerons dûment nos engagements vis-à-vis d'eux¹⁴².

C'est Niagara, plutôt qu'Oswego, qui a été retenu. Cet endroit était plus éloigné du pays mohawk et de Fort Johnson, mais il était plus commode pour les nations de l'Ouest. En avril 1764, Johnson avait conclu une paix séparée avec les Sénécas de Genesee, qui avaient été les principaux adversaires des Anglais dans la région du Niagara. Il n'était donc plus aussi dangereux de choisir Niagara comme lieu du conseil.

C'est aussi en janvier et en février 1764, lors d'une série de petits conseils, que Johnson avait utilisé la *Proclamation royale de 1763* pour consolider son appui parmi les nations haudenosaunee et auprès des Sept-Nations du Canada. Lorsque les rivières et les lacs ont commencé à se libérer et que les déplacements en canot ont pu reprendre, les Algonquin, les Nipissing et les Iroquois du lac des Deux Montagnes ont porté aux peuples de la région supérieure des Grands Lacs les wampums les invitant au conseil de Niagara.

La Conférence de Niagara, au cours de l'été 1764, a probablement été le plus important conseil jamais tenu entre Européens et nations autochtones. Elle rassemblait la plupart des participants au Conseil de Montréal, en 1701, et les Anglais en étaient des acteurs à part entière (tandis qu'à Montréal, les Français avaient fait office de médiateurs). Les nations qui n'étaient pas directement représentées par leurs chefs l'étaient par d'autres nations, soit à cause de la

distance (les Winnebago parlaient pour les Sioux) ou parce qu'ils n'étaient pas sûrs de l'accueil qui leur aurait été réservé (les Sénécas de Geneseo parlaient pour les Delawares).

Sir William Johnson a dressé une liste de 24 nations qui assistaient à l'«assemblée générale» (fait intéressant, il a d'abord classé les Algonquins et les Nipissing avec la «Confédération de l'Ouest», principalement de langue algonquienne, mais il a préféré ensuite les ranger avec la «Confédération iroquoise», de toute évidence parce que les Sept-Nations du Canada faisaient partie de la Confédération haudenosaunee après 1760).

Mohawk
Nanticoke
Onéida
Canoy
Tuscarora
Mohican
Onondaga
Algonquins
Cayuga
Nipissing
Sénéca
Coghnawagey
Ganughsadagey

La Confédération des Six-Nations

Chippewa
Outaouais
Menominey
Saki
Outagami
Puan
Christineaux
Hurons
Toughkamiwon
[Algonquins]
[Nipissing]¹⁴³

La Confédération de l'Ouest

Cadwallader Colden représentait la colonie de New York aux conseils avec les Haudenosaunee. Il était en outre féru de botanique et d'histoire (il avait rédigé un ouvrage intitulé *History of the Five Indian Nations*, publié en 1727 et réimprimé en 1747). Johnson lui écrivait, le 23 août 1764:

Les nations venues de l'Ouest étaient les Hurons, les Outaouais, les Chippewas, les Sakis, les Puants, les Renards, les Menomineys, bref, tous les chefs des nations

occidentales. Il ne manquait qu'environ 300 Indiens dirigés par Pontiac à la rivière Miami, et les Pottawatamis, qui ont préféré ne pas se montrer. En tout, il y avait environ 2 000 personnes, y compris ceux des Six-Nations qui m'accompagnaient. C'était le plus grand rassemblement d'Indiens qui se soit peut-être jamais tenu à une occasion quelconque — les Shawnees et les Delawares de l'Ohio ne sont pas venus, ils sont maintenant postés le long de la rivière Sioto et surveillent tous nos gestes, mais je suppose que les transactions qui ont été effectuées au cours du congrès les amèneront bientôt tous à la raison, si nous ne parvenons pas à faire quoi que ce soit contre eux¹⁴⁴.

Le principal objectif du congrès de Niagara était sans doute la paix — la paix entre les Anglais et la Confédération de l'Ouest, la paix avant que les Haudenosaunee n'aient une raison de s'allier aux nations de l'Ouest contre les Anglais. Johnson a consacré la plus grande partie de son temps à des conférences individuelles avec les nations de l'Ouest (les rencontres ont duré pendant plus d'un mois et les provisions et les présents ont coûté beaucoup plus que prévu), il était essentiel que les Haudenosaunee participent au conseil. En envoyant les invitations, Johnson avait fait dire à Mackinack (par exemple) qu'il allait venir avec une armée anglaise et les Six-Nations si la paix n'était pas conclue. La présence à Niagara d'une importante délégation haudenosaunee a facilité les négociations de paix que Johnson menait avec les nations occidentales.

Les nations occidentales ont accepté la paix exactement aux conditions que Johnson visaient en février. Le commerce a repris et il a été garanti. Les prisonniers ont été livrés et les Français ont été chassés des villages. Johnson a remis une ceinture de la chaîne d'alliance aux Ojibways, pour que ceux-ci la gardent au nom de toute la «Confédération des Lacs» à Michilimackinack. Il leur a aussi donné une longue ceinture montrant les 24 nations se tenant par la main, avec un navire à une extrémité et un rocher à l'autre. C'était le symbole des présents annuels que le Roi avait promis d'envoyer aux nations participantes. Les deux ceintures sont demeurées ensemble, elles sont passées de Mackinack à l'île Drummond, puis à l'île Manitoulin. Elles ont été conservées à Manitowaning et à Wikwemikong pendant plus d'un siècle. En 1786, sir John Johnson a remis aux Ojibways une ceinture qui ressemblait à la ceinture que son père leur avait donnée en 1764. La nouvelle ceinture représentait aussi deux hommes se tenant par la main, et on y voyait une chaîne qui dépassait à chaque bout. Il renouvelait ainsi la chaîne d'alliance après la révolution américaine.

Le Traité de Niagara a servi plusieurs fins importantes. Il a ramené la paix et rétabli le commerce. C'était aussi le premier grand conseil de sir William Johnson avec les nations

occidentales — tenu suivant les procédures qu'il avait apprises des Haudenosaunee. Ses rencontres en vue de ce conseil lui ont en outre permis de déterminer dans quelle mesure il pouvait exercer des pressions sur les Haudenosaunee et tirer parti de la «mauvaise conduite» des Sénécas de Geneseo, d'établir si la Confédération dans son ensemble ferait des concessions pour protéger les Sénécas contre les Anglais.

À partir d'avril 1764, Johnson a mis en oeuvre un plan pour donner aux Anglais le contrôle du portage de Niagara. La bande du Niagara séparait les lacs Ontario et Érié. Les Anglais, pendant la guerre qui avait couvé de 1760 à 1763, avait essuyé l'une de leurs pires défaites au Trou du Diable, quand les Sénécas avaient embusqué un train d'approvisionnement anglais au bord de la gorge et bien à couvert avaient tué la plupart des soldats anglais. Gage n'avait pas l'intention de laisser un tel incident se reproduire.

La bande du Niagara et la juridiction criminelle

Le 27 janvier 1764, Johnson écrivait à Thomas Gage:

La sécurité du portage de Niagara, qui est le seul portage à quelque 100 milles à la ronde, est primordiale, et le portage devrait certainement dépendre de Sa Majesté et la possession lui en être garantie par les Sénécas¹⁴⁵ [...]

Gage lui répondait de New York le 4 février:

La chose est difficile et demandera beaucoup de temps. Niagara est un poste de toute première importance et nous devons lui accorder la plus grande attention¹⁴⁶.

Le 4 mars, Gage écrivait à nouveau à Johnson:

Rien ne me semble mieux calculé dans nos intérêts que les conditions que vous proposez de demander à l'occasion du traité. Si certains articles devaient paraître trop rigoureux, nous devons faire quelques concessions. Il y a toutefois un point que je voudrais vous demander de considérer, car je crois qu'il serait très profitable à la Couronne et réduirait énormément la lourde charge que le Roi doit supporter pour l'entretien des forts. Je veux dire qu'il faudrait demander qu'un lopin de terre de quatre ou cinq milles autour des forts, et notamment de Fort Niagara et de Fort Pitt, soit cédé au Roi.

S'il était jugé raisonnable que le Roi envisage d'acheter ces terres, le prix devrait en être fixé, et Sa Majesté devrait avoir le loisir de les acheter ou non, selon qu'Elle adoptera ou non les mesures qui lui seront proposées à ce sujet¹⁴⁷.

Le 26 mars, c'était au tour de Cadwallader Colden d'écrire à sir William Johnson:

Votre réunion avec les Chenessios est de toute première importance. S'ils refusent de punir ceux qui les ont incités à la révolte et à commettre tant de meurtres cruels et barbares, peut-on compter sur leur amitié? [...] Tant qu'ils n'auront pas été dûment convaincus de notre force et de notre résolution, aucune paix avec eux ne peut être sûre, ni aussi longtemps qu'ils continueront de prétendre pouvoir faire ce que bon leur semble dans le passage entre Oniagara et le lac Érié. En réparation, ils pourraient entre autres renoncer à toutes leurs prétentions sur le pays des deux côtés du détroit entre les lacs Ontario et Érié¹⁴⁸.

Le 6 avril, Johnson répondait:

Je suis heureux de vous annoncer qu'ils ont accepté les diverses conditions que le général avait approuvées, qu'ils nous remettront les deux meurtriers de Kanestio, tous les nôtres qui sont chez eux, prisonniers, déserteurs, nègres, etc. et qu'ils cèdent à Sa Majesté toutes les terres de Niagara jusqu'aux rapides, des deux côtés du détroit, et plusieurs autres points¹⁴⁹ [...]

Le 25 avril, Johnson rencontrait une délégation haudenosaunee. Les Sénécas de Kanadasago ont alors déclaré en conseil:

Frère,
Je souhaite que vous considériez avec sérieux ce dont je vais maintenant vous informer au sujet des décisions prises par tout notre peuple dans nos foyers, qui n'ont pas changé pendant le voyage, contrairement à ce que certains ont fait récemment. Nous avons examiné avec attention nos anciens accords et établi que nous devons être comme des frères l'un pour l'autre. Nous sommes déterminés à respecter ces anciens accords et à reprendre la chaîne d'alliance que nous tiendrons solidement. Nous savons que le Grand Roi est l'autorité suprême en ces questions, et que le gouverneur et le général le représentent ici, et comme nous croyons qu'ils sont bien disposés, nous nous réjouissons — et nous conviendrons de tout ce que vous désirerez.

Une ceinture à 12 rangs.

Frère,
Nous vous assurons maintenant que nous sommes sincèrement résolus à faire ce qui est bien et que nos guerriers veulent à partir de maintenant aider nos sachems à promouvoir la paix et le bien, pour les Anglais comme pour nous-mêmes. Nous sommes la porte de la Confédération qui mène à l'Ouest, ce que sont nos frères les Mohawks de votre côté, et nous allons maintenant informer toutes les nations que nous avons ouvert une nouvelle porte à Chenussio dans l'intérêt de tous.

Une ceinture à 15 rangs, ornée de figures noires.

La conférence s'est poursuivie, et chaque nation de la Confédération a manifesté à Johnson son regret pour les gestes de quelques esprits échauffés et s'est engagée à préserver la

solidité de la chaîne d'alliance. Johnson a continué de refuser aux Sénécas toute parole d'approbation et, le 1^{er} avril, il a fixé les conditions du retour des Sénécas dans l'alliance de la paix:

Lorsque tous furent assemblés, sir William a expliqué aux Sénécas les divers articles, un à un, en présence de toutes les nations, et il a remis une ceinture avec chaque article et demandé une réponse avant leur départ [...]

Le soir, 14 des chefs séneca mis au ban se sont présentés devant sir William, accompagnés d'un Mohawk et d'un chef onondaga, et ils ont demandé à conférer en privé avec lui, ce qui leur a été accordé. Leur chef a supplié sir William de répéter les divers articles encore une fois, pour s'assurer qu'ils les comprenaient et s'en souvenaient bien, ce qui a été fait, et ils l'ont beaucoup remercié et l'ont assuré qu'ils allaient examiner ces articles sans délai et fournir leur réponse le lendemain. Sir William leur a parlé de la question avec beaucoup de vigueur et de sévérité, tout comme les chefs mohawks et onondagas, et ils ont été dûment impressionnés, après quoi ils sont retournés à leurs campements.

Le 2 avril, à trois heures de l'après-midi, les diverses nations étant assemblées dans la salle du conseil, l'orateur onondaga Tyawarunta a été prié de parler au nom des Sénécas, avec l'aide de Bunt, et lorsque cela a été convenu ils ont répondu à tous les articles à l'exception de deux, selon les souhaits de sir William, et ont remis des ceintures à cet effet.

En faisant appel aux Onondagas comme orateurs, on indiquait à Johnson que toute la Confédération avait fait l'unité sur la question. Par contre, on signalait aussi que les Sénécas voulaient par ce moyen détourné éviter tout affrontement avec Johnson.

Sir William leur a ensuite parlé et il a insisté pour qu'ils acceptent sans réserve chaque article proposé, sinon il porterait la guerre immédiatement dans leur pays. Ils ont donc accepté un autre article et ils ont demandé jusqu'au lendemain pour examiner l'autre. Ayant accepté, et après leur avoir longuement parlé de leur récent comportement et des hésitations qu'ils manifestaient à régler les questions, sir William, a invité toutes les nations au festin de guerre préparé pour l'occasion. Il y a chanté son chant de guerre, déclarant la guerre de façon solennelle aux Shawnees et aux Delawares, et à toutes les nations qui pourraient se joindre à eux, ce qui a été suivi par les Sénécas et toutes les nations présentes, de façon très solennelle, et le festin s'est poursuivi toute la nuit.

Les Sénécas n'avaient pas le choix: ils *devaient* se joindre au reste de la Confédération, même si cela signifiait qu'il leur faudrait se retourner contre leurs anciens alliés de la porte ouest.

Sir William Johnson s'en est sagement tenu aux procédures haudenosaunee pendant toute la cérémonie et il a même chanté ses chants de guerre personnels. Il a aussi rudoyé les Sénécas pendant le conseil, sans amabilité ni compromis — une tactique qu'il devait appliquer à nouveau quatre ans plus tard à Fort Stanwix. Johnson a ensuite communiqué aux Sénécas de Geneseo les conditions de la paix, en donnant l'impression qu'il n'était pas libre de négocier:

Je peux seulement vous proposer les conditions du général, celles suivant lesquelles il acceptera de vous accueillir — et je veux une réponse immédiate, sans entrer dans les détails d'affaires passées pour souligner votre culpabilité qui est si évidente. Nous n'écouterons rien d'autre que votre réponse. Si vous vous repentez véritablement de ce que vous avez fait et êtes déterminés à vivre en paix à partir de maintenant, le général propose que vous acceptiez les conditions suivantes.

Premièrement, vous livrerez les meurtriers de Kanestio.

Deuxièmement, vous nous remettrez tous les prisonniers, déserteurs et Français qui se trouvent parmi vous, sans distinction, et vous vous engagerez à ne plus jamais en accepter parmi vous.

Troisièmement, vous nous donnerez libre accès au portage de Niagara, y compris les terres allant du fort au ruisseau qui domine la petite Niagara, une bande large de quatre milles le long de la rivière, et l'autorisation de couper du bois pour la construction, le feu, etc.

Quatrièmement, vous nous laisserez la voie libre dans votre pays, que les Anglais pourront traverser avec leur bétail, des voitures et autrement, et nous aurons le droit d'occuper les lacs, rivières, ruisseaux, etc.

Cinquièmement, vous nous donnerez le droit d'utiliser les ports d'Orundequate et d'Asserotus et le droit d'y ériger des fortifications.

Sixièmement, vous bloquerez la route aux Shawnees et aux Delawares, et vous vous engagerez à ne plus jamais traiter avec eux sans notre permission.

Septièmement, vous ne tiendrez plus jamais de conférences, n'entretiendrez aucune correspondance ni ne traiterez avec des ennemis de Sa Majesté, et vous adhérerez à la chaîne d'alliance pour toujours.

Huitièmement, vous respecterez les divers articles et laisserez des otages en garantie jusqu'après la réunion de toutes les nations à Niagara.

Si vous acceptez ces propositions sans réserves, elles seront considérées comme des préliminaires à un traité général avec vous, et l'armée aura ordre de ne pas vous attaquer¹⁵⁰.

À cette réunion, les Sénécas ont donné leur accord, article par article. Par la suite, en réunion privée, les Sénécas ont expliqué qu'il leur serait difficile de livrer les jeunes gens impliqués dans le meurtre de Kanestio. Non seulement ces hommes se trouvaient en Ontario, mais ils «appartenaient» à quelqu'un qui échappait au contrôle des Sénécas. Ceux-ci ont ainsi évité d'avoir sur les mains le sang de ces jeunes gens.

L'article sept du document signé par les Sénécas en avril 1764 énonce ce qui suit:

Si un Indien assassine ou vole un sujet de Sa Majesté, il sera immédiatement livré pour être jugé et puni suivant les lois équitables de l'Angleterre; et si un homme blanc commet des crimes semblables à l'égard d'un Indien, il sera immédiatement jugé et puni si sa culpabilité est établie. Et les Sénécas ne se feront plus jamais justice eux-mêmes, sinon de la façon susmentionnée, en présentant toutes leurs plaintes à sir William Johnson, ou au surintendant des Affaires indiennes de Sa Majesté, et ils respecteront scrupuleusement les conditions de la chaîne d'alliance de l'amitié¹⁵¹.

Cette condition du traité portait en germe les éléments de plusieurs accords ultérieurs et reprend certains éléments de plusieurs ententes antérieures. Les Indiens ne seraient remis à la justice britannique que pour des crimes commis contre «les sujets de Sa Majesté». Ce qui sous-entend que les Sénécas n'en faisaient pas partie. Il y a là un équilibre, une réciprocité qui fait écho au Traité de Fort Albany, conclu en 1664, près d'un siècle plus tôt. L'instance qui reçoit les plaintes — le surintendant général — était déjà établie dans des traités antérieurs et maintient le rapport de responsable à responsable tout en empêchant les particuliers de chercher vengeance ou «réparation».

Avec le temps, parce que l'ensemble de la Confédération avait accordé aux Anglais la juridiction dans trois domaines — le vol, le meurtre et le viol, le concept a été accepté par d'autres nations et collectivités. Progressivement, cet état de fait en est venu à englober non seulement les cas où les victimes étaient blanches, mais tous les crimes de ces types.

Cette concession a dû être pénible à faire. En vertu de la loi anglaise, le vol et le meurtre étaient encore souvent punis de mort, un châtiment considéré comme barbare par les Haudenosaunee, pour qui il demeurait d'ailleurs difficile de réprimer les actes de vengeance. Les tribunaux anglais n'avaient pas la réputation d'être très justes à l'égard des accusés indiens. Par contre, seules les personnes qui étaient «coupables» étaient livrées à la justice. Les Haudenosaunee avaient coutume d'exiler ceux qui s'étaient mal conduits: il leur semblait donc logique de bannir un meurtrier, un voleur ou un violeur en le remettant aux Anglais. Il est rarement fait mention de viol au cours des deux premiers siècles de contact.

Apparemment, lorsqu'ils étaient sur le sentier de la guerre, les hommes évitaient les rapports sexuels avec les femmes par crainte de s'affaiblir. Il semble donc que le viol a été le dernier des trois «domaines» mentionnés dans lequel il a fallu intervenir. Dans les premières années, ce n'était pas un problème [...]

À l'occasion du même traité, les Sénécas ont cédé à la Couronne une bande de terre allant du lac Ontario au lac Érié, s'étendant sur quatre milles de chaque côté de la rivière Niagara. Vingt ans plus tard, une bande de six milles de chaque côté de la rivière devait être remise aux Six-Nations du territoire de la rivière Grand.

La cession sénéca était toutefois limitée. Les terres devaient ne servir qu'au Roi, et ne jamais être cédées à un particulier. Le Roi avait le droit d'y ériger des forts et de l'utiliser à des fins militaires, mais la terre devait demeurer un territoire de chasse sénéca. De ce point de vue, la bande du Niagara cédée en 1764 ressemblait au «territoire de chasse du Castor» prévu dans le Traité Nanfan, en 1701. Le 23 août 1764, Johnson écrivait à Colden:

Les Sénécas ont de même cédé à sa Majesté toute la terre s'étendant du lac Ontario au lac Érié, sur quatre milles de large de chaque côté de la rivière, que plusieurs garnisons pourront utiliser. C'est là le double de ce que les chefs avaient consenti le printemps dernier. Les îles (l'une est très grande), ils ont insisté pour que je les accepte comme une marque d'estime et pour apaiser mon esprit (comme ils l'ont dit) après m'avoir fait attendre.

Le comportement des Sénécas aura sûrement beaucoup d'effet sur les Shawnees et les Delawares, ainsi que sur toutes les nations, car c'est un peuple puissant qui a beaucoup d'influence sur les autres¹⁵² [...]

Le don des îles de la rivière Niagara à sir William Johnson — en son nom personnel — était, selon les lois de l'époque, sans aucune validité. En septembre 1764, Johnson cherchait déjà à faire approuver par le gouvernement ses acquisitions de terres mohawk. Il ne voulait pas avoir de nouveaux ennuis au sujet des terres sénéca. Par conséquent, il a converti ce don personnel en cadeau au Roi, à l'insu des Sénécas dont ce n'était pas l'intention.

Le 1^{er} septembre 1764, Johnson écrit à Bouquet:

J'ai réglé des affaires avec une grande partie des Indiens de l'Ouest et j'ai fait la paix avec les Sénécas qui nous ont remis plusieurs prisonniers et ont cédé un vaste territoire à Sa Majesté, entre les lac Ontario et Érié¹⁵³ [...]

Le 16 septembre, Johnson avait eu vent du traité conclu à Detroit par le colonel Bradstreet avec les représentants de collectivités qui ne s'étaient pas rendues à Niagara. Johnson a écrit à Gage que les Shawnees et les Delawares ne faisaient que «divertir le colonel Bradstreet en prétendant vouloir la paix». Quant aux Sénécas de Geneseo, il déclarait pouvoir leur «faire

avaler la pilule» du portage [Papiers sir William Johnson, IV, 439]. Le 25 septembre, il suggérait à Gage de le faire en embauchant les Sénécas pour porter les marchandises et en leur donnant «des présents» [IV, 546].

Importance

Ce traité réaffirmait les droits fonciers qui avaient été confirmés par la *Proclamation royale de 1763*.

Le traité était un engagement formel des «largesses de Sa Majesté», les présents annuels du Roi ont été livrés chaque été jusque dans les années 1850.

Vingt ans plus tard, en 1784, Sir John Johnson a accepté la cession d'une bande de quatre milles de largeur du côté canadien de la rivière Niagara, par les Mississaugas. Il s'agissait de la première d'une longue série de cessions foncières faites par les Mississaugas et portant sur les terres d'autres peuples. Dans les années 1820, ils ont cédé un territoire algonquin de la vallée de l'Outaouais, puis ont confirmé et élargi cette cession un siècle plus tard, en 1923. En 1856, ils ont cédé des îles qu'ils revendiquaient dans le lac Ontario et le Saint-Laurent et n'ont pas protesté alors que, pendant plus d'un siècle, le Canada vendait les îles des Onondagas d'Oswegatchie et remettait l'argent aux Mississaugas d'Alnwick. Les Mississauga détenaient-ils le «titre de propriété» sur la bande de territoire du Niagara? Certainement pas du point de vue du contrôle réel, puisqu'ils étaient très peu nombreux et n'avaient aucun établissement à proximité. Des gens sans liens véritables avec la terre peuvent-ils la vendre à la Couronne et abolir par le fait même les droits d'autres personnes qui ont des liens avec cette terre? D'après le droit canadien — et l'histoire — c'est possible et cela a été fait.

Le traité prévoyait la cession de la bande du Niagara pour protéger le portage de Niagara — mais uniquement à l'usage du Roi, et ne devait jamais être utilisé ni occupé par des particuliers. La terre du côté canadien a été presque entièrement concédée à des particuliers.

Le traité modifiait la chaîne d'alliance en remettant aux tribunaux anglais la juridiction sur les Haudenosaunee en matière de vol et de meurtre, lorsque les victimes étaient blanches.

Le Traité de Fort Stanwix, 1768

La capitulation des Français, combinée aux efforts de pacification de sir William Johnson en Amérique du Nord, a mis fin à un siècle et demi de conflit:

Le Traité de Paris a donné lieu à la plus grande migration humaine de l'histoire, dans un territoire immense. La superficie du monde occidental a doublé et la population s'est mobilisée pour en prendre possession. La ruée a été chaotique. Des colonies concurrentes se sont empressées de s'emparer des terres en y installant des colons, d'après des cartes qu'elles avaient elles-mêmes tracées. Des affréteurs plein d'initiative ont rempli des bateaux d'Anglais et d'Allemands et donné ordre que les navires remontent aussi loin que possible le cours de rivières comme la Saco, la Penobscot, la Peedee et l'Apalachicola. Des promoteurs de fortune ont emmené des immigrants sur des berges boueuses et leur ont attribué des lots dans l'espoir de gagner les faveurs d'Albany, de Portsmouth et de Savannah et de devenir de grands propriétaires fonciers¹⁵⁴.

La menace française évanouie, les colonies ne jugeaient plus utile de se confiner à la côte est. Les populations en expansion commencèrent à pousser vers l'Ouest.

La démarcation établie par la Proclamation royale devait être temporaire. Les mots «pour le présent» sont rarement considérés comme une disposition importante de la Proclamation aujourd'hui, mais dans les années 1760 il indiquait clairement qu'une frontière plus permanente entre les colonies britanniques et les nations indiennes restait à négocier.

Cette négociation s'imposait pour prévenir une autre guerre. Les gens qui, comme Daniel Boone, franchissaient bravement le défilé de Cumberland jusqu'au Kentucky, où il y avait «un Indien derrière chaque arbre», et devenaient des héros pour les colons, contrevenaient à la loi anglaise (car ils s'établissaient au-delà de la frontière établie par la Proclamation royale) et traitaient avec les nations indiennes qui possédaient encore les terres.

Une frontière permanente entre le territoire haudenosaunee et les terres anglaises a été adoptée lors du Traité de Fort Stanwix. Les conseils eux-mêmes se sont déroulés du 22 octobre au 5 novembre, et les cérémonies préliminaires ont été observées dans leur entier. Il a donné lieu à nombre de «pourparlers dans les bosquets», comme on appelait à l'époque les discussions informelles menées dans les coulisses.

Le fort dominait une bande de terres iroquoises large de 15 milles appelée De-o-waint-sta («Grand Portage»), qui reliait la rivière Mohawk et le lac Oneida, la porte ouest¹⁵⁵.

Les dossiers du Traité de Fort Stanwix sont relativement complets même si, comme d'autres documents de sir William Johnson, ils sont souvent tendancieux. Le compte rendu du conseil se trouve dans le volume 1826 du Fonds d'archives n° 10, aux Archives nationales du Canada.

22 octobre.

À 4 heures les chefs des Conowarohares sont allés chez sir William et lui ont présenté les compliments d'usage, et il a fait de même et il a ordonné que des pipes, du tabac, un baril et des peintures pour les guerriers soient distribués. Les chefs se sont alors retirés, et d'autres groupes sont venus pour les mêmes politesses.

Il s'agissait sans doute de simples pipes de terre blanche, importées d'Angleterre en grande quantité. Elles devinrent par la suite un élément essentiel des présents annuels, et à cause de leur fragilité beaucoup arrivaient brisées en Amérique. Le baril était un baril de rhum: même si Johnson s'opposait officiellement à la consommation d'alcool au cours des conseils indiens, un petit verre d'alcool était considérée comme une marque d'hospitalité essentielle. L'expression «compliments d'usage» désigne peut-être des salutations abrégées, incluant les grâces et les condoléances, échangées à l'arrivée d'une délégation à un conseil important.

Ce matin, le chef onondaga Bunt, l'orateur Ticawarunte, le chef Ganaquiesha, des Onéidas, Senughsis et Nicholazera, et le chef mohawk Abraham se sont présentés chez sir William pour l'inviter à célébrer avec eux la cérémonie des condoléances organisée en l'honneur d'Onoghearidari, un chef séneca décédé récemment. Sir William a accepté, car cela lui fournissait l'occasion d'activer les affaires du congrès et de régler certaines questions avec eux.

C'était une importante délégation: des chefs de toutes les nations de la Confédération organisaient une grande cérémonie de condoléances à l'occasion du décès d'un *royaner*. À 10 heures du matin, Gastrax, suivi de 10 des siens, s'approcha immédiatement de sir William et fournit diverses excuses pour son retard. Il évoqua son grand âge, le haut niveau des eaux, la perte d'un petit-fils, pour tenter de se faire pardonner. Sir William lui a exposé tous les inconvénients que ce retard avait occasionnés, comme la consommation extraordinaire de provisions qui avaient coûté très cher au gouvernement, et les délais créés pour plusieurs gentilshommes venant de provinces éloignées, en cette fin de saison; il espérait que pour cela Gastrax ferait amende honorable en se montrant prudent et avisé au cours du congrès. Il a ensuite ordonné qu'on apporte, pour lui et son peuple, des provisions, un peu de rhum, du tabac, des pipes et des peintures, puis ils se sont séparés.

Gaustrax était le chef des Sénécas de «Chenussio», aussi appelé Geneseo, le plus important village sénéca, celui qui était le moins fidèle aux Anglais. Johnson considérait Gaustrax comme le principal instigateur de la guerre menée contre l'Angleterre, quelques années auparavant, et son retard à cette réunion était de la même veine que ses retards à d'autres conseils, notamment à ceux de Johnson Hall et de Niagara, en 1764. Les Sénécas, sachant qu'ils n'étaient pas dans les faveurs des Britanniques, avaient probablement attendu que les autres nations de la Confédération soient arrivées en nombres suffisants pour les protéger.

Après-midi.

Les chefs cayugas sont venus saluer sir William Johnson et lui ont fait les compliments usuels. Ils l'ont informé qu'ils étaient 48 et que d'autres membres de leur nation devaient venir plus tard. Sir William a répondu à leurs politesses et il leur a offert des pipes, du tabac, des peintures, etc., puis ils sont retournés à leur campement.

24 octobre.

Conseil de traité auquel assistaient les Six-Nations, les Shawanais, les Delawares, les Sénécas de l'Ohio et leurs dépendants, à Fort Stanwix, le lundi 24^e jour d'octobre.

Étaient présents:

Son Honneur sir William Johnson, Baronnet (Surintendant),
 Son Excellence William Franklin (Gouverneur du New Jersey),
 Monsieur Thomas Walker (Commissaire de la colonie de Virginie),
 Son Honneur Frederick Smith (Juge en chef du New Jersey),
 Messieurs Richard Peters et James Highman (Commissaires de la province de Pennsylvanie),
 Messieurs George Croghan et Daniel Claus (Agents des Affaires indiennes),
 Monsieur Guy Johnson (Agent supérieur, à titre de secrétaire) et divers autres gentilshommes de diverses colonies.
 Messieurs John Butler, Andrew Montour et Philip Philips (interprètes).

Les chefs indiens présents étaient:

MOHAWKS	ONONDAGAS	SÉNÉCAS
Abraham	Bunt	Gaushtax
Kanadagaya	Teyawarunti	Odongot
Hendrick	Deaguanda	Sayenguaraghta
Aroghiadeeha	Tewashughti	Ausquisahawe
Tekarihoga	Adiushkanoran	Osourda
Onohario	Degohadori	Wanugsissa
avec 232 personnes	avec 326 personnes	avec 470 personnes

ONÉIDAS Ganaghquieson Nicolazera Senughsis Gayrigeta Tagawaron Tayehase avec 480 personnes	CAYUGAS Tagaia Skanarady Attawawna Kaingseraragarat Tohutiniendantea avec 410 personnes	TUSCARORAS Saquareesera Kanigot Tyaghawehe avec 350 personnes
Faisants avec 16 personnes	Benevissica avec 410 personnes	Killbuck et Turtleheart avec 427 personnes
Nanticokes Jemmy Nanticock avec 138 personnes	Oughwagos Adam Peter avec 270 personnes	Canots Arrivés la nuit précédente avec 96 personnes
Chugnuts Adarundungas avec 65 personnes	Indiens minisink au total 90	Cagnawageys au total 29

Tutelos 38
Total des Indiens: 3102

Lorsque tous ont été assis, M. Walker a présenté à sir William Johnson ses lettres de créance en tant que commissaire de la Virginie, ainsi libellées:

Monsieur John Blair, président des affaires de Sa Majesté et commissaire en chef de la Colonie et du Territoire de la Virginie, à Monsieur Thomas Walker:

En vertu du pouvoir et de l'autorité qui me sont conférés à titre de président du Conseil de Sa Majesté et de commissaire en chef de la Colonie et du Territoire de la Virginie, je désigne par la présente ledit Thomas Walker à titre de commissaire de la Virginie, et lui donne mandat de fixer une frontière entre cette colonie, celles de la Pennsylvanie et du Maryland et les diverses nations d'Indiens concernées. Vous êtes prié d'assister au congrès qui sera tenu à cette fin sous la direction de sir William Johnson, conformément aux instructions de Sa Majesté, que je vous transmettrai. Fait de ma main ce dix-septième jour de juin de l'an de grâce mil sept cent soixante-huit, en la huitième année du règne de Sa Majesté.

Les commissaires coloniaux qui assistaient au conseil présentaient leurs lettres de créance de la même façon qu'une délégation haudenosaunee retournerait un wampum d'invitation aux personnes ayant convoqué le conseil. Lorsque les participants ont tous été identifiés et reconnus,

Johnson a pu ouvrir officiellement le conseil. À l'occasion, le mot «congrès» est utilisé dans les documents. Il ne s'agit pas d'une erreur — le Traité de Fort Stanwix s'est tenu seulement huit ans avant la Déclaration d'indépendance des États-Unis, et la création du Congrès américain reflétait la réunion d'États souverains en un congrès pacifique comme celui du traité de 1768. En fait, nombre de commissaires ayant assisté à des conseils et traités haudenosaunee ont par la suite exercé une influence sur la constitution des États-Unis. MM. Highman et Peters sont également admis comme commissaires de la Pennsylvanie, sir William, par l'entremise du chef mohawk Abraham, s'est adressé aux Indiens dans les termes suivants:

Je vous prends par la main et vous souhaite à tous la bienvenue en ce lieu, où j'ai allumé le feu du conseil pour traiter d'affaires importantes.

Ces mots font écho à la cérémonie d'accueil qui se déroule à l'orée des bois et aux précautions prises pour amener les visiteurs près du feu. À Onondaga, il y avait un feu permanent du conseil de la Confédération. Albany avait été le lieu permanent des conseils entre Haudenosaunee et Anglais jusqu'à ce que sir William ait fait de sa maison, Fort Johnson, un autre feu permanent.

Le gouverneur du New Jersey et les commissaires de la Virginie et de la Pennsylvanie vous souhaitent également la bienvenue. Le lieutenant-gouverneur Penn était venu vous rencontrer et il a attendu longtemps, mais il a dû rentrer chez lui pour affaires, et il a laissé ces deux gentilshommes ici comme commissaires, au nom de la Pennsylvanie.

Le gouverneur, messieurs les commissaires ainsi que moi-même avons attendu ici pendant un mois et nous commençons à nous impatienter. Néanmoins, vous le voyez, notre désir de vous rencontrer a été plus fort que toutes les autres considérations et nous a incités à rester. J'espère donc que vous êtes venus pleinement préparés, le cœur bien disposé à traiter des affaires pour lesquelles nous nous sommes réunis, et pour vous mieux préparer encore j'observe maintenant l'ancienne coutume établie par nos ancêtres et je procède à la cérémonie des condoléances comme c'est l'usage à ces occasions.

Avec ce rang de wampum, au nom de Sa Majesté et de tous Ses sujets, j'essuie les larmes de vos yeux, celles que vous versez constamment pour vos chefs défunts, et je dégage votre regard afin que vous puissiez voir avec joie vos frères, qui sont venus de plusieurs provinces pour assister à ce congrès général que Sa Majesté m'a ordonné de tenir ici afin de régler certaines questions entre Elle et vous.

Avec ce rang, je libère le chemin de vos cœurs, pour que vous puissiez parler avec franchise et en toute candeur de divers sujets qui, au cours du congrès, seront abordés, et j'efface de votre esprit tout chagrin et tout malaise.

Avec ce rang, j'essuie le sang de vos amis sur vos couches, afin que vous puissiez à nouveau reposer en paix et dans le confort.

A donné trois rangs.

Frères,

Je suis profondément attristé par les nombreuses pertes que vous avez subies dans vos diverses nations depuis notre dernière rencontre, et je vous transmets mes sincères condoléances.

Une ceinture.

Frères,

Avec cette ceinture, je rallume les feux de vos conseils, pour que les chefs encore vivants puissent s'y réunir confortablement et se consulter sur diverses questions qui pourraient leur être soumises.

Une ceinture.

Frères,

J'ai rallumé les divers feux de vos conseils et je vous remets maintenant cette ceinture, pour que les conseillers se rassemblent dûment lorsque les affaires de vos nations l'exigent et qu'ils s'appliquent avec zèle à favoriser votre paix et vos intérêts.

Une ceinture.

Frères,

Avec cette ceinture, je lève le voile d'obscurité qui depuis quelque temps recouvrait vos pays à cause des pertes nombreuses et cruelles que vous avez subies, et maintenant, de tout coeur, je souhaite que vous puissiez profiter d'un ciel clair et serein, et voir vos frères du soleil levant au soleil couchant.

Une ceinture.

Frères,

Je traite chacun suivant ses coutumes, et comme vos ancêtres ont depuis le début des temps recommandé l'observation d'un ensemble de règles qu'ils vous ont transmises, je me plie maintenant à cette coutume et je prends l'eau la plus pure et avec cette eau je nettoie vos coeurs de toute souillure et de tout ce qui vous préoccupe.

Une ceinture.

Frères,

Je dois vous demander, à vous sachems et conseillers, de consulter selon les besoins les chefs de vos jeunes gens, qui sont en général posés et pleins d'expérience, et vous, chefs et guerriers, d'écouter vos sachems et conseillers, dont les sages avis seront toujours de votre intérêt.

Une ceinture.

Frères,

En accomplissant ces cérémonies, je ne dois pas oublier cette partie nécessaire, et, puisqu'il y a seulement deux feux au sein de votre Confédération, celui qui se trouve à ma maison et l'autre à Onondaga, je dois vous demander de toujours être prêts à vous rendre à l'un ou l'autre de ces feux lorsque vous en serez priés, grâce à quoi les questions seront examinées et réglées dans notre intérêt mutuel, et ce je vous le recommande instamment à tous.

Une ceinture.

Frères,

Je dois aussi vous demander de décider à l'unanimité de demeurer dans vos pays respectifs, de ne pas penser à vous établir illégalement sur le territoire d'autres nations, comme ce fut trop souvent la pratique depuis quelques années, au grave détriment de votre Confédération.

Une ceinture.

Frères,

Je vous donne un sac contenant un rang de wampum, que vous utiliserez lorsque vous entendrez que votre Confédération aura perdu un membre, et vous vous lèverez à cette occasion sans retard afin d'aller porter vos condoléances, et j'efface la tristesse ainsi occasionnée.

Trois rangs de wampum.

Frères,

Je vous remets maintenant une torche qui vous permettra de voyager la nuit en cas d'urgence extraordinaire, comme par exemple à l'approche d'un ennemi, afin d'en communiquer la nouvelle sans le moindre retard.

Trois rangs.

Les nations ponctuèrent ce discours d'un Yo Hah, et la cérémonie des condoléances prit fin. La séance a été levée jusqu'au lendemain.

Les condoléances de sir William Johnson n'étaient pas parfaitement au point — à moins que ce ne fut le compte rendu de Guy Johnson qui laisse à désirer. Il y manque des détails clés: le dégagement des oreilles, l'enlèvement des épines, le recouvrement des tombes. Pourtant, la plupart des éléments des condoléances haudenosaunee sont mentionnés, dans un style qui respecte les lois de la Confédération (mais Johnson ne pouvait s'empêcher de glisser quelques conseils politiques même dans cette partie préliminaire du conseil).

La principale entité politique anglaise de la chaîne d'alliance était la colonie de New York, qui n'était pas directement représentée à ce traité. Il est clair, d'après des déclarations ultérieures, que sir William Johnson représentait effectivement non seulement le Roi, mais aussi New York. Canaquieson, chef des Onéidas, s'est levé et il s'est adressé à toutes les personnes présentes. Il a signalé que plusieurs gouverneurs américains portaient des noms indiens par lesquels ils étaient connus des Indiens, sauf le gouverneur du New Jersey, et il jugeait donc nécessaire de lui attribuer un nom à lui aussi, et il lui a donné son propre nom, l'a pris par la main et l'a remercié.

Canaquieson a ensuite répondu à la cérémonie des condoléances de la façon suivante.

Frère,

Nous nous réjouissons que vous, le gouverneur et les autres gentilshommes soyez arrivés ici sains et saufs, et nous sommes sincèrement heureux de vous rencontrer.

C'était un des points que Johnson avait omis la veille: rendre grâce au Créateur de la protection qu'il avait accordée à chacun au cours du difficile voyage jusqu'au lieu du conseil.

Puis après avoir répété ce que sir William avait dit sur les premiers rangs la veille, il a poursuivi en disant qu'il essuyait les larmes que ses frères les Anglais avaient versées pour leurs pertes, ainsi que le sang de leurs amis, pour élever leurs coeurs afin qu'ils puissent se concentrer sur les importantes questions qui devaient être négociées.

A donné trois rangs.

Puis il a répété tout ce que sir William avait dit sur les six ceintures noires données pendant la cérémonie des condoléances, et il a remercié et il a déclaré:

Frère,

Nous sommes très tristes des pertes que vous avez subies depuis notre dernier congrès. Avec cette ceinture, nous vous exprimons nos sincères condoléances à ce sujet.

Une ceinture à neuf rangs.

Frère,

Nous vous remercions d'avoir rallumé les divers feux du conseil afin que nous puissions poursuivre nos affaires comme par le passé, et nous veillerons à ce que nos rencontres soient dans l'intérêt commun.

Une ceinture.

Frère,

Nous vous remercions de nous conseiller de nous assembler librement lorsque les affaires publiques le nécessitent et nous vous assurons que nous orienterons nos pensées vers la paix et l'ordre.

Une ceinture.

Frère,

Nous vous sommes très reconnaissants d'avoir levé l'obscurité qui recouvrait nos nations à cause de nos nombreuses pertes. Nous le prenons comme une marque de votre affection, car nous avons été durement éprouvés depuis quelque temps, et toutes nos nations unanimement vous remercient et vous rendent la pareille.

Une ceinture.

Frère,

Nous vous exprimons tous nos remerciements pour vous être souvenus de nos anciennes cérémonies. Nous les considérons comme le ciment de notre union et, comme vous l'avez fait pour nous, nous nettoyons vos coeurs avec cette eau pour vous débarrasser de toutes les impuretés.

Une ceinture.

Frère,
Nous apprécions les conseils que vous avez donnés à nos chefs de consulter les jeunes gens au besoin et ceux que vous leur avez donnés de nous écouter, et nous suivrons vos avis.

Une ceinture.

Frère,
Nous savons bien que nous n'avons que deux grands feux du conseil, celui qui se trouve à votre maison et celui d'Onondaga. Nous serons toujours prêts à nous y rendre dans l'intérêt commun, et nous espérons que vous continuerez à être disposé à nous rencontrer souvent, pour les besoins de la paix.

Une ceinture.

Frère,
Nous vous remercions de nous recommander de faire l'unanimité entre nous. Nous savons que vivre ensemble est dans notre intérêt et que cela fait notre force. Nous suivrons vos conseils et nous recommandons aux Anglais de prendre eux aussi leurs décisions à l'unanimité en toute occasion.

Une ceinture.

Frère,
Nous sommes heureux que vous respectiez si bien nos anciennes coutumes et nous remettiez un rang dans une pochette pour que nous l'utilisions pour vous informer de nos pertes, afin que vous puissiez nous consoler. Nous demandons que vous respectiez également la coutume en ces matières, afin que notre peine soit rapidement effacée.

Une ceinture.

Frère,
Nous vous remercions aussi infiniment de nous fournir une torche pour voyager en cas d'urgence. Nous vous promettons que nous nous en servirons s'il le faut pour vous communiquer tous les renseignements qui vous sont nécessaires. Les Six-Nations, les Shawnees, les Delawares et tous leurs dépendants, aussi loin que les grandes plaines de Scioto, vous remercient de vos bonnes paroles, qui étaient amicales à leur endroit, et ils vous demandent tous de continuer dans les mêmes bonnes dispositions.

La cérémonie des condoléances étant terminée, sir William a fait un bref discours, après quoi les chefs se sont levés et ont serré la main du gouverneur Franklin, et Conquieson lui a rappelé qu'il lui avait donné son propre nom et qu'il espérait donc qu'il en préserverait la réputation parmi les siens comme lui-même l'avait fait auprès de son peuple. Le gouverneur a beaucoup remercié, puis la séance a été levée jusqu'au lendemain.

La cérémonie des condoléances avait été reprise exactement dans le même ordre que la veille. Le compte rendu de Guy Johnson montre que l'orateur ne s'est pas contenté de répondre point par point, mais qu'il a aussi répété «ce que sir William avait dit» à plusieurs reprises. Certains points des condoléances étaient plus politiques que cérémoniels: la recommandation de

se rendre sans délai aux conseils convoqués à Johnson Hall, et celle de réunir les peuples dispersés. D'autres questions montrent que Johnson comprenait à fond la procédure haudenosaunee: le rang d'invitation dans une pochette, par exemple, indique que lui, au nom de la Couronne, était prêt à se déplacer au pied levé, la «torche» est à la fois un élément des condoléances traditionnelles (puisqu'elle apporte la lumière) et une garantie de sécurité. Sir William Johnson avait utilisé six ceintures noires pour exécuter les condoléances — le noir est la couleur de la peine et du deuil.

Deux thèmes se dégagent des cérémonies: celui de la sérénité d'esprit et celui de la paix. La cérémonie des condoléances dégageait tous les passages de communication, «pour éliminer toutes les peines et les malaises de vos esprits». L'orateur des Haudenosaunee avait mentionné «le bien commun» et «la paix», et signalé qu'il était nécessaire pour les deux parties de se rencontrer et de réitérer souvent leurs engagements. Tout comme Johnson avait présenté des demandes à la Confédération pendant ces condoléances (de faire l'unanimité, d'être prêt à se réunir au pied levé, de se rassembler rapidement pour exprimer des condoléances, de garder l'esprit serein), l'orateur de la Confédération a demandé la même chose à Johnson et aux Anglais: les autres concepts sous-jacents à cette cérémonie des condoléances sont la réciprocité et le respect.

Les Six-Nations ont exprimé leurs remerciements en leur nom et en celui des Delawarees et des Shawnees. Ces nations (ainsi que les Sénécas de Genesee) avaient été mêlées à de nombreux combats au début des années 1760, et leurs territoires de la vallée de l'Ohio étaient visés par les discussions sur la détermination des frontières. Tandis que les Six-Nations affirmaient avoir «fait des femmes» des Delawarees (selon certains, parce que les Delawarees avaient attaqué une autre nation de la Confédération), mais ces nations avaient pris le sentier de la guerre indépendamment des Haudenosaunee et ne faisaient que marginalement partie de la Confédération.

Le fait que Conquieson ait octroyé son nom au gouverneur du New Jersey n'est pas unique, et ne contrevient pas à la loi haudenosaunee. Il ne devait y avoir qu'un seul Conquieson parmi les Haudenosaunee — l'homme blanc qui portait ce nom le faisait «au sein de son propre peuple». L'octroi du nom créait une nouvelle relation, tant entre la Confédération et le gouverneur du New Jersey, au niveau institutionnel, qu'entre les deux hommes qui portaient le même nom, au niveau personnel. Les documents donnent peu de détails, mais la cérémonie

respecte les cérémonies modernes d'octroi de nom — prendre la personne par la main, annoncer le nom en présence de toute la collectivité, et serrer la main par la suite sont tous des aspects de l'octroi de nom et de l'adoption modernes.

Les cérémonies préliminaires avaient duré deux jours. Le troisième jour, les questions ont été abordées. Puisqu'il avait convoqué le conseil, Johnson a parlé en premier. Il a commencé par renouveler la chaîne d'alliance afin de favoriser l'accord et la bonne volonté en s'appuyant sur l'union existante. Il a décrit l'union politique créée par la chaîne d'alliance entre les Anglais et les Haudenosaunee de façon parallèle à l'union des nations au sein de la Confédération elle-même.

Tout comme les peuples de la Confédération devaient garder la Grande Loi à l'esprit, la Confédération devait garder la chaîne d'alliance «toujours devant elle», ainsi que les Anglais le faisaient. En renouvelant la chaîne d'alliance, Johnson a aussi situé les questions dans le temps à la façon des Haudenosaunee: les condoléances démontraient «le respect que nous avons pour les coutumes de nos ancêtres», tandis que le maintien de la chaîne profiterait aux générations futures «aussi longtemps que l'herbe pousserait et que l'eau coulerait». Les transactions européennes ne s'inscrivaient jamais dans une si vaste perspective.

Frères,

Nous avons maintenant accompli mutuellement la cérémonie des condoléances, pour manifester le respect que nous avons pour les coutumes de nos ancêtres et la tristesse que nous éprouvons pour nos pertes mutuelles. Je crois qu'il est tout à fait nécessaire maintenant de consolider notre union et à cette fin, avec cette ceinture, au nom de notre Père le Grand Roi d'Angleterre et au nom de tous ses sujets américains, je renouvelle et je confirme la chaîne d'alliance qui nous lie. Je la renforce et j'en essuie toute trace de rouille, afin qu'elle brille de tous ses feux aux yeux de toutes les nations, symbole de notre amitié et de notre affection, et j'espère que vous tous, conscients de l'intérêt de cette union, suivrez l'exemple des Anglais et la garderez toujours sous vos yeux et la tiendrez fermement, afin qu'elle demeure aussi longtemps que l'herbe poussera et que l'eau coulera.

Une ceinture de 15 rangs représentant la chaîne d'alliance,
ornée de figures humaines à chaque extrémité.

Frères,

Je suis persuadé que vous êtes tous conscients des avantages qui découlent de cette union étroite et que l'ayant toujours devant vous vous veillerez soigneusement à la préserver. Cela vous protégera de tous les dangers et vous procurera les avantages de la paix et du commerce avec un peuple capable de répondre à tous vos souhaits; et comme c'est là une question de la plus grande importance dont dépend notre amitié mutuelle et une communication libre, ouverte et sûre pour tous nos gens, avec cette ceinture je dégage maintenant les rivières et les sentiers dans tous nos territoires respectifs, j'en enlève tous les obstacles et les troncs à la dérive afin que les canots puissent passer sans danger et

que nos gens puissent voyager en toute sécurité de nuit comme de jour sans risque ni malheur. Et je vous recommande à tous de contribuer à ce travail et d'aider à garder cette alliance durable et ferme pour la postérité.

Une large ceinture.

Cette nouvelle ceinture ouvrait le commerce et la libre circulation des personnes des deux nations dans le pays de l'autre. Johnson avait exprimé cette notion, celle de l'ouverture des voies de communication, pendant la cérémonie des condoléances, et il avait éliminé tous les obstacles. Les Haudenosaunee n'ont pas répondu directement à ce point pendant le conseil de Fort Stanwix, qui a plutôt porté sur les questions relatives aux frontières.

Frères,

Écoutez-moi, qui ai maintenant de bonnes paroles à vous adresser, puisque c'est dans l'intérêt de l'ensemble de votre Confédération et de vos enfants qui ne sont pas encore nés. Vous vous souvenez tous qu'il y a trois ans, je vous ai informés du souhait de Sa Majesté d'établir une frontière entre son peuple et le vôtre, et nous avons convenu que certaines parties de cette ligne devraient passer là où il en serait décidé. Vous tous, je l'espère, vous souvenez des raisons que je vous ai alors données pour créer une telle frontière, mais je les répéterai quand même aujourd'hui. Vous savez, frères, que les empiètements sur vos terres ont toujours été l'une des principales sources de plainte et que dans toute la mesure du possible nous avons essayé de vous donner réparation. C'était un travail difficile, en général sans succès, car même si les provinces ont des frontières entre elles, il n'existe aucune frontière nette entre elles et vous et par conséquent non seulement plusieurs des nôtres, ignorants des affaires indiennes, se sont avancés trop loin dans vos territoires, mais aussi nombre de vos frères, faute d'une telle ligne, ont été trompés dans les transactions qu'ils ont faites ou sur les limites qu'ils ont fixées à nos revendications respectives. Cela, frères, est triste, et nous a souvent causé bien du souci et a échauffé les esprits, mais cette situation changera seulement si nous fixons certaines frontières dont nous conviendrons et que nous rendrons publiques entre nous. Le grand et bon roi d'Angleterre, mon Maître, vous porte amitié et a souci de vos intérêts, ce dont j'espère que vous vous souviendrez toujours. Entre autres effets de sa bonté, après de longues délibérations sur les moyens de vous satisfaire et de prévenir d'autres disputes au sujet des terres, Il a finalement résolu de fixer une frontière entre Ses sujets et vous et ce, de la façon qui vous sera le plus agréable. Par conséquent, Il m'a ordonné de vous convoquer pour établir cette frontière, après avoir conféré avec les gouvernements intéressés, représentés ici par le gouverneur des Jersey, les commissaires qui parlent au nom d'Asaregoa, gouverneur de la Virginie, et les commissaires de la Pennsylvanie, qui vous donneront les plus fermes assurances quant aux intentions de leurs gouvernements respectifs de respecter ce que nous allons maintenant convenir. La présence de tant de personnes importantes donnera sa force à la transaction et permettra de la faire connaître aussi loin que résonne le nom anglais. Sa Majesté m'a ordonné de vous fournir une belle preuve de sa générosité, en proportion de la nature et de l'étendue des terres qui lui reviendront.

Dans l'ensemble, j'espère que vos délibérations et vos résolutions seront unanimes, de façon que Sa Majesté puisse les considérer comme preuve de votre gratitude devant ses faveurs.

Une belle ceinture neuve.

Cette affaire que nous examinons aujourd'hui mérite la plus sérieuse attention. Je ne vous encombrerai d'aucun autre sujet jusqu'à ce que cette question soit généralement réglée, et nous allons donc maintenant lever la séance pour que vous ayez le temps de réfléchir et reveniez pleinement disposés à donner votre agrément.

Johnson n'avait pas fait de proposition directe quant à l'emplacement de la frontière — il avait seulement rappelé qu'une frontière permanente s'imposait et que le Roi était prêt à verser une compensation généreuse pour «les terres qui lui reviendraient». Il avait passé le fardeau de la réponse à «l'autre côté du feu», aux Haudenosaunee, et attendait «un agrément». Le consensus au sujet de l'emplacement de la frontière se ferait lentement: il fallait d'abord discuter et accepter le concept d'une frontière permanente, puis le détailler et le préciser.

Le rapport inhérent entre les participants au conseil est souvent repris: les parties ont une «union», mais les Haudenosaunee sont d'un côté du feu et les «sujets du Roi», de l'autre, et une ligne permanente doit être tracée entre les terres de chaque côté. Il n'est nulle part suggéré que les Haudenosaunee devraient obéir au roi d'Angleterre. Puis Abraham, chef des Mohawks, après avoir répété ce que sir William avait dit, a ainsi parlé.

Frère,

Nous vous remercions de ce que vous nous avez dit. Il s'agit d'une question sérieuse et nous ferons selon vos vœux et l'examinerons avec le plus grand sérieux. Nous sommes heureux que tant de personnages importants soient rassemblés ici pour être témoins de la transaction et nous allons maintenant nous retirer et nous consulter au sujet de la réponse qu'il convient de vous donner, attendu tout ce que vous nous avez dit. Et dès que nous aurons convenu de cette réponse, nous vous aviserons que nous sommes prêts à nous assembler de nouveau et à vous faire connaître cette réponse. Nous vous sommes très reconnaissants de nous avoir conseillé de ne considérer que cette grande question pour l'instant, afin que nos esprits ne soient pas encombrés ni distraits par d'autres questions.

Puis Conquieson s'est adressé à toute l'assemblée et a demandé aux diverses nations de se tourner vers les Onondagas, qui leur désigneraient un lieu et un endroit pour examiner la question. Après quoi la séance a été levée.

La *Kaianerekowa* prévoit que le conseil doit examiner une seule question à la fois. Dans de nombreux cas, la Confédération a été incapable de s'entendre sur des questions qui avaient été proposées par les Anglais parce que le peuple et le conseil devaient être consultés en détail: à Fort Stanwix, où il y avait plus de 300 personnes, le problème n'était pas tant la séparation géographique que le droit de chacun de s'exprimer et d'être entendu. Les Onondagas, gardiens du feu des Haudenosaunee, assuraient la direction du conseil interne qui allait se dérouler pendant les deux jours suivants.

L'après-midi du 26 octobre, sir William Johnson a bien réglé quelques affaires précises, mais c'était avec les Nanticoke, un peuple algonquin de la baie de Chesapeake qui n'était pas membre à part entière des Haudenosaunee et n'avait pas officiellement voix au conseil. En 1768, les Nanticoke étaient établis avec les Haudenosaunee dans la colonie de New York et en Pennsylvanie, sous l'aile du clan du Loup des Cayugas. Sir William a rencontré les Nanticoke et leur a expliqué la situation concernant leurs terres, et ils ont été d'accord, ainsi qu'au sujet du prix, qui s'élevait à 666 dollars et 2/3. M. Ogden a ensuite produit un relevé de ses dépenses, qui s'élevaient à 100 £. Le solde était donc de 166 1/3 £ et devait être réglé aux Indiens par Ogden, qui le verserait [au chef des Nanticokes] dans les meilleurs délais pour pouvoir disposer du reste de leurs terres au Maryland.

On était à la fin d'octobre, une époque inusitée pour un conseil. Les récoltes étaient terminées et la saison de la chasse déjà avancée. Il n'y avait pas encore de neige et il n'était donc pas difficile de voyager, mais le froid menaçait le confort du conseil.

27 octobre.

Deiguande, chef des Onondagas, avec 80 des siens, est arrivé et il s'est présenté immédiatement chez sir William pour les politesses d'usage. Et sir William, après avoir rendu les politesses, leur a remis des peintures, des pipes, du tabac et du rhum et les a renvoyés. Il faisait froid et sir William a distribué des vêtements aux vieux chefs de toutes les nations, ce pourquoi ils l'ont remercié avec effusion, et il leur a dit qu'ils devaient maintenant se réunir et envisager la grande question avec plaisir, et ils lui ont assuré qu'ils l'étudieraient de leur mieux et le plus rapidement possible. Ils ont aussi déclaré à sir William qu'ils s'étaient la veille occupés à écouter les nouvelles apportées par les Shawanese et à échanger des ceintures, que ce jour ils devaient examiner la question de la frontière et en délibérer avec sérieux, car ils voulaient que la décision lie les parties.

Les Delawares et les Shawnees jouaient un rôle important dans ces délibérations: même s'ils ne faisaient pas partie de la Confédération, ils y étaient alliés et leurs terres en Ohio étaient des zones de conflits sur lesquelles les colonies pouvaient avoir des visées.

Le conseil privé des Haudenosaunee s'est poursuivi tard dans l'après-midi du 28 octobre, puis le conseil général a repris. L'orateur haudenosaunee a déclaré à Johnson:

Frère,

Ils nous a fallu quelque temps pour délibérer de ce que vous nous aviez dit au sujet d'une frontière entre les Anglais et nous, et nous comprenons que cela pourrait être dans notre intérêt mutuel, mais l'expérience quotidienne nous enseigne que nous ne pouvons pas nous fier beaucoup sur les Blancs et qu'ils oublieront leurs accords concernant nos terres. Toutefois, vous avez tant dit à ce sujet que nous sommes disposés à leur accorder le bénéfice du doute.

Frère,

Vous vous souvenez que lorsque nous avons parlé la dernière fois de cette frontière nous ne nous étions pas entendus au sujet de son tracé à partir d'Owegy. C'est un point qui doit maintenant être réglé. Car à quoi servirait de tracer une ligne entre nous et les pays de la Virginie et de la Pennsylvanie si le chemin des villes est ouvert? Nous aimerions donc savoir ce que vous avez l'intention de proposer comme frontière au Nord, pour que nous puissions l'examiner, et nous serons heureux que vous nous expliquiez pleinement à quoi vous songez, qu'il n'y ait pas d'erreur ni d'un côté ni de l'autre.

La Confédération avait accepté le concept d'une frontière permanente, mais avec un certain scepticisme au sujet de la bonne foi des Blancs. Maintenant, le fardeau de la proposition détaillée revenait à sir William Johnson, qui a répondu:

Frère,

J'ai écouté ce que vous aviez à dire. J'admets qu'il est raisonnable que la frontière soit fermée et je suis persuadé que Sa Majesté l'approuvera. Toutes ces choses j'ai examinées auparavant et je vous ai recommandé la frontière en termes généraux pour commencer, selon votre propre coutume, et afin de rendre la chose plus claire et plus simple pour vous, j'ai préparé une carte sur laquelle le pays est clairement dessiné, ce qui nous permettra à tous de mieux juger de cette question. Je vous recommande donc d'envoyer les chefs de chaque nation dans mes quartiers, où je déroulerai la carte devant eux et discuterai avec eux de la question.

Johnson était clair: il avait fait une proposition générale «selon votre propre coutume», mais il était maintenant disposé à être plus précis.

D'après certains, si les fraudes foncières étaient si répandues, c'est que les Indiens ne pouvaient pas lire les cartes. Rien ne le prouve. Au contraire, les documents historiques contiennent un certain nombre de cartes produites par les Indiens — montrant les lacs et les

rivières, les portages et les montagnes — et un document des années 1700 relate que des Sénécas, voyant une carte pour la première fois, avaient d'abord été surpris, mais qu'en moins d'une demi-heure ils fournissaient des corrections et des détails supplémentaires. L'orateur a ensuite remercié sir William de ce qu'il avait dit, et ils étaient tous parfaitement d'accord. Par conséquent, les chefs de chaque nation se sont rendus peu après chez sir William, et celui-ci a étalé une carte sur la table et, après leur avoir expliqué la nature de ses souhaits et de ceux du gouvernement, il a déclaré:

Frères,

Voici la carte dont je vous ai parlé. Tout le pays qui fait l'objet de notre réunion y est fidèlement reproduit. La ligne tracée entre la rivière Kanhawa et Owego est celle dont nous avons parlé il y a environ trois ans, et comme rien d'autre n'a été convenu depuis, le Roi n'a fixé aucun point particulier où la continuer. C'est donc à moi qu'il revient de continuer cette ligne d'une façon qui sera sûre pour vous et avantageuse pour nous, et c'est l'objet de notre réunion. Je dois aussi vous faire remarquer que les terres de la Susquehanna sont très convoitées par les commissaires de la Pennsylvanie et présentent plus d'intérêt pour eux que pour vous, sans compter qu'elles sont ou seront bientôt en partie entourées d'établissements, ce qui sera un inconvénient pour vous. Je vous proposerais donc de prolonger les frontières depuis Fort Pitt en remontant l'Ohio jusqu'au ruisseau Moghulbughilum, puis le long de ce ruisseau et dans le portage de huit milles qui mène à la branche ouest de la Susquehanna, puis le long de cette rivière jusqu'à la crête Allegany, et le long de cette crête jusqu'à l'embranchement de la Cayuga et vers le Sud jusqu'au dernier embranchement de la Susquehanna, puis le long de cette branche vers l'est jusqu'à Owego. À partir de là la ligne peut continuer jusqu'au Delaware, qui est très proche à cet endroit, et pour cette concession supplémentaire qui reviendra à M. Penn, vous recevrez une très belle compensation en sus du montant généreux que paiera Sa Majesté. Et pour continuer cette ligne à partir du Delaware et la terminer, je désire entendre votre opinion et je m'attends à ce que vos solutions soient avantageuses pour nous, et que vous teniez compte de l'augmentation de notre population, après quoi vous vous recommanderez vous-mêmes au Roi et deviendrez si agréables à Ses sujets qu'il sera très facile de faire respecter cette frontière.

Johnson tenait ses instructions, y compris la frontière souhaitée, de lord Shelburne, secrétaire d'État aux colonies. Mais le surintendant général des Affaires indiennes poussait ses demandes au-delà des ordres du Roi. Il s'attendait à des difficultés dans la vallée du Wyoming, au nord-est des monts Allegheny, et il allait insister pour prendre possession de cette région même si cela ne lui avait pas été ordonné.

La vallée de la Susquehanna, que le Connecticut convoitait en 1763, se trouvait maintenant réclamée par la Pennsylvanie, qui jouissait également de l'appui de sir William

Johnson. Celui-ci assurait en outre à la Confédération que plus elle céderait de terres, plus sa position serait sûre et moins elle risquerait d'offenser les Anglais pendant le conseil.

L'orateur a présenté la réponse suivante:

Frère,

Nous avons écouté tout ce que vous nous avez dit et nous vous remercions de vos conseils, que nous croyons bien intentionnés, mais il s'agit d'une importante cession de terre qui nécessitera beaucoup de réflexion et d'attention et donc nous en reporterons l'examen jusqu'à demain.

Si le conseil a commencé à quatre heures ce jour-là, c'est sans doute à la tombée du jour que les chefs se sont réunis dans les appartements de Johnson. Un conseil important ne se poursuivrait jamais après le coucher du soleil.

Frère,

Avant de vous donner une réponse au sujet du prolongement de la frontière, nous devons vous dire quelque chose au sujet de son tracé vers le Nord, qui à notre avis s'arrête à la rivière Kanhawa. Maintenant, frère, vous qui connaissez toutes nos affaires, vous devez être bien conscient que nos droits s'étendent beaucoup plus loin vers le Sud et que nous possédons un titre libre sur les terres aussi loin que la rivière Cherokee, et que nous ne pouvons céder ce titre à tout autre peuple sans nuire à notre postérité et trahir les guerriers qui ont conquis ce territoire. Nous considérons donc qu'il faut tenir compte de cela, notre droit.

Frère,

Au sujet du prolongement de la ligne, vous proposez que la frontière aille jusqu'au Delaware pour fermer le territoire, et vous nous avez recommandé de prévoir beaucoup de terre pour les gens.

Frère,

Nous avons été très généreux par le passé et nous avons donné aux Blancs des terres en de nombreux endroits lorsqu'ils étaient trop pauvres pour les acheter. Nous avons souvent été mal récompensés de cette générosité, mais néanmoins nous nous sentons encore généreux et voulons faire tout ce que nous pouvons sans pour autant mener nos enfants à la ruine.

Frère,

Vous savez que le pays qui va d'Owegy presque jusqu'à Oswego est plein de villes et de villages et qu'il nous est très cher, alors vous ne pouvez pas vous attendre à ce que nous nous séparions de ce qui commence à notre porte. De plus, votre peuple s'est déjà trop rapproché de nous. Nous croyons donc que la frontière devrait se rendre jusqu'au Delaware, au marais, et de là traverser la terre du gouverneur (Crosby) puis remonter vers le lac George, et nous croyons que c'est là une offre équitable.

Il a été suggéré que les terres méridionales dont l'orateur parlait, jusqu'à la rivière Cherokee, n'étaient pas véritablement des terres haudenosaunee — que la Confédération offrait

de renoncer à ses revendications sur ces terres pour donner l'impression que ces concessions étaient généreuses. Johnson, dans sa réponse, y a fait une discrète allusion: il ne faut pas oublier qu'il était le seul surintendant général des Affaires indiennes dans le *nord* de l'Amérique du Nord britannique, et que les Cherokees et les autres «Indiens du Sud» relevaient d'une autre division administrative.

Frères,

Je vous ai bien écoutés et je vais maintenant vous répondre. Premièrement, je reconnais avoir entendu par le passé vos revendications au sujet du Sud. Le Roi ne les rejette pas. Il ne connaît pas très bien leur ampleur et Il juge qu'elles peuvent être contestées par les Indiens du Sud. Soucieux d'éviter les conflits, Il a ordonné que la frontière soit disposée de la façon qui Lui semble le plus susceptible de prévenir la discorde, mais de cela il faudra reparler, car nous devons maintenant discuter de la solution que vous avez proposée de continuer la ligne à partir du Delaware.

Frères,

Je sais très bien de quelle façon vous êtes installés et Sa Majesté n'a aucun désir de venir perturber vos établissements. Par contre, vous devez songer à ce qui est raisonnable de votre part, et les terres sont cédées plus loin encore que ce que vous proposez et plus les gens seront à l'étroit plus ils risqueront de franchir la frontière. Je veux que vous réfléchissiez en ce sens et que vous vous exprimiez de façon plus favorable au cours de notre prochaine rencontre. Jusque-là, je ne propose rien d'autre car je ne pourrais logiquement proposer une autre ligne qui nous ramènerait au lac Ontario.

Puis ils se sont retirés, apportant avec eux la carte, afin d'étudier l'affaire en privé. Le soir, sir William a rencontré les chefs les plus influents, avec qui il a utilisé tous les arguments possibles pour régler la question de façon agréable à tous.

Tout comme sir William Johnson exerçait des pressions sur les chefs pendant ces réunions nocturnes, d'autres forces étaient aussi à l'oeuvre: les colonies de la Nouvelle-Angleterre n'étaient pas représentées au congrès, mais le révérend Eleazar Wheelock avait envoyé un agent pour s'opposer à toute acquisition massive de terres par la Pennsylvanie. Wheelock avait fondé une école qui formait les jeunes hommes indiens (y compris plusieurs enseignants haudenosaunee, Thayendenegea et un des fils mohawks de sir William Johnson), et il s'était acquis l'appui d'un grand nombre d'Onéidas.

Wheelock voulait le Wyoming pour l'Église de la Congrégation et il craignait l'établissement d'un évêché anglican en Amérique du Nord, que la cession de terres indiennes

rendrait possible. L'agent de Wheelock était le révérend Jacob W. Johnson, qui n'avait jamais conversé avec les Indiens mais parlait quotidiennement aux anges

[...] les voix de Jacob lui avaient dit que les personnes qui se prétendaient délégués sénécas n'étaient vraiment que des «prêtres papistes» venus pour assassiner tous les messagers protestants¹⁵⁶.

Sir William Johnson a fini par faire chasser Jacob Johnson (avec qui il n'avait aucun lien de parenté), et Wheelock a par la suite écrit pour s'excuser, disant que le comportement de cet homme n'était pas autorisé et que Jacob Johnson était un fou dont lui, Wheelock, n'était pas responsable.

Naturellement, les Haudenosaunee tenaient à conserver le plus possible de leurs terres. Toute la journée du 29 octobre, le conseil privé de la Confédération s'est poursuivi, et sir William Johnson a tenté d'influer sur les délibérations en tenant ses propres réunions et conférences privées. Les Indiens ont poursuivi leur conseil tout l'après-midi. Les chefs avaient remis aux guerriers les ceintures pour leur demander leur opinion au sujet de la frontière. Plusieurs des Indiens, surtout les Onéidas, étaient très opposés à la question, et sir William avait entendu dire que l'ecclésiastique envoyé par W. Wheelock de la Nouvelle-Angleterre avait célébré un office et priait pour que la frontière ne se prolonge pas aussi loin vers le Nord ni vers l'Ouest, et que la terre soit réservée pour la religion. Je m'affairais auprès des Indiens.

Sir William a aussi appris ce matin-là que cet ecclésiastique avait eu une conversation avec le colonel Fitch, M. Peters, Fun et d'autres. Il leur avait affirmé qu'il avait fait tout en son pouvoir pour s'opposer à la cession de territoires et qu'il continuerait, et qu'il avait montré aux Indiens à quel point il serait absurde de céder leurs terres et les avait mis en garde à ce sujet avant de quitter le pays des Onéidas. Sir William a ce jour-là habillé plusieurs des chefs avec qui il avait tenu des conférences. La majorité d'entre eux ont poursuivi le conseil pour étudier plus à fond les discours qui leur avaient été présentés. L'après-midi, les chefs onondagas et mohawks, accompagnés de plusieurs autres, se sont présentés chez sir William avec un message de la part de l'assemblée disant que comme il s'agissait d'une affaire très importante et très intéressante, ils avaient besoin de plus de temps pour l'examiner. Ils ont donc demandé que lui et les gentilshommes qui l'accompagnaient attendent patiemment jusqu'au lundi matin, car ils espéraient pouvoir fournir une réponse à ce moment.

Sir William leur a répondu qu'il s'irritait de plus en plus des retards dans cette affaire et que la sécurité de leurs terres dépendait de leur célérité et de leur bon vouloir en cette matière. Il était pourtant disposé à attendre jusqu'au lundi et il espérait qu'à ce moment il obtiendrait une réponse qui justifierait les retards. Le soir, plusieurs des chefs sont venus dans les appartements de sir William pour l'informer du message et des ceintures reçus des Shawanese, qui voulaient en vertu d'un ancien accord toujours en vigueur entre plusieurs nations indiennes s'unir et attaquer les Anglais, parce que ces derniers devenaient trop forts. Ils s'inquiétaient du pouvoir et de l'influence croissante des Anglais et s'irritaient du mauvais traitement qu'ils en recevaient. Ils avaient exprimé le désir de réunir les autres nations pour délibérer de ce qu'il convenait de faire. Les Espagnols et les Français les pressaient depuis longtemps de prendre les armes et les avaient à plusieurs reprises assurés de leur soutien puissant.

Ils avaient maintenant convoqué à cette fin une rencontre sur le Mississippi à proximité de l'embouchure de l'Ohio. Ils avaient envoyé de nombreuses ceintures chez les Indiens, la plupart d'entre eux étant presque déjà prêts à partir, lorsque le message de sir William leur parvint, qui était d'attendre la tenue du Traité de Fort Stanwix avant de prendre toute décision. Avec d'autres détails, tout tendait à corroborer l'information que sir William possédait déjà.

Les Français n'avaient pas quitté l'Amérique du Nord: ils étaient encore en Louisiane et communiquaient avec leurs alliés indigènes par le Mississippi. Les Delawares et les Shawnees étaient sans doute les peuples que les Anglais s'étaient le plus aliénés, puisqu'ils les avaient chassés de leurs terres et les menaçaient à nouveau. Le message que la Confédération transmettait à sir William Johnson ne contenait pas simplement des renseignements. C'était un avertissement qu'il ne devait pas trop insister: trop d'inflexibilité à Fort Stanwix pouvait soulever une résistance dangereuse. Ce qui allait se passer à Fort Stanwix déterminerait la suite des conseils sur le Mississippi.

Les Haudenosaunee étaient prêts à accuser les Shawnees d'envoyer des ceintures de guerre, mais les Sénécas avaient aussi participé à la guerre cinq ans plus tôt et il aurait été surprenant que les Sénécas ne se soulèvent pas encore une fois. Les Haudenosaunee avaient pendant plus d'un siècle maintenu l'équilibre entre les Français et les Anglais, utilisant les deux puissances européennes l'une contre l'autre. Maintenant que les Anglais régnaient sur le territoire, il serait peut-être nécessaire d'unir toutes les nations indiennes pour rétablir l'équilibre.

Les nations qui devaient se rencontrer sur le Mississippi constituaient le côté autochtone de la chaîne d'alliance — une union qui devait se reformer à nouveau pour résister à l'invasion américaine du pays de l'Ohio dans les années 1790, et participer du côté britannique à la Guerre de 1812.

Le 30 octobre, Guy Johnson notait qu'il y avait 3 000 Indiens à Fort Stanwix.

Dans la matinée, les Indiens se sont réunis à nouveau en conseil, et les guerriers sont venus et ont communiqué aux sachems le fruit de leur délibération de la veille au sujet de la partie nord de la frontière. Ils ont demandé à quatre de leurs chefs, c'est-à-dire Tyocarunte, Ganaghquieson, Tyarhansera et Sagawaron, d'aller voir sir William et de l'informer de leur opinion, qui était que la ligne devrait aller d'Oriskany à la Tianaderah et descendre cette rivière jusqu'à la Susquehanna avant de traverser en ligne droite les collines jusqu'à la branche du Delaware, puis la descendre jusqu'à Owegy, suivre ensuite la Susquehanna jusqu'à Shamokin, puis le bras occidental de cette rivière jusqu'à Killaning. Ils ont déclaré qu'ils ne voulaient se séparer d'aucune terre à l'ouest d'Oriskany ni vers le Wyoming, ni des grandes îles, car ils réservaient cette partie du pays à leurs dépendants.

Mais sir William ayant découvert que certains agitateurs avaient inquiété les nations les plus directement touchées par le tracé de la frontière, et que de nombreuses autres pourraient être convaincues de régler la question de façon plus avantageuse, il a fait un long discours chaleureux aux chefs. Il leur a montré que la ligne n'était pas destinée à leur porter préjudice mais qu'en échange d'un dédommagement considérable, elle devait permettre d'obtenir la cession des terres nécessaires pour que les gens aient plus d'espace tout en précisant le tracé de la frontière entre eux, qu'avec l'aide de lois appropriées la cession faite plus de 60 ans auparavant à certains gentilshommes de New York, l'acte indien qu'il leur avait montré auparavant. Ces gentilshommes et d'autres intéressés seraient fondés de lui reprocher l'acceptation d'une frontière qui faisait tant de tort à leurs droits. Il a soutenu que si la ligne était prolongée de la façon qu'ils proposaient elle serait en de nombreux endroits trop près de nos établissements, ce qui menacerait sa permanence même à cause de la grande augmentation de notre peuple. En prévoyant plus d'espace la frontière serait bien connue et protégée par des lois avant qu'il ne soit possible de la violer.

Était-ce vrai? Les Haudenosaunee avaient reçu des garanties similaires de sir William lorsque le Roi avait promulgué la Proclamation royale, en 1763, et à nouveau lors de l'établissement d'une autre frontière provisoire, en 1765, et ils y avaient ajouté foi. Pourtant, tout le long du bassin hydrographique des Appalaches, des colons s'étaient infiltrés dans des territoires qui n'avaient jamais été achetés par la Couronne. La ligne fixée par la Proclamation était faible et temporaire: une ligne permanente serait-elle mieux respectée? Johnson a continué à tenter de persuader les Haudenosaunee:

Les gens feraient preuve d'une très grande prudence et préféreraient aller vers les parties non colonisées plutôt que de tenter de transgresser un accord si bien défendu. Il y avait depuis longtemps de l'agitation et, selon leurs propres définitions, Sa Majesté leur avait ordonné de coloniser, car c'était le moyen le plus sûr de mettre un terme aux conflits fonciers. S'ils refusaient cette occasion qui leur était maintenant offerte ou adoptaient une frontière qui risquait de nuire aux concessions ou de s'approcher trop près de nos établissements, sir William ne pouvait songer à une solution plus efficace qui pourrait par la suite empêcher les empiètements, et la Couronne, après avoir fait des grands frais à cette occasion, verrait ses bonnes intentions et ses propositions raisonnables totalement défaites. Il a donc recommandé aux chefs de revoir la question et comme le pays de Sa Majesté et celui des colonies seraient proportionnels à l'ampleur de leur concession, règle qu'il observerait à cette occasion, il espérait une réponse plus favorable qui servirait mieux leurs intérêts immédiats et faciliterait le respect de la frontière par la suite.

Johnson respectait rigoureusement l'étiquette du conseil: il ne refusait pas abruptement les propositions, mais demandait à nouveau qu'elles soient revues. Contrairement aux représentants des États-Unis lors du traité conclu à Fort Stanwix 16 ans plus tard, en 1784, il n'a pas présenté de nouvelles demandes: il s'en est tenu fermement au contenu de sa première proposition. C'était là une façon de faire admise en conseil — mais non pas la lente évolution vers un consensus que les Haudenosaunee désiraient et attendaient. Après avoir écouté ces diverses possibilités, ils ont convenu de reconsidérer la carte en conseil, promettant de songer à leurs intérêts et de tenir compte d'autres facteurs pour tracer une ligne plus favorable, puis ils se sont retirés. Sir William leur a ensuite assuré qu'ils seraient largement récompensés de leurs services et de leur comportement et il a entrepris de montrer aux Indiens le caractère raisonnable de la demande. Était-ce une offre de pot-de-vin? Probablement. Le soir, Tagawion est revenu chez sir William avec la carte et l'a informé qu'ils discutaient de la question mais que les avis étaient très partagés. Il a ajouté qu'à son avis, sa nation était désavantagée, les autres ayant fait porter la transaction tellement plus vers le Nord. Il promettait néanmoins de faire tout son possible pour obtenir un règlement plus favorable.

Après quoi sir William a tenu plusieurs autres conférences privées qui ont occupé une grande partie de la soirée, en particulier avec six chefs onéidas qui sont venus à neuf heures et lui ont dit qu'ils mettaient fortement en doute la validité de la transaction au-dessus d'Oriscany mais que, se rendant à la demande pressante de sir William et pour montrer leur bonne volonté de

mener à bien les négociations, ils consentiraient à ce que la ligne passe de la Susquehanna à Fort Newport, à proximité de Fort Stanwix, là où les navires sont lancés, et de là à l'angle nord-ouest du récent achat de lord Holland et d'autres personnes. Sir William les a remerciés de cette modification mais leur a dit qu'il ne pensait pas que cette réponse suffirait, car elle ne comprenait même pas le portage. Il les a priés de reconsidérer encore une fois la question et d'envisager d'étendre la frontière beaucoup plus loin vers l'Ouest, sans inconvénient notable, ce pour quoi eux et leur nation recevraient en sus 500 dollars et un beau présent pour chacun des chefs. Ils ont promis d'intervenir en ce sens et se sont retirés. Un autre pot-de-vin était offert, et une nouvelle tactique semblait se dessiner: traiter avec chaque nation séparément, au moyen de promesses et de récompenses distinctes. Les Onéidas, qui avaient été le plus opposés à toute cession, faisaient maintenant office de courtiers et de messagers pour Johnson.

Le 31 octobre 1768 était le cinquième jour des conseils internes des Haudenosaunee. Le surintendant général et les «gentilshommes des colonies» ne pouvaient qu'attendre à l'écart, tenir des conseils privés pour influencer les chefs, et exprimer leur impatience.

10 heures.

Les Onéidas se sont de nouveau présentés chez sir William et lui ont dit que leur peuple refusait simplement d'accepter tout autre ligne que celle qu'ils avaient proposée la veille. Ils ont précisé que comme le gibier se faisait rare dans la région ils avaient décidé de conserver le portage de la rivière Canada, parce qu'il pourraient y garder des chevaux et des voitures pour transporter les marchandises des commerçants et gagner ainsi de quoi subvenir aux besoins de leurs familles. Sir William a répondu qu'il jugeait tout à fait extraordinaire une décision si soudaine, leur peuple ne s'étant jamais intéressé au transport des marchandises. Il leur a expliqué que s'ils renonçaient à leur projet, ils pourraient encore tirer profit d'une voie vers le Nord, ouverte à tous, à condition d'offrir des chevaux et des voitures à prix aussi raisonnable que les autres, mais que s'ils conservaient le portage pour eux-mêmes, ils susciteraient de nombreuses querelles entre eux et les Blancs, ce que Sa Majesté voulait éviter et ce pourquoi Elle avait proposé des frontières.

Ils ne devaient pas s'arrêter à ce qui n'était que brouille pour eux, alors que c'était si avantageux et nécessaire pour les Anglais, et il voulait les voir manifester leur affection et leur respect pour le Roi et leur amitié pour Ses sujets.

Le gouverneur et le peuple de New York étaient fondés de s'attendre à beaucoup plus de leur part et avaient chargé sir William de leur expliquer ces questions. Ils avaient jugé inutile d'envoyer des commissaires puisque c'était lui, sir William, qui dirigeait le congrès. Il espérait donc qu'ils réfléchiraient plus longuement à la question et souhaitait qu'ils en viennent à une solution adaptée à l'occasion.

Sur ce ils se sont retirés pour réfléchir plus longuement. Ils revinrent peu après et affirmèrent que sir William était trop désireux de repousser la frontière. La dernière et la seule chose qu'ils voulaient encore dire était que, s'ils pouvaient

partager à parts égales l'utilisation du portage avec les Anglais et si les trois tribus recevaient 600 dollars en plus des divers droits qui devaient être versés en privé, ils prolongeraient la ligne jusqu'à la rivière Canada.

Sir William les pria ainsi de ne pas le placer personnellement dans une position difficile vis-à-vis de New York, qui l'avait désigné comme porte-parole. En fait, les Haudenosaunee n'avaient aucune raison de faire confiance à New York, qui avait toujours eu des visées sur leur territoire, et Johnson était beaucoup mieux placé que la colonie pour persuader la Confédération de céder plus de territoire.

Il avait donc rejeté quatre propositions de la Confédération, repoussant toujours plus loin les frontières du territoire haudenosaunee. Il sentait que la situation devenait explosive. Sir William, jugeant préférable de ne pas pousser la question plus loin, leur a dit qu'il consentait pour l'instant, en attendant que Sa Majesté confirme ou rejette la proposition. Ils ont répondu qu'ils avaient décidé à l'unanimité qu'indépendamment du tracé adopté, la nouvelle frontière devait être permanente et finale pour les deux parties. Il ne serait pas nécessaire d'établir des provinces par la suite, que ce soit avec le Roi ou par l'entremise de ceux qu'il enverrait traiter avec eux. Un messenger arriva ensuite pour les convoquer aux discussions au sujet du reste de la ligne de démarcation. Le soir, Canaghquieson vint informer sir William qu'ils avaient examiné plus à fond la question générale de la frontière et enverraient un chef et un guerrier de chaque nation lui communiquer leur décision finale, qui serait dévoilée en public le lendemain. Ils se présentèrent donc chez sir William, et celui-ci leur dit qu'il espérait que leur réponse satisferait toutes les parties. La carte déroulée devant eux, ils signalèrent que ce qu'ils allaient présenter était la décision finale de toutes les nations, et ils se sont mis à tracer une ligne sur la carte en disant qu'ils voulaient, compte tenu de leurs diverses revendications, la commencer à l'embouchure de la rivière Cherokee, pour la poursuivre du côté sud de l'Ohio jusqu'à la Kittaning, puis longer la Kittaning jusqu'à la rivière Bald Eagle et traverser cette rivière jusqu'à la Tiadaghta, sous la Grande Île, puis aller tout droit à Burnetts Hills et longer cette chaîne jusqu'à l'embouchure de l'Awandon, du côté ouest de la branche orientale de la Susquehanna, pour remonter ensuite cette rivière jusqu'à Owegy, tourner vers l'est jusqu'au Delaware, longer le Delaware jusqu'à l'endroit où la Tianaderah se jette dans la Susquehanna, puis suivre la rive ouest de la Tianaderah jusqu'à la source du bras occidental, et de là remonter au confluent de la rivière Canada et du ruisseau Wood. Ils ont présenté ceci comme leur décision finale, sous réserve de plusieurs conditions, pour garantir leurs possessions et les engagements qu'ils avaient

pris, et ils ont ajouté qu'ils voulaient recevoir 10 000 dollars pour la partie qui reviendrait au gouvernement de M. Penn. Sir William leur a répondu qu'il examinerait la question et les convoquerait tous le lendemain. Après leur départ, il a discuté avec les commissaires de la Pennsylvanie, au nom des propriétaires.

Le lendemain matin, la réponse officielle a été fournie. Lorsqu'ils furent tous assis, ils voulurent savoir si sir William était prêt à les écouter. Ayant reçu une réponse affirmative, l'orateur s'est levé et a ainsi parlé:

Frère,

Nous espérons que vous ne prendrez pas en mauvaise part le fait que nous ayons tant tardé à dévoiler notre réponse à la question que vous aviez soumise à notre examen. Il s'agissait d'une question importante et lourde de conséquences, qui nécessitait de longues délibérations et ne pouvait être réglée à la légère. Nous avons par conséquent examiné cette question et nous sommes maintenant prêts à vous communiquer notre décision finale et nous vous prions d'écouter.

Frère,

Nous nous souvenons qu'au cours de notre première rencontre avec vous, lorsque vous êtes arrivés à bord de vos navires, nous vous avons reçus avec hospitalité, nous vous avons divertis, nous avons conclu une alliance avec vous, même si nous étions à l'époque un peuple puissant et nombreux et que votre peuple était peu nombreux et faible. Nous savons que nous nous sommes liés à vous par une chaîne d'alliance en écorce, et que nous avons attaché votre navire avec cette chaîne, mais craignant que l'écorce ne se brise et que votre navire ne soit perdu, nous avons fait une chaîne de fer et nous l'avons attachée solidement, pour qu'elle ne puisse glisser; et craignant que cette chaîne ne se corrode, nous en avons fait une en argent.

Puis, Frère, vous vous êtes levé et avez renouvelé cette chaîne qui commençait à se ternir, et vous avez pendant de nombreuses années pris soin de nos affaires, sur l'ordre du Grand Roi. Et par vos efforts vous avez poli la chaîne afin qu'elle soit bien brillante, et elle a été connue de toutes les nations, et pour tout cela nous vous serons toujours reconnaissants. Vous avez très bien pris soin de toutes ces affaires importantes et nous ne l'oublierons pas. Nous faisons maintenant notre part, nous renouvelons et renforçons la chaîne d'alliance, que nous nous engageons à respecter tant et aussi longtemps que vous la garderez forte et brillante de votre côté.

Une ceinture.

Frère,

Nous sommes heureux que vous ayez ouvert les rivières et dégagé les chemins, car cela est très nécessaire pour vous comme pour nous. On nous avait promis, lorsque la guerre serait terminée, un commerce prospère, des biens bon marché, des hommes honnêtes avec qui traiter, et des personnes compétentes pour gérer nos affaires. Nous espérons que ces promesses ne seront pas oubliées et qu'elles seront pleinement respectées, afin que nous puissions sentir les bienfaits de nos

rapports avec vous, mais les chemins et les eaux doivent demeurer libres et ouverts pour nous tous, pour que nous puissions aller vers le Sud et pour que nos amis de là-bas puissent venir vers nous en paix, pour nous visiter. Nous espérons que vous nous enverrez des personnes compétentes pour gérer toutes nos affaires pour réparer nos armes et nos outils, et dans l'attente de tout cela nous faisons maintenant notre part. Nous ouvrons les chemins et les eaux et promettons d'aider à les garder ouverts.

Une ceinture.

C'étaient là les deux premières questions mentionnées par sir William Johnson au début du conseil. L'orateur les élargissait tout en y répondant. Puis après avoir répété tout ce qui leur avait été dit concernant la ligne, ils poursuivirent.

Frère,

Nous avons longuement examiné cette proposition d'une frontière entre vous et nous et nous croyons que ce serait bien, à condition que vous, de votre côté, la respectiez. Nous avons tenu diverses rencontres entre nous et avec vous, et de tout ce que vous nous avez dit à ce sujet nous avons longuement discuté et avons pris une décision finale et nous espérons que ce qui est maintenant convenu sera scrupuleusement respecté de votre part, comme nous sommes décidés à le faire nous-mêmes, et qu'aucune autre tentative ne sera faite contre nos terres, mais que cette ligne sera considérée comme définitive. Nous acceptons aujourd'hui la ligne que vous avez tracée sur la carte qui est maintenant étalée devant vous, mais à certaines conditions dont nous avons parlé et reparlerons. Nous désirons qu'un article de notre accord dispose qu'aucune province ni son peuple ne devra tenter d'envahir nos territoires sous prétexte d'anciens actes ou d'autres prétentions, car souvent en ces choses nous avons été exploités et par conséquent nous les renions toutes.

Au sujet des frontières maintenant convenues, nous commençons à l'Ohio, à l'embouchure de la rivière Cherokee, qui nous appartient légitimement, et à partir de là nous cédon le côté sud de l'Ohio jusqu'à la Kittaning, au nord de Fort Pitt, et de là nous allons en droite ligne jusqu'au fort le plus près sur le bras occidental de la Susquehanna, puis le long des monts Allegany, du côté sud dudit bras occidental, jusqu'à ce que nous arrivions de l'autre côté de l'embouchure d'une rivière appelée Tiadaghton, puis nous traversons le bras occidental et longeons le côté est de cette rivière et la crête des Burnetts Hills jusqu'à une rivière appelée Awandon, et de là nous allons vers le Sud, le long de cette rivière, jusqu'au bras oriental de la Susquehanna, et nous traversons ce bras et nous remontons le côté est de cette rivière jusqu'à Owegy, de là vers l'Est jusqu'au Delaware, puis en remontant ce fleuve jusqu'au point où la Tianaderha se jette dans la Susquehanna, et nous traversons et remontons du côté ouest de la Tianaderha jusqu'à la source de ce bras, puis nous continuons en ligne droite jusqu'au confluent de la rivière Canada et du ruisseau Wood, à la fin du long portage derrière Fort Stanwix. Et ceci nous déclarons être notre décision finale et nous nous attendons à ce que les conditions de notre concession soient respectées.

Une ceinture.

Frère,

Maintenant que nous avons cédé au Roi un pays si précieux et si vaste, nous nous attendons à ce que les conditions de notre accord soient respectées, c'est-à-dire que l'on se rende à tous nos souhaits raisonnables. Nous voulons maintenant, dans cette affaire, au nom de tous les guerriers de toutes les nations, poser comme condition que nos guerriers auront le droit de chasser dans tout le pays car ils n'ont pas d'autres moyens de subsistance, et que votre peuple n'ait pas ces mêmes droits, qu'il leur soit interdit de chasser de notre côté de la frontière pour empêcher tout conflit entre nous.

Une ceinture.

Frère,

Avec cette ceinture, nous nous adressons au Grand Roi d'Angleterre, par votre entremise, notre surintendant, au nom des Six-Nations, des Shawnees, des Delawares et de tous les autres, nos amis, alliés et dépendants.

Nous disons maintenant au Roi que nous lui avons donné un pays vaste et précieux, et nous savons que ce que nous obtiendrons en échange sera de valeur bien moindre. Nous posons comme condition à notre accord concernant la frontière que Sa Majesté n'oublie ni ne néglige de nous manifester ses faveurs, ni ne souffre que la chaîne du contrat se corrode, mais qu'Elle ordonne à ceux qui régiront nos affaires d'être ponctuels et de renouveler notre ancien accord.

Les Mohawks se trouveront maintenant à l'intérieur de ce territoire et comme ce peuple compte parmi les véritables fondateurs de la Confédération, leurs villages et toutes les terres qu'ils occupent et qui n'ont fait l'objet d'aucune concession, ainsi que le territoire de résidence de tout autre membre de la Confédération touché par cette cession, doivent être considérés comme leur propriété exclusive et demeurent toujours à leur disposition, maintenant et aussi longtemps que le soleil brillera, et toutes les concessions et les engagements qui ont été faits maintenant ou par le passé devront être considérés indépendamment de cette frontière afin que ceux à qui il ne reste pas beaucoup ne perdent pas les profits de la vente, et que ceux avec qui ils se sont entendus puissent avoir la terre.

De même, nous posons une autre condition, au nom des Six-Nations et de tous nos amis, neveux et dépendants, car nous savons d'expérience à quel point il est difficile d'obtenir justice ou de faire entendre nos plaintes, et que notre surintendant n'est pas en mesure de veiller adéquatement à nos affaires. Nous savons que cette situation laisse à désirer et nous voulons que ce soit une condition de notre présent accord, autrement les affaires ne seront pas heureusement conclues et nos esprits s'échaufferont.

Frère,

Puisque nous avons maintenant cédé de vastes terres là où M. Penn revendiquait un droit d'achat et qu'il peut, à la suite des accords que nous concluons maintenant entre nous, jouir de ce que nous lui avons donné dans ces limites, et puisque nous savons que Lydius d'Albany a présenté au nom de plusieurs personnes une revendication concernant des terres en Pennsylvanie, revendication que nous savons injuste, et que les actes auxquels il prétend avoir droit nous avons invalidés, nous souhaitons qu'aucune attention ne soit accordée à ces revendications ni à aucune autre revendication similaire, aujourd'hui ou par la

suite, car nous avons équitablement vendu ces terres aux propriétaires de la Pennsylvanie, et nous ne vendrons de terres à l'intérieur de cette province qu'à ces personnes et nous leur remettons maintenant un acte à cet effet et pour d'autres terres situées là-bas. Afin de montrer que nous aimons la justice, nous nous attendons à ce que les commerçants qui ont souffert à cause de certains de nos dépendants au cours de la guerre, il y a cinq ans, puissent avoir droit à des terres que nous leur donnons maintenant en Ohio, comme réparation de leurs pertes. Notre ami M. Croghan a obtenu de nous il y a longtemps la concession de terres qui peuvent maintenant être prises par M. Penn. Si la chose devait se produire, nous demandons que le Roi envisage de lui donner autant ailleurs que ce qu'il nous a justement acheté. Et comme nous avons donné assez pour montrer notre affection pour le Roi et mettre Son peuple à l'aise, nous nous attendons à ce qu'aucune autre revendication que nous désavouons ou qu'aucun autre nouvel empiètement ne soit permis.

Frère,

Nous avons maintenant réglé cette question et nous nous sommes montrés disposés à donner au Roi ce que nous pouvions raisonnablement Lui offrir. Nous avons de notre part exprimé la considération que nous avons pour Lui et nous espérons Ses faveurs en retour. Nos paroles sont fermes et nos résolutions aussi et nous nous attendons à ce que nos demandes soient satisfaites, tout autant que nous nous sommes généreusement pliés à tout ce qui a été demandé de nous, sans aller jusqu'à menacer notre propre existence.

Une ceinture.

Sir William les a remerciés de leurs paroles et leur a assuré que leur proposition serait considérée et qu'il les rencontrerait le lendemain pour parler encore de ce sujet et d'autres.

La position des Haudenosaunee était soigneusement calculée mais il ne s'agissait pas du tout d'un accord final. Certaines des conditions sont encore aujourd'hui des éléments pertinents d'un traité entre la Couronne et la Confédération — puisque la Couronne et les Haudenosaunee sont toujours en existence. Elles étaient exprimées sur le ton respectueux des conseils — non pas «nous exigeons» mais plutôt «nous espérons, nous nous attendons». Néanmoins, il s'agissait de conditions très claires, et si elles n'étaient pas rejetées elles seraient considérées comme ayant été acceptées par la Couronne.

Les chemins étaient ouverts à condition que les Haudenosaunee puissent circuler librement et commercer, surtout vers le Sud, dans l'ensemble des colonies — et les peuples du Sud, sans doute les Cherokees, devaient aussi avoir le droit de passer librement.

Les Haudenosaunee demandaient aussi que des personnes compétentes soient envoyées pour gérer toutes leurs «affaires», ainsi que des métalliers et des armuriers.

Ils réclamaient en outre «la liberté de chasser dans le pays» — sans doute des deux côtés de la frontière — et que les Anglais n'aient pas le droit de chasser de leur «côté de la ligne». L'accord s'écarte ici du bol à une seule cuillère et se distingue de l'entente conclue en 1701 dans le cadre du Traité Nanfan. Cela signifiait que seuls les Haudenosaunee avaient le droit de chasser sur ce qui restait du territoire de la Confédération, et qu'ils partageaient ces droits de chasse dans les régions cédées.

Le Roi devait ordonner le renouvellement ponctuel de la chaîne d'alliance et se montrer généreux. Il est clair que la priorité de la Confédération dans cet accord n'était pas la compensation financière, mais la protection de la terre de façon claire et définitive.

Les Mohawks se trouvaient maintenant à l'est de la frontière permanente: il était prévu que leur droit de propriété sur les terres de leurs villages et les terres cultivées serait confirmé et que toute compensation qui leur était encore due à la suite d'accords antérieurs serait payée.

Il fallait aussi que les pouvoirs du surintendant général soient accrus, pour qu'il soit moins difficile de leur «rendre justice».

Il semble que les autres «gentilshommes» qui étaient présents ont aussi exercé leur part de pressions et mené des réunions avec les chefs, car les Haudenosaunee ont insisté pour que la Pennsylvanie et non pas des intérêts privés de New York, obtienne une partie importante de la terre. George Croghan, un des interprètes, a obtenu une concession confirmée de 100 000 acres entre le lac Otsego et la rivière Unadilla.

La question clé concernait le caractère définitif de la décision concernant la terre. Le territoire à l'ouest de la frontière devait être confirmé comme terre haudenosaunee d'une façon qui ne pouvait jamais être reniée ni même contestée, et la Couronne devait faire strictement respecter le traité contre tout empiètement, et rejeter toute revendication à l'ouest de cette ligne.

Le conseil a été levé afin que sir William puisse préparer les documents officiels. La journée étant très pluvieuse, les Indiens ne se sont pas réunis en conseil. Sir William a vêtu un certain nombre des chefs des diverses nations et s'est ce jour-là occupé à préparer les papiers nécessaires pour la prochaine rencontre.

Après-midi.

Sir William a rencontré les Mohawks et d'autres chefs et a entrepris de les persuader de prolonger la ligne de façon plus favorable à l'ouest de New York.

Faisant observer que s'ils ne pouvaient s'entendre pour la prolonger le long du ruisseau Wood du côté sud, il s'attendait à ce qu'ils la laissent courir au sud de la rivière Canada, du côté nord du ruisseau Wood. Mais comme ils étaient déterminés à la fermer au point du dernier achat, près de la rivière Mohawk, il leur a déclaré qu'il l'interromprait à l'embouchure de la rivière Canada et laisserait à Sa Majesté le soin de décider du reste. Sir William a ensuite informé les chefs que Son Excellence le commandant en chef allait évacuer Fort Ontario et le mettre dans le même état que Fort Stanwix, de façon à leur être agréable, et que tout autre fort qu'il était nécessaire de maintenir ne leur créerait pas d'inconvénients.

Ils ont répondu qu'ils n'avaient pas à se plaindre du maintien de Fort Ontario dans l'état où il était depuis quelque temps, et qu'ils ne créeraient pas de difficultés pour les autres forts tant qu'on les y traiterait bien et que personne empièterait sur leurs terres, ce que sir William a promis.

3 novembre.

Ce jour a été en partie employé à préparer les divers discours et actes de cession.

3 novembre, dans l'après-midi.

Une délégation des Indiens aughquissasne s'est présentée chez sir William accompagnée de chefs onéidas, pour lui demander d'intervenir afin de régler un conflit qui durait depuis quelque temps dans leur village, où le prêtre et nombre de personnes risquaient d'être assassinés.

Une ceinture.

Sir William leur a répondu qu'il avait été très inquiet d'apprendre qu'un tel conflit sévissait parmi eux, et qu'il avait donc demandé au colonel Claus, agent adjoint responsable de ce secteur, de faire enquête et d'y mettre fin. Il avait maintenant le plaisir de les informer que, conformément à ses ordres, l'affaire s'était bien terminée avant que le colonel Claus ne quitte Montréal, ce qui leur a procuré à tous une grande satisfaction.

Une ceinture.

Pendant les années 1760, la présence à Akwesasne de plusieurs familles abénaquises avait amèrement divisé la collectivité. Certains de ces Abénaquis avaient fini par épouser des membres de la communauté composée surtout de Mohawks. Le village a été divisé à nouveau au cours de la guerre de 1812, lorsque les «Indiens américains» ont forcé les «Indiens anglais» à partir de Saint-Régis pour s'installer sur les îles du Saint-Laurent puis à Cornwall. Les conflits et les désaccords à Akwesasne dans les années 80 et 90 ont été également amers, mais dans l'ensemble l'histoire d'Akwesasne révèle plus d'harmonie que d'affrontements. Le congrès officiel a repris le 4 novembre. L'orateur onondaga a accompli la cérémonie des condoléances pour les pertes

subies par les Onéidas, après quoi sir William s'est adressé aux diverses nations de la façon suivante.

Frères,

Après avoir dûment écouté votre discours et l'accord auquel vous êtes finalement parvenus, je suis heureux de constater que vous avez jusqu'à maintenant bien accompli votre travail, malgré les rigueurs de la saison qui s'approche et la distance que nombre d'entre vous devront parcourir pour rentrer dans leurs foyers. Je vous ai donné tout le temps qu'il fallait pour régler cette affaire importante de façon définitive.

Frères,

Je suis heureux de constater que vous vous souvenez si bien des anciens accords et je souhaite que vous les respectiez toujours, et dans cet esprit j'aurais été heureux de vous entendre ne répondre qu'à ma ceinture pour garder les chemins ouverts, car c'est une question essentielle au maintien de rapports libres et sûrs entre nous.

Les promesses qui vous ont été faites autrefois au sujet des heureux changements qui se produiraient grâce à la réduction du Canada, vous les avez de bien des façons vu se concrétiser dans la mesure où elles étaient de la compétence des servants de Sa Majesté. Vous avez aussi rencontré un nombre considérable de commerçants, qui ont jusqu'à maintenant abaissé le prix des denrées à tel point que plusieurs d'entre eux ont fait faillite, et dans bien des postes les produits peuvent être achetés aussi bon marché que dans nos villes, malgré la distance et le coût du transport.

Je dois maintenant vous informer que le gouvernement a jugé sage de remettre cette partie des affaires concernant la gestion du commerce avec les Indiens au soin et à la charge des diverses colonies, et je suis certain que ces colonies feront tout en leur pouvoir pour protéger vos intérêts.

Une ceinture.

Frères,

Vous m'avez dernièrement fait part de vos plaintes au sujet du comportement de certaines personnes à la frontière. Ces plaintes concernaient la Pennsylvanie. Je suis fondé de croire que j'ai enfin réglé ces questions et vous ai remis une bonne partie de cette province. À la suite de l'information que j'ai fournie au gouverneur de la Virginie, son Assemblée a adopté plusieurs mesures en votre faveur, qui sont maintenant soumises à votre examen, et le gouverneur vous garantit sa bonne foi et son amitié à votre endroit, et assure qu'il a l'intention d'empêcher qu'on vous maltraite.

[Ici, il a montré et expliqué les résolutions de la Chambre des Bourgmestres et un document portant le Grand Sceau de la Virginie l'autorisant à leur fournir ces garanties favorables, puis il a poursuivi.]

Frères,

J'espère que vous serez convaincus que ces gens sont vos amis et comme preuve supplémentaire de cela, les gentilshommes commissaires de ces provinces prendront, lorsqu'ils rentreront, les mesures appropriées pour veiller à ce que vous soyez bien traités à l'avenir et à ce que les frontières soient respectées et à cette fin ils adopteront des lois appropriées, selon le bon désir de Sa Majesté, qui leur sera dûment rappelé.

Une ceinture.

Frères,

Je suis heureux que la question de la frontière soit finalement réglée. Je suis bien fondé de croire qu'elle sera dûment respectée par les Anglais et je vous recommande de faire de même, de bien expliquer à ceux qui sont absents de quoi il retourne, et de l'enseigner à vos enfants.

Cette frontière doit être permanente, mais si la chose était jugée nécessaire, par Sa Majesté ou vous-mêmes, elle pourrait être précisée ou modifiée, et Sa Majesté traitera alors par l'entremise de ceux qui seront chargés de gérer vos affaires et Elle ne permettra jamais aucune application privée. De ceci, j'ai reçu ordre de vous informer.

Quant aux autres points que vous recommandez et aux diverses réserves que vous avez exprimées au sujet de la concession faite au Roi, soyez assurés que Sa Majesté en sera bien informée. Je Lui enverrai copie des transactions que nous avons menées à cet endroit et je puis même vous garantir qu'elles seront examinées avec toute la clémence et la justice qu'on peut attendre d'un Prince. Je vous remets maintenant cette ceinture pour renforcer, ratifier et confirmer les frontières et toutes les transactions qui s'y rapportent.

Une ceinture.

Frères,

Le discours que vous adressez directement à Sa Majesté sera fidèlement transmis avec le reste de vos délibérations. J'ai assisté à tout le conseil et je suis convaincu que tous les articles raisonnables seront adéquatement reconnus et que Sa Majesté prendra les mesures qui lui semblent appropriées dans votre intérêt et dans celui de la justice. Je considère aussi vos bonnes intentions à l'endroit des commerçants qui ont subi des pertes et votre désir de remplir tous vos autres engagements comme une preuve de votre intégrité. Je souhaite que vous puissiez, pour votre part, fidèlement conserver et respecter les engagements que vous avez pris aujourd'hui avec les Anglais, ainsi que les anciens, et que vous soyez chaque jour plus conscients que cela correspond à vos intérêts. Je vous exhorte à nouveau à vous montrer forts et constants, à tenir fermement la chaîne d'alliance, à ne jamais accorder d'attention aux personnes qui, sous couvert d'amitié, vous raconteraient des histoires qui pourraient affaiblir votre affection à notre endroit, et à garder les yeux fixés sur ceux dont c'est l'intérêt et le désir de vous dire la vérité et de calmer vos esprits.

Une ceinture.

Frères shawanese et delawares,

Je m'adresse maintenant à vous tout particulièrement, car vous habitez le plus au Sud et pourriez ultérieurement être dérangés par des hommes malintentionnés qui, en tirant parti de votre éloignement par rapport à nous, les chefs de la Confédération, pourraient vous offrir des ceintures et vous transmettre des messages et des histoires inventés pour vous nuire, en faire accroire à nombre de vos frères et, de cette façon, tromper d'autres nations.

Je n'ignore pas que cela s'est déjà produit et je sais de bonne source que certains vous ont dernièrement trompés en vous racontant des histoires de révolution dans les affaires américaines et de flottes de l'armée française que vous avez déjà si souvent entendues que je me demande comment quiconque parmi les vôtres pourrait encore y croire.

Soyez assurés, Frères, que ceux qui ont été capables de conquérir le Canada et de chasser leurs ennemis de ce pays auront toujours le pouvoir de faire échouer leurs projets futurs, s'ils devaient être assez sots pour tenter à nouveau de regagner ce qu'ils ont perdu. Je vous exhorte donc, par cette ceinture, de n'accorder aucune attention à ces menteurs, et de continuer à vivre en paix et de me dénoncer ces gens et leurs tentatives de duperie. Je désire aussi que vous vous souveniez de tous vos engagements à l'égard des Anglais. Que vous observiez le traité de paix avec les Cherokees. Que vous évitiez toute irrégularité aux frontières. Que vous respectiez dûment les frontières maintenant établies et que vous en informiez tout votre peuple et que vous gardiez les chemins et les cours d'eau ouverts et libres, afin de profiter des avantages de la paix et du commerce, de l'estime du roi d'Angleterre et de l'amitié de tous Ses sujets. Je désire aussi que vous vous souveniez de mes paroles et les répétiez souvent.

Une ceinture.

Même si sir William Johnson menaçait indirectement les Shawnees et les Delawares (car il croyait les rumeurs concernant une réunion prévue sur le Mississippi), ses paroles étaient étrangement prophétiques. Pendant la Révolution américaine, quelques années plus tard, des armées et des flottes françaises sont venues, en tant qu'alliées non pas des nations indiennes, mais des révolutionnaires. Sir William lui-même n'a pas assisté à ces événements: il est mort en 1775, lors d'un conseil où il pressait les Haudenosaunee de demeurer fermement alliés aux Anglais car que les grands vents de la guerre se levaient.

Frères, Indiens du Canada,

Avec cette ceinture je vous recommande de vous souvenir de ce qui a été fait ici et lors de traités antérieurs, et de le faire savoir à tout votre peuple lorsque vous rentrerez au Canada. Recommandez-lui de continuer à promouvoir la paix et détournez-le de tous les rapports mauvais et de toutes les histoires mensongères qui pourraient être propagés par des hommes ignorants ou malintentionnés, et communiquez-moi tous les renseignements utiles de temps à autre, comme preuve du respect que vous avez de vos engagements et comme moyens de vous recommander à l'estime du Roi et du peuple d'Angleterre.

Frères des diverses nations assemblées ici,

Le gouverneur du New Jersey, appelé par des affaires urgentes, m'a demandé de vous informer qu'il ne pouvait quitter ses frères des Six-Nations unies sans leur redire le plaisir qu'ils lui ont fait en tenant en si haute estime sa justice et celle du bon peuple confié à son gouvernement. Il a lui-même une conscience absolue de la valeur et de l'importance du nom qui lui a été conféré et il est certain qu'à l'avenir les gouverneurs, les chefs et les habitants du New Jersey prendront toujours bien soin de mériter un titre si distingué parmi les nations indiennes, celui de Sagorihwhioughstha, le Grand Arbitre, le Justicier.

Le gouverneur m'a aussi demandé de vous rappeler que lors d'un traité tenu à Easton en l'année 1758, les Delawares et d'autres Indiens qui avaient certaines prétentions sur la possession de la terre du New Jersey ont, en échange d'une compensation importante, renoncé à tous leurs droits sur les terres de cette province, à l'exception de ces parties qui ont été réservées par la loi pour l'utilisation des Indiens qui ont choisi de vivre sous la protection du gouvernement. Cela a été fait lors d'un conseil public, en présence de nombreux membres des Six-Nations, et le gouverneur serait donc heureux qu'à l'occasion du présent congrès (où un si grand nombre de chefs de différentes nations de la Confédération se trouvent rassemblés pour fixer une frontière générale entre les sujets de Sa Majesté britannique en Amérique et leurs frères les Indiens), vous fassiez à la province du New Jersey l'honneur de confirmer lesdites renonciations, en reconnaissant publiquement que la province est entièrement libre de revendications indiennes, à l'exception de ce qui vient d'être mentionné. S'il présente cette demande, c'est qu'il souhaite que toutes les nations ici présentes puissent se souvenir de ce fait et de la sorte en transmettre la mémoire à la postérité.

Une ceinture.

Le gouverneur Franklin n'était pas venu confirmer et polir la chaîne d'alliance: sa demande d'une renonciation à toutes les revendications indiennes au New Jersey était improvisée, et les nations qui avaient autrefois habité le New Jersey n'assistaient au conseil qu'à titre de dépendants des Haudenosaunee.

Frères,

Je viens de recevoir des Sénécas une ceinture que je leur avais remise pour les lier et je crois maintenant qu'il est urgent que cette ceinture vous lie tous, et je vous recommande d'éviter d'errer et de continuer à habiter dans vos établissements, à la manière de vos ancêtres.

Je vous le recommande surtout dans votre intérêt, car je suis convaincu que vous vous affaiblirez si vous vous éparpillez, et que votre conseil n'acceptera pas que vous poursuiviez des perspectives imaginaires en vous dispersant. Avec cette ceinture, je vous enjoins de demeurer en votre lieu de résidence pour y faire commerce et y mener des activités pacifiques.

Une large ceinture noire.

Frères,

Puisque maintenant les affaires pour lesquelles ce traité avait été convoqué sont réglées de façon satisfaisante, il ne vous reste plus qu'à exécuter les actes de cession à Sa Majesté et toutes les autres formalités nécessaires à cette occasion, après quoi je remettrai à votre peuple le plus important présent, ainsi que l'argent promis, les montants et les valeurs que je vous ai déjà exposés. Le gouverneur et les gentilshommes commissaires des divers gouvernements vous sont reconnaissants de vous être bien conduits pendant le traité, et je leur recommanderai ce qui est nécessaire en votre présence pour assurer l'avenir. De la part de New York, je prends sur moi de vous promettre que tout ce qui est nécessaire sera recommandé et, j'en suis certain, convenu par la législature de cette province, et je vous le souhaite de tout cœur. Et de votre côté vous respecterez soigneusement la concession que vous venez de faire et les engagements que vous avez pris par la même occasion, et veillerez à ce qu'aucune dispute à ce sujet ne survienne.

La transaction foncière — la concession — devait être consacrée dans un document écrit. Les promesses faites par sir William Johnson aux Haudenosaunee ne l'étaient pas par écrit. Elles étaient consignées dans les documents du conseil, inscrites dans la mémoire du conseil, corroborées par les ceintures de wampum. La confiance, fondée sur le rapport «ancien» de la chaîne d'alliance, portait les Haudenosaunee à croire que leurs demandes seraient satisfaites. Johnson avait précisé que ces dispositions devaient être avalisées par la législature, mais cette formalité semblait certaine. Les subtilités du droit contractuel anglais n'avaient jamais joué dans l'histoire du rapport, et cette entente n'en tenait pas compte.

Il s'est ensuite adressé au gouverneur du New Jersey et aux commissaires:

Messieurs,

Conformément aux intentions que Sa Majesté m'a communiquées par l'entremise du secrétaire d'État et en vue de satisfaire aux souhaits des diverses provinces, il faudra adopter les lois les plus efficaces pour que la frontière soit dûment respectée et pour prévenir toute empiètement futur, car les espoirs ainsi créés et la confiance dans laquelle les Indiens tiennent votre justice grâce aux garanties que je leur ai fournies à ce sujet, ont grandement contribué au règlement de cette question et à l'établissement de la nouvelle frontière entre les colonies et le pays indien.

Le gouverneur et les commissaires ont répondu qu'ils feraient diligence pour obtenir des garanties concernant la frontière, selon ce qui serait jugé nécessaire à leur retour dans leurs colonies respectives.

Puis sir William, à la demande des gentilshommes commissaires de la Pennsylvanie, a informé les Indiens que lesdits commissaires avaient un présent de 500 dollars à leur remettre immédiatement, en compensation entière des terres des Conostoga dont ils étaient devenus propriétaires à la suite de la disparition de ce peuple. Ils ont ajouté que cette somme leur était gracieusement remise en gage de l'estime que cette province avait pour ce peuple et de sa tristesse face à son malheureux sort. Sir William a ensuite dit aux Indiens que les propriétaires ignoraient s'ils choisiraient d'être dédommagés en espèces ou en nature pour l'ajout de cette terre à la Pennsylvanie, ils n'avaient rien envoyé, mais lui, sir William, garantissait que l'achat serait rapidement payé et il leur proposait de demander aux commissaires soit d'envoyer l'argent dès leur retour dans leur pays, ou d'expédier les marchandises le plus rapidement possible, ou encore d'attendre jusqu'au printemps parce qu'ils auraient alors d'Angleterre des produits de meilleure qualité en plus grande quantité pour la même somme, et que c'était à eux d'en décider.

Il se faisait tard et la séance a été levée jusqu'au lendemain, jour où les Indiens devaient exécuter l'acte de cession et recevoir le prix de la transaction. Ce soir-là, les chefs se sont présentés chez sir William et lui ont dit qu'ils avaient examiné la proposition que leur faisaient les commissaires de la Pennsylvanie et qu'ils préféraient recevoir de l'argent comptant, le plus rapidement possible, et sir William Johnson leur a fourni des garanties que la somme leur serait versée dans les six semaines.

5 novembre.

Tôt ce matin-là, le présent étant placé à la vue de tous près des bâtiments publics à l'intérieur du fort, toute l'assemblée des Indiens s'est réunie pour exécuter l'acte et recevoir le paiement.

[...] L'orateur, après avoir répété ce que sir William leur avait dit sur la première ceinture lors du dernier congrès, a déclaré:

Frère,

Nous vous remercions de ce que vous avez dit et nous espérons que vous respecterez vos engagements, comme nous avons l'intention de le faire de notre part, mais comme cela dépendra dans une large mesure des colonies, nous souhaitons maintenant que leurs représentants ici présents fassent tout en leur pouvoir pour les tenir et veiller à ce que votre peuple les respecte.

Une ceinture.

Les Haudenosaunee s'étaient efforcés de maintenir leurs rapports avec l'Empire plutôt qu'avec les pouvoirs coloniaux. Le gouvernement anglais tenait à eux comme alliés militaires; les colonies convoitaient leurs terres. Johnson était un surintendant de l'Empire, mais il avait annoncé au cours du conseil que la réglementation du commerce serait déléguée aux colonies. Les Haudenosaunee savaient que le gouvernement anglais était relativement faible et que son autorité était contestée dans diverses colonies. Ils demandaient donc que les colonies s'engagent à respecter le traité.

Puis, répétant ce qui avait été dit sur la deuxième ceinture, il a déclaré:

Frère,

Nous vous remercions des avis que vous nous avez donnés, de ne pas écouter les rapports mensongers. Frère, nous approuvons votre avertissement et nous le respecterons, et de temps à autre nous vous communiquerons rapidement les renseignements au sujet de tels rapports et de leurs auteurs.

Une ceinture.

Les Haudenosaunee avaient-ils l'intention de ne pas se rendre à l'invitation à la réunion du Mississippi? C'est peu probable. Les Sénécas, au moins, en tant que gardiens de la porte ouest, s'y rendraient sans doute. Tout comme elle s'était efforcée d'éviter les contacts entre Français et Anglais, la Confédération allait maintenant s'efforcer pendant les 30 prochaines années d'éviter d'être mêlée à des conflits entre les Européens et les nations indiennes de l'Ouest.

Puis, en réponse au discours du gouverneur Franklin:

Frère,

Nous sommes heureux de constater que le gouverneur Franklin est si fier du nom qui lui a été octroyé, et nous sommes contents de savoir qu'il sera toujours prêt à nous rendre justice. Nous espérons que tous les futurs gouverneurs manifesteront les mêmes dispositions. Nous reconnaissons que plusieurs de nos nations ici présentes ont été témoins de la transaction conclue à Easton et acquittons donc cette province de toute demande et nous ne pouvons que souhaiter qu'il suive notre exemple dans sa façon de nous traiter, ce qui nous suffira pour lui accorder à lui et à son peuple notre estime.

Une ceinture.

Frère,

Le conseil que vous nous avez donné hier de continuer à vivre ensemble, unis comme autrefois, nous jugeons très salubre et dans notre intérêt. Nous avons

donc décidé de le suivre et conserverons votre ceinture au feu d'Onondaga, pour que toute notre Confédération puisse y avoir accès et agir en conséquence. Les actes consacrant les cessions à Sa Majesté, aux propriétaires de la Pennsylvanie et aux commerçants étant posés sur la table, ont été exécutés en présence du gouverneur, des commissaires et de tous les autres gentilshommes. Après quoi les chefs de chaque nation ont reçu l'argent comptant qui était amoncelé sur une table à cette fin, et ils ont commencé à répartir les marchandises entre leurs gens, ce qui a duré tout le reste de la journée. Le gouverneur et les commissaires ont pris congé et sont rentrés dans leurs provinces respectives, et ce soir-là sir William a dit adieu aux chefs. Il leur a recommandé de se souvenir des transactions qui avaient eu lieu et il les a avisés de ne pas créer de désordres au moment de leur départ mais de faire leurs paquets et de rentrer chez eux en paix.

Dimanche 6 novembre.

Les Indiens ont commencé à lever le camp et sir William s'est mis en route pour Johnson Hall, où il est arrivé le 9 de ce mois.

Au cours d'une cérémonie de condoléances, sir William a remis six nouvelles ceintures noires pour couvrir les tombes des six chefs suivants:

Une pour Kanadiorah, un Mohawk
Une pour Onaghkariwadi, un Sénéca
Une pour Kadirehoakta, un Onéida
Une pour Misquibeahihe, un Shawnee
Une pour Tianaghroongo, un Cayuga
Une pour Tepiskahawang, un Delaware

L'incidence du traité signé à Fort Stanwix en 1768

La *Proclamation royale de 1763* et la frontière provisoire tracée en 1765 étaient des ententes temporaires entre les colonies et les Haudenosaunee. Ce traité créait ce qui devait être aux yeux des deux parties une frontière permanente.

Et donc sir William a fait exactement ce qu'il avait l'intention de faire avant que le gouvernement anglais ne tente d'intervenir: il a tracé les frontières coloniales le long de l'Ohio jusqu'au Tennessee. Au nom de George III, il a acheté aux Iroquois dans l'Ouest américain un vaste territoire que la Couronne lui avait spécifiquement ordonné de ne pas acheter [...] Sir William avait défait le secrétaire d'État aux Amériques de Sa Majesté et agrandi par un coup de maître le territoire destiné aux établissements, dans ce qui est aujourd'hui un coin septentrional de l'Alabama, presque toute la Virginie-Occidentale, une grande partie du Tennessee et tout le Kentucky¹⁵⁷.

Les Haudenosaunee avaient donné leur accord à cette concession généreuse (même si une grande partie de ce territoire appartenait en fait à leurs «dépendants et alliés», qui leur en ont toujours voulu de cette transaction) à condition que ce soit la dernière qu'on leur demande.

Ils ne pouvaient prévoir que huit ans plus tard les colonies se sépareraient de l'Angleterre, qu'à la fin de la guerre de la révolution, les États-Unis soutiendraient qu'ils avaient conquis toutes les terres des Haudenosaunee (à l'exception du territoire de leurs alliés onéidas et tuscarroras), et que l'Angleterre s'inclinerait et ferait unilatéralement la paix avec les États-Unis, cédant ainsi les terres de la Confédération.

Des années plus tard, longtemps après que certains des peuples de la Confédération se soient établis «du côté canadien», il a été demandé de «confirmer la ligne» tracée à Fort Stanwix. Au lieu de la frontière stable et permanente envisagée par sir William Johnson, le traité de 1768 à Fort Stanwix n'a produit qu'amères déceptions et mensonges.

Quant aux alliés de la Confédération, Furieux du traité anglo-iroquois conclu en 1768 à Fort Stanwix, qui cédait les territoires de chasse shawnees au sud de l'Ohio à l'Angleterre, Red Falcon et d'autres ont cherché à former une confédération indienne ennemie des Anglais. Même si les Shawnees ont dirigé une grande partie de leur colère contre les Six-Nations «pour avoir cédé une si grande partie du pays aux Anglais sans leur demander leur consentement», ils avaient l'appui de nombre de Mingo iroquoiens [peuple de la vallée de l'Ohio], qui avaient aussi longtemps chassé dans le pays du Kentucky¹⁵⁸.

La Confédération que les Shawnees et les Delawares désiraient créer s'inscrivait dans le prolongement de la résistance qu'ils avaient opposée aux Anglais au début des années 1760 et laissait présager une confédération plus large, qui devait comprendre les Six-Nations, pour lutter contre les États-Unis dans le pays de l'Ohio au cours des années 1790. Ce projet de confédération devait renaître de ses cendres lors de la Guerre de 1812. (Tecumseh n'a pas créé cette alliance, il a simplement ranimé une union déjà en place.)

Le don de Haldimand (1784)

Beaucoup de membres de l'Haudenosaunee perçurent la Guerre d'indépendance américaine comme un conflit à éviter. Les Anglais leur rappelaient sans cesse que la chaîne d'alliance leur enjoignait de soutenir le Roi; de leur côté, les États-Unis cherchaient pour le moins à obtenir la neutralité de la confédération, car, faisaient-ils observer, il s'agissait d'une lutte

fratricide anglaise, où l'Haudenosaunee n'était nullement tenue de prendre position. Pendant 20 ans, sir Guy Carleton (lord Dorchester), gouverneur de Québec, promet maintes fois aux nations autochtones la protection de leurs droits territoriaux, en échange d'une alliance en temps de guerre.

En 1779, Frederick Haldimand, qui porte aussi le nom de guerre mohawk de Asharekowa (ou «Grand Couteau») est le commandant en chef de la province de Québec. Tout au long de la Guerre d'indépendance américaine, son rôle militaire le tint en contact permanent avec l'Haudenosaunee. Informé des promesses faites par Carleton, il les ratifia:

Quelques Mohawks des villages de Conajoharie, Tujondarago et Aughwago, lesquels, en raison de la fidélité des Mohawks au Roi et aux intérêts du gouvernement, avaient été rasés par les rebelles, m'informèrent que mon prédécesseur, sir Guy Carleton, avait jugé à propos de promettre que ces villages seraient reconstruits aux frais du gouvernement dès la fin des troubles actuels, et cette promesse me faisant l'effet d'être parfaitement juste, je la ratifie par les présentes, et assure les Mohawks qu'elle sera fidèlement exécutée, pour autant que cela tient à moi, dès que cet heureux temps sera arrivé¹⁵⁹.

En 1783, le Traité de Paris consacre la paix entre les Anglais et les États-Unis d'Amérique. Thayendenega (ou Joseph Brant) est préoccupé par le fait que les Anglais ont conclu cette paix sans prendre la moindre disposition pour leurs alliés de l'Haudenosaunee.

En 1783 et 1784, beaucoup d'Indiens de l'Haudenosaunee, refoulés par les armées des États-Unis, doivent se réfugier à Niagara et à Lachine, où ils vivent dans un dénuement proche de la famine. Ils se sentent trahis et oubliés, après avoir pourtant fait tout ce que les Anglais attendaient d'eux. Le dénouement de la guerre les a pris au dépourvu, tout comme les Anglais; mais le coup porté à l'Haudenosaunee est d'autant plus douloureux qu'elle est exclue de la paix qui a été conclue.

Le 17 mai 1783, Allan MacLean, commandant du poste britannique à Niagara, écrit à sir Frederick Haldimand:

Ayant eu vent des limites fixées par les parties, les Indiens estiment que notre conduite envers eux est perfide et cruelle; ils m'ont dit qu'ils n'auraient jamais cru que le Roi pourrait faire semblant de céder à l'Amérique ce qu'il n'est pas en son pouvoir de donner, ni que les Américains consentiraient à recevoir de sa main ce qu'il n'a aucun droit d'accorder; ils ajoutent qu'à la suite d'une représentation faite par les Six-Nations en 1768, le Roi avait nommé sir William Johnson à titre de commissaire chargé de fixer les frontières entre les Indiens et les colonies, qu'une ligne avait été tracée depuis la source du ruisseau Canada (près de Fort Stanwix) jusqu'à l'Ohio, que les limites fixées convenaient aussi bien aux Indiens qu'aux

colonies, et depuis lors n'avaient jamais fait l'objet du moindre doute ou litige, que les Indiens sont un peuple libre, ne relevant d'aucune puissance au monde, qu'ils demeurent les fidèles alliés, mais non les sujets, du roi d'Angleterre, que ce dernier n'a aucun droit de céder aux États-Unis d'Amérique leurs droits ou biens sans faire injure de façon flagrante à toute justice et à toute équité, et qu'ils refusent de s'y soumettre.

[...] Je souhaite que le capitaine Brant soit détenu au Canada pour quelque temps. Il est beaucoup mieux informé et éduqué que les autres Indiens, il a à cœur les intérêts de ses concitoyens, ce qui lui fait honneur, mais il serait tellement plus conscient de la situation pitoyable où nous avons abandonné ces malheureux que je crois véritablement qu'il nous ferait actuellement beaucoup de tort ici; j'ai pitié de ces gens du fond de mon âme¹⁶⁰ [...]

L'Haudenosaunee s'est battue très fort pour les Anglais, pour ne récolter en bout de ligne que l'amertume. L'histoire fournit d'autres exemples de notre ingratitude. Ce qu'écrit Lawrence d'Arabie, après la Première Guerre mondiale, pourrait être issu de la plume d'un officier anglais rattaché au ministère des Indiens à la fin du XVIII^e siècle:

Pour convaincre les Arabes de lutter à nos côtés, le Cabinet leur fit des promesses formelles d'indépendance. Les Arabes croient en l'homme, et non aux institutions. Ils me perçurent comme un agent libre du gouvernement britannique et exigèrent que j'avalise ses promesses écrites. Je fus donc contraint de tremper dans la conspiration, et de promettre aux hommes la récompense qu'ils attendaient, pour autant que ma parole les convaincrat. Au cours des deux années passées avec eux comme des compagnons d'armes, ils prirent l'habitude de me croire et de se convaincre que le gouvernement anglais était sincère, comme moi. Imbus de cet espoir, ils réalisèrent de belles prouesses; toutefois, loin d'être fier de notre oeuvre commune, je ressentais à tout moment la honte et l'amertume. (T.E. Lawrence, *Les Sept Piliers de la sagesse*, Londres, Penguin, 1962)

Le 21 mai 1783, Thayendenagea s'entretient avec Haldimand à Québec; lui aussi insiste pour savoir si les Anglais sont supposés avoir cédé aux États-Unis les terres des Six-Nations. Son discours à cette occasion fait le point sur les rapports entre la Couronne et l'Haudenosaunee:

Frère Asharekowa et représentants du Roi,
Les sachems et chefs de guerre des Six-Nations unies, et leurs alliés, ont entendu que le Roi leur père a conclu la paix avec ses enfants bostoniens [...] En conséquence de quoi ils m'ont envoyé pour que j'entende la vérité de votre bouche, à savoir s'il est vrai ou non qu'ils ne sont pas compris dans cette paix conclue entre le Roi et les Bostoniens [...]

Frère,
Nous, les Mohawks, sommes la première nation indienne à vous avoir pris par la main comme des amis et des frères, à vous avoir invités à vivre parmi nous, à vous avoir traités avec égard quand vous avez débarqué en petits groupes. Nos voisins les Onéidas se sont comportés de même envers vous. Nous avons attaché votre vaisseau à une grande montagne à Onondaga, le centre de notre confédération, avec l'accord du reste des Cinq-Nations. Nous étions alors un peuple puissant, qui faisait la conquête de toutes les

nations indiennes environnantes, tandis que vous n'étiez guère qu'une poignée de gens. Petit à petit, vous êtes devenus plus nombreux, et nous sommes demeurés vos amis et alliés, prenant parfois part aux luttes armées contre vos ennemis, sacrifiant beaucoup des nôtres et laissant leurs os blanchir dans le pays de vos ennemis. Pour conclure, nous vous avons aidés à conquérir tout le Canada; comme récompense de notre fidélité et de la fermeté de notre alliance, vous avez renouvelé vos promesses de protection et de défense contre quiconque chercherait à s'emparer de nos terres ou biens, en nous assurant un commerce équitable et abondant avec votre peuple. Nous nous sommes alors assis, heureux, sous l'Arbre de la Paix, contents de la faveur et de l'amitié que nous manifestait une grande nation, avec qui nous étions liés par traité, et qui était en mesure de nous protéger contre le monde tout entier.

Frère,

Vos livres et registres des traités et engagements conclus entre nos deux peuples confirmeront la véracité de mes propos; comme nous ne connaissons pas l'art d'écrire, nous consignons tout cela sur les ceintures wampum, que nous conservons dans les longues maisons du conseil, à Onondaga, pour que rien ne s'efface de notre mémoire. Nous avons aussi reçu un ornement pour la tête, c'est-à-dire une couronne, de feu Sa Majesté la reine Anne, comme preuve de l'amitié mutuelle et inaltérable qu'elle portait à nous-mêmes et à notre confédération.

C'est pourquoi nous vous avons manifesté un attachement fidèle et durable, confiants que vous feriez de même et afin d'établir entre nous une amitié et une alliance perpétuelles, dont nous pouvons vous donner beaucoup d'exemples; ainsi, quelques années après la conquête du Canada, votre peuple a cru, en raison de son grand nombre, qu'il n'y aurait pas assez de terres pour lui et qu'il serait à l'étroit dans le pays; on nous a alors demandé de donner une partie de nos terres, et de fixer une ligne de démarcation entre nous et vos gens. Après y avoir réfléchi, nous avons cédé au Roi, pour une contrepartie dérisoire, une vaste étendue de terre à l'usage de ses sujets, en témoignage de notre estime sincère à leur endroit et comme simple confirmation de ladite loi. Cela s'est produit il n'y a pas si longtemps, en 1768, à Fort Stanwix. Tous les gouverneurs et dignitaires des différentes colonies en bordure de la mer avaient alors été trop heureux d'accepter et de ratifier cette entente, en présence de notre grand ami et surintendant, feu sir William Johnson; nous comptions qu'il en résulterait un amour et une amitié fraternels et éternels entre nous, mais en vain [...]

C'est pourquoi, frère, je suis chargé par tous les alliés indiens du roi de recevoir de votre bouche une réponse catégorique, à l'effet de savoir s'ils sont ou non compris dans le traité conclu avec les Américains, comme il se doit dans le cas d'alliés fidèles, et si les terres que le Grand Esprit là-haut a confiées à nos ancêtres et à leurs descendants, après les avoir mis sur ces terres dès les origines et après que les os de nos ancêtres y eurent été ensevelis, leur sont acquises à jamais, ou si le sang de leurs descendants doit être mêlé à leurs os, par la faute de nos alliés pour qui nous avons si souvent versé notre sang¹⁶¹.

Le traité de paix conclu avec les États-Unis prévoyait bel et bien que les Anglais céderaient les terres des Six-Nations et des autres nations. Les années qui suivirent furent remplies de justifications et de dénégations de cet état de fait. Dans l'intervalle, toutefois, la

politique anglaise consista à accommoder leurs alliés dans la mesure du possible. En août 1783, lord North, premier ministre de la Couronne en Angleterre, écrit à Haldimand:

Ces gens ont parfaitement raison de s'attendre à des égards particuliers de notre part; il ne serait guère généreux ou juste que nous les abandonnions après avoir cédé leurs territoires et terrains de chasse. Il m'est donc permis de vous informer que le Roi vous autorise à faire ces propositions, à eux ou à toute autre nation indienne qui nous est amicale, et qui désire quitter les États-Unis et occuper les terres que vous jugerez à propos de leur céder dans la province de Québec¹⁶² [...]

Durant le reste de l'année 1783, Haldimand s'entretint souvent avec Thayendenega. Ils parvinrent à la conclusion que l'idéal serait un territoire le long de la rivière Grand: ce territoire avait aussi l'avantage d'être proche du pays conservé par les Sénécas, qui seraient ainsi en mesure de faire appel à leurs nations soeurs pour se protéger contre les États-Unis. Selon une indication en date de mars 1783, Thayendenega déposa une demande pour «un territoire, désigné Oswego, couvrant environ six milles de chaque côté de la rivière Grand, depuis la rivière La Tranche jusqu'au lac Érié, à l'usage des Mohawks et des membres des Six-Nations qui souhaitent les y rejoindre».

Le capitaine Brant ne souhaite nullement, par cette demande, faire en sorte que les Mohawks jouissent d'un traitement de faveur; il ne fait que parler au nom de l'ensemble des Six-Nations [...]

Haldimand répondit:

Sir John Johnson [surintendant général des Affaires indiennes] recevra l'ordre d'acheter un territoire situé entre les lacs Ontario, Érié et Hudson; le territoire demandé par les Mohawks au nom des Six-Nations leur sera accordé au moyen d'un acte officiel¹⁶³.

Le territoire en question constituait le territoire de chasse au castor de l'Haudenosaunee, mais les Mississaugas, partis du Nord et de l'Ouest, s'y étaient installés près d'un siècle auparavant, au moment où des difficultés enserraient la confédération de toutes parts. La rencontre entre les Six-Nations et les Mississaugas eut lieu le 22 mai 1784; le colonel John Butler s'adressa aux Mississaugas en ces termes:

Enfants,

L'ordre m'a été donné, par l'entremise de sir John Johnson, d'acheter des terres qui vous appartiennent et qui sont situées entre les lacs Ontario, Huron et Érié, à l'usage de ceux parmi vos frères des Six-Nations qui souhaitent cultiver et chasser, ainsi que des fidèles sujets de Sa Majesté qui l'ont assistée durant la dernière guerre et qui désirent s'y établir et y apporter des aménagements. Il me serait inutile d'ajouter quoi que ce soit

actuellement, car j'ai déjà minutieusement décrit aux chefs, pour autant que je le pouvais, tous les aspects de cette transaction. J'attends donc une réponse immédiate de votre part.
Une ceinture.

Pokquan, orateur des Mississagas.

Père et Frères des Six-Nations. Nous avons étudié votre requête.

Père,

Nous, les Mississaugas, ne sommes pas propriétaires de toutes les terres situées entre les trois lacs; nous avons néanmoins convenu, de bon coeur, de transférer nos droits sur les terres et les biens au Roi notre père, à l'usage de son peuple, et à nos frères des Six-Nations; nous les cédon depuis la tête du lac Ontario, ou ruisseau Waghquata, jusqu'à la rivière La Tranche [rivière Thames], puis vers le Sud le long de cette rivière jusqu'à l'embouchure du ruisseau Catfish, sur le lac Érié. Nous supposons que ce territoire suffira aussi bien aux gens du Roi qu'à nos frères des Six-Nations qui souhaitent s'y établir et y chasser. Votre demande, ou proposition, ne nous inquiète pas, comme a pu vous le faire croire la réponse que certains de nos gens vous ont adressée l'autre jour; la difficulté est définitivement levée. En tant qu'Indiens, nous considérons que nous appartenons au même peuple que les Six-Nations; nous sommes tenus, en vertu d'une ancienne entente mutuelle, de nous entraider.

Frère capitaine Brant, nous sommes heureux d'apprendre que vous comptez vous établir avec votre peuple sur la rivière Oswego; nous comptons que vous surveillerez le comportement de vos jeunes hommes, puisque nous entretiendrons des relations de bon voisinage, et que nous serons amis, comme il se doit entre frères¹⁶⁴.

L'acte d'achat officiel du territoire des Mississaugas fut signé le 22 mai 1784 [voir les archives provinciales de l'Ontario, documents des terres de la Couronne, lettres des arpenteurs, 1788 à 1791].

Le 25 octobre 1784, le gouverneur Haldimand fit la proclamation suivante: Attendu qu'il a plu à Sa Majesté d'ordonner, au vu de l'attachement que lui ont manifesté très tôt les Mohawks, et des pertes matérielles que cela leur a coûté, que soit choisi sous sa protection un territoire situé dans un lieu pratique, à titre de retraite sûre et confortable pour eux et pour les autres membres des Six-Nations qui soit ont perdu leurs établissements à l'intérieur des États-Unis, soit souhaitent quitter ces États pour s'établir parmi les Anglais, j'ai acheté un territoire, sur la volonté expresse de beaucoup de ces très fidèles alliés de Sa Majesté, appartenant aux Indiens établis entre les lacs Ontario, Érié et Huron. De par Sa Majesté, j'autorise la nation des Mohawks, et les autres membres des Six-Nations qui le souhaitent, à s'établir sur les rives de la rivière ordinairement désignée Ours [Ouse] ou Grand, qui s'écoule dans le lac Érié, leur accordant à cette fin un territoire long de six milles de chaque côté de la rivière à partir du lac Érié, et de même longueur jusqu'à l'origine de ladite rivière, pour qu'eux et leurs descendants le possèdent en perpétuité¹⁶⁵.

Mais les limites du territoire de la rivière Grand n'avaient pas été arpentées; cette incertitude devait, en l'espace de quelques années, engendrer une certaine inquiétude. Dès janvier 1791, un comité du conseil exécutif faisait observer ce qui suit:

Votre Seigneurie a fait remarquer l'opportunité d'établir la nature et la portée de ces revendications, afin d'honorer entièrement les promesses et de répondre aux attentes raisonnables qui mettent en jeu la bonne foi du gouvernement, de manière à trouver le meilleur moyen de prendre des dispositions permanentes pour les intéressés et leurs descendants¹⁶⁶.

Le 24 mars 1791, Thayendenegea écrivit à lord Dorchester au sujet de l'absence d'un titre clair:

Nous espérons bien que le titre ou la concession que vous entendez nous donner sera à peu près de même nature que ce que le général Haldimand nous avait tout d'abord promis, nous espérons que le conseil ne nous mettra pas trop de bâtons dans les roues — sinon, nous estimerons que ce document ne vaut pas mieux qu'un titre ou une concession accordée à leurs amis indiens par les Yankees¹⁶⁷ [...]

En juillet 1797, Peter Russell, administrateur du Haut-Canada, écrivit au duc de Portland au sujet des sentiments de Thayendenegea touchant le territoire de la rivière Grand:

Si les Cinq-Nations avaient imaginé que le territoire sur la rivière Grand leur serait concédé à des conditions différentes de leur ancien titre sur la rivière Mohawk, jamais ils ne seraient venus s'établir dans cette province. Ils se voient comme une nation libre et indépendante; l'affection qu'ils portent à leur père le roi d'Angleterre les a poussés à quitter un pays des plus fertiles, qui subvenait à tous leurs besoins, afin de vivre sous la protection de Sa Majesté, car ils n'aimaient pas les gens dans le pays qu'ils ont fui; Sir Frederick Haldimand les a reçus à bras ouverts et leur a promis de leur acheter le territoire qu'ils avaient choisi sur la rivière Grand; il leur a ensuite dit que, l'ayant acquis des propriétaires originaux, il leur en faisait don, à eux et à leur postérité, en perpétuité; ils considèrent que ce don constitue un don libre et irrévocable, qui leur concède autant de pouvoirs qu'ils en avaient détenus sur les terres de la rivière Mohawk: ils pouvaient, à leur gré, vendre ou donner ces terres, et ils imaginent qu'ils détiennent les mêmes pouvoirs sur les terres de la rivière Grand. Lorsque des Blancs leur ont dit qu'ils se trompaient, ils ont demandé une nouvelle concession à lord Dorchester et au gouverneur Simcoe, qui la leur ont promise; le gouverneur Simcoe leur a bien offert une concession, mais ils la rejettent, parce qu'elle n'offre pas les pouvoirs qu'ils veulent sur les terres. On leur a ensuite promis que leur demande serait transmise à leur père le Roi.

Deux questions avaient fini par s'entremêler: d'une part, le droit de disposer des terres; d'autre part, l'étendue du territoire. Thayendenegea fut contraint de consacrer beaucoup de temps

à la première question; quant à la deuxième, elle était l'oeuvre du lieutenant-gouverneur Simcoe, qui, lorsqu'il prépara le titre, réduisit d'un tiers ce territoire.

Le 10 décembre 1797, Thayendenegea écrit au capitaine Green:

Je suppose que vous êtes au courant des innombrables difficultés que notre territoire nous a suscitées. Quand nous nous sommes établis ici, nous n'avions pas la moindre idée que ces problèmes se présenteraient, car nous percevions le territoire comme un don irrévocable — sinon, nous ne l'aurions jamais accepté! Il nous a quand même semblé un peu curieux, lors de notre établissement, que le gouverneur Haldimand nous donne un document qui ne réponde pas entièrement aux affirmations et promesses solennelles qu'il nous avait faites. Mais, croyant en la bonté des intentions de Sa Majesté, et à la reconnaissance que nous vaudraient les bons services que nous lui avons rendus, nous n'y avons pas attaché une importance excessive. Même en l'absence de la confiance et de l'affection que nous portions au Roi, nous aurions eu l'occasion de pourvoir à nos besoins après la guerre, selon la manière libre et indépendante qui est naturelle aux Indiens. Mais nous avons eu le malheur de ne comprendre que trop tard les intentions véritables du Ministère, c'est-à-dire qu'il ne comptait pas nous permettre d'aliéner les terres. On nous a même interdit d'accepter des locataires, parce que, dit-on, il n'est pas permis à de simples alliés du Roi de prendre pour locataires des sujets du Roi. Je suppose que ce qu'ils veulent dire, en fait, c'est que d'une certaine façon nous ne sommes nous-mêmes que des locataires. Pour ma part, je ne vois aucune différence entre cela et notre situation actuelle, sauf qu'on ne nous impose pas encore de loyer; ils semblent déterminés à nous interdire d'utiliser le territoire pour faire autre chose que de nous asseoir et de marcher [...] La tentative du gouverneur Simcoe visant à réduire notre territoire sur la moitié de la rivière, venant s'ajouter à la divergence entre la titre offert par le gouverneur Haldimand et ses promesses originales, nous a convaincus de procéder sans délai à une vente assez importante pour provoquer une crise, et pour que nous sachions une fois pour toutes si la terre nous appartient ou non¹⁶⁸.

Thayendenegea défendait pour une part ses propres plans; en effet, convaincu que des Blancs s'installeraient de toute façon près des Six-Nations ou parmi elles, il estimait qu'il serait à l'avantage de ces dernières de choisir pour voisins des Loyalistes travailleurs. Usant de la délégation de pouvoir que lui avaient confiée les chefs, Thayendenegea avait signé des baux à long terme sur certaines parties du territoire, afin que ses «amis» puissent s'y établir. Le plan avait un autre volet: les baux produiraient un revenu qui aiderait les Six-Nations à passer d'une économie axée sur l'agriculture collective, et sur la chasse et la pêche, à une économie d'où seraient presque éliminées la chasse et les exploitations agricoles familiales. Le plan comportait un troisième volet: les baux allaient venir à expiration en même temps que la population des

Six-Nations augmenterait, c'est-à-dire qu'il existerait déjà des terres agricoles défrichées et prêtes à être occupées par les Six-Nations, qui rempliraient un jour la vallée tout entière.

Le 4 juillet 1818, l'Haudenosaunee et William Claus, sous-surintendant général des Affaires indiennes, discutèrent en détail, à Hamilton, près de Burlington Heights, des questions relatives à la partie supérieure de la vallée de la rivière Grand. «Après les cérémonies d'usage», Claus fit part aux *rotiianeson* des réponses qui lui avaient été communiquées par le surintendant général, sir John Johnson, et par le lieutenant-gouverneur, sir Peregrine Maitland:

Après examen à York des documents touchant les terres de la rivière Grand, il semble qu'un arpentage fut exécuté en 1790 par un certain M. Jones, puis qu'en 1791, à une commission des terres à Niagara dont étaient membres le lieutenant-colonel Butler, M. Hamilton et le colonel Lew Brook, il fut convenu par ces personnes, et par le capitaine Brant, Ojagethe, Coughsemyoute, Atmovoute, Aghsett, et Kayoudodethou, que certaines des lignes de levé tracées par M. Jones constitueraient les limites des terres indiennes. Comme il semble au gouvernement que les Six-Nations se font une idée erronée de l'étendue de leurs terres, il m'a été enjoint de les détromper et de les informer que le gouvernement, se fondant sur ces documents, estime que les terres au-dessus du Bloc Nichol, désigné Bloc n° 4, sont désormais la propriété de la Couronne à la suite d'un récent achat auprès des Mississaugas, car le Roi n'avait pas, à l'époque du don de sir Frederick Haldimand, acheté de ces Indiens des terres au-delà de ce point, c'est-à-dire que sir Frederick ne disposait pas de terres qu'il pouvait céder au nom de la Couronne.

Tekarihoga, le *royaner* du clan mohawk de la Tortue, répliqua:

Nous ne remonterons pas à l'origine de nos difficultés, nous n'irons pas plus loin que ce qui s'est produit à l'époque du général Haldimand. Frère, après la guerre américaine, nous étions à Niagara et ne savions pas où aller. Voyant notre détresse, les Sénécas nous offrirent des terres sur la rivière Genesee, mais nous voulions nous éloigner des Américains, parce qu'ils pouvaient nous faire du tort, et une partie de notre peuple obtint des terres sur la baie de Quinte. Le capitaine Brant a alors rendu visite au général Haldimand, à Québec, qui lui a déclaré qu'il nous concéderait des terres sur la rivière Grand, de la source à l'embouchure. Durant le mandat du général Simcoe, il a essayé d'obtenir de nous trois milles de part et d'autre de Dundas Street, de chaque côté de la rivière; nous avons répondu que nous lui donnerions ce qu'il demandait, mais que cela devait être utilisé à notre profit; il a décliné notre offre, et la question ne s'est plus posée. Sir John Johnson voulait aussi que nous cédions six milles de part et d'autre de l'embouchure de la rivière: nous avons accepté sa demande, à condition que ce soit à notre profit, mais là encore aucune suite n'a été donnée à la question. Je me souviens très bien que les Mississaugas avaient déclaré, avant que le colonel Butler n'achète les terres: «Nous ne souhaitons pas vendre les terres à partir de la rivière Grand jusqu'à la rivière Thames, et jusqu'au lac Érié». Le gouvernement a donc réduit le don à six milles de chaque côté de la rivière Grand, de son

embouchure à sa source, mais nous avons répondu aux Mississaugas: «Puisque vous avez fait preuve de tant de générosité envers nous, nous divisons chacun notre don avec vous». Nous sommes surpris d'entendre le gouvernement dire que nous ne sommes propriétaires des terres que jusqu'aux chutes, parce que nous avons des écrits qui prouvent le contraire; ils sont ici même et nous sommes prêts à les exhiber.

John Brant sort le titre original remis par le général Haldimand.

Les représentants de l'Haudenosaunee au conseil discutèrent alors du peu de terres qu'il leur restait, et du fait que des Blancs s'étaient établis tout autour d'eux. Bien que le conseil ait traité de plusieurs questions à la fois, les orateurs de l'Haudenosaunee ne se firent pas faute de revenir sans cesse à la question de la cession originale. S'adressant ensuite au sous-surintendant général et aux officiers, [Little Peter des Mohawks inférieurs] déclare:

J'observe avec tristesse que vous revendiquez aujourd'hui une grande partie de nos terres. À quoi devons-nous nous attendre? Serons-nous chassés de notre territoire? Quand mes ancêtres ont commencé à vous guider par la main, est-ce qu'ils vous ont trompés? Est-ce que l'un de nous vous a trompés? Nous nous attendons à ce que tout ce qui est décidé en conseil soit confirmé, parce que cela est dit en présence de tout le monde. Le feu du conseil est le lieu où la vérité se fait entendre. Frères au manteau rouge et colonel Claus, je veux attendre, pour continuer cette discussion, notre prochaine réunion en conseil. Notre coutume est de parler posément et de ne rien faire d'irréfléchi. Je poursuivrai mon discours quand vous aurez convoqué un autre conseil.

Les propos de Little Peter transmettent ici un double message: premièrement, il se reconnaît si irrité que son esprit n'est plus en état de prendre part correctement au conseil; en sa qualité de *royaner*, il ne peut laisser la colère obscurcir son jugement. Deuxièmement, il exprime avec toute la clarté dont il est capable, sans se laisser dominer par la colère, le profond désaccord de l'Haudenosaunee à l'endroit de la position anglaise. D'autres prirent alors la parole sur le même sujet:

L'Onéida Joseph prit alors la parole: Frère, je me souviens fort bien de tout ce qui s'est passé depuis notre établissement sur la rivière Grand. J'ai traversé deux guerres, je peux donc me souvenir de ce qui est arrivé au début à notre concession. Elle nous a été concédée depuis l'embouchure jusqu'à la source, six milles de part et d'autre de la rivière Grand. On peut supposer que nous ne l'avons pas revendiquée parce qu'elle n'a été ni arpentée, ni vendue, mais nous revendiquons cela en même temps que tout le reste.

Frère, nos chefs nous ont dit que si la terre était achetée des Mississaugas, la ligne serait tracée jusqu'à la source. Si le commandant des forces veut bien nous rencontrer quand il montera ici, il nous indiquera la superficie que nous pouvons revendiquer, en conformité avec le document qui constitue notre titre. Je me souviens que les chefs des Six-Nations ont demandé au colonel Butler de payer

les terres que les Mississaugas leur avaient données, mais qu'ils ont regretté leur geste, parce que le gouvernement, ayant payé, pourrait revendiquer les terres et nous les retirer.

Le sous-surintendant général se sentit obligé de répondre en des termes qui n'éclabousseraient pas l'honneur de la Couronne:

Si le Roi avait pu croire que les terres qu'il revendique au-dessus des chutes ne lui appartenaient pas, il ne m'aurait jamais ordonné de vous annoncer ce que j'ai à dire sur ce sujet¹⁶⁹.

Claus promit alors de soumettre les délibérations du conseil aux hauts fonctionnaires à York.

Le 28 septembre 1821, lord Bathurst répondit directement à John Brant et à Robert Kerr, membres des Six-Nations qui s'étaient rendus en Angleterre pour présenter au Roi leur argument en faveur d'une cession du territoire au complet:

Comme les nations indiennes fondent toute leur revendication sur les termes employés par le général Haldimand dans sa proclamation du 25 octobre 1784, je m'en tiendrai à un énoncé des motifs qui me persuadent que cet officier n'avait jamais eu pour intention de leur concéder l'étendue de terres qu'il revendiquent aujourd'hui, soit six milles de part et d'autre des rivières Ouse et Grand, depuis l'embouchure jusqu'à la source, et que la proclamation ne justifie nullement une telle interprétation. Il ressort clairement de la proclamation annexée à votre note que les terres que le général Haldimand comptait céder aux nations indiennes étaient celles-là mêmes que le gouvernement colonial, quelques mois auparavant, avait acquises d'autres nations indiennes qui résidaient dans la province de Canada, et que, quelque mesure que l'on peut supposer qu'il ait prises pour faire profiter les Cinq-Nations des terres appartenant à Sa Majesté, il ne pouvait avoir pour intention (n'en ayant pas le pouvoir) de céder des terres indiennes sur lesquelles Sa Majesté n'avait pas alors acquis un titre. Ainsi, la description des terres qui se trouve à la fin de la proclamation ne peut que porter sur les terres que le Roi avait alors le pouvoir de conférer. Elle doit être interprétée à la lumière de l'inexactitude et des contradictions générales qui prévalent dans toutes les descriptions géographiques de l'Amérique à cette époque, avant que cette contrée soit arpentée et connue, et alors que les renseignements sur le cours d'une rivière provenaient soit de rapports de particuliers, soit de sources qui se révélaient ensuite absolument fausses. À mesure qu'on a appris à mieux connaître le cours de la rivière Ouse (rivière Grand), on s'est aperçu que la source de cette rivière ne s'inscrivait pas dans les terres achetées des Tchippewayans en 1784, c'est-à-dire que l'achat ne comprenait pas les terres que les Cinq-Nations revendiquent aujourd'hui [...]

Étant donné ce qui précède, Sa Majesté est contrainte de considérer que le gouvernement colonial était parfaitement justifié d'accorder aux colons, au lieu de réserver à votre usage, les portions de terre que vous revendiquez mais qui n'ont pas été achetées des Tchippewayans en 1784¹⁷⁰.

Les tribunaux canadiens en conclurent que le Don de Haldimand était sans effet. L'affaire commença en conséquence des «baux Brant», c'est-à-dire des baux accordés par Joseph Brant à ses amis blancs sur une partie du territoire de la rivière Grand, en vertu de la délégation de pouvoir qui lui venait des chefs. Le premier jugement fut rendu par le juge en chef John Beverley Robinson, qui avait écarté, comme une idée des plus ridicules, les traités conclus entre la Couronne et les Mohawks dans l'affaire *Doe dem. Sheldon c. Ramsay et autres*.

En premier lieu, les Indiens des Six-Nations n'ont pris aucun domaine légal en vertu de l'instrument que leur avait confié le général sir Frederick Haldimand. Celui-ci n'était propriétaire d'aucune des terres en cause et ne pouvait donc pas, sous l'autorité de son sceau d'armes, transférer d'intérêts juridiques. Gouverneur du Canada, il aurait pu concéder des terres de la Couronne par lettres patentes, sous le grand sceau de la province, ce qui aurait constitué un enregistrement des titres; mais il ne pouvait pas plus concéder de terres sur la rivière Grand qu'il n'aurait pu aliéner l'ensemble du Haut-Canada au moyen d'un tel instrument, lequel ne peut en aucun cas servir à enregistrer un titre quelconque. Mais en deuxième lieu, si l'on suppose qu'un tel instrument avait été fait sous le grand sceau de la façon usuelle et correcte, il ne pourrait admettre un intérêt juridique, en raison de l'absence d'un ou de plusieurs titulaires correctement décrits et ayant capacité de possession. Rien n'est concédé nommément à qui que ce soit en sa capacité naturelle. Même s'il s'y était essayé, le général Haldimand n'aurait pas pu incorporer les Six-Nations indiennes au moyen d'un instrument sous l'autorité de son sceau d'armes, et moins encore aurait-il pu le faire implicitement, de façon indirecte et accessoire. Une concession «aux Indiens mohawks, et aux autres membres des Six-Nations qui souhaitent s'établir sur la rivière Grand, d'un territoire destiné à eux et à leurs descendants en perpétuité» ne saurait être de quelque effet que ce soit selon les principes du droit anglais de dévolution d'un domaine légal à une personne quelconque. Il ne pouvait s'agir de rien d'autre que ce qui avait été entendu et prévu, c'est-à-dire une déclaration par le gouvernement à l'effet qu'il s'abstiendrait de concéder ces terres à d'autres, et qu'il les réserverait en vue de l'occupation des Indiens des Six-Nations. Cela n'accordait aucun domaine en fief, ni domaine viager, ni domaine pour un certain nombre d'années, que les Indiens auraient pu transmettre individuellement ou collectivement¹⁷¹.

Pour les amateurs d'ironie, cette affaire est un véritable bijou: en effet, le jeune frère de Robinson, William, avait moins de deux ans auparavant, en septembre 1852, conclu deux traités avec les chefs ojibways du lac Huron et du lac Supérieur.

En août 1850 entrait en vigueur une loi stipulant qu'aucune cession de terres obtenues des Indiens ne serait valide à moins qu'elle ne porte le grand sceau de la province. Or le sceau n'a jamais été apposé aux «traités Robinson», ce qui a soulevé une polémique dans l'affaire *Procureur général de l'Ontario c. Bear Island Foundation*, dans les années 70. Rejetant ce

moyen, le tribunal de première instance déclara que l'absence du sceau n'était qu'un simple détail technique; comme le Gouverneur général était au courant des traités, le simple fait d'oublier d'apposer un sceau ne pouvait diminuer leur validité. On interjeta appel sur cette affaire, mais la question ne fut pas soulevée à nouveau.

Cela nous mène au deuxième motif de rejet du Don de Haldimand par le juge en chef Robinson, soit l'absence de parties ayant capacité pour accepter le don. Notons qu'entre les années 1680 et 1763, la Couronne n'a pas manifesté le moindre doute quant à la capacité des Six-Nations de concéder des terres à des particuliers.

La *Proclamation royale de 1763* visait à couper court aux tromperies attribuables à de telles pratiques, mais la Couronne n'a à aucun moment déclaré que les Six-Nations manquaient de personnalité juridique pour vendre leurs terres. Nous avons ici deux poids et deux mesures: d'une part, une concession faite en usant d'un sceau incorrect interdit de concéder des terres aux Indiens; d'autre part, prendre des terres en l'absence du même sceau, exigé par la loi, n'a rien de mal si les terres sont enlevées aux Indiens. Bref, les Indiens n'ont pas la personnalité juridique voulue pour qu'on leur accorde un titre légal, mais ils en ont assez pour vendre.

En 1882, le conseil de la rivière Grand envoya des députations à Ottawa, pour que le gouvernement canadien prenne des mesures à l'égard de la revendication sur le territoire situé sur le cours supérieur de la rivière Grand. Le sous-surintendant général des Affaires indiennes «avertit tout le monde de ne pas se rendre à Ottawa sans permission: il les prévint qu'en cas de désobéissance, leurs dépenses ne seraient pas remboursées et qu'ils auraient à les assumer à chaque pouce du chemin». L'agent des Indiens local, J.T. Gilkison, informa le surintendant général qu'il avait discuté avec «le vieux chef John Smoke Johnson», qui lui avait déclaré avoir toujours cru que les chutes constituaient la source de la rivière, et que ce n'était que récemment qu'il avait entendu la moindre plainte contre cette ligne de démarcation. Dans l'intervalle, les chefs adressèrent une pétition au Gouverneur général et au marquis de Lorne, et une lettre au premier ministre sir John A. Macdonald. Cette dernière lettre, qui est en fait l'explication écrite du problème demandée par Macdonald, est particulièrement nette:

Primo: conformément au titre en notre possession, délivré par sir Frederick Haldimand et daté du 25 octobre 1784 au château Saint-Louis (Québec), enregistré le 20 mars 1795 dans le bureau du secrétaire du Haut-Canada, dans le livre A, feuille 8, nous soutenons que nous sommes les seuls propriétaires authentiques et véritables d'une étendue de terre située entre la limite nord du canton Nichol et la source de la rivière Grand, soit une distance de 40 milles, terres que nous n'avons jamais cédées à la Couronne.

En outre, conformément à la Proclamation royale de feu Sa Majesté le roi George III, en date du 24 décembre 1763, nul autre qu'un Indien des Six-Nations n'aura le droit de s'établir sur ces terres pour quelque motif que ce soit.

Secundo: on pourrait faire valoir que les gens qui occupent ces terres ont des droits acquis en raison de la durée de leur établissement.

Nous répondons que les Six-Nations ont fait valoir leurs droits de préemption sur ces terres bien avant que des Blancs ne s'y établissent par voie d'occupation. Nos ancêtres se sont servis de ces terres comme de leur territoire de chasse; ils ont toujours vécu dans les limites décrites dans le titre auquel il est fait référence, et leur occupation date donc d'avant la délivrance de ce titre, et de tout temps par la suite.

Tertio: on pourrait se demander pourquoi les Six-Nations n'ont pas élevé de protestation plus soutenue contre des gens qui s'emparaient de leurs terres et s'y établissaient. Nous répondons que les chefs avaient pour opinion que cela relevait de la responsabilité du ministère des Indiens, le gardien et protecteur de nos droits à cet égard¹⁷².

Sur le plan juridique, l'Haudenosaunee prenait ici une position qui était des années en avance sur son temps. Le deuxième point soulevé fait vraisemblablement référence au fait que le territoire était compris dans le terrain de chasse prévu dans le traité de Nanfan de 1701. La référence à la *Proclamation royale de 1763* est intéressante sous l'angle de la date invoquée: le Roi publia la Déclaration en Angleterre le 7 octobre 1763; la proclamation du 24 décembre est due à sir William Johnson, qui publia la Déclaration royale et la déclara en vigueur dans les territoires des Six-Nations. Le troisième point est plutôt maladroit: dans les années 1880, les Six-Nations et le gouvernement du Canada semblaient avoir tous deux oublié les protestations des années 1790 et de 1818. La notion que les droits issus de traités et droits ancestraux ne faiblissent pas même en l'absence d'utilisation ou de revendications ne fut admise par les tribunaux canadiens qu'en 1990, en conséquence de l'affaire *Sioui c. la Reine*, à la suite d'un jugement de la Cour suprême.

Aucune des nombreuses recherches entreprises au ministère des Indiens en 1882 ne livra la clef du mystère de la divergence entre le Don de Haldimand et le Don de Simcoe. Le 27 juin 1883, le commissaire des terres de la Couronne de l'Ontario présenta un rapport qui niait la validité de la revendication. Transmis aux Six-Nations le mois suivant, le rapport laisse entendre que l'intention de toutes les parties était que la concession ne dépasse pas la ligne Nichol, puisque tous les arpentages et toutes les cessions ultérieures portaient de ce principe.

En 1886, Earl Granville proposa au Gouverneur général que la question soit soumise au Comité judiciaire du Conseil privé, ou à une commission d'arbitrage. Tandis que le

gouvernement canadien étudiait ce projet, le conseil du territoire de la rivière Grand décida d'envoyer en Angleterre une délégation de trois hommes, puis leur vota une somme de 300 \$ pour leurs dépenses:

Le surintendant [local du ministère des Indiens] se déclare chagriné de la mauvaise impression que donneront ces délégués du gouvernement du Dominion, alors qu'ils savent parfaitement que le gouvernement du Dominion a leur intérêt et bien-être à coeur, et que l'actuel ministre des Affaires indiennes, sir John Macdonald, fera tout en son pouvoir pour les aider; mais en ce qui concerne la question des terres, elle est réglée depuis fort longtemps, et il n'a aucun doute que le seul résultat qu'obtiendrait une députation en Angleterre serait, une fois de plus, un renvoi au gouvernement du Dominion¹⁷³.

À son retour d'un voyage dans les Territoires du Nord-Ouest, sir John Macdonald étudia en fait les revendications des Six-Nations, puis écrivit:

Il serait tout à fait malavisé de traiter les bandes indiennes du Dominion [...] comme si elles constituaient de quelque façon des nations distinctes. Elles sont régies par les lois canadiennes et peuvent, en cas de préjudice ou de grief, recourir aux tribunaux légaux avec autant de force et de rapidité que leurs concitoyens blancs — ce dont elles ne se privent pas de toutes façons.

Les Indiens étant des pleurnicheurs invétérés, accéder à cette demande entraînerait une avalanche de demandes de même nature de la part d'autres bandes, et le refus de ces nouvelles revendications occasionnerait beaucoup de mécontentement: il se révélerait difficile, voire impossible, de faire comprendre à une autre tribu les raisons qui interdisent de lui accorder la même chose qu'aux Six-Nations, ce qui serait cause de beaucoup de jalousie et de brûlements d'estomac.

[...] L'idée voulant que les revendications des Indiens soient soumises en premier lieu au Comité judiciaire représenterait un changement complet dans la façon dont nous avons traité les races indiennes jusqu'à aujourd'hui, et instaurerait une distinction entre eux et les autres habitants du Canada. Cela est absolument inadmissible, puisque le but ultime de nos lois est d'éliminer le système tribal et de réaliser une assimilation complète des Indiens et des autres habitants du Dominion, aussi rapidement qu'ils se révèlent prêts à évoluer. La présente revendication des Six-Nations est dénuée de tout fondement et ne mérite aucun examen particulier¹⁷⁴.

Le Conseil privé concourut à l'appréciation de Macdonald et adressa au Gouverneur général un rapport rédigé dans les mêmes termes.

Les documents qui se rapportent à la Proclamation de Haldimand indiquent que, tout au long de cette affaire, les membres de l'Haudenosaunee se sont déclarés «les alliés fidèles du Roi d'Angleterre, mais non ses sujets».

Les propos de Thayendenagea à Haldimand, en 1783, font clairement et uniformément référence à la création de la chaîne d'alliance originale («Nous avons attaché votre vaisseau à une grande montagne à Onondaga»), aux promesses de la Couronne qui figurent dans la *Proclamation royale de 1763* («vos promesses que vous nous protégez, nous, nos terres et nos biens, contre quiconque chercherait à s'en emparer»), et au traité de Fort Stanwix, en 1768 («On nous a alors demandé de donner une partie de nos terres, et de fixer une ligne de démarcation entre nous et vos gens. Après y avoir réfléchi, nous avons cédé une vaste étendue de terre au Roi, à l'usage de ses sujets, pour une contrepartie dérisoire [...] en 1768, à Fort Stanwix»).

La cession territoriale des Mississaugas, en 1784, fait référence à des traités antérieurs entre les Mississaugas et l'Haudenosaunee («En tant qu'Indiens, nous considérons que nous appartenons au même peuple que les Six-Nations; nous sommes tenus, en vertu d'une ancienne entente mutuelle, de nous entraider»).

Le fait que la Couronne n'a jamais remis tout le territoire promis en 1784 est une source constante de grief touchant le territoire de la rivière Grand. Lorsque le lieutenant-gouverneur a pris la décision d'amputer le territoire à la ligne Nichol, il a suscité un débat qui ne s'est jamais éteint dans le territoire des Six-Nations; pour sa part, le gouvernement du Canada n'a pas réglé la question à la satisfaction de ces nations. En fait, l'attitude adoptée par le Canada dans les années 1880 devait mener à d'autres affrontements entre la confédération et le Canada, puis, en 1924, à des atteintes directes, de la part du Canada, au mode de gouvernement de la confédération.

L'importance du Don de Haldimand

La Proclamation de Haldimand a constitué un acte exécutif, qui a fixé les limites du territoire des Six-Nations à la rivière Grand. Elle a été faite conformément à une promesse émanant du plus haut représentant de la Couronne en Amérique du Nord à l'époque qui nous occupe.

Au contraire des autres terres indiennes situées alors dans les Canadas, le territoire de la rivière Grand et le territoire mohawk de la baie de Quinte ont été réservés par le biais d'une mesure exécutive directe.

Par la suite, la Couronne a remis en doute la validité de la Proclamation de Haldimand pour deux motifs.

En premier lieu, elle soutient que la cession par les Mississaugas, en 1784, n'a pas eu pour résultat d'accorder à la Couronne l'ensemble du territoire de la rivière Grand, c'est-à-dire que la Couronne n'a jamais eu le pouvoir de céder ces terres aux Six-Nations. Les Six-Nations répliquent qu'on connaît au Canada beaucoup d'exemples de cessions par la Couronne de terres indiennes non cédées, cessions qu'il faudrait alors annuler. À titre d'exemple, on compte des concessions de territoires des Micmacs et des Malécites dans toute la Nouvelle-Écosse et tout le Nouveau-Brunswick; de terres des Algonquins en Ontario et au Québec; de terres des Haidas et des Nishgas, et de beaucoup d'autres peuples, en Colombie-Britannique. Il semble, pour résumer, qu'une concession est invalidée pour cause de défaut dans le titre ancestral uniquement lorsque le destinataire des terres est un autochtone [...] Les Six-Nations font aussi valoir que le territoire leur était déjà réservé par le traité de Nanfan, en 1701, outre que la Couronne n'a jamais, avant cela, reconnu l'exclusivité des titres des Mississaugas ou des Ojibways, alors qu'elle avait reconnu les titres de l'Haudenosaunee tout au long des années 1750, à peine 30 ans plus tôt.

En deuxième lieu, on soutient que la Proclamation portait exclusivement le sceau d'armes de Haldimand, et non le Grand Sceau de la province, et que cela était donc un instrument insuffisant pour céder les terres. Les Six-Nations répliquent qu'il existait une loi, en 1850, stipulant qu'aucune cession de terre par des Indiens n'était valide à moins de porter le Grand Sceau de la province, alors qu'en septembre de cette même année, la cession des bassins hydrographiques du lac Huron et du lac Supérieur furent acceptées sans que le Grand Sceau leur soit jamais apposé. Est-ce donc uniquement lorsque les destinataires des terres sont des autochtones qu'un défaut dans le sceau apposé à la concession de terre invalide un transfert, alors que les tribunaux et la loi elle-même ne tiennent nul compte d'un même défaut dans une cession?

Les Six-Nations persistent à croire que le territoire de la rivière Grand leur a été concédé directement par la Couronne, qu'il s'étendait de la source à l'embouchure de la rivière, enfin que ce territoire leur appartient du même droit, et selon les mêmes garanties et protections de la

Couronne, que les terres détenues par la confédération après la Proclamation royale de 1763 et le traité de Fort Stanwix, en 1768.

Le Traité de Fort Stanwix (1784)

Historique

En 1782, l'Angleterre et les États-Unis signent un traité de paix préliminaire. Conclu en 1783, le Traité de Paris met officiellement fin à la Guerre d'indépendance américaine.

Les États-Unis d'Amérique sont alors un pays tout neuf, doté d'un nouveau système de gouvernement fédéral. Les rapports entre les États individuels et le gouvernement fédéral ne sont pas encore tout à fait clairs, pas plus que les relations entre les États-Unis et les diverses nations indiennes.

Mais les États-Unis entretiennent avec l'Haudenosaunee des rapports plus confus qu'avec la plupart des autres nations. La confédération de l'Haudenosaunee avait pris la décision de rester neutre à l'égard d'un conflit qui, selon elle, mettait les pères aux prises avec les fils. Mais les nations, parfois même les individus, prirent position: ainsi, les Onéidas et Tuscaroras apportèrent un soutien actif aux Américains; par contre, Mohawks, Sénécas, Cayugas et Onondagas se montrèrent soit neutres, soit résolument hostiles.

À la conclusion des hostilités, il restait à régler deux questions d'importance capitale: le statut de l'Haudenosaunee en tant que nation, et celui des terres de l'Haudenosaunee. Les Anglais avaient fait la paix avec les Américains; mais les Six-Nations, pour leur part, n'avaient pas établi de rapports très nets avec les deux parties.

Beaucoup de membres de l'Haudenosaunee cherchèrent alors refuge au fort britannique de Niagara, centre d'opérations militaires durant la guerre. Le 18 mai 1783, Allan MacLean, commandant du fort, écrivit au gouverneur en chef du Canada, sir Frederick Haldimand, au sujet de l'Haudenosaunee:

Ils ne sont pas actuellement très au courant des frontières établies, mais ils semblent heureux que la paix soit conclue, et ils déclarent qu'ils ont perdu beaucoup de leurs meilleurs guerriers et chefs; si l'Angleterre leur garantit leur propre pays, sans les faire participer à de nouveaux conflits avec des voisins, ils se déclarent contents de la paix, mais ils [semblent] aussi très inquiets et agités, parce qu'ils ont entendu parler de certaines prétendues frontières, auxquelles ils ne pourraient jamais consentir si cela était avéré, bien qu'ils se refusent à y croire [...]

Ayant eu vent des limites fixées par les parties, les Indiens estiment que notre conduite envers eux est perfide et cruelle; ils m'ont dit qu'ils n'auraient jamais cru que le Roi pourrait faire semblant de céder à l'Amérique ce qu'il n'est pas en son pouvoir de donner, ni que les Américains consentiraient à recevoir de sa main ce qu'il n'a aucun droit d'accorder; ils ajoutent qu'à la suite d'une représentation faite par les Six-Nations en 1768, le Roi avait nommé sir William Johnson à titre de commissaire chargé de fixer les frontières entre les Indiens et les colonies, qu'une ligne avait été tracée depuis la source du ruisseau Canada (près de Fort Stanwix) jusqu'à l'Ohio, que les limites fixées convenaient aussi bien aux Indiens qu'aux colonies, et depuis lors n'avaient jamais fait l'objet du moindre doute ou litige; ils ajoutent que les Indiens sont un peuple libre, ne relevant d'aucune puissance au monde, qu'ils demeurent les fidèles alliés du roi d'Angleterre, mais non ses sujets, que ce dernier n'a aucun droit de céder aux États-Unis d'Amérique leurs droits ou biens sans faire injure de façon flagrante à toute justice et à toute équité, et qu'ils refusent de s'y soumettre [...] Que s'il est vrai que les Anglais les ont lâchement trahis en prétendant céder leur pays sans leur consentement, et sans même les consulter, c'est là un acte de perfidie et d'injustice dont seuls des chrétiens sont capables, qu'on ne verrait jamais un Indien avoir un tel comportement; mais qu'ils croient vraiment que nous les avons vendus et trahis¹⁷⁵.

Le 21 mai 1783, le chef Pine Tree Thayendenagea (Joseph Brant) parle dans le même esprit à Haldimand, à Québec:

Je suis chargé par tous les alliés indiens du Roi de recevoir de votre bouche une réponse décisive, à l'effet de savoir s'ils sont ou non compris dans le traité conclu avec les Américains, comme il se doit dans le cas d'alliés fidèles, et si les terres que le Grand Esprit là-haut a confiées à nos ancêtres et à leurs descendants, après les avoir mis sur ces terres dès les origines et après que les os de nos ancêtres y eurent été ensevelis, leur sont acquises à jamais, ou si le sang de leurs descendants doit être mêlé à leurs os, par la faute de nos alliés pour qui nous avons si souvent versé notre sang¹⁷⁶.

En fait, les Anglais n'avaient strictement rien prévu pour leurs alliés dans les traités conclus avec les États-Unis.

Mais la question des titres indiens sur les terres n'était pas davantage réglée aux États-Unis. L'ingérence du gouvernement impérial dans le litige opposant les Mohicans et le Connecticut avait provoqué un profond ressentiment dans la colonie, parce que les gouvernements coloniaux estimaient que les questions des Indiens et des terres indiennes étaient un problème interne. Les nations indiennes croyaient pour leur part qu'il valait mieux, en général, traiter avec le gouvernement impérial, qui cherchait à obtenir leur alliance plutôt que leurs terres.

Plusieurs États revendiquaient le territoire de l'Haudenosaunee. Se fondant sur le traité de Nanfan, conclu en 1701, New York le convoitait depuis les années 1750, bien que les officiers

impériaux eussent plusieurs fois rejeté cette prétention, car ils savaient bien que l'Haudenosaunee, par ce traité, avait voulu protéger ses terres, et non les vendre. Le Massachusetts le réclamait aussi, s'appuyant sur de vagues frontières dessinées dans la charte coloniale accordée à l'origine par le Roi.

Les États, et le Congrès continental (le nouveau gouvernement fédéral des États-Unis), revendiquaient les terres des nations autochtones selon une théorie qui associait en fait deux notions légales: la première était le «droit de découverte», droit énoncé dans une bulle papale, qui laissait entendre qu'une puissance européenne «découvrant» des terres habitées par des païens détenait sur elles des droits exclusifs; la deuxième était le «droit de préemption», qui voulait que le découvreur ait le droit de traiter directement avec les autochtones sur les questions de terres, droit qu'il n'avait pas envers les autres puissances européennes. Les deux théories furent associées. Les Anglais et les Américains finirent par expliquer à l'Haudenosaunee la notion de «droit de préemption», mais non pas celle de «droit de découverte», avec sa corollaire, la notion d'extinction des titres.

En outre, les États-Unis étaient parfaitement conscients que plusieurs nations autochtones — dont beaucoup entretenaient encore un état de guerre avec eux — revendiquaient les terres que se disputaient les États. Les dirigeants de l'Haudenosaunee, qui avaient traité avec les gouvernements coloniaux avant la Guerre d'indépendance, connaissaient à fond la politique intercoloniale, qui avait des incidences sur les relations entre les États. Beaucoup des personnalités les plus marquantes aux États-Unis, entre autres Benjamin Franklin et Thomas Jefferson, avaient occupé le poste de commissaire aux Indiens dans les gouvernements coloniaux.

En octobre 1783, le comité des États-Unis sur les affaires indiennes publia un rapport, qui traitait de deux importantes questions, celle de la paix et celle des terres. Il recommandait:

Que des tracés des biens soient vérifiés et établis entre les États-Unis et eux, tracés qui seront pratiques pour les différentes tribus et conformes aux besoins publics, parce que les États-Unis ont pris l'engagement de céder des parties des terres non cultivées à titre de butin pour leur armé [...]

Le Comité recommanda que soit conclue une série de traités:

Pour qu'ils apprennent à jouir de la faveur et de la protection des États-Unis [...] pour réaligner les frontières [...] qui séparent et divisent les établissements des citoyens et les villages et terrains de chasse des Indiens, de manière à étouffer,

pour autant que cela est possible, toutes les occasions futures d'animosité, d'agitation et de litige¹⁷⁷.

Lorsque la paix sembla sur le point d'être conclue entre l'Angleterre et les États-Unis, les Américains commencèrent à traiter l'Haudenosaunee comme un peuple conquis, dont les terres avaient été saisies par les États-Unis.

On attaquait sans relâche la valeur morale de leur culture. En 1784, par exemple, les représentants fédéraux adoptèrent consciemment, à l'égard des Iroquois, une politique de rabaissement de leur amour-propre, de corruption des dirigeants et de subversion de leur système politique, afin de faciliter les manoeuvres diplomatiques. James Duane, qui avait été récemment délégué au Congrès continental, où il siégea au Comité sur les affaires indiennes, avisa le gouverneur de New York, avant la conclusion des traités, de faire usage de toutes les armes psychologiques à la portée de ses commissaires pour briser le morale des Iroquois. «Ils nous traitent comme si nous étions en tous points leurs égaux», écrivit-il, attitude qu'il convenait d'étouffer en ne manquant aucune occasion de souligner leur statut inférieur et leur statut de minorité dépendante. Depuis une centaine d'années, la coutume voulait que les commissaires de New York, de la Pennsylvanie et de la Couronne se rangent aux usages indiens en conseil; cette coutume devait désormais être délaissée: «au lieu de se conformer aux usages politiques des Indiens, nous devons les contraindre à adopter les nôtres, c'est-à-dire les désaccoutumer aux ceintures, etc.». On irait jusqu'à nier leur existence en tant qu'entité politique: «Je ne laisserais jamais échapper des expressions comme «nation», «Six-Nations», «confédérés», «feu du conseil à Onondaga», ou autre formulation qui ferait renaître leurs anciennes notions d'indépendance, ou les porterait à entretenir de telles idées [...] Ils sont habitués à se faire désigner Frères, Sachems, Guerriers des Six-Nations. J'espère que cela ne se reproduira jamais. Il suffit de leur faire sentir que nous leur adressons la parole, sans que nous soyons obligés de désigner une vingtaine ou trentaine de Mohawks sous le nom de «nation», pour les flatter, ou une poignée de Tuscaroras et d'Onondagas sous le nom de nation distincte [...] Il vaut mieux leur faire comprendre [...] que l'opinion publique a depuis longtemps cessé de leur accorder autant d'importance». On envoya parmi eux des indicateurs et des agents provocateurs, pour acheter leur docilité et semer la discorde¹⁷⁸ [...]

En 1784, le Congrès nomma trois commissaires chargés de conclure les traités conformément aux recommandations ci-dessus. Au début de l'été, ces commissaires avisèrent les Mohawks, Onondagas, Cayugas et Sénécas qu'ils comptaient, l'automne venu, conclure un traité à Fort Stanwix. Ils notifièrent aussi l'Haudenosaunee et le gouverneur de New York, Clinton, que tout traité conclu avec New York serait considéré nul et non avenu. L'État de New York réagit très fortement à cette annonce, en raison peut-être de la faiblesse relative de ses titres sur les

terres à l'ouest de la ligne tracée à l'occasion du traité de Fort Stanwix de 1768, qui renforçait les prétentions du Congrès continental et du Massachusetts.

Désireux de se rallier les tribus, et de renforcer ainsi ses revendications territoriales, l'État de New York adopta une politique visant à donner aux tribus le statut de «citoyens de l'État». Sans tarder, le gouverneur Clinton entreprit de mettre en avant les intérêts de son État: en avril 1784, il adressa aux Mohawks, Onondagas, Cayugas et Sénécas une invitation à une réunion où seraient débattus tous les litiges entre eux, l'État, et les Onéidas et Tuscaroras. Un échange de lettres aboutit à la fixation d'une réunion, prévue pour la fin août à Fort Stanwix¹⁷⁹.

New York comptait proposer aux Onéidas de vendre leurs terres et de s'établir dans le pays des Sénécas (la plupart des Mohawks, nation la plus à l'est de la Longue Maison, avaient déjà quitté leur territoire pour le Canada ou le pays des Sénécas, à l'exception des résidents d'Akwesasne, qui étaient établis sur le Saint-Laurent). Un accueil si glacial fut réservé à cette proposition que le gouverneur Clinton déclara aux Onéidas, le 4 septembre 1784, «nous n'avons aucune visée sur vos terres, elles vous sont à jamais acquises dans toute leur juste étendue». Clinton n'obtint pas un succès plus notable lors de sa rencontre avec Thayendenega. La tenue officielle de conseils avec l'État de New York prit fin le 10 septembre.

Les registres du traité de Fort Stanwix se trouvent aux Archives nationales du Canada, groupe d'archives n° 10 (Affaires indiennes), volume 1826.

De même qu'Albany, Fort Stanwix se situait sur la ligne de démarcation entre les terres des Européens et de l'Haudenosaunee, et se prêtait donc tout naturellement à la négociation de traités. Les négociations débutèrent le 3 octobre 1784. Les commissaires se réunissent. Comme avant, sont présents l'honorable Oliver Wolcott et MM. Richard Butler et Arthur Lee. Plusieurs Indiens appartenant aux différentes nations sont présents; les commissaires les convoquent dans la salle du conseil, où le discours qui suit est prononcé:

Sachems et guerriers des Six-Nations,
Nous sommes heureux de vous annoncer que nous sommes des commissaires dépêchés par le Congrès, qui est le nom donné au grand conseil des États-Unis d'Amérique, afin d'allumer un Feu du conseil dans ce lieu, où nous pouvons fumer ensemble le calumet, sans nous laisser troubler par de mauvaises pensées; où nous pouvons renouveler les liens d'amitié et redorer la chaîne d'alliance avec vous, nos frères dans la fidélité, afin de donner la paix et de bons conseils à ceux qui, par malheur, se sont laissés abuser par de mauvais conseillers.

Effacez donc toute mauvaise pensée, et purifiez votre coeur et votre esprit, pour que nous puissions en toute sincérité commencer notre bon travail, pour lequel nous invoquons l'assistance de notre grand Dieu.

Nous attendons d'ici à quelques jours les principaux dirigeants et guerriers des tribus des Six-Nations plus à l'Ouest; nous dirons alors tout ce qui est dans notre coeur et discuterons de tout ce qui nous concerne.

L'expérience nous enseigne que souvent, à de telles réunions, un vent mauvais souffle de tous les horizons et que des oiseaux porteurs de mauvaises graines volettent d'une épaule à l'autre, afin d'empêcher les gens de bien réfléchir et de comprendre ce qui se passe.

Nous vous conjurons donc de ne pas leur porter la moindre attention, et de ne pas vous égarer dans leurs voies mauvaises; nous vous déclarons aussi que nous sommes investis des pleins pouvoirs pour régler toute affaire entre vous et les États-Unis, et qu'aucune démarche entreprise par des particuliers ou des États n'a la moindre validité à moins que le Congrès ne l'ait autorisée.

Nous allons maintenant cesser de parler, mais nous vous prions d'écouter la voix de Kayeenla, le marquis de La Fayette, un grand homme parmi les Français, l'un des principaux guerriers du grand Onondio; il est aussi, comme vous le savez tous, un général de l'armée américaine et un grand homme parmi nous. Il vient, accompagné de ses amis, vous rendre visite et vous prodiguer les conseils d'un «père».

Un fil blanc.

Kayenthoghke, l'un des chefs des Sénécas, répondit alors en ces termes:

Frères commissaires des États-Unis,

Vous nous avez convoqués aujourd'hui au lieu choisi pour conclure un traité entre nous et les États-Unis, ajoutant que vous êtes des commissaires, nommés par le Congrès qui, selon vos dires, constitue le grand conseil des États-Unis d'Amérique, en vue de conclure la paix avec toutes les nations indiennes.

Frères,

Nous vous félicitons d'être parvenus sains et saufs parmi nous. Nous sommes véritablement heureux de vous voir. Vous dites que la paix est l'objet de votre voyage; or la paix est une chose à laquelle nous aspirons depuis longtemps, et avec ferveur.

Frères,

Nous vous remercions de vos bons conseils. Comme vous l'avez si bien fait observer, nous savons que des affaires aussi importantes que celles qui nous occupent aujourd'hui attirent des oiseaux qui volettent et sèment la mauvaise graine, et que des vents mauvais soufflent de tous les horizons pour troubler et mécontenter l'esprit des gens. Nous fermerons nos oreilles à toutes ces mauvaises paroles, dans l'espoir que rien ne nous empêchera de mener à bien le travail si utile qui nous réunit aujourd'hui.

Frères,

Vous nous informez que vous attendez les chefs des Six-Nations dans quelques jours, et que vous allez alors traiter de toutes les affaires qui nous occupent. C'est ainsi, frères, que vous vous êtes exprimés; nous souhaitons que tout cela vienne faciliter le présent traité, car nous recherchons très sincèrement la paix. Que les oreilles des commissaires des États-Unis s'ouvrent aux paroles que nous avons prononcées. Nous désirons oublier toutes les fautes du passé, et instaurer une paix générale entre nous et nos frères, les Américains.

Un fil.

La séance du conseil est levée, et les commissaires partent.

Le chef des Sénécas désigné «Kayenthoghke» est vraisemblablement le Séneca dont le nom a été épelé, à différentes occasions, «Koientwahka», «Gyant Wais», «Ki-On-Twog-Ky» ou «Kiantwahke», et qui est connu dans l'histoire sous le nom de Cornplanter, ou, en anglais, de John O'Bail.

Le 5 octobre 1784, les commissaires ordonnent au lieutenant John Mercer, membre des troupes du New Jersey expédiées par le Congrès pour encadrer la conclusion du traité, de confisquer «toutes les boissons spiritueuses fortes» que détiennent les colons blancs autour de Fort Stanwix, car certains des Indiens sont «ivres à longueur de journée, ce qui freine les négociations».

Le même jour, les commissaires adressèrent le rapport suivant au président du Congrès:

Seuls sont ici quelques-uns des chefs de différentes tribus, certains venant du Canada, mais on nous informe que beaucoup d'autres sont en route et doivent arriver d'un jour à l'autre; nous retardons donc nos affaires jusqu'à ce que tout le monde soit présent. Nous avons observé, quand nous nous sommes présentés aux Indiens, qu'ils étaient très disposés à faire la paix et à reconnaître leurs anciennes erreurs.

Nous avons informé le gouverneur de New York du lieu et de la date de négociation du traité, pour qu'il puisse, s'il a des affaires à transiger avec les Indiens, le faire sous l'autorité des États-Unis, mais il a néanmoins préféré organiser un traité avec les Six-Nations avant nous; on nous dit qu'il cherche à faire la paix avec eux au nom de son État.

Personne n'a pu nous confirmer s'il a réussi à leur acheter des terres; quoi qu'il en soit, nous avons cru de notre devoir d'informer les Indiens, à la conférence, qu'un traité conclu individuellement avec un État n'a aucune validité en l'absence de la sanction du Congrès.

N.B. — Les commissaires ont rencontré leurs homologues de la Pennsylvanie, qui leur ont décrit le mandat de leur commission, de même que les instructions qu'ils ont reçues

de l'exécutif de leur État. Les commissaires continentaux se déclarent entièrement satisfaits à cet égard.

Le 6 octobre, les commissaires somment Peter Schuyler de partir de Fort Stanwix, car, écrivent-ils, il provoque des difficultés avec les Indiens, leur distribue de l'alcool et se fait accompagner d'un interprète «comme s'il était commissaire, et cherche par divers moyens, directs et indirects, à entraver nos négociations avec eux». Ils lui donnèrent donc un ordre que, lui firent-ils comprendre, il avait tout intérêt à suivre. Schuyler était en réalité un agent de l'État de New York; il parut bientôt que son action était conforme aux instructions qu'il en avait reçu.

Le 8 octobre 1784, les commissaires rencontrèrent Kanonranon (le capitaine Aaron Hill), chef mohawk et ami de Thayendenagea, qui était arrivé en même temps que d'autres Mohawks, quelques Delawares et des Shawnees. Les commissaires leur souhaitèrent la bienvenue au lieu du conseil, puis exécutèrent une courte cérémonie de condoléances:

Sachems et guerriers récemment arrivés parmi nous, voici les paroles qui ont été prononcées à la première réunion avec les tribus assemblées autour de ce feu du conseil. (On lit alors le discours du 3 du mois précédent, auquel on ajoute ce qui suit):

Nous vous accueillons avec joie, et souhaitons que vos oreilles et votre compréhension soient ouvertes, que la saleté et la sueur soient essuyées de votre corps, et que les épines soient extirpées de votre chair, afin que les bonnes pensées prennent le dessus, et que vos coeurs soient sincèrement disposés à faire le bien tandis que nous entreprenons l'oeuvre utile qui motive notre rencontre. Nous chercherons à rendre votre séjour ici agréable; nous comptons que vous saurez vous comporter avec bon sens.

(Un fil blanc)

L'un des chefs répliqua alors qu'ils attendaient d'autres dirigeants dans quelques jours, qu'ils répondraient au discours des commissaires à ce moment-là. La séance du conseil est levée, et les commissaires partent.

Le 10 octobre, la situation se complique. Le lieutenant Mercer a confisqué «une quantité considérable de boissons spiritueuses fortes», qu'il compte rendre à leurs propriétaires après la conclusion du traité. Mais le shérif du comté Montgomery arrête Mercer et exige un cautionnement ou l'emprisonnement. Les commissaires écrivent alors aux juges du comté:

Nous ne pouvons souffrir ou permettre qu'il fasse l'une ou l'autre chose, car nous verrions comme une atteinte à la dignité, et aux droits des États-Unis, l'exercice de toute compétence inférieure sur nous ou sur nos officiers; nous agissons en vertu des pouvoirs importants et supérieurs dont nous ont investis les États-Unis, en vue d'assurer la paix et la sécurité de tous les citoyens de ces États.

Nous vous dépeignons tout cela, Messieurs, convaincus que vous saisirez sans peine la nature insultante et dangereuse des agissements de ceux qui ont obtenu et délivré un bref, et donc toute l'horreur de leur conduite, et que vous leur infligerez le traitement qu'ils méritent.

Nous sommes également convaincus que vous conviendrez qu'un tel abus de pouvoir, qui vise à nous insulter et à nous embarrasser, en la personne de notre officier, pour avoir employé des mesures de retenue à peu près indispensables et usuelles quand de tels traités sont conclus, appelle de votre part une punition exemplaire de tous les fautifs. Si l'on encourage de tels agissements en omettant de punir les affronts et insultes lancés à l'autorité des États-Unis, aux commissaires investis des pouvoirs des États-Unis et aux officiers agissant sous leurs ordres, on expose le pays et l'État à des conséquences des plus graves.

Si un officier agissant sous nos ordres risque l'emprisonnement par votre shérif, nous sommes tout autant menacés; il en résulterait que des individus insignifiants et mercenaires parviendraient non seulement à empêcher la conclusion d'un traité avec les Indiens, mais le feraient d'une manière insultante, qui jetterait l'opprobre sur les États-Unis et sur ses officiers.

Ce qui aggrave la conduite de ces gens (s'il est possible d'aggraver un tel cas), c'est qu'ils traitent avec des gens qui ont été en état de guerre avec les États-Unis et avec qui le Congrès n'a pas encore conclu de paix, c'est-à-dire que nul citoyen des États-Unis ne peut, sous peine d'être accusé d'un crime, commercer avec eux.

Le 11 octobre, les commissaires durent finalement faire face au problème de la présence et de l'activité de Peter Schuyler. Leur secrétaire signala qu'il avait vu, entre les mains de Schuyler, une lettre dépourvue de sceau et de signature, qui ordonnait audit Peter Schuyler, de même qu'à un certain Peter Rightman, d'observer à Fort Stanwix, sous les traits d'un interprète, le déroulement du traité et les actions des commissaires des États-Unis à cet égard, puis de s'opposer et de faire obstacle à toute action qui risquerait de porter atteinte aux intérêts de l'État de New York. Ce document, qui me fut donné pour être remis aux commissaires, n'était pas authentifié par M. Schuyler. Je l'appelai donc le lendemain et lui demandai de l'authentifier; prenant la lettre de ma main, il la lut, la déchira et déclara qu'il trouverait un autre moyen de répondre aux commissaires.

En effet, Schuyler remit aux commissaires une lettre déclarant:

Messieurs: comme preuve de ma qualité d'officier de l'État, et pour soutenir l'autorité qui m'ordonne de demeurer sur place pendant que le traité est conclu, [ceci] justifiera mon refus de répondre à votre demande.

Les commissaires lurent «à plusieurs reprises» la lettre et le rapport du secrétaire, pour en conclure qu'elle «lui ordonne de ne pas quitter les lieux de négociation du traité, de surveiller nos

mouvements, et de s'opposer et faire obstacle aux mesures que nous entendons prendre». Ils décidèrent alors de prononcer un autre discours le lendemain:

À notre dernière rencontre, nous vous avons informés que nous sommes des commissaires nommés par le Congrès, c'est-à-dire le grand conseil des États-Unis, et que nous sommes autorisés à traiter de toutes les questions qui concernent les nations indiennes; nous avons ajouté que seuls les commissaires des États-Unis, ou les personnes accréditées ou nommées par le Congrès, avaient compétence pour exécuter cette tâche, et que vous devez donc vous abstenir d'écouter toute proposition émanant de personnes, ou de groupes de personnes ou d'un État, qui ne sont pas autorisés à ce faire par le Congrès.

Pour vous confirmer l'autorité qui nous est déléguée, nous allons maintenant vous faire part de notre commission, qui nous a été confiée par le Congrès des États-Unis.

(Lecture de la commission. Une ceinture n° 2)

Nous sommes chargés par le Congrès d'informer les Six-Nations, qui, abusées par de mauvais conseillers, ont commis la faute de combattre aux côtés des Anglais durant la dernière guerre, que les États-Unis ont conclu avec le roi d'Angleterre une paix qui leur convient parfaitement et qui répond à toutes leurs attentes, et que les différends avec tous les peuples étant réglés, sauf en ce qui concerne les nations indiennes, les États-Unis sont disposés à conclure la paix avec ces nations indiennes, si telle est leur volonté, à des conditions justes et raisonnables, ainsi qu'à leur accorder l'amitié, la faveur et la protection des États-Unis.

Nous allons vous faire part du traité de paix définitif arrêté entre les États-Unis et le roi d'Angleterre, pour que les tribus présentes connaissent les conditions de la paix conclue entre les deux pays.

(Lecture, puis remise des fils n° 3)

Nous allons vous lire la partie du traité d'alliance entre les États-Unis et Sa Majesté Très-Chrétienne qui entérine sa complète renonciation à notre territoire, pour vous convaincre que les États-Unis constituent désormais le seul pouvoir dans les limites territoriales du traité conclu avec le roi d'Angleterre, que nous venons de décrire, et par conséquent le seul pouvoir à qui les nations établies dans ces limites peuvent dorénavant demander protection.

(Lecture du sixième article, puis remise d'un fil n° 1)

La lecture qui vient d'être faite du traité conclu entre les États-Unis et le roi d'Angleterre prouve aux nations indiennes que le roi d'Angleterre renonce à toutes ses prétentions et revendications sur la contrée située au sud et à l'ouest des grands fleuves et lacs au Nord, jusqu'au Mississippi, et qu'il la cède entièrement aux États-Unis.

Elles noteront également que le roi d'Angleterre ne mentionne aucune nation ou tribu indienne dans le traité, mais qu'il laisse toute latitude à ces tribus pour

conclure leur propre paix, aux conditions que les États-Unis estimeront justes et raisonnables.

Frères des tribus des Onéidas, Tuscaroras et Cooknewaghas, écoutez les paroles que nous adressons à ceux qui ont déterré la hache de guerre contre nous.

(Fils n° 4)

Sachems et guerriers,

Nous avons indiqué, dans notre message, que nous comptons sur vous pour ramener et relâcher tous les prisonniers, blancs ou noirs, que vous nous avez pris durant la guerre. Vous avez répondu que vous êtes décidés à les relâcher, que vous avez envoyé des gens pour les ramener et que vous les attendez d'un jour à l'autre. Sachez que leur libération est une condition essentielle de la conclusion de la paix. Comptant sur votre promesse, et dans l'attente de l'arrivée imminente des prisonniers, nous allons passer à d'autres questions; mais auparavant, nous voulons que vous libériez immédiatement de leur parole d'honneur nos amis indiens John Scanando, Peter Auguslomtrongas et Hans Krine.

(Remise de la ceinture n° 5)

Pour éviter les difficultés ou litiges à l'avenir, les États-Unis veulent que les tribus ici présentes, avec lesquelles ils concluent la paix, proposent les limites à fixer entre elles et les États-Unis, limites conçues de sorte qu'elles vous paraissent justes et que les États-Unis puissent honorablement les ratifier.

Cette mesure salubre permettra aux tribus de bénéficier de la libéralité et de la protection des États-Unis, ce qui est dans leur intérêt le plus manifeste.

(Remise du fil noir et blanc n° 6)

Comme nous voulons éviter d'encombrer votre mémoire de trop d'objets différents à la fois, nous n'en dirons pas plus. Observez toutefois que les questions que nous venons de soulever sont d'importance capitale pour votre paix et votre bonheur; nous comptons donc que vous les étudierez minutieusement et que vous donnerez une réponse acceptable.

Thayendenegea (Joseph Brant) nous a lui aussi laissé un récit du déroulement de la rencontre à Fort Stanwix. Il observe que «très peu de membres des Cinq-nations y assistaient».

Voici sa version des propos préliminaires des commissaires:

L'un des commissaires, nommé Butler, prit alors la parole:

Frères,

Nous faisons connaissance avec vous au Feu du conseil que nous avons allumé; nous sommes heureux de constater que vous êtes arrivés sans encombre et en bonne santé. Nous enjoignons aux Mohawks, Onondagas, Cayugas et Sénécas d'ouvrir grand leurs yeux et leurs oreilles, pour bien comprendre ce que nous allons dire. Quand nous avons appris que le gouverneur de New York allait organiser un conseil ici même, nous avons pensé que l'occasion était bonne pour

nous d'y venir aussi, afin de faire votre connaissance tandis que vous étiez tous rassemblés; nous avons aussi voulu vous éviter un second déplacement, car vous avez un long chemin à parcourir. Notre intention première était d'organiser le conseil à Niagara ou Detroit, mais comme vous veniez ici de toute façon, et que nos intentions sont bonnes, nous avons saisi l'occasion pour venir vous parler. Ils sortirent alors un grand document imprimé, tout bardé de sceaux, et déclarèrent que cet écrit contenait les conditions de la paix conclue entre le Roi et les Américains; ils décrivirent aussi les frontières fixées dans le document, qui englobent la plupart du pays des Indiens, puis ils ajoutèrent que le Roi n'avait pas cru utile de dire un mot au sujet des Indiens quand il faisait la paix; d'une certaine manière, le Roi avait bafoué les Indiens, sans même examiner leur position; toute latitude était donc laissée au Congrès pour régler les affaires dans les limites qu'avait fixées le Roi.

C'est pourquoi nous avons tenu à vous rencontrer, à régler les litiges et à effacer les divergences qui nous opposent en conséquence de la guerre avec le Roi. Les commissaires ont ajouté qu'ils étaient les véritables représentants du Congrès, nommés par lui et dotés de pouvoirs afin de transiger avec toutes les nations indiennes. Il était tout à fait interdit à un État de convoquer à lui seul un conseil avec les Indiens. Puis l'orateur s'est tourné vers les Onéidas, Tuscaroras et Caughnawagas, qui étaient assis ensemble, et il a prononcé les paroles suivantes.

Frères,

Les Onéidas, Tuscaroras et Caughnawagas sont nos amis; nous n'avons donc rien de spécial à vous dire aujourd'hui, sauf à vous souhaiter la bienvenue à ce feu du conseil et à vous demander de vous asseoir et d'écouter tranquillement tandis que nous parlons aux nations qui ont pris les armes contre nous. Se tournant alors vers les Cinq-nations, il a dit: «Les commissaires souhaitent vous accorder des conditions justes et équitables, de façon à contenter les deux parties; de plus, des lignes de démarcation doivent être convenues entre vous et nous, pour éviter tout différend à l'avenir. Tout le pays qui vous appartenait, et qui s'inscrit désormais dans les limites des États-Unis, demeure votre propriété, car nous ne revendiquons aucune partie de vos terres, à l'exception des postes de traite. Si nous prenons une partie de vos terres, nous entendons vous la payer. Comme nous l'avons déjà dit, notre objet est d'éliminer tout ce qui nous sépare; notre intention, quand nous sommes venus ici, était de faire renaître l'amitié entre nous.

Cependant, vous êtes libres de faire ce que bon vous semble; mais si vous êtes du même avis que nous, nous nous entendrons très bien et tout sera réglé à l'amiable.

Reprenant la parole, l'orateur a dit que deux choses tenaient à coeur aux commissaires:

Le renoncement à tous les prisonniers appartenant à leur peuple et leur libération, s'il en restait, et le relâchement des quatre Indiens capturés en 1779, de même que des quelques Nègres qui étaient parmi eux; deuxièmement, une partie des terres indiennes pour payer les troupes. Nous leur devons bien cela, et nous entendons vous payer ces terres; d'ailleurs, si vous êtes d'accord, nous ne choisirons ni une superficie, ni un emplacement en particulier; leur choix est laissé à votre discrétion. Quand vous aurez déterminé les terres en question, vous voudrez bien

nous en faire part. Si vous consentez à ces deux conditions, nous effacerons et oublierons toutes les difficultés et divergences qui nous opposent actuellement, et nous redeviendrons les meilleurs amis du monde. C'est tout ce que nous avons à dire aujourd'hui, mais quand vous aurez répondu, nous aurons quelques autres questions à discuter avec vous.

Le récit de Thayendenegea suit presque point par point le récit qu'en firent les commissaires. Il ajoute:

C'est à peu près alors que mes amis partirent, avant que les Cinq-Nations aient eu le temps de donner une réponse, bien qu'elles se soient concertées sur ce qu'il fallait dire aux commissaires sur les différents sujets mentionnés: elles comptaient s'entendre sur la partie de leurs terres située près de la rivière Susquehanna jusqu'au côté est de la rivière Ohio, c'est-à-dire l'ancienne frontière. Les Cinq-Nations croient que les commissaires leur demanderont maintenant de s'allier à ceux, ce qu'ils n'accepteraient qu'avec beaucoup de peine.

Il semble donc que les «amis» de Thayendenegea partirent tôt du conseil, convaincus que tout s'arrangerait pour le mieux. Ils aidèrent à rédiger la réponse que l'Haudenosaunee remettrait aux commissaires, mais ne s'attardèrent pas pour savoir ce qu'étaient les «quelques autres questions» mentionnées par les commissaires. Il se peut que les commissaires aient voulu attendre que les rangs des délégués s'éclaircissent avant de montrer au jour l'intransigeance qu'ils tenaient en réserve. Thayendenegea discute aussi du discours prononcé par le marquis de La Fayette: heureux que la paix soit conclue, il blâme l'Haudenosaunee pour avoir pris part à une guerre «qui ne vous concernait nullement [...] Tous les ennuis qui se sont abattus sur vous [...] sont de votre propre faute». L'Haudenosaunee répliqua que «Nous avons été contraints de nous allier au Roi dès le début de la guerre, en raison uniquement de la grande amitié que nous lui portons [...] Il nous était tout à fait naturel de nous joindre au Roi».

Le 11 octobre 1784, les commissaires ordonnent au lieutenant Mercer de confisquer toutes les boissons spiritueuses dans un rayon d'un mille du conseil, sans excepter celles détenues par Schuyler et Rightman. Le lendemain, ils lui ordonnent par écrit de poster des sentinelles «autour de la salle du conseil avec les Indiens»:

Vous donnerez des ordres très stricts, à l'effet que MM. Peter Schuyler et Peter Rightman ne doivent paraître ni dans la salle du conseil, ni à proximité d'elle. Si on les voit, ou si on remarque qu'ils écoutent ou observent ce qui se passe dans le conseil, on doit les sommer de poursuivre leur chemin.

Une fois réglées les questions de l'ingérence de New York et des vendeurs d'alcool, les commissaires poursuivirent leur travail:

À l'heure dite, après qu'on eut convoqué les Indiens à la réunion, les commissaires se rendirent à la salle du conseil, accompagnés des représentants de la Pennsylvanie. Lorsque tout le monde fut assemblé, le discours préparé la veille fut prononcé, après que le capitaine Aaron Hill, chef d'une tribu mohawk, eut prononcé un discours affirmant aux commissaires que leur message était reçu, puis les avisant de leur arrivée.

Il mentionne que les commissaires des États-Unis les ont déjà invités au feu du conseil, puis déclare qu'ils ne s'y sont pas rendus plus tôt parce qu'ils ont été souvent invités par le gouverneur de l'État de New York à conclure un traité avec ledit État. Ils avaient demandé au messenger si le traité concernait les États-Unis ou seulement l'État de New York, à quoi il avait répondu qu'il s'agissait d'un traité non pas continental, mais concernant un État en particulier. Une lettre adressée au gouverneur de l'État de New York pour demander que le traité ait une portée continentale était restée sans réponse, ce qui les avait laissés dans le doute; le message des commissaires des États-Unis leur était alors parvenu, mais si tard que beaucoup de ceux qui seraient normalement venus en avaient été empêchés. La maladie qui ravageait leur pays expliquait aussi le petit nombre de gens présents.

On était en octobre, c'est-à-dire l'époque de la récolte. De plus, la guerre avait dispersé les populations, au point qu'il devenait difficile d'organiser les communications et les débats préliminaires qu'il était d'usage de tenir quand la confédération se préparait à conclure un traité. La réponse fournie par Kanonranon montre qu'il connaît les rouages de la politique interne des États-Unis.

En ce qui concerne les prisonniers qu'on leur demandait de ramener, le message des commissaires leur était parvenu si tard qu'il leur avait été impossible de les rassembler en temps voulu; toutefois, il avait en chemin rencontré le capitaine Brant, qui lui avait promis de les rassembler sur le champ et de les ramener; il donnait sa parole aux commissaires que la question était décidée une fois pour toutes et que tous les prisonniers seraient délivrés.

Depuis des années, tout traité conclu avec l'Haudenosaunee prévoyait l'échange ou la remise de prisonniers: à preuve, le protocole compliqué convenu pour les prisonniers lors du traité conclu à Montréal en 1701. De même, il n'était pas rare que l'on promette de livrer les prisonniers à une date ultérieure, pour quelque raison que ce soit.

Plusieurs de leurs frères à l'Ouest, notamment les Wyandots, étaient venus jusqu'à Niagara, mais étaient ensuite rentrés chez eux parce que la saison était trop avancée; il ne restait donc plus qu'eux-mêmes et leurs frères shawaneses.

(Remise de la ceinture de message présentée par les commissaires)

La coutume veut que la ceinture ou les fils envoyés pour inviter les gens à un conseil ou traité soient retournés, comme accusé de réception du message et indication du pouvoir détenu par les délégués. Les préliminaires continuèrent à porter sur la question de pouvoir. Se tournant vers Kiantwahke (Cornplanter), Les commissaires informèrent alors le capitaine O'Bail, l'un des chefs de la tribu des Sénécas, que les dirigeants des Six Villes avaient envoyé une lettre l'autorisant à régler toute question entre les États-Unis et les villageois, et que tout ce qu'il dirait en leur nom aurait force exécutoire. Les commissaires ayant ajouté qu'ils se feraient un plaisir de traiter avec un homme aussi sage et réputé, le capitaine O'Bail répondit:

Que les commissaires, représentants des États-Unis, m'écoutent. Vous nous avez aujourd'hui assemblés au lieu convenu pour allumer le feu du conseil, et il est certain que cette date a été voulue par le Grand Esprit. Vous nous avez exposé votre pensée, et nous comprenons le travail à faire pour ce traité. Nous allons immédiatement lui accorder toute l'attention qu'il mérite, et vous entendrez notre voix dès que nous serons prêts.

Les cérémonies d'usage étant conclues, la séance du conseil est levée et les commissaires fixent la prochaine séance à 10 heures le lendemain.

Les «cérémonies d'usage» comprenaient l'accueil et les condoléances, le retour des ceintures et fils d'invitation, et la confirmation, de part et d'autre, de l'accréditation des délégués et commissaires. Les commissaires avaient fixé la prochaine réunion au lendemain, mais rien ne fut fait le 13, vraisemblablement parce que l'Haudenosaunee tint les conseils internes qui n'avaient pu être organisés plus tôt, en raison de l'absence de préavis. D'autres retards se produisirent; le lendemain, on entendit que quatre Mohicans avaient tué trois Blancs à Niagara, mais que les Anglais et les Mohawks étaient partis rechercher et livrer les meurtriers. Les délégués de l'Haudenosaunee décidèrent d'interrompre la séance, pour éviter que de tels événements n'empêchent les commissaires de conclure des traités.

Lorsque parvinrent les nouvelles ci-dessus, les chefs se rassemblèrent dans la maison du conseil et y invitèrent les commissaires, à qui ils tinrent le discours suivant.

Frères commissaires des États-Unis, écoutez.
Ceci est la journée, voulue par le Grand Esprit là-haut, où l'on nous a informés du coup porté dans votre dos alors que nous étions tous occupés à régler des affaires de première importance relativement au traité.

Frères, nous vous supplions de ne pas laisser votre esprit se troubler, ni souffrir que l'incident interrompe notre travail sur le traité, car nous entendons vous donner une réponse dès demain. Les commissaires répondirent:

Frères des Six-Nations, écoutez.

Nous avons eu vent du tragique événement que vous mentionnez; nous nous sommes renseignés, et supposons qu'il s'agit d'un acte isolé, commis par quelques malfaiteurs sans l'autorisation de la tribu. Nous allons donc écouter vos conseils, remettre de l'ordre dans nos idées et ne pas laisser cette affaire interrompre l'important travail dans lequel nous sommes engagés. Nous serons heureux d'écouter la réponse que vous ferez demain à notre discours, comme vous l'avez proposé. La séance du conseil fut alors levée.

Cet échange nous donne confirmation que l'Haudenosaunee continuait à tenir des conseils internes, auxquels participaient presque certainement les Onéidas et Tuscaroras; bien que les commissaires, dans leur discours d'ouverture, aient appelé «frères» ces deux nations, et soigneusement évité toute référence à leurs liens avec les Mohawks, Onondagas, Cayugas et Sénécas, ils recommencèrent dès le 14 octobre à dire «frères des Six-Nations». Comme toujours lorsque l'Haudenosaunee arrêta un traité, on voulait éviter que de fâcheux incidents viennent troubler l'esprit des gens occupés à conclure la paix.

La maladie ravageait le pays de l'Haudenosaunee. Le 15 octobre, neuf Sénécas arrivèrent et annoncèrent la mort de la fille de Cornplanter. On aurait sans doute suspendu les affaires pour un temps si la situation avait été moins urgente. Il convenait malgré tout de lever l'ombre de la mort qui planait sur le conseil; les commissaires et les représentants de la Pennsylvanie se réunirent donc dans la maison du conseil avec l'Haudenosaunee «pour lui témoigner leur commisération».

Ce faisant, les représentants des États-Unis se conformaient à la cérémonie des condoléances; ils se révélaient des «gens à l'esprit clair», dont la pensée ne se laissait pas troubler par le chagrin. Au sein de la confédération, l'un des «membres» aurait offert ses condoléances à l'autre; dans le contexte international qui nous occupe, ce geste fut accompli par une nation, dans l'intérêt de la paix, et par respect pour les vivants et les morts.

On passa ensuite à l'objet du conseil:

Après les cérémonies d'usage, et la remise mutuelle des ceintures, l'un des chefs de la tribu mohawk, le capitaine Aaron Hill, informa les commissaires que les Mohawks étaient prêts à répondre à leur discours; il leur soumit certaines propositions dans les termes qui suivent.

FRÈRES COMMISSAIRES DES ÉTATS-UNIS, ÉCOUTEZ.

Le Grand Esprit nous a une fois encore réunis pour traiter de l'affaire importante dont vous nous avez fait part il y a quelques jours. Nous tenterons d'y donner la réponse la plus complète et satisfaisante que nous le pourrons, bien qu'un manque d'exactitude ne doive pas nous être reproché, car nous n'avons pas eu de copie de votre discours, comme nous l'aurions souhaité.

Comme on comptait assez de membres de l'Haudenosaunee en mesure de lire dans les années 1780, les documents écrits étaient joints au wampum, pour faciliter les travaux des conseils. Kiantwahke (Cornplanter, John O'Bail) et Brant, parmi d'autres, assortissaient le wampum de lettres, gage de vérité et de pouvoir. Les archives contiennent aussi des lettres de Kanonranon. Les commissaires de New York n'avaient pas pris note que l'Haudenosaunee avait précédemment demandé des copies des documents; les propos préliminaires de Kanonranon sont donc une légère réprimande adressée aux commissaires pour cet oubli, mais ils sont aussi conformes à la coutume qui veut que l'orateur s'excuse de ses faiblesses avant de passer aux questions de fond.

Vous avez dit que ce grand feu a été allumé afin de régler toutes les différences et tous les litiges entre les États-Unis et nous, de conclure la paix, et d'encourager les bonnes dispositions qui semblent vouloir exister entre nous. Selon vous, telle est votre intention. Vous nous avez aussi informés qu'il nous appartenait entièrement de décider s'il y aurait ou non la paix, et que vous souhaitiez pour votre part établir une paix durable entre les États-Unis et nous. Je comprends clairement l'objet de votre propos et je vous supplie d'écouter la voix des guerriers, car aucun sachem n'est parmi nous.

Cela aurait dû servir d'avertissement aux commissaires des États-Unis: il semble que les lois de l'Haudenosaunee laissaient aux jeunes hommes — les «guerriers» — la direction de la guerre, mais, dès qu'on avait convenu de poursuivre la paix, qu'il appartenait aux «sachems» (les *rotiianeson*) de diriger à nouveau la nation. Le traité conclu en 1815 à Burlington Heights fournit un exemple explicite de cette situation.

Certains indices historiques laissent à penser que certaines divisions ou divergences se manifestaient entre les guerriers et les *rotiianeson*; Kanonranon (Aaron Hill) essaie de nous dire que les États-Unis ne doivent pas se préoccuper de l'absence des dirigeants attitrés de la confédération:

La parole du guerrier est digne de foi; il a tellement voyagé dans le monde, et tellement souffert des duretés de la guerre, qu'il est en son pouvoir de conclure une paix durable. Vous avez déclaré qu'il n'appartenait qu'à nous de conclure la paix, mais nous craignons que cela ne dépende en fait de la bonne volonté des deux parties. Je parle au nom des Six-Nations, mais aussi pour d'autres tribus;

c'est pourquoi ma voix est puissante. Notre volonté est profonde et immuable, et notre désir de conclure la paix est très fort.

Les paroles suivantes de Kanonranon sont une réaffirmation de l'indépendance de l'Haudenosaunee, et une explication des motifs qui ont entraîné la confédération dans la guerre. Ses paroles laissent deviner la douleur que l'abandon du Roi causa à ses alliés: «il a brisé la chaîne et nous a abandonnés».

Nous ne sommes pas hautains ou fiers, et il n'est pas dans notre nature d'ouvrir les hostilités de nous-mêmes. Si nous avons participé à la dernière guerre, c'est par respect pour le pacte conclu avec le Grand Roi; cela doit d'ailleurs convaincre les commissaires du respect absolu que nous accordons à nos antiques pactes avec les Blancs. Vous aurez l'occasion d'observer le même attachement au pacte que nous allons conclure avec vous.

Nous sommes libres et indépendants, et dorénavant exempts de toute influence. Nous étions liés au Grand Roi, mais maintenant qu'il a brisé la chaîne et qu'il nous a abandonnés, nous recouvrons notre liberté et notre indépendance. Cela étant, nous demandons aux commissaires d'interpréter ce que nous disons comme nos opinions véritables, que ne dicte aucune influence; qu'en tant que peuple libre et indépendant, il nous est loisible de conclure la paix, une paix que nous voulons fixer de telle sorte que si jamais l'une des parties part en guerre, l'autre peut lui prêter ou lui refuser son concours, comme bon lui semble.

(Un fil, n° 0)

Ramassant la ceinture que les commissaires ont déposée lors de la lecture de leur commission, il ajoute:

Au nom de cette ceinture, frères, vous avez dit que le Congrès vous autorisait à conclure la paix avec nous; pour prouver vos attributs, vous avez présenté la commission que vous a confiée le Congrès des États-Unis. Nous faisons entièrement confiance aux preuves que vous avez produites; nous vous remercions, en notre nom et en celui de nos frères les Six-Nations, d'avoir eu la bonté de nous les présenter.

Vous nous avertissez de ne pas tenir compte de ce qu'un État en particulier peut avoir à nous dire sur les affaires publiques, car seuls les commissaires du Congrès sont habilités pour de telles commissions.

Les membres des Six-Nations sont très conscients de la justesse de ce que vous avez dit. Nous ne croyons pas qu'un État puisse avoir le droit de traiter séparément avec nous et estimons que cette faculté appartient exclusivement aux États-Unis. C'est pourquoi nous avons demandé, lorsque le gouverneur de New York nous a convoqué à une réunion en vue de régler nos affaires avec cet État, que l'on cherche plutôt à conclure un traité

continental, car il nous a semblé que les États-Unis constituaient un système ou plan général. Sous prétexte de répéter les propos des commissionnaires quelques jours plus tôt, Kanonranon fait passer un deuxième message: de même qu'aucun des États individuels n'a le droit de traiter avec l'Haudenosaunee, les États-Unis auraient tort d'essayer de séparer les nations de la confédération qui, elles aussi, constituent un «système ou plan général». Le message se révéla sans doute trop subtile, ou, plus vraisemblablement, les États-Unis avaient pour politique arrêtée de distinguer entre leurs «amis», les Onéidas et Tuscaroras d'une part, et les quatre autres nations d'autre part.

Puis, ramassant une ficelle, il déclare:

Vous avez montré ce fil, frères commissaires, pour nous assurer que la paix était conclue entre les États-Unis et le roi d'Angleterre, paix à laquelle le Grand Esprit fut appelé à témoin, puis vous nous avez décrit la ligne de démarcation établie entre le Grand Roi et les États-Unis, partant près de Halifax et continuant ainsi, etc. (suit une description des frontières décrites dans le traité définitif que leur ont lu les commissaires). Vous affirmez que ce sont là vos frontières, que tout le territoire qu'elles renferment sont la propriété des États-Unis et que les nations qui y résident doivent chercher protection auprès d'eux.

Vous nous avez également assuré que le Roi, quand il a négocié la paix avec les États-Unis, n'a rien prévu pour nous, mais nous a laissés nous tirer d'affaire seuls. Il est certain que le Roi n'a pas levé les yeux vers le Grand Esprit quand il l'a invoqué comme témoin au traité, car la justice naturelle n'aurait certainement pas été aveugle au point de négliger ceux qui s'étaient révélés si justes et fidèles envers lui; et nous pensons aussi que nos frères des États-Unis n'ont pas songé au Grand Esprit, sinon ils n'auraient pas manqué, quand ils ont perçu cet abandon tout à fait injustifié, de signaler à l'attention du Grand Roi des gens qui lui avaient été d'une fidélité si exemplaire.

Les commissaires nous ont fait part des pouvoirs dont ils sont investis; je les informe maintenant que seuls nous sommes habilités à discuter de la paix et à la conclure, de la part non seulement des Six-Nations, mais aussi collectivement des Outaouais, Tchippewayans, Hurons, Potawatamas, Mississaugas, Miamis, Delawares, Shawanees, Cherokees, Chicasas, Choctas et Creeks.

Les positions dont nous conviendrons dans ce traité auront beaucoup de poids; tout ce qui s'y déroulera sera communiqué à l'ensemble des tribus.

Les documents historiques écrits ne confirment nullement ce mandat que lui auraient confié toutes les nations citées, lesquelles s'en étaient tenues à une réunion à la rivière Miami, dans le pays des Ohios, et à une expression de leur intention de former une confédération, qui ne prit

vraiment corps qu'une dizaine d'années plus tard. Il se peut toutefois que ces nations aient demandé aux Six-Nations d'étudier en leur nom les possibilités de paix avec les États-Unis.

Il prit alors le fil blanc et noir, et dit:

Frères commissaires des 13 États unis, vous avez montré ce fil pour nous dire que le roi de France avait cédé aux États-Unis toutes ses prétentions et tous ses titres dans les limites du territoire français. Nous ne pouvons que remercier le Grand Esprit d'avoir suggéré au roi de France de faire une telle cession, car il est bien connu qu'il est plutôt avare de ses terres, alors que les États-Unis en ont grand besoin.

(fil blanc et noir)

Le protocole des traités voulait que Kanonranon réponde à chacun des fils et ceintures déposés par les commissaires; il ne manqua pas d'ajouter une petite pointe sarcastique en réponse à la question sur le roi de France.

Il ramasse la ceinture et la pose, en prend une deuxième dans sa main, puis déclare:

Frères commissaires des 13 États américains:

Par la foi de la ceinture que je tiens, à quoi ceci est une réponse, vous nous avez dit que le retour de tous les prisonniers constituait une condition essentielle de la paix, et que rien ne pourrait être conclu définitivement avant cela.

Nous proposons aux commissaires qu'ils députent des gens de leur propre nation pour les ramener, car les commissaires peuvent craindre, si nous en avons l'entière responsabilité, que les prisonniers ne reviennent pas tous. Nous donnerons à ces députés toute l'assistance en notre pouvoir.

Comme la journée est très avancée, nous reporterons les autres questions à demain; nous pourrons alors répondre à votre dernière demande.

(Une ceinture)

Les commissaires demandent que la réunion reprenne le plus tôt possible le lendemain, puis s'en vont après avoir couvert le feu du conseil pour la nuit.

L'Haudenosaunee avait commencé à répondre aux États-Unis le 17 octobre.

Conformément au protocole des traités, le conseil prit fin au crépuscule, puisqu'il était contraire aux lois de l'Haudenosaunee de se réunir après la tombée de la nuit. Par «couvrir le feu du conseil pour la nuit», on entend sans doute les remerciements exprimés dans une cérémonie de clôture, qui, longue et «coutumière», aurait été omise du compte rendu des commissaires.

Le lendemain matin, Kiantwahke discuta avec les commissaires de leur dernière demande, c'est-à-dire de la ligne de démarcation. Le changement d'orateur n'a rien de surprenant:

l'Haudenosaunee très ordinairement confiait différents problèmes à différents orateurs en fonction de leurs spécialisation et connaissance de la question; en l'occurrence, on voulait de surcroît bien faire ressortir l'unité des nations.

Frères commissaires des 13 États unis, et tous les membres des Six-Nations présents, écoutez.

Hier, à votre feu du conseil, des réponses ont été données à beaucoup de questions, mais nous avons attendu aujourd'hui pour répondre à une question capitale, la dernière que vous avez posée.

Frères commissaires des 13 États unis,

Vous adressant à nous, les Six-Nations, vous avez demandé que nous propositions une ligne de démarcation, entre vous et nous, qui soit honorable et conforme à vos désirs, et qui en même temps donne la paix à notre esprit.

Frères, le même sentiment anime chacun de nous ici présent, et nous vous remercions de vos propositions. Nous ne doutons pas que le Grand Esprit vous les ont suggérées, pour rasséréner notre esprit, ce qui nous fait grand plaisir; nous vous en remercions une fois de plus.

Frères, que votre esprit se repose; la journée entière n'est pas de trop pour répondre à une question d'une telle importance. Nous espérons que vous ne nous en voudrez pas d'avoir tardé à y répondre, car les Indiens aiment leurs terres.

Nous avons longuement débattu de cette question, parce qu'une fois établie, la ligne qui nous divisera mettra un terme à notre possession des terres. Mais avant de prendre une décision définitive, nous nous devons de soulever une question à laquelle les Sénécas attachent une grande importance. Nous possédons nos terres depuis longtemps; beaucoup ici le savent bien, savent qu'elles s'étendaient très loin et que nous leur portions un amour véritable.

Nous, Sénécas, ne sommes pas des gens compliqués. Nous possédons nos terres depuis longtemps, et savons gérer nos affaires: quand les États-Unis et le roi d'Angleterre étaient amis, et tant qu'ont duré les guerres plus au Sud, jamais nous n'avons demandé une aide de quiconque.

Quand les Indiens se faisaient la guerre, nous avons entendu la voix du Grand Roi qui, parlant aux Mohawks, a demandé: «Pourquoi donc faire la guerre entre gens du même sang?» Les Mohawks nous ont alors exhortés à cesser de brandir la hache de guerre et à ne plus poursuivre notre expansion vers l'Ouest. Les écoutants, nous avons cessé de faire la guerre à ces tribus. C'est alors que le surintendant du Roi a retiré le feu du Conseil, qui avait été allumé de la façon que nous venons de décrire, et que nos frères les Mohawks ont commencé à le suivre de lieu en lieu. Cette personne se nommait le colonel Guy Johnson; il a continué à déplacer le feu du conseil d'un lieu à l'autre, pour finir par l'allumer à Oswego, ce qui a semé la confusion dans nos esprits.

Le surintendant du Roi nous a alors convoqués au feu du conseil qu'il venait d'allumer au Canada, parmi les Sept Tribus présentes; il a sorti l'objet qui a perturbé nos esprits, c'est-à-dire la hache. Les Sept Tribus du Canada l'ont reçue avec enthousiasme. Lorsque la hache fut remise aux Sénécas, nous sommes rentrés dans notre pays, puis avons convoqué un feu du conseil des Onondagas, pour qu'ils puissent débattre de la question avec nous. À la conclusion des

délibérations autour du feu du conseil, nous avons convenu de rendre la hache et de la remettre au général Schuyler.

Voici donc comment la hache a été levée. Elle a été envoyée par les Sept Tribus, au Canada, qui nous ont convaincus de la lever, nous empêchant d'écouter votre voix nous enjoignant de rester neutres. Nous, membres de la nation des Sénécas, répétons que les Sept-Nations nous ont mis la hache entre les mains, car l'Indien aime son frère de sang.

Frères commissaires des États-Unis,

Nous tenions à vous dire la vérité sur la manière dont nous sommes entrés en guerre avec les États-Unis, et espérons que le récit que nous venons de faire ne vous déplaira pas. Nous souhaitons ne jamais nous retrouver face à une telle situation, car nous sommes sincèrement disposés à la paix et à l'amitié, qui sont les grandes questions visées par le présent traité.

Frères commissaires des 13 États unis,

Vous m'avez confié la tâche de tracer entre nous une ligne de démarcation qui puisse vous satisfaire. J'en ressens tout le poids; j'ai pitié de beaucoup de mes frères, qui se retrouveront sans terres, et j'ai donc soigneusement veillé, dans mes délibérations, à trouver le tracé le plus susceptible d'apaiser les deux parties. J'espère que ces négociations ne seront empreintes de rien d'autre que d'amitié, et je suis convaincu que jamais vous ne nous abandonnerez comme l'a fait le roi d'Angleterre.

Kiantwahke ne cherchait pas seulement, par ce préambule, à convaincre les commissaires de la relative innocence des Sénécas à l'égard de la guerre; il laisse aussi échapper la colère très réelle que ressentirent beaucoup de membres de l'Haudenosaunee quand le Roi les abandonna. C'est enfin un énoncé de la doctrine de la confédération touchant la paix.

Les commissaires exploitèrent les règles du conseil lorsqu'ils demandèrent à l'Haudenosaunee de tracer une ligne qui conviendrait aux États-Unis; en effet, elle se sentirait tenue de faire une proposition qui ne risquerait pas d'être rejetée. Les commissaires s'étaient déchargés sur eux de la tâche la plus difficile. Kiantwahke poursuivit:

Frères commissaires des 13 États unis, écoutez maintenant.

Après que la ligne aura été tracée entre nous, toutes les terres dans les limites qui nous sont attribuées seront notre bien, aussi longtemps que le soleil se lèvera à l'Est.

Frères commissaires des 13 États unis,

Cette tentative de paix doit être menée avec égard et prudence, car elle est d'importance capitale. Si ce que je vais dire n'éveille aucune sympathie dans votre coeur, j'en serai très chagriné, car l'homme qui se tient devant vous est un guerrier; si vous êtes en désaccord avec mes propos, n'attendez pas que je sois parti pour le dire.

Frères,
J'ai plusieurs fois répété qu'il fallait procéder avec beaucoup d'égards, car je considère déjà les générations à venir, et je songe à elles tandis que j'essaie de conclure la paix avec vous.

Ces notions et ces paroles sont tirées directement de la Grande Loi de la Paix; égards, préoccupation à l'endroit des générations à venir, bonté suprême d'une paix bâtie par des gens à l'esprit juste — toutes ces choses sont des notions fondamentales du droit de l'Haudenosaunee.

Vous verrez, quand j'en viendrai à décrire les frontières qui nous séparent, que nos feux seront assez éloignés les uns des autres; cela sera à l'avantage de notre paix mutuelle.

Frères, je crois que nous, les guerriers, devons pouvoir parcourir de grandes étendues de chasse, car notre subsistance en dépend; comme cela vous rapportera de l'argent, c'est à notre avantage mutuel. Et maintenant, frères, je vais tracer la ligne; nous, Sénécas, le faisons de notre propre gré, car la terre est notre bien sans partage. Qu'elle commence donc à Tioga, puis se poursuive tout droit, avec une légère pente vers le Nord, jusqu'à Ohigee; parvenue à la rivière Ohio, qu'elle descende le courant jusqu'à l'ancienne frontière sur la rivière Cherokee. Quant au territoire plus à l'Ouest, vous devrez en discuter avec les nations qui vivent au soleil couchant; c'est à elles qu'il appartient de décider combien elles veulent céder aux États-Unis.

Les commissaires avaient dit aux Onéidas aux Tuscaroras qu'on ne voulait aucune portion de leurs terres; le plus gros du territoire des Mohawks leur avait déjà été enlevé, lors des nombreuses et douteuses transactions foncières conclues avant la Guerre d'indépendance; en outre, une bonne partie avait été cédée à l'occasion du traité signé en 1768 à Fort Stanwix. On peut croire que Kiantwahke fut choisi comme orateur parce que les terres des Sénécas étaient principalement visées. On s'aperçut vite que si Kanonranon avait pu, comme il le prétendait, parler de paix au nom de toutes les nations de l'Ouest, il ne pouvait certainement pas faire une cession en leur nom. Kiantwahke poursuivit:

Si vous approuvez la frontière que nous avons tracée, frères, vous prescrirez à votre peuple de ne pas s'aventurer dans nos terres, ni de franchir la frontière; de même, si un membre de notre nation tentait de franchir cette ligne, ou de pénétrer par effraction dans vos terres, que l'on sache qu'il serait réprimandé et qu'on l'en empêcherait.

Ces paroles ne s'écartent pas du ton des rapports historiques entre l'Haudenosaunee et les Européens, et sont conformes aussi au wampum à deux rangs.

Chaque nation répondrait de la conduite de son peuple; les plaintes seraient réglées de nation à nation.

Frères,
Cette ceinture vous dit ce qui est dans mon esprit. Si vous approuvez mes paroles, placez-la le long du Tioga, comme je l'ai mentionné; sinon, je vous demande à nouveau de m'en informer.

Frères commissaires des 13 États unis,
Je vais maintenant vous présenter Thaghnoghtonhare, un notable de notre nation, qui accompagnera vos arpenteurs si vous agréez les frontières que j'ai tracées.

Les commissaires les informèrent alors qu'ils avaient entendu leurs propositions, qu'ils l'étudieraient, et que, s'ils n'approuvaient pas le choix fait, ils leur donneraient une réponse en temps et lieu. Le feu du conseil fut ratissé, puis les commissaires partirent.

Donnée le 20 octobre 1784, la réponse des commissaires aux propositions de l'Haudenosaunee fut d'une extrême sévérité. Ils nièrent que les Six-Nations aient parlé au nom d'autres nations; ils s'appesantirent sur l'absence de justification des Six-Nations pour entrer dans la guerre. Mais surtout, ils nièrent que les membres de l'Haudenosaunee fussent un peuple libre, soutenant que la défaite les avaient transformés en «peuple assujetti», soumis à la volonté des États-Unis. Puis les trois commissaires fixèrent des conditions draconiennes pour le traité:

Sachems et guerriers,
Nous allons maintenant répliquer à la réponse que vous avez donnée à notre discours; ouvrez donc vos oreilles et écoutez.

Vous nous dites que vos paroles n'émanent pas seulement des Six-Nations, mais que vous détenez le pouvoir de parler au nom de toutes les nations indiennes, du Nord au Sud. Cela nous surprend: nous n'avons convoqué que les Six-Nations à ce traité. Il serait extraordinaire que des nations non invitées envoient ici des porte-parole; mais vous n'avez produit aucune marque, écrite ou sous forme de ceintures, qui prouve que vous parlez en leur nom. En l'absence d'une telle autorité, vos paroles s'évanouiront, comme les vents d'antan qui ne se font plus entendre.

Vous vous plaignez que nous vous avons refusé une copie du discours, ce qui aurait pu vous induire en erreur. Mais nous avons expliqué notre refus, c'est-à-dire notre crainte qu'après avoir exposé notre pensée publiquement et clairement, et distribué des ceintures et fils pour vous rappeler chacune de nos propositions, nous serions trompés et faussement interprétés par le petit nombre de vos gens qui connaissent l'anglais, et qui auraient pu donner une explication tendancieuse de nos intentions. Car nous savons que certains parmi vous veulent vous tromper à leur profit, sous l'impulsion de ceux qui vous ont poussés à nous faire la guerre. Nous voulions vous soustraire à la domination de telles personnes, et par la même occasion ouvrir vos yeux et élargir votre compréhension.

À votre demande, nous avons expliqué notre discours à de nombreuses reprises, de même que les fils et ceintures qui en accompagnaient chaque partie.

Vous avez ensuite invoqué votre ancien pacte avec le roi d'Angleterre pour justifier votre entrée en guerre contre nous.

Mais où était cet attachement aux pactes conclus solennellement avec nous en 1775, et tout aussi solennellement en 1776, assortis de notre part de présents destinés à vous réchauffer, vous reconforter et vous renforcer? Vous avez tout de suite levé la hache contre nous pour nous frapper de toutes vos forces! Comment pouviez-vous oublier si vite des engagements récents, mais néanmoins être influencés par les anciens pactes conclus avec le roi d'Angleterre?

Nous vous avions alors demandé de rester neutres, nous vous avions exhortés à le rester; nous aurions pourtant pu nous attendre à une aide contre tout envahisseur. Par deux fois, vous vous êtes engagés solennellement à ne pas vous joindre à nos ennemis, pour ensuite, sans la moindre provocation de notre part, trahir le pacte et verser notre sang.

Nous n'aurions pas rappelé votre conduite si, de votre part, vous n'aviez pas cherché à la justifier. N'essayez pas de vous aveugler, ni de nous leurrer. Justifier des erreurs peut mener à les commettre à nouveau; il est donc moins dangereux et plus honorable de se repentir que d'essayer de défendre une conduite qui, bien qu'elle nous ait causé du tort, vous a été fatale et vous laisse à notre merci.

Vous faites également erreur en supposant que, exclus par les États-Unis et par le roi d'Angleterre, vous êtes devenus une nation libre et indépendante, en mesure de dicter ses propres conditions. Détrompez-vous.

Vous êtes un peuple conquis, battu dans une guerre que vous avez menée contre nous, non seulement sans provocation, mais en transgressant vos obligations les plus sacrées. Le Grand Esprit, qui est aussi le juge et le vengeur de la perfidie, nous a accordé la victoire sur tous nos ennemis.

Nous avons conclu la paix avec tous, sauf vous; seuls, vous êtes face à l'ensemble de nos forces.

Si nous offrons la paix à des conditions raisonnables, c'est par pitié et par mansuétude. Si vous refusez nos offres, n'attendez pas d'en recevoir de nouvelles. Réfléchissez donc à votre position et à la nôtre; ne vous laissez pas abuser, évitez de prendre à nouveau les armes contre nous: vous savez ce qu'il vous en a coûté de refuser ce conseil la dernière fois. Ne recommencez pas!

Ayant pitié de votre situation, nous avons voulu laisser l'impression que les conditions de votre rentrée en grâce, sous la protection des États-Unis, résultaient de votre contrition plutôt que des conditions que nous vous imposions. C'est pourquoi nous vous avons invités à ramener les prisonniers et à proposer une frontière qui agréerait aux États-Unis.

Or vous n'avez nullement obtempéré à ces deux conditions. Vous nous proposez d'envoyer des gens de notre nation ramasser les prisonniers; l'expérience doit vous enseigner que cela est impossible, qu'ils se feraient insulter, ou même tuer, par les geôliers de nos concitoyens. Seuls vous pouvez aller les chercher, c'est votre devoir, il vous incombe de le faire. Nous employons des termes très durs, et nous voulons vous en faire sentir tout le poids. Quant à vos propositions, les terres situées au nord-ouest de votre frontière sont presque toutes vendues à Onas (le gouverneur de la Pennsylvanie), tandis que vous nous avez vendues en 1768, ici

même, toutes les terres au sud-ouest de cette ligne; elles sont d'ailleurs cédées à des Blancs et entièrement occupées par eux.

Nous allons donc vous indiquer les conditions qui sont votre unique chance de faire la paix avec les États-Unis et de jouir de leur protection.

Les commissaires lisent alors les conditions qui figurent dans le traité conclu en 1784 à Fort Stanwix:

Les États-Unis d'Amérique font la paix avec les Sénécas, Mohawks, Onondagas et Cayugas, et leur accordent leur protection, aux conditions suivantes:

Article premier. Lesdites nations remettront sans délai aux commissaires six otages, qui resteront sous la garde des États unis jusqu'à ce que soient libérés tous les prisonniers, noirs ou blancs, pris parmi les citoyens des États-Unis par lesdits Sénécas, Mohawks, Onondagas ou Cayugas.

Article 2. Les nations des Onéidas et Tuscaroras continueront à jouir de la possession des terres sur lesquelles elles sont établies.

Article 3. Une ligne sera tracée depuis l'embouchure d'une crique, située à environ quatre milles à l'est de Niagara et désignée Oyonwagea, ou Johnson's Landing Place, sur le lac que les Indiens désignent Oswego et que nous appelons Ontario, puis vers le Sud, mais toujours quatre milles à l'est du chemin de portage entre les lacs Érié et Ontario, jusqu'à l'embouchure de la crique Tehoseron, ou Buffalo, sur le lac Érié; ensuite vers le Sud jusqu'à la frontière nord de l'État de Pennsylvanie, puis vers l'Ouest jusqu'à l'extrémité de ladite limite, puis encore vers le Sud le long de la frontière ouest dudit État, jusqu'à la rivière Ohio.

La ligne ainsi tracée, de Oyonwagea jusqu'à l'Ohio, constituera la limite ouest des terres des Six-Nations, c'est-à-dire que celles-ci renoncent en faveur des États-Unis à tout le territoire à l'ouest de cette frontière; elles auront la libre possession des terres à l'est et au nord de cette ligne, à la seule exception de six milles carrés autour du Fort Oswego, qui reviennent aux États-Unis pour subvenir aux besoins dudit fort.

Article 4. Étant donné les circonstances difficiles où se trouvent les Six-Nations, et comme preuve de la compassion et de la libéralité dont font preuve les États-Unis, les commissaires des États-Unis remettront aux Six-Nations, à la signature des articles ci-dessus, des biens destinés à leur usage et à leur confort.

Les commissaires entreprennent alors d'expliquer ces conditions, dans des termes aussi sévères que les conditions elles-mêmes:

Nous ferons quelques observations sur ces articles, bien que leur modération et leur équité sautent aux yeux.

1. Il y a plus de six mois déjà que le général Schuyler vous a informés, au nom du Congrès, que la paix ne vous serait accordée qu'à la condition que les prisonniers

soient tous libérés. Nous vous avons fait le même message, mais vous ne les avez pas encore ramenés parmi nous.
Vos atermoiements nous obligent à prendre des otages, tout comme vous avez des prisonniers à libérer.

2. Il ne serait pas séant que les États-Unis oublient les nations qui leur ont conservé leur fidélité et qui se sont rangées à leur côté; ces nations auront donc droit à la jouissance pleine et entière de leurs possessions.

3. Les frontières proposées laissent aux quatre autres nations un pays aussi vaste qu'ils peuvent raisonnablement le souhaiter — plus, en fait, que leur conduite dans la guerre ne leur en donne le droit.
Le roi d'Angleterre a tout cédé aux États-Unis, qui par droit de conquête pourraient revendiquer le tout. Malgré cela, ils n'ont pris qu'une petite portion, au regard de leur nombre et de leurs besoins. Il faut s'occuper de leurs guerriers, dédommager le sang versé et les fortunes englouties dans la guerre. Ils ont un besoin croissant de terres, pour subvenir aux besoins de leur peuple, qui connaît une forte croissance. Les frontières doivent donc être tracées de manière à bien pourvoir à ces exigences, et à éviter toute occasion future de désaccord et de litige.

4. Vous devez voir comme une grande preuve de la magnanimité des États-Unis le fait qu'ils aient décidé de prêter aux Six-Nations tout le secours dont ils sont actuellement capables, bien que l'état de détresse actuel de la plupart de ces peuples soit attribuable à la guerre qu'ils ont menée contre eux.
Ce sont là les conditions auxquelles vous pouvez obtenir la paix perpétuelle et la protection des États-Unis. Vous devez comprendre que de telles bénédictions ne sauraient être acquises à prix trop élevé.

Le capitaine O'Bail prit alors la parole:

Frères commissaires des 13 États unis,

Vous nous avez fait part de votre pensée franchement et sans détours. Nous vous en remercions; c'est agir en hommes, car ainsi parle un homme. Nous allons étudier attentivement vos paroles, puis vous entendrez notre voix lorsque nous nous serons préparés à répondre à vos propositions.

La séance de la journée avait pris fin. Le lendemain matin, Kanonranon (Aaron Hill) prit à nouveau la parole au nom de la délégation de l'Haudenosaunee:

Frères commissaires des 13 États unis, écoutez.

Vous avez répondu hier au dernier discours que nous vous avons fait, pour éclaircir certaines questions que nous avons soumises à votre examen.

Nous sommes surpris de constater que vous avez mal interprété nos paroles, car le discours prononcé par nos frères témoigne clairement qu'ils ne nous ont pas

compris. Je repasserai donc sur les huit articles principaux que contenait notre discours.

Frères,

Quand vous nous avez informés que ce feu du conseil avait été allumé en vue de conclure la paix, nous avons répondu que nous aimions la paix, que nos esprits étaient solidement et fermement déterminés à la faire, que nous étions résolus à conclure une paix sur une base si solide que nul ne pourrait jamais la miner. Nous vous avons également assuré que nous ne badinions pas, que nous étions dégagés du pacte conclu avec le Grand Roi et que nous pouvions par conséquent conclure une paix solide et fermement ancrée; que nous ne vacillerions pas, que notre volonté était ferme et durable, et que si la guerre devait reprendre entre vous et le roi d'Angleterre, il nous serait possible, à votre demande, de vous porter assistance ou non; que même si rien ne nous était demandé, nous pourrions, en tant que peuple libre et indépendant, agir de la façon qui nous paraîtrait convenable dans les circonstances; que si vous le désiriez, nous pourrions aussi rester neutres dans un tel conflit; enfin, que le traité que nous nous apprêtions à conclure resterait à jamais présent à notre esprit et guiderait notre conduite future. Vous avez ajouté que nous n'avons pas présenté de preuves écrites ou de ceintures confirmant que nous parlions au nom de ces tribus de l'Ouest, et que nos paroles s'envoleraient donc, sans avoir le moindre effet. Nous n'avons pas apporté de preuves avec nous, mais nous les avons laissées au feu du conseil qui brûle actuellement parmi nos frères shawnees, sur le fleuve Miami.

Le ton et les manières employés par les commissaires des États-Unis avaient choqué les autres délégués de l'Haudenosaunee:

Les premiers orateurs indiens furent interrompus au beau milieu de leur discours, avisés que l'Angleterre avait cédé leurs terres aux États-Unis, et sommés brutalement de signer les articles de soumission et de cession. Pour souligner chacune de ces instructions, les porte-parole américains pointèrent du doigt les Indiens. «De surprise, les Indiens ouvrirent grands les yeux [...] Le discours fut conçu en des termes qui n'avaient rien d'accommodant ou de flatteur, ce qui faisait contraste avec ce qu'ils étaient habitués d'entendre.» Les délégués blancs adoptèrent dans tout cela une attitude de mépris profond; beaucoup d'eux avaient des esclaves et n'étaient que trop disposés à voir l'Indien comme appartenant à une race inférieure¹⁸⁰.

Le traité fut signé le 23 octobre 1784, aux conditions exigées par les États-Unis. L'Haudenosaunee céda ses titres sur les terres au-delà de la rivière Allegheny, ce qui se

répercutait sur la quasi-totalité des terres des Sénécas dans l'État de New York. Des otages restèrent sur place, y compris Kanonranon (Aaron Hill), pour garantir que les prisonniers seraient livrés. Pour leur part, les hommes qui avaient conclu le traité reçurent un accueil hostile parmi leur propre peuple. Moins de deux ans plus tard, l'Haudenosaunee avait répudié officiellement le traité de 1784.

Il nous faut poser la question: quels avantages les États-Unis comptaient-ils retirer de ces négociations, si tel est le nom qu'on peut leur donner? En premier lieu, le Traité de Paris avait accordé aux États-Unis les titres (ou plus précisément le droit de préemption) sur la vallée de l'Ohio; mais avant de vendre les terres ou de les coloniser, le Congrès continental devait éteindre les titres ancestraux, y compris les prétentions des tribus iroquoises de New York. En deuxième lieu, les commissaires souhaitaient infliger un châtement aux tribus hostiles, notamment aux Sénécas: il contraignirent donc ceux-ci à céder aux États-Unis la plupart de leurs terres contenues dans les limites de New York. En troisième lieu, et pour aussi peu plausible que cela paraisse, les États-Unis voulaient confirmer les titres sur les terres qui restaient aux tribus, de façon à garantir la paix. En quatrième lieu, les États-Unis tenaient, pour protéger leurs frontières contre les Anglais au Canada, à obtenir des terres destinées à des forts et à des chemins le long des lacs Érié et Ontario. Ainsi, la politique nationale à la fin de la guerre consistait d'une part à traiter les tribus comme des ennemis conquis, à qui on peut impunément dicter des conditions, mais par ailleurs à garantir aux tribus que le Congrès continental s'opposerait à l'avidité excessive des États¹⁸¹.

La politique américaine échoua, sous plusieurs rapports. Pour commencer, les États-Unis se révélèrent incapables de refréner l'État de New York: en 1785, celui-ci acheta des terres des Onéidas, en violation des lois fédérales, puis, en 1788 et 1789, il arracha à l'Haudenosaunee une superficie de plus de sept millions d'acres:

Sous la conduite de George Clinton, New York n'avait tenu aucun compte de l'interdiction d'acheter des terres; il usa de tromperie, de fraude et de menaces pour obtenir de vastes concessions de la part des Onéidas, des Onondagas et des Cayugas¹⁸².

Le traité conclu en 1784 à Fort Stanwix n'était qu'un point de départ ou un préambule aux rapports permanents entre l'Haudenosaunee et les États-Unis. Son extrême sévérité engendra du courroux dans le coeur des membres de la confédération; pour apaiser cette colère, le traité de Canandaigua fut signé en 1794.

Les commissaires des États-Unis parlèrent de conquête plutôt que de préemption, mais ils continuèrent à traiter l'Haudenosaunee comme un peuple distinct. Les conditions du traité de 1784 visaient à protéger les terres restantes contre les empiétements, et constituent donc l'une des

bases juridiques employées pour affirmer que les traités de New York, notamment ceux manifestement entachés de fraude, tromperie ou contrainte, sont invalides au regard des lois des États-Unis. De surplus, le traité de 1784 a instauré des relations directes, de nation à nation, entre les États-Unis et l'Haudenosaunee, et marque la volonté du gouvernement fédéral américain d'exclure les États individuels des relations avec les nations autochtones, de même que le gouvernement impérial avait cherché à en exclure les colonies une dizaine d'années auparavant.

Les commissaires des États-Unis s'étaient proposés d'humilier et de choquer délibérément les délégués de l'Haudenosaunee, mais il n'est pas indifférent d'observer qu'ils se plièrent pendant plus d'une semaine à toutes les cérémonies de l'Haudenosaunee touchant la conclusion de traités. Il saute aux yeux qu'ils connaissaient la procédure à suivre et lui vouaient un certain respect.

Du point de vue de la loi de l'Haudenosaunee, le traité de 1784 est d'une validité douteuse; en effet, les guerriers et chefs de guerre étaient bien investis du pouvoir de chercher à faire la paix et de la conclure, mais non de traiter de questions territoriales. Aucun sachem et aucun *royaner* n'y assistait. Le but était de conclure un traité de paix, sans plus.

Le traité de Canandaigua (1794)

Historique

En 1786, les nations indiennes unies firent front commun contre les États-Unis d'Amérique. Leur objet n'était pas d'entrer en guerre, mais de faire reconnaître leurs droits en tant que nations, de même que leurs droits sur leurs terres.

L'Haudenosaunee figurait parmi les nations qui adressèrent un message au Congrès à l'issue d'un conseil qui se tint près de l'embouchure de la rivière Detroit les 28 novembre et 18 décembre 1786:

FRÈRES DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
La paix est conclue entre le roi d'Angleterre et vous depuis plus de trois ans déjà, mais les Indiens sont déçus de constater que rien n'a été prévu pour eux dans cette paix, contrairement à leurs attentes; il nous semble en effet que la conclusion de la paix aurait instauré l'amitié entre les États-Unis et les Indiens, afin que nous puissions renouveler notre ancienne affection envers nos frères aînés. Nous avons reçu deux messages très gracieux des 13 États unis. Nous avons aussi reçu un message du Roi, que nous avons suivi dans la guerre, nous enjoignant de ne pas nous agiter; nous y avons obéi. Durant toute cette période de calme, nous avons réfléchi aux meilleurs moyens de parvenir à une réconciliation et à une amitié

sincères avec les 13 États unis. Nous étions en même temps heureux à la pensée de nous réconcilier et de devenir amis avec des gens nés sur le même continent, et convaincus que nous n'étions pas responsables de l'hostilité qui subsiste entre nous. Dans nos conseils, nous pensions avoir trouvé un moyen de réaliser une paix durable.

FRÈRES,

Nous n'avons pas changé d'avis sur les moyens les plus aptes à nous réconcilier les uns avec les autres. Nous sommes au regret d'observer que malgré nos excellentes intentions durant la période susmentionnée, des difficultés ont surgi entre nous. Comme nous persistons à vouloir réaliser notre plan de rapprochement, nous allons décrire en quelques mots les meilleurs moyens, selon nous, pour parvenir à une paix et à une réconciliation fermes et durables. Comme première étape, tous les traités avec les États-Unis devraient être conclus sous les auspices de la confédération tout entière, et de la façon la plus ouverte possible, sans restriction de part et d'autre. Les questions de terres reviennent très souvent aux conseils tenus avec vous, et nous préoccupent énormément: il est donc indispensable que les cessions de terre soient faites d'une façon aussi publique que possible, et par la voix unie de toute la confédération; quant aux traités partiels, ils devraient tous être déclarés nuls et non avenue.

Nous avons tout mis en oeuvre à Fort Stanwix pour vous convaincre de suivre ce plan, car nous voulions vraiment, à cette époque, promouvoir la paix et la concorde, et faire régner l'amitié entre nous; vous n'aviez aucune raison de nous percevoir autrement, nous avons évité toute provocation [...] Qu'un traité soit donc signé au début du printemps; procédons de façon raisonnable; accordons des concessions mutuelles, qui profiteront à tous; nous effacerons alors à jamais l'hostilité qui subsiste entre nous, et nous traiterons les uns avec les autres comme des amis.

La confédération, comprenant l'Haudenosaunee, et les Hurons, Outaouais, Miamis, Shawnees, Ojibways, Cherokees, Delawares, Potowatomis, outre les confédérés Wabash, demanda aux États-Unis d'interdire aux arpenteurs et aux citoyens des États-Unis de franchir la rivière Ohio; la notion que le pays de l'Ohio puisse constituer un «territoire indien» faisait encore son chemin.

Le 9 janvier 1789, les États-Unis et les Six-Nations concluent à Fort Harmar un traité qui entérine «la cession formelle et régulière aux États-Unis des prétentions indiennes aux terres» cédées lors du traité de Stanwix en 1784. Les Mohawks ne participèrent pas au traité de Fort Harmar, où les États-Unis furent représentés par Arthur St. Clair, qui, deux ans plus tard, reçut sa juste rétribution à l'occasion de la défaite qui porte son nom.

Les risques de guerre augmentaient, en conséquence de la fraude et de la tromperie dont usait sans cesse l'État de New York pour acquérir des terres appartenant à l'Haudenosaunee, ainsi

que des traités que le gouvernement fédéral des États-Unis imposait aux nations confédérées; en 1794, les Sénécas (qui demeuraient la plus importante nation de la confédération) semblèrent sur le point de s'associer à la guerre dans le pays de l'Ohio.

Le commissaire américain aux Affaires indiennes, Timothy Pickering (Connisauti), jouissait d'une réputation universelle d'intégrité. Estimant que Knox, le secrétaire à la Guerre, donnait une interprétation fallacieuse de l'objet d'une réunion tenue à Philadelphie, et à laquelle Pickering avait convié les Six-Nations, celui-ci écrivit au président Washington:

Les Blancs ont tellement trompé les Indiens que l'expression «homme blanc», chez beaucoup d'entre eux, est synonyme de menteur. Or je refuse absolument de me plier à une telle infamie. Je confesse que je ne suis pas indifférent à ma réputation, même parmi les Indiens¹⁸³.

Pickering tenta de réparer la faute commise à Fort Stanwix à peu près de la même façon que sir William Johnson s'était préparé aux traités, c'est-à-dire par des rencontres individuelles avec les nations; lorsqu'il sentit que la situation était mûre, il convoqua un traité général à Canandaigua, à l'automne de 1794.

Thayendenegae (Joseph Brant) avait tenu des réunions avec Pickering en vue de parvenir à une paix générale pour les nations indiennes, en même temps qu'il semble avoir incité les nations de l'Ouest à résister avec acharnement. L'Haudenosaunee, membre de la grande confédération, avait placé une «lune de wampum» dans le pays de l'Ohio; de ce fait, le territoire devenait une «maison à quatre portes», qui pouvait abriter tous ceux qui voulaient y habiter.

En 1791, cette confédération infligea aux États-Unis une série de revers, dont le principal fut la défaite de St. Clair, où près de 700 Américains trouvèrent la mort et la moitié de l'armée des États-Unis fut vaincue. Mais la fortune changea de camp les trois années qui suivirent, après que le général «Mad Anthony» Wayne eut remplacé St. Clair et adopté une tactique nouvelle. La guerre, en Amérique du Nord, n'avait rien de commun avec la guerre en Europe; on comptait peu d'armées permanentes, peu de grands champs de bataille, peu de soldats disposés à rester sagement sur les rangs et à tirer sur d'autres hommes debout dans la même position. L'infanterie était équipée de fusils, et non de carabines. Les États-Unis tirèrent la leçon de la défaite de St. Clair touchant l'absurdité des tactiques militaires «classiques». Toutefois, Wayne ne respectait pas les règles de la guerre en usage entre nations autochtones; il brûlait les cultures (comme l'avait fait Washington 10 ans auparavant, ce qui avait valu au président des États-Unis le surnom de «destructeur des villages»), prenait pour otages des femmes et des vieillards. Mais la

«bataille» la plus importante des guerres de l'Ohio ne se solda pas vraiment par une défaite pour les Indiens. Les forces des États-Unis surprisent et poursuivent un contingent d'Indiens, près de Fort Miami, appartenant aux Anglais: tandis qu'ils battaient en retraite, les Indiens passèrent à portée des canons du fort, mais les Anglais n'ouvrirent pas le feu contre les Américains.

Confirmation était faite de ce qu'affirmaient déjà beaucoup des chefs: les Anglais étaient disposés à fournir armes et munitions aux Indiens, mais non à participer directement à la guerre. L'Haudenosaunee trouvait ici le même sujet de mécontentement envers les Anglais qu'au siècle précédent, durant la guerre avec les Français.

Thayendenega, qui avait rencontré Pickering à Philadelphie, prit conscience que l'Haudenosaunee se trouvait beaucoup plus exposée que les nations de l'Ouest, qu'elle avait ainsi intérêt à conclure la paix avec les États-Unis, et qu'elle disposait d'atouts pour y parvenir. Le 2 septembre 1794, il écrivit:

Il m'est absolument impossible d'assister au traité de Canandaigua, car j'ai promis de rencontrer les Sakes. Si le président des États-Unis consent à la ligne que nous proposons, et qu'une réunion se tient à Buffalo Creek pour réaliser ce but des plus souhaitables, je transmets mon approbation la plus cordiale, et m'engage à faire travail utile en faveur de la paix, à condition toutefois que la frontière proposée précédemment forme la base du traité, de même que la ligne de démarcation entre les États-Unis et les nations indiennes¹⁸⁴.

Le 27 septembre 1794, Pickering écrit:

La veille, deux messagers sont arrivés de Buffalo Creek, pour m'inviter à m'y rendre afin de négocier le traité; je leur ai répondu que je n'ai pas l'autorité d'enlever le feu du conseil, et que le traité doit être conclu à Kanandaigua. À cela, les messagers ont répliqué que les chefs leur avaient dit qu'ils me rencontreraient à Kanandaigua si je ne pouvais me rendre à Buffalo Creek.

Deux messagers sont arrivés de Buffalo Creek cet après-midi pour m'informer que les messagers précédents étaient rentrés le 22, que les Indiens avaient tenu conseil les 23 et 24, puis envoyé des messagers à la rivière Grand pour aviser les Mohawks du lieu de la réunion et les y inviter, que dans cinq jours (c'est-à-dire le 2 octobre), les Indiens à Buffalo Creek se lèveraient et iraient à Kanandaigua, enfin que Cornplanter était rentré chez lui pour amener son peuple au lieu du traité.

La date fixée pour quitter Buffalo Creek sera calculée en fonction du nombre de jours qu'il faudra aux Mohawks pour les rejoindre, et pour que Cornplanter retourne et fasse venir son peuple.

Il faudra sept jours pour que le gros des Indiens arrivent de Buffalo Creek, outre que des événements imprévus peuvent occasionner des retards supplémentaires; il me semble

donc très peu probable que l'on puisse commencer à négocier des traités avant la mi-octobre, bien que, d'après ce qu'on m'en a dit, ce sera une vaste assemblée.

Le surlendemain, Pickering fit un autre rapport:

Les messagers [renvoyés à Buffalo Creek] ont alors pris un autre tas de fils, *tous blancs*, et ont déclaré que les chefs leur avait ordonné de me faire savoir que, s'il m'était impossible de les rencontrer à Buffalo Creek, ils viendraient à Kanandaigua, parce qu'ils tenaient à discuter avec moi. J'ai répondu que leur décision me faisait plaisir et que je tenais tout autant qu'eux à ces pourparlers, parce que j'espérais ainsi effacer tout motif de mésentente entre eux et les États-Unis. J'ai ajouté quelques mots à l'effet qu'ils devraient venir sans tarder. Les messagers s'y rendront en deux jours et demi; quant aux Indiens, il leur faudra une semaine de marche, parce qu'ils voyagent avec les femmes et les enfants et ne se pressent jamais dans ce cas. La distance est d'une centaine de milles.

Les États-Unis n'envoyèrent d'invitations qu'aux dirigeants des Sénécas, mais des représentants de la confédération tout entière finirent par assister à la conclusion du traité. Le traité de Canandaigua eut pour effet de rendre leurs terres aux Sénécas, et de réaffirmer la protection du gouvernement fédéral contre l'avidité de l'État de New York, mais il eut aussi pour résultat de donner aux États-Unis le pays de l'Ohio.

La plupart des délégués étaient des Sénécas, mais le traité fut conclu avec l'ensemble de l'Haudenosaunee. Les blessures et divisions au sein de l'Haudenosaunee n'étaient pas encore cicatrisées; néanmoins, elle parvint à parler d'une même voix et à présenter un même visage aux États-Unis.

Le conseil de traité débuta le 2 novembre 1794:

Le conseil regroupait beaucoup de gens; Manteau Rouge était l'orateur principal, mais la matière fut amenée sur le tapis par Clear Sky, un Onondaga, qui formula l'espoir que personne ne serait mécontent des journées entières qu'ils avaient consacrés à délibérer et à trouver une réponse. Le sujet était d'importance, et il tenait à ce que ses frères préservent l'unanimité. Manteau Rouge prit alors la parole.

Frères,
Nous demandons à toutes les nations présentes d'ouvrir leurs oreilles à ce qui va être dit, car nous sommes convoqués à l'une des journées solennelles du Grand Esprit.

Se tournant alors vers le colonel Pickering:

Frère
Vous représentez désormais le président des États-Unis; quand vous avez pris la parole, nous avons attaché le même poids à vos propos qu'à la voix des

Quinze-Feux. Vous nous avez demandé d'étudier soigneusement la question et de bien nous consulter entre nous, pour rendre son brillant à la chaîne là où elle était rouillée. Nous avons pris le général Washington par la main et avons demandé ce feu du conseil, pour que toutes les questions en litige puissent être réglées.

Frère,

Vous avez déjà fait mention de deux points où la chaîne était rouillée, points qu'avaient déjà remarqués les sachems. Au lieu d'écouter notre demande lorsque nous avons dit que la chaîne était rouillée, vous avez offert de renoncer aux terres sur le lac Érié situées à l'est du territoire en triangle vendu à la Pennsylvanie par le Congrès, et de conserver le chemin de quatre milles reliant Cayuga et Buffalo Creek; vous comptiez ainsi raviver l'éclat de la chaîne.

Frère,

Nous pensions que vous aviez une lime très acérée pour gratter la rouille; mais elle devait être en fait émoussée, ou alors vous l'avez laissé échapper de vos mains, parce que les pêcheries nous barrent le chemin de quatre milles. Nous ne sommes que des enfants, mais notre vue est perçante: nous voyons bien que vous voulez ce ruban de terre pour construire une route, pour ensuite construire des ports quand vous aurez des vaisseaux sur le lac. Mais nous souhaitons briser le traité de Stanwix sur cette question: les Blancs se multiplient très rapidement sur l'île, que le Grand Esprit a donnée aux Indiens; nous sommes devenus un petit peuple; vous découpez nos terres morceau par morceau, vous êtes des gens au cœur dur, qui ne cherchent que leur propre intérêt.

Frère,

Nous sommes de cœur doux et portés sur la paix. Vous nous avez dit ce que vous donneriez pour nos terres, pour raviver l'éclat de notre partie de la chaîne; si vous renoncez aux terres dont nous avons parlé, notre amitié en sera renforcée. Vous dites que votre cœur est dépourvu de faux orgueil; c'est aussi notre cas. Le Congrès attend de nous que l'affaire soit réglée dans les formes. Nous souhaitons que les deux parties puissent s'exprimer concernant la conclusion de la paix. Quand nous avons voulu qu'une conférence soit organisée, nous avons demandé que nos amis les Quakers y assistent à titre de témoins, puisqu'il est dans leur principe de promouvoir la paix. Nous ne voulons rien faire en privé; nous avons parlé de la rouille que nous avons grattée avec une lime; quand nous vous avons demandé de reprendre la lime et de frotter très fort, vous avez répondu que cela ne donnerait rien à moins d'y appliquer de l'huile.

Frère,

Nous les sachems, guerriers et autres dépendons tous de vous; nous considérons vos décisions comme finales et permanentes. Étudiez donc la question, et donnez-nous une réponse.

Le colonel Pickering donna une réponse générale selon laquelle les Indiens avaient certainement confiance, sauf en ce qui concerne le chemin large de quatre milles entre les lacs.

Le troisième jour du conseil, le 4 novembre 1794, Manteau Rouge poursuivit:

Frère,

Nous, sachems des Six-Nations, allons vous dire notre pensée. L'objet de ce traité est de raviver l'éclat de la chaîne d'amitié entre nous et les Quinze-Feux. Nous vous avons dit l'autre jour que la rouille ne couvre plus qu'un tout petit morceau de la chaîne d'amitié.

Frère,

Nous discutons ensemble en vue de faire reluire à nouveau la chaîne. Quand nous avons exprimé notre souhait, vous avez proposé que la terre entre Cayuga et Buffalo Creek soit réservée à la construction de maisons. Nous craignons toutefois que ce ne soit pas seulement des maisons, mais des villes entières, qui soient construites. Vous dites que les maisons serviraient à héberger des voyageurs qui voudraient boire dans une taverne, pour les aider à faire la route; tout cela, nous y réfléchissons très sérieusement.

Frère,

Nous en concluons que notre mode de pensée diffère de celui des Blancs; si nous y consentons, nous savons que nous en souffrirons, car ces maisons ne feront que nous éparpiller et nous faire tomber d'ivresse en pleine rue, au lieu de nous être utiles. Vous voulez des terres pour vous approvisionner, pour le fourrage, etc., mais aussitôt établis ici, les Blancs s'imagineraient que la terre leur appartient, car l'esprit du Blanc est ainsi fait. Vous dites que quand vous prendrez possession de la garnison, vous voudrez des terrains de chasse, magasins, champs de culture, etc., mais nous souhaitons être propriétaires exclusifs de ces terres. Quand vous êtes parvenus à un accommodement avec les Anglais, vous saviez que le Grand Esprit vous avait déjà tracé une voie, puisque vous pouvez passer et repasser par l'eau. La réserve dont vous parlez est en votre faveur exclusivement.

Frère,

Vous avez dit que le Président vous a confié, quand vous êtes parti de Philadelphie, qu'il ne comptait pas vous voir renoncer à un pied carré de terre. Nous le remercions de vous avoir accordé toute latitude pour choisir ce à quoi vous renoncerez; vous nous avez attendus patiemment à ce Feu du conseil allumé par le général Washington. Si vous consentez à renoncer à cette petite terre, et à ne pas construire sur elle, la chaîne retrouvera tout son lustre, car seule cette petite chose l'en empêche. Quant aux ports, les eaux vous séparent des Anglais, vous devez leur parler, vous êtes de même couleur. J'observe beaucoup de vos gens qui attendent, les yeux brillants de convoitise, de s'emparer de cette terre. Si vous êtes vraiment notre ami, vous les décevrez. Notre patience est à bout; donnez suite à notre demande, congédiez-nous et nous regagnerons nos foyers.

Le colonel Pickering répondit, en substance, qu'il y renoncerait, mais qu'il demandait seulement la permission pour les Blancs de la traverser et retraverser.

Manteau Rouge répliqua alors:

Écoutez, général Washington, nous allons raviver l'éclat de la chaîne d'amitié entre les Six-Nations et les Américains; nous vous remercions d'avoir obtempéré à notre demande de renoncer à la terre en litige. Vous dites qu'il vous faudrait une route qui traverse notre pays: souvenez-vous que notre ancienne entente stipulait que vous voyageriez par bateau sur le lac. Notre décision est prise au sujet de votre demande d'ouvrir une route.

Le colonel Pickering écrivait ce qui se disait; Manteau Rouge refusa de poursuivre avant qu'il ne le regarde bien en face.

Frère,

Il en coûte très cher aux Blancs pour construire des routes; nous voulons vous éviter cette dépense, nous ne voulons pas vous faire dépenser pour de telles choses. Nous comprenons parfaitement votre demande, et nous avons d'ailleurs consenti à vous accorder une route entre Fort Schuyler et Buffalo Creek, mais non entre Buffalo Creek et notre lieu de rencontre actuel. Voici notre point de vue; si vous désirez nous donner une réponse, nous l'écouterons.

Le commissaire déclare que la complaisance est la meilleure façon de régler les affaires, et on en convient. La séance est levée. Le lendemain, une quarantaine de sachems et chefs guerriers se rassemblent chez le Quaker. L'orateur se nomme Farmer's Brother.

Frères,

Je demande aux Quakers de Philadelphie d'écouter ce que nous allons dire; nous n'avons tous qu'une seule voix.

Frères,

Quand vous nous avez invités hier pour une remise de présents, nous sommes convenus de nous rencontrer ici ce matin et de prononcer quelques paroles; ce moment est arrivé.

Frères,

Nous sommes très heureux que vous ayez eu la patience de rester jusqu'à la conclusion de cette affaire. Nous remercions le Grand Esprit de vous avoir gardés en bonne santé entre le moment de votre départ et celui de votre arrivée, et jusqu'à aujourd'hui. Nous appelons sur vous la protection du même Grand Esprit pour votre retour; nous serions très heureux d'entendre que vous êtes rentrés sains et saufs, et que vos amis et familles sont en bonne santé. Une lettre adressée aux chefs ici présents nous ferait grand plaisir.

Frères,

Nous remercions de tout coeur les descendants d'Onas de la rapidité avec laquelle ils ont accepté, à notre demande, de se lever pour participer à ce feu du conseil. Voici les articles du traité, que vous pouvez consulter pour vous en imprégner et pour les redire à vos frères qui sont restés chez eux.

Frères,

Vous êtes restés longtemps à cette conférence. Nous espérons que vous comprenez parfaitement les articles du traité que nous avons signés; vous les avez lus, quelle est votre opinion? Avons-nous conclu un bon traité? Comme nous ne savons pas lire, il est facile de nous abuser. Vous les avez sans doute compris; dites-nous si vous percevez des défauts ou des subterfuges qui pourraient nous causer des ennuis.

Frères,

Si vous pensez que la paix est solidement établie, nous vous serions reconnaissants de venir signer les articles; vous êtes un peuple épris de paix, et c'est à cet objet que tendent ces traités. J'espère que nous n'aurons pas d'objection, mais que vous viendrez y apposer votre nom. Cela nous ferait le plus grand plaisir.

Les membres de la Société des Amis répondent qu'ils ne voient aucun stratagème ou tromperie dans les articles, et fournissent également une raison satisfaisante de leur refus de signer.

Farmer's Brother prononce alors un discours de clôture:

Frères,

Nous sommes heureux de vous voir. Quand nous vous avons appelés, nous souhaitions vous avoir à nos côtés pour nous aider à conclure une bonne paix. Invités à Sandusky, l'année dernière, vous êtes venus de bon cœur. Vous savez comment cela a tourné; il n'était pas dans les intentions du Grand Esprit qu'un traité soit conclu. Nous vous remercions néanmoins d'être venus si promptement. Nous avons souvent entendu la voix d'Onas, elle était toujours très bonne pour nous. Nous l'avons entendue à nouveau, et elle a prononcé de bonnes paroles. Vous avez consulté les écrits qui nous lient; vous dites que vous restez à l'écart des affaires publiques, et qu'il vaut mieux pour vous ne pas les signer.

Frères,

Nous ne vous en voulons nullement de ne pas avoir voulu apposer votre nom à ce document.

Frères,

Le Grand Esprit nous a donné cette île, mais la population des Blancs augmente prodigieusement. Les Rouges et les Blancs sont tous de même famille; ils doivent donc se comporter en frères et vivre en paix les uns avec les autres.

Fish-Carrier répondit au discours prononcé la veille par le colonel Pickering; il saisit l'occasion pour faire un bref survol des relations entre les Six-Nations et les Blancs depuis l'arrivée de ces derniers «sur l'île». Lorsque les premiers Blancs sont arrivés, les Indiens ont vu qu'ils étaient des hommes et devaient avoir de quoi subsister. Les prenant en pitié, ils leur ont donné des terres; quand ils se sont plaints du manque d'espace, les Indiens ont continué à avoir pitié d'eux et leur en ont à l'occasion donné d'autres terres. Finalement, un grand feu du conseil a été allumé à Albany, où a été forgée une chaîne d'argent qui est restée brillante pendant des années, jusqu'à ce que les États-Unis et le Grand Roi par-delà les eaux se brouillent. Alors leurs frères au Canada ont parlé aux Indiens, et ils ont laissé tomber la chaîne. Pourtant, ce n'était pas leur faute, mais celle des Blancs [...]. Mais malgré tous ces sujets de mécontentement, Fish-Carrier engageait la foi des Six-Nations, maintenant qu'elles avaient pris en main la chaîne qui les reliait aux Quinze-Feux¹⁸⁵.

À l'occasion du 125^e anniversaire du traité, Gawasowane (Arthur Parker) a donné du conseil de Canandaigua une version très favorable aux Américains:

Il y eut beaucoup de longs débats au grand conseil de Canandaigua, chacune des parties parlant sans fausse retenue de ses sentiments et volontés. Les bons Quakers accompagnaient les Sénécas, pour les guider et les prémunir contre toute tromperie. Pickering non seulement n'éleva aucune objection, mais se déclara content de leur aide. Il alla jusqu'à autoriser la fameuse Jemima Wilkinson à faire étalage de sa capacité de «parler en langues» et à laisser entendre qu'elle était une espèce de messie. Le spectacle amusa les Indiens plus qu'il ne les édifia; quand elle les exhorta au repentir, ils ripostèrent en demandant au colonel Pickering d'obtenir le repentir des Blancs, s'engageant à suivre leur exemple.

Canandaigua fut le théâtre de ripailles, de rencontres et de beaucoup de joutes oratoires [...] Pour s'alimenter, les Sénécas tuaient 100 daims par jour, et d'autres gibiers en proportion. Bien qu'on fût en novembre, ils avaient érigé des cabines fort douillettes. Accompagnés de leurs femmes et enfants, ils se sentaient heureux dans leur milieu naturel, pour autant qu'on le peut quand on a conscience de l'effritement graduel de la vie nationale. Ils conservaient une pointe de morgue, et n'avaient pas perdu tout espoir de faire encore des conquêtes.

La défaite de St. Clair et de Harmer par les tribus de l'Ouest avait remonté le moral. Mais la désillusion vint alors même qu'ils siégeaient en conseil: un messenger des Tuscaroras, venu du fort à Niagara, annonça la défaite écrasante de Little Turtle et de ses Miamis aux mains du général Anthony Wayne¹⁸⁶ [...]

La version écrite du traité de Canandaigua comporte sept articles. Le Président des États-Unis a résolu d'organiser une conférence avec les Six-nations indiennes en vue d'effacer de leur esprit tout sujet de plainte, et d'établir une amitié solide et durable avec eux; Timothy Pickering a été seul nommé comme agent pour ce traité; L'agent a tenu des réunions et pourparlers avec les sachems, chefs et guerriers des Six-Nations, à l'occasion d'un grand conseil;

Pour réaliser maintenant le noble objet visé à cette conférence, les parties sont convenues des articles suivants, qui, une fois ratifiés par le Président, avec l'avis et le consentement du Sénat des États-Unis, lieront aussi bien eux que les Six-Nations.

Article 1: le pacte de paix et d'amitié conclu entre les États-Unis et les Six-Nations est ferme et indéfectible.

Article 2: Les États-Unis reconnaissent les titres sur les terres qui ont été réservées aux nations des Onéidas, Onondagas et Cayugas dans les traités qu'ils ont conclus respectivement avec l'État de New York, terres qui portent le nom de réserves; les États-Unis ne les revendiqueront jamais et ne troubleront aucune des Six nations qui y résident, ni leurs amis indiens qui en font avec eux un usage libre; les réserves demeureront la propriété des Six-Nations jusqu'à ce qu'elles choisissent d'en vendre les terres à la population des États-Unis, qui a le droit de les acheter.

Article 3: Voici quelles sont les limites des terres des Sénécas: partant du lac Ontario, à l'extrémité nord-ouest des terres qu'ils ont vendues à Oliver Phelps, elles s'étendent vers l'Est le long du lac, jusqu'au ruisseau Oyongwongyeh, à Johnston's Landing Place, à environ quatre milles en direction est du fort de Niagara; puis vers le Sud le long de ce ruisseau, jusqu'à sa fourche principale, et tout droit le long de l'embranchement principal du ruisseau Stedman, qui se déverse dans la rivière Niagara, au-dessus de Fort Schlosser; partant ensuite de cette fourche, elles continuent tout droit jusqu'à cette rivière (la ligne tirée de l'embouchure du ruisseau Oyongwongyeh jusqu'à la rivière Niagara, au-dessus de Fort Schlosser, constitue la limite est d'une étendue de terre, qui s'étend de la même ligne jusqu'à la rivière Niagara, que les Sénécas cédèrent au roi d'Angleterre à l'occasion d'un traité conclu avec sir William Johnson il y a de cela une trentaine d'années); la ligne longe ensuite la rivière Niagara jusqu'au lac Érié, au coin nord-ouest d'un territoire triangulaire cédé à la Pennsylvanie par les États-Unis, aux termes de lettres patentes du Président en date du troisième jour de mars 1792; puis directement vers le Sud jusqu'à la frontière nord de cet État, et directement vers l'Est jusqu'à l'extrémité sud-est des terres vendues à Oliver Phelps par les Sénécas; puis vers le Nord, le long de la ligne de Phelps, jusqu'au point de départ sur le lac Ontario. Les États-Unis reconnaissent que toutes les terres renfermées dans les limites ci-dessus appartiennent à la nation des Sénécas; les États-Unis ne les revendiqueront jamais et ne troubleront pas la nation des Sénécas, ni l'une quelconque des Six-Nations qui y résident, ni leurs amis indiens qui en font avec eux un usage libre; les terres demeureront leur propriété jusqu'à ce qu'ils optent de les vendre à la population des États-Unis, qui a le droit de les acheter.

Cet article rendait aux Sénécas la plupart des terres auxquelles ils avaient dû renoncer à Fort Stanwix en 1784. Fort Stanwix avait montré aux États-Unis les limites à ne pas franchir

dans le cadre d'une transaction unique. Dorénavant, les acquisitions de terres se feront par petits morceaux, ajoutés les uns aux autres.

Article 4: Les États-Unis ayant désormais décrit et reconnu les terres qui appartiennent aux Onéidas, Onondagas, Cayugas et Sénécas, et s'étant engagés à ne jamais les revendiquer ou troubler, ni à empêcher l'une des Six-Nations, ou leurs amis indiens qui y résident, d'en faire un libre usage, les Six-Nations s'engagent maintenant individuellement à ne jamais revendiquer d'autres terres dans les limites des États-Unis, ni d'empêcher les populations des États-Unis d'en faire libre usage.

L'article 4 est rédigé dans des termes délibérément vagues; dans son rapport à Alexander Knox, Secrétaire de la Guerre, Pickering en donne la raison:

Les chefs [...] voulaient une autre confirmation de leurs titres sur les terres, mais ils hésitaient à renoncer aux terres cédées aux États-Unis à l'occasion de traités antérieurs, ou à prononcer des mots à ce sujet. Quand j'insistai pour qu'ils me disent la raison de leur refus, ils me répondirent que les terres avaient été cédées lors des traités antérieurs et qu'il était inutile d'y revenir. «Vous reconnaissez-vous donc liés par ces cessions, y compris celles consenties par les Delawares et Wyandots (qu'ils avaient mentionnées) jusqu'au Muskingum et Cayahoga?», leur demandai-je, mais ils ne me firent aucune réponse. Vous refusez de dire que vous y renoncez; est-ce à dire que vous les revendiquerez plus tard? Non. Quel est donc le problème? Le mystère fut résolu par un chef de guerre des Tuscaroras, qui réside à sept ou huit milles de Niagara: «Ils craignent d'offenser les Anglais». Il ne fut pas contredit. Cornplanter, le capitaine Billy et deux ou trois autres assistaient hier soir à cette conversation. Le capitaine Billy, un chef de guerre des Sénécas, a ensuite confirmé que les sachems craignaient d'offenser les Anglais; il a déclaré qu'il leur en avait souvent fait reproche, les accusant de ne faire que semblant d'être un peuple libre. Hier soir, Farmer's Brother a également informé le général Chapin que ces craintes sont la cause de toutes les difficultés éprouvées lors des négociations actuelles. Les chefs de guerre ci-dessus ont finalement fait savoir qu'ils n'avaient pas d'objection à promettre qu'ils ne revendiqueraient aucune terre hors des limites reconnues, et bien entendu aucune partie de la Pennsylvanie ou du triangle, y compris presqu'Isle. Ils ont ajouté que «si les sachems sont eux aussi d'accord, le traité aura tôt fait d'être conclu»¹⁸⁷.

Le libellé de l'article 4 a suscité une controverse juridique. Les États-Unis soutiennent que les Six-Nations ont renoncé à toute prétention sur les terres contenues dans les limites des États-Unis; pour sa part, l'Haudenosaunee prétend que la clause stipule simplement qu'elle ne prétendra à aucune terre appartenant au gouvernement des États-Unis. Comme le deuxième et le sixième article du traité font référence aux terres dont les Six-Nations sont *propriétaires*, la terminologie correspondante à l'article 4 du traité doit faire référence à la *propriété* des États-Unis, et non à leur juridiction.

Article 5: La nation des Sénécas confère aux États-Unis, avec le consentement des autres membres des Six-Nations, le droit de construire une voie de roulage depuis Fort Schlosser jusqu'au lac Érié, et jusqu'à Buffalo Creek au Sud. Les Américains auront le droit d'utiliser cette voie librement et sans encombres, pour leurs déplacements et pour le transport; chacune des Six-Nations accordera à jamais aux Américains un droit de passage à travers ses terres, et l'entière liberté d'utiliser les ports et rivières contigus dans ses territoires pour le passage et l'attache des vaisseaux et bateaux, de même que de décharger leur cargaison pour des raisons de sécurité.

Article 6: En considération de la paix et de l'amitié que nous venons d'instaurer, et des engagements pris par les Six-Nations, et aussi parce que les États-Unis souhaitent, par humanité et bonté, contribuer à leur soutien, et assurer la force et la perpétuité des liens établis aujourd'hui, les États-Unis remettent maintenant des biens d'une valeur de 10 000 dollars aux Six-Nations, et aux Indiens d'autres nations qui résident parmi eux, et qui leur sont unis. Pour les mêmes raisons, et afin d'assurer le bien-être futur des Six-Nations et de leurs amis indiens décrits ci-dessus, les États-Unis ajouteront 3 000 dollars aux 1 500 qui leur étaient versés jusqu'à présent aux termes d'un article ratifié par le Président le 23 avril 1792, pour en arriver à un total de 4 500 dollars, qui leur seront versés en perpétuité chaque année sous forme de vêtements, d'animaux domestiques, de matériel d'élevage et d'autres ustensiles dont elles ont besoin, ainsi que de rémunération des artisans qui résident avec eux ou près d'eux, et qui sont engagés pour leur compte. L'application immédiate de l'ensemble de la subvention annuelle sera décidée par un surintendant, nommé par le Président pour s'occuper des affaires des Six-Nations et de leurs amis précités.

Article 7: Pour éviter que la paix et la ferme amitié établies aujourd'hui soient menacées par la conduite de particuliers, les États-Unis et les Six-Nations conviennent qu'aucune vengeance et que nulles représailles personnelles ne seront exercées pour des lésions dont se rendent coupables des particuliers d'un côté ou de l'autre, mais que les plaintes seront portées par la partie lésée à l'autre partie, que ce soit par les Six-Nations ensemble ou par l'une d'elles, devant la personne du président des États-Unis, ou du surintendant qu'il aura nommé; et que le surintendant, ou la personne nommée par le Président, communiquera la plainte aux principaux chefs des Six-Nations, où à la nation à laquelle appartient le coupable; et que l'on prendra alors les mesures jugées nécessaires pour ménager la paix et l'amitié, jusqu'à ce que la législature (ou le grand conseil) des États-Unis prennent d'autres dispositions équitables à cette fin.

L'Haudenosaunee continue à se prévaloir de cette disposition du traité et à faire ressortir le rapport de «chef à chef» qui en découle. Le Grand Conseil adresse toujours au Président, qu'il appelle «Frère», les questions qui se rapportent aux États-Unis (les États-Unis, pour leur part, ne sont pas aussi fidèles à leurs obligations en vertu du traité, car il est rare que le Président

corresponde avec l'Haudenosaunee, ou lui réponde; en outre, l'État de New York et les États-Unis, prenant appui sur la volonté de leurs gouvernement, prétendent exercer une certaine juridiction sur les affaires internes de l'Haudenosaunee).

Le libellé de cet article fait directement écho aux dispositions du traité conclu à Fort Albany en 1664. Il remplit la même fonction pour les États-Unis en 1794 qu'il l'avait fait pour les Anglais en 1664, c'est-à-dire empêcher l'Haudenosaunee de se venger pour les torts infligés par les Blancs, contraindre le *royaner* à rendre compte des actes de particuliers, et promouvoir la paix. Du point de vue de l'Haudenosaunee, ces paroles apportèrent confirmation de ses rapports avec l'exécutif des États-Unis, fixa clairement un système de règlement des litiges et clarifia les domaines de compétence; plus fondamentalement encore, la paix en fut renforcée. Le traité conclu en 1794 à Canandaigua se révéla conforme aux principes du *Kaswentha*, c'est-à-dire à la séparation des compétences personnelles et à la confirmation des modalités de règlement des problèmes entre les deux gouvernements.

Le traité continue dans ces termes:

Note: il est clairement entendu par les parties au présent traité que les annuités fixées à l'article six seront faites au profit des Six-Nations et des amis indiens qui leur sont unis, comme stipulé auparavant, et qui résident (ou résideront) dans les limites des États-Unis; étant entendu que les États-Unis s'abstiennent de s'ingérer dans les affaires des nations, tribus ou familles d'Indiens qui résident ailleurs.

Pour comprendre comment les États-Unis perçurent les effets du traité de Canandaigua, il sera utile de se reporter à la lettre qu'adressa Timothy Pickering à Israel Chapin le 6 avril 1795 pour informer celui-ci qu'il assumerait le poste, occupé précédemment par son défunt père, de surintendant des relations entre les États-Unis et les Six-Nations. Pickering avise Chapin de suivre la ligne de conduite tracée dans les documents détenus par son père:

Comme les conditions de vie des Indiens Onéidas, Tuscaroras et Stockbridge établis dans le pays onéida diffèrent de celles des autres tribus des Six-Nations, et qu'ils vivent loin de votre lieu de résidence, il vaudrait peut-être la peine de confier leur administration à une personne locale. Un tel arrangement pourrait avoir des répercussions sur votre rémunération.

Je m'attends à ce que les affaires des Six-Nations nous occasionnent désormais beaucoup moins de difficultés qu'auparavant, parce que le Traité conclu avec elles à l'automne dernier mettra un terme à tous leurs motifs de grief.

Le traité conclu par Monsieur Jay avec l'Angleterre vous libérera, j'en suis convaincu, de tous les tracas attribuables à l'influence anglaise. Par ailleurs, la paix avec les Indiens de l'Ouest semble être en bonne voie: tous les Indiens qui nous sont hostiles ont envoyé leur chef solliciter la paix au général Wayne; en

outre, il est convenu qu'un traité général sera conclu à ses quartiers généraux vers la mi-juin.

Votre tâche principale doit donc consister à protéger les tribus sous votre protection contre les outrages ou abus que trop de nos gens sont prêts à leur infliger; d'employer diligemment tous les moyens dont vous disposez pour assurer leur confort et leur avancement; enfin de faire un usage absolument intègre et prudent des deniers publics et des biens qui sont remis entre vos mains. C'est parce que je suis convaincu que vous avez manifesté toutes ces qualités que vous avez été nommé à ce poste. Je n'ai aucun doute que vous exécuterez votre travail de manière à ne pas vous déshonorer, et à ne pas décevoir les attentes de vos amis.

Le wampum de la convention de George Washington. Cette ceinture-wampum fut présentée à l'Haudenosaunee par les États-Unis, soit à un conseil tenu à Albany en 1775, soit au traité de Fort Harmar signé le 9 janvier 1789. Les 13 grandes figurines représentent les 13 premiers États des États-Unis; les deux figurines de moindre grandeur dépeignent les Sénécas et les Mohawks, qui sont les Gardiens des portes de la grande maison de l'Haudenosaunee. Les bras des États-Unis couvrent la maison, mais n'y pénètrent pas; ils sont tendus vers les Gardiens des portes dans un geste d'amitié, mais non de domination.

Le Traité Jay (1795)

Historique

Les années qui suivirent la conclusion du Traité de Paris en 1783 furent remplies d'incertitudes pour l'Haudenosaunee. Les États-Unis continuaient à chercher à diviser la confédération; New York poursuivait sa politique, souvent contraire à celle des États-Unis, d'acquisition des terres de l'Haudenosaunee par tous les moyens, honnêtes ou malhonnêtes. Le Haut-Canada percevait encore les nations indiennes comme un rempart contre les États-Unis et les encourageait à poursuivre la guerre contre eux dans la vallée de l'Ohio.

Mais plusieurs événements survenus à la fin de 1794 bouleversèrent la donne politique. Lorsque les Anglais refusèrent de participer aux hostilités à Fort Miami, dans la vallée de l'Ohio, et après que les Indiens eurent subi plusieurs défaites, les nations indiennes se résolurent à conclure une série de traités avec les États-Unis. Pour sa part, l'Haudenosaunee conclut le traité de Canandaigua, qui innovait beaucoup par rapport au faible traité de Fort Stanwix de 1784. Les Anglais signèrent avec les États-Unis un «traité d'amitié, de commerce et de navigation», qui clarifiait les frontières et prévoyait que l'Angleterre abandonnerait ses postes dans la vallée de l'Ohio.

Ce traité, dit Traité Jay, du nom du secrétaire d'État américain John Jay qui le négocia, fournit un autre exemple d'absence de défense des droits de l'Haudenosaunee par la Couronne. Les Anglais avaient cherché à convaincre les Américains de créer un «État-tampon» indien entre les États-Unis et les Canadas; il semble même qu'il aurait suffi aux Anglais d'insister un peu pour que les Américains soient prêts à accepter une telle idée. Mais les Anglais, préoccupés par la situation révolutionnaire et militaire en France, voulurent se concilier les bonnes grâces des États-Unis et renoncèrent à l'idée d'un territoire indien dans la vallée de l'Ohio¹⁸⁸.

Le traité

L'une des clauses du Traité Jay, l'article III, porte sur les droits des nations autochtones:

Il est convenu qu'il est toujours loisible aux sujets de Sa Majesté, aux citoyens des États-Unis et aux Indiens qui vivent de part et d'autre de la frontière, de traverser et retraverser, par terre ou navigation intérieure, les territoires et pays respectifs des deux parties sur le continent américain (sauf dans les limites du pays de la Compagnie de la Baie d'Hudson), de même que de naviguer sur tous les lacs, rivières et plans d'eau compris dans ces limites, et de commercer sans entraves les uns avec les autres [...]

Aucun droit de douane ne sera perçu par l'une ou l'autre partie sur les peaux amenées par voie terrestre ou maritime intérieure dans lesdits territoires; de même, les Indiens qui traversent ou retraversent la frontière, portant leurs propres biens ou possessions, quels qu'ils soient, ne sont pas tenus de payer des droits de douane ou d'entrée. Toutefois, les biens contenus dans des ballots, ou dans d'autres grands paquets (ce que l'on trouve rarement chez les Indiens), ne seront pas considérés comme des biens leur appartenant de bonne foi. Le Traité Jay fut conclu le 19 novembre 1794 et ratifié par le président des États-Unis le 28 octobre 1795. Comme il ne s'agissait pas d'un traité de paix, au contraire du Traité de Paris de 1783, une ratification ou une loi étaient nécessaires pour que ses conditions soient également exécutoires sur le territoire britannique. Le 28 août 1795, le lieutenant-gouverneur Simcoe rencontre l'Haudenosaunee à Fort Érié:

Frères,
Je vous ai convoqués à ce Feu pour vous communiquer des questions d'extrême importance, et pour répondre de façon générale aux discours qui m'ont été communiqués par les différents chefs et guerriers des Six-Nations lors de mon retour dans cette partie de la province.

Frères,

Croyez que je suis parfaitement au courant des messages que vous avait communiqués le commandant en chef, où il vous demandait de garder la paix et de vaquer à vos occupations, et que je compte sur vos affirmations d'amitié et d'attachement fidèle au Roi votre Père, quel que soit votre éloignement de notre feu du conseil [...]

Frères,

Aux termes du Traité de 1783, l'Angleterre devait céder aux États-Unis les postes suivants, entre autres: Oswegatchie, Oswego, Niagara, Fort Schlosser, Detroit et Michilimackinack.

Frères,

Les États-Unis devaient aussi remplir certaines conditions, mais ils ne l'ont pas fait.

Frères,

Vous savez que le Roi a donc conservé ces postes, et les gardera jusqu'à ce que les États-Unis exécutent leurs promesses.

Frères,

Les États-Unis ont désormais accepté d'observer les conditions du traité; s'ils sont fidèles à leur promesse, nous évacuerons les postes.

Frères,

Contrairement à toutes les attentes, les gouverneurs des États-Unis n'ont pas respecté vos droits après le traité de 1783, sous prétexte que le Roi avait cédé votre pays tout entier; les commissaires, dont l'un était M. Pickering, ont confirmé ce fait aux Indiens de l'Ouest dans un message adressé depuis l'embouchure de la rivière Detroit.

Frères,

Le présent traité sauvegarde vos droits et rétablit spécifiquement vos droits originaux.

Frères,

J'ai en main le traité, tel qu'imprimé aux États-Unis; il rétablit vos droits selon ce qu'avaient décidé les nations française et anglaise, comme je l'avais répété en octobre dernier aux Indiens de l'Ouest, dans les termes suivants: «Enfants, dans notre victoire sur les Français, notre ennemi commun, nous n'avons pas oublié les intérêts de vos ancêtres, ni ceux de leurs enfants, c'est-à-dire vous-mêmes. Le traité conclu entre les Anglais conquérants et les Français stipulait que les droits dont vous jouissez à titre de peuple indépendant vous étaient acquis à jamais. Il fut déclaré que vous aviez le droit d'aller des feux des Français à ceux des Anglais pour faire du commerce, et que vous aviez aussi le droit, qui appartient à tout peuple indépendant, d'inviter à vos Feux les commerçants de l'une ou l'autre nation, selon vos intérêts ou à votre guise.»

Frères des Six-Nations,

Le présent traité est fondé sur les mêmes principes, c'est-à-dire que vous pouvez vous rendre aux établissements anglais ou américains, à votre guise, et ne pas payer de frais de douane ou d'entrée quand vous traversez ou retraversez la frontière avec vos propres biens et possessions, quels qu'ils soient.

Frères,

Vous observez donc que le traité vous garantit une voie de communication constante et perpétuelle avec les sujets du Roi, et que nos relations et notre commerce futurs sont garantis sans restriction et de la façon la plus générale.

Frères,

Je ne doute pas que la bonté et l'amitié indéfectibles qui subsistent depuis si longtemps entre vous et les sujets du Roi dans cette province, vos amis naturels, existera encore entre nos lointains descendants.

Frères,

La complaisance du Roi à votre égard est tellement bien connue qu'il m'est à peine nécessaire de vous assurer qu'elle continuera à être prodiguée à vous et à vos descendants, et que c'est avec le plus grand plaisir que je me ferai l'instrument de sa bonté envers ses enfants indiens.

Le lendemain, Thayendenegaa (Joseph Brant) remit la réponse de l'Haudenosaunee, dont les extraits ci-dessous traitent de la question soulevée par Simcoe relativement au Traité Jay:

Frère,

Nous sommes heureux d'entendre qu'est renouvelée l'ancienne amitié qui nous lie aux sujets de notre Père; nous ne doutons pas qu'elle se poursuivra comme avant. Nous sommes également très heureux d'apprendre que nous continuerons à jouir de la libéralité de notre Père [...]

Frère,

Nous nous réjouissons que le récent traité conserve tous nos droits en tant que peuple libre et indépendant; nous espérons trouver chez les Anglais, pour subvenir à nos besoins, une marchandise de meilleure qualité et à moindre prix, parce que nous préférons traiter avec eux.

Wampum à 8 fils, blanc et noir¹⁸⁹.

La «libéralité du Père» désigne les présents consentis annuellement par le Roi, tel que promis par sir William Johnson dans le traité de Niagara, en 1764, pratique qui se perpétua jusqu'à la fin des années 1840. La quantité et la qualité de ces présents augmentaient ou baissaient selon l'aide militaire que les Anglais demandaient aux nations indiennes.

Dans sa réponse confirmant que l'Haudenosaunee a bien compris le discours de Simcoe, Thayendenega souhaite aussi que les prix des articles soient plus raisonnables, demande qui revient souvent dans les discussions relatives aux traités.

L'importance du traité

Le Traité Jay fait référence à trois peuples: les sujets du roi d'Angleterre, les citoyens des États-Unis et les Indiens résidant de part et d'autre de la frontière. On peut donc clairement en inférer que les Indiens ne sont pas soumis à l'une ou l'autre nation, mais que leur indépendance a été maintenue. Toutefois, le traité n'est pas explicite à ce sujet.

Le droit de traverser et de retraverser gratuitement fut graduellement amoindri, par les États-Unis aussi bien que par le Canada. Dans les années 1820, on laissa la loi appliquant les conditions à l'article II du traité devenir caduque dans le Haut et le Bas-Canada. Le droit des membres de l'Haudenosaunee de pénétrer aux États-Unis, d'y résider et d'y travailler fut finalement entériné dans les lois américaines en 1928; quant au Canada, il n'a pas appliqué ou ratifié l'article depuis les années 1820.

Le lieutenant-gouverneur Simcoe avait à de nombreuses reprises affirmé aux membres de l'Haudenosaunee que, dans ses contacts avec les États-Unis, le Roi avait respecté et préservé leur indépendance nationale; les assurances qu'il donna à Fort Érié en août 1795 ne différaient de ses déclarations antérieures que sur un point: elles ne s'appuyaient pas explicitement sur le texte du traité.

Les tribunaux canadiens ont prétendu que les droits de l'Haudenosaunee qu'on retrouve dans le Traité Jay ne font pas partie intégrante du droit canadien, parce que le Parlement n'a pas exécuté le traité. Dans *Francis c. La Reine*, la Cour suprême du Canada a déclaré que:

Si l'on procède à une analyse complète de l'obligation de bonne foi à l'endroit de ces pupilles de l'État, il ne fait aucun doute que les conditions qui ont motivé l'inclusion de la clause étaient (et étaient considérées) d'une nature telle qu'elles finiraient par disparaître dans un avenir rapproché [...] aucune conception politique nette des rapports des Indiens avec l'ancien ou le nouveau gouvernement n'avait été formulée, surtout à l'égard des terres que les autochtones avaient auparavant parcourues librement¹⁹⁰.

La Cour suprême du Canada donna donc une interprétation temporaire des engagements pris par l'Angleterre dans le Traité Jay. Quant au gouvernement canadien, il estima que ce traité,

de même que celui de Ghent signé après la guerre de 1812-1814 (voir le traité de Burlington Heights, 1815), n'avait ni assez de force exécutoire, ni suffisamment d'urgence pour qu'on le respecte.

Burlington Heights (1815)

Historique

Cette conférence se tint à la fin de la Guerre de 1812. Située à l'extrémité occidentale du lac Ontario, Burlington Heights constituait l'une des grandes bases militaires des nations autochtones qui s'étaient rangées aux côtés des Anglais.

Le représentant de la Couronne, William Claus, sous-surintendant général des Affaires indiennes, fit part des conditions du traité de Ghent aux chefs et guerriers réunis, qui convinrent, à ces conditions, de mettre fin aux hostilités avec les États-Unis et leurs alliés.

Le traité est pertinent parce qu'il porte sur des questions qui continuèrent à se poser concernant la frontière fixée après la Guerre d'indépendance américaine, frontière réaffirmée après la Guerre de 1812. Les Anglais étaient parvenus à conserver aux autochtones le droit de traverser et retraverser à leur guise la frontière, question qui demeura un aspect important du traité de 1815.

Le traité

Discours adressé par le sous-surintendant général des Affaires indiennes aux nations indiennes ci-dessous, à Burlington Heights, le 24 avril 1815:

Hurons	Six-Nations
Shawanoes	Delawares
Kickapoos	Chippewas
Outaouais	Saukies
Misquakies	Creeks
Munseys	Moraviens
Nanticokes	

Étaient présents:

Le lieutenant-colonel James, commandant de la garnison;
l'honorable William Claus, sous-surintendant général des Affaires indiennes;
des officiers de la garnison;

des officiers du ministère des Indiens.

Le lieutenant John Brant, interprète.

Chefs et guerriers,
Tandis que je vous parle au nom de votre puissant Père le roi d'Angleterre,
j'observerai la coutume de nos ancêtres, qui est de découvrir le feu du conseil,
comme je le fais maintenant.

Fils de wampum

Chefs et guerriers,
Nos ancêtres avaient prescrit certaines cérémonies coutumières qu'il me
chagrinerait beaucoup d'omettre à cette occasion. Il convient de remplir la
cérémonie de condoléances pour la perte de nos amis et parents les plus proches et
aimés; je l'exécute maintenant très sincèrement. Il a plu au Grand Dispensateur de
toute vie d'ôter de ce monde beaucoup de nos amis et parents. Vos yeux se
remplissent de larmes au point d'obscurcir votre vision. Vos oreilles, votre gorge
sont bloqués; vos coeurs ressentent la douleur et le chagrin, vos membres sont
encore couverts de boue, vos pieds sont pleins d'échardes, votre siège est toujours
couvert de sang. Je disperse donc aujourd'hui les nuages amoncelés sur vous, et
j'essuie les larmes dans vos yeux, pour que le ciel brille sur vous de toute sa
brillance. J'ouvre vos oreilles, pour que votre ouïe redevienne fine, et j'enlève de
vos gorges tout ce qui la bloque, pour vous permettre de parler librement et
judicieusement. Je remplace vos coeurs, que je vide de leurs troubles et douleurs,
et j'espère que vous n'entendrez rien d'autre que de bonnes paroles. Je nettoie la
boue sur vos jambes, je retire les échardes dans vos pieds, et je nettoie le sang
accumulé sur vos sièges, pour vous permettre de vous asseoir sans ressentir de
douleur.

Fils de wampum blanc et noir

Chefs et guerriers,
Je rassemble maintenant les os de nos précieux amis et parents qu'il a plu au
Grand Esprit d'enlever de cette terre. Je les place tous dans une même tombe, et,
pour empêcher que la bruyère et les déchets ne l'étouffent, je la recouvre de cette
ceinture.

Grande ceinture wampum

Chefs et guerriers,
J'ai achevé la cérémonie des condoléances; je vous prie instamment d'effacer
maintenant toute douleur de votre coeur, et de reprendre votre travail accoutumé
dans la bonne humeur.

Fils de wampum

Chefs et guerriers,
Il y a quelques jours, votre père le lieutenant-général Drummond vous a informés
que la paix venait d'être conclue entre votre puissant Père le Roi et le
gouvernement des États-Unis d'Amérique, et que vous seriez mis au courant des
conditions dès qu'elles lui auraient été communiquées par les officiers du Roi. Il

m'a maintenant ordonné de vous rassembler à ce feu du conseil, pour vous informer que la paix est conclue, et que les hostilités doivent prendre fin entre les enfants de notre puissant Père le Roi et les Américains, et qu'il souhaite sincèrement, pour vos femmes et enfants, que vous adhériez sincèrement à cette paix. Il est donc de mon devoir d'informer toutes les nations ici présentes qu'il convient de poser et d'enterrer la hache que vous avez saisie avec tant d'âpreté pour aider votre puissant Père, afin qu'elle soit cachée aux regards. C'est le désir ardent de votre père le Roi, et je ne doute pas que vous y obéirez avec allégresse. Vous avez combattu et saigné pour soutenir la cause à laquelle vous avez cru, et votre Père est parfaitement conscient du prix de votre amitié et de vos services. Je vous remets aujourd'hui une ceinture, et je vous demande de l'envoyer en son nom, accompagnée de mes paroles, à toutes les nations amies de votre puissant père le roi d'Angleterre, conformément à vos coutumes.

Ceinture wampum

Chefs et guerriers,

Durant toutes ces longues guerres coûteuses, tandis que le roi d'Angleterre était occupé au-delà des grands lacs avec les Longs Couteaux, il n'a jamais cessé de s'occuper de ses enfants indiens; il sera toujours heureux de vous traiter avec toute la bonté et la générosité que méritent de bons enfants obéissants. Il ne vous demande rien d'autre, en contrepartie de sa bonté, qu'un renouvellement de l'engagement pris par vos ancêtres et par vous-mêmes. Il compte absolument sur l'attachement que vous manifestez à lui et aux officiers qui le représentent dans ce pays. J'ai aussi l'ordre de vous informer que vos intérêts n'ont pas été négligés lorsque nous avons arrêté la paix avec les États-Unis d'Amérique, et que la paix n'aurait pas été conclue s'ils n'avaient pas voulu que le traité comportent des dispositions à votre égard, ce qu'ils refusaient tout d'abord de faire. Je vous lis maintenant l'un des articles du traité de paix, qui vous garantit la possession paisible de tout le pays que vous possédiez avant la dernière guerre, et qui vous autorise à traverser et à retraverser la frontière sans encombres:

«Dès après la ratification du présent traité, les États-Unis doivent cesser toutes hostilités contre les tribus et nations indiennes avec lesquelles ils étaient en guerre, puis rendre sans délai à chacun d'elles les possessions, droits et privilèges dont elles jouissaient, ou auxquels elles avaient droit, en 1811, c'est-à-dire avant les hostilités; sous réserve que les tribus et nations conviennent, après que la ratification du présent traité leur aura été signifiée, de suspendre les hostilités contre les États-Unis d'Amérique, ses citoyens et sujets. Pour sa part, Sa Majesté britannique s'engage, dès après la ratification du présent traité, à suspendre les hostilités contre les tribus et nations indiennes à qui elle faisait alors la guerre, puis à rendre sans délai à chacun d'eux les possessions, droits et privilèges dont ils jouissaient, ou auxquels ils avaient droit, en 1811, c'est-à-dire avant les hostilités; sous réserve que ces tribus et nations conviennent, après que la ratification du présent

traité leur aura été signifiée, de suspendre les hostilités contre Sa Majesté britannique et ses sujets.»

Fils de wampum

J'ai fini de parler aux chefs, chefs de guerre et guerriers, et je me tourne maintenant vers les sachems et chefs principaux, qui vont dorénavant reprendre leur place devant les guerriers. Ils retrouvent leurs fonctions après que la hache est posée par les chefs de guerre et guerriers, qui reprennent la chasse et leurs autres occupations. Le feu du conseil de votre puissant père sera une fois encore allumé aux postes habituels, et sa fumée sera visible à toutes les nations qui vous entourent. Au cours de l'été, des vêtements et des vivres seront envoyés aux divers postes, à votre usage; quand vous serez disposés à entreprendre le voyage jusqu'à votre propre pays, des vivres vous seront donnés pour vous faciliter le trajet. Dans quelques jours, vous aurez l'occasion d'accompagner les troupes de votre Père jusqu'à Amherstburg.

Fils de wampum blanc

Je me tourne maintenant vers les chefs des villages, pour les rappeler à leur devoir. Il ne m'est pas nécessaire de vous décrire en quoi consiste ce devoir. Je compte que vous soignerez vos femmes et vos enfants. Votre Père vous avait promis une certaine somme pour les veuves et familles des hommes fidèles qui sont tombés à la guerre, ou que leurs blessures rendent invalides; cette promesse, je suis prêt à l'exécuter, car j'ai reçu l'argent à cette fin.

Fils de wampum blanc et noir

Je m'adresse maintenant aux guerriers et aux jeunes hommes; je vous recommande instamment d'obéir à vos sachems et chefs, et d'obéir en toutes circonstances à leur voix, conformément aux coutumes de vos ancêtres.

Fils de wampum noir

Pour conclure, je vous souhaite très sincèrement la santé, la sagesse et la prospérité; j'espère aussi que vous trouverez tous vos amis en parfaite santé et en sécurité à votre retour. À tous, je recommande l'obéissance constante aux anciennes coutumes et manières, ce qui ne saurait manquer de vous attirer le respect de toutes les nations qui vous environnent.

Burlington, 26 avril 1815

Officiers de la garnison et du ministère des Indiens présents le 24.

L'orateur est Isedore, un chef huron.

L'interprète est Samuel Saunder.

Père,

Le Grand Esprit a réservé cette journée pour que toutes les nations présentes puissent rencontrer les enfants de notre Père britannique; nous allons essayer les larmes qui coulent sur vos joues. Une personne parlera au nom des nations ici

présentes. Nous allons essayer les oreilles de notre Père britannique, dans l'espoir qu'il nous entendra. Nous avons exécuté la cérémonie d'ouverture des oreilles de notre Père, pour qu'il entende sans peine tout ce que nous avons maintenant à lui dire. Croyant que votre coeur est d'un certain côté, vos enfants le remettent maintenant là où le Grand Esprit l'avait placé en premier.

Wampum à deux fils noirs et trois fils blancs

Père,

Vous venez à peine de mettre fin à la lutte avec votre ennemi. Vos jambes étaient pleines de boue, et vos pieds se remplissaient d'épines. Souvenez-vous d'il y a quelques jours, à Fort Érié, lorsque vos officiers et soldats étaient enfoncés dans la boue et l'eau. Nous nettoyons, avec ces fils de wampum, la boue qui recouvre leurs jambes et leur corps, et nous retirons les épines de leurs pieds.

Wampum à sept fils noirs

Père,

Souvenez-vous que les os de beaucoup de vos enfants et parents étaient jonchés sur le sol, il n'a y pas longtemps de cela. Nous les rassemblons maintenant en un seul tas, et les couvrons avec ces fils de wampum.

Wampum à quatre fils noirs et deux fils blancs

Père,

Vos enfants indiens rassemblés aujourd'hui placent les os de vos enfants dans un tissu blanc et les descendent dans le sol, pour que rien ne puisse plus leur faire de tort.

Wampum à six fils blancs

Père,

Vos enfants indiens ont fait leur devoir. Nous savons tous que la pluie tombe très drue. Nous avons donc placé une planche au-dessus de la tombe, pour les protéger des intempéries, afin que rien ne fasse de mal aux os de vos enfants.

Ceinture wampum

Père,

Prends pitié de tes enfants indiens. Tous nos anciens chefs sont désormais sous terre; ils auraient eu beaucoup à dire sur les temps anciens. Il ne nous reste plus d'hommes raisonnables. Mais malgré tout, Père, écoute l'un des grands chefs des Six-Nations, qui a beaucoup à dire.

Wampum à six fils noirs et trois fils blancs

L'orateur est sir Johns, chef de guerre, un Onondaga.

L'interprète est le lieutenant John Brant.

Frère,

Vous avez entendu notre voix, et la cérémonie du salut est achevée. Nous allons maintenant vous répondre. Vous avez exécuté la cérémonie du salut, destinée aux

chefs et guerriers qu'il a plu au Grand Esprit d'épargner. Au début des hostilités, nous qui vivons sur la rivière Grand avons ouvert nos portes à vos nouvelles, bien que notre peuple soit petit, et, mettant notre confiance dans le Grand Esprit, nous n'avons pas hésité à lever le tomahawk. Vous connaissez parfaitement notre conduite durant la guerre; nous considérons que notre coeur ne fait qu'un avec celui du Roi, et nous l'avons rejoint de bon gré.

Frère,

Quand nous avons reçu votre tomahawk, il était plutôt émoussé et brisé; on comptait tellement d'entailles qu'il ressemblait à une scie, mais nous l'avons quand même ramassé. Il s'est révélé encore plus tranchant, comme on a pu le voir à Detroit. Malgré sa mauvaise apparence, il a insufflé de la confiance à nous autant qu'à vos propres sujets, et il nous a unis dans une seule armée.

Frère,

Nous avons entendu vos propos l'autre jour au nom de notre puissant père le Roi. Vous avez annoncé à toutes les nations assemblées que la paix est conclue, après que nous avons connu toutes ces difficultés, puis, voyant les nombreux dépôts d'ossements, vous avez partagé nos souffrances et ajouté que vous veniez remplir les promesses qui nous ont été faites. On a toujours assuré nos ancêtres de l'amour que leur Père leur portait; jamais nous n'avons douté qu'il remplirait ses engagements. Le Grand Esprit a entendu aussi bien que nous les promesses qu'on nous a faites; une récompense est promise à nous, les survivants de la guerre. Nous sommes aujourd'hui profondément affligés, car nous pleurons la mort de notre ami et frère, le général Brock.

Frère,

Nous nous adressons à vous comme à la personne que notre Père a nommée pour veiller à nos intérêts. Vous n'ignorez pas les promesses qui nous ont été faites: nous comptons sur vous pour les remplir. Vous savez bien quels services nous avons rendus.

Frère,

Nous voulons mettre beaucoup de choses devant vos yeux. Observez les souffrances de nos frères de Shawawnoe, qui ont perdu leur principal chef, Tekumtha; les officiers au manteau rouge les poussaient toujours de l'avant. Trois de nos officiers au manteau rouge ont été remplacés l'un à la suite de l'autre, et tous ont fait les mêmes promesses. À Forty Mile Creek, on nous a promis, en cas de succès, un paiement pour tout ce que nous capturerions. À Twelve Mile Creek, on nous a promis cinq dollars par prisonnier, ainsi qu'un partage égal avec les troupes pour la prise de Detroit, où il a plu au Grand Esprit de couronner de succès notre entreprise sans que notre côté perde un seul homme. Nous avons réussi à battre l'ennemi à Queenston; à Beach Woods, les Canawagos et nous-mêmes avons obtenu, grâce au Grand Esprit, une victoire totale sur l'ennemi, sous le colonel Bursslair. Ce jour-là, nous nous sommes emparés de deux canons, pour lesquels on nous a promis de nous payer dans quelques jours — mais nous n'en avons jamais plus entendu parler.

Frère,

Vous nous avez affirmé que la paix, quand elle arriverait, serait permanente, et que nos femmes et enfants n'auraient plus rien à craindre. Vous avez exécuté la cérémonie de la reprise de notre tomahawk et de son recouvrement, pour le cacher aux regards. La nouvelle de la paix et l'enterrement du tomahawk nous remplissent d'aise; nous vous en remercions et espérons que cette paix se maintiendra entre nous tous, qu'on ne laissera pas de menus oiseaux ou petites mésententes venir la troubler. Nous vous savons gré de vos conseils, que nous mettrons à exécution, touchant l'obéissance aux sachems et aux chefs de village, et le respect à accorder à leurs conseils et avis. Nous sommes affligés que notre père le général Drummond soit parti si subitement, car nous aurions voulu lui parler et expliquer plus à fond notre point de vue.

Nous rendons maintenant le tomahawk du Roi, tout comme nous l'avons reçu. La voix des chefs de guerre va se taire, et les chefs de village diront ce qui est dans leur coeur. Nous saluons tous les officiers du Roi qui sont présents parmi nous.

Ceinture wampum

L'orateur est Tekarihoga, chef principal des Mohawks. L'interprète est le lieutenant John Brant.

Frère,

Vous avez entendu les guerriers s'exprimer. Écoutez maintenant notre parole. Quand vous avez découvert le feu du conseil au nom de notre puissant père le Roi, votre geste a été parfaitement compris de nous, membres des Six-Nations, et des autres nations assemblées ici.

Frère,

Écoutez maintenant ce que les Six-Nations et les autres nations ont à dire. Nous parlons tous d'une même voix. Il nous est actuellement impossible de conclure la paix avec les Indiens à qui nous avons fait la guerre. Nous vous implorons de découvrir le feu du conseil et de réaliser cette paix. Les Six-Nations et vos enfants, les autres nations, vous implorent de découvrir le feu du conseil, puis de demander aux Américains et à leurs alliés indiens d'y assister. Nous vous suivrons, puis, sous votre regard, nous profiterons de ce rassemblement pour mettre fin à tous les troubles. Nous ne voulons dire que quelques paroles: après que vous aurez réglé les difficultés avec les Indiens qui sont ici, nous voudrions que la même chose soit faite à Amherstburg; oui, les Six-Nations voudraient aussi y être.

Frere,

Au commencement de la guerre, vous avez déclaré que vous ne consentiriez jamais à un renouvellement de la paix avec les Longs Couteaux à moins qu'ils ne nous restituent les anciennes frontières. Nous touchons à la paix, mais vous ne nous avez pas dit quel est le tracé de la frontière.

Frère,

Nous vous remercions sincèrement d'avoir recommandé l'unité et l'harmonie entre nous, et de nous inciter à conserver les coutumes et manières de nos ancêtres. Vous nous avez aussi recommandé de nous en remettre à notre père le Roi, ce que nous ne manquerons jamais de faire. À l'automne de l'année dernière, à votre feu du conseil à Dundas, vous nous avez fait part des bons souhaits du Roi, qui recommandait à ses agents de prendre particulièrement soin des Indiens qui avaient souffert pour la bonne cause. Nous espérons que vous allez honorer ces souhaits et subvenir à nos besoins. Nous vous demandons de ne permettre à aucun Blanc de vivre parmi nous, car nous souhaitons vivre libres et indépendants.

Frère,

Vous avez versé hier la prime du Roi aux veuves des hommes tués à la guerre. Mais beaucoup d'autres qui ont également perdu un ami sur le champ de bataille n'ont rien reçu. Nous sommes trompés dans notre esprit, parce que nous croyions que notre Père se montrerait généreux envers les amis de tous les Indiens morts à la guerre. Beaucoup de jeunes morts sont pleurés par des mères, frères, sœurs et autres parents; au nom de toutes les nations, nous prions notre Père de jeter un regard compatissant sur ces gens, et de leur accorder une petite indemnité, tandis que des larmes inondent encore leurs yeux. Nous espérons qu'il daignera essuyer les larmes qui baignent leur visage, et qu'il n'oubliera pas ceux qui ont été blessés, même s'ils sont encore valides; une bagatelle apaiserait leur cœur. Nous le demandons en leur nom; ce ne sera qu'une miette pour notre Père, qui est si riche. Nous avons une autre source de tristesse: dans quelques jours, nos frères de l'Ouest repartiront chez eux, où leurs amis demanderont le sort de ceux qui sont morts. Il est certain qu'ils seront très attristés de perdre leurs amis et de ne recevoir aucune compensation.

Frère,

Lors de mon dernier passage à Montréal, pour m'entretenir avec sir John Johnson et avec les Indiens du Bas-Canada au sujet des prises à Beach Woods, sir John nous a informés que les Indiens du Bas-Canada recevraient leur prime dans 10 jours. Il nous a dit de nous adresser à vous, et que vous régleriez la question dès que nous serions de retour.

Frère,

Nous allons maintenant aborder un autre sujet. Durant cette époque difficile, beaucoup des agriculteurs établis sur nos terres les ont quittées et sont passés à l'ennemi; nous considérons donc que ces fermes sont à nouveau notre bien.

Frère,

Vous nous dites que la voie du soleil couchant est ouverte, que les Indiens de l'Ouest recevront des vivres lorsqu'ils seront disposés à rentrer chez eux; mais beaucoup d'entre eux sont malades ou estropiés, et ne seront pas en mesure à la fois de voyager et de transporter leurs vivres. Nous, les Six-Nations, souhaitons donc sincèrement qu'on leur fournisse un moyen de transport jusqu'à la rivière

Thames, où ils pourront voyager dans les canoës qu'ils auront construits. Quand ils sont venus nous rejoindre, des vivres les attendaient à différents points de la route. Nous espérons qu'on leur manifestera aujourd'hui la même générosité. C'est tout ce que nous avons à dire sur notre propre compte. Nos enfants pleurent en raison du manque de vivres; nous sommes convaincus que vous nous fournirez de quoi subsister jusqu'à la récolte de nos champs à l'automne. Nous n'avons ni houe, ni maïs de semence, et nous espérons que vous nous fournirez les articles dont nous avons un besoin si urgent pour nous approvisionner nous-mêmes.

Frère,

Nous allons vous importuner une dernière fois: plusieurs de nos amis ont été capturés par l'ennemi à Chippewawa, mais nous avons aussi pris quelques-uns des leurs. Nous vous demandons donc de bien vouloir organiser un échange.

27 avril

L'orateur est Tekarihoga, chef principal des Mohawks.

L'interprète est le lieutenant John Brant.

Frère,

Nous allons reprendre au point où l'obscurité nous a obligés de suspendre la séance la nuit dernière. Nous espérons que notre Père veillera à ce que nous puissions faire une impression digne quand nous irons à la rencontre des Indiens de l'autre côté, c'est-à-dire qu'il voudra bien vêtir les chefs, chefs de guerre et guerriers, et leur donner un peu d'argent. La dernière fois que nous avons fait la paix avec les Américains, il avait plu à notre Père de nous indemniser pour les pertes subies durant la guerre; nous espérons qu'il fera preuve cette fois encore de la même générosité, c'est-à-dire qu'il ordonnera que nous recevions une indemnité pour le bétail que nous avons perdu durant la dernière guerre, ce qui nous mettrait en mesure de renouveler notre cheptel, puis, après la prochaine récolte, de subvenir à nos propres besoins sans lui être un fardeau.

Frère,

Nous, Indiens de la rivière Grand, avons reçu le baptême et acquis les mêmes connaissances religieuses du Grand Esprit que vous. Il y a tellement longtemps qu'aucun pasteur n'est parmi nous que nous sommes comme des brebis égarées; nous ne doutons pas que notre Père, ayant pitié de notre situation, enverra un pasteur pour notre édification¹⁹¹.

Les suites du traité de Burlington Heights

À la fin d'août 1815, les collectivités de l'Haudenosaunee que la guerre avait désunies se réconcilièrent. Elles se réunirent à Niagara, une fois encore en présence du sous-surintendant général William Claus. Lors du conseil qui s'était tenu en avril, Tekarihoken avait demandé à Claus de découvrir le feu, car «il nous est actuellement impossible de conclure la paix avec les

Indiens à qui nous avons fait la guerre». Il avait fallu à Claus près de six mois pour organiser ce conseil, bien que les archives ne fournissent aucune explication pour ce retard. Les représentants du côté canadien vinrent du territoire de la rivière Grand; ceux du côté américain, recrutés parmi les Sénécas, Onondagas et Cayugas, arrivèrent de Buffalo Creek, Tonawanda et Allegheny. Le sous-surintendant s'adressa à toutes les nations présentes, exécuta les cérémonies de condoléances d'usage et, pour découvrir le feu du conseil du Roi, présenta une ceinture wampum blanche.

Le wampum blanc, symbole de paix, donna le ton à cette cérémonie.

L'orateur est Tekarihoga, chef principal des Mohawks.

Frères et parents,
Notre Père a exécuté les cérémonies qui étaient en usage chez nos ancêtres, et que nous cherchons à perpétuer. Nous découvrons le feu du conseil de notre père le Roi et nous réunissons autour de lui pour faire le travail utile qui motive notre réunion aujourd'hui. Les diverses nations qui sont domiciliées à la rivière Grand saluent celles qui habitent de l'autre côté; nous sommes tous un même peuple, nous sommes parents de même couleur, même si nous avons pris un parti différent dans les récentes hostilités entre notre père le roi d'Angleterre et les Américains. Notre ami qui vient de découvrir le feu du conseil a levé tous les obstacles, notre esprit est désormais en paix. Une ouverture est pratiquée dans la rivière qui nous sépare, pour nous permettre de la traverser librement et à volonté. Les chemins sont dégagés de la bruyère et des déchets qui les encombraient, pour que se rétablissent nos anciennes relations amicales. Je vous parle maintenant au nom des Indiens qui résident à la rivière Grand; ils me chargent de vous dire, à vous qui résidez sur des terres américaines, que la malveillance à votre égard est effacée.

Remise d'une série de fils de wampum

La phrase qui revêt peut-être le plus d'importance pour la postérité est «Une ouverture est pratiquée dans la rivière qui nous sépare, pour nous permettre de la traverser librement et à volonté». Cela vient confirmer les garanties offertes à l'Haudenosaunee lors du conseil tenu à Burlington Heights en avril, de même que les promesses antérieures du Traité Jay.

Echo, un chef Onondaga.

Frères,
Je vous accueille, au nom des Hurons, des Shawnees et des Six-Nations, au feu du conseil du Roi qui vient d'être découvert. Je m'adresse aux Sénécas, Cayugas et

Onondagas qui arrivent de Buffalo Creek, de Tehaniwandi et d'Allegany, pour assister aujourd'hui au feu du conseil de notre Père. Je m'adresse aussi à ceux qui sont chez eux, devant notre père le sous-surintendant général, et aux officiers du Roi présents ici même; je déclare que tout le sang mauvais est aujourd'hui lavé de nos cœurs, que le passé est effacé. Nous sommes tous de même couleur et devons rester amis.

Pour assurer la pérennité de notre amitié, nous avons enterré le tomahawk à la profondeur d'un pin sous terre; et pour qu'il ne soit jamais sorti de terre, nous avons planté un arbre, dont les racines doivent le recouvrir et empêcher qu'on ne le retrouve jamais. Cette cérémonie a été exécutée par notre Père à Burlington, au printemps dernier, en présence des nations de l'Ouest. Je vais maintenant répéter le discours que notre Père a tenu lorsque la paix a été conclue avec les Américains, de même que notre réponse (il répète ici ce qui s'est passé à Burlington au printemps précédent, les 24, 26 et 27 avril). Nous partageons du fond du cœur la douleur que vous a causée la perte de vos amis; nous essuyons les larmes dans vos yeux, nous dégageons votre gorge, pour que rien ne la bloque et que vous puissiez vous exprimer librement et dans le même esprit d'amitié qu'auparavant; de même, nous vous parlons comme à des amis, au nom des nations déjà mentionnées. Levez-vous, et nous vous tiendrons par la main; si un jeune homme désœuvré vous adresse des mots blessants, nous vous supplions de n'en tenir aucun compte.

Wampum contenant plusieurs fils noirs et blancs

On fait appel ici à plusieurs éléments de la Grande Loi de la Paix pour faciliter la réconciliation: les armes de guerre sont enterrées, puis un arbre vient coiffer l'emplacement; les condoléances; l'avertissement de ne pas écouter les paroles malveillantes de gens désœuvrés. Echo répète ce qui a été dit à Burlington Heights; comme Claus avait alors parlé au nom de la Couronne, et dressait le procès-verbal du conseil, il aurait relevé tout écart par rapport à ce qu'il avait dit à cette époque. Son silence fournit une preuve éloquente de la mémoire remarquable de l'Haudenosaunee à l'égard des déclarations faites en conseil. Enfin, le discours de réconciliation conclut en fournissant à chacun l'occasion de «se prendre par la main», élément du cérémonial qui est souvent répété à titre de réaffirmation des liens d'amitié, et qui est encore pratiqué de nos jours. Les Indiens des États-Unis se levèrent, puis les autres les prirent par la main, en répétant leurs sentiments d'amitié; Old Eel, un chef onondaga, s'adressa alors au sous-surintendant général dans les termes qui suivent:

Frères,

Vous avez aujourd'hui découvert le feu du conseil du Roi, à ce lieu où nos ancêtres avaient coutume de se rassembler. Je parle maintenant au nom des Indiens venus ici pour rencontrer nos frères de la rivière Grand. Nous vous

saluons, nous vous souhaitons tout le bonheur possible. Nous avons entendu tout ce que vous avez dit, aujourd'hui et au printemps dernier, et cela nous réjouit très fort. Nous sommes contents que le Grand Esprit nous ait rassemblés pour nous unir et renouer notre amitié. On ne compte plus les réunions qui se sont tenues ici entre le Roi et nos ancêtres. Je suis vieux, j'ai assisté à beaucoup de ces réunions où votre puissant Père nous a tenu des discours. Ses paroles sont enfouies au plus profond de notre coeur, et y resteront à jamais gravées. Nous vous demandons d'être aussi grand ami des Indiens qu'il l'était. La journée est avancée; comme nous devons vous faire une réponse, nous allons couvrir le feu et reprendre notre réunion demain.

Wampum à quelques fils

Le «puissant Père» dont il est question est presque certainement sir William Johnson, c'est-à-dire non pas le grand-père de Johnson, mais son beau-père. Or c'est le lien de parenté, que tout le monde connaît, qui importe dans ce cas. Old Eel se déclare convaincu que la famille Johnson continuera à manifester de l'amitié aux Indiens.

1^{er} septembre.
Tekarihoga.

Frères,
Nous remercions le Grand Esprit de nous avoir accordé une nouvelle journée et de nous avoir autorisés à nous réunir une fois de plus. Nous sommes prêts à entendre vos paroles.

Comme pour les «cérémonies de condoléances d'usage» mentionnées au début des archives, il s'agit vraisemblablement d'une notation abrégée, c'est-à-dire d'une indication que des remerciements et un accueil convenables ont prélué à la tenue du conseil.

Manteau Rouge, orateur principal des Sénécas.

Frères,
Au nom des Indiens qui vivent de l'autre côté de la rivière, je m'adresse maintenant au Roi, aux officiers supérieurs et à notre chef, le colonel Claus, ainsi qu'aux Six-Nations, aux Wyandots et aux Shawanese.

Wampum à plusieurs fils

Frères,
Je suis heureux que nous nous revoyions dans nos anciennes dispositions amicales; croyez que tout ce qui est arrivé n'est pas attribuable à l'animosité contre notre ancien père et nos amis. Notre peuple est pauvre, il n'est pas libre de ses

volontés. Nous sommes un peu comme des prisonniers; mais les chaînes ont été retirées, et il nous est permis de discuter librement avec nos amis. Nous appartenons non seulement aux mêmes nations, mais aussi aux mêmes familles; nous devons donc rester unis et ne plus faire qu'un seul corps.

Wampum à plusieurs fils

Frères,

Vous nous dites que le feu du conseil du Roi est une fois encore découvert. On nous informe aussi que les États-Unis ont procédé de même. Nous recommandons fortement à votre peuple de reprendre ses anciennes occupations de chasse et d'agriculture, et d'accorder à ses femmes la prévenance qui leur est due; nos anciennes coutumes leur confient en partie l'éducation des jeunes, de façon qu'ils apprennent à dire la vérité et à bien travailler.

Wampum à plusieurs fils

Frères,

Nous devons maintenant vous faire part d'un message qui nous a été communiqué par les Delawares de la rivière White, près de Wabash; ils déclarent que leurs terres et le gibier sont très abondants. Ce message s'adresse à l'ensemble des Six-Nations, et nous vous demandons d'en tenir compte.

Wampum à plusieurs fils (retourné ultérieurement par Tekarihoga, parce qu'il n'en comprenait pas le message)

Le chemin est libre; sachez que nous serions heureux de vous recevoir à Buffalo Creek. Comme le temps fait défaut, nous pouvons nous abstenir de manger et de boire ensemble; il vaudra tout autant la peine de se lever et de se serrer les mains.

Wampum à plusieurs fils

Les gens se sont alors mêlés, puis ils ont prononcé les paroles suivantes à l'intention du sous-surintendant.

L'orateur est Tekarihoga.

Frères,

Vous avez été témoins de notre réunion, où il a plu au souverain de ce monde de nous venir en aide. Elle s'est déroulée conformément à nos vœux; nous vous demandons de faire part sans délai à nos frères de l'Ouest du travail que nous avons accompli, et de leur dire que nous irons bientôt les rencontrer, pour exécuter la même cérémonie qui a été convenue au printemps dernier en conseil. Nous vous parlons maintenant comme un même corps, et espérons qu'il nous sera possible de voyager pacifiquement le long des chemins, sans nous exposer à des insultes de la part des habitants, et que vous nous fournirez des vivres pour rentrer chez nous.

Le sous-surintendant général.

Frères,

Pour obtempérer à la demande que vous avez exprimée dans votre discours du 26 avril, votre père, le général Drummond, m'a ordonné d'assister à cette réunion. Je me dois d'exprimer ici la satisfaction que m'inspire tout ce que j'y ai vu: je vous recommande très instamment de ne jamais l'oublier. Le chemin est tracé pour vous tous, et il va tout droit. Lorsque le roi d'Angleterre a conclu la paix avec les Américains, il a bien stipulé de ne soulever aucune difficulté qui risque de faire obstacle aux relations entre ses enfants indiens. Je suis chagriné d'apprendre que les habitants se sont parfois mal conduits envers vous; notez toutefois que vos jeunes gens ont provoqué leur ressentiment par leur mauvaise conduite. Vous demeurez tous sous la protection de votre puissant père le Roi; si votre comportement envers ses enfants blancs est pacifique, il leur sera interdit de vous faire le moindre mal. Des vivres vous seront accordés pour votre voyage de retour. Je couvre maintenant le feu du conseil, et je vous souhaite de retourner chez vous en toute sécurité¹⁹².

L'importance du traité

Ce ne furent pas seulement les Anglais et les Six-Nations qui participèrent à ce traité, mais aussi des nations de l'Ouest comme les Sauks, Foxes et Kickapoos, et des nations du Sud comme les Creeks et les Nanticokes.

Hôte du conseil, William Claus, sous-surintendant général des Affaires indiennes, exécuta la cérémonie des condoléances, qu'il désigna comme une «coutume de *nos* ancêtres», puis recommanda aux nations autochtones de conserver leurs coutumes et manières. Comme il était de tradition dans les conseils de l'Haudenosaunee, la première journée fut remplie tout entière par la cérémonie d'accueil et par des condoléances; la deuxième journée, Claus exposa l'objet de la réunion; enfin, le troisième jour fut consacré à une réponse sur les mêmes points. Comme le voulait la grande loi de la confédération, Tekarihoga, le chef du clan de la Tortue dans le village des Mohawks supérieurs, suspendit le conseil à la nuit tombante.

Ce traité a la particularité de faire une nette distinction entre le rôle des chefs de guerre et celui des *rotiianeson*. Les officiers britanniques traitent avec les chefs de guerre tant que la confédération détient le «tomahawk du Roi», mais les sachems reprennent le pouvoir après que les armes de guerre ont été enfouies.

L'importance du conseil de Burlington Heights tenu en 1815, du point de vue actuel, réside dans les promesses formulées par le sous-surintendant général Claus lorsqu'il prit la parole

(il faut observer que le conseil répond à toutes les stipulations du droit canadien relatives aux «traités»).

- La prime du Roi continuera à vous être versée: cela fait référence aux présents annuels du Roi, promis au traité de Niagara conclu en 1764.
- Vous êtes autorisés à traverser et à retraverser sans encombres: cela porte aujourd'hui le nom de «droit de passage frontalier», c'est-à-dire le droit des nations de traverser librement la frontière entre le Canada et les États-Unis, ce qui concerne aussi bien l'«immigration» que les droits de douane sur leurs biens. Dans l'affaire *La Reine c. Francis*, en 1956, et *La Reine c. Vincent*, en 1992, le gouvernement canadien a soutenu que le traité de Ghent ne réintérait pas les nations autochtones dans leurs droits, mais ne faisait que *promettre* de le faire; or cette promesse, que le Parlement n'a pas ratifiée, ne peut être appliquée ni reconnue par la loi.
- Restauration des droits, possessions et privilèges tels qu'ils existaient en 1811: nul n'a jamais trouvé de liste globale des droits qui existaient en 1811. Du point de vue de l'Haudenosaunee, qui s'est battue aux côtés des Anglais aussi bien durant la Guerre d'indépendance américaine que durant la Guerre de 1812-1814, la question des terres traversées par des frontières a pris plus d'importance que la question de ses droits dans ses démêlés avec la Couronne.
- Rémunération pour les prises de guerre: aucun document d'archives ne laisse supposer que cette question ne fut jamais réglée.
- La ligne frontière: lorsque Tekarihoken fait mention de «l'ancienne ligne frontière», il désigne la ligne convenue par la Couronne et par l'Haudenosaunee à l'occasion du traité de Fort Stanwix en 1768. Les Anglais prétendirent que le roi d'Angleterre ne pouvait transférer aux États-Unis des titres sur des terres dont il n'était pas propriétaire. Les États-Unis, pour leur part, soutinrent que les Six-Nations avaient perdu leurs titres sur les terres, parce que la Guerre d'indépendance les avait réduites à l'état de «peuple conquis». L'Angleterre ne contribua guère à appuyer les droits de l'Haudenosaunee sur ses terres; elle ne se croyait d'ailleurs pas en mesure de le faire, bien qu'elle hésitât à le dire aux représentants de la confédération.

La «cession» de la rivière Grand (1841)

Le territoire des Six-Nations sur la rivière Grand occupe le terrain de chasse au castor que le traité de Nanfan (1701) avait placé sous la protection du Roi, mais où les Mississaugas, de la nation des Ojibways, s'étaient établis dans l'intervalle. La Couronne obtint des chefs mississaugas qu'ils cèdent aux Six-Nations un territoire couvrant six milles de part et d'autre de la rivière Grand, depuis la source jusqu'à l'embouchure. Ces terres furent cédées aux termes de la proclamation de Haldimand, qui remonte à 1784. En 1792, le lieutenant-gouverneur Simcoe délivra un «titre» plus officiel — mais qui amputait un tiers environ du territoire, sous prétexte que les Mississaugas n'avaient pas renoncé à la partie supérieure de la vallée.

Usant de divers artifices, les Blancs s'établirent dans le territoire de la rivière Grand: Joseph Brant accorda à certains des baux, que les tribunaux britanniques annulèrent par la suite; quelques-uns s'établirent sur des terres que le Conseil avait clairement cédées à la Couronne; mais beaucoup d'autres étaient de simples squatters. Au lieu de les expulser, la Couronne décida, pour régler le problème, de convaincre le conseil des Six-Nations de la rivière Grand de céder les terres, de sorte que les squatters puissent les acheter et recevoir un titre en bonne et due forme. Thayendenega (Joseph Brant) a toujours été un personnage controversé. Il n'était pas un *royaner*; on dit qu'il fut un chef de l'Arbre de Paix, et que son peuple le porta au conseil sur le seul critère de son mérite personnel. Selon certains historiens, il aurait été chef de guerre. Il reçut une bonne éducation; ainsi, il traduisit en anglais deux livres de l'Ancien Testament, et rédigea une histoire de la confédération (malheureusement perdue). Anglican fervent, il tenait néanmoins à la préservation des cérémonies traditionnelles. Thayendenega et William Johnson partageaient en fait une même façon de penser: chacun s'efforçait de concilier les intérêts de l'Haudenosaunee et des Anglais, mais, confrontés à un choix, tous deux accordaient la priorité aux intérêts de leur propre peuple. La résidence que Thayendenega bâtit sur la baie de Burlington, dans sa concession personnelle (l'actuel Burlington, en Ontario), fut ouvertement calquée sur Johnson Hall, la résidence de sir William. On trouve encore aujourd'hui la reproduction de cette résidence, à côté de l'hôpital Joseph Brant Memorial, à Burlington.

Lorsque les Mohawks Canajoharies et Scoharies établis sur la rivière Mohawk déménagèrent du côté «canadien» et s'installèrent sur le territoire de la rivière Grand, Thayendenega conclut une série d'ententes compensatrices avec les États-Unis et l'État de New

York. Dans les collectivités mohawk de l'Est à Akwesasne, Kahnawake et Kanesatake, certains estiment que Thayendenega les a sacrifiés par ces «traités».

Suite dans l'encadré suivant

Thayendenega avait un plan à deux volets pour le territoire de la rivière Grand: le premier était ancré dans la conviction que des Blancs s'établiraient inévitablement près de l'Haudenosaunee, ou parmi elle, et que mieux valait, dans ces conditions, choisir les meilleurs voisins possibles. Dans cette optique, Thayendenega et les chefs firent des concessions de terres à des gens qui leur agréaient, qui avaient des compétences utiles ou qui étaient mariés à des membres de l'Haudenosaunee. Le deuxième volet consistait à louer les parties éloignées de la vallée de la rivière Grand: à mesure que la population de l'Haudenosaunee augmenterait, les baux viendraient à expiration et les terres défrichées lui seraient retournées. Mais le plan fut réduit à néant à la fois par le lieutenant-gouverneur Simcoe, dans les années 1790, et par les tribunaux du Haut-Canada dans les années 1820.

Dans les années 1820, on estima que des locataires blancs occupaient plus de 35 000 des quelque 300 000 acres que comptait encore le territoire concédé à l'origine par Haldimand. Mais l'afflux de gens qui aspiraient à devenir propriétaires exploitants dans le Haut-Canada amènerait bientôt une nuée de squatters sur la rivière Grand, région importante sur le plan économique. Cette «squattocratie» était une plaie permanente, en dépit des condamnations rituelles des fonctionnaires et des répudiations des conseils des Six-Nations. Les squatters menaçaient gravement l'ordre et la stabilité, en raison de leur agressivité, et de l'ignorance qu'ils affichaient à l'endroit des règlements régissant le territoire, pour ne rien dire de leurs incessantes spéculations foncières aux dépens des Indiens¹⁹³.

À l'automne 1836, le conseil des Six-Nations de la rivière Grand exigea un nouvel arpentage de toutes les terres non cédées, afin de déterminer ce qui restait. En 1839, la commission royale du juge Macaulay proposa, pour assurer «l'avancement général» de la colonie, d'accorder 200 acres à chaque famille indienne sur le territoire de la rivière Grand (pour un total de 100 000 acres), de réserver une deuxième tranche de 100 000 acres en prévision de l'accroissement de la population indienne, enfin de vendre aux colons les 100 000 acres restantes, au lieu de les leur louer.

Suite du précédent encadré

Ainsi, on peut lire ceci dans *Seven Generations*, manuel scolaire en usage à Kahnawake:

Brant [...] commençait à agir en homme qui a un pied dans le canoë et l'autre dans la barque. Mais il est contraire à la sagesse du «traité au wampum à deux rangs» d'essayer de se conduire à la fois en Onkwehonwe et en Blanc. Durant la Guerre d'indépendance, Brant avait dirigé un fort contingent de Kanienkehaka contre les Américains, au mépris de la volonté exprimée par le conseil des guerriers, la nation des Mohawks et le Grand Conseil [...] Les partisans de Brant qui s'établirent dans la réserve (aujourd'hui réserve des Six-Nations) abandonnèrent leur territoire national; ayant conservé leur citoyenneté mohawk, ils durent par contre renoncer à tous les droits sur les terres qu'ils avaient quittées, et les abandonner aux Kanienkehaka qui habitaient encore à Kanienkeh. En 1798, le gouvernement des États-Unis demanda à Brant de vendre les terres des Mohawks dans l'État de New York — les mêmes terres que les États-Unis étaient censés avoir achetées des sept nations indiennes au Canada. Brant convint de les vendre, pour 500 \$ [...] Après cette première vente frauduleuse, Brant en vint bientôt à vendre des terres dans la réserve des Six-Nations, de même que dans l'État de New York. Il n'ignorait pas que le traité qu'il avait conclu en 1798 était illégal; il décida d'agir à titre individuel, sans que le peuple le sache ou lui en donne le pouvoir (David Blanchard, *Seven Generations*, Kahnawake, École de survie de Kahnawake, 1980, pp. 264-269).

La réalité est plus nuancée: en fait, les Indiens à Kahnawake, Kanesatake et Akwesasne étaient eux aussi éloignés du centre territorial des Mohawks, outre que le territoire de la rivière Grand appartenait à l'Haudenosaunee, si l'on se fie aux termes du traité conclu à Albany en 1701. Enfin, notons qu'au moins quelques *rotiianeson* des Mohawks avaient conféré des pouvoirs à Thayendenega. Il n'était ni traître, ni obtus; les archives révèlent qu'il fit de son mieux à une époque où tout se liguaient contre lui — mais aussi qu'il vécut très à l'aise.

Dès 1840, le territoire de la rivière Grand grouillait de squatters. Le ministère des Affaires indiennes était sans force, et de toute façon se trouvait sous la coupe du Pacte de famille, par l'intermédiaire de son surintendant Samuel Peter Jarvis; ce dernier dut d'ailleurs donner sa démission, dans le déshonneur, lorsqu'on s'aperçut qu'il avait mélangé les fonds des Indiens à ses comptes personnels, de sorte qu'on ne pouvait démêler ce qui était advenu de l'argent. Mais confronté en 1840 à la question des squatters dans le territoire de la rivière Grand, Jarvis en vint à la conclusion qu'il valait mieux obtenir une cession des terres et conférer des titres aux squatters.

L'effondrement de la Grand River Navigation Company plongea les Six-Nations dans une situation plus difficile encore, car les fiduciaires nommés par le gouvernement avaient investi des fonds dans la société. Les chefs des Six-Nations furent confrontés à une crise financière, aggravée par les détournements de fonds dont Jarvis s'était rendu coupable.

Le 27 novembre 1840, le conseil exécutif proposa que les terres déjà cédées sur la rivière Grand soient évaluées et vendues dans les plus brefs délais, qu'une réserve soit établie vers le centre de la région, et que les terres restantes soient cédées, en vue de la vente.

Certains *rotiianeson*, notamment le Mohawk Johnson Kerr, se déclarèrent favorables à une assimilation partielle avec la population blanche de la région; les «tribus du bas» (Onondagas, Sénécas et Cayugas), en aval de la rivière, opposèrent pour leur part plus de résistance aussi bien aux ventes de terres qu'à l'influence des missionnaires chrétiens.

Le 5 janvier 1841, une députation de chefs mohawks présenta une doléance au lieutenant-gouverneur au sujet des squatters; le procès-verbal du conseil exécutif de novembre de l'année précédente fournit la réponse, sous forme de proposition, que donna Jarvis:

Le lieutenant-gouverneur m'a chargé d'informer la députation des chefs de la rivière Grand qu'il a longuement réfléchi au discours qu'ils ont prononcé, spécialement à la partie importante où il est sujet des Blancs qui s'établissent sans permission sur leurs terres.

Le lieutenant-gouverneur est d'avis que toute mesure intermédiaire entre l'expulsion de tous les intrus et la non-ingérence occasionnera d'immenses difficultés, car l'expérience nous enseigne que, quelque désir que l'on ait de faire justice, et quoi que l'on fasse pour ne pas porter atteinte aux intérêts des Indiens, l'intervention de ces derniers a continuellement suscité de nouvelles et interminables difficultés; malgré cela, on demande au gouvernement de se compromettre en accordant ce qui est juste et judicieusement recommandé par les Indiens, ou au contraire ce qu'ils conseillent par pur caprice ou poussés par la corruption.

Le lieutenant-gouverneur estime qu'aucune solution ne sera trouvée à cet état de fait embarrassant et contrariant tant que les terres demeureront en propriété générale, dans des circonstances dont on peut dire, sans en faire reproche aux Indiens, qu'il leur est impossible de gérer le domaine dans l'intérêt général des tribus.

Le lieutenant-gouverneur estime donc qu'il serait sans doute dans l'intérêt des Indiens, et à leur profit, de remettre au gouvernement le territoire tout entier, à l'exception des parties qu'ils choisiront d'occuper en un groupe compact, de sorte que le gouvernement puisse disposer de l'excédent. Le lieutenant-gouverneur recommande fortement qu'ils agissent de la sorte, et choisissent sans tarder une parcelle d'une superficie suffisante pour que chaque chef de famille ou homme reçoive une ferme de 100 ou 200 acres (selon ce qui paraît le plus opportun) des terres de culture les mieux situées sur la rivière, outre une superficie pour le bois de chauffage et les autres nécessités. Il recommande aussi que les Indiens vivent ensemble sur ce terrain, sur les fermes qui leur seraient attribuées, et que le restant du territoire soit cédé, afin qu'on puisse l'aliéner au profit exclusif des Indiens. Le lieutenant-gouverneur estime en outre que les Indiens, quand ils seront établis tous ensemble, n'éprouveront aucune difficulté à empêcher les intrusions, ou à

infliger une punition sommaire à ceux qui persistent à pénétrer par effraction dans leurs terres.

Il n'a aucun doute que le produit de la vente des terres excédentaires, et du bois qu'elles renferment, permettra aux Six-Nations de remettre de l'ordre dans leurs affaires, et profitera durablement à cette partie de la province, car on pourra alors cultiver une vaste étendue de terres de première qualité, qui actuellement non seulement ne profitent nullement aux Indiens, mais leur sont inutiles de toutes les façons; des terres incultes qui, du point de vue du public, font obstacle à l'avancement et à la prospérité des districts où elles sont situées, et constituent en fait un empêchement que le public est en droit de demander au gouvernement d'éliminer.

Le lieutenant-gouverneur estime qu'il est inutile d'exprimer à nouveau le profond désir du gouvernement de la Reine de veiller aux intérêts des Indiens et de gérer leurs affaires dans cette optique; le lieutenant-gouverneur est donc convaincu que les membres de la collectivité des Indiens des Six-Nations seront persuadés qu'il n'aurait pas recommandé de telles mesures s'il n'était pas certain à ses yeux qu'elles étaient les mieux adaptées à leur situation¹⁹⁴.

Quelques jours après, Jarvis rencontra les chefs des Mohawks, pour les assurer que tout Indien qui avait fait des aménagements pouvait les conserver. Le 15 janvier 1841, Jarvis écrit de Sénéca une autre lettre:

Les conversations que j'ai eues avec plusieurs Indiens des Six-Nations depuis mon arrivée m'ayant persuadé qu'ils se sont fait une idée tout à fait inexacte de mon message adressé aux chefs le 5 janvier 1841 concernant les terres des Six-Nations sur la rivière Grand, il m'a paru nécessaire d'apporter les éclaircissements qui suivent touchant le texte promulgué par le gouvernement, et ses intentions véritables, afin de protéger les intérêts légitimes des Indiens.

Le gouvernement est convaincu que l'on contribuerait énormément au bonheur, au confort et à la richesse des Six-Nations en aliénant toutes leurs terres, à l'exception de ce dont ils ont besoin pour leur propre culture et bois de chauffage, afin de leur créer un fonds qui se multipliera; le gouvernement évalue que leur revenu en sera immédiatement porté de 3 000 à 5 000 £ par an.

Dans sa communication du 5 janvier, le gouvernement proposait donc aux chefs et guerriers de céder l'ensemble du territoire, à l'exception des parties où ils décideraient de vivre en groupe, afin que les terres puissent être cédées sans délai au profit des Indiens, et que la situation difficile où ils se trouvaient soit redressée.

Dans sa communication du 5 de ce mois, le gouvernement déclarait également qu'il serait à l'avantage des Indiens de s'établir sur les terres ainsi réservées et mises de côté à leur profit exclusif, et il s'engageait à les protéger contre toute atteinte ou intrusion de la part du Blanc. Mais le gouvernement ne se proposait nullement, quand il a exprimé son opinion aux chefs et proposé la création d'une telle réserve, de contraindre des Indiens à quitter des fermes qu'ils occupent actuellement, s'ils tiennent à y rester; il ne fait que juger convenable de leur assurer un territoire permanent, pour le cas où un Indien souhaiterait de son propre chef aliéner ses aménagements, sous l'autorité du gouvernement, et déménager dans ladite réserve, où un domicile lui serait réservé loin de toute

ingérence du Blanc. Je tiens aujourd'hui à souligner que l'intention n'est nullement d'enlever des terres que les Indiens occupent déjà, ni de jamais leur imposer une telle mesure, mais de ne procéder au déménagement que si l'Indien estime que c'est à son avantage et en exprime le désir. Nous voulons aussi que les Blancs établis actuellement sur le territoire, et qui, dans presque tous les cas, ont été invités et introduits dans les terres par les Indiens eux-mêmes, cessent de pouvoir y vivre sans jamais verser un shilling dans le fonds des Indiens; le gouvernement les contraindra sans délai à y contribuer l'équivalent de la valeur marchande de leurs terres.

Je tiens aussi à signaler que, selon notre plan, aucune entente d'aliénation des aménagements d'un Indien et de déménagement de celui-ci dans la réserve ne saurait être constatée ou autorisée à moins d'être proposée au Ministère à la fois par l'acheteur et par l'Indien; de surcroît, le gouvernement condamnera sévèrement toute pénétration ou intrusion dans la réserve, qu'elle soit ou non approuvée individuellement ou collectivement par les Indiens, et le contrevenant sera aussitôt enlevé et puni conformément à la loi.

Une étude scrupuleuse de la nature des prétentions des Blancs sur les terres qu'ils occupent révèle clairement qu'ils y ont été invités par la vaste majorité des Indiens, lesquels ont reçu de gros montants qu'ils ne seront jamais en mesure de rembourser. D'ailleurs, et en dépit des protestations et demandes de protection que les Indiens adressent sans relâche au gouvernement, celui-ci se trouve à tout moment empêché d'agir par leur conduite même, et par les innombrables et prétendues ventes de leur domaine public; si mes informations sont exactes, ces ventes se sont déroulées non pas seulement durant l'année écoulée, mais aussi depuis une quinzaine de jours — et de la part de certains des chefs et Indiens qui nous adressent aujourd'hui les protestations les plus vives.

Dans de telles circonstances, il n'est ni réaliste, ni dans l'intérêt des Indiens de déraciner plus de 2 000 Blancs (à peu près autant que l'on compte d'Indiens), qui leur ont parfois versé une grosse somme pour leur domicile; ni la justice, ni la politique, ni même une sage appréciation des intérêts des Indiens n'exigent ou ne justifient l'application d'une telle mesure, que l'on ne peut me demander d'autoriser, ni prier le gouvernement de recommander.

On m'informe (ce que j'ai pu moi-même observer) que le plan ci-dessus a reçu l'aval des Indiens les plus intelligents, travailleurs et méritoires; je n'ai quant à moi aucun doute que l'adoption de cette mesure répond à leurs intérêts véritables. Ceux qui s'y opposent doivent donc songer qu'un différend privé au sein du Conseil, quelle que soit son origine, ne peut interdire au gouvernement d'intervenir afin d'appuyer les aspirations des gens travailleurs, ou d'affermir la richesse et la prospérité de l'ensemble des Six-Nations.

Si les Indiens persistent à faire obstacle aux mesures prises dans leur meilleur intérêt, par leurs différends au sein du conseil, et par leur refus d'obtempérer à l'amiable à la volonté du gouvernement, je crains que celui-ci ne soit contraint d'assumer seul (mais bien à contrecœur) la gestion de leurs affaires; en ma capacité de surintendant principal, il m'incombera alors de recommander dès mon retour l'adoption de telles mesures, afin d'éviter que les biens publics des Six-Nations ne soient sacrifiés à l'autel de l'avarice et de la rapacité de quelques particuliers.

J'ai adressé de nombreuses requêtes au gouvernement britannique au sujet des actions détenues par les Indiens dans la Grand River Navigation Company; je crois pouvoir affirmer que des mesures seront bientôt prises pour régler cette affaire à l'avantage des Indiens. Pour conclure, je ne peux que vous réaffirmer que ni le gouvernement, ni moi-même en ma capacité de chef du Ministère n'aurions jamais autorisé une telle proposition si elle ne nous avait semblé, après mûre réflexion, à l'avantage des Six-Nations.

Je recommande donc que les Indiens en conseil donnent au gouvernement l'autorisation d'aliéner, par voie de bail ou autre, et à leur profit exclusif, toutes les terres qu'ils peuvent libérer, exception faite des fermes qu'ils occupent et cultivent à l'heure actuelle, et de 20 000 acres à titre de réserve supplémentaire; je recommande en outre que l'on reporte le choix de cette réserve jusqu'à ce que soit effectué un arpentage général du territoire, qui permettra de faire un choix judicieux, en fonction des intérêts généraux des Indiens et de leurs besoins particuliers.

Je me bornerai à ajouter que lundi prochain, à 13 heures, je vais rencontrer les chefs réunis en conseil à la maison du conseil d'Onondaga, afin d'entendre leur réponse¹⁹⁵.

La deuxième lettre que Jarvis adresse aux chefs apporte quelques éclaircissements, par exemple le fait que les Six-Nations peuvent conserver les terres qu'elles occupent déjà; elle contient aussi des promesses, touchant entre autres le règlement prochain, à l'avantage des Six-Nations, de la question des actions émises par la Grand River Navigation Company (promesse en l'air). Enfin, elle comporte une menace: le gouvernement «interviendrait pour appuyer les aspirations des Indiens travailleurs» si le conseil se refusait à régler la question.

Signée trois jours après la parution de la deuxième lettre, la cession était conçue en ces termes:

Les chefs et guerriers des Indiens des Six-Nations de la rivière Grand, rassemblés en conseil plénier à la maison du conseil d'Onondaga, ce dix-huitième jour de janvier de l'année de Notre Seigneur mil huit cent quarante et un, consentent par les présentes, après mûre réflexion, à la proposition que leur a faite Monsieur Samuel Peter Jarvis, surintendant principal des Affaires indiennes, proposition qui figure dans les documents ci-joints en date du 5 et du 15 janvier 1841, à l'effet que les Indiens cèdent au gouvernement de Sa Majesté les terres sur la rivière Grand qui leur étaient réservées et qui leur appartenaient; ils comptent absolument que le gouvernement de Sa Majesté aliénera les biens des Indiens des Six-Nations au profit exclusif et perpétuel d'eux-mêmes et de leur postérité, moyennant une contrepartie, selon l'esprit et le sens des documents ci-joints, et pour aucun autre objet, pour autant que le gouvernement puisse en juger; étant parfaitement entendu et convenu que le gouvernement de Sa Majesté ne vendra pas en fief simple ni n'aliénera la partie du territoire désignée Johnson Settlement (à l'exception des terres libres qui peuvent être vendues à titre de parcelles urbaines dans le voisinage immédiat de Brantford) sans obtenir au préalable le

consentement des Indiens pour qui ces terres étaient auparavant réservées. Cette cession sera faite conformément à l'esprit et au sens des documents ci-joints, en date du 5 et du 15 janvier 1841 respectivement.

EN FOI DE QUOI nous, Moses Walker, John Smoke Johnson, Skanawati, Kanokaretini, Peter Green, John Whitecoat et Jacob Fish, députés par lesdites Six-Nations réunies en séance plénière pour consentir en leur nom à ce qui précède, avons apposé notre sceau, ce 18 janvier 1841.

Le document semble bien porter les signatures de Moses Walker, Peter Green et John Smoke Johnson; Skanawati, Kanokaretini et John Whitecoat ont apposé leur marque; mais rien n'indique que Jacob Fish a en fait signé ce document.

Dès le début de février 1841, 51 chefs et guerriers signèrent et adressèrent au Gouverneur général une pétition déclarant que la cession avait été effectuée sans consultation et sans autorité, que Jarvis avait mené l'affaire à un tel train que peu de gens s'étaient rendu compte de ce dont il était question.

Pressé par Jarvis, Winniett donna immédiatement l'ordre à un autre fonctionnaire nommé Charles Bain, le sous-gardien des forêts à la rivière Grand, de convoquer à un conseil les chefs mécontents, pour leur demander s'ils avaient véritablement compris et signé la pétition lors d'une réunion qui se serait tenue dans le domaine de McKenzie (J.H. McKenzie, spéculateur foncier). À l'occasion de ce conseil, qui se tint le 16 février 1841, Bain confirma qu'ils l'avaient effectivement comprise, faisant toutefois observer que beaucoup des signataires étaient en fait les «juniors» des Six-Nations. Les chefs déclarèrent en outre qu'ils étaient disposés à céder une partie de leur territoire, mais qu'ils voulaient que le gouvernement rouvre le dossier, pour le motif que les chefs ayant signé la cession avaient agi en leur capacité individuelle, et non en celle de représentants de l'ensemble des Six-Nations. Au surplus, ils soutinrent que l'interprète mohawk à cette occasion, Jacob Martin, avait persuadé deux des signataires (dont l'un était Skanawati, ou John Buck) d'apposer leur signature¹⁹⁶.

L'arpentage débuta en juillet 1841; au même moment, on adressa au Gouverneur général une autre pétition exigeant l'annulation de la cession et la destitution de Jarvis qui, affirmait la pétition, avait refusé d'écouter les autres propositions qu'on lui soumettait, et qualifié les opposants de la cession d'«ignorants, oisifs et vauriens». On ajoutait que deux des signataires n'étaient pas des chefs. La pétition portait la signature de 122 chefs et guerriers.

Dans les années qui suivirent, deux des *rotiianeson* qui signèrent la pétition de juillet 1841, Skanawati et Peter Green, continuèrent à s'opposer sans faiblir à la cession. En 1843, une délégation de chefs, présente à une commission nommée pour enquêter sur les affaires indiennes,

expliqua que Peter Green n'avait pas en fait signé la cession de 1841, qu'en outre les terres qu'on avait promis à Skanawati pour qu'il signe ne lui avaient pas été données, et qu'en conséquence il souhaitait désavouer son premier vote.

En août 1841, une députation de *rotiianeson* alla à Kingston (la nouvelle capitale des provinces unies du Canada) pour se plaindre au sujet de la cession, mais elle fut éconduite par George Vardon, le sous-surintendant général des Affaires indiennes. En septembre, les chefs demandèrent à lord Purdhoë de présenter une pétition à la Reine; il semble toutefois que Jarvis intervint et l'intercepta:

L'accusation d'inobservation des méthodes établies et de précipitation en vue de parvenir aux fins voulues, avec pratiquement aucun respect pour les intérêts véritables des Indiens, est confirmée en ce qui concerne Jarvis (quoi qu'en ait alors dit l'un des signataires principaux) par les réserves émises plus tard par les autres signataires du document de cession. De plus, il est vraisemblable que l'une des signatures — celle de Peter Green — est un faux, comme on l'a prétendu plus tard avec beaucoup de vraisemblance. Pour en rester sur le sujet des signatures, on ne peut d'ailleurs s'empêcher d'observer le faible nombre de signatures ornant un document qui consacre la cession de quelque 200 000 acres (soit un tiers de la cession originale de Haldimand!), alors que les documents de moindre importance portaient le plus souvent une multitude de signatures¹⁹⁷.

Sur la question du nombre de signatures, on peut se reporter utilement aux autres transactions foncières concernant la rivière Grand. Le 20 mai 1796, un don de 2 000 acres est signé par 22 personnes, dont six mères du clan («femmes principales»); 34 signatures accompagnent une transaction, conclue le 13 mars 1809, concernant 4 000 acres; le document constatant la cession d'un peu plus de 50 000 acres, le 8 février 1834, porte la signature de 21 chefs; le 26 mars 1835, quinze chefs signent la cession de terres précédemment louées; une cession de terres dans le canton de Brantford, en date du 2 avril 1835, porte la signature de 26 chefs, dont Skanawati, Peter Green, Kononakeritawi et John Johnson; le 29 août 1837, quelque 17 chefs approuvent et signent la concession de la moitié d'une parcelle; 27 chefs et hommes principaux signent, le 21 février 1840, la concession de 100 acres à Aaron Helmer; enfin, la cession de 247 acres dans le canton de Townsend, le 26 mars 1867, porte 31 signatures.

Dans ces conditions, comment s'expliquer que la plus considérable des transactions foncières dans toute l'histoire du territoire de la rivière Grand compte moins de la moitié des signatures de tout autre acte analogue? Si l'on tient compte des accusations de contrainte, de faux et de désinformation, la cession de 1841 n'en paraît que plus sinistre encore.

Et la suite de l'histoire n'est guère plus reluisante. Ainsi, plusieurs milliers d'acres ne furent jamais vendues, mais passèrent aux mains de l'Ontario, sans indemnisation, pour des considérations juridiques en rapport à la Confédération de 1867. Les négociations pour recouvrer une partie des terres traînent en longueur. Par ailleurs, on compte des douzaines de revendications se rapportant à des ventes de terres occupées par les Six-Nations, et qui à ce titre n'auraient pas dû être comprises dans la cession. D'autres difficultés concernent les terres occupées par des squatters, parfois même par des municipalités, et qui n'ont jamais été payées. Quant à l'argent, il n'a guère apporté la prospérité aux Six-Nations. On n'a jamais rendu de comptes précis à ce sujet, bien que les chefs de la confédération et les conseils de bande élus l'aient souvent exigé. Tous les investissements ont mystérieusement disparu des écritures, depuis les actions sur des ponts en Angleterre jusqu'aux bons de la défense nationale.

Lorsque les terres furent vendues, on retrancha de leur prix les arpentages, la publicité, la rémunération de l'agent des Indiens (dont la commission de 5 % surpassait de beaucoup celle des agents fonciers de l'époque) et un certain «Fonds de gestion des terres indiennes», au nom duquel étaient prélevés 10 % des revenus tirés de l'aliénation de terres des Indiens, pour régler les dépenses du ministère des Affaires indiennes, sans omettre une caisse de retraite pour les Affaires indiennes. Le produit des ventes a parfois servi à apporter des aménagements sur des terres non indiennes. Dans le territoire des Six-Nations à la rivière Grand, comme dans d'autres réserves du sud de l'Ontario, la corruption venait s'ajouter à une administration peu rigoureuse du ministère des Indiens. Les terres étant vendues à tempérament, l'acheteur pouvait parfois exploiter le bois, le vendre et cesser de faire des paiements. Les terres étaient alors revendues à vil prix à des spéculateurs.

Un traité manqué: Dorval (1990)

Historique

Les protestations que les Mohawks de Kanesatake avaient élevées en mai 1990 lorsque la municipalité d'Oka s'était proposée, pour élargir le terrain de golf, d'acquérir la pinède (terrain boisé que les Mohawks considéraient à la fois comme des terres à eux et comme un terrain communal) ont mal tourné.

Le 11 juillet 1990, quand l'escouade anti-émeute de la Sûreté du Québec s'attaque à une barricade dressée par les Mohawks, un officier est tué d'une balle. La police provinciale cerne alors la collectivité de Kanesatake.

En août, les Mohawks de Kahnawake en vinrent à bloquer le pont Mercier, lien vital entre Montréal et la rive sud du Saint-Laurent. La police provinciale encercla cette collectivité et la bloqua elle aussi.

Les négociations entre le Québec, le Canada et les Mohawks étaient dans l'impasse; le 25 août, ce fut la rupture. Ceux qui prétendirent représenter les Mohawks aux premiers stades des négociations, en août 1990, n'étaient ni les conseils de bande élus aux termes de la *Loi sur les Indiens*, ni les représentants de la confédération, mais des porte-parole des «guerriers». En 1786, au traité de Fort Stanwix, les «guerriers» se firent entendre au lieu des *rotiianeson*. Dans les deux cas, les négociations ne pouvaient pas faire long feu, car la situation n'était pas claire du point de vue de la loi de l'Haudenosaunee. De même qu'à Fort Stanwix, enfin, la validité de la convention conclue à Montréal avec les guerriers allait être immédiatement remise en question.

Le gouvernement du Québec invita l'Haudenosaunee à participer, en la personne de Thadadahoh (Leon Shenandoah), mais il fallut attendre, pour que la confédération s'en mêle, que le Grand Conseil prenne une décision en réponse à un appel de Tekarihoken (Samson Gabriel).

Les négociateurs de l'Haudenosaunee arrivèrent à Montréal le 27 août, pour voir s'ils parviendraient à conclure une entente qui lèverait les obstacles à la paix. Les pourparlers se tinrent au Dorval Hilton, près d'un des aéroports de Montréal.

On reprocha aux négociateurs de l'Haudenosaunee de traiter directement avec un gouvernement provincial au lieu d'avec le gouvernement du Canada; ils rétorquèrent que les pistolets braqués sur les Mohawks étaient sous l'autorité du Québec, et qu'il était donc nécessaire, du point de vue pratique, de traiter avec la province.

En 1701, les Anglais firent grief aux négociateurs de l'Haudenosaunee d'avoir traité directement avec les Français. La confédération répliqua que les prisonniers de l'Haudenosaunee étaient aux mains des Français, et que, si les Anglais ne pouvaient obtenir leur libération, la confédération n'aurait d'autre choix que de négocier avec les Français.

Deux ou trois semaines avant que le Grand Conseil n'approuve la participation de la confédération, le conseil des Onéidas envoya des délégués aux côtés des Mohawks. Durant l'été de 1990, les représentants des Onéidas semblèrent à plusieurs reprises adopter des positions et des raisonnements différents de ceux du reste de la confédération.

Au cours de la Guerre d'indépendance américaine, les Onéidas, et les Tuscaroras jusqu'à un certain point, se rangèrent aux côtés des États-Unis, tandis que le reste de la confédération adopta une neutralité favorable aux Anglais. La situation était confuse, car la loi de l'Haudenosaunee permet aux individus de prendre des initiatives militaires. L'adhésion des Onéidas à la cause américaine avait divisé la confédération et engendré des rancunes; malgré cela, les représentants de la confédération s'efforcèrent, dans les traités de 1786 et de 1794, de maintenir une façade unie, tandis que de leur côté les États-Unis tentaient de tirer parti de cette scission.

Le Québec était représenté par John Ciaccia, ministre des Affaires internationales, qui cumulait le poste de ministre délégué aux Affaires autochtones. Ottawa envoya Roger Gagnon, sous-ministre adjoint des Affaires indiennes. Les négociateurs de l'Haudenosaunee comprenaient Deskahe (Harvey Longboat), Sosistowahs (John Mohawk), Ganoegedaweh (Bernard Parker), Tekarihoken (Samson Gabriel), Joagquisho (Oren Lyons), Arihote (Curtis Nelson) et Kayanesenh (Paul Williams).

Les parties dressèrent une liste de questions à résoudre pour apporter la paix dans les collectivités des Mohawks, tant à court qu'à long terme. Au cours des deux jours qui suivirent, ces questions furent traitées dans une convention qui subit de nombreuses retouches à mesure qu'on approchait de la version définitive.

La confédération visait un double objectif; tout d'abord, chercher à trouver les causes des troubles plutôt que les symptômes; en deuxième lieu, ramener la paix à Kahnawake, à Kanesatake et aux communautés avoisinantes.

Le maintien ou le rétablissement de la paix a toujours formé la trame des traités que l'Haudenosaunee a conclus avec la Couronne. C'est la paix qu'on chercha à instaurer en 1768 et en 1786, dans les traités de Fort Stanwix fixant les frontières; en 1795 et en 1815, après les

guerres avec les États-Unis; quand furent conclues la paix de Montréal en 1701, et celle de Kahnawake en 1760.

Quant à l'idée de traiter les causes plutôt que les symptômes, elle est tirée de la *Kaianerekowa*, c'est-à-dire de l'obligation, pour les *rotiianeson*, de prévoir sept générations plus loin.

Les négociations étaient très tendues, car on avait informé les parties qu'elles devaient aboutir dans les 48 heures; à défaut, les Forces armées canadiennes occuperaient les deux collectivités.

Les représentants de la confédération identifièrent 15 problèmes, dont certains perdirent toute pertinence au fil des trois semaines qui suivirent, par exemple le retrait des forces armées et le dégagement des voies et des ponts. Voici le libellé de la dernière version de la convention, à la mi-septembre 1990:

ATTENDU que les parties à la présente convention souhaitent régler plusieurs problèmes d'intérêt mutuel se rapportant aux collectivités de Kahnawake et de Kanesatake;

ATTENDU que les parties désirent en outre rétablir la paix parmi leur peuple et dans leurs terres;

ATTENDU que la confédération et la Couronne entretiennent de longue date des relations cordiales, par le biais de traités ou autres, relations qu'elles souhaitent reconnaître et maintenir;

POUR CES MOTIFS, LES PARTIES À LA PRÉSENTE CONVENTION CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. Les terres à Kanesatake

a) Régime foncier

Le Canada doit se porter acquéreur des terres (environ 97 acres) à Oka, dont le titre sera remis aux Mohawks, c'est-à-dire qu'elles appartiendront aux Mohawks de Kanesatake.

Les terres peuvent être utilisées sans la moindre restriction, bien que les gens de Kanesatake s'engagent de leur propre gré à maintenir la pinède dans son état naturel.

b) Comité mixte de planification

Les parties doivent désigner un Comité mixte de planification, composé de six membres, dont l'un nommé par le Canada, deux par le Québec et trois par les habitants de Kanesatake. Le Comité doit étudier les questions d'utilisation des terres et de permis de construction pour les Mohawks dans la municipalité d'Oka, puis, dans les trois mois de la ratification de la présente convention, préparer et présenter aux parties les solutions qu'il préconise aux problèmes de morcellement, de permis de construction et de juridiction à Oka et à Kanesatake.

2. *Droits fonciers des Mohawks de Kanesatake*

Pour ce qui concerne les droits détenus par Kanesatake sur les terres ou territoires au Québec, les parties s'engagent à mettre sur pied un processus, fondé sur la justice et l'équité, régi par un code de procédure. Il convient d'examiner les droits et revendications des Mohawks à la lumière non seulement des «obligations légales» découlant des lois du Canada et du Québec, mais aussi de la notion de traitement juste et honorable. Une entité impartiale et indépendante doit être créée pour permettre aux parties de trouver des solutions rapides et efficaces, de manière à donner force exécutoire aux actes et à la bonne foi des parties aux revendications territoriales et au droit foncier; ces recours comprennent l'arbitrage non exécutoire des questions qui sont dans une impasse.

Les parties s'engagent, dans les trois mois de la conclusion de la présente convention, à établir un code de procédure pour les revendications territoriales ou droits fonciers, et à nommer conjointement une entité impartiale et indépendante.

3. *Maintien et rétablissement de la paix*

Les parties souhaitent vivement rétablir la paix dans les collectivités de Kahnawake et de Kanesatake, et s'engagent à mettre sur pied une force de maintien de la paix dans la collectivité.

Les parties reconnaissent avoir institué, dans chaque collectivité, des comités ayant pour fonction de contrôler le maintien de l'ordre et de la paix, et de contribuer à créer une force mohawk de maintien de la paix.

Le retrait des forces armées doit être graduel, et effectué de manière à assurer la sécurité de tous.

Le comité ci-dessus sera tenu de contrôler et de superviser le rétablissement de la paix, ainsi que de transmettre régulièrement aux parties des rapports écrits sur les progrès qui sont réalisés.

Le Comité doit avoir l'autorité de faire appel à d'autres organismes de maintien de la paix pour entretenir cette paix et cette protection.

4. *Protection et poursuites contre des individus*

Les parties à la présente convention partagent les convictions et objectifs qui suivent:

- il faut garantir la sécurité de quiconque est détenu par un service de police;
- il convient d'établir un processus équitable pour déterminer les responsabilités en matière criminelle;
- il faut assurer l'intégrité des procès criminels.

L'Haudenosaunee avait demandé tout d'abord que l'on nomme des personnes neutres pour dresser un rapport sur les actes susceptibles de donner lieu à des poursuites, mais le Québec soutint que rien ne devait entraver la liberté d'action de son procureur général devant les tribunaux. Les conditions ci-dessous furent convenues le 16 septembre 1990, après que les Forces armées canadiennes eurent occupé les deux collectivités. L'adhésion du Québec était toutefois conditionnelle, c'est-à-dire soumise à l'approbation des gens qui se trouvaient dans le centre de traitement à Kanesatake. Or les Forces armées en barraient l'entrée, ce qui interdisait toute possibilité d'expliquer la convention, de l'examiner ou de l'approuver.

Pour assurer le respect de ces convictions et objectifs, le Québec convient de ce qui suit:

a) Détenus

Toute personne détenue en conséquence des incidents survenus à Kahnawake et Kanesatake pourra sur-le-champ appeler un avocat, au moyen d'une ligne téléphonique disponible à cette fin 24 heures sur 24. Un détenu ne sera pas interrogé avant qu'on ait pris contact avec un avocat. Le Québec établira et paiera un groupe d'avocats afin d'appliquer les dispositions du présent alinéa.

b) Dispositions touchant les détentions

Toute personne détenue par les Forces armées canadiennes ou la Sûreté du Québec, en conséquence des incidents survenus à Kahnawake et à Kanesatake, sera (tant qu'elle est détenue et ne comparaît pas devant les tribunaux) incarcérée sur la base des Forces canadiennes à Farnham, à moins qu'elle ne consente à d'autres conditions par écrit et en présence de son avocat. Toutes les autres dispositions de la convention portant sur les accusations et procédures criminelles s'appliqueront également aux détenus arrêtés au centre de traitement.

c) Autres droits et défenses

Nulle disposition de la présente convention ne doit être interprétée comme dérogeant à un droit ou à une défense dont peut se prévaloir quiconque est détenu ou accusé d'une infraction, ou comme annulant ces droits ou défenses.

d) Procureur spécial de la Couronne

Le procureur général du Québec doit nommer un procureur spécial de la Couronne (ci-après «procureur spécial de la Couronne») qui s'occupera personnellement de toutes les accusations criminelles portées à la suite des incidents survenus à Kanesatake et à Kahnawake; la personne nommée ne peut avoir été au service du gouvernement du Québec ou de celui du Canada, et ne peut pas non plus être citoyenne d'une des nations de l'Haudenosaunee.

Dans l'exercice de ses fonctions, le Procureur spécial de la Couronne détient tous les pouvoirs et attributs d'un procureur de la Couronne; il lui est aussi loisible de choisir le personnel nécessaire pour s'acquitter de ses fonctions. Le Québec paie le salaire et les dépenses de ce personnel, qui est choisi par le procureur spécial de la Couronne.

Sous réserve des prérogatives du Procureur général, il appartiendra exclusivement au procureur spécial de la Couronne, pour tout incident en rapport aux événements survenus à Kahnawake et à Kanesatake de mai 1990 à septembre 1990 inclusivement, de déterminer l'opportunité de porter des accusations criminelles, ainsi que la nature de ces accusations et les modalités des poursuites engagées.

L'une des responsabilités du procureur spécial de la Couronne est de veiller à ce que les procès se déroulent selon des critères de stricte justice, et que l'on s'abstienne d'engager un procès dans des situations où le manque d'équité est un risque véritable.

Si un mandat d'arrestation est lancé, ou doit l'être bientôt, pour un acte (autre qu'une lésion corporelle) se rapportant à l'érection des barricades à Kanesatake et à Kahnawake, les forces de police ne peuvent exécuter ce mandat avant que le procureur spécial de la Couronne ne l'ait étudié, et doivent alors l'exécuter conformément à ses directives.

Le Procureur spécial de la Couronne doit remplir ses fonctions à l'abri de toute ingérence ou participation politique; aucun procureur de la Couronne, autres que ceux sous sa supervision, ne peut prendre de mesures relativement aux accusations décrites dans la présente clause.

La situation n'était pas sans précédent: dans les jours qui suivirent la Crise d'octobre 1970, un tel procureur avait exécuté les responsabilités du Québec envers les détenus; à cette occasion, son indépendance vis-à-vis du pouvoir politique avait semblé constituer un facteur

d'équité. Il semble que, 20 ans plus tard, ce même procureur était prêt à reprendre ses fonctions dans le cadre de la crise mohawk.

5. *Armes*

Après identification de leur marque et de leur type, les armes que détiennent les individus dans le centre de traitement à Kanesatake seront placées dans un contenant scellé, qui demeurera scellé, sous la garde des Forces armées canadiennes, jusqu'à ce que la confédération les détruise d'une manière telle que les autres parties puissent vérifier le fait.

La confédération et les Mohawks de Kanesatake et de Kahnawake doivent, dans les trois semaines de l'entrée en vigueur de la présente convention, détruire les armes que le Code criminel du Canada prohibe ou autorise à usage restreint, et qui sont alors entre les mains des Mohawks (et non des gardiens de la paix); elles doivent être détruites d'une manière telle que les autres parties puissent vérifier le fait.

Il n'était pas question de «rendre» les armes, mais plutôt, conformément aux traditions de la confédération, de les enfouir au plus profond de la terre, d'où elles ne reparaîtraient jamais à la lumière du jour. La confédération semblait ainsi demander au Québec et au Canada: «Voyez de quelle étoffe nous sommes faits; voici le sort que nous réservons à nos armes une fois que la paix est restaurée. Qu'allez-vous faire de vos armes?»

6. *Secours*

Les habitants de Kahnawake et de Kanesatake ont droit aux programmes de secours gouvernementaux, au même titre que les autres gens.

Depuis 1990, le gouvernement canadien offre aux résidents non mohawks d'Oka et de Kanesatake un secours d'un genre inédit: il les indemnise pour la baisse des valeurs immobilières attribuable aux troubles. Le Canada n'a pas offert aux Mohawks ce même type d'indemnisation.

7. *Réconciliation*

L'expérience des deux derniers mois a perturbé la paix de plusieurs collectivités. Les parties s'engagent donc, pour rétablir la paix et les bonnes relations, à réparer dans la mesure du possible le préjudice causé aux rapports personnels.

Les parties à la présente convention doivent s'efforcer de fournir du counselling à ceux qui ont traversé l'expérience traumatisante des deux derniers mois.

Les coutumes de la confédération veulent qu'une cérémonie purge l'esprit de ceux qui ont connu l'affliction, la colère, ou un autre obscurcissement de leur esprit. Une cérémonie va donc être tenue pour les collectivités de Kanesatake et de

Kanesatake, et pour leurs voisins, avec la participation des représentants du Canada et du Québec, s'ils le désirent.

8. *Indépendance économique*

Les parties reconnaissent que les troubles résultent pour une part de l'absence d'une économie viable et autosuffisante dans les collectivités de Kahnawake et de Kanesatake.

Les parties s'engagent par les présentes à engendrer une croissance économique viable dans ces deux collectivités.

9. *Relations et alliances*

Sont reconnus par les présentes les rapports amicaux, par voie de traités ou autres, qu'entretiennent de longue date la confédération et la Couronne.

Il est entendu que cette reconnaissance ne doit pas être interprétée comme une atteinte aux titres ou au mode de propriété des terres.

Le Québec et le Canada s'engagent à rétablir des relations convenables avec la confédération, ce qui comporte l'adoption par les deux parties de méthodes de règlement à l'amiable des différends.

10. *Conformité*

L'année qui suivit 1990, le gouvernement canadien étudia en fait la possibilité de rétablir et d'affermir les relations avec la confédération; l'un des préparatifs à cet égard consista à confier à plusieurs personnes la réévaluation des relations par traités entre la confédération et la Couronne. Ce travail fut laissé en plan en 1992, lorsque le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien décida de renoncer à cette. Les parties doivent nommer un comité de conformité, composé d'une personne désignée par chacune des parties, qui adressera à celles-ci des rapports d'étape sur l'application de cette convention. Le rapport doit être présenté aux parties trois mois après la signature de la convention, puis neuf mois et quinze mois respectivement après cette date. Le comité recommandera les mesures à prendre pour que l'esprit et l'intention de la convention soient intégralement respectés.

11. *Gouvernement interne de Kanesatake*

Les parties aux présentes reconnaissent aux Mohawks de Kanesatake leur droit inhérent de déterminer leur gouvernement intérieur et de choisir leurs représentants en toutes circonstances.

12. *Entrée en vigueur*

La présente convention entrera en vigueur dès qu'elle portera la signature du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, du ministre québécois des Affaires autochtones, d'un *royaner* de chacune des nations de la confédération, et des membres des collectivités de Kahnawake et de Kanesatake.

13. *Neutralité de la convention sur la question de la souveraineté*

Les dispositions de la présente convention ne peuvent être interprétées comme une admission, de la part du Canada ou du Québec, de la souveraineté de la confédération ou de la nation des Mohawks, ni comme une renonciation ou une modification de la position de la confédération ou de la nation des Mohawks à l'égard de cette question.

À l'origine, la clause prévoyait qu'aucune des parties n'admettait ou ne niait la souveraineté de l'autre, par le simple fait de conclure une convention. Mais deux jours plus tard, le gouvernement canadien s'aperçut qu'il accordait peut-être au Québec un degré de souveraineté que le reste du Canada jugerait inacceptable, surtout si la convention bénéficiait d'une protection constitutionnelle aux termes de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.

Il restait une question à régler: le gouvernement provincial croyait nécessaire de poursuivre les gens impliqués dans des actes criminels. Estimant qu'il fallait à tout prix que les poursuites et procès se déroulent dans la plus stricte équité, l'Haudenosaunee proposa que les parties nomment des personnes à qui il appartiendrait à la fois de déterminer les actes susceptibles d'entraîner des poursuites et d'assurer l'équité des procès. De leur côté, les représentants provinciaux affirmèrent qu'ils refuseraient toute mesure de nature à entraver les prises de décisions de leur procureur général.

Plusieurs événements se produisirent avant que la question ne soit réglée. Parvenu à ce stade, le 28 août, tout semblait se dérouler pour le mieux; quelques points restaient en suspens, mais les négociations allaient bon train. Certains négociateurs principaux de l'Haudenosaunee jugèrent alors qu'ils ne risquaient rien s'ils rentraient chez eux pour s'occuper de problèmes urgents. Quelques heures à peine après leur départ, les négociations achoppèrent. Les gouvernements fédéral et provincial adoptèrent de nouvelles positions inflexibles; l'armée canadienne avança. Le peuple de Kanesatake était pris en otage.

Selon le procès-verbal dressé par Joseph Brant lors du traité de fort Stanwix, en 1784, la première journée des négociations officielles se déroula fort bien; le lendemain, les négociateurs de la confédération consacrèrent la journée à formuler une réponse qui, selon eux, mènerait à une

paix durable. Là encore, des négociateurs principaux partirent après que la confédération eut formulé sa réponse. Le lendemain, après que l'Haudenosaunee eut donné sa réponse conciliante, les négociateurs des États-Unis adoptèrent une nouvelle position intransigeante. Les jeunes hommes laissés en charge des négociations furent contraints de signer un traité humiliant et incomplet; au surplus, plusieurs d'entre eux furent détenus à titre d'otages.

Les Mohawks de Kahnawake arrivèrent, porteurs d'une «nouvelle» position; or il s'avéra qu'il s'agissait simplement d'un exemplaire redactylographié du document qui avait provoqué l'écroulement des négociations quelques jours auparavant. Ils annoncèrent que c'était leur position dans le débat, ce qui provoqua de la colère et de la confusion parmi les Mohawks qui assistaient aux négociations.

Roger Gagnon, qui venait de consacrer deux jours à éplucher chacune des clauses de la convention, annonça subitement qu'il n'était qu'un simple observateur, qu'il ne parlait pas et n'avait jamais parlé au nom du Canada; il ajouta que le Canada exigeait que toute convention comporte une clause précisant qu'il ne s'agissait pas du règlement d'une revendication territoriale aux termes de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, parce que, expliqua-t-il, la convention traitait de questions territoriales à Kanesatake; or le règlement d'une revendication territoriale aux termes de l'article 35 jouirait d'une protection constitutionnelle et serait enchâssée dans la Constitution.

Les représentants de l'Haudenosaunee firent valoir que le Canada ne devait craindre l'enchâssement d'une convention que s'il comptait l'invalidier par la suite; ils ajoutèrent que le sous-ministre adjoint ne pouvait raisonnablement demander aux gens de croire qu'il n'avait pas parlé au nom du Canada les deux jours précédents.

Les Mohawks de Kanesatake démantelèrent leur barricade sur le pont Mercier. Un peu plus tard, le gouvernement canadien manifesta une éphémère volonté de traiter avec la confédération «véritable»; or plusieurs groupes se déclaraient les représentants légitimes de l'Haudenosaunee, et pour sa part le Canada ne pouvait différencier entre eux. Cela marqua la fin des négociations avec le Canada.

Comme l'a exprimé un siècle plus tôt le chef William Jacobs, dans une lettre au ministre Joseph Howe, «la broussaille a envahi l'espace entre nous, au point que nous sommes désormais incapables d'entendre l'autre.» Après avoir ignoré la confédération pendant plus d'un siècle, le

Canada se révélait incapable d'identifier les porte-parole véritables de l'Haudenosaunee. Une possibilité de paix venait de disparaître dans le brouillard de la confusion.

La combinaison de trois forces distinctes, déterminées à faire obstacle à tout traité qui ne répondrait pas à toutes leurs attentes, eut pour résultat d'empêcher la conclusion d'un traité quelconque.

Les Forces armées canadiennes pénétrèrent dans Kahnawake et Kanesatake. À Kanesatake, certains battirent en retraite dans le centre de traitement, où l'armée les assiégea plusieurs semaines d'affilée. Les procès politiques qui ont fait suite à la Crise d'Oka n'ont donné lieu à aucune condamnation criminelle; quelques accusations portant sur des voies de fait et des armes ont valu des emprisonnements aux coupables.

Analyse

Ce qui s'est produit à Dorval n'est pas la conclusion d'un traité, mais bien plutôt un pénible ramassis d'ironies et d'échos du passé.

Certains dans la confédération soutinrent qu'il ne fallait pas négocier avec le Québec, qui n'est pas à proprement parler une nation, mais uniquement avec le Canada. Les négociateurs de l'Haudenosaunee rétorquèrent que ceux qui braquaient des pistolets sur les habitants de Kanesatake et Kahnawake étaient sous l'autorité du Québec, et que les négociations visaient un but pratique.

En 1990, les mesures à adopter à l'encontre de ceux qui avaient pris les armes à Kanesatake posèrent un problème épineux; la confédération estimait qu'il fallait, pour réaliser la paix, que les deux côtés s'efforcent de faire une croix sur beaucoup des actes commis à cette occasion, exception faite de quelques actes indubitablement criminels plutôt que politiques, qui devaient faire l'objet d'arrangements spéciaux. Le gouvernement du Québec se montra moins enclin à l'oubli et au pardon.

À peu près exactement deux siècles plus tôt, dans les articles de capitulation des Français à Montréal, en août 1760, la Couronne britannique déclara que «les sauvages ou alliés indiens de Sa Majesté très-chrétienne (le roi de France) conserveront les terres qu'ils occupent et ne seront pas punis pour avoir pris les armes contre le roi d'Angleterre.» Il est ironique d'observer que les peuples de Kahnawake et de Kanesatake furent à différentes époques alliés du roi de France. Il s'est révélé plus facile de traiter des questions d'armement en 1760 qu'en 1990.

Pour une part, les Québécois ont voulu prendre une revanche sur leurs anciens ennemis, les Iroquois; ils ignorent que les peuples cernés par leur police furent leurs fidèles alliés durant la plupart des années de guerre [...]

La confédération dans son ensemble ne réagit que lentement à la situation à Kanesatake. Cela créa un vide relatif; le conseil des Onéidas envoya des délégués pour aider le peuple à Kanesatake, en même temps que les «guerriers» décidaient de prendre la tête du mouvement. Dans la confusion qui s'ensuivit, le Canada et le Québec se déclarèrent parfois incapables de démêler qui parlait vraiment au nom de l'Haudenosaunee.

Gardiens de la porte est de la maison de la confédération, les Mohawks ont souvent été les premiers à perdre leurs terres, à riposter, à subir les coups les plus durs et à en porter en retour. On ne s'étonnera donc pas que la violence sur les questions territoriales ait commencé chez eux. Confrontées à une violence interne et externe, les institutions de l'Haudenosaunee, déjà aux prises avec des problèmes d'effritement et des assauts répétés, ne réagirent que lentement. L'aspect géographique, c'est-à-dire la dissémination des collectivités sur des centaines de milles, continuait à faire obstacle à des réunions prolongées. Parfois, les Onéidas ont agi en cavalier seul, que ce soit pour saisir l'initiative, par frustration ou par esprit de contradiction, suivant l'identité de celui qui explique leurs actions; mais ils ont fait ainsi plusieurs fois, à des moments critiques de l'histoire de l'Haudenosaunee, surtout dans leurs rapports avec les États-Unis. De même, la friction entre guerriers et *rotiianeson* remonte à loin, reflétant l'impatience qu'inspirent chez le jeune les manières posées du vieux, et son désir de liquider par la violence ce que l'ancien préférerait régler par la diplomatie.

L'incapacité de comprendre ou d'identifier les porte-parole véritables de l'Haudenosaunee n'est pas entièrement sincère de la part du Canada. Il est toutefois ironique que le Canada, qui a cherché pendant près d'un siècle à détruire les institutions de l'Haudenosaunee, soit aujourd'hui incapable de s'expliquer à lui-même qui serait en mesure de faire la paix.

À la suite de la crise de 1990, le Grand Conseil de l'Haudenosaunee mit sur pied un Comité des relations extérieures, pour examiner les questions qui s'étaient posées. À plusieurs reprises, le Comité a demandé de rencontrer le gouvernement canadien. Thomas Siddon, ministre des Affaires indiennes, accepta tout d'abord de le voir en août 1991 sur le territoire de la rivière Grand, mais il annula la réunion quelques jours avant la date prévue. Ottawa a désormais pour position officielle de refuser toute rencontre avec les représentants de la confédération, à moins que *tous* les conseils de bande élus ne lui donnent des instructions à cet effet; tous les conseils

élus, sauf un, ont obtempéré, mais le Canada persiste à refuser de traiter directement, officiellement ou officieusement, avec l'Haudenosaunee.

Trois ans plus tard, aucune des questions qui figurent dans la convention manquée d'août 1990 n'avait trouvé de solution.

PARTIE IV La chaîne ternie Le ruisseau pollué

Les belles promesses s'évanouissent Alors que le soleil est encore haut

Actuellement, les relations entre la Couronne du Canada et les Haudenosaunee ne reflètent ni la chaîne d'alliance ni le wampum à deux rangs.

Non seulement la Couronne ne reconnaît pas les lois et le gouvernement haudenosaunee, mais elle continue même à s'efforcer de dominer ou de détruire ce peuple.

Elle le fait en partie en établissant et en appuyant des gouvernements qui ne respectent pas la Grande Loi et qui, à cause de leur nature provisoire et antagoniste, ont créé des divisions et de l'amertume au sein des collectivités.

Les nombreuses questions liées aux droits fonciers, que le Canada nomme «revendications» ou «griefs», ne sont toujours pas réglées. Il n'y a guère de processus justes ou efficaces qui permettraient de les régler.

Parce que la loi et le gouvernement des Haudenosaunee n'ont pas été reconnus, les institutions sociales au sein des collectivités se sont détériorées, et le Canada a délibérément encouragé la dépendance vis-à-vis de ses propres lois et institutions, au détriment du peuple. Faute d'une économie saine dans les collectivités haudenosaunee, d'autres pratiques économiques ont vu le jour qui nuisent aux collectivités, créent des déséquilibres entre le pouvoir économique des personnes, menacent toutes les institutions politiques et violent tant la loi canadienne que la loi naturelle. Ceux qui contreviennent à la loi canadienne le font sous prétexte de souveraineté haudenosaunee et ils peuvent poursuivre leurs activités illégales parce que le Canada refuse de traiter avec le gouvernement légitime des Haudenosaunee.

L'affrontement de 1990 a mobilisé le tiers de l'armée canadienne. Il a coûté au Canada et au Québec des centaines de millions de dollars. À une époque où le Québec devrait s'enorgueillir de sa place dans le monde, il a présenté à ce gouvernement le reflet du racisme de son peuple.

Les pertes de 1990 auraient pu être acceptables si le peuple en avait tiré les leçons qui s'imposaient. Mais rien de ce qu'ont fait les gouvernements depuis ne permet de penser que quelque chose a changé.

Introduction

Vieilles de plus de trois siècles, les relations entre l'Haudenosaunee et la Couronne sont fort complexes; elles reposent sur des processus, modes d'expression et comportements employés constamment, sur plusieurs générations, à l'occasion de conseils tenus régulièrement dans le cadre des traités.

Les deux principaux symboles de ces rapports sont le wampum à deux rangs et la chaîne d'alliance en argent. Tous deux sont conformes à la grande loi de la paix de la confédération, et supposent le respect de la régie interne de chaque nation membre de la ligue; tous deux enfin sont une promesse de protection mutuelle. Le wampum à deux rangs met en évidence le caractère distinct des lois et gouvernements de chacune des parties, tandis que la chaîne d'alliance fait ressortir l'étroitesse des liens qui les unissent. Ces dernières années, probablement en conséquence des empiétements de la Couronne sur les droits de l'Haudenosaunee, le wampum à deux rangs prend le pas sur la chaîne, comme élément principal de notre légitime défense. En réalité, cet emblème figure tout autant la proximité que l'éloignement, de même que la chaîne de l'alliance peut aussi bien mettre en relief l'intégrité de ses chaînons constitutifs, qui forment des cercles indépendants. La langue mohawk n'a pas d'équivalent exact du mot français «traité» (ou *treaty* en anglais); ce mot, qui dérive du verbe «traiter» et garde une trace de son origine commerciale, est généralement rendu en langue mohawk par *Kayanere*, mot dépourvu d'une telle connotation, et qui s'apparente plutôt à «loi», «ligue», «union» et «bien». Le rassemblement des nations dans le giron de l'Haudenosaunee visait à instaurer l'entente, l'harmonie, la force mutuelle, et une plus grande cohésion. Chacune des parties contribua son patrimoine particulier au processus d'établissement des traités. Des différences se font jour jusque dans le sens des termes employés pour décrire ce processus.

Depuis un siècle et demi, la Couronne sape les principes qui sont à la base du wampum à deux rangs et de la chaîne d'alliance en argent. Elle ne tarda pas à oublier les promesses

contenues dans ses propres traités après que la confédération eut cessé de constituer une ligne de défense entre les Anglais et les Français, puis entre les Canadas et les États-Unis.

À notre époque, le gouvernement fédéral refuse le plus souvent de s'admettre lié par les obligations de la Couronne envers l'Haudenosaunee; il soutient en outre que ces relations n'ont jamais équivalu à l'admission de la nature souveraine de la confédération. Les rapports se sont effrités sous plusieurs angles. La présente partie a pour objet de relater et de décrire cet dégradation.

L'effritement vient de plusieurs sources: lois édictées par Ottawa et par les provinces, jurisprudence, politiques et mesures adoptées par les gouvernements du Canada et des provinces. Le système politique canadien contient une branche législative, une branche judiciaire et une branche exécutive. Les mesures prises résultent de l'action combinée des sources d'effritement et des pouvoirs des trois branches. Un effritement est également observable du côté de l'Haudenosaunee, à mesure que les peuples et les valeurs changent, et que les gardiens des valeurs traditionnelles disparaissent.

Ainsi, des lois furent délibérément utilisées pour diminuer les promesses faites à l'Haudenosaunee au milieu du XVIII^e siècle à l'effet que la Couronne ne prendrait jamais de terres, sauf si l'Haudenosaunee y consentait en conseil plénier. On en arriva, dans les années 50, à une *Loi sur les Indiens* qui décrétait qu'une minorité, même infime, était considérée comme une majorité dès lors qu'elle votait en faveur d'une cession territoriale: le 27 juillet 1957, il fut considéré que 30 votants — soit moins de 1 % des 3 600 électeurs admissibles — constituaient une majorité des Six-Nations de la rivière Grand à des fins de cession territoriale. Lorsque les représentants de l'Haudenosaunee remirent en doute la légalité d'un tel procédé, dans l'affaire *Logan c. Styres*¹⁹⁸, les tribunaux en conclurent qu'«il est peut-être injuste ou arbitraire que le Parlement canadien s'immisce dans leur système de gouvernement interne [...], le Parlement est néanmoins autorisé à prendre des dispositions touchant la cession de terres de réserve.» Observant que le Gouverneur général en conseil pouvait malgré tout annuler la cession, le juge nota qu'«il est difficile de concevoir les avantages que les Indiens des Six-Nations peuvent retirer de la cession des terres en cause.» Le tribunal conclut en outre que les Six-Nations de la rivière Grand étaient non pas les «alliées» mais les «sujets» de la Couronne, statut qu'elles avaient acquis lors de leur établissement sur les terres de la rivière Grand. Le troisième effritement, en l'occurrence la politique gouvernementale, se produisit lorsque le gouverneur en conseil

(c'est-à-dire en réalité le cabinet fédéral) accepta la cession, avant que le ministère des Affaires indiennes ne vende les terres. À chacune des étapes (soit le Parlement, les tribunaux et le gouvernement), il fallut choisir entre le juste et le possible; le Canada opta pour le possible, à son propre profit.

La coordination entre les trois volets du gouvernement n'est pas toujours parfaite; lorsque par exemple l'exécutif décida en 1987 de poursuivre des chasseurs membres de l'Haudenosaunee, les tribunaux invoquèrent à la fois les lois et les traités pour venir à leur défense (voir *R. c. Ireland and Jamieson*, [1991] OR (3d) 577). De même, le Parlement et les tribunaux ont imposé des droits de douane à l'Haudenosaunee, mais l'exécutif a adopté des décrets de remise pour appliquer en partie les promesses contenues dans les traités de 1795 et de 1815.

La Couronne a toujours eu tendance à réinterpréter les traités en fonction de ses besoins propres; la protection accordée en 1701 au «terrain de chasse aux castors», par exemple, servit à justifier la mainmise de l'Angleterre 50 ans après, puis, 85 ans plus tard, à appuyer les prétentions de l'État de New York sur ces terres. À partir des années 70, le Canada et certains groupes autochtones ont donné un caractère permanent et quasi religieux à l'intention, énoncée dans la *Proclamation royale de 1763*, de créer une frontière temporaire. Parti de la reconnaissance des «nations», le Canada a réussi le tour de force de leur nier toute souveraineté.

Le lieutenant-gouverneur Simcoe et lord Dorchester promirent explicitement et à plusieurs reprises, dans les années 1790, que l'Haudenosaunee retrouverait au Canada la même situation qu'elle avait connue dans l'État de New York avant la Révolution américaine; malgré cela, les tribunaux canadiens ont interprété l'installation des peuples de l'Haudenosaunee dans la baie de Quinte et le territoire de la rivière Grand comme un acte qui a transformé des alliés en des sujets.

Les temps changent, les relations évoluent; mais les promesses doivent rester.

L'Haudenosaunee estime que le Canada doit offrir de renégocier les traités, et non pas de les ignorer, s'il croit que l'heure est venue de les actualiser. C'est là une position qu'elle soutient sans faillir depuis des siècles.

En 1807, l'Haudenosaunee envoya Teyoninhokarawen (le major John Norton) en Angleterre, où il déclara:

Est-il honorable de cesser d'affirmer leurs droits — surtout si l'on sait que nous les avons accordés nous-mêmes — parce que nous ne craignons rien de leur part? Le manquement aux traités conclus par l'Angleterre elle-même ne peut être une bonne chose, et n'ajoute pas de lustre à la grandeur de votre nation¹⁹⁹ [...]

Le Canada, qui revendique tous les pouvoirs et les attributs de l'Angleterre, doit se poser la même question touchant les responsabilités de cette dernière.

Rendre grâce: l'effritement des rapports avec la nature

Pendant les deux premiers siècles des relations entre l'Haudenosaunee et la Couronne, la question des dommages causés par les pionniers à la nature ne se posa pas. Quand elle rendait grâce au début de tout conseil (tant interne qu'externe), l'Haudenosaunee avait le sentiment que l'homme et le reste de la création continuaient à remplir leurs obligations. Mais ce sentiment s'est évaporé durant la deuxième moitié du XX^e siècle, car nous savons désormais que toutes les autres parties de la nature, ligüées avec les peuples naturels, luttent pour continuer à remplir leurs responsabilités dans un monde menacé par un colossal désastre écologique:

Il nous fut dit, au commencement, que les hommes qui foulent la terre ont reçu tout ce qui est indispensable à la vie; on nous donna l'ordre de nous aimer les uns les autres, et de manifester un immense respect pour tout être sur cette terre. On nous montra que notre vie et celle de l'arbre se confondent, que notre bien-être et celui de la végétation sont inséparables, que nous sommes proches parents des créatures à quatre pattes.

À l'origine, nous qui foulons la terre avons reçu l'ordre de témoigner de beaucoup de respect, d'affection et de gratitude envers tous les esprits qui créent et supportent la vie [...] Quand le genre humain aura cessé de respecter toutes ces choses et de leur exprimer sa gratitude, toute vie sera détruite et notre planète cessera d'abriter l'humanité.

[...] Les territoires qui nous restent sont encore aujourd'hui remplis d'arbres, d'animaux et des autres dons de la création. Il demeure possible, dans ces lieux, de demander la nourriture à la terre, notre mère nourricière [...]

Les peuples indo-européens qui ont colonisé nos terres se sont révélés très peu respectueux à l'égard des choses qui créent la vie et qui la supportent. Nous avons le sentiment que leur respect pour notre monde s'est envolé il y a très longtemps de cela. Si l'on remonte à quelques milliers d'années, pourtant, tous les peuples croyaient en une même voie, celle de l'harmonie avec l'univers, et tous vivaient conformément aux préceptes de la nature.

L'humanité est aujourd'hui confrontée à la question de sa survie [...] Le mode de vie que l'on désigne sous le nom de civilisation occidentale marche inexorablement vers l'extinction, mais la culture qu'il représente n'offre aucune réponse viable au problème. Confrontée à la réalité de son caractère destructeur, elle ne sait que trouver des moyens de destruction plus efficaces encore.

L'air est vicié, l'eau empoisonnée; les arbres meurent et les animaux disparaissent. Il n'est pas jusqu'aux systèmes climatiques qui ne semblent changer. Or nos enseignements primitifs nous avaient avertis que tout cela se produirait si

l'homme allait à l'encontre des lois de la nature. Lorsque la voie naturelle aura disparu, elle emportera avec elle tout espoir de survie humaine. Mais cette voie de la nature s'efface rapidement, victime du processus de destruction.

Les technologies et systèmes sociaux qui ont entraîné la destruction du règne animal et végétal étouffent aujourd'hui les peuples autochtones [...] Nous savons que le monde compte beaucoup de gens qui n'auront pas de peine à saisir tout de suite l'objet de notre message. Mais l'expérience nous enseigne que peu sont disposés à trouver des moyens d'opérer des changements véritables.

La culture et les traditions occidentales ne sont pas celles de la majorité des peuples de la terre; les racines de la majeure partie du monde se trouvent dans la nature. Il est indispensable que ce monde naturel, avec ses traditions, finisse par l'emporter.

Chacun de nous doit consciemment et constamment remettre en question chacun des modèles, programmes et processus que l'Occident cherche à nous imposer [...]

L'heure est venue pour les habitants de ce monde d'élargir leur conception trop étroite de la nature de la libération humaine, et de commencer à la percevoir comme une chose qui embrasse l'ensemble du monde naturel. Nous devons libérer tout ce qui rend la vie possible, l'air, l'eau, les arbres, et toutes les choses qui constituent la toile sacrée de la vie.

Les autochtones de l'hémisphère occidental peuvent contribuer aux possibilités de survie de l'humanité; en majeure partie, ils vivent encore selon les traditions enracinées dans notre terre nourricière. Mais les autochtones ont besoin d'une tribune pour faire entendre leur voix; ils doivent aussi conclure des alliances avec les autres peuples de notre planète, en vue de reconquérir et de conserver leurs terres ancestrales et de protéger leur mode de vie.

Les autochtones traditionnels détiennent la clé du retournement des mécanismes de la civilisation occidentale, civilisation qui fait peser sur le monde d'inimaginables risques de souffrance et de destruction. Parmi tous les peuples conscients de tout cela, nous, peuples autochtones de l'hémisphère occidental, sommes l'un des plus anciens à survivre dans ce monde [...] Notre culture est l'une des plus anciennes cultures ininterrompues au monde. Nous sommes les gardiens spirituels de ce lieu²⁰⁰.

Cela n'est pas un discours creux: les choix économiques des gouvernements euro-américains au Canada et aux États-Unis se sont révélés désastreux pour l'environnement global, mais plus particulièrement pour la nature tout autour des collectivités de l'Haudenosaunee. Bien que n'ayant pas participé pleinement à l'économie, ces collectivités ont subi de plein fouet les conséquences des choix opérés par d'autres gouvernements et sociétés.

Les eaux de la rivière Grand qui coulent à travers ce qui reste du territoire de la rivière Grand charrient les polluants industriels et agricoles; beaucoup des habitants de ce territoire des Six-Nations sont obligés de boire de l'eau en bouteille, parce que l'eau potable puisée dans la rivière contient du NDMA et d'autres carcinogènes. Dans la partie sud de la réserve de la rivière

Grand, l'exploitation souterraine du gypse a presque éliminé la nappe phréatique. Ce territoire abrite l'une des trois dernières forêts caroliniennes d'importance dans le sud de l'Ontario (les deux autres se trouvent dans le parc provincial de Long Point et dans le parc national de la Pointe-Pelée). Depuis 1990, on a découvert 28 décharges non autorisées dans le territoire de la rivière Grand, y compris des ordures provenant d'un hôpital de Toronto et des déchets de construction. La confédération s'est opposée aux plans de mise en valeur touristique de la rivière Grand, qui prévoient entre autres la construction d'écluses pour permettre aux bateaux à moteur de remonter à partir du lac Érié, parce qu'on n'a pas assez étudié les effets de cette circulation maritime sur l'écosystème de la rivière.

La collectivité d'Akwesasne, qui se trouve désormais à la frontière entre le Canada et les États-Unis, est entièrement cernée par la pollution et les désastres naturels. La construction de la Voie maritime du Saint-Laurent a provoqué l'inondation d'îles entières et détourné le cours du Saint-Laurent. L'air, la terre et l'eau sont pollués par le développement industriel, qui prend la forme d'une papeterie du côté canadien et, du côté américain, d'une fabrique d'aluminium et d'une usine de la General Motors. Cela touche aussi bien les animaux domestiques que les animaux sauvages: il a fallu tuer le bétail sur l'île Cornwall, car il avait perdu ses dents en conséquence de la pollution fluorée; la concentration de carcinogènes dans les tortues prises dans le rivière est si élevée qu'on est contraint de les traiter comme des déchets toxiques, après les avoir testées.

De même, les décharges faites sans la permission du conseil à Tonawanda, le Feu du conseil de la nation sénéca, ont suscité des problèmes graves; à l'été de 1993, par exemple, un incendie dans l'une de ces décharges a brûlé sous terre pendant plus de deux semaines.

Nous, peuples indigènes, sommes comme la conscience de ces terres. Nous sommes peu nombreux, mais nous ne constituons pas une minorité. Nous sommes à la fois les détenteurs et les gardiens des terres; nous ne représentons pas une minorité, parce que la nature est notre soeur, et grâce à elle nous sommes en écrasante majorité. Nous vous exhortons à comprendre l'occasion qui s'offre à vous. Ce n'est pas le moment de s'abandonner à la crainte, mais de se révéler fort, de réfléchir à l'avenir, d'élever la voix pour empêcher l'anéantissement de vos petits-enfants [...] et de réfléchir aux générations à venir²⁰¹.

Les collectivités [indigènes] sont le dépositaire de beaucoup de connaissances et d'expériences traditionnelles accumulées, qui relient l'humanité à ses lointaines origines. Leur disparition est une perte pour l'ensemble de la société humaine, qui aurait beaucoup à apprendre de leur connaissance traditionnelle de la gestion durable de systèmes écologiques très complexes [...] Toute politique juste et

humaine à l'égard de tels groupes doit reposer en premier lieu sur la reconnaissance et la protection des droits traditionnels qu'ils détiennent sur les terres et sur les autres ressources indispensables au maintien de leur mode de vie, droits qu'ils définissent parfois dans des termes qui ne correspondent pas aux systèmes juridiques que nous connaissons. Ces groupes doivent absolument, pour maintenir leur harmonie avec la nature et la sensibilisation environnementale propre à un mode de vie traditionnel, se servir de leurs propres institutions pour réglementer les droits et obligations. C'est pourquoi la reconnaissance des droits traditionnels doit aller de pair avec des mesures de protection des institutions locales qui appliquent les règles d'utilisation des ressources; cela suppose aussi qu'on accorde aux collectivités locales un fort pouvoir décisionnel touchant l'utilisation des ressources dans leur région²⁰².

Les prophéties de l'Haudenosaunee parlent d'une époque où les arbres commenceront à mourir de la crête vers le bas, où les rivières prendront feu, où apparaîtront de nouvelles maladies incurables, où les eaux se feront amères et imbuables. Ces signes indiqueront peut-être que le règne de la nature touche à sa fin. On enjoint aux gens de continuer à pratiquer les cérémonies, à remercier sans cesse la nature et son créateur; tant que nous brûlons le tabac et pratiquons les cérémonies, l'espoir nous reste permis dans ce monde.

Pour réussir la transition vers une nouvelle économie axée sur la durabilité, nous devons commencer par quantifier les effets de nos décisions sur les générations futures, qui devront en supporter les conséquences. Sur ce chapitre, nous avons beaucoup à apprendre de la nation iroquoise, qui oblige ses conseils tribaux à étudier formellement les effets de leurs décisions sur la septième génération future, soit environ 150 ans plus tard. Bien sûr, il se révèle parfois très difficile de faire des projections, mais nous nous y sommes obstinément refusés même lorsque cela était facile. Il faut que tout cela change, non pas seulement en théorie mais aussi en pratique, c'est-à-dire que nous devons tenir compte, quand nous faisons des choix économiques, de la question de la durabilité²⁰³.

Quand elle a conclu avec les nations de pionniers une série de traités sur le partage des terres, l'Haudenosaunee prenait pour acquis que ces pionniers partageraient son respect pour la nature et sa préoccupation à l'endroit des générations à venir.

Au lieu de cela, le Canada et les États-Unis, confrontés à des difficultés économiques à court terme et des problèmes écologiques à long terme, ont le plus souvent choisi de fonder leurs décisions sur des critères économiques plutôt qu'écologiques.

Les collectivités de l'Haudenosaunee ne vivent pas en vase clos et ne sont pas autarciques, c'est-à-dire que les décisions environnementales des autres peuples et

gouvernements se répercutent sur l'air, l'eau, la faune et les terres de chacune des collectivités de l'Haudenosaunee.

Chaque déversement de pollution industrielle dans l'air, les eaux et les terres des collectivités de l'Haudenosaunee est une entorse au principe de respect mutuel enchâssé dans la chaîne de l'alliance et dans le wampum à deux rangs; cela est vrai aussi des conséquences écologiques de la pollution et de la surconsommation sur le restant des terres et des eaux de l'Amérique du Nord et du monde tout entier.

Le reste du monde naturel: chasse et pêche

Le Canada a contribué d'une deuxième façon à l'effritement des relations entre l'Haudenosaunee et la nature, dans le domaine de la chasse et de la pêche.

Selon des études anthropologiques sur le régime alimentaire traditionnel de l'Haudenosaunee, environ 70 % de l'alimentation provenait de l'agriculture et 30 % de la chasse et de la cueillette; le gibier et le poisson, à forte teneur en protéines, ont toujours fait partie de ce régime équilibré.

La nécessité obligea la région appelée aujourd'hui Ontario d'adopter ses premières lois écologiques, parce que la pêche commerciale avait épuisé les bancs de pêche des Grands lacs inférieurs. L'exploitation forestière et le défrichage agricole avaient fini par modifier les habitats du sud de l'Ontario.

En 1921 survient l'affaire *Sero c. Gault*: la veuve Sero, une Mohawk de la baie de Quinte, poursuit Thomas Gault, inspecteur des Pêches, pour qu'on lui rende sa seine, qui lui a été confisquée conformément à la *Loi sur la chasse et la pêche* de l'Ontario. Le tribunal déclara ce qui suit au sujet des traités et du statut de l'Haudenosaunee:

Personne n'ignore que l'on prétend, depuis l'époque de Joseph Brant, que les Indiens ne sont pas en fait des sujets du Roi, mais un peuple indépendant, allié à Sa Majesté, et soustrait (du moins dans une certaine mesure) aux lois civiles qui régissent les sujets véritables. On les désigne, dans des «traités» conclus avec eux, comme des «alliés fidèles», entre autres. En outre, le juge (puis juge en chef) Powell a exprimé officieusement l'opinion que, tant qu'ils se trouvent dans leurs villages, les Indiens ne sont pas soumis aux lois ordinaires de la province. Quant à ces prétendus traités, John Beverley Robinson, le procureur général du Haut-Canada (qui devint par la suite sir John Beverley Robinson, juge en chef) s'est ainsi exprimé, dans une lettre officielle adressée à Robert Wilmot Horton, le sous-secrétaire d'État pour les guerres et les colonies:

«À mon avis, parler de «traités» avec des Indiens Mohawks qui occupent des terres au cœur de l'un des districts les plus peuplés du Haut-Canada, terres que le gouvernement britannique leur a achetées et données, revient à peu près à vouloir conclure un traité d'alliance avec les Juifs de la rue Duke, ou avec les émigrants français établis en Angleterre.» (Archives canadiennes, Q 337, partie II, pp. 367 et 368).

Je ne saurais exprimer mon avis avec plus de force ou de conviction [...] Selon moi, rien ne justifie la supposition que les Indiens de la province ne tombent pas sous le coup des lois générales, ou en ont été jamais exemptés. Mais quel qu'ait été le statut des populations indiennes originales, rien ne nous autorise à modifier la définition de la loi que nous a laissée Blackstone dans ses Commentaires: «Les sujets de naissance [...] sont ceux qui sont nés dans les dominions de la Couronne d'Angleterre [...] et les aubains [étrangers] sont ceux qui sont nés hors de ces dominions.»

En 1950, William Hill, du territoire mohawk de la baie de Quinte, fut accusé de possession d'une seine, en vertu de la *Loi sur la chasse et la pêche* de l'Ontario. Mais à cette occasion, le tribunal de l'Ontario détermina que la loi provinciale n'était pas applicable, et Un fait piquant: le juge en chef Robinson usa de son influence pour que son frère cadet William soit nommé commissaire en charge des Ojibways du lac Huron et du lac Supérieur. Les traités de septembre 1850 portent aujourd'hui le nom de «traités de Robinson».

Déclara:

Selon moi, il ne fait aucun doute qu'un Indien dans une réserve est soumis au Code criminel. Comme il est entendu que cela est un statut et une loi de compétence fédérale, l'Indien y est soumis et relève du pouvoir législatif du Parlement canadien.

Il est également hors de doute qu'un Indien est soumis aux lois de la province dès lors qu'il quitte les limites de la réserve. Sur ce point, on pourrait citer beaucoup de décisions juridiques. [...] J'en arrive à la conclusion [...] que l'accusé n'est pas coupable, au motif que le délit éventuel serait une contravention d'une loi provinciale, commise par un Indien sur une terre indienne, et que seul le Parlement canadien est compétent, sur le plan législatif, pour régler une telle situation²⁰⁴.

La doctrine selon laquelle les réserves indiennes seraient à l'abri des lois provinciales ne tint pas longtemps. L'article 88 de la *Loi sur les Indiens* de 1951, adopté par le Parlement, stipule en effet que les «lois d'application générale» s'appliquent «aux Indiens qui s[e] trouvent [dans la province]».

Jusqu'en 1951, on considérait que les dispositions des traités étaient soumises aux lois fédérales ou provinciales qui les contrevenaient. Les tribunaux canadiens n'ont d'ailleurs jamais appliqué la moindre disposition des traités; elles ont tout au plus invoqué les traités à titre de protection contre des lois qui violeraient les droits issus de traités. Comme l'exprime le droit anglais, les traités, tout comme l'équité, sont «un bouclier mais non pas une épée». Après 1951, les tribunaux interprétèrent le nouvel article 88 de la *Loi sur les Indiens* comme soumettant les lois provinciales (mais non fédérales) aux dispositions des traités, en cas de désaccord.

Avant 1973, il n'existait guère non plus de reconnaissance des titres ancestraux sur les terres. Cette année-là, la Cour suprême du Canada se trouva divisée dans l'affaire *Calder*, ce qui mit les politiciens au pied du mur et légittima aux yeux de tous les droits et titres ancestraux. En droit canadien, les questions de terres, de propriété, de titres et d'utilisation des terres pour la chasse s'entremêlent, bien que les tribunaux aient mis l'accent, de nombreuses années durant, sur les droits de chasse et de pêche.

Ce n'est toutefois qu'en 1987 que les tribunaux canadiens ont traité de la question des droits de chasse de l'Haudenosaunee comme de droits appartenant à une nation distincte. Jesse Ireland de Onéida fut accusé de chasser le raton laveur sans permis et en période d'interdiction, en contravention de la *Loi sur la chasse et la pêche* de l'Ontario. La défense alléguait que le Traité Nanfan de 1701 protégeait les droits de chasse de l'Haudenosaunee dans tout le sud-ouest de l'Ontario. Le gouvernement provincial perdit sa cause et en appela; en novembre 1990, la cour d'appel écrivait ce qui suit:

La chasse fait partie du mode de vie des appelants, qui sont apparemment des chasseurs sérieux. La science et les règles de chasse se transmettent par les hommes appartenant à la lignée maternelle du clan ou de la tribu. Ils enseignent le respect envers la création et envers la terre, en tant que mère nourricière; ils estiment qu'on doit éviter de faire un tort inutile aux animaux ou à l'environnement. Ils s'abstiennent de toute chasse quand les animaux sont en rut. La chasse comporte un élément spirituel et religieux, fait de pétitions et d'actions de grâce; la coutume veut qu'on laisse un petit don à la nature quand on lui ravit quelque chose; dans le cas présent, on a laissé sur place l'un des ratons laveurs. Ils ont déclaré que la chasse doit être au profit de la collectivité, plutôt qu'exécutée à des fins égoïstes. Les ratons laveurs tués par l'accusé étaient destinés à assouvir leur faim, ainsi que celle de certains aînés de la collectivité incapables de chasser. [...] Le traité déclare que les Indiens Iroquois détiennent le droit de chasser en toute liberté. C'est là un énoncé clair et concret des droits des Indiens; rien ne laisse croire que ces droits sont subordonnés à un événement donné, ou circonscrits dans le temps, ni que le roi d'Angleterre a seulement voulu protéger les Iroquois contre l'ingérence d'autres tribus.

[...] Si la conduite des parties, ou d'autres éléments, éclaire l'interprétation qu'ils donnaient aux traités, ce sont là des éléments de preuve qui aident à en déterminer la teneur. Or une telle évidence existe dans le cas présent, et elle étaye le point de vue des Indiens.

Les appelants, et d'autres membres de leur tribu, ont chassé dans la région couverte par le traité sans permis provincial et sans respecter les saisons de chasse fixées par la province. Cela prouve que, dans l'esprit des Iroquois, les droits issus de traités ne peuvent souffrir aucune contrainte.

La Couronne soutient que les Cinq-Nations [...] abandonnèrent ce territoire à la fin des années 1690 pour s'établir dans l'État de New York [...] Selon la Couronne, cet abandon [...] équivalait à l'extinction de tout droit éventuel issu de traités.

[...] L'absence d'utilisation peut-elle entraîner l'extinction d'un droit issu de traités? Je ne le crois pas [...] Un traité, où entrent des éléments de souveraineté, constitue une entente solennelle et sacrée entre la Couronne et les Indiens; cela étant, il faut établir bien plus que la non-utilisation pour prouver l'abandon [...] Je crois que l'on peut aujourd'hui affirmer qu'il est impossible d'éteindre unilatéralement un traité, et les droits qui en découlent; une telle mesure appelle le consentement [...] Il est indifférent de savoir si la question concerne l'occupation ou la gestion et la conservation.

Le tribunal examina ensuite la question des «deux droits qui s'affrontent», c'est-à-dire, d'une part, le droit de chasse libre accordé aux Indiens, et d'autre part les droits de propriété et de mise en valeur des terres:

Les parties comptaient que ces droits contradictoires seraient réconciliés, et que le mode de réconciliation varierait selon l'époque et les situations. Les droits ne sont pas immuables: un traité doit être considéré comme un document vivant, qui évolue au fil du temps, mais reste conforme à son intention originale. Lorsque les droits des parties viennent en contradiction, des corrections s'imposent²⁰⁵.

L'affaire *R. c. Ireland and Jamieson* créa plusieurs précédents, par-delà les déclarations du juge (déclarations qui faisaient écho aux décisions précédentes rendues en 1990 par la Cour suprême du Canada, notamment dans l'affaire *Sioui*). C'était la première fois qu'on déclarait la Couronne liée par un traité de l'Haudenosaunee; le traité en question remontait à 1701, soit une cinquantaine d'années avant tout autre traité reconnu par le Canada, et il avait été conclu à Albany, c'est-à-dire en dehors des frontières actuelles du Canada; mais ce dernier aspect ne fut pas même soulevé dans le présent cas. Le tribunal décréta aussi que le traité de 1701 avait porté entre autres sur la cession de terres, que la Couronne pouvait alors coloniser et utiliser; cette question n'avait pas été débattue devant le tribunal, et l'on pourrait prouver qu'elle résulte d'une fausse lecture de l'histoire.

Quant à la chasse dans les réserves indiennes en l'absence d'une protection explicite énoncée dans un traité, le droit canadien stipule que les lois provinciales peuvent réglementer les activités des Indiens dans les réserves (puisque l'article 88 de la *Loi sur les Indiens* déclare ces lois applicables aux Indiens), mais non «l'utilisation des terres» par les Indiens dans les réserves (parce que l'article 88 ne fait pas mention des «terres indiennes», qui ressortissent exclusivement à la compétence fédérale). Cela a engendré une situation tout à fait particulière: en Ontario, la chasse par un Indien dans une réserve est considérée comme une activité (*R. c. Russell Martin*, non publié, 1988, Cour de district de Timmins, à la suite de l'affaire *R. c. Smith*, 1949, sur les terres militaires fédérales); en Nouvelle-Écosse, par contre, la chasse est tenue pour une «utilisation des terres» (*R. c. Isaac*, [1975] 13 NSR 460), et à ce titre comme faisant intégralement partie du mode de vie des Indiens, de même que de leurs droits et titres ancestraux et issus des traités.

Des affrontements continuent d'avoir lieu là où la chasse et la pêche des membres de l'Haudenosaunee ne jouissent pas d'une protection aussi claire. Ainsi, dans *Adams c. La Reine* (C.A. 500-10-000371-854, 23 mars 1993), un Mohawk d'Akwesasne fut condamné au Québec en vertu des règlements de pêche fédéraux. L'une des questions est de savoir si les eaux et marais non cédés sur le lac Saint-François sont soumis aux titres ancestraux des Mohawks. Les pêcheries sont du ressort exclusif d'Ottawa aux termes de la *Loi constitutionnelle de 1867*, mais le gouvernement fédéral a délégué la quasi-totalité de ses pouvoirs dans ce domaine à l'Ontario et au Québec: dans ces deux provinces, les organismes provinciaux rédigent les règlements, les administrent et les appliquent, le ministre fédéral des Pêches se bornant à les approuver. Quand on le rappelle à son devoir fiduciaire envers les autochtones, le ministère fédéral des Pêches évite ordinairement de donner une réponse explicite.

La Constitution canadienne fut modifiée en 1982; l'article 35 confirmait «les droits existants — ancestraux ou issus de traités». Tout de suite, le Canada et les provinces entreprirent de faire valoir devant les tribunaux que le mot «existant» se rapportait exclusivement aux droits qui surnageaient encore tant bien que mal à l'expiration de deux siècles. La Cour suprême du Canada finit par leur donner tort: dans *R. c. Sparrow* [1990] RCS 1 à 1075 et *R. c. Sioui*, [1990] RCS 1, elle signifia clairement aux autorités fédérales et provinciales, de même qu'aux gouvernements autochtones, qu'elle interprétait «droits existants» comme les droits non entièrement éteints par une volonté claire et délibérée. Elle précisa que le droit canadien ne

permettrait plus de réduction arbitraire des droits ancestraux et issus de traités. Il faudra dorénavant justifier toute atteinte à ces droits; une justification ne dégagera pas la Couronne du fardeau de prouver que la loi ne peut atteindre le but qu'elle se propose à moins d'attenter à ces droits; il faudra aussi établir que des consultations ont été tenues avec les autochtones en cause et que toute limitation de leurs droits a été précédée d'une baisse de l'utilisation de cette ressource par les autres intéressés.

Des négociations sont entamées depuis 1991 en Ontario sur la question des droits de chasse et de pêche, mais aucune entente n'est intervenue. Nulle négociation n'est prévue au Québec; un appel a été interjeté auprès de la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Adams*.

Les tribunaux canadiens commencent à peine à admettre les droits de chasse de l'Haudenosaunee dans certaines parties de l'Ontario. La chasse (au Québec) et la pêche (en Ontario et au Québec) continuent à faire problème. L'économie de l'Haudenosaunee n'a jamais été axée sur ces deux activités, mais elles sont un élément important de la culture, outre que beaucoup de gens subsistent grâce à elles.

Beaucoup des causes types concernant les traités et les droits portent sur la chasse et la pêche, plutôt que sur les questions fondamentales des terres et de la fonction gouvernementale. Cela tient à plusieurs raisons: les nations ne souhaitent pas soumettre au tribunal d'un autre peuple les questions de terres et de souveraineté, car cela contrevient à la chaîne d'alliance, et c'est aussi une dénégation de souveraineté. Il en découle que, dans la plupart des cas, ce n'est pas l'Haudenosaunee qui a porté plainte: les procès découlent le plus souvent d'accusations criminelles ou semi-criminelles portées par les autorités provinciales ou fédérales. Elles n'ont pas été présentées aussi bien qu'on pourrait le souhaiter, car trop souvent les ressources financières faisaient défaut aux intéressés; en outre, leurs avocats ne possédaient pas les connaissances requises pour dresser un tableau historique complet. Bien que les tribunaux canadiens fassent preuve aujourd'hui de moins de racisme que par le passé, l'Haudenosaunee ne voit aucune raison de leur confier des questions qui sont à proprement parler de nature politique. Les accusations relatives à la chasse et à la pêche sont défensives; toutefois, elles peuvent mener à une reconnaissance des traités, et instaurer de la sorte le dialogue politique qui se révèle indispensable dans les autres domaines.

Condoléances: la Couronne tourne le dos

L'abandon du cérémonial des conseils fut la première indication que la Couronne croyait l'heure venue de changer la nature des relations. Cela eut lieu dans les années 1830, tandis que les derniers fonctionnaires du ministère des Indiens de l'époque Johnson s'éteignaient ou étaient mis à la retraite. La population blanche avait augmenté, en même temps que s'estompait la menace militaire posée par les États-Unis, et les nouveaux administrateurs du Haut-Canada et du Bas-Canada ne voyaient plus les Indiens que comme une charge onéreuse.

Les Américains furent les premiers Euro-Américains à abandonner le cérémonial du conseil, dans les années 1780 et 1790; il s'agissait d'une stratégie visant consciemment à faire fléchir la volonté de la confédération. Les meilleurs exemples de cela nous sont fournis par le traité de Fort Stanwix, en 1784, et par les douteuses transactions foncières de l'État de New York qui lui firent suite.

Le Canada, pour sa part, voulait que la Couronne maintienne l'indépendance des nations autochtones, parce qu'elles seraient libres de mener des campagnes militaires qui affaibliraient les États-Unis sans que l'Angleterre s'en mêle directement. Ce n'est que près de 40 ans plus tard que l'on renonça volontairement au cérémonial des traités, à mesure que les provinces (plutôt que l'Empire) assumaient graduellement l'administration des Affaires indiennes.

La mort de sir John Johnson, en 1830, marque pour les affaires indiennes la fin de l'ère Johnson; la relève des Johnson, McKee, Butler, Elliott et autres, qui connaissaient bien les lois et rouages de la confédération, fut assurée par de nouveaux fonctionnaires (souvent des administrateurs et agents locaux, engagés pour une courte période) qui le plus souvent connaissaient bien la langue, mais à qui faisait défaut toute compréhension réelle de la culture — et toute volonté de s'y initier.

D'autres facteurs entrèrent en ligne de compte. Lorsque les frontières entre les Canadas et les États-Unis devinrent moins fluides, l'approvisionnement en wampums connut un certain déclin (bien que le New Jersey ait compté des fabriques de wampum jusqu'au début du XX^e siècle). À mesure que l'alphabétisation faisait des progrès, on eut moins besoin du wampum, qui sert d'aide-mémoire ou de transmetteur de messages (notons toutefois que certains, comme

Thayendenegea (Joseph Brant) et Kiantwahke (Cornplanter) remettaient aux messagers des lettres aussi bien que des wampums).

Du côté «autochtone», les missionnaires chrétiens ne s'en tenaient pas à la progression de l'alphabétisation: beaucoup d'entre eux enseignaient à leurs ouailles qu'Indien équivalait à «païen» et à «mauvais». Le règlement communautaire des Delawares Moraviens, au début du XIX^e siècle, contient les clauses suivantes:

2. Nul ne peut résider parmi nous qui va fêter et danser dans d'autres lieux [...]
10. Nul qui se peint, se rase, se tond ou s'habille à la mode des païens, avec des plumes ou des panaches, qui s'orne de wampums et d'argent, ou qui joue au mocassin, aux cartes ou autres [...]
11. Nul qui porte une médaille ou une insigne de chef ou de capitaine en argent²⁰⁶ [...]

Parfois, on faisait honte aux Indiens de leur mode de vie. Ainsi, les missionnaires non seulement finirent pas détourner les gens de l'emploi des langues autochtones, mais de plus regardèrent d'un mauvais oeil la cérémonie du conseil, évocatrice de l'époque «païenne». Ils ne se trompaient probablement pas: les aspects spirituels et politiques du conseil étant entremêlés, l'assimilation n'avait de chances de réussir que si l'on anéantissait le patrimoine politique aussi bien que la culture. Certains missionnaires firent exception; ainsi Kahkewaquonaby (Peter Jones) était un pasteur méthodiste des Ojibways Mississaugas qui fit aussi de son mieux, durant la première moitié du XIX^e siècle, pour préserver les terres et droits issus de traités des Mississaugas; en outre, quelques pasteurs méthodistes ojibways atteignirent à la dignité de chef.

Pendant deux siècles, la conclusion de traités dans le nord-est de l'Amérique du Nord s'est guidée sur les usages spirituels et juridiques de l'Haudenosaunee; aujourd'hui, la Couronne, au Canada, ignore totalement ces pratiques et ne se montre nullement disposée à les apprendre. Ces usages, dont chaque aspect a une signification pratique, continuent pourtant à demeurer la loi de l'Haudenosaunee; la confédération s'est toujours efforcée de maintenir des relations correctes de la manière qui convient, depuis l'action de grâce jusqu'aux condoléances et au polissage de la chaîne d'alliance en présence du Gouverneur général, représentant de la Couronne. Pour exprimer cet état de fait, l'Haudenosaunee dirait que les bancs de la Couronne aux conseils internationaux, de l'autre côté de la salle, sont vides depuis un siècle.

L'effritement par voie de traités: la juridiction criminelle

Le droit criminel traditionnel de l'Haudenosaunee était plutôt informel. Hennepin nota ce qui suit, en 1698:

Les vieillards, qui sont sages et avisés, surveillent leur peuple. Si quelqu'un se plaint qu'on l'a volé, ils s'informent avec soin de l'auteur du délit. S'ils ne peuvent exposer le coupable, ou si celui-ci se révèle incapable de restituer le bien volé, et qu'ils ont vérifié qu'il dit la vérité, les vieillards offrent à la partie lésée un présent acceptable, pour compenser sa perte²⁰⁷.

Le présent se composait souvent (surtout s'il s'agissait d'un meurtre) d'une admission de culpabilité assortie d'une expiation ou d'un repentir, plutôt que d'une restitution.

Dans les anciens temps, les parents des parties apaisaient la plupart des querelles; comme cela évitait que les discordes soient longuement mûries, les homicides étaient rares. Le don d'un wampum blanc ne visait pas à compenser la perte d'une vie, mais constituait une confession contristée du crime, associée à une demande de pardon. C'était une offrande de paix, que les amis mutuels pressaient les parties d'accepter; leur influence suffisait ordinairement à opérer un rapprochement, sauf peut-être dans les cas de meurtre qualifié avec préméditation²⁰⁸.

Quand ils arrivèrent dans le territoire, les Anglais ne faisaient que commencer à codifier leurs propres lois pénales. Les lois de l'Haudenosaunee étaient axées sur la réconciliation et la paix; celles des Anglais visaient à instaurer l'ordre, par le biais de l'exemple, du respect et de la punition. Comme l'a écrit Morgan:

Ils n'ont quasiment aucune loi pénale; la dégradation est la punition la plus grave. Même le meurtre n'est pas puni formellement: les amis du mort peuvent simplement tuer le meurtrier, s'il ne fait pas expiation. Le fait que leurs lois ne sont pas assorties de peines ou d'amendes est peut-être un crime moins grave, et moins injuste et cruel, que les sanglantes lois pénales de l'Angleterre²⁰⁹.

Rien ne semblait plus barbare à l'Haudenosaunee que la peine capitale en usage chez les Anglais (Peter, le fils mohawk de sir William Johnson, décrivit les pendaisons publiques comme «le spectacle le plus effroyable qu'il m'a été donné de voir»²¹⁰).

Le traité de Fort Albany conclu en 1664 prévoyait que chacune des parties prendrait sur soi les actes criminels de ses citoyens qui lésaient les citoyens appartenant à l'autre partie. Cet

accord faisait très bien l'affaire des Anglais dans la deuxième moitié du XVII^e siècle: comme ils ne pouvaient appliquer les lois pénales sur le territoire de l'Haudenosaunee, ils profitaient d'un «levier» politique qui leur permettait de tenir l'ensemble de la confédération responsable des actes de ses citoyens.

Les Anglais ne tardèrent pas à exiger que les crimes graves leur soient déferés. En 1682, le Maryland proposa à l'Haudenosaunee un traité de paix où il était stipulé que:

Si un ou plusieurs Indiens qui résident parmi vous assassinent un ou plusieurs chrétiens au Maryland ou en Virginie, nous comptons que vous les livrez au lord titulaire pour être punis conformément aux lois chrétiennes; de même, si un ou plusieurs Indiens tuent des chevaux, du bétail ou des porcs, ou nous volent quoi que ce soit, nous comptons que vous nous offrirez une restitution pleine et entière²¹¹.

La proposition ne fut pas agréée par les chefs. Ils couvrirent les tombes dans la cérémonie des condoléances, ils expliquèrent leurs usages et offrirent de l'argent pour les difficultés rencontrées, mais ils refusèrent d'accepter qu'un des leurs soit soumis à la loi chrétienne, même pour meurtre.

La notion que la loi puisse exiger l'exécution du meurtrier pour le punir de son crime était contraire aux fondements mêmes de la loi de la confédération, qui avait été établie précisément dans le but de mettre un frein aux vengeances meurtrières et aux effusions de sang. D'autres difficultés provenaient du heurt entre les conceptions de propriété privée, par exemple lorsque des membres de l'Haudenosaunee de passage s'appropriaient le bétail des pionniers. Les chefs et les gouverneurs en conseil continuaient à régler ces incidents de nation à nation.

En 1764, lorsque sir William Johnson négocia l'inclusion de la confédération de l'Ouest (ou des Lacs) dans la chaîne d'alliance, il exigea par la même occasion que soient modifiées les conditions pénales fixées dans cette chaîne depuis le traité d'Albany en 1664; il en était arrivé à la conclusion qu'il fallait que les Indiens soient jugés par le système pénal anglais en cas de meurtre ou de vol perpétré contre un Blanc. Il ne fait aucun doute qu'il fut motivé par l'augmentation du nombre d'incidents de cette nature, attribuable à l'absence de clan en mesure de réparer rapidement le tort causé aux gens, ainsi qu'au manque d'un appareil pénal systématique parmi l'Haudenosaunee.

La loi n'était guère en évidence sur les frontières. Les pionniers n'étaient pas soumis à une autorité très ordonnée, comme le voudrait l'histoire populaire; les institutions de l'Haudenosaunee se trouvaient constamment assaillies tandis que les pionniers et les citoyens

remettaient sans cesse en doute les anciens usages pour régler les conflits. L'autorité de deux souverains sur un même territoire faisait peser l'incertitude; les institutions de l'Haudenosaunee, de nature non coercitive, éprouvaient une difficulté croissante à imposer l'ordre. En février 1764, tandis qu'il se préparait pour le traité de Niagara, Johnson écrivit qu'il devenait indispensable d'élargir les compétences anglaises:

Cela peut paraître (et paraîtra certainement) très dur, et contraire à la convention originale, mais nous sommes néanmoins dans l'obligation de l'exiger²¹².

En mars 1762, à l'occasion d'une conférence qui se tenait à Johnson Hall, la discussion porta sur l'application de la loi anglaise. Sir William Johnson exigea qu'on livre des jeunes Sénécas qui auraient assassiné des Anglais; le porte-parole de la confédération chercha à convaincre Johnson de ne rien changer à ce qui était convenu: cet incident nous touche autant que vous; étant donné que nous n'avons aucune autorité pour livrer les meurtriers parce que nos lois ne prévoient rien de tel, nous avons conclu, après mûre réflexion, que le problème doit être réglé à l'amiable, conformément aux anciennes coutumes de nos ancêtres et des vôtres, qui les premiers se sont entendus sur de tels cas et ont respecté leur entente; nos ancêtres ont toujours pensé que mieux valait s'accommoder de situations mal parties que de verser plus de sang.

En réponse, Johnson énuméra les arguments des Anglais en faveur de l'application de leur loi pénale:

Je connais bien les coutumes de vos ancêtres; je vois que l'entente a été conclue à une époque très différente de la nôtre, quand votre conduite était différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Nous possédons des écrits et connaissons très bien ce qui avait été alors convenu. Mais pour votre part, vous devez savoir qu'une telle entente doit être modifiée en fonction de l'époque, parce qu'à la longue elle provoquerait beaucoup de disputes [...]

Nous ne demandons jamais le sang de qui que ce soit par pur désir de vengeance. Non; nous ne cherchons qu'à préserver la paix, ce qui se révélera impossible si l'un de nous peut impunément commettre des meurtres.

Si l'on s'abstient de punir ceux qui commettent des crimes capitaux, ils recommenceront souvent; mais si l'on fait un exemple des coupables, cela mettra un terme à la perpétration de crimes, ce qui est dans votre intérêt plus que dans le nôtre [...]

Si l'on vous accorde la permission de commettre des meurtres, notre peuple revendiquera le même privilège; on ne pourra s'arrêter là, mais nous devons cesser de

gravir le sentier de la paix, et retirer tous nos commerçants et forgerons qui vivent parmi vous.

Le porte-parole de la confédération donna sa réponse le lendemain; il commença par évoquer l'Arbre de paix planté entre les Anglais et l'Haudenosaunee, puis poursuivit:

Notre coutume, et celle de nos ancêtres et des vôtres, a toujours été de régler de tels problèmes, puis de les oublier; il nous serait d'autant plus difficile de rompre une coutume si ancienne que nous ne connaissons pas d'exemples d'une autre conduite [...] Nous vous prions aussi de prendre note que notre alliance avec les Indiens est aujourd'hui très importante, et que si les Indiens s'aperçoivent que nous nous écartons de nos anciennes ententes, et que nous versons à nouveau du sang, quelle opinion auront-ils de nous [...]

Le traité conclu par écrit avec les Sénécas en avril 1764 prévoit que tout Sénéca accusé de vol et de meurtre sera référé aux Anglais.

Si un Indien se rend coupable d'un meurtre, ou commet un vol aux dépens d'un sujet de Sa Majesté, il sera livré sur-le-champ en vue d'être jugé et puni conformément aux justes lois de l'Angleterre; de même, tout Blanc coupable des mêmes crimes envers les Indiens sera aussitôt poursuivi et condamné s'il est coupable.

En outre, les Sénécas ne doivent plus à l'avenir chercher eux-mêmes à obtenir réparation d'une façon autre que celle décrite ci-dessus, mais ils doivent soumettre tout motif de plainte à sir William Johnson, ou au surintendant des Affaires indiennes en fonction, et s'en tenir strictement à la chaîne d'alliance et d'amitié²¹³.

Selon les traditions de l'Haudenosaunee elle-même, cette compétence va plus loin encore: elle englobe le viol, et ne concerne pas uniquement les cas où la victime est blanche. Cela ressort par exemple de la lettre adressée par William Jacobs à Joseph Howe le 7 mai 1872. Expliquant le wampum à deux rangs, Jacobs ajoute:

Votre loi contient trois éléments que nous voulons voir dans la nôtre, pour punir ce qui est mal, voilà tout²¹⁴.

Les «trois éléments» portent le nom de meurtre, de viol et de vol.

Dans les années 40, les chefs du territoire de la rivière Grand ne donnèrent aucune suite à une affaire de vol. John Noon écrivit alors:

Les chefs prétendent qu'ils ont conclu une entente cédant aux Anglais la compétence sur le vol, le viol et le meurtre. L'accusation portée par le demandeur s'inscrit dans ce groupe de crimes: il se peut donc qu'ils aient estimé que l'affaire dépassait leur autorité²¹⁵.

Au début des années 1790, le lieutenant-gouverneur Simcoe essaya de s'arroger la juridiction sur un Mohawk qui avait apparemment tué un autre Mohawk dans le territoire de la rivière Grand; repoussé, il s'abstint d'insister.

En 1826, un Ojibway du nom de Shawanaskiskie fut accusé du meurtre d'une Indienne dans les rues de Sandwich (la future Windsor, Ontario). Son avocat souleva la question de la compétence du tribunal; en outre, le procureur général, en Angleterre, avisa le tribunal que les lois d'Angleterre s'appliqueraient aux Indiens du Haut-Canada, à moins d'une stipulation contraire dans un traité (on ignore si Shawanaskiskie périt sur le gibet ou fut exilé en Australie).

La même année, les autorités du Haut-Canada se déclarèrent compétentes pour juger une affaire survenue sur le territoire de la rivière Grand. Lors d'un conseil tenu à Fort George, le chef mohawk Peter tint les propos suivants au sous-surintendant général des Affaires indiennes:

Frère,

Il n'y a pas si longtemps [...] un grand homme portant un manteau rouge (le feu major-général sir Isaac Brock) vint dans nos villages et engagea les guerriers à prendre les armes pour défendre le Roi. Nous avons écouté, pris part à beaucoup de batailles et perdu beaucoup de nos amis les plus proches et les plus précieux. Il a aussi renouvelé les liens d'amitié et garanti nos lois et coutumes. Mais depuis lors, l'un de nos hommes a été arrêté, et languit actuellement en prison pour un crime qu'il aurait commis contre un autre Indien dans notre territoire, en contravention des engagements précédents. Nous demandons la libération de notre frère, et son retour parmi son peuple.

Le sous-surintendant général s'en rapporta à l'opinion du procureur général de l'Angleterre dans l'affaire Shawanaskiskie, selon laquelle les lois pénales d'Angleterre s'appliquaient aux Indiens, puisqu'il n'existait pas de traité contenant une stipulation contraire. Il s'abstint toutefois de faire référence au traité mentionné dans l'opinion du procureur; au lieu de cela, il souligna avec force l'affection paternelle que leur puissant père portait à ses enfants indiens, puis il expliqua les nombreux changements de toutes sortes survenus depuis la conclusion du traité auquel ils faisaient référence; il leur recommanda d'éviter de perpétrer des crimes qui contreviendraient à la loi de Dieu tout autant qu'à celle du pays qu'ils habitent.

Revenant au traité, le sous-surintendant général fit observer qu'à l'époque où il avait été conclu, seuls des Indiens occupaient le pays de la rivière Mohawk et la province, mis à part quelques marchands, mais que d'immenses changements

étaient survenus depuis lors, et qu'il y avait eu un renversement de la situation sur le plan de la population et des aménagements²¹⁶.

Les États-Unis assumaient eux aussi la juridiction sur les affaires criminelles. Un Séneca à qui les chefs avaient donné l'ordre d'exécuter une femme, convaincue par eux de sorcellerie, fut poursuivi pour meurtre en vertu des lois de l'État de New York. Condamné, en dépit d'une défense restée fameuse de Sakoyewatha (Manteau Rouge) rappelant que les Blancs avaient eux-mêmes, peu de temps auparavant, exécuté des sorcières d'une manière bien plus effroyable, il fut ensuite pardonné. La loi lui accordant le pardon stipula que la compétence de l'État en matières criminelles s'étendait aux «Indiens de New York».

Dans les années 70, les Mohawks de Kahnawake soutinrent, dans *R. c. Louis Hall et autres* (inédit, Cour supérieure du Québec, 1974) que le wampum à deux rangs les soustrayait en fait à l'application des lois pénales canadiennes. Ils perdirent leur cause, mais, plutôt que d'interjeter appel ou de comparaître devant un tribunal, plusieurs d'entre eux déménagèrent dans le nouvel établissement mohawk à Kanenkieh (New York).

Plusieurs importantes enquêtes canadiennes sont parvenues à la conclusion que le système criminel canadien manque d'équité envers les autochtones; dans les années 90, l'Enquête sur l'administration de la justice (Manitoba), l'enquête Donald Marshall en Nouvelle-Écosse et le rapport de la Commission de réforme du droit du Canada ont tous recommandé l'établissement d'un système de justice autochtone distinct. Ces recommandations équivalaient à une constatation qu'un tel système serait davantage dans l'intérêt des gens et de la justice. Du point de vue de l'Haudenosaunee, la nécessité d'un système distinct vient s'ajouter au droit, issu de traité, de maintenir des lois distinctes.

Le système de justice pénale anglais adopté par le Canada est de nature accusatoire, ce qui est contraire à beaucoup des usages de l'Haudenosaunee; aux yeux de celle-ci, le comportement des avocats et des juges est abrupt et irrespectueux. L'art du contre-interrogatoire consiste à attaquer les témoins et recourt à bon nombre des tactiques qui furent recommandées en 1784 aux négociateurs des États-Unis pour intimider l'Haudenosaunee.

Au cours de la crise d'Oka, en 1990, la ministre de la Justice Kim Campbell déclara que la «suprématie du droit» serait maintenue coûte que coûte, que le pays ne connaît qu'une loi — la loi canadienne. Beaucoup de membres de l'Haudenosaunee jugèrent ces propos d'une insultante ignorance et arrogance.

En septembre 1993, la Cour supérieure du Québec entendit les accusations portées contre Stuart Myiow, de Kahnawake, en vertu du *Code criminel* du Canada. Se faisant son propre avocat, Myiow argua que la *Proclamation royale de 1763*, la *Charte canadienne des droits et libertés* et la *Loi constitutionnelle de 1982* avaient l'effet cumulatif d'interdire aux tribunaux canadiens d'exercer une compétence quelconque sur un Mohawk dans un territoire mohawk. Le juge Pierre Viau déclara:

J'estime qu'il est clair que ce tribunal a compétence pour ordonner un procès devant jury. Si nous en croyons l'argument de M. Myiow voulant que seuls ses compatriotes de la nation des Mohawks puissent le juger, aucun autre Canadien n'a le droit de faire office de juré dans le présent cas. De surcroît, M. Myiow n'a pas suivi la procédure ni présenté de preuves à l'appui de son argument concernant les traités, les procès devant jury ou toute autre question. Nous allons donc laisser notre système judiciaire dans l'état où il se trouve pour l'instant.

En conclusion, le juge Viau cite Taiowahronhagai (William Newell), auteur de *Crime and Justice Among the Iroquois Nations*:

Mais j'attire votre attention par-dessus tout sur l'un des principes essentiels de la Ligue des Iroquois: la notion que les droits et privilèges d'un homme ne doivent jamais être plus grands que ses devoirs et responsabilités. Ce principe, que nous retrouvons dans l'ancienne Ligue indienne, va à l'encontre de nos propres idées à ce sujet; la majorité des gens ne pense plus aujourd'hui qu'à ses droits et privilèges. Nous luttons pour eux, nous trichons pour les obtenir, mais nous nous dérobons à notre devoir, afin d'échapper à nos responsabilités et obligations. L'ancien Iroquois était tout aussi déterminé à faire son devoir et à assumer ses responsabilités. Ce fait ressortira très clairement à l'examen; il est surprenant que si peu de gens l'aient observé. L'affaire Stuart Myiow illustre un danger inhérent au système judiciaire canadien, à savoir qu'un particulier peut porter une accusation, ou présenter une défense, de telle façon que les droits de tout un peuple en soient touchés. Le peuple n'exerce aucun contrôle sur la nature des questions soulevées, ni sur le mérite de leur présentation. Les Stuart Myiow peuvent causer un tort irréparable quand ils soumettent à un tribunal des questions de droit de l'Haudenosaunee, sans comprendre le fonctionnement de la cour ni savoir comment recueillir et présenter correctement la preuve. Nous ne plaidons pas ici en faveur des avocats (qui trop souvent ignorent l'histoire aussi bien que les droits de leur client, et craignent d'offenser les tribunaux qui sont leur lieu de travail quotidien), ni des tribunaux (qui peuvent se révéler sourds ou incapables de faire peau neuve, comme le juge McEachern l'a si bien démontré dans la cause de Delgam Uukw). Nous faisons simplement observer que les cas individuels mal préparés ou mal présentés font beaucoup de tort aux droits collectifs, et continueront à en faire. Mais le système judiciaire canadien ne semble offrir aucun moyen de conjurer un tel péril.

On observe en outre une curieuse contradiction, mettant en jeu la justice pénale, la question de compétence et ce que le Canada appelle «l'autonomie gouvernementale des autochtones». Depuis plus d'un siècle, les gouvernements fédéral et provinciaux s'efforcent de gêner le fonctionnement des institutions traditionnelles et de les jeter bas. Or on ne saurait nier qu'à l'heure actuelle, dans la plupart des collectivités, le droit criminel et les systèmes judiciaires de l'Haudenosaunee ne seraient pas en état de prendre la relève du système judiciaire canadien si celui-ci venait à disparaître. Ainsi, le Canada porte atteinte aux institutions traditionnelles de droit et de justice, pour ensuite invoquer cet état de faiblesse pour continuer à imposer son droit pénal.

Bien que les dispositions des traités prévoient, sans erreur possible, des systèmes de justices criminelles distinctes, le gouvernement canadien, et ses prédécesseurs coloniaux, prétendent exercer une juridiction sur les citoyens et territoires de l'Haudenosaunee depuis les années 1830.

Des arguments clairs et pratiques ont été avancés en faveur de l'établissement d'un système de justice autochtone, outre que la preuve est faite que le droit canadien a manqué à ses obligations de justice; malgré cela, le Canada n'a rien fait à ce jour pour régler cette question.

L'effritement par l'absence de lois: les droits de passage

Au cours de la Guerre d'indépendance américaine, les Anglais firent à l'Haudenosaunee toute une série de promesses, portant pour la plupart sur la protection des droits territoriaux et sur l'indemnisation pour les pertes subies. Le traité de Paris de 1783 consacrant la défaite anglaise ne prit aucune disposition pour les alliés du Roi; il ne leur resta plus qu'à conclure des traités séparés avec les États-Unis, qui ne se fit pas faute de les traiter, avec leur territoire, comme des peuples «conquis».

Le Traité Jay (1794), plus explicite, prévoyait que les sujets britanniques, les citoyens des États-Unis et «les Indiens résidant de chaque côté» de la nouvelle frontière seraient toujours libres de la traverser et retraverser, avec leurs effets personnels. Il est à remarquer que le traité ne considérait pas les Indiens comme des sujets britanniques ou des citoyens des États-Unis. En 1795, le lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, Simcoe, garantit à l'Haudenosaunee ce droit de passage.

Le traité de Ghent conclu en 1815, après la guerre de 1812-1814, rétablit les nations indiennes dans tous les droits qu'elles détenaient en 1811, avant l'ouverture des hostilités. En 1815 également, à Burlington Heights, le sous-surintendant général des Affaires indiennes fit lecture à l'Haudenosaunee des dispositions du traité de Ghent, et leur assura à nouveau que «la voie est ouverte», qu'ils pouvaient traverser librement la frontière.

Des collectivités de l'Haudenosaunee existaient de part et d'autre de la nouvelle frontière; les gens ne se faisaient pas faute d'aller d'un côté à l'autre, d'épouser ceux d'en face, de commercer d'un village à l'autre. Du côté américain, on trouve aujourd'hui Tuscarora, Tonawanda, Allegheny, Cattaraugus, Onondaga, Oneida (New York), Oneida (Wisconsin), Kanienkeh et une partie d'Akwesasne. Du côté canadien, il y a Oneida, le territoire de la rivière Grand, les territoires mohawks de Wahta, la baie de Quinte, Kahnawake, Kanesatake et le reste d'Akwesasne. La frontière a scindé notre peuple en deux.

En 1821 et 1822, on permit que deviennent caduques les lois appliquant les dispositions des traités Jay et de Ghent portant sur les Indiens, tant dans le Haut-Canada que dans le Bas-Canada. Sur le plan pratique, cela n'occasionnait pas de difficultés: les autorités britanniques continuaient à inciter les membres de l'Haudenosaunee à s'établir du côté canadien, ce que firent beaucoup de Cayugas et d'Onéidas durant les années 1830 et en 1840.

Mais à mesure que l'immigration européenne prit de l'ampleur et que des droits de douane furent imposés, en même temps que le commerce des fourrures une place moins importante dans l'économie du Canada, les autorités canadiennes commencèrent à appliquer les lois sur les frontières, en matière d'immigration aussi bien que de douanes. Ni le Canada, ni les États-Unis ne reconnurent alors ce qu'on a fini par désigner les «droits de passage frontalier».

L'affaire *McCandless ex. rel. Diabo* fournit un précédent pour les lois américaines sur l'immigration; elle fut gagnée par Kanento (Paul Diabo), un métallier mohawk de Kahnawake qui réclamait le droit de travailler aux États-Unis bien qu'il n'en fût pas citoyen. Ironiquement, l'un des facteurs qui convainquit le tribunal de reconnaître les droits prévus dans le Traité Jay est qu'il croyait que le Canada les reconnaissait, et que les États-Unis ne devaient pas être en reste.

Dans les années 20, l'Indian Defence League of North America cherchait à faire modifier les lois des États-Unis. Le chef Clinton Rickard, de Tuscarora, occupait une position centrale dans la Ligue et collaborait étroitement avec des membres de plusieurs collectivités de l'Haudenosaunee; ainsi, Deskahe (Levi General) passa ses derniers mois chez Rickard après que

les autorités canadiennes lui eurent (dit-on) interdit de rentrer au Canada après son voyage à Genève en 1924.

En 1928, certaines dispositions du Traité Jay furent explicitement intégrées à des lois des États-Unis, de sorte qu'aujourd'hui ceux qui ont plus de 50 % de sang indien jouissent des mêmes droits que les citoyens des États-Unis en matière de passage, de travail, et d'accès aux avantages sociaux. Cela explique en partie que des métalliers membres de l'Haudenosaunee, et venant du côté canadien de la frontière, aient rejoint leur cousins américains pour participer à la construction de gratte-ciel dans les villes américaines.

La première cause portant sur le droit de traverser avec ses effets personnels sans payer de taxes ou de droits de douane concerne Annie Garrow, d'Akwesasne, qui transportait ses paniers d'un côté à l'autre de la frontière canado-américaine sans jamais quitter le sol mohawk. Les tribunaux nièrent l'existence d'un droit de cette nature.

Une cause type se présenta du côté canadien dans les années 50. Louis Francis, appartenant au village de Saint-Régis, acheta une machine à laver d'occasion à son beau-frère, qui vivait à quelques pas, dans la partie d'Akwesasne qui se trouve aux États-Unis. Il lui aurait fallu, pour déclarer cet appareil et acquitter les droits de douane, parcourir plusieurs L'inconséquence dans la position des États-Unis s'explique peut-être par des problèmes qui n'ont rien à voir avec les paniers d'Annie Garrow. Lorsque la décision fut rendue, les États-Unis étaient en pleine prohibition, et l'on dit qu'Akwesasne constituait un important lieu de transit pour l'alcool entre le Canada et les États-Unis. Le tribunal crut peut-être que les paniers cachaient en réalité de l'alcool, et qu'on s'exposait, si l'on autorisait les Indiens à traverser librement la frontière, à élargir le champ de la contrebande.

Milles aux États-Unis et en Ontario, puis rentrer chez lui. Dans sa décision, rendue le 11 juin 1956, la Cour suprême du Canada déclara que les dispositions du Traité Jay ne liaient pas la Couronne parce qu'il s'agissait d'un traité d'amitié, de commerce et de navigation, et non d'un traité de paix, et que ces dispositions ne pourraient entrer en vigueur qu'à condition d'être ratifiées. Quant au traité de Ghent, il est vrai que c'était un traité de paix; toutefois, il contenait la promesse de rétablir les droits qui existaient avant 1811, mais non le rétablissement tangible de ces droits.

L'un des juges ajouta que le mot «traité», dans la *Loi sur les Indiens*, «ne s'applique pas à un traité international comme le Traité Jay, mais seulement aux traités, conclus avec les Indiens,

qui sont mentionnés dans cette loi²¹⁷». (La *Loi sur les Indiens* ne fait référence aux traités qu'à deux endroits, aux articles 88 et 90.)

Les résidents d'Akwesasne et d'ailleurs s'aperçurent dans les années 70 qu'ils pouvaient transporter des produits pétroliers d'un côté à l'autre de la frontière sans avoir à payer de frais de douane; cela engendra un commerce florissant d'essence et de pétrole, allant toujours dans le sens des plus bas prix, jusqu'à ce que les autorités canadiennes se décident à sévir quelques années plus tard. Dans les années 80, on put constater que des gens s'approvisionnaient chez les fabricants de tabac canadiens en cigarettes destinées à l'exportation (et par conséquent nettes de taxes provinciales et fédérales), les expédiaient aux États-Unis, puis les ramenaient au Canada, empruntant souvent le chemin d'Akwesasne. En 1991, on évaluait à plus de deux milliards de dollars les pertes fiscales pour l'ensemble du Canada; les opérations «commerciales» de l'Haudenosaunee, croyait-on, représentaient au moins la moitié de ce montant. Notons que les exportations de tabac canadien chutèrent de 80 % durant la crise de 1990, ce qui donne une idée de l'activité des Mohawks.

Le Canada refusa les rencontres proposées par l'Haudenosaunee pour discuter de ce qu'il appelait la contrebande. L'Haudenosaunee avait envisagé plusieurs modes de réglementation de l'«industrie», aussi bien pour réduire les pertes subies par le Canada que pour veiller à ce que la collectivité, plutôt que des particuliers, profite de ce trafic.

Pendant quelques courtes semaines en 1991, le gouvernement canadien préleva donc la taxe sur le tabac auprès du fabricant plutôt que des acheteurs. Une fois encore, les exportations de tabac chutèrent; mais les fabricants firent bientôt remarquer que les taxes sur le tabac sont beaucoup plus élevées au Canada qu'aux États-Unis: si les cigarettes canadiennes n'étaient pas importées illégalement au Canada, on importerait à leur place des cigarettes américaines. Ils menacèrent Ottawa de la fermeture des usines au Canada et de la cessation d'achats de tabac canadien si la taxe n'était pas réduite, mesure qui toutefois ferait reprendre le trafic des cigarettes d'«exportation» vers le Canada. Six semaines après avoir imposé la taxe, Ottawa l'élimina. On dirait bien que le Canada et les provinces sont parfaitement disposés à accepter une perte de leurs revenus plutôt que de modifier leur structure fiscale, ou que de traiter avec les gouvernements traditionnels de l'Haudenosaunee en vue de régler le problème.

Le problème prend de l'ampleur; en 1992 et 1993, le territoire de la rivière Grand s'est constellé de petites usines desservant les marchés de Hamilton et de Toronto; les gens qui

dirigeaient naguère le trafic des cigarettes fabriquées par de grosses sociétés canadiennes ont établi leurs propres fabriques sur les terres mohawks et produisent des cigarettes conformes aux normes canadiennes. La balance économique penche tellement en faveur de ceux qui dirigent ces opérations dans les collectivités de l'Haudenosaunee qu'ils se sont mis en tête de reprendre le pouvoir politique; leur pouvoir se fait ressentir aujourd'hui par les gouvernements élus dans plusieurs collectivités de part et d'autre de la frontière.

Deux conséquences découlent du refus d'appliquer les promesses de la Couronne touchant les frontières: l'«immigration» s'en trouve compliquée; des difficultés et des abus de tous genres se produisent quand les biens franchissent la frontière, tandis que le Canada refuse de traiter avec l'Haudenosaunee pour étudier le problème.

L'effritement par la loi: application des lois provinciales

En 1907, un dénommé George Hill, résident du territoire de la rivière Grand, prescrivit des médicaments à deux femmes de Hanover. Il fut accusé d'exercer la médecine sans permis, en contravention de l'*Ontario Medical Act*. La cour d'appel de l'Ontario décida que la loi provinciale s'appliquait en fait à Hill:

Je suppose que le Parlement pourrait soustraire Hill à sa compétence, mais comme il n'a pas jugé à propos de le faire, Hill est tenu, hors de la réserve, de se conduire conformément aux lois générales applicables. Il ne lui est pas plus permis de contrevenir à une loi provinciale que de ne tenir aucun compte d'un règlement municipal, deux types de lois qui le protègent néanmoins lorsqu'il ne centre pas sa vie entièrement sur la réserve, mais, bien que non émancipé, cherche à élargir ses horizons. S'il lui est permis d'obtenir un diplôme en médecine, et de s'enregistrer en qualité de médecin aux termes des dispositions de la Medical Act, il s'ensuit certainement qu'il ne peut indépendamment pratiquer la médecine à sa guise, sans tenir compte des exigences de cette loi²¹⁸.

Ce jugement suppose très nettement que les lois provinciales d'application générale ne s'appliquent pas aux membres des Six-Nations sur leurs propres terres, ce qui aurait eu pour conséquence d'accorder aux Six-Nations le droit d'adopter leurs propres lois dans leur territoire.

Les deux juges fondèrent leurs décisions sur l'absence dans le droit canadien d'une exemption claire en faveur des Indiens, de même que sur la notion que, s'ils peuvent bénéficier des dispositions effectives et de la protection des lois, les Indiens doivent aussi obéir aux lois.

Mais rien ne donne à penser que les Indiens des Six-Nations *tenaient* à faire usage de ces dispositions. Le juge d'appel McLaren, qui lui aussi rendit un jugement dans cette cause, donna une description ironique d'une situation très proche de ce que les Six-Nations recherchent en réalité, apparemment sans pouvoir imaginer que quiconque puisse désirer une telle chose:

Si la revendication est fondée [...] les Indiens [...] ne pourront pas revendiquer les privilèges ou avantages qui s'attachent à ces lois, et ils seront relégués, sauf en ce qui concerne quelques questions légiférées par le Dominion et des restants d'une antique législation, à l'état et aux droits de leurs ancêtres à l'époque de la découverte de ce pays²¹⁹.

Dans ce même jugement, le juge d'appel Meredith déclara qu'il «est difficile de prendre au sérieux» l'exemption à l'égard de la loi provinciale revendiquée par Hill, et que «le bon sens de l'Indien lui a interdit jusqu'à présent [...] d'avancer sérieusement un tel point de vue».

En 1951, dans une autre cause également désignée *R. c. Hill*, un homme fut accusé de possession d'une seine dans la baie mohawk du territoire de Quinte. Le juge de comté rendit sa décision:

L'Indien est soumis à la compétence législative du Parlement canadien, et relève du pouvoir de celui-ci.

Il ne fait aucun doute que l'Indien est également soumis aux lois de la province dès lors qu'il a quitté les limites de la réserve.

[...] L'accusé qui comparaît ici n'est pas coupable, au motif que le délit [...] constituerait une contravention d'une loi provinciale de la part d'un Indien qui se trouve dans une réserve, et que le Parlement canadien est seul compétent pour régler une situation de cette nature²²⁰.

Le Parlement ne tarda pas à fermer la porte qui s'entrebâillait. Adopté en 1951, l'article 88 de la *Loi sur les Indiens* stipule en effet que les Indiens sont régis par les lois provinciales d'application générale, qu'ils vivent en réserve ou hors réserve; les seules exceptions concernaient les situations où ces lois entraient en conflit avec les conditions des traités, ou avec la *Loi sur les Indiens* elle-même.

Les tribunaux canadiens eurent une fois encore à déterminer si les lois provinciales s'appliquaient aux Indiens (ici aussi dans le territoire de la baie de Quinte), dans une affaire de relations de travail dans une fabrique de chaussures. Repoussant la théorie de l'enclave, la Cour suprême du Canada déclara que les lois provinciales s'appliquaient aux Indiens, tant que ces lois

ne visent pas spécifiquement les Indiens et ne cherchent pas à les réglementer en tant qu'Indiens, et tant aussi qu'elles ne sont pas annulées par des lois fédérales valides²²¹.

Aucun cas n'est encore venu trancher la question de savoir si les dispositions de la *Loi constitutionnelle de 1982* ont influé sur l'application des lois provinciales dans des domaines autres que la chasse et la pêche.

L'effritement par la législation: prise de contrôle des gouvernements

À la fin du XVII^e siècle et tout au long du XIX^e, chaque collectivité de la confédération était régie par un conseil local, dont la composition se reflétait fidèlement au Grand Conseil. Ainsi, une collectivité mohawk comptait neuf chefs, soit un pour chaque partie des trois clans de la nation mohawk; les Onéidas sur la rivière Thames comptaient eux aussi neuf chefs, conformément à la loi. Comme les six nations étaient présentes à la rivière Grand, le conseil se composait de tous les 50 chefs. Jusqu'en 1807, Akwesasne, collectivité majoritairement mohawk, avait neuf chefs, mais on en compta 12 après que les Onondagas d'Oswegatchie se furent intégrés à Akwesasne. Partout, les chefs étaient nommés par les mères du clan, et soumis à la destitution de leur main. Les tribunaux canadiens ne se faisaient pas faute de citer les pratiques de la Couronne:

La Couronne d'Angleterre ne cherchait jamais à s'immiscer dans les affaires nationales des Indiens; elle se bornait à tenir à distance les agents étrangers qui auraient pu les corrompre jusqu'à conclure des alliances étrangères²²².

Vers 1880, le gouvernement canadien décida que les collectivités indiennes relativement évoluées pouvaient prétendre à des gouvernements dotés de pouvoirs légèrement étendus, mais aussi que les gouvernements élus seraient comme une «version bistré» de la vie canadienne. L'*Acte de l'avancement des Sauvages* autorisait le ministre responsable des Affaires indiennes à décider unilatéralement qu'une bande en était parvenue à un stade d'«avancement» tel que son conseil serait dorénavant élu.

Ironie du sort, les lois de l'Haudenosaunee voulaient que ce soient les femmes qui nomment et destituent les *rotiianeson*. L'*Acte de l'avancement des Sauvages* n'accordait aux femmes aucun droit de vote, ni le droit d'être membres du conseil. De même, la *Loi sur les*

Indiens ne leur accorda qu'en 1951 le droit de voter aux élections, cessions ou autres référendums.

Kahnawake, la baie de Quinte et Akwesasne furent les premières collectivités à se voir imposer les dispositions de la *Loi sur l'avancement des Sauvages*. La résistance opposée à cette loi fut variable, mais constante et parfaitement nette.

Dans les années 80 et 90, les divisions au sein du conseil élu ont plusieurs fois mené à une paralysie générale et à des litiges.

Quelques personnes se plaignirent, après la Première Guerre mondiale, que les chefs de la confédération à la rivière Grand étaient parfois injustes. Au début des années 20, l'action de la confédération à Genève et à Londres avait embarrassé le gouvernement.

Selon un récit qui circule à Kahnawake, l'agent des Indiens convoqua tout le monde au terrain de lacrosse, puis demanda à tous ceux en faveur du système électif de traverser ce terrain. Personne ne fit un geste, mais il écrivit néanmoins que la bande avait manifesté presque à l'unanimité sa préférence pour le système électif.

À Akwesasne, la police du Dominion aida l'agent des Indiens à destituer les *rotiianeson*. La police tua d'une balle l'un des chefs (chaque année, une journée du souvenir marque cet événement à Akwesasne); beaucoup d'autres purgèrent une peine de prison Canadien; il envoya un détachement de la Gendarmerie royale du Canada, qui se fixa à Ohsweken. Des peines de prison et des amendes furent infligées à ceux qui refusaient de se plier à l'autorité de l'agent des Indiens et d'obtenir des permis pour couper des arbres sur leurs propres terres. En 1924, le Canada chargea le major Andrew Thompson d'étudier le système de gouvernement en usage dans le territoire des Six-Nations à la rivière Grand. Les chefs de la confédération ayant ordonné un boycott de l'enquête, Thompson put indiquer dans son rapport que les (quelques) personnes à qui il avait parlé s'étaient prononcées en faveur d'un changement dans le mode de gouvernement. La première élection se tint en octobre 1924; vingt-sept personnes à peine votèrent pour les 13 postes à pourvoir dans le premier conseil «élu». Aucune élection et aucun référendum depuis cette date n'a bénéficié de la participation d'une majorité des électeurs admissibles dans le territoire de la rivière Grand.

En 1930, une querelle entre deux factions amena le gouvernement canadien à imposer unilatéralement le système électif à la collectivité tout entière.

À Kanesatake, plusieurs systèmes de gouvernement semblables aux systèmes traditionnels se succédèrent, puis cédèrent la place, après la crise de 1990, à un système électif; toutefois, un tel système n'est pas légalement autorisé aux termes de la *Loi sur les Indiens*, parce que le Canada ne reconnaît pas les terres de Kanesatake comme une réserve indienne.

Les mesures adoptées de propos délibéré par le Canada pour détruire ou supprimer les gouvernements traditionnels n'ont pas abouti à l'assimilation, mais plutôt à des rancœurs, des divisions et l'affaiblissement des collectivités. Les élections ne sont pas dans les usages de l'Haudenosaunee; les conseils de bande élus aux termes de la *Loi sur les Indiens* ne se sont pas substitués aux gouvernements traditionnels. Aujourd'hui, les deux systèmes s'affaiblissent mutuellement.

Le refus de reconnaître les gouvernements traditionnels et de collaborer avec eux constitue, de la part du gouvernement fédéral, la plus grave des entorses faites à la Kaswentha.

L'effritement par la réécriture de l'histoire et du droit: une souveraineté niée

Le gouvernement canadien a émis la théorie voulant que les traités et rapports formels puissent être «inversés» par le simple expédient d'une modification dans la situation des parties. Dans un document de référence sur l'histoire de la politique indienne, publié sous l'autorité de Jean Chrétien, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien de 1968 à 1973, on peut lire:

Tant que la population blanche fut peu nombreuse, et par conséquent dépendante des autochtones, les rapports entre Indiens et Blancs furent en apparence des rapports entre pouvoirs souverains, bien que tous les gouvernements coloniaux et européens soient partis du principe que les autochtones étaient en réalité des peuples sujets — principe qui est à la base de la politique coloniale dans beaucoup d'autres parties du monde. Lorsque la population coloniale eut augmenté, l'affirmation de la souveraineté sur les Indiens se fit plus explicite [...]

Le 14 juillet 1976, une lettre diffusée par le bureau de Warren Allmand, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, expliqua la position du Canada à l'égard des traités conclus avec la confédération iroquoise:

La plupart des traités conclus avec les Iroquois [...] y compris le traité de Fort Albany en 1664, étaient des accords de paix et d'amitié, ou visaient à garantir la neutralité de certains groupes indiens dans les guerres coloniales. Par ailleurs, certains autres étaient des accords d'échange et de commerce, mais ceux-là concernaient toujours des groupes indiens établis dans des territoires qui furent intégrés aux États-Unis en 1783. Par la suite, la Couronne britannique mit de côté des terres dans le Haut-Canada à l'usage et au profit exclusif des Iroquois et de leurs autres alliés indiens; à l'heure actuelle, notre Ministère administre ces terres

à titre de réserves. J'ajouterai que beaucoup des traités conclus avec les iroquois furent enregistrés sur des ceintures-wampum. [...] Le gouvernement canadien n'est pas tenu d'exécuter les conditions des traités de paix et d'amitié conclus avec des groupes indiens qui résidaient, durant les guerres coloniales, dans les limites du territoire actuel des États-Unis.

En 1990 et en 1991, le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien entreprit un examen des traités conclus par la Couronne avec l'Haudenosaunee, mais le projet fut laissé en plan avant son achèvement, en même temps que le ministre des Affaires indiennes se déterminait à annuler la rencontre proposée avec des représentants de la confédération.

Comme l'a fait observer Kanakalût (Roland Chrisjohn), du clan de la Tortue chez les Onéidas, le problème découle en partie des deux acceptions très différentes du mot *power* en anglais; le terme peut désigner une faculté (la musique a le «pouvoir» d'émouvoir) ou l'autorité (le Premier ministre a le pouvoir de présider aux réunions du Cabinet). Le mélange des deux notions fait obstacle à la reconnaissance et à l'application de l'autodétermination en matière de gouvernement et de pouvoir législatif: le gouvernement canadien demande sans cesse aux collectivités de l'Haudenosaunee de prouver leur «faculté» de s'autogouverner, avant de leur reconnaître l'«autorité» de ce faire. Or le Canada n'exige pas les mêmes critères et normes pour reconnaître les nations et gouvernements en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes, ou dans la «nouvelle Europe», entre autres.

En 1890, les *rotiianeson* du territoire de la rivière Grand adressèrent au Gouverneur général une lettre qui protestait contre l'imposition des lois canadiennes. La pétition faisait explicitement référence à la chaîne d'alliance, au wampum à deux rangs et à la ceinture-wampum illustrant le cercle de la loi composé des *rotiianeson* entourant le peuple.

Nous allons nous adresser à Votre Excellence, conformément à nos antiques traités, sous le nom de frère.

Frère, nous allons vous dire toute notre pensée. Vous êtes le gouverneur du Canada, envoyé par la Reine notre mère avec qui nous, ses alliés, voulons maintenir le traité, tout comme l'ont fait nos ancêtres et vos ancêtres dans l'ancien temps. Le traité prévoyait que nous dirions tout haut ce qui nous paraissait être mal. Nous vous exprimons aujourd'hui notre déception parce que les traités conclus entre nous n'ont jamais encore stipulé que vous pouviez nous imposer des lois contre notre volonté. Mais aujourd'hui nous voyons que vous faites parfois cela.

Frère, nous avons fait preuve de patience, sachant que le traité arrêté entre nos ancêtres et les vôtres en 1758 a longtemps existé entre nous. Mais nous voulons vous demander si le soleil et la lune se sont effacés de vos yeux. Nous voyons le soleil et la lune aussi clairement qu'au moment où nos ancêtres et les vôtres ont conclu leur accord. Le traité dit qu'en cas de tort ou de mécontentement de votre part ou de la nôtre, nous devons renouveler notre ancienne alliance, la faire reluire à nouveau ou la renforcer.

Nous voulons à jamais être libres, et régis par nos propres lois et usages. Et nous n'avons rien à voir avec ceux qui sont en faveur de vos lois et usages, s'ils supposent qu'ils seront régis par eux. Mais nous ne pouvons les aider d'aucune façon, parce qu'ils ont enfreint nos règles et coutumes orales. C'est la loi que nos ancêtres nous ont fixée.

Le wampum bleu foncé contient 25 degrés mélangés à du blanc, qui figurent des hommes, des chefs des Cinq-Nations se tenant la main, et l'union des Cinq-Nations. Et si un homme ou un enfant sort du cercle formé par ces hommes debout, l'emblème du chef les frappe aux bras et tombe d'eux, c'est-à-dire qu'il reste au milieu du cercle. Il n'est plus qu'un homme, et cesse d'être un chef. Mais comment peut-il franchir ce pas? En recevant les lois d'une autre nation, pour se laisser gouverner par elle.

Les ceintures-wampum à deux rangées blanches parallèles représentent les deux gouvernements, celui des Cinq-Nations et celui de l'Angleterre, et il indique qu'aucun de ces deux gouvernements ne doit s'ingérer dans les affaires de l'autre. Les Anglais ont illustré cela en se dépeignant eux-mêmes dans un bateau, qui représente leur gouvernement, tandis que les Cinq-Nations restent dans leur canoë en écorce de bouleau, soit leur propre gouvernement. Les Anglais s'engagent à ne pas adopter de lois obligeant les Cinq-Nations à franchir le pas de la porte et à devenir sujets britanniques.

Frère, nous avons exposé toute notre pensée, et comment nous voulons vivre, sans renoncer à nos règles et usages. Nous espérons donc que vous n'oublierez pas l'alliance conclue entre nos ancêtres et les vôtres, et vous saurez qu'il reste encore des Indiens Hode noe shuen nee, le peuple de la longue maison.

Frère, nous vous demandons de répondre dès que vous aurez reçu notre parole et que vous l'aurez bien comprise, et de ne pas remettre l'affaire à demain, comme il arrive trop souvent. Mais si vous ne voulez pas vous occuper de cette affaire, et refusez de renouveler le traité, nous irons de l'autre côté en appeler à Sa Majesté la Reine²²³.

Le gouvernement canadien refusa l'argument en bloc:

[...] ils se réfèrent à des prétendus traités, symbolisés par des ceintures-wampum, et décrivent ce que signifient les diverses couleurs et figurines sur ces ceintures; il semble que tout cela, à leurs yeux, prouve qu'une alliance fut conclue entre les Anglais et les Six-Nations, et que ces dernières devaient être perçues non pas comme des sujets, mais comme des alliées de la Couronne. La pétition demande donc, dans le texte aussi bien que dans la conclusion, qu'on laisse les Six-Nations se gouverner conformément à leurs propres règles et usages, et qu'on respecte la prétendue alliance formée avec leurs ancêtres.

Le surintendant général des Affaires indiennes se voit obligé d'exprimer son désaccord avec le point de vue énoncé dans cette pétition; rien, selon lui, ne vient justifier une telle façon de penser.

Le Ministre fait aussi observer qu'en 1839, déjà, les Six-Nations présentèrent les mêmes prétentions, qui furent examinées par l'honorable juge Macaulay, lequel déclara qu'«il serait difficile de trouver le moindre élément qui puisse valablement servir à justifier leur prétention à une exemption ou à un caractère distinct».

[...] Le Ministre recommande donc que les pétitionnaires soient avisés que le gouvernement, bien que pleinement conscient et reconnaissant de la fidélité de leur père et de celle des Indiens des Six-Nations actuelles, se voit dans l'impossibilité de sanctionner ou de valider leur demande d'exemption à l'égard des lois du pays, comme le veut leur pétition, et ne peut accepter que cette communauté soit reconnue à un titre autre que celui de sujets de Sa Majesté la Reine²²⁴.

L'effritement des droits de citoyenneté: la *Loi sur les Indiens* et l'appartenance

En 1869, le Parlement canadien adopta la première véritable loi sur les Indiens. Les lois coloniales avaient le plus souvent visé à gérer les affaires indiennes et les biens des Indiens et à empêcher les non-Indiens de s'introduire par effraction sur les terres indiennes. Mais à la suite de la création du gouvernement fédéral, en 1867, le Canada estima nécessaire de définir qui avait droit au statut d'Indien. Précédemment, les lois (et la réalité sociale) avaient qualifié d'Indien quiconque vivait dans une collectivité indienne, suivait le mode de vie indien ou épousait un(e) Indien(ne), mais pas la nouvelle loi.

La Loi de 1869 décréta, pour la première fois, qu'une Indienne perdait son statut si elle épousait un non-Indien, et que ses enfants n'auraient pas droit à ce statut aux termes des lois canadiennes, c'est-à-dire qu'il leur serait interdit de vivre dans des collectivités indiennes ou d'y acquérir des terres.

Cela était en tous points contraires aux usages de la confédération iroquoise, dont les lois prévoyaient que les terres étaient détenues par les femmes, et que la citoyenneté se transmettait ordinairement par elles. Les membres de l'Haudenosaunee déterminent leurs clans et reçoivent leurs noms en fonction de la famille de la mère.

Lors de la réunion générale qui se tint à Willow Grove en 1870, les chefs de toutes les collectivités des Iroquois et Ojibways dans le sud de l'Ontario et du Québec récusèrent les nouvelles lois:

Parce qu'elles privent injustement la femme de son droit de naissance, qu'elles poussent l'Indienne à l'immoralité, qu'elles sont contraires à la Loi de 1868, et qu'elles font fi d'une ancienne coutume reconnue des Indiens²²⁵.

Ayant pris conscience que la *Loi sur les Indiens* contrevenait aux lois internationales sur les droits de la personne, dont il était signataire, le Canada modifia cette loi en 1985 de façon à rendre leur statut aux femmes qui l'avaient perdu par le mariage, ainsi que de les rétablir dans leurs droits, avec leurs enfants. La Loi fit de même pour ceux qui avaient été «émancipés» contre leur volonté lorsqu'ils avaient obtenu leur diplôme universitaire, ou étaient devenus médecins, avocats ou membres du clergé, et accorda le même statut à leurs enfants.

Mais Ottawa n'avait pas prévu la demande qu'engendrerait cette mesure subite. Des gens élevés hors de l'Haudenosaunee, qui n'avaient parfois qu'un rapport ténu avec les terres ou les valeurs traditionnelles, exigèrent leur part des avantages conférés par le statut qu'ils venaient de recouvrer, ce qui greva les budgets prévus pour l'éducation, la santé et le logement.

La *Loi sur les Indiens* foisonne encore d'injustices, et demeure contraire aux lois de l'Haudenosaunee. Les dispositions adoptées après 1985 reconnaissent que les enfants issus de mariages entre Indiens et non-Indiens sont indiens, mais si ces derniers épousent un(e) non-Indien(ne), ils ne peuvent conférer le statut à leurs enfants. Comme les lois canadiennes ne reconnaissent pas à titre d'Indiens les membres de l'Haudenosaunee qui vivent du côté américain, on en arrivera à une situation où des membres de l'Haudenosaunee ne seront pas reconnus à ce titre par le Canada.

Cette loi a porté atteinte aux droits de l'Haudenosaunee d'une autre façon plus fondamentale encore. La force de la confédération résidait en grande partie dans le fait que n'importe qui au monde pouvait chercher à s'abriter sous l'Arbre de la Paix, qu'il suffisait pour cela de suivre les Grandes Racines blanches jusqu'à leur source. Cela revient à dire que quiconque le *désirait* pouvait faire partie de la confédération, dont la force provenait pour beaucoup des lois qui permettaient d'adopter des particuliers, familles et nations entières. Ces lois se fondent non pas sur la lignée, mais sur l'adhésion de gens déterminés à partager un même idéal.

La *Loi sur les Indiens* voit cela tout autrement: là où la loi de l'Haudenosaunee adopte l'épouse et les enfants de l'un de ses citoyens, les lois du Canada opéraient une exclusion non seulement du conjoint, mais aussi de la femme et de ses enfants, quelle que soit leur volonté de se conformer aux lois et idéaux de la confédération. Les modifications adoptées par la suite

prévoient l'émancipation forcée d'autres classes de personnes. La clause dite «des deux mères», en 1951, ne visait plus qu'à limiter l'appartenance aux gens de lignée indienne. Du point de vue de l'Haudenosaunee, le sang, c'est-à-dire la lignée de la mère, a toujours constitué l'un des facteurs de citoyenneté; mais le Canada a toujours refusé à l'Haudenosaunee ce qu'il s'accordait à lui-même, c'est-à-dire la citoyenneté par adoption ou naturalisation de la part de gens désireux de vivre selon ses lois.

L'accent porté sur la «lignée» et sur la nécessité de vivre dans l'enceinte de la réserve a fait perdre de vue à beaucoup de gens la puissance de leurs propres lois, et fait naître une «mentalité de réserve». Beaucoup aujourd'hui croient à la *Loi sur les Indiens*, et à la protection qu'elle leur confère, quoique cette protection, à l'égard de la citoyenneté, se soit révélée illusoire, et qu'elle ait eu pour effet véritable de séparer les familles et de réduire le potentiel des gens.

Peuple sûr de soi et puissant, l'Haudenosaunee assimilait autrefois des particuliers, familles et nations, et, convaincue qu'ils feraient de bons citoyens, ne leur demandait en retour qu'une adhésion aux lois et idéaux de la confédération. Le mode de pensée engendré par la *Loi sur les Indiens* a pour conséquence que certaines collectivités non seulement hésitent à accepter les étrangers, mais, plutôt que de s'exposer à une «contamination», écartent leurs propres membres s'ils épousent quelqu'un «de l'extérieur».

Cent vingt-cinq ans après l'adoption de la première loi sur les Indiens, la blessure ouverte par la question de la citoyenneté ne s'est pas refermée; les collectivités cherchent à remettre de l'ordre dans leurs idées sur les droits et la parenté, ainsi qu'à saisir la différence entre l'esprit des lois au Canada et au sein de l'Haudenosaunee.

L'effritement des droits religieux et culturels

Les conseils tenus dans le cadre de traités aux XVII^e et XVIII^e siècles font plusieurs fois référence à la volonté de l'Haudenosaunee de se faire instruire dans la religion chrétienne. Les communautés d'Indiens évangélisés de Kahnawake, Kanesatake, Akwesasne et Oswegatchie témoignaient de l'influence catholique et française qui avait présidé à leur création, tandis que beaucoup de Mohawks adhéraient aux enseignements de l'Église anglicane.

Le désir de s'instruire donna lieu à l'établissement d'écoles; à la fin du XVIII^e siècle, plusieurs collectivités bâtissent des écoles, où, souvent, l'enseignement est dispensé par des

membres de l'Haudenosaunee. Au XIX^e siècle, la plupart des écoles sont dirigées par des communautés de religieux ou de missionnaires catholiques ou protestantes.

Le gouvernement canadien instaura une collaboration étroite avec les communautés religieuses: sa politique d'assimilation supposait en effet la destruction des religions et langues traditionnelles.

Certaines modifications à la *Loi des Indiens* apportées en 1906 interdirent beaucoup de cérémonies. L'article 149 était ainsi libellé:

Tout sauvage ou autre individu qui prendra part ou aidera à la célébration, ou encouragera directement ou indirectement quelqu'un à faire la célébration d'une fête, danse ou autre cérémonie indienne dont l'un des traits ou caractères consiste à donner, payer ou remettre de l'argent, des marchandises ou des objets [...] et tout sauvage ou autre individu qui prendra part ou aidera à la célébration d'une cérémonie ou danse dont l'un des traits ou caractères consiste à mutiler ou blesser le corps mort ou vivant d'un être humain ou d'un animal, sera coupable d'une infraction poursuivable par voie de mise en accusation et passible d'un emprisonnement de deux mois à six mois; [...]

L'article visait la prohibition des cérémonies du potlatch et du tamawanas pratiquées sur la côte du Pacifique, et de la danse du soleil et des danses du potlatch dans les Prairies; mais il aurait aussi vraisemblablement interdit la cérémonie du chien blanc, et celle du jeu de la pierre chloritique que l'Haudenosaunee organise au milieu de l'hiver. On ne connaît pas d'exemples de poursuites intentées dans le pays de l'Haudenosaunee sous l'autorité de cette loi, qui fut abrogée en 1951.

Dans les pensionnats dirigés par les ordres religieux et par la New England Company, on battait les enfants coupables de parler leur langue, et on leur insufflait la honte de leur identité et de leur culture. La nourriture et l'hygiène laissaient souvent à désirer.

Aujourd'hui, les gens commencent à parler des sévices physiques et sexuels dans les pensionnats. Mais il faut mentionner un autre mal, particulièrement durable, attribuable à ces Si Noël avait été un «festival indien», comportant la remise et l'acceptation de dons, et le découpage rituel de la dinde, ceux qui célèbrent cette fête se seraient-ils exposés à des poursuites?

Écoles: au moins deux générations d'Indiens ne grandirent pas au sein de leur propre famille, et ne surent pas être de bons parents lorsque vint leur tour de fonder une famille.

On peut rejeter sur les communautés religieuses qui dirigeaient les pensionnats une bonne partie du blâme pour les nombreuses familles perturbées qu'on observe aujourd'hui.

Le gouvernement canadien non seulement facilita cette forme de captivité des enfants, mais fit de son mieux pour préserver l'influence des communautés religieuses en cause, en contravention directe des volontés de l'Haudenosaunee.

Les écoles établies dans le territoire de la rivière Grand étaient financées à la fois par des contributions des communautés missionnaires et par les fonds des Six-Nations. Il avait été convenu que la représentation à la commission scolaire des Six-Nations serait en proportion directe du pourcentage du budget scolaire contribué par chaque partie. Lorsque la New England Company réduisit énormément ses contributions, le gouvernement canadien puisa dans les fonds de fiducie des Six-Nations pour combler le manque à gagner, mais il maintint néanmoins les représentants missionnaires à la commission. En 1900, les *rotiianeson* exigèrent qu'on leur permette de nommer la commission, puisqu'ils payaient l'intégralité des dépenses; ils firent valoir que la seule école qu'ils administraient entièrement était aussi la seule «qui préparait suffisamment les élèves pour réussir l'examen d'entrée prescrit par les établissements secondaires supérieurs». Le ministère des Affaires indiennes opposa un refus. Le Conseil des Six-Nations décida d'embaucher des enseignants entièrement qualifiés: le Ministère y fit obstacle, sous prétexte que ces enseignants accepteraient d'autres postes dès qu'ils le pourraient tandis que les enseignants indiens sous-qualifiés auraient tendance à s'accrocher à leur fonction. Le Conseil décida alors d'engager des diplômés universitaires, au lieu de diplômés des établissements secondaires et des collèges; le Ministère empêcha cela. Le Conseil voulut substituer le programme d'études provincial au programme «indien»; refus du Ministère. Modifiant sa position, le Conseil chercha à adopter le programme d'études préparatoire à l'université plutôt que le modèle «rural ontarien» qu'il avait choisi précédemment. Mais le Ministère parvint à bloquer tout ce que le Conseil voulait accomplir, bien que tout cela fût financé par l'argent des Six-Nations; de surcroît, les exigences du Conseil contribuèrent à convaincre le Ministère de prendre le contrôle de la Commission scolaire, et influencèrent son attitude envers le Conseil²²⁶.

Dans les années 70, le Canada adopta une politique d'administration indienne de l'éducation des Indiens, et le ministère des Affaires indiennes conclut une série d'ententes

d'immobilisations avec les commissions scolaires provinciales; Ottawa engagea des fonds dans ces commissions, mais fit en sorte que les Indiens aient à attendre 20 à 30 ans avant d'assumer véritablement l'administration des établissements scolaires.

L'effritement des terres

Dès la fin du XVII^e siècle, quand les pionniers s'établirent au pays des Mohawks, l'Haudenosaunee commença à se plaindre de fraudes et d'abus. En 1763, les questions de terres étaient devenues assez graves pour que le Roi en personne s'y intéresse (bien que la Proclamation n'ait pas remédié aux abus antérieurs, ni créé une tribune qui permette de les régler avec équité).

Ces questions territoriales ont hanté l'Haudenosaunee jusqu'à l'époque du Canada; la querelle au sujet de la réduction du territoire de la rivière Grand, à la fin du XVIII^e siècle, fait pendant aux revendications territoriales à Kahnawake et Kanesatake, à la baie de Quinte et jusque dans le territoire de Wahta, de création relativement récente.

Mais au lieu de s'occuper directement des revendications, le Canada les a contournées, ou a cherché à les supprimer. L'article 141 de la *Loi des Indiens*, qui fut en vigueur de 1907 à 1951, interdisait de demander, d'obtenir ou de recevoir l'argent d'un Indien en vue de poursuivre une revendication indienne sans l'autorisation du surintendant général des Affaires indiennes. Le contrevenant s'exposait à une peine de prison.

Lorsque les Six-Nations de la rivière Grand poursuivirent la Grand River Navigation Company devant les tribunaux, le Canada leur mit des bâtons dans les roues de toutes les façons, juridiques et techniques. Il refusa au Conseil de bande des Six-Nations l'autorisation d'utiliser une partie des fonds de fiducie pour payer les frais de justice. La Cour suprême du Canada exprima des doutes quant à la possibilité que les Indiens, jouissant de très peu de droits civils, voient leur accès à la justice entravé par des périodes de prescription, mais l'avocat des Six-Nations mourut avant que l'on puisse procéder plus avant dans cette affaire.

En cour, le Canada a constamment recouru à tous les moyens de défense technique — délais de prescription, défaut de diligence, acquiescement. Il a nié l'existence de liens de confiance ou de fiducie; après que l'existence d'un rapport fiduciaire fut constatée, il a soutenu que ces rapports devaient s'interpréter de façon étroite et non exécutoire par les tribunaux. Les

autochtones n'ont que récemment obtenu gain de cause devant les tribunaux, mais même ces succès sont inégaux et parfois peu nets.

Le Canada a choisi de parler de «revendications territoriales», mais l'Haudenosaunee, pour sa part, préfère l'expression «droits fonciers». La distinction est d'importance: le Canada a tendance à voir les questions territoriales comme un grief, tandis qu'il s'agit, pour l'Haudenosaunee, de droits légitimes et juridiques.

Pour l'essentiel, le gouvernement canadien a jusqu'en 1973 souscrit à la théorie des revendications territoriales qui a guidé sir William Johnson, à savoir que si des gens peuvent causer beaucoup de torts, directement ou par alliés interposés, leurs revendications doivent être réglées au mérite; si par contre les gens sont de peu d'importance, ils doivent tenter leur chance devant les tribunaux de la Couronne, en se conformant aux lois de la nation contre laquelle ils engagent la poursuite. Aux yeux du Canada, beaucoup de gens étaient devenus insignifiants en 1973.

À la suite de la décision de la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Calder c. Procureur général de la Colombie-Britannique*, en 1973, le gouvernement canadien annonça qu'il réglerait les revendications territoriales des Indiens. En août de la même année, Jean Chrétien, ministre des Affaires indiennes, distingua entre trois types de revendications. Les «revendications particulières», qui se rapportaient aux manquements à la *Loi sur les Indiens* ou aux traités, seraient réglées par le Canada si une «obligation juridique» pouvait être établie. Les «revendications globales» se rapportaient au Nord québécois, aux Territoires du Nord-Ouest, au Yukon et au nord de la Colombie-Britannique: si les intéressés pouvaient faire la preuve qu'ils n'avaient jamais cédé les terres, et qu'ils continuaient à en faire un usage traditionnel, le Canada négocierait l'extinction des titres ancestraux, auxquels on substituerait des droits particuliers aux termes d'un «règlement de la revendication globale». Quant aux revendications dans le sud du Québec et dans les Maritimes, ils étaient «de nature différente»: le discours du Ministre ne fournit aucune précision à leur égard, bien que les énoncés de politique ultérieurs aient précisé que si un titre ancestral n'a jamais été cédé, mais que le territoire est peuplé par des non-autochtones, qui ont adopté des séries de lois, les titres ancestraux sont abrogés légalement, même en l'absence d'une extinction claire et réfléchie de la part de la Couronne.

Au début, le Bureau de la négociation des revendications au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien fit plutôt l'effet d'un «bureau de rejet des revendications». Il

refusait les revendications avant même d'avoir examiné les documents apportés à l'appui; il lui arriva même de rejeter une revendication dont il avait seulement entendu parler dans un article de journal. Pour la plupart, les organismes autochtones s'abstinrent de présenter des revendications à cet organisme fédéral, qui ne manifestait pas même une velléité d'équité.

La politique sur les revendications particulières du Canada ne fait que perpétuer beaucoup des injustices des tribunaux. Ainsi, le Canada annonça (sans qu'on sache trop pourquoi) qu'il écarterait des négociations toute revendication particulière fondée sur des faits antérieurs à 1867, à moins qu'Ottawa se reconnaisse clairement responsable à cet égard; à la suite de la crise dans le pays des Mohawks, en 1990, le Canada changea d'avis, sans fournir la moindre explication, et déclara qu'il accepterait aussi les revendications antérieures à 1867. L'interprétation de cette politique se fonde sur un système singulier de «rabais» internes, qui reposent pour une part sur une évaluation des chances de réussite, devant un tribunal, des défenses techniques que la politique interdit aux analystes et avocats d'utiliser quand ils évaluent la validité d'une revendication. Les avocats du ministère de la Justice expliquent qu'il leur était impossible d'accorder des intérêts composés, même aux taux relativement bas applicables aux fonds de fiducie des Affaires indiennes, parce que la *Loi sur la Cour fédérale* ne l'accorderait pas aux demandeurs civils à moins que la question des intérêts ne soit stipulée clairement dans le contrat. Lorsque la Loi fut modifiée en 1990, d'autres corrections furent apportées afin de réduire la portée des intérêts composés.

En 1991, le Canada a établi un bureau chargé d'étudier les «revendications de troisième nature», catégorie nébuleuse qui englobe les situations où les droits d'une collectivité ont été vendus ou cédés par une autre, ainsi que celles qui pourraient donner lieu à des «revendications globales», mais qui touchent des terres trop méridionales pour qu'il soit acceptable, politiquement parlant, de les traiter à titre de terres indiennes non cédées. Le Canada continue à exiger que tout règlement soit fait au prix de l'extinction des titres ancestraux.

Kahnawake

La seigneurie

En 1680, le roi de France, Louis XIV, et le gouverneur de Québec, Frontenac, accordèrent le titre de propriété sur la seigneurie du Sault Saint-Louis, large de trois lieues et demie et longue de deux lieues. Les Mohawks de Kahnawake estiment que le titre fut concédé conjointement aux Mohawks et aux Jésuites, mais ceux-ci entreprirent de faire des sous-concessions aux pionniers français.

Les Mohawks entamèrent des poursuites contre les Jésuites en 1762, soit après la capitulation de la France et le traité de Kahnawake, survenus tous deux en 1760, mais avant que la *Proclamation royale de 1763* ne crée un gouvernement constitutionnel à Québec. Le 22 mars 1762, le général Gage, commandant des forces anglaises, en conclut que le titre de concession original accordait la propriété des terres aux Mohawks de Kahnawake et non aux Jésuites. Dans sa décision, Gage décréta que les sous-concessions étaient invalides, qu'il fallait libérer celles qui n'avaient pas été cédées et colonisées avant la capitulation de 1760, mais que les Anglais devaient céder à nouveau les sous-concessions occupées par des concessionnaires qui y avaient apporté des aménagements. Les occupants des sous-concessions validées devaient verser un loyer à un représentant nommé par la Couronne.

En 1854, la province du Canada abolit le système seigneurial en usage au Québec; le droit canadien reconnut alors les locataires du Sault Saint-Louis à titre de propriétaires, les Mohawks n'étant plus considérés que comme les propriétaires des terres non cédées. La loi sur les seigneuries de 1854 prétendit éteindre les droits de propriété des Mohawks sur les terres du Sault Saint-Louis, et accorder aux locataires le titre de propriété, sous réserve d'un loyer nominal. Les Mohawks de Kahnawake soutiennent que cela va à l'encontre de la *Proclamation royale de 1763*.

En 1935, la législature du Québec adopta une loi abolissant tous les loyers versés pour les terres qui avaient relevé du système seigneurial. La Loi prévoyait le rachat obligatoire de ces loyers, mais les terres du Sault Saint-Louis ne firent l'objet d'aucun rachat.

Les Mohawks de Kahnawake soutiennent que les lois de 1854 et de 1935 ne peuvent s'appliquer aux terres du Sault Saint-Louis, puisque, selon le général Gage, le régime foncier

seigneurial ne s'appliquait pas à elles. Ils ajoutent que les Mohawks n'ont jamais cédé la propriété et la juridiction sur ces terres, c'est-à-dire que le gouvernement du Québec n'a jamais eu le droit juridique de s'occuper des titres sur les terres.

La position des Mohawks de Kahnawake fut signifiée au gouvernement du Québec en 1988, lorsqu'il fut proposé de construire une autoroute à travers le territoire. Ni le Québec, ni le Canada n'ont répondu à cette revendication.

L'île Saint-Nicolas

Située dans le Saint-Laurent, proche de Kahnawake, l'île Saint-Nicolas a été cédée par le Québec. Le procureur général du Canada entama une action auprès de la Cour de l'Échiquier pour qu'elle soit intégrée à la réserve indienne de Caughnawaga; selon la preuve, l'île n'est pas mentionnée dans la cession originale de la Couronne française aux Jésuites:

Mais les Indiens de la réserve de Caughnawaga ont toujours considéré qu'elle faisait partie de leur réserve. Il ressort de la preuve que quelques Indiens de la réserve ont parfois érigé une petite cabane sur l'île, et cultivé la pomme de terre et le maïs; l'on soutient que cela constitue un titre de possession sur la terre. Nous devons écarter une telle prétention, parce que la possession par des Indiens errants de terres non cédées ne saurait retirer à la Couronne son fief sur ces terres. Il ne saurait y avoir de titre de propriété sur un territoire que les Indiens ont acquis par voie de possession ou de prescription, au motif que «les uns possèdent pour les autres» [...] Il me paraît aussi que le demandeur ne peut pas davantage se prévaloir du titre sur ladite île dans la *Proclamation royale de 1763*, [...] parce que les terres qui y sont indiquées comme réservées à l'usage des Indiens se trouvent hors du Québec, tandis que le territoire en question est à l'intérieur du Québec [...] De surplus, les Indiens ne possèdent aucun titre sur le domaine public, et n'en ont jamais possédé²²⁷.

Voie maritime du Saint-Laurent

L'affaire *Lazare c. Voie maritime du Saint-Laurent*²²⁸ a porté sur l'appropriation des terres des Mohawks à Kahnawake en vue de la construction de la Voie maritime. Le tribunal en conclut que la *Loi sur les Indiens* fédérale accordait le pouvoir de procéder à l'expropriation. La Cour ajouta, à cette occasion: il est bien évident [...] que les droits des Indiens de Caughnawaga, établis dans la réserve du même nom, ne diffèrent en rien des droits conférés aux autres Indiens de ce pays; ces droits comprennent un droit d'occupation et de possession, mais non de propriété, que seule la Couronne détient²²⁹.

Dans sa conclusion, le Cour du Québec cita favorablement quelques-uns des jugements américains les plus mal dégrossis touchant les droits et les titres ancestraux:

Qu'est-ce qu'un titre indien? Rien de plus que l'occupation à des fins de chasse. Cela ne ressemble en rien à nos régimes fonciers: la notion d'un titre sur les terres leur est inconnue. Ils parcourent plus qu'ils n'habitent les terres; on ne peut assimiler cela à une possession réelle et légale. Il s'agit d'un droit qu'il convient non pas de transférer, mais d'éteindre; ce droit est réglementé par des traités, et non par des titres translatifs de propriété; c'est un droit qui relève du droit international, plutôt que du droit municipal²³⁰.

Il n'était pas question ici des garanties données par la Couronne en septembre 1760, au traité de Kahnawake. La cour décida que le coeur du problème consistait à savoir si les demandeurs avaient réussi à établir l'existence d'un droit d'une nature telle que le Parlement canadien ne pourrait les exproprier:

Contrairement à leurs prétentions, les demandeurs détiennent uniquement un droit d'usufruit, droit qui leur est accordé par le prince, qui s'est toujours réservé le droit de propriété.

Étant donné que l'État demeure maître incontesté des terres, qu'il l'a été sans interruption depuis les débuts de la colonie, qu'il exerce ses pouvoirs à ce titre et qu'il s'est même, en dernière analyse, réservé la domination absolue sur les terres, il est hors de tout doute qu'il est en droit de les reprendre, sous réserve bien entendu d'une indemnisation pour la perte d'occupation²³¹.

Akwesasne

Les Mille-Îles (îles Oswegatchie)

À l'occasion de conseils formels tenus en 1791 et en 1796, le sous-surintendant des Affaires indiennes promit à la collectivité onondaga d'Oswegatchie toutes les îles comprises entre Gananoque et l'actuel Prescott, si elle renonçait à toutes ses prétentions sur les terres continentales. Entre cette époque et les années 1850, les agents du ministère des Indiens aidèrent les chefs à percevoir le loyer dû par les gens qui résidaient dans ces îles.

En 1807, la plupart des habitants d'Oswegatchie déménagèrent à Akwesasne, après qu'on eut pris leurs terres dans l'État de New York et que les promesses de rétablissement se furent révélées vaines; leurs droits sur les îles furent alors amalgamés à ceux des résidents d'Akwesasne. Le ministère des Indiens britannique continua d'aider à administrer et à louer les îles.

Les Mississaugas d'Alnwick, qui résidaient dans l'île Grape, à l'ouest de Kingston, cédèrent en 1856 leurs droits sur les îles situées dans le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent. Bien qu'avisé par les fonctionnaires du ministère des Indiens que les prétentions des Mississaugas sur les Mille-Îles étaient ténues (il était en fait de notoriété publique que la rivière Gananoque formait leur frontière à l'Est), le gouvernement canadien vendit la plupart des Mille-Îles, puis remit une partie de l'argent aux Mississaugas; Akwesasne ne reçut rien du tout (la dernière de ces ventes remonte aux années 70).

La frontière entre le Canada et les États-Unis traverse le Saint-Laurent. À plusieurs reprises, l'Angleterre et le Canada ont cédé des îles aux États-Unis; la Couronne n'ignorait pourtant pas, après 1784, que les États-Unis n'accorderaient pas les mêmes titres ancestraux sur les terres que les titres promis par les fonctionnaires britanniques. Ces îles furent transférées sans qu'on consulte de quelque façon les résidents d'Akwesasne ou d'Oswegatchie. Dans presque tous les cas, les États-Unis ou l'État de New York n'ont payé aucune indemnité.

Les Mille-Îles (îles Saint-Régis)

À peu près en même temps qu'on promettait aux Indiens d'Oswegatchie les îles à l'ouest de Prescott, on s'engageait à remettre aux résidents d'Akwesasne les îles situées dans le Saint-Laurent à l'est de Prescott, jusqu'à l'île aux Chats, dans le lac Saint-François, outre certaines parties de la terre ferme.

Comme les autres îles, celles-ci étaient louées directement par les chefs, le ministère des Indiens britannique assumant la perception et l'administration des loyers. Lorsque les premiers baux de 99 ans vinrent à expiration dans les années 1880, les chefs de Saint-Régis ne voulurent pas qu'on les renouvelle. Les arrêts *R. c. Lady McMaster* en 1926 et *R. c. Easterbrook* en 1929 firent la preuve que la *Proclamation royale de 1763* avait bel et bien mis ces îles de côté et que les baux étaient nuls. Promulguée en 1930, la *Loi des îles Saint-Régis* rétablit les îles sous l'autorité du ministère des Affaires indiennes, mais non sous celle des résidents d'Akwesasne.

Toutefois, les îles Saint-Régis ne comprennent pas toutes les îles qui furent mises de côté à l'occasion des conseils tenus durant les années 1790. Le Canada n'a pas réglé les revendications sur ces îles, revendications aujourd'hui mêlées à deux autres questions: le tracé d'une frontière entre le Canada et les États-Unis, et la création de la Voie maritime du Saint-Laurent, qui

entraîna l'inondation de quelques îles, l'érosion d'autres îles, enfin la prise de contrôle d'autres encore.

Les terres de Dundee

Les terres de Dundee se trouvent près de la réserve actuelle d'Akwesasne, au Québec. Les chefs d'Akwesasne les avaient presque toutes louées, de même qu'ils avaient loué les îles (des baux semblables furent conclus à Kahnawake et dans le territoire de la rivière Grand). Le ministère des Indiens éprouvait une difficulté croissante à percevoir les loyers; par ailleurs, certains occupants n'avaient pas signé de baux. Le Ministère trouva la solution: convaincre les Mohawks de céder le territoire, de sorte qu'il puisse être vendu aux locataires. Les Mohawks convinrent de renoncer aux terres louées, mais d'autres terres qui n'avaient jamais été louées furent vendues par le gouvernement canadien. Le Canada avait inclus, dans la cession, des terres inoccupées auxquelles les Mohawks n'avaient jamais songé à renoncer.

Ces derniers s'attendaient à ce que le prix des terres de Dundee leur permette d'acheter des terres contiguës à la réserve, de valeur équivalente; or l'indemnisation se révéla non seulement insuffisante, mais aussi très inférieure à la valeur des terres de Dundee. Il est probable que la plupart des résidents d'Akwesasne étaient absents au moment de la cession: c'était l'hiver, après les récoltes, et la plupart quittaient la réserve pour se rendre dans les territoires de chasse, pour couper du bois, et pour d'autres tâches.

Le gouvernement canadien a accepté de négocier certains aspects des revendications d'Akwesasne, mais en a rejeté d'autres.

Le terrain de Nutfield

Fuyant l'armée américaine pendant et après la Guerre d'indépendance américaine, sir John Johnson échoua sur le côté canadien du Saint-Laurent; il établit son régiment sur la rive nord du fleuve, autour d'une ville centrale dénommée Johnstown, sur l'emplacement actuel de Cornwall.

Johnson négocia avec les chefs d'Akwesasne par l'intermédiaire de son sous-surintendant général, secondé par Thayendenega (Joseph Brant). On n'avait pas fixé à l'époque de règles claires sur les conflits d'intérêts, mais il aurait dû lui sauter aux yeux qu'il ne pouvait pas se

permettre, en sa qualité de surintendant général des Affaires indiennes, de se lancer dans des spéculations foncières dont il retirerait un profit personnel.

Le terrain de Nutfield suivait la rivière sur deux milles et s'enfonçait environ 25 milles à l'intérieur des terres; sa superficie était de 30 690 acres, soit environ 47 milles carrés.

En 1797, les chefs prirent la décision de louer une partie des terres aux pionniers, avec l'autorisation de sir John Johnson, et offrirent des baux, généralement de 99 ans, renouvelables jusqu'à 999 ans; les baux étaient pour l'essentiel identiques à ceux, conclus pour les îles du Saint-Laurent, que la Cour suprême du Canada déclara invalides dans l'arrêt *R. c. Easterbrook*, en 1930.

Deux nouveaux arpentages en 1809 et en 1811 entraînèrent la disparition de 6 000 acres.

En 1820, on comptait 158 familles de pionniers sur les terres. Dès les années 1840, les chefs éprouvèrent de plus en plus de difficulté à percevoir les loyers; le ministère des Indiens proposa alors que les terres soient cédées, puis qu'on annule les baux et que l'on vende les terrains à leurs occupants. Le produit de cette vente servirait à payer une annuité perpétuelle à Akwesasne. Les chefs avaient plusieurs fois demandé que des mesures soient prises au sujet de ces terres, sans excepter leur vente, afin qu'ils puissent en retirer un profit quelconque.

En juin 1847, quelque 28 chefs et hommes principaux signèrent au village de Saint-Régis un document de cession, conçu sous forme de fiducie aux fins de vente. Après la cession, la plupart des terres furent vendues et concédées par lettre patente aux anciens locataires.

Mises à part les 6 000 acres «envolées» à la suite de l'arpentage de 1810, quelque 22 lots, selon les registres, sont entièrement ou en partie invendus; cela représente, avec le lit de la rivière Raisin et les routes dans la région, environ 500 acres.

Un total de 19 autres lots avaient été vendus avant la cession, en conséquence d'erreurs d'arpentage: en 1853, une indemnisation fut versée, majorée de plus de 50 années de loyer impayé — précédent d'importance pour les autres revendications.

Les négociations concernant les terres cédées non vendues exigeraient la participation du Canada aussi bien que de l'Ontario, puisque la province détient, en conséquence de la *Loi constitutionnelle de 1867*, le titre de la Couronne sur les terres indiennes qui sont cédées mais non vendues.

Point c. Dibblee Construction

En 1932, la Couronne conclut avec la Cornwall-Northern New York International Bridge Corporation une entente prévoyant la construction d'une route à travers l'île Cornwall. En 1933, la route était en voie d'achèvement; le conseil de bande élu avait approuvé les conditions de construction de la route et le gouvernement canadien avait remis un permis d'occupation à la corporation. Le demandeur, un chef à vie, refusa l'indemnisation qu'on lui offrait et intenta une poursuite, au motif que l'octroi du permis d'occupation était incorrect.

La Cour suprême de l'Ontario déclara tout d'abord que cette demande était en fait de la compétence de la Cour de l'Échiquier; elle ajouta néanmoins que la somme offerte était une juste compensation, que le demandeur avait trop attendu pour intenter sa poursuite, que la route profiterait à tous les Indiens de l'île Cornwall, enfin que:

Le système électif qui a présidé au choix des chefs et conseillers fut mis en place dans cette bande il y a de nombreuses années; même s'il est chef à vie, le demandeur ne peut exercer le moindre pouvoir, puisqu'il n'est pas élu conformément aux dispositions de la Loi²³².

Le reste de la décision ne surprendra personne: le demandeur «ne possède aucun titre possessoire sur les terres qu'il occupe dans la réserve»; en l'absence d'un tel titre, il ne peut espérer gagner une poursuite contre la Couronne, qui détient les titres sur les terres.

Voie maritime du Saint-Laurent

La saisie des terres d'Akwesasne pour la Voie maritime du Saint-Laurent a laissé une amertume encore palpable dans les revendications et les litiges. En effet, la construction de la Voie maritime a entraîné l'inondation des îles et de la terre ferme, l'expropriation de terres de réserve, et la construction d'une route, d'un poste de douane et d'un poste de péage sur l'île Cornwall.

Le territoire de la rivière Grand

Le don de Haldimand et le titre de Simcoe

Durant la Guerre d'indépendance américaine, les fonctionnaires anglais promirent à l'Haudenosaunee, et particulièrement aux Mohawks, qu'ils auraient après la guerre autant de

terres qu'avant, s'ils en avaient besoin. Après la défaite des Anglais, le gouverneur sir Frederick Haldimand leur fit don de la vallée de la rivière Grand, un territoire couvrant six milles de part et d'autre de la rivière, depuis la source jusqu'à l'embouchure. Les Anglais achetèrent ces terres aux Mississaugas, bien qu'elles s'inscrivent dans les limites de l'acte fiduciaire de Nanfan (1701). En 1793, le lieutenant-gouverneur amputa le don d'environ un tiers de sa superficie, sous prétexte qu'on ignorait en 1784 les dimensions réelles de la vallée et que la Couronne ne saurait faire don aux Six-Nations de terres non cédées par les Mississaugas. Curieusement, la vallée de l'Outaouais n'a jamais été cédée par la nation algonquine, qui l'occupe cependant de temps immémorial, mais ce fait n'a jamais empêché la Couronne de vendre les terres à des milliers d'Européens.

Les tribunaux du Haut-Canada en conclurent par la suite que le don de Haldimand de 1784 était invalide, car Haldimand avait apposé sur le titre son sceau d'armes plutôt que le grand sceau de la province. En 1850, la législature de la Province unie du Canada promulgua une loi stipulant qu'aucune cession de terres obtenues des Indiens ne serait valide à moins qu'elle ne porte le grand sceau de la province. Six semaines plus tard, William Robinson accepta la cession du bassin hydrographique du lac Huron et du lac Supérieur des mains des chefs et hommes principaux des Ojibways qui y habitaient. Or le sceau n'a jamais été apposé à ces traités. Lorsque la question fut soulevée dans l'affaire *Procureur général de l'Ontario c. Bear Island Foundation*, le tribunal de première instance déclara que l'absence du sceau ne nuisait en rien à la validité des cessions, puisque le Gouverneur général était au courant des traités et aurait pu, s'il l'avait voulu, apposer son sceau.

En avril 1993, le conseil élu des Six-Nations a adressé au gouvernement canadien une revendication particulière au sujet des terres qui remontent jusqu'à la source de la rivière Grand.

La cession de 1841

La transaction de 1841 fut douteuse sous tous les angles. Elle porta moins de signatures, et fit l'objet de moins de discussions, que des cessions mille fois moins importantes. L'une des signatures semble être un faux; une autre fut apparemment achetée. Cette mesure, qui avait pour objet d'expulser des squatters, se solda par l'amputation d'un tiers du territoire de la rivière Grand et par la légitimation des titres des squatters. Souvent, on vendit même les terres censément

protégées, c'est-à-dire déjà occupées par des membres individuels des Six-Nations, ce qui suscita, plus d'un siècle plus tard, toute une série de revendications non encore réglées.

Les terres de Cockshutt: Logan c. Styres

Alliées de la Couronne durant la Deuxième Guerre mondiale, les Six-Nations autorisèrent la société Cockshutt Farm Equipment à occuper un peu plus de trois acres de terres, près de Brantford, pour construire des véhicules blindés. À l'expiration du bail, la société proposa à la Couronne d'acheter les terres; le conseil élu accepta le prix de 25 000 \$ qui lui était offert. Deux votes de cession eurent lieu, conformément aux dispositions de la *Loi sur les Indiens*. Pour le premier, 54 personnes votèrent (37 pour, 16 contre, un bulletin nul). La cession passa au deuxième tour, avec 53 votes, dont 30 pour; or la réserve comptait 3 600 électeurs, c'est-à-dire que moins de 1 % des gens ayant le droit de vote se prononcèrent en faveur de la cession.

Le juge King, de la Haute cour de l'Ontario, déclara:

Le gouverneur en conseil est tout à fait libre de décider qu'il convient de refuser la cession des terres en question. On a peine à concevoir, d'après la preuve avancée durant le procès, les avantages que les Indiens des Six-Nations retireraient de la cession des terres²³³.

Il décida néanmoins que:

Les Indiens des Six-Nations ont droit à la protection accordée par les lois dûment promulguées par les autorités compétentes, et sont en même temps soumis à ces lois. Il est peut-être injuste ou arbitraire, dans les circonstances, que le Parlement canadien s'immisce dans le système interne de gouvernement par les chefs héréditaires, mais il me semble que le Parlement est néanmoins autorisé à prendre des dispositions touchant la cession de terres de réserve, comme il l'a fait dans le cas qui nous occupe²³⁴ [...]

La Grand River Navigation Company

La Grand River Navigation Company est le fruit d'un projet, mûri au début du XIX^e siècle, qui visait à faire de la rivière Grand le grand centre de transport en gros dans le Sud-Ouest ontarien. On imaginait des chalands transportant vers l'aval des produits agricoles, tandis que des mules sur des chemins de halage leur permettaient de remonter la rivière. Incitées à investir dans

l'entreprise, les Six-Nations jouèrent leurs terres aussi bien que leur argent. Le calcul se révéla mauvais: le chemin de fer naissant remplaça presque aussitôt le transport fluvial. La Couronne avait nommé des fiduciaires pour protéger les intérêts des Six-Nations dans la Grand River Navigation Company, mais le ministère des Indiens continua à investir les fonds de fiducie, malgré les protestations des fiduciaires et des chefs, dans une entreprise qui visiblement était vouée à l'échec. On a souvent accusé les fonctionnaires et les fiduciaires d'avoir retiré ce qu'ils avaient personnellement investi dans l'entreprise moribonde, pour y substituer l'argent des Six-Nations. Quelque 160 000 \$ disparurent de cette façon du fonds de fiducie.

Confronté à une revendication touchant cet argent, le gouvernement canadien répondit qu'en premier lieu l'affaire ne relevait pas du gouvernement fédéral, puisqu'elle remontait à avant 1867, et que de toute façon le délai de prescription interdisait de se pencher à nouveau sur le problème.

Dans les années 40, les tribunaux furent saisis de certains problèmes découlant du naufrage de la Grand River Navigation Company. L'arrêt *Miller c. R.* portait sur l'inondation sans indemnisation en 1826 de 1 827 acres appartenant aux Six-Nations pour la construction du canal Welland, ainsi que sur les 369 acres avancées à la Grand River Navigation Company, mais qui ne firent jamais l'objet d'une indemnisation.

Lorsque le conseil élu entama sa première poursuite en 1848, devant la Cour de l'Échiquier, celle-ci refusa d'accueillir une requête qui autoriserait à poser des questions à un agent de la Couronne. Saisie de l'affaire en 1949, la Cour suprême commença par régler la question des terres inondées et celle des terres prêtées:

[Ces revendications] résultant de faits antérieurs à l'*Acte d'Union de 1840*, Imp. c. 35, il est absolument impossible d'en tenir le défendeur responsable, car ce défendeur est Sa Majesté du chef ou de l'intérêt du Dominion du Canada, qui, comme on le sait, n'a commencé à exister qu'en 1867²³⁵.

L'appelant n'a pas démontré l'existence d'une obligation incombant à Sa Majesté du chef du Dominion du Canada à l'égard d'une telle responsabilité, bien que, pour les obligations survenant après cette date [1840], l'article 111 de l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique* (1867) soit pertinent²³⁶.

Quant au paiement à partir des fonds de fiducie, le Canada soutint (comme il devait le faire encore 30 ans plus tard dans l'affaire *Guerin*) que toute «référence à la Couronne en qualité de fiduciaire des Indiens [...] ne constitue pas un emploi technique du terme, mais une simple référence descriptive des rapports politiques généraux qui lient Sa Majesté et les Indiens».

On demandait à la Cour de traiter de la question de paiement de fonds de fiducie pour des actions de la Grand River Navigation Company, qui étaient dépourvues de toute valeur. Trois jugements furent rendus, stipulant dans les trois cas qu'un tribunal inférieur devrait être saisi de la question et du procès. Le juge Kellock ajouta:

Cela soulève l'intéressante question de savoir si la loi [sur la prescription] s'applique à des personnes dont les droits civils sont restreints, comme c'est le cas des Indiens²³⁷.

L'affaire ne fut jamais plus entendue par la Cour de l'Échiquier; le décès de l'avocat du conseil et les manœuvres du Canada pour décourager les poursuites, menèrent l'affaire à la Cour suprême du Canada; elle devait renaître 30 ans plus tard, sous forme de revendication.

Pour toute réponse aux revendications découlant de la faillite de la Grand River Navigation Company, le gouvernement canadien s'est abrité derrière la décision de la Cour suprême du Canada selon laquelle le gouvernement fédéral n'avait pas à répondre des actions de la Couronne avant l'*Acte d'Union de 1840*. Cela pose un problème aux demandeurs de l'Haudenosaunee: il n'existe plus de Couronne du chef de l'Empire, ou de Couronne du chef des colonies du Haut et du Bas-Canada, ou encore de Province unie du Canada. La Couronne a réussi, grâce à ces avatars et transformations, à se dérober à ses anciennes obligations, sans pour autant renoncer à tous les avantages découlant des ententes conclues par elle sous le nom d'empire ou de colonie.

Les terres réservées au chemin de fer: Long boat and Jamieson c. R.

Au bout de plus de 20 ans de recherches et de négociations avec le gouvernement canadien, le conseil élu des Six-Nations est parvenu à résoudre une revendication: celle portant sur 268 acres appartenant à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada.

Le Canada considère que l'affaire est réglée; il subsiste cependant de graves questions touchant le déroulement des négociations et la façon dont le règlement fut déclaré valide. Pour chaque acre, les Six-Nations ont reçu beaucoup moins d'argent que les Mississaugas de New-Credit, lesquels avaient pourtant une revendication fondée sur les mêmes faits et portant sur une terre adjacente. Cela est d'autant plus troublant que les Six-Nations détiennent le droit de propriété sous-jacent sur les terres de New Credit.

Moins de 300 personnes votèrent au référendum organisé pour ratifier ce règlement; or la liste électorale à cette occasion contenait plus de 6 000 noms, c'est-à-dire que le taux de participation s'éleva à moins de 5 %. Le deuxième référendum n'a pas bénéficié d'une participation plus large. Le Gouverneur général en conseil a néanmoins ratifié la «cession» des terres, les 5 % constituant selon lui une majorité aux fins du droit canadien. À environ la même époque, Joe Clark, ministre des Affaires extérieures, taxait de «fraude» une élection à Haïti qui avait bénéficié de la participation du quart environ de la population.

Le conseil de la confédération du territoire de la rivière Grand a engagé des poursuites contre le Canada au motif que le mode de convocation et de déroulement des référendums est entaché d'irrégularité, et que l'acceptation d'une cession approuvée par une proportion si faible de la population, alors que le Canada savait parfaitement qu'une majorité était défavorable à la cession, équivaut à une violation des obligations fiduciaires.

Autres revendications du territoire de la rivière Grand

Le Canada a accepté, le 21 mai 1993, de négocier trois revendications présentées par le conseil élu des Six-Nations dans le territoire de la rivière Grand: 900 acres dans le canton d'Innisfil (revendication présentée le 21 janvier 1982); 4 000 acres dans le canton de Hawkesbury (le 18 octobre 1984); 30 800 acres dans le bloc n° 5 du canton de Moulton (le 18 octobre 1984).

Le conseil élu a en outre présenté 20 revendications particulières:

Chemin Plank Road de Hamilton-Port Dover, canton Séneca et Onéida, 7 680 acres, présentée le 18 juin 1987.

Canal Welland (barrage d'alimentation), présentée le 21 janvier 1988.

Bloc n° 6, canton Canborough, 19 000 acres, présentée le 20 septembre 1988.

Johnson Settlement, canton Brantford, 7 000 acres, présentée le 19 janvier 1989.

Terrain Burtch, canton Brantford, 5 233 acres, présentée le 2 avril 1989.

Réserve de matériel militaire, lots 25 et 26, concession 4, Port Maitland, canton Dunn, présentée le 21 juillet 1989.

Terrain Eagle's Nest, canton Brantford, 1 800 acres, présentée le 28 septembre 1989.

Canton Onondaga, lots 10-14, concession II, et lots 6-15, concession III, 2 000 acres, présentée le 15 mars 1990.

Terrain Martins, canton Brantford, 1 500 acres, présentée le 19 avril 1990.

Oxbow Bend, canton Brantford, 1 200 acres, présentée le 19 juillet 1990.

Canton Onéida, présentée le 20 septembre 1990.

Emprise de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, River Range, canton Onondaga, présentée le 18 avril 1991.

Canton Cayuga, côté sud de la rivière Grand, présentée le 20 juin 1991.

Grand River Navigation Company (dons de terres), 368 7/10 acres, présentée le 16 avril 1992.

Lit de la rivière Grand avec ses îles, présentée le 16 juillet 1992.

Terres occupées par le chemin de halage de la Grand River Navigation Company, présentée le 19 octobre 1992.

Exploration du pétrole et du gaz dans le tréfonds de la réserve des Six-Nations, présentée le 21 janvier 1993.

Source de la rivière Grand, présentée le 2 avril 1993.

Placements des Six-Nations sous la garde de Coutts and Company, présentée le 19 août 1993.

Le bureau de recherche des Six-Nations de la rivière Grand prépare actuellement des revendications portant sur une quarantaine de transactions supplémentaires.

Le territoire des Mohawks à la baie de Quinte

Le territoire de la baie de Quinte a été la scène de l'une des rares revendications que le gouvernement canadien a réglées relativement aux terres de l'Haudenosaunee. Il s'agissait d'un terrain d'aviation, occupé à des fins militaires durant la Deuxième Guerre mondiale, mais qui ne fut pas rendu à ses propriétaires pendant des dizaines d'années. Les terres ont été retournées et une indemnisation a été versée.

Le territoire des Mohawks à Kanesatake

Karente c. le séminaire Saint-Sulpice

L'histoire de l'établissement des Mohawks au lac des Deux-Montagnes peut être racontée de deux points de vue très différents: celui de la loi française, que les tribunaux canadiens ont confirmé, et celui des Mohawks, qui comprenaient la situation tout autrement quand ils s'y sont établis (opinion dont les tribunaux n'ont tenu aucun compte).

Les Mohawks avaient cru comprendre que l'on mettait de côté la seigneurie du lac des Deux-Montagnes à titre de terre indienne. Trois villages furent fondés: Iroquois, Algonquin et Nipissing. La ceinture-wampum, confectionnée à l'occasion de la fondation de l'établissement dans les années 1720, dépeint deux chiens (un à chaque extrémité) censés tenir à distance les intrus, et illustre aussi la participation des Sept-Nations du Canada. Le roi de France avait

accordé une concession aux pères sulpiciens qui dirigeaient la mission, pour les appuyer dans leur oeuvre missionnaire. Mais à mesure que la mission s'enfonçait dans des difficultés financières, et que les prêtres et les Mohawks se brouillaient, les Sulpiciens commencèrent à louer les terres à des Canadiens français, puis à les leur vendre.

Les Mohawks croyaient qu'ils étaient propriétaires des terres, ou du moins que les Sulpiciens ne les avaient reçues qu'en qualité de dépositaire, pour le compte des Indiens. Le jugement du général Gage rendu en 1760 à Kahnawake avait confirmé une telle interprétation, mais les tribunaux en décidèrent autrement à Kanesatake: la plus haute cour confirma que les Sulpiciens jouissaient d'un titre franc et quitte, et pouvaient aliéner les terres comme bon leur semblait.

Dans les années 40, le gouvernement canadien, voulant tirer le meilleur parti d'une situation difficile, acheta les terres restantes aux Sulpiciens. À l'époque, les Mohawks occupaient le lieu depuis près de deux siècles et demi, soit depuis la fondation de la mission du lac des Deux-Montagnes; ils affirmaient l'avoir utilisé et occupé pendant des siècles avant cette date.

Lorsque les Mohawks de Kanesatake portèrent leur revendication à l'attention du gouvernement canadien, le Canada la rejeta sous prétexte que les tribunaux avaient déjà statué sur les questions principales et qu'il n'existait donc plus d'obligation juridique.

Annonçant en 1990 qu'il était disposé à négocier le règlement de la revendication de Kanesatake, le ministre des Affaires indiennes expliqua que le Canada comprenait désormais qu'une injustice appelait une réparation, même en l'absence d'une stricte obligation juridique. Trois ans plus tard, les Mohawks n'avaient reçu ni terres, ni argent, tandis qu'on avait compensé leurs voisins non mohawks pour la dévaluation des propriétés qu'ils occupent encore aujourd'hui.

Le territoire mohawk de Wahta

Les rapports entre Mohawks et Sulpiciens à Kanesatake se détériorèrent au point que plusieurs familles indiennes décidèrent de partir pour fonder un nouvel établissement. En 1881, trente-deux familles déménagèrent dans le canton de Gibson, qui leur était offert dans la région de Muskoka (Ontario), à Wahta (du nom des grandes érablières qui l'entouraient).

Les Mohawks trouvèrent moins de terres qu'ils n'escomptaient dans leur nouveau territoire; en effet, les gouvernements du Canada et de l'Ontario en étaient parvenus à la

conclusion que les Mohawks n'auraient pas besoin de tout le territoire mis de côté à leur usage. Il s'ensuivit une difficile revendication, qui traîne en longueur depuis plus de 20 ans.

La Constitution du Canada

Le Canada faillit adopter en 1992 une modification de sa Constitution, dans le cadre de l'Accord de Charlottetown.

La majeure partie de l'Haudenosaunee s'est abstenue de voter au référendum sur la modification constitutionnelle proposée. Les dirigeants (élus et traditionnels) ont en effet expliqué qu'il n'appartenait pas aux Iroquois de voter sur la constitution d'un autre peuple, parce que eux-mêmes ont leur propre Constitution.

Les modifications auraient reconnu le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones du Canada, droits qui auraient été soumis aux lois fédérales et provinciales destinées à assurer la paix, l'ordre et le bon gouvernement; comme ces derniers pouvoirs appartiennent exclusivement au gouvernement fédéral, aux termes de la Constitution actuelle du Canada, personne n'a pu préciser quelles lois provinciales auraient préséance sur les lois des autochtones (peut-être même toutes).

Le terme «inhérent» dans la modification proposée suscita une tempête juridique. L'Assemblée des Premières nations expliqua alors:

La Terre nourricière a mis au monde les Premières nations pour s'occuper de toute sa création et pour vivre en harmonie avec elle. Nous prenons soin de notre terre, de nos frères et soeurs du règne animal, et les uns des autres. Ces responsabilités nous ont imparti nos droits inhérents et permanents d'autonomie gouvernementale. Ces droits découlent du simple fait que nous habitons ces terres de temps immémorial²³⁸.

L'ironie veut que l'équivalent du corps législatif, chez l'Assemblée des Premières nations, se compose de chefs qui sont presque tous élus en vertu de la *Loi sur les Indiens* du Canada. Les gouvernements traditionnels ne sont ni représentés, ni présents à l'Assemblée des Premières nations, que le gouvernement canadien reconnaît comme la voix officielle des Indiens inscrits au Canada.

Le gouvernement canadien s'est clairement expliqué sur la question du droit inhérent à l'autonomie gouvernementale:

L'inquiétude que nous cause ce mot s'explique de manière très simple: nous croyons qu'en l'absence d'une définition ou d'une modification, il serait utilisé pour revendiquer un statut de souveraineté internationale, ou comme justification pour décider unilatéralement des lois qui s'appliquent aux autochtones, et de celles auxquelles ils sont soustraits.

Ainsi, notre préoccupation concerne non pas le mot, mais la notion. S'il nous est prouvé qu'il est possible de rédiger une modification de manière à certifier qu'un droit inhérent n'est pas synonyme de droit de souveraineté ou de séparation, ou de détermination unilatérale de pouvoirs, nous y réfléchissons. Si les Canadiens autochtones peuvent nous aider à définir les effets pratiques de la notion d'inhérence, sur le plan des autorités, pouvoirs et juridictions, et nous montrer que l'intégrité de notre fédération ne serait pas remise en question, nous leur en serons reconnaissants. Nous n'avons pas d'objection à l'inhérence en tant que tel²³⁹.

L'Inuit Tapirisat et le Conseil national des autochtones du Canada, représentant l'Assemblée des Premières nations, se hâtèrent de préciser que nul ne songeait à revendiquer une forme quelconque de souveraineté internationale, et qu'ils recherchaient uniquement une reconnaissance au sein de la fédération canadienne. Quant à l'Haudenosaunee, elle en vint à la conclusion que les questions qui préoccupent le Canada sont précisément celles qui reflètent le mieux les siennes propres en matière de lois et de droits; elle proposa donc, en décembre 1991, un énoncé de position sur les modifications à apporter à la Constitution canadienne:

La confédération iroquoise croit le moment bien choisi pour prodiguer quelques conseils au Canada touchant ses réformes constitutionnelles. Ce n'est pas une décision que nous avons prise à la légère; nous voulons éviter que nos observations paraissent comme une ingérence indue dans les affaires internes du Canada. Nous offrons respectueusement le fruit de nos réflexions, dans l'espoir que cela contribuera à la paix et à l'ouverture d'esprit.

Notre confédération a sa propre Constitution, la *Kaianerekowa*, ou Grande Loi de la Paix, qui nous régissait avant même l'arrivée des Européens. Nous connaissons nous aussi les difficultés auxquelles est confrontée toute confédération, puisque nous sommes composés de six nations réparties dans 15 collectivités. Notre expérience des confédérations est vieille de plusieurs siècles de plus que le Canada. Il nous paraît certain que la force des liens qui nous unissent découle des principes qui sous-tendent notre Constitution.

Nous croyons en outre que ces notions fondamentales forment la loi naturelle de ces terres; nous déplorons qu'elles ne soient pas encore clairement énoncées dans la Constitution du Canada.

Nos relations avec la Couronne

Les relations instaurées par notre premier accord avec la Couronne Britannique, en 1664, sont symbolisées par le wampum à deux rangs, qui est une ceinture contenant deux lignes foncées parallèles sur fond blanc (figurant la paix). Les deux lignes représentent le canot iroquois et le voilier britannique, qui avancent côte à côte sur le chemin de la vie. Aucun des deux ne fait obstacle à la route que poursuit l'autre en matière d'administration interne. Inscrites entre les deux lignes, trois rangées de wampum blanc figurent la paix, le respect et l'amitié, notions qui rapprochent les peuples, mais qui en même temps les tiennent à une distance convenable.

La chaîne d'alliance en argent, qui lie les nations sous le signe de la protection et du respect mutuels, est le deuxième symbole important de nos relations. Les deux côtés doivent veiller à ce que la chaîne ne perde jamais son lustre et sa solidité. L'alliance avec la Couronne a subsisté trois siècles. Le Canada n'existerait pas sous sa forme actuelle sans l'aide que nous lui avons apportée par le passé.

Les motifs de notre action

Nous ne pouvons-nous empêcher d'observer que les difficultés internes du voilier l'empêchent de suivre sa route. Il ne nous appartient pas de nous occuper de son pilotage; nos nations se sont presque toujours abstenues d'indiquer au Canada ou aux provinces comment organiser leurs relations mutuelles, et se sont bornées à formuler des observations sur les conséquences, pour elles-mêmes, des lois envisagées.

Nous sommes toutefois dans une situation exceptionnelle qui nous incite à prendre la parole publiquement. Si le voilier est endommagé, il risque de faire une embardée et d'abîmer notre fragile canot; s'il coule, la chaîne qui le relie au canot condamnera celui-ci au même sort. Confrontée à de telles situations, la confédération a décidé à plusieurs reprises, par le passé, de dire le fond de sa pensée aux gouvernements coloniaux.

C'est ainsi qu'au «congrès d'Albany», en 1755, nous avons donné l'idée aux 12 colonies anglaises de former une union qui leur conférerait force et paix. Notre proposition a fait du chemin; s'inspirant des principes d'équilibre des pouvoirs contenus dans notre Grande Loi, elles rédigèrent la Constitution des États-Unis d'Amérique.

Ce qui manque à la Constitution canadienne

Nous croyons que le Canada a beaucoup à apprendre des usages des peuples qui occupent ces terres depuis l'aube des temps. Nos lois sont le reflet de la terre, de ses valeurs et de son âme. Ce que nous proposons au Canada et aux provinces est ancré dans notre Grande Loi de la Paix.

Nos lois obligent les chefs, quand ils débattent et prennent des décisions, à toujours regarder sept générations dans le futur. Cela évite que leur esprit soit constamment préoccupé par la prochaine échéance électorale, ou par les opinions versatiles du peuple. Les décisions prises par notre gouvernement ne visent le

court terme ni dans leur nature, ni dans leur finalité. La Constitution canadienne omet d'exiger du législateur qu'il réfléchisse aux conséquences de ses lois sur les générations à venir: nous craignons fort que cela ait été cause de la dégradation du monde dont nos enfants sont appelés à hériter.

Nos lois rappellent sans cesse les chefs à leurs responsabilités envers la nature; nos gouvernements régissent les gens, sans oublier toutefois notre responsabilité envers la vie qui nous entoure. Notre devoir englobe l'environnement tout entier. Or la Constitution canadienne n'oblige nulle part le législateur à réfléchir aux effets que ses lois et décisions produiront sur la nature. Une partie de la «clause Canada» contient en germe une telle idée, mais le législateur n'y est pas astreint.

Nos lois contraignent le législateur à se concentrer sur la paix, à ne jamais la perdre de vue quand il prend des décisions. Elles stipulent que la paix est un devoir qui incombe à tout chef et à tout le monde. La Constitution canadienne ne traite la paix que comme une compétence fédérale mineure et résiduaire; on ne l'a jamais reconnue à titre de valeur fondamentale.

Nos lois nous enjoignent de toujours prendre le temps de bien faire les choses, de ne jamais, sous quelque influence que ce soit, nous hâter de prendre des décisions qui peuvent se révéler mauvaises, myopes ou étriquées. Nous ne permettons jamais que des délais artificiels nous empêchent de réfléchir avec justesse et sagesse.

Nos décisions tiennent toujours compte de nos obligations spirituelles. Serviteurs de la loi, du peuple et du Créateur, nos chefs sont humbles. La Constitution canadienne ne parle nulle part de l'obligation d'humilité ou de spiritualité qui incombe aux dirigeants; ce n'est pas sur ces critères qu'ils sont choisis.

Nos lois nous obligent à parvenir à un accord des volontés si la décision à prendre est importante; les questions ne sont pas décidées à la majorité, parce qu'à long terme cela engendre de l'hostilité chez les «perdants». Nos lois rassemblent tous les gens et tous leurs points de vue. Cela prend du temps, mais notre loi est conçue de manière à permettre le consensus, à l'identifier et à le maintenir.

Nous recommandons au Canada d'intégrer ces obligations à sa Constitution pour en faire la règle de son action à l'avenir. Nous avons fait en sorte que nos législateurs réfléchissent aux effets de leurs décisions sur les générations à venir et sur la nature; que la paix soit toujours présente à leur esprit; qu'ils recherchent le consensus et l'accomplissement de leur devoir dans l'humilité et la spiritualité. Nous sommes prêts à partager nos idées avec le Canada: elles pourraient se révéler non pas un défi moral, mais un élément capital de la solution, comme l'a affirmé le rapport Spicer.

Les propositions du Canada touchant les «peuples autochtones»

La confédération iroquoise ne s'inscrit pas dans la structure constitutionnelle du Canada. Nos trois siècles de relations par traités avec la Couronne, relations suivies et bien documentées, viennent confirmer notre indépendance. Le Canada n'a pas encore reconnu formellement les obligations de la Couronne découlant des traités. Nous n'avons jamais demandé d'adhérer au Canada, mais nous tenons toutefois à clarifier, une fois pour toutes, nos rapports avec lui. Nous ne voulons pas que l'épisode de l'été 1990 se reproduise [...]

Le gouvernement canadien n'a pas répondu à nos suggestions. Le ministre responsable des relations constitutionnelles s'est dit prêt à rencontrer le comité des relations extérieures de la confédération, mais n'a pas trouvé le temps d'organiser la réunion.

Lors des négociations sur l'Accord de Charlottetown, au contraire de l'Accord du lac Meech qui l'a précédé, les dirigeants politiques du Canada et des provinces étaient parvenus à un certain consensus (avec la participation des organismes autochtones); mais rendus à ce point, ces mêmes dirigeants ont prouvé (selon les critères de l'Haudenosaunee) que la leçon n'avait pas porté fruit. Ils passèrent directement au référendum, c'est-à-dire à la confrontation entre le oui et le non; les forces du non l'ont emporté, parce que tout cet épisode s'est déroulé sous pression, selon des délais artificiels et dans la confusion.

Le Gouverneur général n'a pas de nom: l'absence de relations avec le gouvernement canadien

Lorsque naquit le gouvernement fédéral canadien, l'administration des Affaires indiennes revint à une poignée d'étrangers, c'est-à-dire que ni les politiciens, ni les administrateurs n'étaient au fait de la langue et des coutumes de l'Haudenosaunee.

Le premier ministre du Canada cumulait aussi le poste de surintendant-général des Affaires indiennes, à la suite de sir William Johnson. Il était d'avis — et ne se privait pas de le dire — qu'on ne pouvait pas accorder de statut spécial à la confédération; les Indiens étant des «pleurnicheurs invétérés», tous les autres revendiqueraient un traitement égal. Ce point de vue ne repose pas sur une connaissance exacte des engagements historiques pris par la Couronne.

Même s'il a refusé aux chefs de la confédération l'autorisation de se rendre en Angleterre pour le couronnement du roi George V, ou de rencontrer le Gouverneur général en vue d'effacer la rouille accumulée sur la chaîne d'alliance, le gouvernement canadien a néanmoins parfois reconnu ces relations historiques. En mai 1916, le Gouverneur général (le duc de Connaught) adressa une lettre aux conseils indiens qui avaient contribué au Fonds patriotique créé pour appuyer l'effort de guerre:

Je suis très touché de votre si fidèle générosité. Relisant les discours des anciens gouverneurs aux sachems indiens, et les réponses de ces derniers, j'observe que référence est constamment faite à une chaîne d'argent qui lie les intérêts de toutes les parties, et au fait que la chaîne brillait plus vivement et plus fort à chaque nouvelle rencontre et parole d'amitié. Votre récent geste montre l'attachement que

vous manifestez à cette chaîne; pour ma part, j'accepte vos cadeaux et je déclare qu'ils ont rajouté du lustre et de la solidité à la chaîne.

Dans la tradition juridique anglaise, la Couronne est distincte du gouvernement, et constitue une entité impérissable. À la mort du Roi, on s'exclame: «Le Roi est mort: vive le Roi!» La Couronne s'apparente, sous ce rapport, aux *rotiianeson* de l'Haudenosaunee, puisque le titre demeure après que le titulaire est décédé. Par contre, le gouvernement est éphémère. Le Roi détenait à l'origine les pouvoirs exécutifs aussi bien que législatifs; petit à petit, il s'entoura de conseillers, qui devinrent son «Conseil privé», et qui portent aujourd'hui le nom de Cabinet, parce que les rencontres avaient lieu dans les appartements privés du Roi. Dans l'intervalle, le pouvoir des législateurs, tant à la Chambre des communes qu'à celle des lords, s'accrut de telle sorte qu'aujourd'hui le parti qui remporte le plus de sièges à la Chambre des communes forme le gouvernement, et que ses dirigeants deviennent les conseillers du Roi. Graduellement, le Roi et son représentant au Canada, le Gouverneur général, ont perdu de leur pouvoir.

Dans la tradition anglaise, plusieurs éléments marquaient la distance entre la Couronne et son gouvernement. On créa des tribunaux d'équité, à distinguer des tribunaux de droit, pour assurer au sujet un traitement équitable au nom de la Couronne dans les situations où les lois du gouvernement s'écartaient de la stricte justice. Il était aussi permis au sujet d'adresser une «pétition de droit» à la Couronne, pour lui demander protection contre les abus ou injustices du gouvernement.

Le Canadien moyen ne voit plus de différence entre la Couronne et le gouvernement; seul le gouvernement régit encore sa vie et se fait élire par lui. La Couronne, représentée par le Gouverneur général, n'a plus qu'un rôle honorifique presque vide; le débat est ouvert quant à la nécessité de conserver l'institution.

Chez l'Haudenosaunee, aucune différence de cette nature n'existait entre le chef de l'État et le chef du gouvernement. Les *rotiianeson* agissent comme un seul corps et un seul esprit, qui tous deux obéissent à la *Kaianerekowa*.

Il est clair que les relations entre l'Haudenosaunee et les Anglais furent tout d'abord une relation avec la Couronne. À partir de 1664, ce sont les gouverneurs des colonies qui rencontrèrent la confédération, renouvelèrent les engagements antérieurs et négocièrent les traités. Les réunions se tenaient avec les *rotiianeson* eux-mêmes, et non pas avec leurs délégués.

Le pouvoir véritable, à l'époque coloniale, résidait dans le gouverneur; les législatures n'existaient pas, ou alors exerçaient un pouvoir consultatif très réduit. Ainsi, les rapports se faisaient de nation à nation, au plus haut niveau.

Un gouverneur n'existait dans le monde de l'Haudenosaunee qu'à condition de recevoir un nom, qui constituait un titre. Ainsi, le gouverneur de New York, personnage central de l'Angleterre dans la chaîne d'alliance, portait et porte encore le nom de Corlaer; le gouverneur de Québec, de Yonnondio; le gouverneur de la Pennsylvanie, d'Onas; le gouverneur de la Virginie, d'Asharekowa. Lors de la conclusion du traité de Fort Stanwix, en 1768, Canaquieson (des Onéidas) donna un nom au gouverneur du New Jersey, étape que l'on a décrite comme indispensable — «conférer son propre nom sur lui par la main» — avant de procéder à l'ordre du jour du conseil. Il se peut que l'octroi du nom nécessitait la même cérémonie que celle en usage pour les enfants ou les personnes adoptées: un personnage respecté promenait la personne nouvellement nommée devant le peuple, répétant le nom tandis que les gens l'approuvaient. Le nom assurait la continuité du titre conféré par l'Haudenosaunee, mais il fixait aussi la nature des rapports et les reconnaissait.

Le gouverneur général du Canada n'a pas de nom.

Cette absence de nom donne la mesure du gouffre qui s'est creusé entre le Canada et l'Haudenosaunee. Il ne porte pas de nom, bien qu'il soit le plus haut représentant (et le représentant personnel) de la Couronne au Canada, et malgré que l'Haudenosaunee s'adresse encore directement à lui. Cet état de fait démontre le peu d'efforts déployés par le Canada pour pénétrer dans le monde de l'Haudenosaunee, c'est-à-dire reconnaître le besoin qu'a la confédération de renouveler et de maintenir la chaîne d'alliance.

L'Haudenosaunee ne peut, renonçant à ses usages, communiquer directement avec le gouvernement canadien sans passer par la Couronne, car cela équivaldrait à transgresser les principes enchâssés dans le wampum à deux rangs et la chaîne d'alliance; cela reviendrait à aborder le voilier sans passer par le représentant personnel de la Couronne.

La chaîne d'alliance et le wampum à deux rangs tracent un seul chemin entre l'Haudenosaunee et la Couronne; la vaste voie blanche de la paix est délimitée des deux côtés par la Couronne et par la confédération, et interdit tout autre moyen de communication. Ce choix intentionnel d'une voie unique vise à éviter la confusion engendrée par les innombrables sentiers que les gens traceraient inévitablement entre les deux pouvoirs. L'absence d'un nom désignant

le Gouverneur général montre à quel point «la broussaille a poussé» entre la Couronne et l'Haudenosaunee; mais la Couronne a, de même, tout oublié de ses anciennes connaissances de la confédération. Lors de la crise de 1990, le Canada fut incapable de distinguer les porte-parole véritables de la confédération, ce qui le convainquit de s'abstenir de tout contact. Plusieurs groupes, en effet, prétendaient parler au nom de l'Haudenosaunee et lançaient des déclarations portant son en-tête: le Canada se révéla incapable d'identifier les délégués véritables de la confédération.

Les rapports entre l'Haudenosaunee et la Couronne se sont obscurcis, mais ils n'en demeurent pas moins de nature obligatoire. À l'heure où le Canada reconnaît politiquement le droit inhérent des autochtones à l'autonomie gouvernementale, le plus simple, si le Canada souhaite prouver son adhésion à ces principes, serait de renouer des relations correctes avec l'Haudenosaunee et, pour ce faire, de repolir la chaîne d'alliance.

Pouvoir et survivance de la confédération

L'artisan de paix qui, le premier, apporta la Grande Loi de la Paix aux Cinq-Nations originales n'appartenait à aucune de ces nations; de même, la confédération créée par les lois et par la fusion d'esprit des peuples n'englobait pas uniquement ces nations. La *Kaianerekowa* prévoit plusieurs façons de procéder à l'adoption d'un étranger, selon qu'elle est effectuée par un particulier, par un clan ou une famille, par une nation ou par l'ensemble de la confédération; elle prévoit aussi que quiconque le désire peut suivre les Grandes Racines blanches jusqu'à leur source et demander à être accepté et adopté. Pour prendre de l'expansion et assurer sa survivance, la Ligue prit l'habitude d'adopter des nations entières aussi bien que des particuliers. C'est ainsi que la paix allait faire tache d'huile.

Certains devinrent membres de l'Haudenosaunee par la force, par exemple les derniers survivants des Wendats, Attiwandaronks et Tionontates après les guerres des années 1650, ou les personnes capturées au cours des guerres contre les Français ou contre les colonies américaines. Souvent, le captif venait se substituer à une personne qui avait été tuée; il recevait alors exactement le même traitement que tout autre membre de la famille.

D'autres encore se joignirent à l'Haudenosaunee pour y trouver refuge: venue de la côte est, la nation entière des Tuscaroras a conservé son identité. Certains — Tuteloës, Nanticokes,

Abénaquis, Delawares, parmi beaucoup d'autres — finirent par s'intégrer à la confédération, et confièrent leurs cérémonies et traditions à leur communauté d'adoption. Pendant que la colonisation enlevait aux gens leurs terres dans l'Est et que la maladie faisait des ravages dans l'Ouest, l'Haudenosaunee accueillit réfugiés et immigrants.

D'autres enfin en devinrent membres par voie de mariage, d'adoption individuelle et de simple naturalisation. Au début du XVIII^e siècle, par exemple, on comptait plus de Sénécas d'adoption que de Sénécas de souche. L'origine ou la race ne jouaient pas dans ce phénomène d'absorption: la citoyenneté était conférée à quiconque se montrait disposé à se conformer à la loi, pour autant que la collectivité soit encline à l'adopter.

La Grande Loi comporte deux protections contre les abus: le nom conféré à l'adoption est «pendu autour du cou», c'est-à-dire que le membre adoptif qui transgresse la loi perd son nom et cesse de compter parmi les gens de la longue maison. La même règle s'applique aux nations adoptées: on peut exiger leur départ, après les avoir averties. L'autre forme de protection se rapporte au gouvernement: les 50 *rotiianeson* sont membres des premières familles à détenir le titre; ainsi, quel que soit le nombre d'immigrants au sein de l'Haudenosaunee, les «nouveaux» ne pourront pas tout de suite prendre d'assaut le conseil. Ils peuvent accéder, au mérite, au titre de «chef de l'Arbre de Paix» (comme Thayendenega, qui était de descendance huronne, ou Kiantwahke, dont le père était européen), mais ils ne peuvent aspirer à devenir *rotiianeson*.

Certains historiens ont prétendu que l'adoption des prisonniers pratiquée par l'Haudenosaunee était une stratégie visant consciemment à faire venir de nouveaux guerriers en remplacement des anciens, et à alimenter ainsi la machine de guerre. Cela a sans doute constitué l'un des effets de cette pratique, mais le peuple lui-même l'explique par la propagation des Grandes Racines blanches de l'Arbre de la Paix, propagation qui interpelle quiconque a le désir de venir s'abriter sous l'Arbre, là où la loi le protégera. Cette interprétation est confirmée par le fait que la loi établit cette pratique en faisant référence à l'utilité des personnes adoptées non pas pour la guerre, mais pour la paix; on observera en outre que les adoptions se sont poursuivies longtemps après la cessation des hostilités.

On a dit qu'il existe deux sortes de nationalisme dans le monde: le premier, fondé sur le sang et sur une ascendance commune de tous les membres, porte le nom de nationalisme «ethnique»; le second se fonde sur un partage d'idéaux, et porte le nom de nationalisme «civique». La première forme peut mener à des guerres sanglantes, par exemple entre Toutsis et

Sotos, ou entre Serbes et Croates. Mais le nationalisme civique transcende le sang et fait reposer la fidélité sur des lois et des objectifs qui lient tous les membres. C'est dans cette optique que saint Paul, vivant dans ce qu'on désigne aujourd'hui le Moyen-Orient, était fier de se dire citoyen romain.

On peut jusqu'à un certain point attribuer la survivance de l'Haudenosaunee, à une époque et dans une contrée où d'autres nations ont disparu, à cette deuxième forme de nationalisme, qui appelle l'adhésion à un système de lois et de pensée qui rapproche les membres les uns des autres, et qui maintient leur fierté et leur intégrité.

Parmi les ancêtres des Six-Nations de la rivière Grand, on compte des Delawares, Nanticokes, Hollandais, Anglais, Montours et Mohicans. Les Mohawks et Onondagas d'Akwesasne comptent aussi parmi leurs ancêtres des Abénaquis, Français et Américains; enfin, les résidents de Kanesatake accueillirent des Algonquins, des Nipissings et des membres d'autres nations.

Tous ces gens virent dans la confédération un grand pouvoir, tant de l'esprit que de la loi, et la capacité manifestée par ses gens et institutions de guider le canot dans la rivière en se tenant à distance du voilier. Les autres nations «unirent leur esprit» à celui de l'Haudenosaunee, non pas poussées par le respect ou la crainte du pouvoir militaire (qui était déjà sur son déclin au milieu du XVIII^e siècle), mais par le respect pour sa loi et pour la capacité des gens qui la guidaient. L'Haudenosaunee continua à parler au nom des autres nations du nord-est de l'Amérique du Nord même après que la guerre et la colonisation se furent portées vers l'Ouest. Si elle demeure au centre des relations avec les Européens, et des conseils des nations autochtones, c'est parce qu'elle a su, alors que toutes les autres nations de la région avaient disparu, conserver sa culture et ses terres, son gouvernement et ses lois.

La vie de l'Haudenosaunee sous tous ses aspects — cérémonies, gouvernement, lois et langues — est sortie victorieuse des campagnes d'anéantissement dont elle a fait l'objet, là où les autres ont succombé: les cérémonies ont survécu à l'opposition de la loi canadienne et de la religion chrétienne; la loi et le gouvernement, aux efforts conjugués du gouvernement, de la police et des tribunaux du Canada; les langues, aux assauts de l'anglais et du français, langues puissantes et voraces. Il n'y a rien de remarquable à ce que les langues de l'Haudenosaunee soient en difficulté, à ce que ses gouvernements traditionnels se trouvent affaiblis et à ce que

certaines parties des cérémonies et religions soient perdues à jamais; ce qui est en fait remarquable, c'est que tout cela ait survécu avec autant de force.

Qu'est-ce qui explique la survivance de l'Haudenosaunee? La force véritable qui émane d'elle. Cette force n'est nullement fonction d'un même sang que se partageraient tous ses membres, mais de l'unité qui s'est faite dans l'esprit des gens, facteur de survivance beaucoup plus viable, puissant, important et respectable.

Cette survivance n'est pas non plus attribuable au Canada — bien que la continuation du Canada en tant que confédération moderne puisse dépendre des enseignements qu'il saura tirer de l'Haudenosaunee.

L'Indien déclara: «Mon bateau est composé de la Gaswentah [rivière de la vie], qui est très rapide et durera jusqu'à la fin du monde [...]»

Le Blanc répliqua: «Nous sommes tombés d'accord; qu'allons-nous faire maintenant pour garder notre parole?»

L'Indien répondit: «Nous allons nous prendre par la main et voir comment le Créateur a agi. Il a tout d'abord placé le soleil dans le ciel; nous nous tiendrons la main aussi longtemps que brillera le soleil. En deuxième lieu, le Créateur a planté l'herbe; nous nous tiendrons la main tant que poussera l'herbe. En troisième lieu, le Créateur a planté les buissons et les arbres, et il a ordonné aux rivières de couler vers l'aval; nous nous tiendrons la main aussi longtemps que les rivières couleront vers l'aval. En quatrième lieu, nous ignorons combien de temps la terre va subsister; nous allons donc nous tenir la main et observer notre accord aussi longtemps que durera la terre²⁴⁰.»

Da neh to

-
1. Lord Denning, M.R., dans *La Reine contre le Secrétariat d'État aux Affaires étrangères et du Commonwealth, ex parte Indian Association of Alberta et autres*, [1982] 2 All E.R. 118 (Cour d'appel).
 2. Gawasowane (Parker), Dayodekane (Newhouse), p. 32.
 3. Frederick Turner, *Beyond Geography*, p. 39.
 4. Gregory Bateson, *Steps to an Ecology of Mind*, New York, Ballantine, 1972.
 5. Joagquisho (Oren Lyons), Gardien de la connaissance, clan onandaga du Loup, 24 mai 1978; «Our Mother Earth», *Parabola* 6/1, 1981.
 6. Sakorarewate (Tom Porter), «Men Who Are of the Good Mind, Indian Roots of American Democracy», *Northeast Indian Quarterly*, 1988, pp. 8-12.
 7. Venus Walker, Royaner, clan onéida du Loup — traduit en anglais par Kariwakeron (Bruce Elijah), Gardien de la connaissance, clan onéida du Loup — devant le Comité spécial de la Chambre des communes sur l'autonomie politique des Indiens, le 30 juin 1983.
 8. Gawasowane (Parker), Dayodekane (Newhouse), p. 23.
 9. Elizabeth Tooker, «The League of the Iroquois, Its History, Politics and Ritual», *Handbook of North American Indians*, volume 15, Washington (D.C.), Smithsonian Institution, 1978, p. 439.
 10. William Beauchamp, *Civil, Religious and Mourning Councils and Ceremonies of Adoption of the New York Indians*, New York State Museum, 1907.
 11. Gawasowane (Parker), Chiefs, p. 76.
 12. Archives nationales du Canada [ANC], Groupe d'archives [RG] 10, vol. 1829, p. 273.
 13. American State Papers, Indian Affairs, volume I, p. 155.
 14. Vol. 15, «Northeast», p. 298.
 15. Gawasowane (Parker), Chiefs, p. 103.
 16. Gawasowane (Parker), Dayodekane (Newhouse), p. 45.
 17. Peter Sauer, «Placemarks, Landscapes of Fear and Death», *Orion Magazine* (été 1993), p. 62.
 18. Sosistowahs (John Mohawk), «The Indian Way is a Thinking Tradition», dans «Indian Roots of American Democracy», *Northeast Indian Quarterly* (1988), pp. 13-17.

-
19. Mary A. Druke, «Linking Arms», dans *Beyond the Covenant Chain, The Iroquois and their Neighbours in Indian North America, 1600-1800*, sous la direction de Daniel Richter et James H. Merrell, Syracuse, Syracuse University Press, 1987, p. 31.
 20. *Concerning the League*, pp. 103-109.
 21. Gawasowane (Parker), Dayodekane (Newhouse), p. 30.
 22. Gawasowane (Parker), Chiefs, p. 103.
 23. ANC, Portefeuille du Haut-Canada, 1826, p. 214; Reply of Great Britain, Cayuga Arbitration, vol. II.
 24. Gawasowane (Parker), Dayodekane (Newhouse), p. 37.
 25. Cadwallader Colden, *The History of the Five Indian Nations* [1727], Cornell University Press, 1973.
 26. Sakorarewate, «Men Who Are of the Good Mind», cité à la note 6, pp. 8-12.
 27. Lafitau, *Customs of American Indians*, volume 2, pp. 296-297.
 28. Father Louis Hennepin, *A New Discovery of a Vast Country in America*, Londres, 1698; réimpression: Toronto, Coles, 1974, p. 86.
 29. Papiers Simcoe, volume II, p. 224, sous la direction de Cruikshank, Toronto, 1922 [ci-après II:224].
 30. Sosistowahs (John Mohawk), «The Indian Way», cité à la note 17, p. 16.
 31. Philadelphie, Historical Society of Pennsylvania, 1938.
 32. New York State Library, manuscrit 13350-51.
 33. Hennepin, *A New Discovery*, cité à la note 27, p. 86.
 34. Gawasowane (Parker), Dayodekane (Newhouse), p. 45.
 35. Gawasowane (Parker), Dayodekane (Newhouse), p. 53.
 36. Papiers Simcoe, I:26.
 37. Documents Related to the Colonial History of New York [NYCD], VII:133 (London Documents).
 38. Daniel Richter, *The Ordeal of the Longhouse, The Peoples of the Iroquois League in the Era of European Colonization*, Chapel Hill, University of North Carolina, 1992, p. 41.
 39. Sosistowahs, «The Indian Way», cité à la note 17, p. 17.

-
40. Livingstone Indian Records, 1666-1723, p. 89.
 41. Papiers sir William Johnson, Albany, State University of New York, 1921, 1965, XI:727.
 42. Horatio Hale, *The Iroquois Book of Rites* [1883], Ohsweken, Iroquois Publications, 1989, p. 346.
 43. Conseil, Onondaga, 24 avril 1748, Papiers sir William Johnson, I:156.
 44. ANC, RG 10, volume 1826.
 45. ANC, RG 8, volume 258, partie i, pp. 60-70a.
 46. Albany, 22 août 1735; voir aussi «la cérémonie d'usage des condoléances, Niagara, 23 juillet 1790, Archives nationales du Canada, Affaires indiennes du Bas-Canada, Série S; Fort George, 3 août 1826, ANC F10, Portefeuille du Haut-Canada - Affaires indiennes («le surintendant général adjoint a présidé à la cérémonie des condoléances»).
 47. Michael Foster, «On Who Spoke First at Iroquois-White Councils: An Exercise in the Method of Upstreaming», dans *Extending the Rafters, Interdisciplinary Approaches to Iroquoian Studies*, sous la direction de Michael Foster, Jack Campisi et Marianne Mithun, Albany, SUNY Press, 1984, p. 184.
 48. Compte rendu du Conseil de Pennsylvanie, 6:60-69.
 49. Discours des Cherokee adressé aux Haudenosaunee, Philadelphie, juin 1758, Papiers sir William Johnson, II: 860.
 50. 3 mai 1690, NYCD, VII:712.
 51. 1^{er} juin 1691, NYCD, VII: 773.
 52. Conseil, Onondaga, 25 avril 1748, Papiers sir William Johnson, I: 162.
 53. Papiers sir William Johnson, I: 276.
 54. ANC, Papiers Haldimand, B B 114, pp. 11-12.
 55. Papiers sir William Johnson, XIII:111-113; 707-712.
 56. Druke, «Linking Arms», cité à la note 18, p. 33.
 57. NYCD, III:535-561; voir aussi NYCD, III:712-714. Quelques mois plus tard, la terminologie des conseils britanniques reprenait le mot «frères».
 58. 25 septembre 1763, NYCD, III:559-560.
 59. NYCD, VII:665.

-
60. NYCD, 957-959.
 61. Papiers sir William Johnson, XI:395-96.
 62. King, J., dans *Logan v. Styres*, [1959] 20 DLR 416, p. 422.
 63. 22 juin 1793, Papiers Simcoe, I:364.
 64. ANC, RG 10, volume 1826.
 65. Deskahe (Levi General), discours prononcé à Londres en août 1923.
 66. Six-Nations (territoire de la rivière Grand), *The Red Man's Appeal for Justice*, mars 1924, p. 23.
 67. Papiers sir William Johnson, II:796.
 68. Papiers sir William Johnson, II:847.
 69. NYCD, VIII:773; papiers Board of Trade, III.
 70. Papiers Simcoe, II:224.
 71. Colden, *The History of the Five Indian Nations*, cité à la note 24, p. 44.
 72. Papiers sir William Johnson, XI:395.
 73. Conseil, Albany, 3 juillet 1751, Papiers sir William Johnson, I:342.
 74. Canasatego, en conseil au Traité de Philadelphie, 1742.
 75. Papiers sir William Johnson, II:381.
 76. Colden, *The History of the Five Nations*, cité à la note 24, p. 30.
 77. Compte rendu, Conseil de la Pennsylvanie, 4:660-669.
 78. Compte rendu du Conseil, Willow Grove, 1870.
 79. Comité mixte de la Chambre et du Sénat sur les Affaires indiennes, 22 juin 1960, p. 1184.
 80. Joagquisho (Oren Lyons), «Land of the Free, Home of the Brave», dans «Indian Roots of American Democracy», *Northeast Indian Quarterly* (1988), p. 20.
 81. Compte rendu de traité, Conseil de Pennsylvanie, 16 juin 1744, 4:706-709.
 82. Conseil, Onondaga, 25 avril 1748, Papiers sir William Johnson, I:158; voir aussi Francis Jennings, *The Ambiguous Iroquois Empire*, New York, W.W. Norton, 1984, p. 145.

-
83. ANC, RG 10, volume 1822, p. 35.22.
 84. Public Records Office [PRO], Kew (Angleterre), Colonial Office Papers [CO] 1/40; voir aussi NYCD, XIII:510.
 85. 4 juin 1691, NYCD, III:779.
 86. ANC, RG 10, volume 1822, pp. 22-29.
 87. Lawrence Leder (dir.), *The Livingston Indian Records, 1666-1723*, Gettysburg (Pennsylvanie), 1956, pp. 80-81.
 88. Gawasowane (Parker), Chiefs, p. 46.
 89. Colden, *The History of the Five Nations*, cité à la note 24, p. 56.
 90. ANC, RG 10, volume 1820, 15 juin 1742, pp. 2642-2646.
 91. NYCD, VI:172-178.
 92. ANC, RG 10, volume 1820, p. 110.
 93. William Johnson à George Clinton, gouverneur de New York, 4 mai 1750, Papiers sir William Johnson, I:278.
 94. ANC, RG 10, volume 1820, pp. 276-290.
 95. *How Democracy Came to St. Regis* (Akwasasne Notes, 1969).
 96. *How Democracy Came to St. Regis*, cité à la note 94.
 97. Mary Druke, «Linking Arms», cité à la note 18, p. 33.
 98. ANC, RG 10, volume 3164, f. 378,057.
 99. ANC, RG 10, volume 3164, f. 378,057.
 99. Horatio Hale, «Hiawatha and the Iroquois Confederacy» [1881], dans *The Iroquois Book of Rites and Hale on the Iroquois*, Ohsweken, Grand River Territory, Iroqrafts Iroquois Reprints, 1989, p. 5.
 100. *Concerning the League*, p. 458.
 101. Parker, p. 45.
 102. Jesuit Relations, 1644-45, sous la direction de Goldthwaite, p. 303.
 103. Papiers sir William Johnson, II:705.

-
104. Papiers sir William Johnson, XI:917.
 105. Papiers sir William Johnson, XIII:432.
 106. Papiers Simcoe, II:131.
 107. Dossier 471-3-11-1 des Affaires indiennes.
 108. ANC, RG 10, D-124, pp. 191, 343-345.
 109. Ontario Archaeological Report, 1928, p. 51.
 110. ANC, RG 10, volume 1862, f. 239.
 111. Papiers sir William Johnson, XIII:98.
 112. NYCD, I:67-68.
 113. Papiers sir William Johnson, XIII:680.
 114. ANC, RG 10, volume 1869, f. 598 1/2.
 115. ANC, RG 10, p. 2102.
 116. NYCD, VI:534.
 117. Richard L. Hann, «Covenant and Consensus, Iroquois and English, 1676-1760», dans *Beyond the Covenant Chain*, sous la direction de Richter et Merrell, Syracuse University Press, 1987, pp. 52-53.
 118. Papiers sir William Johnson, I: 474.
 119. Papiers sir William Johnson, II:234.
 120. Colonial Documents, Number Five, Volume VII, p. 473, dans American and British Claims Arbitration, Cayuga Indians, Appendix to the Answer of the United States, Volume 1, p. 17.
 121. NYCD, XXXIII:18.
 122. Beaucoup de faits résumés dans cette partie sont extraits du livre de Gilles Havard, *La Grande Paix de Montréal de 1701*, Montréal, Recherches Amérindiennes au Québec, 1992.
 123. Havard, *La Grande Paix de Montréal*, cité à la note 122, p. 141.
 124. *La Grande Paix de Montréal*, p. 146.
 125. *La Grande Paix de Montréal*, p. 148.

-
126. *La Grande Paix de Montréal*, p. 150.
 127. *La Grande Paix de Montréal*, p. 162.
 128. *La Grande Paix de Montréal*, p. 160.
 129. Malvina Bolus, «Four Kings Came to Dinner with Their Honours», *The Beaver* [Winnipeg] (automne 1980), pp. 46-48.
 130. Papiers sir William Johnson, XIII:618-619.
 131. Papiers sir William Johnson, XIII:163.
 132. Papiers sir William Johnson, II:737.
 133. Papiers sir William Johnson, IV:255-256.
 134. Papiers sir William Johnson, volume 10, pp. 977-985.
 135. Papiers sir William Johnson, X:974-976.
 136. Papiers sir William Johnson, XI:31.
 137. ANC, RG 10, volume 1825, p. 61.
 138. Papiers sir William Johnson, IV:615.
 139. Cayuga Arbitration Papers, volume II, Ottawa, 1914, p. 291.
 140. Commission royale sur les peuples autochtones, *Le droit à l'autonomie gouvernementale des autochtones et la Constitution: Commentaire*, Ottawa, février 1992, p. 11.
 141. Papiers sir William Johnson, IV:279-280.
 142. Papiers sir William Johnson, IV:328.
 143. Papiers sir William Johnson, IV:481.
 144. Papiers sir William Johnson, IV:511.
 145. Papiers sir William Johnson, IV:310.
 146. Papiers sir William Johnson, IV:319.
 147. Papiers sir William Johnson, IV:355.
 148. Papiers sir William Johnson, XI:116.
 149. Papiers sir William Johnson, IV:387.

-
150. Papiers sir William Johnson, XI:130-155.
 151. NYCD.
 152. Papiers sir William Johnson, IV:513.
 153. Papiers sir William Johnson, IV:517.
 154. Peter Sauer, «Placemarks: Landscapes of Fear and Kith», *Orion Magazine*, été 1993, p. 62.
 155. *Realm of the Iroquois*, Time Life Books, 1993, p. 123.
 156. James Thomas Flexner, *Lord of the Mohawks*, Toronto, Little, Brown & Co., 1959, p. 327.
 157. Flexner, *Lord of the Mohawks*, cité à la note 155, pp. 330-331.
 158. Gregory Evans Dowd, *A Spirited Resistance, The North American Indian Struggle for Unity, 1745-1815*, Johns Hopkins University Press, 1992, pp. 42-43.
 159. ANC, RG 19, F1, volume 2, pp. 89-90.
 160. ANC, Papiers Haldimand, B 103, pp. 175-182.
 161. PRO, CO 42, volume 44, pp. 133-135.
 162. British Museum, Papiers Haldimand, Add. Mss. 21705, ff. 154-155.
 163. ANC, Papiers Haldimand, B 169, pp. 131-135.
 164. PRO, CO 42, volume 46, pp. 224-225.
 165. ANC, Papiers Haldimand, B 222, 1061.
 166. Archives publiques de l'Ontario, Crown Land Papers, Surveyors' Letters, 1766-1800.
 167. PRO, CO 42, volume 73, p. 144.
 168. Dossier présenté à la Chambre des communes le 15 juin 1887 à la suite d'une requête du secrétaire d'État en date du 2 mai 1887, p. 7.
 169. Dossier présenté comme suite à une requête de la Chambre des communes, cité à la note 167, pp. 9-10.
 170. Dossier, p. 11.
 171. *Doe dem. Sheldon c. Ramsay* (1852), 9 U.C.Q.B. 105, pp. 122-123.

-
172. Dossier, cité à la note 167, p. 17.
 173. Dossier, p. 32.
 174. Dossier, p. 37, 3 janvier 1887.
 175. ANC, Papiers Haldimand, B 103, 175-182.
 176. PRO, CO 42, volume 44, pp. 133-135.
 177. NYCD, pp. 683-684. On trouve une étude plus fouillée de l'histoire de cette affaire dans Jack Campisi, «From Stanwix to Canandaigua», *Iroquois Land Claims*, sous la direction de Christopher Vecsey et William Starna, Syracuse University Press, 1988, pp. 49-65.
 178. Anthony F.C. Wallace, *The Death and Rebirth of the Seneca*, New York, Vintage, 1972, p. 197.
 179. Campisi, «From Stanwix to Canandaigua», cité à la note 176, p. 53.
 180. Wallace, *The Death and Rebirth of the Seneca*, cité à la note 177, p. 198.
 181. Campisi, «From Stanwix to Canandaigua», cité à la note 176, p. 56.
 182. «From Stanwix to Canandaigua», p. 61.
 183. Cité dans le rapport du D^r Jack Campisi relativement à la réclamation des Onéidas contre l'État de New York, p. 63.
 184. Bibliothèque du Congrès, documents concernant les affaires indiennes.
 185. Stone, *Life of Red Jacket*, p. 117.
 186. The Pickering Treaty, Gawasowane (Arthur Parker), volume III, Publication Fund Series of the Rochester Historical Society, 1924, p. 88.
 187. Papiers Timothy Pickering, volume 60, Boston, Massachusetts Historical Society.
 188. Voir aussi *British Policy on the Canadian Frontier 1782-92*; Orpha Leavitt, *Mediation and an Indian Barrier State*, Madison, State Historical Society of Wisconsin, 1916; Colin Calloway, *Crown and Calumet, British-Indian Relations, 1783-1815*, Oklahoma, 1987; Robert Allen, *His Majesty's Indian Allies, British Indian Policy in the Defence of Canada, 1774-1815*, Toronto, Dundurn Press, 1992.
 189. Papiers Simcoe, IV:83-89.
 190. *Francis c. La Reine*, [1956] R.C.S. 618.
 191. ANC, RG 8, série C, volume 258, partie I, pp. 60-70a.

-
192. ANC, RG 8, volume 258, partie I, pp. 204-208.
193. Charles M. Johnston, «A Report on the Six Nations Land Surrender of 1841», rapport inédit remis au Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario.
194. *Indian Treaties and Surrenders*, volume 1, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1891, pp. 119-120.
195. *Indian Treaties and Surrenders*, cité à la note 193, volume 1, pp. 121-122.
196. Johnston, «Report on the Six Nations Land Surrender», cité à la note 192, p. 21.
197. «Report on the Six Nations Land Surrender».
198. *Logan c. Styres*, [1959] 20 DLR (2d) 416.
199. Charles M. Johnston, *The Valley of the Six Nations*, Toronto, Champlain Society, 1964, p. 271.
200. «A Basic Call to Consciousness», discours de l'Haudenosaunee au monde occidental lors de la Conférence des Nations Unies sur les peuples autochtones qui s'est tenue en 1977, Akwesasne Notes, 1979.
201. Joagquisho, «Our Mother Earth», cité à la note 5, p. 93.
202. Commission mondiale sur l'environnement et le développement, *Notre avenir à tous*, Oxford, Oxford University Press, 1987, p. 117.
203. Albert Gore, *Earth in the Balance, Ecology and the Human Spirit*, New York, Plume, 1993, p. 339.
204. *R. c. Hill*, [1951]).W.N. 827, pp. 830-831.
205. *R. c. Ireland and Jamieson* (1991), 1 O.R. (3d) 577.
206. Elizabeth Graham, *Medicine Man to Missionary*, Toronto, Peter Martin Associates, 1975, p. 105.
207. Hennepin, *A New Discovery*, cité à la note 27, p. 513.
208. Lewis H. Morgan, *The League of the Iroquois*, [1851] New York, Citadel Press, 1962, p. 331.
209. Morgan, *The League of the Iroquois*, cité à la note 207, p. 334.
210. Papiers sir William Johnson, VIII:1139.
211. NYCD, 3:321-328.

-
212. Papiers sir William Johnson, IV:328.
213. NYCD, 2.
214. ANC, RG 10, volume 1862, f. 239.
215. John A. Noon, *Law and Government of the Grand River Iroquois*, New York, Viking, 1949, pp. 72-73.
216. Cayuga Arbitration Papers, réponse de l'Angleterre II, p. 231.
217. *Francis c. La Reine*, [1956] 3 DLR (2d) 641.
218. *R. c. Hill* (1907), 15 O.L.R. 410, par le juge Osler.
219. *R. c. Hill*, cité à la note 217, p. 411.
220. *R. c. Hill*, [1951] O.W.N. 824.
221. *Four B Manufacturing Ltd. c. United Garment Workers of America et al.*, 102 D.L.R. (3d) 385, p. 398, Cour suprême du Canada.
222. *St. Catherine's Milling & Lumber Co. c. The Queen*, [1888] R.C.S. XIII, p. 577.
223. ANC, RG 10, v., f. 111263.
224. ANC, RG 10, v., f. 111263.
225. Procès-verbal du conseil général, 10 juin 1870.
226. Voir Abate Wori Abate, «Iroquois Control of Iroquois Education, A Case Study of the Iroquois of the Grand River Valley in Ontario, Canada», thèse de doctorat, Université de Toronto, 1984.
227. *R. c. Bonhomme*, [1917] 38 DLR 647. La Cour suprême du Canada a confirmé le jugement, [1918] 49 DLR 690, 59 SCR 679, sans fournir de motifs.
228. [1957] Que. S.C. 5.
229. *Lazare c. Voie maritime du Saint-Laurent*, [1957] C.S. Québec 5, p. 9.
230. *Fletcher c. Peck* (1812), 6 rapports Cranch 87, p. 121.
231. *Lazare c. Voie maritime du Saint-Laurent*, cité à la note 228, p. 10.
232. *Point v. Dibblee Construction*, [1934] 2 DLR 785, p. 792.
233. *Logan v. Styres*, [1959] 20 DLR (2d) 416, p. 418.

-
234. *Logan v. Styres*, cité à la note 232, p. 424.
235. *Miller c. R.*, [1950] 1 DLR 513, p. 514.
236. *Miller c. R.*, cité à la note 234, p. 517.
237. *Miller c. R.*, cité à la note 234, p. 525.
238. Assemblée des Premières nations, cercle sur la Constitution, document de travail, 21 novembre 1991, p. 8.
239. Joe Clark, ministre chargé des Affaires constitutionnelles, allocution du 7 novembre 1991.
240. Joagquisho (Oren Lyons), dans *Exiled in the Land of the Free*, Santa Fe, Clear Light Publishers, 1993, p. 42.